



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 SESSION ORDINAIRE 2006-2007

43 ^e séance, mercredi	4 juillet 2007
44 ^e séance, jeudi	5 juillet 2007
45 ^e séance, mardi	10 juillet 2007
46 ^e séance, mercredi	11 juillet 2007

➤ Vers une représentation des parlements nationaux à la Conférence intergouvernementale

On devrait examiner la possibilité de faire participer trois observateurs parlementaires à la Conférence intergouvernementale sur le traité modificatif: cette demande a été formulée le 10 juillet à Lisbonne, à la réunion des présidents des commissions spécialisées en affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne et de députés du Parlement européen (COSAC).

Une Conférence intergouvernementale est effectivement chargée de mettre en place le traité modificatif qui est destiné à remplacer le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Les travaux de cette Conférence intergouvernementale (CIG) devraient être achevés jusqu'à la réunion des chefs d'État et de gouvernement, les 18 et 19 octobre à Lisbonne, destinée à la signature du traité.

La représentation parlementaire revendiquée à Lisbonne sera assurée par les présidents des commis-



M. Laurent Mosar a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC.

sions des affaires européennes des Parlements du Portugal, d'Allemagne et de Slovaquie, qui composent la troïka. Ils informeront régulièrement les autres parlements nationaux du suivi des discussions.

Lors de la réunion du 10 juillet, M. Luís Amado, Ministre d'État et Ministre des Affaires étrangères du Portugal, a également informé les parlementaires sur le programme de la Présidence portugaise de l'Union européenne, traitant des dossiers aussi importants que le traité modificatif, la situation au Kosovo, la stratégie de Lisbonne et la migration. La Présidence portugaise organisera une conférence de haut niveau sur l'immigration légale et une réunion ministérielle Euromed sur les migrations.

L'immigration a été un des sujets de l'intervention de M. Laurent Mosar, qui a représenté la Chambre des Députés en tant que président de la délégation luxem-

DANS CE NUMÉRO

Sécurité intérieure	p. 502
Chargés de cours au primaire et préscolaire	p. 518
Nordstad-Lycée	p. 521
Centre de Rétention	p. 535

bourgeoise. M. Mosar s'est par ailleurs renseigné sur l'état d'avancement des négociations du cycle de Doha au sein de l'Organisation mondiale du Commerce et s'est intéressé au programme «Mieux légiférer».

À signaler enfin une présentation du site Internet IPEX (Interparliamentary EU Information Exchange - site <http://www.ipex.eu>), qui est le résultat d'une recommandation de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne et qui a l'objectif de renforcer la coopération interparlementaire dans l'Union européenne en mettant à disposition une plate-forme pour l'échange électronique d'informations sur les affaires européennes entre les parlements nationaux de l'Union.

➤ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

La Charte sociale au centre des débats

«Il faut bien reconnaître que rares sont ceux qui connaissent son contenu et son fonctionnement». C'est avec ces mots que M. Walter Riester, rapporteur de la commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a décrit la situation de l'application de la Charte sociale européenne révisée lors du débat sur «la dimension sociale de l'Europe: mise en œuvre intégrale de la Charte sociale européenne révisée et évaluation des nouvelles conditions d'emploi et de salaire minimum».

«C'est pourtant avec la Charte européenne des droits de l'homme,

un instrument majeur de l'Europe, qu'il convient de décliner dans tous les pays s'agissant de la santé, de l'emploi et des retraites.» Il s'est félicité ensuite que l'Allemagne l'ait finalement signée et il espère que «ce débat permettra de mettre en avant le Conseil de l'Europe qui est le premier garant de la protection sociale en Europe».

M. Marcel Glesener est également intervenu lors du débat pour apporter l'appui du groupe PPE au susdit rapport. «Après onze ans, depuis la date de la signature de la Charte révisée, un grand nombre d'États membres du Conseil de l'Europe n'ont pas encore ratifié cette charte: une situation à déplo-

rer et à laquelle on doit remédier aussi vite que possible», a dit M. Glesener.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en troisième partie de session à Strasbourg du 25 au 29 juin 2007. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Hauptert et Jean Huss.

Il reste à signaler que M. Jean Huss, en sa qualité de membre de la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des ques-

tions territoriales de l'APCE a été l'initiateur principal d'une audition publique d'experts sur les risques sanitaires liés à l'environnement.

À cette audition, qui a été organisée par la susdite commission, ont pris part M. Ralph Baden, biologiste de l'habitat du Service de médecine de l'environnement du Ministère de la Santé, M. Frank Bartram, Président de l'Association professionnelle des médecins de l'environnement d'Allemagne, et M. Charles Sultan, Service d'hormonologie du Centre hospitalier universitaire de Montpellier.

À relever aussi que Mme Anne Brasseur, vice-présidente de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation, a accepté de succéder à M. Guy Lengagne, Membre sortant français de l'APCE, pour présenter

le rapport sur «Les dangers du créationnisme dans l'éducation».

Ce rapport qui aurait initialement dû être discuté lors du débat sur le dialogue interculturel et interconfessionnel a été dissocié des deux autres rapports et renvoyé en commission avec l'argument que «le Conseil de l'Europe n'est pas une académie scientifique mais un organe politique».

M. Lengagne s'est opposé au renvoi pourtant voté par l'Assemblée: «Au moment où l'on assiste à des poussées de mouvements intégristes, sans doute minoritaires, niant l'évolution, retirer le sujet du débat pour le repousser est une insulte à caractère religieux à l'égard de la science.» Il est prévu de discuter ce rapport lors de la session en octobre prochain.

www.coe.int

➤ La sécurité et la coopération en Europe dans le collimateur

Il faut accentuer la collaboration dans des domaines tels que la sécurité énergétique, l'environnement ou encore la lutte contre le trafic d'êtres humains. Cet appel ressort de la déclaration finale de la 16^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), réunie du 5 au 9 juillet à Kiev.

La coopération dans le cadre du contrôle des flux migratoires doit être renforcée: l'Assemblée a réaffirmé cette volonté et a attiré l'attention sur la nécessité de renforcer les outils d'intégration. Les migrants devraient se voir octroyer non seulement des droits civils, mais également des droits sociaux tels que droit à la santé, à l'éducation et à une existence décente.

La situation au Bélarus a été un autre sujet à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire. Celle-ci a demandé au gouvernement du pays d'Europe centrale des mesures comme une réforme du Code électoral et la libération des prisonniers politiques, ainsi que le respect des droits des organisations non gouvernementales et celui des droits des adeptes de religions.

Une autre résolution de l'Assemblée parlementaire concerne son propre statut et rôle à l'intérieur de l'OSCE: elle exhorte les gouvernements des 56 pays membres à intensifier leurs efforts pour renforcer son statut et rôle en tant que partie intégrante de l'Organisation. En même temps, il faudrait cependant veiller à préserver l'au-



Mme Viviane Loschetter a participé à la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

tonomie, caractéristique de tout organe parlementaire véritablement démocratique.

À Kiev, le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, M. Göran Lennermark (Suède) a été réélu à l'unanimité pour une deuxième période d'un an. Le Vice-Président, M. Panos Kammenos (Grèce) a été réélu également, tandis que trois nouveaux Vice-Présidents ont été élus: Mme Anne-Marie Lizin, Présidente du Sénat belge, M. Jerry Grafstein, membre du Sénat canadien et ancien trésorier de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, ainsi que le Dr Kimmo Kiljunen, membre du Parlement finlandais. M. Hans Raddel, membre du Bundestag allemand, a été élu nouveau trésorier.

Informations supplémentaires: www.oscepa.org

Dispositions en matière de confiscation

5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales

Le projet de loi sous examen poursuit deux objets distincts, à savoir:

- d'une part, modifier les articles du Code pénal relatifs à la confiscation spéciale en étendant le champ d'application de celle-ci, et

- d'autre part, introduire en droit luxembourgeois l'exequatur de décisions étrangères de confiscation et de restitution.

En ce qui concerne le premier objectif, le projet de loi sous rubrique suggère de remplacer l'actuel article 31 du Code pénal dont la portée et le champ d'application sont jugés trop limités.

Actuellement l'article 31, paragraphe 1^{er} dispose que la confiscation spéciale s'applique: 1) aux choses formant l'objet de l'infraction; 2) aux choses qui ont servi ou qui sont destinées à commettre l'infraction, quand la propriété en appartient au condamné; et 3) aux choses qui ont été produites par l'infraction ou qui ont été acquises à l'aide du produit de l'infraction.

Le projet de loi sous rubrique propose d'intégrer les dispositions actuelles de l'article 32-1 du Code pénal au niveau de l'article 31 au titre du droit commun de la confiscation spéciale tout en y apportant certaines adaptations.

À noter que l'actuel article 32-1 du Code pénal a été introduit par la loi du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe du 8 novembre 1990 relatif au blanchiment, au dépistage, à la saisine et à la confiscation des produits du crime. Cet article concerne la confiscation spéciale en cas d'infraction de blanchiment visée aux articles 506-1 à 506-7 du Code pénal, c'est-à-dire pour toutes les infractions de blanchiment dont l'infraction primaire ou de base n'est pas constituée par un trafic de stupéfiant. L'article 32-1 a été introduit entre autres pour répondre à l'obligation faite par la Convention de 1990 précitée aux États parties d'adapter leurs législations afin de permettre une confiscation par équivalent.

En intégrant les dispositions de l'actuel article 32-1 au niveau de l'article 31 du Code pénal, le projet de loi sous examen institue la confiscation par équivalent pour toute infraction. Le champ d'application de l'article 32-1 du Code pénal devenu le nouvel article 31 se retrouve du coup élargi et n'est plus limité à la seule infraction de blanchiment.

Le second objectif du projet de loi sous rubrique consiste en l'introduction en droit luxembourgeois de l'exequatur de décisions étrangères de confiscation et de restitution. Ce faisant, le projet de loi comble un vide juridique en la matière. En effet, notre droit ne connaît jusqu'à présent que la possibilité d'exécuter une décision étrangère ordonnant la confiscation de certains biens en matière de drogues¹ et de blanchiment². Il s'ensuit qu'il n'est actuellement pas possible de confisquer des sommes gelées sur des comptes bancaires sur base d'une demande d'entraide judiciaire.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.02.2005

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

12.01.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.05.2006 Prise de positionnement du Gouvernement relative à l'avis du Conseil d'État

11.01.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

25.01.2007 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.02.2007 Adoption du texte coordonné et amendé à transmettre au Conseil d'État

23.05.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2007

Convention en matière de sécurité sociale avec la France

5570 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

Les relations entre la France et le Luxembourg en matière de sécurité sociale sont réglées par le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants qui se déplacent à l'intérieur de l'Union européenne. Toutefois, compte tenu de la migration transfrontalière très importante, il est indiqué de prévoir dans leurs relations bilatérales des dispositions additionnelles particulières, renforçant la collaboration administrative entre institutions et créant des droits plus étendus pour les citoyens. Telle est la finalité de la convention bilatérale, signée à Paris le 7 novembre 2005, qui est approuvée par le présent projet de loi.

Cette convention prévoit, entre autres, les améliorations suivantes par rapport au règlement 1408/71:

- les droits aux soins de santé pour les titulaires de pension sont élargis, qu'ils soient ou non anciens travailleurs frontaliers. Ainsi, les pensionnés peuvent obtenir des soins médicaux, y compris les soins programmés dans les deux pays, alors que le règlement communautaire prévoit uniquement l'octroi des soins médicalement nécessaires compte tenu de la nature des prestations et de la durée du séjour prévue;

- pour l'octroi d'une pension, les périodes accomplies dans un pays tiers avec lequel tant la France que le Luxembourg sont liés par un instrument international, pourront être prises en considération;

- l'assurance dépendance fait l'objet de deux dispositions, l'une pour la reconnaissance de l'état de dépendance et organisant une coopération appropriée entre les institutions et l'autre pour fixer des règles de priorité en cas de cumul de droits à prestations de dépendance;

- les procédures d'exécution des décisions des juridictions, de recouvrement de cotisations et de restitution de prestations indûment versées sont précisées, plus particulièrement par le biais d'un protocole additionnel.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.08.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

16.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.06.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

04.07.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

¹ Convention de Vienne du 20 décembre 1988

² Convention de Strasbourg du 8 novembre 1990

Cellules et tissus humains

5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines

Le projet de loi transpose en droit luxembourgeois la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains.

La transplantation de tissus et de cellules humaines est un secteur de la médecine en forte croissance, offrant des possibilités importantes pour le traitement de maladies jusqu'à présent incurables. Il s'agit notamment des maladies cardio-vasculaires et des maladies dites neurogénéralisées ainsi que des lésions des fibres nerveuses et de la moelle épinière. L'objectif est une ingénierie tissulaire capable de produire des organes in vitro pour compenser la rareté des dons d'organes et améliorer le traitement de certaines maladies. Dans le cadre de ces activités relevant de la biotechnologie et de la recherche biomédicale, il importe de garantir la qualité et la sécurité des tissus et cellules humains utilisés à des fins thérapeutiques.

La directive européenne tout comme le présent projet de loi s'inscrivent donc dans le souci de préserver la santé publique et de prévenir la transmission de maladies infectieuses ou cancéreuses par ces tissus et cellules. Voilà pourquoi le présent projet propose d'établir des prescriptions détaillées contraignantes pour ces substances humaines du donneur au patient. Le texte détermine des systèmes minima de qualité et de sécurité applicables, les qualifications professionnelles et l'information requises. À noter que les produits couverts par le présent projet de loi ont expressément été exclus de la législation sur les dispositifs médi-

caux, ceci compte tenu des exigences spécifiques très rigoureuses applicables à leur égard.

Une importance particulière revient aux normes de traçabilité qui doivent permettre de suivre la chaîne de transmission des tissus et des cellules du donneur au receveur et inversement.

La loi fixe des normes élevées en ce qui concerne l'admissibilité des donneurs de tissus et de cellules et contient des dispositions relatives à la formation du personnel intervenant directement dans le processus et ce à n'importe quel niveau.

À l'instar de la directive transposée, la présente loi s'applique également aux cellules souches hématopoïétiques du sang périphérique, du cordon ombilical (sang) et de la moelle osseuse, aux cellules reproductrices (ovules, spermatozoïdes), aux tissus et cellules fœtaux et aux cellules souches adultes et embryonnaires. Sont exclus du champ d'application de la loi le sang et ses produits dérivés (autres que les cellules progénitrices hématopoïétiques), les organes humains, ainsi que les organes, tissus et cellules d'origine animale, de même que les tissus et cellules utilisés comme greffe autologue (consistant à prélever des tissus et à les greffer sur le même individu), dans le cadre d'une seule et même intervention chirurgicale, sans être conservés à aucun moment dans une banque.

La loi rappelle les principes du don volontaire et non rémunéré, de l'anonymat du donneur et du receveur, de l'altruisme du donneur et de la solidarité entre donneur et receveur.

La loi prévoit finalement les conditions de l'agrément des établissements de tissus, de la notification des incidents et réactions indésirables liés à l'obtention, au contrôle, à la transformation, à la conservation, au stockage et à la distribution des tissus et cellules humains.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.05.2006

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

22.03.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

21.06.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

05.07.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

Officier de police judiciaire

5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle

Le projet de loi a pour objet d'attribuer la qualité d'officier de police judiciaire aux fonctionnaires de la carrière supérieure et de la carrière moyenne du cadre administratif et technique du Service de police judiciaire ainsi qu'aux employés des carrières S et D qui ne relèvent pas du cadre policier, à condition d'être affectés depuis au moins deux ans dans une des sections ou cellules du Service de police judiciaire.

D'après les auteurs du projet, cette modification législative est nécessaire pour permettre au personnel civil de la police judiciaire de remplir pleinement et de façon autonome ses missions.

En effet, les 20 personnes engagées à la suite d'un recrutement exceptionnel par dé-

cision du Gouvernement du 3 octobre 2002 dans le but de renforcer le Service de police judiciaire, ne peuvent travailler d'une façon autonome et sans courir le risque de voir annuler les actes posés par voie de procédure que si leurs compétences et leurs pouvoirs sont clairement définis par la loi.

Les personnes concernées ont été affectées au service d'appui du SPJ, à savoir à la section «nouvelles technologies» et à la «cellule d'analyse et d'appui». Elles fournissent leur aide et leur savoir-faire dans les domaines de l'informatique, de l'analyse des bilans et autres devoirs en matière économique et financière. Le travail actuellement fourni constitue donc tout au plus une aide matérielle pour les enquêteurs policiers. Ceci n'est pas satisfaisant, alors que, d'une part, cette aide n'est légalement pas prévue et que, d'autre part, le travail à fournir ne peut devenir vraiment efficace que si les personnes ont la qualité d'officier de police judiciaire.

D'autres solutions envisagées par les auteurs du projet, à savoir l'attribution au personnel concerné de la qualité d'expert, de

témoignage ou d'une compétence partielle ou restreinte d'officiers ou d'agents de police judiciaire, n'ont finalement pas été retenues

alors que toutes ces solutions ne peuvent ni offrir la sécurité juridique indispensable, ni garantir un travail efficace.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.05.2006 Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers	
Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):	
25.04.2007	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
27.06.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 11.07.2007	

Libéralisation du marché de l'électricité

5605 - Projet de loi

1) relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie;

3) abrogeant

- la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport;

- la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes;

- la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

et

4) modifiant

- la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité vise à transposer les directives européennes 2003/54/CE concernant des règles communes pour le marché

intérieur de l'électricité et 2005/89/CE concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité et les investissements dans les infrastructures. Tandis que la transposition de la directive 2005/89/CE n'est due que pour le 24 février 2008, la directive 2003/54/CE aurait dû être transposée en droit national jusqu'au 1^{er} juillet 2004 au plus tard.

La Commission européenne a décidé le 22 septembre 2005 de saisir la Cour de Justice des Communautés européennes d'un recours en manquement contre notre pays. Dans son arrêt du 28 septembre 2006 (affaire C-353/05), la Cour de Justice constate que «le Grand-Duché de Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive», et partant, elle considère le recours introduit par la Commission comme fondé.

Suite à l'envoi d'un deuxième avis motivé par la Commission européenne, le Luxembourg risque maintenant en vertu de l'article 228 du Traité CE de se voir infliger le paiement soit d'une somme forfaitaire, soit d'astreintes s'il ne procède pas, dans les meilleurs délais, à la transposition de la directive en question. Ce qui explique en partie l'urgence qui règne dans ce dossier.

La directive 2003/54/CE prévoit l'ouverture du marché de l'électricité pour tous les clients professionnels à partir du 1^{er} juillet 2004 ainsi que la libéralisation complète du marché pour le 1^{er} juillet 2007 au plus tard. Tous les clients seront alors éligibles, y compris les clients résidentiels. Dans le marché libéralisé, les entreprises du secteur de l'électricité ont des obligations de service universel et de protection des consommateurs à respecter. Ces obligations peuvent porter sur la sécurité, y compris la sécurité d'approvisionnement, sur la régularité, la qualité et le prix de la fourniture d'électricité ainsi que sur la protection de l'environnement, y compris l'efficacité énergétique et la protection du climat. Il doit être assuré qu'au moins tous les clients résidentiels aient le droit d'être approvisionnés en électricité d'une qualité bien définie, à des prix raisonnables, aisément comparables et transparents. Par ailleurs, la directive oblige les États membres à assurer que tous les clients et producteurs aient accès aux réseaux de distribution, respectivement de transport. Enfin, l'obligation de service public comprend la mise en place d'un dispositif protégeant les consommateurs dits «vulnérables».

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006 Rapporteur: M. Alex Bodry	
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):	
18.01.2007	Présentation du projet de loi
08.02.2007	Examen du projet de loi
15.02.2007	idem
01.03.2007	idem
08.03.2007	idem
15.03.2007	idem
22.03.2007	idem
19.04.2007	idem
02.05.2007	idem
11.05.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.05.2007	Échange de vues avec M. le Ministre de l'Intérieur sur des propositions concernant l'adaptation des services communaux à opérer dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité et du marché du gaz naturel Examen d'une série de propositions d'amendements et de l'avis du Conseil d'État
24.05.2007	idem
04.06.2007	idem
12.06.2007	idem
14.06.2007	Échange de vues avec M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Examen d'une série de propositions d'amendements et de l'avis du Conseil d'État
19.06.2007	Examen d'une série de propositions d'amendements
09.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 11.07.2007	

Organisation du marché du gaz naturel

5606 - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

Le projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel vise à transposer les directives européennes 2003/55/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et 2004/67/CE concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel. Dans les deux cas, le délai de transposition est écoulé.

En ce qui concerne la directive 2003/55/CE, le Grand-Duché s'est vu notifier un avis motivé par la Commission européenne en date du 16 mars 2005. La Commission européenne a décidé le 22 septembre 2005 de

saisir la Cour de Justice des Communautés européennes d'un recours en manquement contre notre pays. Dans son arrêt du 18 mai 2006 (affaire C-354/05), la Cour de Justice constate que «le Grand-Duché de Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive».

Suite à l'envoi d'un deuxième avis motivé par la Commission européenne, le Luxembourg risque maintenant en vertu de l'article 228 du Traité CE de se voir infliger le paiement soit d'une somme forfaitaire, soit d'astreintes s'il ne procède pas, dans les meilleurs délais, à la transposition de la directive en question. Ce qui explique en partie l'urgence qui règne dans ce dossier.

La directive 2003/55/CE exige que les entreprises du secteur du gaz naturel soient exploitées suivant des principes commerciaux et interdit leur discrimination du point de vue de leurs droits ou obligations. À cet égard, la directive permet aux États membres d'imposer aux entreprises opérant dans le secteur du gaz naturel des obligations de service public qui peuvent porter sur la sécurité, y compris la sécurité d'approvisionnement, la régularité, la qualité et le prix de la fourniture, ainsi que la protection de l'environnement.

Les États membres doivent organiser l'accès au réseau suivant la formule d'une procédure d'accès réglementé, sur la base de tarifs et/ou d'autres clauses et obligations publiées pour l'utilisation du réseau.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006 Rapporteur: M. Alex Bodry	
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):	
18.01.2007	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
08.02.2007	Examen du projet de loi
15.02.2007	idem
01.03.2007	idem
08.03.2007	idem
15.03.2007	idem
22.03.2007	idem
19.04.2007	idem
02.05.2007	idem
11.05.2007	idem
24.05.2007	idem
04.06.2007	idem
12.06.2007	idem
14.06.2007	Échange de vues avec M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
19.06.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.06.2007	Adoption d'une série d'amendements
09.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 11.07.2007	

Marchés d'instruments financiers

5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:

- la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,

- l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,

- la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,

- la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

Le projet de loi a pour objectif principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers. Cette directive abroge et remplace celle de 1993 sur les services d'investissement qui introduisait le concept de passeport européen pour les entreprises d'investissement. Le terme "MiFID" (abréviation anglaise de "Markets in Financial Instruments Directive") est largement utilisé pour faire référence à la directive 2004/39/CE.

Par ailleurs, il est prévu de réviser certains statuts PSF (professionnels du secteur financier) définis dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Finalement, le projet de loi procède au toilettage de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pour assurer l'utilisation d'une terminologie uniforme ou pour en éliminer certains archaïsmes sans en modifier le fond.

Transposition de la directive 2004/39/CE

La directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) constitue l'un des piliers majeurs du Plan d'action pour les services financiers, initié en 1999 par la Commission européenne. Elle a été élaborée dans le cadre de la procédure européenne à trois niveaux dite «procédure Lamfalussy».

Il s'agit d'une directive cadre (niveau 1 du processus Lamfalussy) qui définit les obligations générales de haut niveau que les autorités des États membres doivent mettre en œuvre. Cette directive renvoie à la Commission européenne, assistée du Comité européen des valeurs mobilières, le soin de fixer des mesures d'exécution sur différents points qu'elle détermine dans le cadre du processus de «comitologie» (niveau 2).

Les objectifs de MiFID

La directive-cadre MiFID s'est donné pour objectif de créer les conditions indispen-

sables en vue de rendre les transactions des valeurs mobilières au sein de l'espace européen plus efficaces, plus rapides et moins chères.

À cet effet, il est instauré un cadre réglementaire complet régissant l'exécution organisée des transactions des investisseurs non seulement à travers les bourses, mais encore via les systèmes multilatéraux ou les systèmes internes de négociation des banques et des entreprises d'investissement. Le but final en est d'offrir une meilleure protection aux investisseurs tout en réduisant les coûts des transactions.

Les trois grands axes de la directive peuvent être résumés comme suit:

1. l'harmonisation minimale des conditions d'agrément et d'exercice des entreprises qui est un préalable au passeport européen;
2. la sauvegarde des intérêts des investisseurs, l'efficacité des marchés et la concurrence entre les différents systèmes d'exécution des ordres en mettant ceux-ci sur un pied d'égalité;
3. le renforcement de la coopération entre autorités compétentes des États membres.

Lorsqu'elle aura produit ses effets, cette directive devra bénéficier à l'ensemble des acteurs du monde financier: les investisseurs jouiront d'un régime de protection accru, les émetteurs trouveront une plus grande liquidité des marchés à un meilleur prix et finalement les autorités de supervision profiteront d'un régime de collaboration renforcé. Cependant, si le cercle des bénéficiaires est assez étendu, ce sont surtout les intermédiaires financiers qui seront directement concernés par la mise en œuvre de MiFID.

Le passeport européen

La directive facilite l'usage du passeport européen et en améliore le fonctionnement. En effet, les entreprises d'investissement ont le droit d'opérer sur tout le territoire de l'Union européenne sur base de l'agrément accordé par l'État membre d'origine et sous la surveillance des autorités compétentes de ce même pays. Ce principe, qui s'inspire étroitement de l'approche retenue dans le secteur bancaire, était déjà ancré dans la directive 93/22/CEE.

Le principe de la compétence des autorités de l'État d'accueil pour certaines règles, essentiellement des règles de conduite, ne subsiste que pour l'offre de services d'investissement par l'intermédiaire d'une succursale.

La classification des clients

La directive met en place une relation centrée sur le client avec des obligations de connaissance et d'information du client à la charge de la banque, afin de lui proposer les produits adaptés à sa situation. À cet effet, elle prévoit trois catégories de clients auxquelles sont attachés des niveaux de protection croissants et des obligations différentes pour le prestataire de services d'investissement, à savoir:

- les contreparties éligibles auxquelles l'entreprise d'investissement n'offre que des services de réception/transmission et d'exécution d'ordres,

- les clients professionnels énumérés à l'annexe II de MiFID; cette notion n'est pas à confondre, bien qu'elle s'en rapproche, avec celle de «client averti» telle que définie dans la loi sur les fonds spéciaux (FIS);

- les clients particuliers (ou *retail*) auxquels évidemment la plus grande protection et la plus ample information sont accordées.

Des changements de catégories sont possibles dans certaines conditions avec l'accord du client.

La mise en concurrence des lieux d'exécution des ordres

La directive donne un cadre juridique aux trois modes d'exécution utilisés en Europe:

- le marché réglementé, c'est-à-dire les bourses;

- le MTF (système multilatéral de négociation) mis en place par des banques ou des entreprises d'investissement pour les transactions entre leurs clients;

- le système interne systématique utilisé par les opérateurs pour leurs besoins propres.

Le présent projet de loi remplace le régime de la concession dont bénéficiait la Société de la Bourse de Luxembourg S.A. par un régime d'agrément des marchés réglementés.

En reconnaissant et en réglementant d'autres plates-formes d'exécution des ordres que les marchés réglementés, comme les Multilateral Trading Facilities (MTF) et les internalisateurs systématiques (IS), la directive vise à accroître la concurrence entre celles-ci. La disparition du monopole des marchés réglementés traditionnels et la mise en concurrence des modes de négociation constituent sans aucun doute l'un des principaux éléments de la directive puisque de très grands groupes bancaires internationaux seront désormais en mesure de pouvoir réglementer ces transactions en interne ce qui leur offrira l'opportunité de développer de nouvelles activités.

Les règles de transparence sur les lieux d'exécution des ordres

La mise en concurrence des modes de négociation s'accompagne d'un ensemble de règles en matière de transparence "pre-trade" et "post-trade" pour la négociation des titres. Dans ce nouvel environnement, les intermédiaires seront en effet amenés à jouer la carte de la transparence.

L'exécution des ordres des clients

Pour protéger l'investisseur et lui garantir un service de qualité, le texte oblige les intermédiaires à s'assurer que leurs procédures d'exécution des ordres permettent de traiter les ordres des clients dans les meilleures conditions en termes de prix, de coût, de rapidité et d'exécution ainsi que de règlement-livraison. Si cette obligation d'exécution des ordres aux conditions les plus favorables pour le client n'est pas nouvelle, elle est aujourd'hui formalisée pour ce qui est de la responsabilité et de la charge de preuve qui incombent aux prestataires.

Par ailleurs, la directive prévoit des règles en matière de "reporting" aux clients relatif à l'exécution des ordres.

La coopération entre les autorités de surveillance

La directive délimite plus clairement le partage des pouvoirs entre l'État du pays d'origine et celui du pays d'accueil pour les succursales, permettant aux autorités compé-

tentes nationales de mener à bien leur mission de surveillance des marchés financiers et des entreprises d'investissement.

En ce qui concerne plus précisément l'échange d'informations, le projet de loi innove en ce qu'une information transmise par la CSSF à une autre autorité peut être communiquée à une autorité tierce, sauf si la CSSF précise au moment de la communication que cette information ne peut être divulguée sans son accord exprès préalable. Auparavant, une autorité n'était d'office pas autorisée à transmettre une information sauf accord obtenu de la part de l'autorité source de l'information.

Le texte de la directive présente une nouveauté dans le droit communautaire dans la mesure où pour la première fois coopération et échange d'informations sont clairement distingués.

La révision de certains statuts PSF

La principale modification du texte actuel instaurant de nouvelles catégories de PSF «connexes» porte sur la baisse substantielle des exigences financières requises pour pouvoir prétendre au statut de PSF. L'objectif affiché est d'attirer de nouveaux opérateurs financiers spécialisés au Grand-Duché, suivant en cela la spécialisation des métiers de la finance. Le montant du capital social minimal est ramené de 1,5 million à 370.000 euros pour les opérateurs de systèmes informatiques primaires et les professionnels opérant des transferts de fonds, à 125.000 euros pour les gestionnaires d'OPC, les agents administratifs et les domiciliataires, et à 50.000 euros pour les agents de communication à la clientèle tout comme pour les opérateurs de systèmes informatiques secondaires.

Les autres dispositions modifient les critères d'appartenance à certaines catégories précises de PSF, certains statuts de professionnels sont retouchés, les trois types de PSF voient leur champ d'activité élargi aux entreprises d'assurance et de réassurance.

Un nouveau statut de PSF est également créé, à savoir celui de la société d'intermédiation financière.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.10.2006	
Rapporteur: M. Lucien Thiel	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):	
23.01.2007	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
05.07.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 11.07.2007	
Loi du 13 juillet 2007.	
Mémorial A: 2007, N°116, page 2076	

Coopération dans les régions frontalières

5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

Le projet de loi vise l'approbation d'un accord de coopération frontalière conclu sous forme d'un échange de lettres en date du 23 mai 2005 entre le Luxembourg, la France, l'Allemagne et la Belgique, y compris les autorités fédérales, la région wallonne, la communauté francophone et la communauté germanophone.

À noter que la France, l'Allemagne et le Luxembourg avaient déjà conclu en 1980 un accord relatif à la coopération dans les régions frontalières, avec l'objectif de développer les activités d'intérêt commun susceptibles de consolider et de renforcer les rela-

tions de voisinage dans l'espace géographique couvrant la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, ainsi que les régions de Trèves et du Palatinat occidental. La demande belge d'adhérer à l'accord de 1980 a été accueillie favorablement par les trois pays signataires, mais différents problèmes de fond et de forme ont surgi (absence de procédures pour l'adhésion de nouveaux membres, structure fédérale de la Belgique, volonté d'une mise à jour de l'accord).

Le présent accord couvre la Sarre, la Rhénanie-Palatinat (Trèves et Palatinat occidental, Landkreis Birkenfeld), la Lorraine, le Luxembourg et les provinces belges du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur et s'intéresse à des activités d'intérêt commun, notamment dans les domaines administratif, technique, social, économique ou culturel, susceptibles de consolider et de développer les relations de voisinage.

Sont créées une commission intergouvernementale et une commission régionale qui sont chargées de faciliter l'étude et de proposer la solution des questions de voisinage. La commission intergouvernementale traite en particulier les questions qui ne peuvent pas être résolues au niveau de la commission régionale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

23.04.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

02.07.2007 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2007

Centre de Rétention

5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la construction d'un centre de rétention, tel que l'avait prévu la déclaration gouvernementale du 4 août 2004.

En septembre 2004, le Ministre de la Justice soumit au Ministre des Travaux publics une demande pour la construction d'un centre de rétention, structure fermée indépendante devant accueillir les étrangers en situation irrégulière au pays. Ces personnes, dont le nombre se chiffrait fin janvier 2006 à quelque 50 à 60 personnes, étaient abritées et le sont encore à l'heure actuelle au centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière, centre créé par règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 comme section spéciale du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL). En présence, d'une part, du constat d'un accroissement considérable du nombre de détenus au centre pénitentiaire, nombre qui se chiffre entre 580 et 600 personnes pour atteindre 687 personnes le 15 novembre 2006, et, d'autre part, de l'incident fin janvier 2006 dans la section spéciale, l'aménagement d'une structure en dehors de l'enceinte du CPL sera de nature à résoudre, du moins en partie, le problème de la surpopulation du CPL. Cette structure séparée du CPL permettra d'abriter temporairement les personnes déclarées être en situation irrégulière dans notre pays.

Elle doit répondre en plus à la prise en charge plus spécifique des personnes en question. La structure projetée constitue un moyen de la politique gouvernementale en vue de combattre et de sanctionner l'immigration illégale en dehors de la prison proprement dite.

À côté du problème de surpopulation du CPL, il faut bien évidemment voir la construction d'un centre de rétention dans un contexte plus large de la politique d'immigration et d'asile du Gouvernement.

Le futur centre de rétention comprendra un ensemble de bâtiments destinés à accueillir les personnes déboutées conformément à l'article 15 de la loi modifiée du 28 mars 1972 et à l'article 10 de la loi du 5 mai 2006.

asymétrique ou d'effectifs réduits, l'avancement normal est excessivement retardé, voire bloqué, la possibilité, après 12 années sans avancement, de pouvoir bénéficier, le chef d'administration entendu en son avis, d'un mécanisme d'avancements en traitement dont les modalités techniques d'exécution restent à préciser entre parties».

La réalisation de cette mesure était prévue au projet de loi modifiant et complétant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005, c) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, d) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (doc. parl. 5486).

Dans ses avis du 5 juillet 2005 et du 11 octobre 2005 le Conseil d'État avait exprimé son opposition formelle à la réalisation de cette mesure au motif qu'elle excluait la magistrature, violant ainsi le principe de l'égalité de traitement devant la loi. La Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Médias et des Communications a donc décidé de supprimer la mesure proposée dans le projet de loi 5486.

Dans sa nouvelle proposition de texte, le Gouvernement tient maintenant compte des observations du Conseil d'État en rendant la même mesure applicable aux fonctionnaires des grades M2 et M3 de la magistrature s'ils n'ont pas profité depuis au moins douze années de service d'une nouvelle nomination dans un grade hiérarchiquement supérieur.

2) L'adaptation des dispositions sur le stage pour les candidats engagés à temps partiel

La loi du 25 décembre 2005 modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires stagiaires de l'État prévoit pour les fonctionnaires stagiaires la possibilité du travail à temps partiel de cinquante pour cent et de soixante-quinze pour cent. Cette loi n'a cependant pas réglé la durée de stage pour les candidats travaillant à temps partiel.

La durée normale de stage étant de deux ans, il faut que les fonctionnaires stagiaires à temps partiel répondent aux obligations de formation pendant une période équivalente du stage. D'après les auteurs du présent projet une durée de stage de deux années actuellement prévues est insuffisante «pour pouvoir garantir aux stagiaires à temps partiel une formation intégrale pendant leur stage, ainsi qu'une initiation professionnelle adéquate».

Après avoir évoqué plusieurs cas de figure pour résoudre le problème, les auteurs du projet proposent la solution qui consiste à

prévoir pour les fonctionnaires stagiaires à temps partiel une prolongation de la durée du stage d'une année. Leur stage sera donc de trois ans au lieu des deux ans actuellement prévus.

3) La création d'une base légale permettant de préciser par règlement grand-ducal les procédures à appliquer en matière de harcèlement moral et/ou sexuel

Il est proposé de prévoir qu'un règlement grand-ducal peut préciser les dispositions de l'article 10 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Cet article concerne les plaintes émanant des agents de l'État qui s'estiment victimes de harcèlement moral ou sexuel.

Le Conseil d'État relève à juste titre qu'en vertu de l'article 36 de la Constitution «le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois». Cette disposition confère au Grand-Duc le pouvoir de prendre les règlements sans qu'il soit nécessaire de prévoir une habilitation expresse dans la loi. Le Conseil d'État propose donc de supprimer le texte proposé par le Gouvernement. La Commission qui acquiesce aux considérations du Conseil d'État se rallie à la proposition de supprimer cette habilitation autorisant le Grand-Duc à prendre un règlement grand-ducal.

Dans un amendement du 29 mars 2007 élaboré par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, les auteurs du projet réitèrent les raisons qui plaident en faveur du maintien à l'article II point 2 du texte relatif au règlement grand-ducal. Les précisions fournies par le Ministre compétent ont amené le Conseil d'État et la Commission à marquer leur accord avec le texte amendé.

4) L'accommodation des modalités de réintégration d'agents de l'État après un congé sans traitement ou un congé pour travail à mi-temps

Le fonctionnaire qui bénéficie d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps ne peut pas nécessairement être réintégré dans son service d'origine s'il désire reprendre ses fonctions ou s'il veut travailler à tâche complète. En effet, l'administration peut, en cas d'un congé sans traitement ou d'un congé à temps partiel, occuper le poste vacant ou la dernière tâche par un autre agent. Au moment de la réintégration d'un fonctionnaire bénéficiant d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps, il n'y a pas nécessairement une vacance de poste permettant la réintégration. Il est proposé de prévoir la possibilité d'affecter le fonctionnaire dans son service d'origine, soit, à défaut de poste, dans un autre service de la même administration, soit dans le département ministériel dont relève cette administration. Le fonctionnaire relevant de l'administration gouvernementale peut être affecté à un département ministériel autre que le département d'origine.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2006

Rapporteur: M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

19.03.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

18.06.2007 Échange de vues sur la note relative à l'exploitation du centre de rétention

21.06.2007 Examen et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

19.03.2007 Présentation du projet de loi

18.06.2007 Échange de vues sur la note relative à l'exploitation du centre de rétention

Vote en séance publique: 10.07.2007

Traitement des fonctionnaires de l'État

Fonction publique

5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi 5656 poursuit quatre objectifs:

1) L'introduction de la possibilité d'un avancement en traitement en faveur des fonctionnaires bloqués depuis 12 ans dans le même grade

L'accord salarial du 31 mai 2005 pour l'ensemble du personnel de l'État et des secteurs assimilés prévoyait «l'introduction dans les cas où en raison d'une pyramide d'âge

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.12.2006

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Médias et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

09.03.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.06.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

18.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2007



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Lydie Err, Doyenne

Ordre du jour

1. Communication
2. 5511 - Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg

Interpellation de Mme Colette Flesch sur le nécessaire respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles

(Rapport de la Commission juridique - Présentation de l'interpellation - Débat - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Opgrond vum Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Schafung vun engem Centre pour l'égalité de traitement an opgrond vun den Artikelen 132 bis 134 vun hirem Règlement ass d'Chamber dozou opgeruff, e Président a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn.

Interessante kënnen hir Kandidatur fir d'Mandat vum President oder fir d'Mandat vum Member vun dësem Centre per Bréif un de Chamberspräsident riichten, an dat bis spéitstens den 1. August 2007. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Bei der Kandidatur muss e Liewenslaf leie mat de Beleeër, déi beweisen, dass d'Konditiounen vum Gesetz erfüllt sinn an dass d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschlossen vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung.

» Plusieurs voix. - Oh!

» M. le Président. - All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun där festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleeën iwwert d'Averständnis vum Kandidat.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Haut de Mëtteg, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer op eiselem Ordre du jour d'Orientéierungsdebatt iwwert déi intern Sécherheet zesumme mat der Interpellatioun vun der Madame Flesch iwwert d'Gläichgewicht tëschent der öffentlecher Sécherheet an den individuelle Fräiheeten. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Doerner, den Här Bodry, den Här Braz, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, den Här Santer, den Här Klein an d'Madame Err. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Débat, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

2. 5511 - Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg

Interpellation de Mme Colette Flesch sur le nécessaire respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles

Rapport de la Commission juridique

» M. Patrick Santer (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sécurité intérieure gehéiert zu den At-

tributer vun engem souveräne Stat. De Stat, egal wat fir eng politesch Form en unhëlt, huet als eng vu sengen éischten Aufgaben, fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze suergen a fir déi ze bestrofen, déi géint seng Gesetzer verstouss hunn.

Et muss een awer feststellen, datt zu Lëtzebuerg, wéi dat och an anere Länner de Fall ass, et eng Tendenz gëtt zur Inflatoun vu Gesetzer mat strofrectleche Bestëmmungen. Et gëtt zwar Fäll, wou et géllt, Lücken an eiselem Strofgesetz ze fëllen, oder wou nei Infractionne mussen geschaf ginn, well d'Kriminalitéit sech mat der Zäit verännert huet. Mä dat, wat mer am Rapport uprangeren, datt sinn déi Bestëmmungen, wou den Trouble à l'ordre public net wierklech nogewise gouf respektiv marginal, wann net bedeutungslos ass.

An deene Fäll, wou also keng richtig oder gravéierend Gefährdung vum Ordre public noweisbar ass, verstéisst een am Fong géint Sënn an Zweck vum Strofrecht. Esou hu mer an eiselem Rapport festgehalten: «Le caractère dissuasif de la peine - certains parleront d'exemplarité, voire d'intimidation - ne peut que se diluer face à une multiplication excessive des infractions pénales.»

Eng Alternativ wär, a Fäll, wou den Ordre public net wierklech a Gefor wär, Strofe mat engem méi administrative Charakter virzugesinn, wéi op déi klassesch Prisongs- a Geldstrofen zréckzegräifen.

Wann och, Här President, déi eigentlech Missioun vum Stat säit Jorzéngten, wann net Jorhonnerten am Prinzip déiselwecht bliwwen ass, nämlech fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze suergen, esou huet sech an deene leschte Joren op dësem Gebitt vill gedoen.

1986 hate mer déi lescht Orientatiounsdebatt iwwert d'Sécherheet an dësem Plenum. Wann een de Rapport vun der Spezialkommissioun vun 1986 liest, da gesäit een, datt tëschent deemools an haut d'Problemer, mä och d'Erausfuerverderungen, déi sech de Police- a Justizautoritéite stellen, heiansdo grondsätzlech geännert hunn.

An deenen 21 Joer huet sech net nëmmen déi geostrategesch an europapolitesch Situatioun geännert. Am Sécherheitsberäich hu mer et och mat enger ganz anerer Situatioun wéi virun 21 Joer ze dinn. De Prisong vu Schraasseg - deemools nach den „neien“ Prisong vu Schraasseg - war mat 310 Häftlingen net iwwerbesat. Haut sinn et der 674, an dat aus ongeféier 66 verschiddenen Nationalitéiten.

Et gouf nach eng Police an eng Gendarmerie, woubäi d'Spezialkommissioun 1986 nach vehement géint eng Fusioun vun deenen zwee Corps war, aus - esou war et deemools - historieschen a psychologiesche Grënn.

1986 waren déi modern Investigatiounstechnike wéi DNA-Prouwen oder Fangerofdréck nach onbekannt. Eng Vidéosurveillance konnt ee sech nach net esou virstelle wéi dat, wat se haut ginn ass.

D'Kriminalitéit huet sech och an deene leschten 21 Joer globaliséiert, wat zu enger méi breeder an intensiver Kooperatioun um europäeschen an internationale Plang tëschent Police- a Justizautoritéite gefouert huet an och an Zukunft wäert féieren.

Här President, d'Sécurité intérieure ass ee komplexen, empfindlechen a mannegfaltigen Domän, deen dacks zu enger iwwerdrüwener, wann net populistescher Vereinfachung féiert.

Komplex, well et och heiansdo kontradiktoresch Konzepter mateneen ze verbanne gëtt. Et muss een de richtigen Equiliber

fannen tëschent op där enger Säit enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung an op där anerer Säit dem Respekt vun de Grondrechter an de Fräiheete vun alle Bierger. - Ech wäert nach am Numm vun der CSV-Fraktioun am Kader vun der Interpellatioun, déi d'Madame Flesch ugefrot huet, d'Geleeënheet kréien, fir dorobber méi am Detail anzegoen.

Eng komplex Matière och, well de preventive Volet vun der Sécurité intérieure dacks net berücksichtegt gëtt. Et schéngt wéi wann d'Sécurité intérieure nëmme repressiv ausgeluecht wär. Dat ass awer falsch. An deenen dräi Ennerdeelunge vun der Sécurité intérieure - Police, Justice a Strofvollzuch - gëtt et e repressive Volet an et gëtt och e preventiven.

D'Police, zum Beispill duerch hir Presenz um Terrain, huet e preventive Charakter. D'Strofgesetz an d'Uerteeler vun de Strofgeriichter hunn en ofschreckende Charakter, andeem den Täter oder de présuméierten Täter an doriwwer eraus d'Bevölkerung duerch d'Exemplaritéit vun de méigleche Strofen dovunner ofgehale solle ginn, eng Strofdot ze begoe respektiv nach eng ze widerhuelen.

Schliesslech soll de Strofvollzuch esou ausgeluecht ginn, fir eng Resozialiséierung vun Condamnéierten erbäizeféieren an duerch déi Resozialiséierung eng Récidive ze vermeiden oder weinstens de Risiko vun enger Récidive anzeengen.

Et ass och eng empfindlech Matière. Et kann een net vu Sécherheitsfroe schwätzen, ouni d'Onsécherheitsgefill, dat vill Leit verspiere, mat a Betruecht ze zéien. D'Statistike sinn Zuelen, hannert deene sech Schicksaler, Leed, Misär, Liewensgäng vu Leit ofspillen oder bouleverséiert ginn.

D'Onsécherheitsgefill ass schwéier ze ëmräissen, ass schwéier ze beschreiwen. Et ernährt sech vu Gefiller, Erfahrungen, Rumeuren, Strofdoten, déi an der Géigend begaange gi sinn, oder souguer vun engem diffuse Gefühl géigeniwwer Persounen, Plazen oder Situatiounen.

Mä et däerf ee sech keng Illusioun maachen. En Onsécherheitsgefill, wat a ville Fäll verständlech ass, kann een net per Dekret aus der Welt schafen. Dobäi kënn, datt d'Gewalt zu eiselem Alldagsliewe gehéiert iwwer Medien, Kino oder Videospiller. Et féiert zu enger Saturatioun, Gewaltzeene reegen net méi op, oder et muss wierklech hefteg kommen.

Et ass schliesslech e Beräich mat ville Facetten, well et hei net nëmmen ëm Kriminalitéitsbekämpfung geet. Et geet och doréms, d'Ursaache vun der Kriminalitéit ze bekämpfen, an dat ass net eleng eng Aarbecht vum Justizminister: Educatioun, Logement, Gesondheitswiesen a Famill sinn och hei gefuerdert. Esou huet rezent de franséische Conseil économique et social geschriwwen: «Précarisation économique, développement de l'insécurité sociale et professionnelle, dislocation du lien social, affaiblissement des politiques sociales contribuent en amont à augmenter le risque de délinquance.»

Här President, de Rapport ass an dräi Kapitelen ennerdeelt: d'Police, d'Justiz an de Strofvollzuch. Ech wäert lech elo déi wichtegst Konklusiounen duerleeën, déi ech och an enger Motioun festgehalten hunn. Déi Motioun hunn ech bis elo eleng ennerschriwwen, mä ech ginn dovunner aus, datt se och fraktiounsiwwergräifend gedroe gëtt.

Wat mer net wollte mat dësem Rapport, ass, eng Bestandsopnam maachen. Dofir brauche mer keng Orientatiounsdebatt. Mir wollten an deenen dräi Secteuren op fir eis wichtig Problemer hiweisen a Weeër verschloen, fir fir dës Problemer eng Léisung ze fannen.

D'Police huet säit 1999 eng gutt géréiert Fusioun an Transitionsioun hannert sech. D'Police huet an där Zäit sech net nëmmen ëm hir eigentlech Aufgab bekëmmere misse, si huet och missen eng déif gräifend Emstrukturéierung ëmsetzen.

D'Police huet eng ganz Rei vun Aufgabe queesch iwwert d'Land an heiansdo iwwert d'Grenzen ewech ze bewältegen. Dat sinn net nëmmen déi preventiv a repressiv Missiounen, déi mer all kennen. Dat ass och zum Beispill den Häftlingstransport. 8.686 Häftlinge waren dat d'lescht Joer, woubäi natierlech e puer Häftlingen e puermol hin an hier gefouert gi sinn. Oder den Encadre-

ment vun europäesche Gäscht oder europäesch Réuniounen.

Dat sinn och administrativ Aufgaben, déi besonnesch zäitraubend sinn. Zum Beispill fir eng Ophaltsgenehmigung si vu Gemengesäit 2006 iwwer 36.000 Demanden un d'Police gereecht ginn. Fir dësen Aufgabe Meeschter ze ginn, brauch d'Police dat néidegt Personal, an dat sinn net nëmmen d'Polizisten, mä och administrativ Personal, dat d'Polizisten entlaaschte muss.

Den Effectif légal muss also ugepasst ginn un déi Zuel vun den neie Polizisten, déi och an deenen nächste Jore wäerten oder musse agestallt ginn. Mir hu wessentlech keng Zuel vun engem erweiderten Effectif légal uginn. Nei Poliziste solle recrutéiert ginn ouni datt d'Formatioun an der Police-Schoul an duerno um Terrain dorënner leide muss.

Wichtig ass awer och, wou déi Leit affektiert ginn. D'Presenz um Terrain ass hei ausschlaggebend. Et kann net sinn, datt d'Terrainsunitéiten - Commissariats de proximité et Centres d'intervention - esou besat ginn, datt se weinst mangelndem Personal Feierdeeg, Weekender respektiv während de Schaffdeeg zum Beispill um fënnef Auer mussen zoumaachen. Verschidde Commissariats de proximité mussen mat dräi oder véier Leit auskommen. Dat féiert zur Demoralisatioun bei de Polizisten an zur Desillusioun bei der Bevökerung.

De Problem ass erkannt ginn an et ass hei Remedur versprach ginn. D'Ennerbesetzung ass awer net nëmmen um Terrain e Problem, mä och bei verschidden Zentralserver, wéi d'Unité centrale de la police de la route, wou 33 Poliziste 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 affektiert sinn oder d'Unité centrale de la police de l'aéroport.

Och hu mer an eiselem schréffleche Rapport op déi ze vill zahlreich Détachementen higewisen, déi zu enger Desorganisatioun an der Gestiou vum Personal kënnen féieren.

D'Visibilitéit vun der Police ze verbessern, heescht och eng besser Kommunikatioun mat der Bevökerung an d'Wee ze leeden. Ausser de Preventiounscampagnen heescht dat eng Harmoniséierung, wann net eng Uniformiséierung vun den Öffnungszäiten an de Commissariats de proximité, e besseren Accueil duerch ënner anere manner laang Waardezäiten an eng elementar Héiflechkeet. Et gëtt wéi iwwerall schwaaarz Schof, déi awer wéi iwwerall extrem minoritär sinn. Quand même, all abusivt Behuelen, wéi zum Beispill d'Benotze vu Blolicht bei private Manifestatiounen oder Onhéiflechkeeten, schuede maassgeblech dem Image vun der Police.

Här President, iwwer bekannt Televisiounserien eraus, kënn een net derlaanscht der Police scientifique et technique eng ëmmer méi bedeitend Roll zoukommen ze loosse. Déi nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, wéi d'Fangerofdréck oder DNA-Prouwen, erlaben et, d'Identitéit vum Affer, d'Emstänn vun der Strofdot an d'Indizien, déi zum Täter kënnen féieren, festzustellen.

Et gëtt zu Lëtzebuerg weder e legale Kader fir d'Médecine légale nach en Institut de médecine légale. Zurzäit ginn auslännesch Experten ageschalt an et ass awer virgesinn, datt d'DNA-Analysen am Kader vum Statslabo solle gemaach ginn, soubal deen déi néideg Autorisatiounen dofir krut.

Wat awer bleift, ass, datt mer zu Lëtzebuerg e vollstännegen Institut de médecine légale brauchen. Sou kritt d'Médecine légale, wéi d'Autopsien, d'Levée de corps, de klinischen Exame vum Affer, souwuel e legale wéi en organisationelle Kader, wat och an deene meeschten anere Länner de Fall ass.

D'Police judiciaire ass zoustänneg, bis datt den Untersuchungsrichter saiséiert ass, fir eng Strofdot festzustellen, d'Prouwen ze sammelen an den Auteur vun der Strofdot ze fannen. Wa bis en Untersuchungsrichter mat der Instruktioun befaasst ass, exekutéiert d'Police judiciaire d'Missiounen, déi se vun deem Richter krut.

D'Beamten, déi an der Police judiciaire schaffen, sinn net déi Eenzeg, déi den Titel vum Officier de police judiciaire kënnen kréien; zum Beispill hu Buergermeeschter och dës Qualitéit. D'Regierung soll eis eng Lésch maache vun deene Funktiounen, déi per Gesetz Officier de police judiciaire sinn, an dofir suergen, datt déi Leit och déi néideg Formatioun kréien, fir d'Rechter an d'Flichten, déi esou eng Qualitéit mat sech bréngen, bäizebréngen.

D'Police judiciaire ass e wichtegt Element an enger strafrechtlecher Affär. D'Madame Wolz, Juge d'instruction directeur beim Bezirksgericht an der Stad, huet dozou geschriwwen: «L'instruction des affaires transmises au cabinet d'instruction est notamment tributaire de la compétence, de la motivation et de l'intérêt portés par la police grand-ducal à l'enquête judiciaire.» Dofir mussen d'Effektiver stëmmen. 122 Polizisten - zwee méi wéi 2005 - a 34 Zivilpersonal - dräi manner wéi 2005, mä 100% méi wéi 2001 - schaffen op der Police judiciaire. D'Efforté beim Recrutement mussen also weidergefoert ginn.

Et ass wichteg, datt an der Police judiciaire Leit mat der Qualitéit vum Officier de police judiciaire age stellt ginn, déi den Erfuerdnerisser an de Contrainté vun enger spezialisierter Kriminalitätsbekämpfung gerecht ginn. Besonnesch hiesichtlech eiser Finanzplaz, mä och den neien Technologien, op déi déi Kriminell zréckgräifen, ass eng diesbezüglech Spezialisierung noutwendeg. Sätelaang Bilane liesen, finanziell Transaktiounen entzifferen verlaange Wëssen, mä och Erfahrung. An et soll ee sech net scheien, fir op esou Spezialisten zréckze gräifen. Den Image vun eiser Finanzplaz - fir nëmmen déi ze nennen - erfuerdert dat.

Här President, eng Kameraiwwerwachung gétt et schonn op verschidde Plazen am Land, meeschtens an oder bei Gebaier, Bancomaten, Parkingen. Hei schwätze mer iwwert d'Iwwerwachung vun der Voie publique. Zu London sinn esou vill Kameraen installéiert, datt jiddereen am Duerchschnitt 300 Mol den Dag vun enger Kamera erfaasst gétt. A Groussbritannien ginn et 4,2 Milliounen Kameraen, dat ass eng Kamera pro 14 Awunner. Zu Middlesbrough sinn d'Kamerae souguer mat engem Lautsprecher ausgestat an d'Beamte kënnen esou de Leit Uerdere ginn, wa se zum Beispill eppes fale loossen. Nei Systemer kënnen och Autosplaqü lesen an erkennen.

Sou en Iwwerwachungssystem verfollegt en dräifacht Zil: Preventioun, Repressioun an d'Bekämpfung vum Onsécherheetsgefill. Mä et ass keng Wonnerléisung. D'Kriminalitéit versetzt sech op aner Plazen zu aneren Zäiten an d'Strofdote ginn op aner Weeër an op aner Manéiere begaangen. A verhältnere kann een d'Begoe vun enger Strofdot och mat engem Kamerasystem net.

Ausser dem Verrieder vun der ADR hu mer an der Kommissioun eng generell Iwwerwachung nom englesche Modell negativ betruucht. D'Privatsphär vun de Leit soll net disproportionell agéengt ginn. Kamerae sollen do installéiert ginn, wou se och eng Berechtigung hunn - dat heescht net iwwerall -, an a regelméissegen Ofstänn soll kontrolléiert ginn, ob dës Berechtigung nach besteet respektiv ob d'Iwwerwachung eppes bruecht huet. Dobäi sollen an alle Fäll an zu all Moment d'Bedingung vum Datenschutzgesetz vum 2. August 2002 erfüllt ginn.

Här President, den Zesummestouss vun de Grondrechter an der Kriminalitätsbekämpfung a -bestrofung an den Equiliber zwéischent deenen zwou Notiounen hierzestellen, ass besonnesch an de Justizprozedure schwéier ze géieren. Déi europäesch Mënscherechtskonventioun gesäit vir, datt déi strafrechtlech Prozedure sollen an engem Délai raisonnable ofgeschloss ginn; an dofir ass och Lëtzebuerg a verschidde Fäll zu Stroossbuerg condemnéiert ginn.

An eisen Nopeschlänner, besonnesch a Frankräich, gétt et vereinfacht Prozeduren. A Frankräich heescht se d'«comparution immédiate», wou de Beschëllegten - mat sengem Accord natierlech - bann 24 Stonnen nom Enn vun der Policeenquête viru Gericht erschéngt, och wann dat um zéng Auer oder um eelef Auer an der Nuecht ass, an d'Gericht sprécht direkt säin Urteel.

Zu Lëtzebuerg gétt et keng sou Prozedur. Solle mer dat aféieren? Jo, sote verschidde Deputéierten op Pressekonferenzen. Där Meenung ass d'Kommissioun awer net, well am franséische Modell d'Rechter vum Beschëllegten vill ze kuerz kommen. Dat sot och een eminent franséischen Untersuchungsriichter: «Avec 3 minutes 47 accordées à la défense et un procureur qui voit arriver des charrettes de prévenus, pensez-vous que ce soit l'exemple le plus éclatant du respect des droits de la défense?» D'Äntwert ass kloer.

Mä dat heescht net, datt op dësem Gebitt näischt soll gemaach ginn. Et gétt aner Modeller an anere Länner, an avant tout sollt een emol eis Prozedur iwwerpräiwen, fir aus där déi Elementer erauszehuelen, déi net méi vill Sënn maachen an déi ee sech ka spueren. Mä et sollt een an alle Fäll op d'Rechter vum Beschëllegten oppassen. D'Beschleunigung vun der Prozedur därf net op d'Käschte vun de Grondrechter goen.

Här President, de Médiateur huet d'Schafe vun engem Conseil supérieur de la Justice virgeschloen, well «la conscience des citoyens dans la justice est largement tributaire d'une bonne administration judiciaire. Or, la confiance ne saurait être acquise sans accepter comme son corrolaire un regard jeté de l'extérieur sur le fonctionnement interne de l'administration judiciaire.»

Nom Médiateur hätt dee Conseil supérieur de la Justice dräi Aufgaben:

Éischtens, eng extern Kontroll vum Justizapparat mat engem Pouvoir d'investigation, ouni awer kënnen op de Fong vun den Affären anzegoen; zweetens, d'Selektioun vun de Kandidaten op e Riichterposten inklusiv d'Promotiounen, an drëtzens, de Pouvoir disciplinaire fir Riichteren a Beamten, déi an der Justiz schaffen, ze regelen. E géif sech aus Riichteren an Netriichteren zesummesetzen.

Dës Recommandatioun vum Médiateur huet héich Welle geschloen. Vill Riichtere waren dergéint. Vill Affekote waren derfir. D'Kommissioun steet der Proposition vum Médiateur positiv géigeniwwer. Et geet net drëms, d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Fro ze stellen. Et geet net drëms, fir d'Urteeler ze contestéieren. Et geet net drëms, fir d'Riichteren ze iwwerwaachen.

De Conseil supérieur de la Justice ass net géint d'Magistraturgericht gericht, esou wéineg wéi de Médiateur deemools géint d'Fonction publique gericht war.

De Conseil supérieur de la Justice soll eng Institutioun sinn, déi maassgeblich d'Vertraue vun de Bierger an hir Justiz an an hir Justizautoritéit soll verbessern. D'Tendenz fir dëst Vertrauen ze stäerken duerch d'Asetze vun onofhängege Gremie verstärkt sech europawäit. Verschidde Länner wéi Eisträich, d'Belsch, Frankräich, Finnland, Spuenien an England hunn Instrumenter, déi dëst Vertrauen an d'Satisfaktioun vun de Bierger par rapport zu der Justiz moossen, agesat. Firwat soll Lëtzebuerg dësem Trend fernbleiwen?

Här President, d'Société de l'information an där mer lieue bréngt mat sech, datt d'Justiz sech muss fir d'Medien opmaachen. De Procureur d'État beim Bezirksgericht Lëtzebuerg huet a sengem Rapport 2005 geschriwwen: «S'il n'est évidemment pas question de remettre en cause le traitement par les médias des affaires judiciaires, il est toutefois indispensable que l'institution judiciaire en prenne davantage acte et adapte ses méthodes de travail à ce nouvel impératif.» Déi Meenung gétt och vun der Kommissioun gedeelt.

D'Justizautoritéit muss sech fir d'Medien opmaachen an dobäi fir d'Objektivitéit vun den Informatiounen an dem Respekt vun de Grondrechter vum présumentierten Täter suergen. De Prozess gétt net an de Medië gemaach, e gétt an der Sitzung vum Riichter gemaach. D'Medië mussen sech dann awer och fir d'Justiz opmaachen a sech fir déi sëllegen a wichteg Feinheete vum Droit an der Prozedur interesséieren. Eng spezifesch Formation kéint hei och ugebuete ginn.

E besseren Zougang, Här President, zum Dossier pénal soll och hiergestallt ginn. Dat ass net nëmmen eng materiell Organisatioun. Haut ginn d'Bedingungen, ënnert deenen den Affekt, och dee vun der Partie civile, den Dossier ka consultéieren, dem 21. Jorhonnert net gerecht. Dat wäert sech, hoffen ech, bei der Cité judiciaire änneren.

Mä och wéini den Dossier ka consultéiert ginn, stellt Problemer. Dat ass elo nom éischten Interrogatoire duerch en Untersuchungsriichter an «la veille de chaque devoir pour lequel l'assistance de l'avocat est permise». Zum Beispill net viru Sëtzunge wou eng Libération provisoire aus der Untersuchungshaft plädéiert gétt. Dat muss sech änneren.

Hei soll een d'Informatik benotzen, wéi dat zum Beispill an der Belsch de Fall ass, an den Dossier op en informatische Support setzen. Dat géif net nëmmen den Accès zum Dossier vun den Affekote vereinfachen. Dat erliichtert och d'Aarbecht vum Untersuchungsriichter, dee weider um Dossier ka schaffen, och wann d'Chambre du Conseil, déi fir d'Liberté provisoire zoustänneg ass, den Originaldossier huet.

D'Strof, Här President, huet e preventive Charakter. De Condamnéierter soll dovunner ofgehale ginn, ze récidivéieren a fir anerer e Beispill ze ginn, mä et gétt sech ze vill op déi klassesch Strofen, Prisongsstrofen, Geldstrofe fokaliséiert. Déi alternativ Strofen, Sursis probatoire, Travail d'intérêt général an d'Médiation pénale, därfen net ze kuerz kommen.

Mä déi alternativ Strofe si keng Faveur, déi een engem Condamnéierten zougesprach

hätt. Et bleiwen nawell ëmmer Strofen, déi een eescht muss huelen, well soss déi klassesch Strofen, a besonnesch d'Prisongsstrofen, erëm an d'Spill musse kommen.

De Prisong kënnt regelméisseg an d'Schlagzeilen, a mir haten an deene leschte Méint, souwuel hei am Plenum wéi och an der Kommissioun, schonn dacks dorüwer Rieds. Dat ass awer zu Lëtzebuerg net anescht wéi an anere Länner. Mir hate schonn iwwert d'Drogen an d'Sécherheetsmoosnamen am Prisong hei am Plenum Rieds, esou datt ech net nach eng Keier op dës Problematik wëll agoen, obwuel se net onwichtig ass.

De Prisong vu Schraasseg huet eng theoretisch Capacitéit vu 597 Betten. Praktesch kënnen 550 Häftlingen do Plaz huelen. D'Situatioun huet sech an de leschte Joren awer verschlechtert, esou datt de Prisong elo komplett iwwerlaascht ass. Mir haten - also ufanks Juni, virun engem Mount - 674 Häftlingen. Dat waren der duebel esou vill wéi 2002. Dat ware 35% méi wéi 2004. Dobäi kënnt, datt de Prisong vu Schraasseg e Fourre-tout ass, wou Erwuessener a Mannerjähreger sinn, wou Fraen a Männer sinn, wou illegal Immigrante sinn, wou krank a gesond Leit sinn, wou condemnéiert an Untersuchungsstäfflingen ënnerbruecht ginn.

Fir géint déi onméiglech Situatioun virzegoen, gétt et Léisungen um Niveau vun den Infrastrukture wéi och vum Strofvollzuch. Déi Mannerjähreger, déi vum Jugendgericht op Schraasseg placéiert ginn, gehéieren net an de Prisong. Dofir soll eng Unité de sécurité zu Dräibur gebaut ginn - „Endlech!“, misst een do bal soen.

Déi illegal Immigrante kommen och an e Centre de rétention, well och si hunn näischt am Prisong verluer. D'Untersuchungsstäfflinge sollte vun deene Condamnéierte getrennt ginn. Virun engem Mount waren zu Schraasseg 317 Untersuchungsstäfflingen, bei 323 Condamnéierten. Den Här Justizminister huet eis ugekënnegt, eng Maison d'arrêt wëllen ze bauen, fir do all d'Untersuchungsstäfflingen ënnerzebréngen.

De Problem ass: Wou baue mer déi? Zéng bis 15 Hektare sinn do noutwendeg an net ze wäit vun der Stad an Dikrech ewech, well d'Untersuchungsstäfflinge mussen regelméisseg virun engem Riichter oder engem Gericht erschéngen.

Well et esou Plazen net massig am Land gétt a besonnesch well et sech hei ëm eng Fro vun nationalem Interesse handelt, ënnerstëtz d'Commission juridique de Bau vun enger Maison d'arrêt an hir Membere wäerten, esou hoffen ech, sech asetzen, fir datt de Projet virukënnert an datt mer net dräi Eiwegkeete mussen waarde bis datt déi Maison d'arrêt dosteet.

Um Niveau vum Strofvollzuch, niewent der Probatoun, der Libération conditionnelle an dem Contrôle judiciaire, kann een zwou Initiativen opzielen, déi et wäerten erlaben, géint d'Iwwerbevolkerung zu Schraasseg am Prisong virzegoen.

De Bracelet électronique ass elo an enger Testphas a bis 2008 sollte 40 fräiwëlleg Condamnéierter dovunner profitéieren. Well nëmme Persounen mat klengem Prisongsstrofen, déi eng Wunneng zu Lëtzebuerg hunn an enger Aarbecht oder Formation noginn, vum Bracelet électronique kënnen profitéieren, wäerten et der net vill sinn, déi do duerch hir Strof kënnen doheem ofsätzen.

Déi zweet Initiativ ass den Transfèrement. An anere Wieder kënnen Condamnéiert, déi net hei am Land wunnen, an engem Prisong vun deem Land, wou se wunnen, hir Strof ofsätzen. Bis elo huet missen de Condamnéierte mat sengem Transfèrement averstane sinn. Eng nei Décision-cadre um Niveau vun der Unioen, déi am Februar 2007 ugehol gouf, wäert den Transfèrement och ouni Consentement vum interesséierte Condamnéierte méiglech maachen.

Wann déi Décision-cadre bis ëmgesat ass, kéinte bis zu 112 Condamnéiert, déi an engem anere Memberstat wunnen - dat war de Stand virun engem Mount -, an hiert Residenzland transféréiert ginn.

Här President, zu Schraasseg schaffen ass net einfach a mir mussen déi Aarbecht a sa juste valeur ugesinn. Gardienen, Infirmiären, Dokteren, Assistants sociaux mussen hir wichteg Aarbecht ënner schwéiere Bedingungen duerchféieren, an dat soll och eng Keier ënnerstrach ginn.

Gardien ze sinn, heescht net nëmmen en Häftling vun A op B ze féieren an op si oppassen. Si sinn net nëmmen e Porte-clés. Si sinn en integralen Deel vum Strofvollzuch, deen een och misst als Service public ugesinn. A si sollen dofir iwwer hir Formation, am Kader vun enger École pénitentiaire, an iwwer hir Formation continue op déi eigent-

lech Aarbecht virbereet ginn. An déi Aarbecht ass net nëmme fir de Strofvollzuch am eigentleche Sënn vum Wuert ze suergen, mä och an der Resozialisierung ze schaffen.

À propos Recrutement vu Leit, déi am Prisong schaffen: D'Astelle vun Personnel médico-social gétt doduerch erschwéiert, datt déi Lëtzebuurger Nationalitéit erfuerdert ass. Mat ongeféier 66 verschidde Nationalitéite kann d'Fro vun der Bedingung legitim gestallt ginn, zumools hei beim Personnel médico-social keng Prérrogative de puissance publique zur Debatt steet.

Här President, och wann en am Prisong ass, bleift en Häftling e Bierger, deen iwwer Rechter a Flichte verfügt, ausser deenen, déi e vum Gericht ewechgeholl krut, oder deenen, déi net kompatibel mat sengem Statut sinn, notament d'Fräiheet de se dé-placer. En Häftling bleift awer nach ëmmer Bierger. Dofir sollten d'Rechter an d'Flichte vun den Häftlingen an engem Gesetz festgehale ginn.

Esou eng Loi pénitentiaire sollt ënner anere de Charakter vu Service public vum Strofvollzuch unerkennen, déi fundamental Rechter vum Häftling virschreiben, inklusiv säi Wahlrecht unerkennen a regelen, d'Zil vun der Haft - bestrofen a Resozialisierung - virschreiben, Haftbedingungen festleeën, inklusiv d'Hygiënesbestëmmungen, d'Aggräife vum Médiateur, d'Formatioun an d'Aarbecht, an d'Sécherheet, d'Disziplinarrecht, d'Gestioun an d'Iwwerwachung vun den Établissement-pénitentiair festleeën.

Wat d'Iwwerwachung vum Strofvollzuch ugeet, esou muss mer, wa mer bis de Protocole additionnel zur UNO-Konventioun géint d'Tortur approvouieren, en onofhängegen externe Kontrollorgan opsetzen, dee mer bis elo net hunn.

An engem franséische Rapport vun 1999 huet den deemolegen éischte President vun der franséischer Cour de cassation etlech auslännesch Gesetzgebungen an dëser Matière ënnersicht. Dëse Rapport, deen zwee- bis dräihonnert Säite laang ass, kann och hei zu Lëtzebuerg vun Notze sinn, wa mer iwwert dësen zukünftige System nodenke mussen a wäerten.

Här President, d'Fraen hunn am Prisong manner Aarbechtméiglechkeete wéi d'Männer. D'Frae kënnen net vun dem Régime de semi-liberté profitéieren. Si kënnen net op Giwenech gesat ginn, wat eng Diskriminatioun ass. Dat huet och schon d'Madame Zimmer, deemoleg Déleguée du Procureur général d'État fir de Strofvollzuch, ugeprangert. Dës Diskriminatioun ass am 21. Jorhonnert hei am Land net ze erdroen.

Här President, wéi ech dat scho gesot hunn, ass d'Bestrofe vun deenen, déi géint d'Strofgesetz verstouss hunn an duerfir veruerteelt gi sinn, net déi eenzeg Zilsetzung vum Strofvollzuch. Déi aner gradelose wichteg ass d'Réinsertion sociale.

Wat hu mer gewonnen, wann nom Oflaf vu senger Strof en Häftling entlooss gétt an näischt aneschters ze dinn huet, well e vläicht näischt aneschtters kann, wéi sech erëm bei al Kollegen ze beginn, an domadder erëm op déi schief Bunn, a sechs Méint drop erëm virun den Untersuchungsriichter, an duerno virun den Diere vu Schraasseg optaucht?

Ass dat e Succès fir de Strofvollzuch? Eng héich Récidive ass e Constat d'échec fir de Strofvollzuch. D'Réinsertion sociale fänkt net un, wann den Häftling aus dem Prisong entlooss gétt. D'Réinsertion sociale fänkt vum éischten Dag am Prisong un. Déi, déi Schraasseg als véierstärege Hotel ugesinn, sollte sech emol de Prisong vu bannen ukucken. D'Tensiounen an d'Klima am Prisong maachen et net einfach fir deen, deen do eragestach gétt. D'Selbstmordquot am Prisong, wou Lëtzebuerg de Spëtzeleider an Europa ass, ass siwemol méi héich wéi déi dobaussen. Si ass besonnesch an dräi Fäll besonnesch héich: An deenen éischten 48 Stonne vun der Haft, dat heescht de sogenannte Choc carcéral, bei Einzelhaft aus disziplinaresche Grënn, a bei deenen, déi eng Famill hunn. Esou huet e franséischen Dokter gesot: «Ce sont ceux qui ont le plus à perdre qui se suicident en prison.»

Am Ufank vun der Haft soll e Bilan gemaach gi vum Häftling. D'Gesondheet - déi phy-

sesch an déi psychesch -, den Degré de dangerosité an den intellektuellen Niveau vum Häftling mussen iwwerpréift ginn. An duerno muss den Häftling an e Quartier arrivant gestach ginn. Him soll kloergemaach ginn, firwat hien do ass - an dat ass net nëmme, well do e béise Riichter e strengt Uerteel gefällt huet - a wat fir Rechter a Flichten hien huet.

De franséische Conseil économique et social huet geschriwwen: «Pour le détenu, la question du sens de la peine est fondamentale. Le condamné doit comprendre pourquoi il est en détention, et prendre aussi conscience de la gravité des faits commis. Sans réponse à cette question, comment parler de s'amender et encore moins de se réinsérer?»

Seng Strof, wann hie bis veruerteelt ginn ass, soll individualiséiert ginn. Wann en Häftling Efforté mécht fir seng Réinsertion sociale, muss hien dofir belount ginn. D'Individualiséierung vun der Strof ass net nëmme am Uerteel vu Bedeitung. An der Belsch hu se sät dem 1. Februar en Tribunal d'application des peines virgesinn, deen aus engem Riichter an zwee Assesseeurë besteet, vun deenen deen ee Spezialist vum Strofvollzuch ass an deen anere Spezialist vun der Réinsertion sociale. D'Individualiséierung vun der Peine soll och während der Haft ugepasst ginn. Dat soll een och zu Lëtzebuerg virgesinn.

Här President, den Häftling soll och d'Méiglechkeet kréien, fir am Prisong enger Aarbecht nozegoen oder/an eng Formation professionnelle oder Studien ze maachen. An deene Beräicher mussen d'Méiglechkeete weider ausgebaut ginn. Do bitt sech d'Geleeënheet, fir d'Aarbecht am Prisong juristesch ze encadréieren a fir aner Aarbechtsméiglechkeeten, wéi zum Beispill den Télétravail, virzugesinn.

Och sollt d'Verwaltung dem Häftling e Certificat aushändegen, deen hien dann engem zukünftigen Employeur ka virweisen an dee beseet, datt hien déi an déi Aarbecht zefridde stelling, wann net besser verriicht huet. Esou géif den negativen Impakt vum Casier judiciaire beim Employeur ausbalancéiert ginn.

An natierlech sollt och d'Entloossung aus dem Prisong virbereet ginn an duerch e Partenariat vun öffentlecher, privater an associativer Säit begleet ginn.

Här President, dat hei waren d'Grondzich, awer wierklech nëmme d'Grondzich vum schrëftleche Rapport. Weider Detailer, Suggestiounen, Propositionen, Reflexiounen a Rasonnementer kënn Dir dann an deene 85 Säite vum schrëftleche Rapport noliesen.

Ech wéilt all deene Merci soen, déi der Commission juridique geholfen hunn, dës Debatt virzereeden. Ouni hir Erklärungen, Suggestiounen, Kritiken a Motivatiounen wär et net zu esou engem detailléierte Bericht komm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Justiz ass e permanent Chantier, un deem ëmmer muss geschafft ginn, ëmmer muss nogebessert ginn, wou een ni ka soen, et hätt een alles gemaach. Mir wollte keen technesche Rapport ausschaffen an deem Sënn, datt mer géife virschloen, wat fir eng Gesetzer solle geännert ginn, respektiv wat fir nei Projets de loi missten op den Instanzeweeg geschéckt ginn.

Et ass e Rapport fir en Débat d'orientation, well mer och wëssen, datt am Justizministère d'Aarbechtsgruppen u verschiddenen an eisem Rapport ugeschwate Punkte schaffen. D'Chamber huet och d'Recht, fir en amont hir Meenung ze soen. Si stëmmt jo och duerno d'Gesetzer.

Här President, 20 Réuniounen vun der Commission juridique sät Oktober 2005 - mir hunn nach niewendrun 21 Projet-de-loien diskutéiert - hunn eis et erlaabt, fir e Rapport auszuschaffen, dee realistesch ass.

Et kéint een eis just virwerfen, datt eis Propositionen finanziell Moyenen erfuerderen. Den Abraham Lincoln huet gesot zur Education: «Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance.» Hei kann ee soen: Si vous trouvez que la sécurité coûte cher, essayez l'insécurité.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,
considérant

- que la sécurité est garante de l'exercice des libertés individuelles et collectives ainsi que des droits des citoyens et vice-versa;

- que les défis qui se posent pour la sécurité ont énormément changé ces deux dernières décennies, notamment en raison de l'utilisation de nouvelles technologies par les délinquants, du développement d'une criminalité financière et économique particulièrement complexe ou encore du caractère de plus en plus transnational de la criminalité;

- que les moyens techniques pour appréhender les auteurs d'infractions pénales ont également évolué, exigeant de la part des autorités policières et judiciaires des connaissances de plus en plus approfondies dans leur maniement;

- que la judiciarisation du monde économique et de la vie sociale élargissent le champ d'action de l'autorité judiciaire qui constitue ainsi un élément essentiel de la société moderne;

- que par ailleurs la Justice est de plus en plus médiatisée;

- que cette médiatisation - dans une large mesure salubre - ne contribue cependant pas toujours à une meilleure compréhension des rouages de la Justice et de ses acteurs;

- que le monde carcéral via l'exécution des peines participe au maintien de la sécurité publique au travers également de la prévention de la récidive et constitue d'ailleurs à côté des forces de police et des autorités judiciaires l'élément le plus visible de la prévention et de la lutte contre la criminalité;

- qu'il est également confronté à un certain nombre de défis dont le plus perceptible est sans aucun doute, mais pas exclusivement, la surpopulation;

- que des mesures sont régulièrement prises pour moderniser le droit et la procédure applicable en matière pénale et faire en sorte que les autorités policières et judiciaires soient à même de remplir correctement les missions qui sont les leurs, assurant ainsi la sécurité de tous les citoyens;

- que l'évolution de la perception du milieu carcéral et de l'exécution de la peine a fait bouger beaucoup de choses ces dernières années;

- que l'action de la police grand-ducale, des autorités judiciaires et des instances chargées de l'exécution des peines a un objectif tant répressif que préventif qu'il ne faut jamais dissocier;

- que la sécurité intérieure dans toutes ses composantes est un chantier permanent et doit être constamment repensée;

invite le Gouvernement à

en ce qui concerne la police grand-ducale,

- continuer ses efforts dans le recrutement des effectifs, tant policiers que civils, de la police grand-ducale et revoir l'effectif légal prévu par la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale en tenant compte des capacités de l'école de police et des contraintes de la formation continue;

- organiser une répartition efficace des forces de l'ordre entre les différentes unités territoriales;

- poursuivre le recrutement du personnel policier et civil au sein de la police judiciaire tout en tenant compte de la spécificité du recrutement au sein de la police judiciaire et des besoins de police judiciaire;

- résoudre le problème des détachements répétitifs et de longue durée afin d'éviter une désorganisation dans la gestion du personnel;

- élaborer une politique de communication de la police grand-ducale avec la population comportant une harmonisation sinon une uniformisation des heures d'ouverture des commissariats de proximité, une amélioration de l'accueil du public et une réduction du temps d'attente;

- veiller à doter la police grand-ducale d'une infrastructure adaptée à sa présence effective sur le terrain;

- revoir régulièrement les plans locaux de sécurité pour cibler le mieux possible les besoins dans une commune donnée et essayer d'établir un réseau le plus dense possible de ces plans locaux de sécurité répartis, sinon dans les régions les plus en proie à certaines formes de criminalité voire sur l'ensemble du territoire;

- créer au Luxembourg un véritable institut de médecine légale comprenant notam-

ment l'activité de thanatologie ainsi que la médecine légale clinique;

- établir une liste des fonctions dont les titulaires se sont vu attribuer à un titre ou un autre la qualité d'officier de police judiciaire et soumettre les titulaires de ces fonctions à une formation continue;

- réfléchir à une éventuelle extension des compétences des agents municipaux au respect d'un certain nombre de règlements communaux tels ceux relatifs à l'hygiène, aux foires et marchés, à la circulation dans les zones piétonnes ou encore à la police des bâtiments, en confiant à ces agents municipaux le pouvoir de constater des infractions par des avertissements taxés ou des amendes administratives, sans créer une police parallèle, tout en soumettant cette extension de compétences à un certain nombre de critères (par exemple qualifications, formation continue, pouvoirs des agents municipaux) et en veillant à une meilleure collaboration entre la police grand-ducale et les autorités communales;

- en matière de vidéosurveillance, veiller au strict respect de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, justifier plus particulièrement l'installation d'une caméra de vidéosurveillance au regard des finalités poursuivies (prévention/répression) et procéder à une évaluation régulière des systèmes de vidéosurveillance;

quant à la justice pénale,

- éviter la création de nouvelles infractions pénales dont le trouble à l'ordre public n'est que marginal;

- effectuer un contrôle de la gravité des sanctions pénales en examinant la proportionnalité et la hiérarchie des sanctions attachées aux infractions pénales;

- poursuivre le recrutement échelonné de magistrats, de personnel administratif et de personnel du Service Central d'Assistance Sociale (SCAS) par le biais de plans quinquennaux à l'instar des lois du 24 juillet 2001 et du 1^{er} juillet 2005 en veillant à une répartition adéquate entre les arrondissements de Luxembourg et de Diekirch;

- offrir aux magistrats et au personnel administratif des possibilités de formation continue;

- examiner la procédure pénale actuelle et supprimer les éléments de procédure qui n'ont plus de justification;

- veiller scrupuleusement à ce que d'éventuelles procédures pénales accélérées ne privilégient pas exclusivement la célérité de la procédure au détriment des droits de la défense;

- mettre en place un mécanisme de surveillance des délais des expertises ordonnées en matière pénale et prévoir des sanctions en cas de dépassement de ces délais;

- mener une réflexion approfondie sur l'introduction au Luxembourg d'un conseil supérieur de la justice, en s'appuyant sur l'expérience acquise en Belgique, afin d'assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, un contrôle de la sélection des candidats à la magistrature et des promotions des magistrats ainsi que l'exercice du pouvoir disciplinaire au sein de l'administration judiciaire, tout en veillant à éviter d'instaurer un contrôle politique sur celle-ci et de remettre en question les principes constitutionnels de l'indépendance des juges et de la séparation des pouvoirs;

- organiser la possibilité d'une cosaisine de deux ou plusieurs juges d'instruction, notamment dans des dossiers complexes et chronophages;

- examiner la nécessité du cumul dans le chef du juge d'instruction d'une fonction d'investigation et d'une fonction juridictionnelle au regard de l'efficacité de l'instruction et du respect du droit de la défense;

- améliorer les conditions de travail et revivifier la carrière du juge d'instruction afin d'y attirer des magistrats spécialisés;

- inscrire dans le Code d'instruction criminelle le principe de l'opportunité des poursuites en veillant à ce qu'un classement sans suite se fasse sur base de critères objectifs de nature générale et qu'il soit porté à la connaissance des plaignants dans un délai raisonnable;

- mettre en place une politique d'ouverture de l'administration judiciaire aux médias tout en assurant l'objectivité de l'information et le respect de la présomption d'innocence, et instituer un porte-parole auprès des tribunaux, tant de l'arrondissement de Luxembourg que de l'arrondissement de Diekirch;

- assurer, en collaboration avec le Conseil de Presse, une formation du journaliste à la procédure pénale;

- améliorer l'accès au dossier, notamment par les avocats, tant au niveau des conditions matérielles qu'en ce qui concerne le moment où un tel accès peut avoir lieu;

- continuer l'informatisation de l'administration judiciaire en insistant plus particulièrement sur l'informatisation du dossier pénal;

- veiller à ce que les jugements et ordonnances rendus en matière pénale soient disponibles à brève échéance après le prononcé;

- inscrire dans le Code d'instruction criminelle le déroulement chronologique d'une audience en matière pénale en précisant que le parquet présente son réquisitoire avant les plaidoiries de la défense;

- intervenir auprès du Conseil d'État pour que celui-ci révisé dans les meilleurs délais le projet de loi 5156 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales;

- soutenir le service d'aide aux victimes et sensibiliser les autorités judiciaires afin qu'elles orientent les victimes qui le souhaitent au service d'assistance aux victimes du SCAS;

- mener une réflexion visant à la mise en place d'une structure protégeant les personnes en danger du fait de leur témoignage et instaurer une collaboration avec les services d'autres États membres de l'Union européenne en ce sens;

- veiller au développement de peines pénales alternatives;

- soutenir le SCAS dans la mise en place d'un réseau de partenaires prêts à accueillir les personnes condamnées à des travaux d'intérêt général et à prévoir des aides financières en ce sens;

quant à l'exécution des peines,

- poursuivre rapidement la construction de l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État de Dreibern en veillant à ce que cette unité de sécurité ait un caractère mixte et que les mineurs qui y seront accueillis ne soient pas en contact avec les mineurs placés au CSEE;

- construire une maison d'arrêt pour les personnes en détention préventive et déposer un projet de loi autorisant la construction de cette maison d'arrêt dans les meilleurs délais;

- développer le programme de placement sous surveillance électronique sur base des conditions retenues dans le rapport de la Commission juridique;

- déposer dans les meilleurs délais un projet de loi transposant la décision-cadre du Conseil JAI concernant le transfert vers l'étranger des personnes condamnées et détenues à Luxembourg;

- continuer le recrutement de gardiens en nombre suffisant, soit par le biais de l'armée, soit en recrutant en dehors de cette filière «traditionnelle», afin de permettre un encadrement approprié des détenus;

- améliorer la formation des gardiens dans le cadre d'une école pénitentiaire comprenant un enseignement multidisciplinaire et encourager la formation continue et la mobilité intra-service ou au sein de la Fonction publique des gardiens;

- impliquer les gardiens et la représentation syndicale, au-delà des missions de surveillance proprement dites, dans des études d'amélioration de la sécurité au sein des établissements pénitentiaires, dans le transport des détenus et notamment dans le suivi et la réinsertion des détenus;

- continuer le recrutement du personnel médico-social au sein des établissements pénitentiaires et ne pas appliquer de clause de nationalité lors de ce recrutement;

- établir dans le cadre d'une loi les règles qui régissent la vie au sein de la société carcérale, que ce soit entre les détenus et le service public pénitentiaire ou entre codétenus, en s'inspirant de la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, des règles minima pour le traitement des détenus des Nations Unies ainsi que de la recommandation R (2006) 2 du Conseil de l'Europe du 11 janvier 2006 sur les règles pénitentiaires européennes;

- permettre à un détenu de fixer officiellement son domicile dans l'établissement pénitentiaire qui l'accueille, afin d'éviter des radiations d'office au niveau du registre de la population et de lui permettre d'exercer ses droits et de remplir ses obligations en tant que citoyen en général et justiciable en particulier;

- établir un contrôle externe des établissements pénitentiaires, à l'instar des modalités de contrôle externe existant dans nombre de pays européens et comme exigé par le protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la tor-

ture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, signés par le Luxembourg le 13 janvier 2005;

- instaurer un régime semi-ouvert pour les femmes à l'instar de ce qui se fait déjà pour les hommes;

- consulter la Commission consultative nationale d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, sinon le Comité national d'éthique et de recherche sur la question de l'information des détenus en présence de co-détenus souffrants de maladies infectieuses;

- mettre en oeuvre une politique de prévention des suicides afin de réduire significativement le risque de suicide en milieu carcéral;

- poursuivre les efforts pour encadrer les détenus souffrant d'une addiction aux drogues et à d'autres produits illicites, que ce soit par la mise en place de stratégies de prévention, de programmes d'abstinence, de cures de désintoxication, de traitements de substitution ou de programmes éducatifs et de soutien;

- intensifier les contrôles antidroge pour déjouer le trafic de drogues et de produits illicites au sein des établissements pénitentiaires;

- mettre sur pied un système de brouillage en tenant compte des contraintes tant technologiques que médicales afin d'interdire l'utilisation de téléphones portables au sein des établissements pénitentiaires;

- inscrire la réinsertion sociale comme finalité du service public pénitentiaire;

- assurer l'individualisation de la peine par un système d'aménagement des peines en cours d'exécution au travers d'un tribunal d'application des peines à l'instar de ce qui existe en Belgique depuis le 1^{er} février 2007;

- informer la victime de toute décision d'aménagement des peines concernant le détenu concerné;

- instituer une phase d'accueil pour tous les détenus qu'ils exécutent une peine ou qu'ils soient en détention préventive, lors de laquelle un bilan médical, psychologique du détenu sera produit et au cours duquel le détenu sera prévenu de ses droits et obligations;

- instaurer au sein des établissements pénitentiaires un quartier «arrivants» où seront regroupés les nouveaux détenus;

- intensifier les différenciations des régimes de sécurité au sein des établissements pénitentiaires et récompenser les efforts des détenus tant en ce qui concerne leur réinsertion sociale que l'exécution de leur peine;

- assurer aux détenus des possibilités de travail en nombre suffisant au sein du centre pénitentiaire, développer le travail à distance et s'inspirer des modèles de travail des détenus tels qu'ils existent à l'étranger, comme la coopération avec le secteur privé ou les institutions publiques;

- préciser le cadre et le statut juridique du travail en prison, y compris en ce qui concerne la couverture en matière de sécurité sociale;

- assurer le suivi des détenus qui travaillent en prison, sous la forme d'un tutorat assuré par ou en collaboration avec l'ADEM, en faisant délivrer par l'administration pénitentiaire un certificat au détenu attestant de son travail et de la formation professionnelle suivie en prison;

- développer les possibilités d'éducation et de formation professionnelles en prison;

- améliorer les conditions de détention au sein des centres pénitentiaires en veillant à la mise à disposition gratuite des produits d'hygiène élémentaires et à l'adéquation des prix de la cantine au pouvoir d'achat des détenus afin d'éviter et de combattre la paupérisation des détenus;

- établir une guidance postpénitentiaire à la libération des détenus en établissant un diagnostic d'avant sortie, encadrer le détenu qui recouvre la liberté afin de lui donner toutes les chances de se réinsérer comme membre de la société et doter le SCAS de moyens nécessaires pour assurer cette guidance postpénitentiaire, y compris l'intégration professionnelle des anciens détenus;

- prévoir des modalités de logement pour ceux des détenus qui sortent de prison et n'ont pas de moyens d'hébergement adéquats.

(s.) Patrick Santer, Xavier Bettel, Alex Bodry, Félix Braz, Aly Jaerling.

►►► **M. le Président.** - Merci, Hâr Santer. D'Wuert huet dann d'Madame Colette Flesch.

Présentation de l'interpellation

►►► **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice.** - Hâr President, Merci fir d'Wuert, wat Dir mer ginn hutt am Kader vu menger Interpellatioun iwwert d'individuell Fräiheeten an d'Tendenz vun der Regierung ze probéieren, iwwer Gesetzer, ënnert dem Virwand vun der öffentlecher Sécherheet an dem Kampf géint den Terrorismus an der organisierter Kriminalitéit, op deene Fräiheeten ze empitéieren.

Erlaabt mer fir d'éischt e Wuert iwwert d'Debatt zur interner Sécherheet ze soen. De Bléckwénkel vun enger Orientéierungsdebat iwwert d'Sécherheet ass en anere wéi dee vun enger Interpellatioun iwwert d'individuell Fräiheeten, mä nach si se verwandt, an ech fannen an den Iwwerleeunge vum Patrick Santer, a senger Motioun, a sengem Rapport eng Partie Iddien, déi ech kann deelen.

Als DP-Fraktioun hate mir déi Orientéierungsdebat iwwert d'Sécherheet gefrot a si frou, dass se haut stattfënn. Mäi Kollege Xavier Bettel wäert zu deem Thema am Numm vun onser Fraktioun Stellung huelen.

►►► **Une voix.** - Très bien.

►►► **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice.** - Ech wéilt awer elo schon dem Rapporteur Patrick Santer Merci soe fir deen objektive Rapport iwwert d'Aarbechte vun der Kommissioun a fir seng proposéiert Motioun, déi eigentlech e Katalog ass vun den Ennerlassungssënne vun der Regierung a ganz besonnesch vum Justizminister, dee scho säit Januar 1998 am Amt ass.

Individuell Rechter an intern Sécherheet hunn eppes mateneen ze dinn. Mä den Equiliber, deen zwëschen deenen zwee Begrëffer hiergestallt gëtt, ass eng Saach vun der Approche a vun der Sensibilitéit, wéi een un déi Froen erugeet. Der DP hir Approche ass eng aner wéi dem Minister Frieden seng.

De Minister peilt den Tout sécuritaire un, an oft schon huet hie gesot: keng Fräiheet ouni Sécherheet. „Wer in Freiheit leben will, braucht Sicherheit.“ - esou zum Beispill de Minister am „Wort“ de 24. März 2007.

E Joer virdrun, de 26. Juli 2006, huet hien dârselwechter Zeitung gesot, a sengen Ae wär d'Prisonnierlager Guantánamo an den éischte Méint no den Attentater vum 11. September 2001 nozevollzéie gewiescht. Dëst weist d'Gewichtung, dëst weist d'Prioritéiten, déi de Minister Frieden zwëschen Sécherheet a Fräiheet setzt. Zu esou enger Politik soe mir Neen.

Seng Prioritéit ass ganz kloer d'Sécherheet. Hie suggéiert souguer, eng absolut Sécherheet wär méiglech. Dat ass eng geféierlech Illusioun. Eng absolut Sécuritéit bedeit eng absolut Iwwerwaachung a féiert zu engem Mangel u Fräiheet. Dësen Discours sécuritaire bleift jo och net ouni Afloss op ons Gesellschaft allgemeng. Ech wéill an deem Kader virun der ëmmer méi grousser Iwwerwaachung warnen, déi an onsem Privatliwen an an onsem Berufsliewen antrëtt.

De briteschen Dateschutzbeopragten huet viru kuerzem gesot - an ech zitieren -: „D'Iwwerwaachungsgesellschaft ass keng Zukunftsvisioun. Mir liewe schon dran.“ Enn vum Zitat. Dës Ausso soll ons ze denke ginn, well mir wëssen haut nach net, wéi eng Auswierkungen déi ganz Iwwerwaachungsmechanismen op d'Gesellschaft an den eenzelne Mënsch wäerten hunn.

Wéi entwéckelt sech e Mënsch, deen all Dag acht Stonnen op senger Aarbecht vun enger Kamera iwwerwaacht gëtt, deem seng Telefongesprécher enregistréiert ginn? Mir wëssen et net. Ech fäerten allerdéngs, dass dee ganze Sécherheitswahn d'Grundlage vun onser Gesellschaft zerstëiert, nämlech d'géigesäitegt Vertrauen.

Mir hunn op jidde Fall eng aner Approche. Jo, mir sinn der Meinung, dass d'Sécherheet e wesentlech Element vun engem Rechtsstat ass! A jo, de Stat huet d'Aufgab, fir d'intern Sécherheet ze suergen. Awer da sollen déi bestehend Dispositiver emol ugewannt a wann néideg reforméiert ginn.

Wann d'DP an der Vergaangenheit méi Poliziste gefuerdert huet, da war dat net an der Perspektiv vun engem Discours sécuritaire, mä an der Perspektiv, dass de Stat seng grondleeënd Verflüchtunge vis-à-vis vum Bierger muss erfëllen. Wa mir op d'Mëssstänn am Prisong opmierksam gemaach hunn a fir e flexibile Strofvollzuch plädéiert hunn, dann ass et der DP dorëm gaangen, déi bestehend Structure méi effizient ze maachen. Well dat ass och en Aspekt vum Discours sécuritaire: E schwätzt zwar iwwert d'Sécherheet, mä e féiert net zu méi Sécherheet.

Jo, Hâr President, mir sinn och derfir, dass de Stat ons Gesetzer muss adaptéieren, fir

den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit ze bekämpfen, ouni dass awer dofir déi individuell Fräiheete sollen ageschränkt ginn.

Jo, d'Sécuritéit huet en objektiven an e subjektiven Aspekt. Ech wéill an deem Zusammenhang nëmme kuerz drun erënneren, wat de Rapporteur a sengem Rapport festgehalten huet iwwert dat subjektivi Onsécherheitsgefëll ënner onse Matbierger; woubäi een awer reng objektiv muss feststellen, dass hei zu Lëtzebuerg d'Kriminalitéit net zougeholl huet.

Genausou ass et och mam Onsécherheitsgefëll par rapport zum Terrorismus. Den Ausmooss vun den terroristeschen Attentater huet zougeholl an d'Natur vun den terroristeschen Attentater huet geännert. Mä ganz objektiv - an d'Zuele beweisen et - ass d'Zuel vun deenen Attentater an deene leschte Joren zrëckgaangen. Et muss een dem subjektiven Onsécherheitsgefëll vun de Leit Rechnung droen. Et dierf een awer net onnéideg dat Gefëll förderen an instrumentaliséieren.

Hâr President, als DP menge mir, dass an deem Equiliber Fräiheet a Sécherheet déi zwee gläichberechtigt sinn. Am Zweifelsfall si mer der Meinung, dass déi individuell fundamental Rechter - Droits de la défense, Présomption d'innocence, Recht net zu senger eegener Inculpation bäizedroen, Recht zum a Schutz vum Privatliwen - solle Virrang hunn. An engem Rechtsstat soll de Bierger kënnen drop zielen, dass seng fundamental Rechter garantéiert sinn.

Wann d'Wourecht soll festgestallt ginn, da muss no de Regele vun enger klarer Prozedur verfuert ginn. An d'Zil vum Opkläre justifiéiert net d'Uwendung vun egal wat fir enge Moyenen.

Iwwregens ass déi laangjäreg Fuerderung vun der DP fir méi Polizei net a Contradiction mat dësen Aussoen. Mir mengen nämlech, dass et d'Aufgab vum Stat ass, fir ons Grondrechter ze schützen. Eng méi grouss Polizeipresenz ass dofir noutwendeg.

Hâr President, et stellt een iwwerall fest - net nëmme zu Lëtzebuerg -, dass d'Regierungen de Kampf géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit gebrauchen, jo mëssbrauchen, fir op aussergewéinlech Prozeduren zrëckzegräifen oder Gesetzer ze proposéieren, déi wäit iwwert d'Zil eraus-schéissen an individuell Fräiheeten a Fro stellen.

Ech wéill an deem Kader kuerz de Jean-Marie Cavada zitieren, de President vun der Kommissioun am Europaparlament vun de Libertés civiles, de la Justice an den Affaires intérieures, deen an engem Interview zum Thema «Terrorisme: Il faut un équilibre entre la liberté de l'individu et la protection de la société civile» gesot huet - an ech zitieren -: «L'État ne doit pas tout savoir... Ce n'est pas l'État qui contrôle les citoyens, mais les citoyens qui contrôlent l'État. Il faut éviter de mettre en place un dispositif qui risque de se traduire en un système de contrôle de masse.» Enn vum Zitat.

Mir warne virun engem iwwerdriwwenen a geféierlechen Discours sécuritaire a virun enger Dérive, déi de Justizminister derzou gefouert huet, ëmmer méi wäit gespaanten a repressiv Gesetzer ze proposéieren. Meng eege Parteifrënn hunn et an der leschter Legislaturperiod och net ëmmer fäerdeg bruecht, de Justizminister ze bremsen. Mir hunn dat beim ADN-Gesetz gesinn. Mä d'Sozialiste maachen et elo net besser an der Regierung. Mir hunn dat bei der ursprüngelecher Fassung vum Projet de loi bei der Fouille des véhicules gesinn, wéi beim Projet 5588 iwwert d'Observation an d'Infiltration als besonnesch Méthodes de recherche, déi an de Code de procédure criminelle anzebaue sinn.

Hâr President, wa mer bei der Fouille des véhicules dem Minister gefollegt hätten, hätt d'Polizei egal wou, egal wann an egal wie kënnen duerchsichen, ouni ausdrécklecht Gerichtsmandat. E Protokoll hätt nëmme brauchen an dräi spezifesch Fäll gefouert ze ginn. Gott sei Dank huet de Statsrot d'Handbrems gezunn, an d'Chamber huet d'Recommandatioun vum Statsrot ugeholl.

Beim Projet 5588 huet de Statsrot och e kriteschen Avis geschriwwen an eng Opposition formelle bei der Infiltration policière ugekënnegt mat der Begrënnung: «...en raison des nombreuses interrogations que soulèvent les dispositions examinées en relation avec le principe de la sécurité juridique, le respect du caractère contradictoire de la procédure pénale et des droits de la défense». Enn vum Zitat. Mir kënnen nëmme hoffen, dass d'Chamber erëm eng Kéier méi Verstand huet wéi d'Regierung an den Avis vum Statsrot unhëlt.

En anere Projet, bei deem mer wäerte ganz wachsam sinn, ass de 5565, deen de Ma-

gistraten an den Officiers de Police judiciaire Accès gëtt zu gewëssen Datebanke vu perséinlechen Donnéeën bei öffentlechen Instanzen. Den Avis vum Statsrot ass nach net do. Mä et soll hei erëm ëm de Kampf géint déi grouss an organiséiert Kriminalitéit goen, mat der Gefor, dass an deem Kontext d'Protektioun vun den individuelle Rechter iwwer Bord geworf gëtt.

Hâr President, zu Lëtzebuerg di mir ons iwwerhaupt schwéier mam Traitement vu perséinlechen Donnéeën. De 4. Mee 2006 hat ech eng Fro un d'Regierung gestallt iwwert de Mëssbrauch vun der sozialer Sécherheitsnummer duerch verschidden administrativ Instanzen. De Kommunikationsminister huet mer geäntwert - an ech zitieren -: «Des évolutions récentes montrent ... que l'utilisation fréquente du numéro d'identité nationale dans les procédures et usages administratifs vient diluer la ligne de démarcation entre usages licites et non licites dudit numéro telle qu'elle avait été tracée par la loi de 1979.» Enn vum Zitat.

De Minister ass also en awer an huet gemengt, et misst iwwert de Gebrauch vun deene perséinlechen Donnéeën an iwwert hire Schutz en profonduer nogeduecht ginn. Hien huet ugekënnegt, dass en Aarbechtsgrupp sech géif deene Froen unhuelen, fir d'Gesetzgebung ze revidéieren. Souwäit ech weess, ass bis elo do näischt geschitt.

Beim Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert de spezifesch Schutz vun der Persoun beim Traitement des données à caractère personnel, déi sech op den Handy an op den Internet applizéieren, muss de Provider perséinlech Date vum Expéditeur a vum Destinataire, den Datum an d'Dauer vun der Kommunikatioun während ganzen zwielef Méint halen. Alles dat ënnert dem Virwand vum Kampf géint den Terrorismus an déi grouss Kriminalitéit. De Retraçage vun elektronische Kommunikatiounen ass applicabel an alle Fäll wou d'Gesetz eng Prisongstraf vun zwee Joer virgesäit. Dat erënnert wahrscheinlech de Minister Krecké un eng Episod aus sengem parlamentaresche Liwen...

Ech kéint weiderfuere mat der Lëscht vu Gesetzer, déi adoptéiert gi sinn oder déi am Tube sinn ënnert dem Virwand vum Kampf géint den Terrorismus an déi grouss Kriminalitéit. Et muss ee sech froen, ob déi Gesetzer géeeent sinn, fir Akte vun Terrorismus ze verhënneren, wann ee weess - an dat huet ee besonnesch bei deene leschten Attentater gesinn, souwuel zu New York wéi zu Madrid a wéi zu London -, dass déi oft enger neier spontaner Berufung entspreche bei Leit, déi soss ni weider opgefall sinn. Meng Fro also: Erreechen déi Gesetzer dat gesatent Zil? Si se effikass?

Dëselwech Gesetzer schéissen awer oft iwwert d'Zil eraus an erméiglechen zum Beispill den Zougang zu perséinlechen Date vu Leit, déi sech näischt zuscholden komme gelooss hunn. Respektéieren déi Moosnamen de Prinzip vun der Proportionalitéit? Schliesslech, sinn d'Kontrollmechanismen, déi Abusé solle verhënneren, ëmmer en place? Wéi ass et zum Beispill beim ADN-Gesetz? Oder eng aner Fro: Ass d'Commission nationale pour la Protection des données esou équipéiert, dass se amstand ass, hir Missioun ze erfëllen an d'Legalitéit vum Traitement vu perséinlechen Daten ze kontrolléieren?

An anere Wieder, ons schéngt et, dass d'Approche vum Tout sécuritaire vum Justizminister a vun der Regierung déi dräi Kritäre vun Effikassitéit, Proportionalitéit an ugepasste Kontrollen net erfëllt. Mir géifen also der Regierung roden, méi Rücksicht op d'Protektioun vun den individuelle Rechter vun de Bierger ze huelen, manner op den Tout sécuritaire ze setzen a sech déi Mëtten ze ginn, déi hir erlaben, déi bestehend Legislatioun, och déi, déi den Alldag betrëfft, korrekt unzewenden.

Hâr President, an deem Sënn déposéieren ech eng Motioun, déi de Moment nëmme meng Ennerschrëft huet. Si ass ganz kuerzgefaasst an huet Elementer, mengen ech, an deenen all Mënsch, all Demokrat hei am Haus sech erëmfanne kann. Wann also aner Kollegeen aus anere Fraktiounen déi Motioun wëlle matdroen, da soen ech hinne schon am Virus Merci. Wann dat net sollt de Fall sinn, da si véier Kollegee vu menger Fraktioun bereet, déi Motioun mat ze ënnerschreiwen.

Motion 2*La Chambre des Députés,*

- estimant que si la lutte contre toutes les formes de la criminalité organisée est nécessaire pour garantir la sécurité publique, elle ne justifie pas le recours à une législation exclusivement répressive et à des moyens disproportionnés;

- considérant que la modification de notre dispositif législatif ne doit pas aller au-delà des objectifs recherchés et empiéter sur les libertés individuelles;

invite le Gouvernement à

- veiller dans ce contexte au respect des libertés individuelles telles que notamment les droits de la défense, la présomption d'innocence, la propriété privée ou la liberté d'expression tout en s'assurant que les nouvelles méthodes et mesures envisagées peuvent être mises en oeuvre de façon efficace;

- veiller à la proportionnalité des mesures proposées en vérifiant que l'équilibre entre moyens déployés et buts recherchés soit garanti;

- veiller à ce que l'application de ces mesures soit soumise à un usage responsable par le biais d'un contrôle indépendant et impartial approprié.

(s.) Colette Flesch, Félix Braz, Lydie Err, Gast Gibéryen, Patrick Santer.

Här President, ech hat meng Interventioun...

(Interruption)

» **M. Charles Goerens (DP).** - Dir dærfst se ënnerschreiwen, Här Bodyr.

» **M. le Président.** - Här Goerens, Här Bodyr, et ass de Moment un der Madame Flesch.

(Hilarité et interruption)

Jo, mä da maacht dat ënner lech aus, oui d'Madame Flesch ze stéieren.

» **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice.** - Oh, Här President, ech hunn nach ganz vill Zäit viru mer an ech si bal um Schluss vu menger Interventioun. Ech hunn also Geduld.

» **M. le Président.** - Ah, dann ass et gutt, Madame Flesch, wann et lech net stéiert, dann...

(Hilarité)

» **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - D'Madame Flesch ass waarm a kal gewinnt.

» **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice.** - Sou ass et, an ech hunn et haut erëm erfuer, well meng Interpellatioun ass an eng aner Debatt agepaakt ginn. Et muss een hei waarm a kal gewinnt sinn!

Här President, ech hat meng Interventioun mat der Fro vum noutwendegen Equilibre tëschent Respekt vun individuelle Rechter an interner Sécherheet ugefaangen. Ech wëll mat enger Referenz op deen Equilibre endegen.

Am Juni vum leschte Joer, beim Vote vum ADN-Gesetz, ass eng Motioun an dësem Haus ugeholl ginn, déi d'Madame Doerner déposéiert hat an déi d'Regierung opfuert, ech zitieren „bannen engem Joer de Point ze maachen iwwert déi ADN-Législatioun am pénale Beräich, fir se un déi nei wëssenschaftlech Evolutiounen ze adaptieren a wouméiglech se mat neie Garantien ze émginn, déi dozou féieren, den Equilibre tëschent dem legitimen Zil vun der Sich no der Wourecht an dem Respekt vun de fundamentale Mënscherechter ze verstärken“. Enn vum Zitat vun där Motioun.

Här President, ech si sécher, dass de Justizminister, deen oft de Respekt ënnersträicht, deen hien der Chamber entgéintbréngt, d'Geleeënheet vun der heiteger Sécherheitsdebatt wäert gebrauchen, fir deem Wunsch vun der Chamber nozokommen an ons am Detail iwwert d'Initiative vu sengem Ministère an deem Beräich ze informieren. Ech soen him am Viraus dofir scho Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass agedroen den honorablen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sécherheet ass am Fong d'Absence vu Gefor. An da wär dann normalerweis de Contraire, d'Onsécherheet, e subjektiv Gefill vun enger Gefor. Dat heescht, wann ee vu Sécherheet a vun Onsécherheet schwätzt, ass et ganz schwéier, eng kloer Definitioun ze hunn, wat een ënner Sécherheet ka verstoen a wat een net ënner Sécherheet ka verstoen, well fir dat woufir eng Persoun sech ka sécher fillen, kann eng aner Persoun sech onsécher fillen, an och de Contraire ass wouer.

Ech wëll hei am Numm vun eiser Fraktioun, Här President, wierklech dem Här Santer Merci soen, well säi Rapport ass am Fong en neutrale Rapport, e fidèle Rapport zu deen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, an en ass och e Mea culpa vun de Majoritéitsparteien, vu senger Partei am Fong, well se schonn de Justizministère jo awer ganz laang huet, vun all deene Punkten, déi misste gemaach ginn.

D'Motioun, déi mer wäert stëmme, ass jo awer e ganze Katalog vu Saachen, déi jo sollte verbessert ginn. Här President, wa mer keng Motioun haut misste stëmme, da wär jo alles super, mä, ech mengen, wa mer eng Motioun vu sechs Säiten hunn, dann ass nach vill ze maachen.

(Interruption)

Jo, mä, Här Santer, den Här Frieden huet scho viru Joren...

À propos, ech mengen, dat wär dann direkt gemaach, ech iwwerreechen lech hei, Här President, fir den Här Frieden 80 Questions parlementaires, déi ech dem Här Frieden gestallt hunn iwwert déi verschidde Sujeten, déi mer haut och diskutieren, wou der scho vun 2000 dra sinn, wou den Här Frieden da ganz genau ka kucken a sech och ka Froe stellen iwwert déi eng oder aner Saach, iwwert d'Effektiver vun CPen, vun Clen, vu Poursuiten, vu Faillites frauduleuses, wou ech dann och nach wäert drop zrëckkommen.

Här President, wann et just méiglech wär, déi dann elo dem Här Frieden ze ginn.

» **M. le Président.** - Ech denken, dass den Här Frieden déi am Ministère huet?!

» **Une voix.** - Et ass e gesammelt Wierk, Här President!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen, neen, den Här Frieden huet jo och elo d'Police kritt, déi jo virun net ënnert seng Kompetenz gefall ass, dat heescht, et ass eng Kollektioun vu menge Best of vu menge Questions parlementaires...

(Hilarité)

...iwwert d'Sécherheet, wou ech lech hei eng Compilatioun gemaach hunn.

Här President, wann een elo iwwert d'Sécherheet schwätzt - den Här Santer huet och säi Rapport a verschidde Punkten agedeelt -, da géif ech fir d'éischt gären iwwert d'Police schwätzen.

Bei der Police grand-ducale - an ech mengen den Här Santer huet et och scho gesot - sinn d'Effektiver e grouse Problem. Wann ee selwer héiert, wéi d'Police bei eis war, dass den CP vun Elwen heiansdo zou ass, well se net genuch Personal hunn, fir dee kënnen opzehalen! Wann ee gesäit, dass eng Gemeng wéi Keel op privat Entreprises zrëckgräift, fir kënnen d'Sécherheet vun de Leit ze garantieren!

Op eng Question parlementaire, déi ech och gestallt hat, mam Här Gibéryen, dee se och gestallt hat, den 11. Abrëll, hate mer nämlech um Kongress vum Syndicat national de la Police grand-ducale matgedeelt kritt, dass d'Zuel vun de Leit, déi an den CPen an an den Cle sinn, vu 693 am Joer 2006 op 684 am Joer 2007 erofgaangen ass. Wann een och kuckt, dass an den „CI Lëtzebuerg“ nëmme 16 nei Unitéite komm sinn, da geet dat wierklech net duer, wann ee weess, wat do fir eng Tache op déi Leit zoukënn.

Eppes dærf een och net vergiessen an den Dekonten, an dat ass och eppes wat ganz wichteg ass, wou net oft driwwer geschwat gétt, mä wat och am Rapport steet, dat ass de Problem vun den Détachementer. Well ganz oft ginn dann och Polizisten duebel gezielt. Si ginn eng Kéier do gezielt, wou se kommen, a si ginn eng Kéier do gezielt, wou se affektéiert sinn. An en plus, well se awer net op där Plaz, wou se do détachéiert ginn, affektéiert sinn, kënnen se och net do remplacéiert ginn, wou se komm sinn. Dat heescht, et ass zimlech komplizéiert.

Mä da gétt gesot: Déi Leit aus dem CI-Stad oder CP-Stad hu genuch Leit. Et ass awer falsch, well déi Leit nach do soi-disant affektéiert sinn, mä op engem anere Service dé-

tachéiert gi sinn an och net kënnen ersat ginn, well si jo just détachéiert gi sinn a well dat keng definitiv Saach ass. Op jidde Fall ass dat net ganz sain. Da kann een och ëmmer mat den Zuele jongléieren.

Wann ee vun der Police schwätzt, muss een och nach eppes soen zum Suivi vun de Polizisten, den Engagementer vun de Polizisten. Ech mengen, eng ganz Rétsch vu verschiddenen Deputéierte waren och elo beim Syndicat vun der Force publique, wou gesot ginn ass, dass d'Revalorisatioun vun der Brigadierscarrière misst ënnerstëtzt ginn an dass d'Leit net nëmme eng 8°, mä eng 9° sollen hunn. Ech hunn déi Fro elo iwwer Question parlementaire gestallt, duerfir brauch ech et hei net och nach eng Kéier ze maachen.

Bei der Police muss se och déi adequat Moyenen hunn. Wann ee kuckt bei der Evasioun vum Nuka Kujtim, Här President, vu Schraasseg, dass do mat der Informatik verschidden CPen oder Clen d'Foto net kritt hate vum Nuka Kujtim! An d'Äntwerte vum Direkter vun der Police a vum Minister Frieden waren: Jo, mä et war e Begrëff ze wëssen, wien den Nuka Kujtim war!

Ech hunn et deemools scho gesot: Wann d'Leit keng Foto hunn, ass et schwéier, een unzehalen. Ech ka mer jo kaum vorstellen, dass se, wann iergendzwousch en Auto ugehale gétt, d'Leit froen: Bass du den Nuka Kujtim?, an hien engem spontan seet: Jo.

(Hilarité)

Oder: Erkennt Der mech net? Oder: Ech sinn deen an deen. Ech mengen, d'Police soll awer wierklech déi Informatikinfrastrukturen hunn, fir awer bei esou Fäll a bei esou geféierleche Leit op d'mannst informéiert ze ginn.

Wann ee vun Infrastrukture schwätzt, da muss een och vun der Gliesener Strooss schwätzen. Ass et normal, dass an der Gliesener Strooss nach ëmmer - wat e Provisorium war - de Siège vum Lima an de ganzen CI vun der Stad baséiert ass?

Ech mengen, d'Rue Glesener huet en plus e Parking, deen heiansdo Froe ka mat sech bréngen, well do kéint eng Persoun mat hirem Auto iwwer eng Locatioun erafueren. Et ass kee Parking, deen zou ass. Dat heescht, et si verschidde Polizisten, déi mech schonn drop opmierksam gemaach hunn, wann een eng Kéier wéilt eis ganz Police hei an der Stad an d'Luucht sprenge, dass een einfach en Auto misst hunn, wou een e géif mat Sprengstoff chargéieren an do erafueren; obwuel et iwwer Abonnemeter geet, ech insistéieren. Mä et weess ee jo ni, wat fir een Abonnement ee ka kréien, well et jo net ganz reservéiert ass fir d'Police.

Mä virun allem, et ass elo net ëm de Parking wou et geet. Et sinn d'Infrastrukturen. Et ass jo net normal, dass d'Police déi lescht 20 Joer do an engem Provisorium souz. Et wier Zäit, dass d'Sue géifen deblockéiert ginn, fir dass den CI-Stad och anstänneg Aarbecht kéint maachen.

Wann een dann awer och kuckt wat heiansdo d'Poliziste vun Aarbecht hunn, wou se da Gemengereglementer mussen kontrolléieren an esou, well selwer d'Gemeng keng Kompetenzen huet, ass et och wichteg, dass d'Leit, déi haut Agent-municipaux sinn, gewësse Kompetenze kréien, fir zum Beispill Gemengereglementer kënnen ze kontrolléieren an och ze verbaliséieren. Ech mengen, dat géif der Police ganz vill hëllef. Et wier och am Sënn vun enger besserer Organisatioun.

Iwwert de Prisong, Här President, do gétt et och ganz vill ze soen. Ech hunn hei en Artikel fonnt vum 7. Juli 2000. En ass aus dem „Lëtzebuurger Land“ vum Marc Gerges. Den Titel ass: «Prison = Dépotoir». An deem Artikel steet: «L'histoire de la prison de Schrassig' se résume ainsi à une accumulation de manquements divers, de mauvaise gestion personnelle, d'absence de volonté politique, de souci sécuritaire, de concepts faisant défaut, de bras de fer ridicules engagés entre les différentes parties.» Etc.

«Que la prison et les problèmes y liés soient à la une de la presse française a servi d'excuse au ministre de la Justice, Luc Frieden, lors de son interpellation au Parlement mardi dernier. Lecteur assidu du 'Monde', il a constaté que le Luxembourg n'était pas le seul pays à connaître ce genre de problèmes, mieux, il s'est montré soulagé que le Luxembourg ne connaisse pas les problèmes autrement plus graves de la France. Frieden a fait état d'un sacré culot politique en utilisant ce raccourci douteux pour cautionner sa légèreté d'action. La politique pénologique luxembourgeoise connaît un problème structurel qui a pour origine une classe politique, ministre en tête, qui refuse de prendre ses responsabilités en la

matière.» Also, den Text ass siwe Joer al, mä ech kéint en haut nach eng Kéier ënnerschreiwen.

Wann een elo déi verschidde Punkte kuckt, wéi et am Prisong ass, zum Beispill - ech huelen et Punkt fir Punkt - iwwert d'Drogen. Bon, d'Kommissioun huet elo net décidéiert, dass mer géifen eng Hondssektioun kréien am Prisong, fir op Drogen ze reagieren. Ech fannen, et ass traureg, wann ee kuckt wivill jonk Leit an de Prisong kommen an nach keng Droge geholl hunn, an nodeem se e Séjour am Prisong haten, kënnen se bal als Toxicomane ofgestempelt ginn.

Ech mengen, et ass scho ganz traureg, wann een awer liest, dass mer Leit hunn, déi un enger lwwerdosis am Prisong gestuerwe sinn, dass mer Leit hunn, déi an d'Infirmierie bruecht ginn, well se mat Droge justement och eng lwwerdosis gemaach hunn, awer nach net gestuerwe sinn, mä op jidde Fall an engem schlechten Zoustand sinn. Da kréien ech geäntwert: Et ass eng Fatalitéit. An all Prisong gétt et Drogen. Déi jonk Leit soen engem awer carrément och am Prisong: Wësst Der, Här Bettel, am Prisong, do fanne mir Drogen, déi mer souguer bal net op der Gare fannen.

Ech fannen dat traureg, dass een d'Schëllere fale léisst, obwuel een awer all Kéiers wou een Drogenhënn agesat huet e positivt Resultat hat an och Droge fonnt huet. Ech krut d'Äntwert: En Hond reagiert net op all Drog. En Hond ass midd nodeem e geschafft huet. Ech mengen, mir hu Moyenen, fir Maschinnen ze kafen, fir Drogen ze fannen, wou kee weess wéi se ginn. Déi Maschinn gétt och am Prisong net oft benotzt.

Déi Suen hätten och kënnen investéiert ginn, fir Hënn ze kréien, déi forméiert gi wäeren an déi och owes e puer Minutten agesat gi wäeren. Amplaz d'Päck de ganzen Dag erof an erop ze bréngen, hält een d'Päck an engem Sall stockéiert, an deem d'Hënn op jidde Fall duerch d'Päck gaange wieren an ee se da bei d'Détenuë bruecht hätt. Dann hätt een op d'mannst dee Problem vun de Paquete mat Drogen évitéiert.

Mä et geet net nëmme duer ze kucken, dass keng Drogen erakommen. Et soll een, well et eben eng Fatalitéit soi-disant ass, awer kucken de Suivi ze maachen, a virun allem Méiglechkeete gi fir déi, déi Drogen huelen, dass se méi activement e Methadon-Programm kënnen suivieren; an op jidde Fall e bessere Suivi maachen. E bessere Suivi ass ganz, ganz wichteg am Prisong.

Ech stelle mer heiansdo d'Fro, ob de Prisong zu Lëtzebuerg net eng Machine à récédive ass. Dat heescht, wësst Der, et ass e bëssen esou wéi e Fidélitéitsprogramm. Wann een eng Kéier bis dobanne war am Prisong, da sinn d'Chancë ganz grouss, dass een erëmkënn.

Ech hunn do e flotten Artikel fonnt, wou en Här gesot huet, dass de Problem, dee mer bei der Récidive hunn, deen ass, dass jiddfereen ëmmer a sengem Eck schafft. Dir hutt op där enger Säit den Travailleur social, Dir hutt op där anerer Säit de Psychologue, Dir hutt op där enger Säit den Educateur, op där enger Säit de Riichter an op där anerer Säit nach d'Giischtercher. Mä jiddfereen schafft parallel.

Et wier vläicht och eng Kéier interessant, fir all déi Leit zesummenzesetzen, fir ze kucken e Suivi vun enger Persoun zesumme kënnen ze analyséieren, an net nëmme, dass jiddfereen a sengem Eck schafft. Fir mech wier et wichteg, well et gétt éischters bei enger Récidive no baussen d'Gefill, dass eise Système judiciaire net fonctionnéiert, a wann en net net fonctionnéiert, en op jidde Fall da schlecht fonctionnéiert.

Et muss een de Leit och am Prisong eng Perspektiv ginn. Dat heescht, dass, wa se erakommen, se net den Haass vis-à-vis vun all deenen anere Leit hunn oder et hinnen egal ass firwat se do souzen, mä dass se, net eng gewësse Culpabilitéit, mä awer rasonnéieren a wëssen, firwat dass se do souzen, an dass eng Strof net eppes Automatesches ass, mä och soll eppes Pedagogesches sinn.

Ech hu viru scho geschwat vu Leit, déi am Prisong stierwen. Et ginn d'lwwerdosen. Et ginn och d'Suiciden am Prisong. Ech mengen, dat beweist och, dass verschidde Leit einfach „no way“ gesinn, dass se net wëssen, wat aus hirem Sort gétt wa se eng Kéier bis erakommen.

Intern gétt et och Problemer mat den Infrastrukturen. Ech mengen, den Här Santer huet et scho gesot. Et ass Zäit, dass en neie Prisong kënn. Et ass net gesond, dass e présument innocent - et soll een net vergiessen, dass e Prévenu présument innocent ass - an enger Zell sëtzt mat engem, deen Détenu ass. An ech muss insistéieren,

och wa gesot gëtt, et wier keen direkte Kontakt: Ee vun deene schlëmmste Pädophilen, déi mer an eiser Geschicht hunn, deen 20 Joer Prisong kritt huet, ass ënnen an engem Trakt, wou hien d'Kanner da gesäit, déi am Haff spadséieren. Ech fannen dat net gesond. Ech kréie geäntwert: Jo, si hätte kee Contact direct. Mä duerch d'Fënster ass dat awer méiglech. An ech fannen dat op jidde Fall ëmmer dramatesch.

Et si verschidde Léisungen, déi proposéiert ginn, wéi de Bracelet électronique. Mir sinn an enger Testphas, ass gesot ginn. Ech wier frou wann de Minister eis haut kéint soen, wat d'Resultater sinn, wéi oft de Bracelet électronique benotzt ginn ass, wat dobäi erauskomm ass, ob dat elo probant war, bei wivill Leit dat gemaach ginn ass, wat d'Durée ass, wat d'Resultater sinn a wéi et elo weidergeet. Mä ech hoffen, dass den Här Minister da vun iergendengem matgedeelt kritt, dass ech d'Fro gestallt hunn, well hien elo net hei ass.

Iwwert d'Infrastrukture wollt ech och soen, dass et immens wichteg ass, dass déi Mineuren endlech aus deem Prisong verschwannen. Dat ass eppes, dovunner schwätze mer schonn iwwer zéng Joer. Well ech sinn elo aacht Joer hei an där Chamber an ech hu gemierkt, dass mer elo schonn déi lescht aacht Joer driwwer diskutieren. Et wier Zäit, dass och eppes do géif geschéien an dass elo och endlech e Suivi bei deene jonke Leit kënn.

D'Madame Jacobs huet mer jo gëschter guer net op meng Fro geäntwert, wéi ech gefrot hunn, wéi et wier mat deene Jonken, déi placéiert gi vun engem Riichter, well se eppes gesticht hunn, an déi, déi placéiert ginn aus Protection de la jeunesse vis-à-vis vun Elteren, déi eng Geforsinn, an déi alleguerten am Moment zu Dräibur sinn. Et ass net normal, dass do en Agresseur mat enger Victime zesummen ass. D'Madame Jacobs huet verstan, dass eng Victime Agresseur kéint ginn. Et war d'Fro net dowéinst. Wat katastrophal ass, dat ass, dass, well mer och net genuch Plaz hu fir jonk Leit, déi Victime si vu verschidden Aggressiounen, déi an deeselwechte Foyer placéiert ginn, wéi do, wou och d'Agresseur sinn.

Mir hunn och virdru gesot: D'Gardieneren - d'Giischercher - hunn eng wichteg Roll am Prisong. Wann ee kuckt, wivill der krank sinn, wat de Suivi vu Giischercher ass, wär et wichteg, déi och méi ze ënnerstëtzen.

A virun allem - mä et muss een awer soen, dass den Här Theis sech grouss Méi gëtt, fir ze kucken, all déi Komponenten, déi et am Prisong gëtt, zesummenzekréien - ass et net ëmmer einfach, mä wichteg, dass de Prisong net nëmme kee Polverfaass ass tëschent Détenuen a Personal, an dat ass jo scho ganz oft d'Situatioun, mä dass et och tëschent dem Personal an der Direktioun kee Gedeessems gëtt.

Här President, à propos Justice sinn och scho ganz vill Saache gesot ginn. Ech mengen, den Här Santer huet vill Punkten ervirgehuewen. Ech si frou, dass Dikrech dra virkomm ass, well ech muss lech elo ganz éierlech soen, mir hunn och als Kommissioun d'Riichter an aus der Stad gehéiert. Mir hunn d'ganz Equipe gehéiert, mä d'Dikrecher Leit hunn heiansdo d'Gefill, dass se an dësem Land esou e bëssen e Stéifkand vun eiser Justiz wieren a se och ganz oft vergiesse géife ginn. Ech si frou, wann an deem Text elo Dikrech iwwerall dran zitëiert gëtt.

Ech mengen, wann een en anstänneg Bezierksgeriicht wëllt zu Dikrech hunn, muss een och deene Leit d'Moyenë ginn, fir kënnen ze schaffen, an et soll een dann net nëmme kucken, wéi et an der Stad besser ka ginn, mä och wéi et zu Dikrech soll goen.

Wann een de Problem vun den Délaïë kuckt, déi ganz oft zitëiert ginn, dann ass et esou, dass mir oft condemnéiert ginn, well et hei einfach ze laang dauert. Den Här Santer huet de Prinzip vun der Comparation immédiate e bësse kritiséiert, well e gesot huet, dass dat en Abattoir, eng Boucherie e bësse kéint sinn. En huet souguer en eminente Magistrat zitëiert, deen dat gesot huet.

Ech muss lech awer soen, ech war d'lescht Woch um Geriicht Circulationsaffäre plädéieren, Affairé vun Excès de vitesse, déi iwwer e Joer al sinn. De Problem ass, eng Justiz muss awer do sinn, fir d'Leit ze sanktionéieren. Wann een ze séier gefuer ass oder de Gurt net un hat an et gëtt een iwwer ee Joer duerno oder - virdrun hat ech esou eng Affär - 19 Méint duerno op d'Gericht geruff: Wou ass do nach de Rôle pédagogique a psychologique vun enger Peine? Deen ass jo wierklech dann net méi ze verstehen!

An dowéinst ass et scho ganz, ganz wichteg, dass d'Affären zimlech séier op d'Gericht kommen an net esou spéit. Bon, nor-

malerweis sinn et ëmmer dann eelef Méint an 29 Deeg, well bei de Contraventionen d'Prescriptioun soss kënn, mä ech fannen, et muss een um Tribunal d'arrondissement oder op jidde Fall beim Tribunal de police méi oft iwwert d'Ordonnance-pénalë fuere, well et bei den Ordonnance-pénalë ganz oft de Fall ass, dass bei engem Fall der gemaach ginn a bei deem anere Fall ginn der net gemaach an heiansdo huet een déiselwecht Situatioun. De Parquet jugéiert ëmmer d'Opportunitéit, fir eng Affär an d'Sitzung ze ruffen, an heiansdo versteet een net, firwat déi eng Affär dann an d'Sitzung geruff gëtt an déi aner net.

Wann een iwwert d'Dossiere schwätzt, muss een och den Accès zum Dossier net vergiessen. Ech mengen, wann Der eng Demande en liberté maacht, fir iergendeen aus dem Prisong ze kréien, oder fir iergendeng Restitutioun vun engem Objet, dann huet keen d'Méiglechkeet, den Dossier kucken ze goen. Weder d'Prévenuen nach eng Partie civile oder iergendeen anere kann den Dossier kucke goen - ausser dem Parquet. Dat heescht, de Parquet kennt ëmmer déi lescht Informatiounen, wann en an d'Chambre du conseil kënn, an d'Sitzung kënn, mä den Affekot, dee weess net, wat déi lescht Elementer sinn, déi an engem Dossier derbäikomm sinn.

Ech fannen dat net gerecht, an duerfir misst een och d'Méiglechkeet loossen an Zukunft, fir dass en Affekot oder Justiciabel op jidde Fall kéint en Accès zum Dossier kréien, dee méi grouss ass, wéi dat elo de Fall ass.

Bei der ganzer Justiz dierf een awer och net vergiessen, dass et verschidden Acteuren an der Justiz gëtt. Do ass fir d'éischt emol de Riichter an d'Fro, wéi e Riichter agestellt gëtt.

Ech fannen de System zu Lëtzebuerg net gutt. Zu Lëtzebuerg gëtt gekuckt, wie gutt Punkten huet. Deen, dee gutt Punkten huet um Cours complémentaire an duerno am Avouésexamen, kann da Riichter ginn. Dann ass ee Joer gesot ginn, dass awer nach géif gekuckt ginn, en Test psychologique mat de Leit ze maachen, en Entretien. Dat ass gemaach ginn, an do ware Leit, déi super Punkten haten, déi sinn net geholl ginn, an anerer, déi vill manner gutt Punkten haten, si geholl ginn.

Ech fannen dat net gerecht. Et soll e richtige Concours organiséiert ginn. Et soll eben einfach d'Méiglechkeet bestoen, dass een, dee wëllt Magistrat ginn, eben no sengem Avouésexamen e Concours ka maachen. Oder et gëtt gesot, et muss een eng Moyenne vun esou an esou vill hunn, fir kënnen Magistrat ze ginn, an da mécht een e Concours no enger Formatioun oder e Concours d'entrée no sengem Avouésexamen, esou wéi dat a Frankräich ass. Do hu mer d'École Nationale de la Magistrature, déi zu Bordeaux ass. Do mécht een e Concours d'entrée op der ENM an da mécht een eng Formatioun an dann e Concours de sortie.

Et ass net normal, dass hei zu Lëtzebuerg am Fong e puer Leit decidéieren, wie Riichter gëtt, ouni dass do eng gewëssen Transparenz ass, ouni dass ee ganz genau Kritären huet, wou ee ka soen, et ass esou oder esou. Ech fannen dat net gesond fir e Rechtsstat.

À propos Magistratur muss ech och soen, dass d'Proposition, déi mer hunn iwwert d'Introduktioun zu Lëtzebuerg vun engem Conseil supérieur de la justice, ganz wichteg ass.

Ech wëll awer d'Nuancë bréngen tëschent der Motioun an dem Rapport. An dem Rapport vun der Commission juridique steet: «La Commission juridique accueille favorablement l'idée de l'institution d'un Conseil supérieur de la justice.» - an an der Motioun steet: «mener une réflexion approfondie».

Ech hunn de Rapport léiwer, Här President, vun der Commission juridique, well et méi positiv ass op jidde Fall wéi «mener une réflexion approfondie», wat jo dann e bësse méi Waasser an dat Ganzt bréngt.

» **Une voix.** - Ce n'était pas l'intention.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ce n'était pas l'intention, mä da verst mer op jidde Fall, dass d'Intention an der Wee geet, dass eis Commission juridique op jidde Fall méi favorabel ass fir dat eent a fir dat anert.

Wann een dat Ganzt awer kuckt, da soll een awer och iwwert d'Prevention schwätzen a virun allem och iwwer alternativ Saachen. Wann een an d'Justiz kuckt, da gesitt Der, dass haut en Toxicomane zu Lëtzebuerg ganz oft bestrooft gëtt mat feste Prisongstrofen.

Ech hunn héieren, an Dänemark hu se eng Alternativ. Een, deen net wëllt fest an de Prisong goe wéinst Toxicomanie, dee kann da méi eng laang Period op e Bauerenhaff

schaffe goen, wou en och eng Pai kritt, déi blockéiert gëtt, a wou en dann op jidde Fall d'Méiglechkeet huet, och seng Suen ze halen a Perspektiven huet. Wann en awer positiv getest gëtt, muss e seng ganz Strof duerno awer ofsätze goen an de Prisong. Ech fannen, dass et en Engagement ass vis-à-vis vun deene Leit, eng Responsabilisatioun vun deene Leit, an dat soll ee probéieren.

Ech fannen et traureg, dass een, deen haut zwou Bouletté Kokain bei sech huet oder Heroin, fir se ze verkafen, fir seng eege Consummatioun ze bezuelen, selwer als Kriminellen do behandelt gëtt an op jidde Fall dann an de Prisong kënn, a guer net gekuckt gëtt, oder op jidde Fall net genuch gekuckt gëtt, wéi et em duerno geet.

Ech kann lech do zeg Fäll opziele vu jonke Leit, wou een op gutt Lëtzebuergesch géif soen, et ass e Vull fir d'Kaz, well hei zu Lëtzebuerg einfach déi Leit wéi Krimineller behandelt ginn oder egal wéi, op jidde Fall net wéi krank Leit, a mer net déi anstänneg Infrastrukturen hunn.

Last but not least gëtt et an all Prozess och nach eng aner Partei am pénale Prozess, wat eng Victime ass. D'Victimé si frustréiert hei zu Lëtzebuerg. Als Victime gëtt een net informéiert, wéi de Prozess leeft. Elo wëlle mer dat jo ännere mat den Texter, wat och wichteg ass, mä eng Victime hei zu Lëtzebuerg kritt heiansdo da matgedeelt: Hei, deen doten ass fort. Dat war elo de Fall bei enger schlëmm Affär, wou d'Leit duerch d'Press gewuer gi sinn, dass déi Persoun fort war, dat heescht eraus war aus dem Prisong, dass d'Chambre du conseil se lafe gelooss huet. Ech mengen, dat kann e psychologische Schock fir déi Leit sinn.

Et wär wichteg, och um Tribunal selwer vläicht Psychologen ze hunn. Mir hunn um Tribunal Leit, déi Riichter sinn. Mir sollen een hunn, dee mat der Press schwätzt. Mä mir hunn awer guer keng Leit, déi sech um Tribunal selwer dorëm këmmen. Mir hunn de SCAS selbstverständlech, deen do ass, mä wann déi Leit selwer net mam SCAS Kontakt huelen, hu mir um Tribunal guer keng Persoun do. Wann iergendeen eng Kéier do géif Problemer hunn, nervlech Problemer oder op jidde Fall géif zesummebriechen, géif ech et wichteg fannen, dass een och do e Suivi géif maachen, fir d'Leit och ze informéieren, ze suivéieren, a fir dass d'Victimen net d'Gefill hunn, dass et egal ass, wat se am Prozess ze dinn hunn.

D'Victimen hunn heiansdo selwer d'Gefill, dass se als Coupabel mat op der Bänk dosetzen a guer net gehollef kréien, a wa se dann nach hir Rechter wëllen akloen an en Affekot brauchen, muss se deen och nach bezuelen. Ech mengen, mir hunn do en Text, deen déposéiert ginn ass. Et wär wichteg, dass mer deen als Chamber géife stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo e bëssen den Tour gemaach vun deene verschiddene Punkten, déi fir eis wichteg sinn. Ech wëll wierklech nach eng Kéier réitérieren - non bis in idem, dat ass jo eng juristesche Maxim - an dem Här Santer hei am Numm vun eiser Fraktioun e ganz grouse Merci soe fir déi vill Aarbecht an dee gudden Rapport, deen en hei ofginn huet.

Mir kënnen dee mat zwou Hänn ënnerschreiwen, mä dat ass eng Saach. Wat méi wichteg ass, ass de Suivi. Mir wäer frou, wann e Suivi kéim. Dir hutt et virdru gesot, et muss Moyenen do sinn. Un eiser Partei wäert et net hängen, fir dass deen nächste Budget vill Moyenë gëtt, fir alles dat duerchzusetzen, mä mir sinn nëmme zu zéng. Kuckt Är Fraktioun an Är vis-à-vis, da geet et duer.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Elo huet déi honorabel Madame Christine Doerner d'Wuert.

» **Mme Christine Doerner (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Preparatiounsaarbechten zu dëser Debatt, réckbléckend betruucht, sinn net héich genuch anzuschätzen.

Ënnert dem Virsätz vum honorabelen Här Patrick Santer hat eis Kommissioun den Opdrag, d'Sécherheetssituatioun zu Lëtzebuerg ze iwwerpräieren. Mir sinn an Etappe virgaangen. Fir d'éischt hu mer bei all deenen, déi sech hei zu Lëtzebuerg mam Strofrecht befaassen, Informatioun gesammelt. No Diskussiounen an der Kommissioun huet eise President sämtlech Analysen an engem remarquabele Rapport zesummege droen. Zweeërlee huet sech eis erausgeschliet:

Éischtens, d'Verännerunge vun eiser Gesellschaft hunn och Auswierkungen op d'Stof-

gesetzgebung. Nei Forme vun Delikter sinn opgetaucht, anerer verléieren u Bedeutung, an d'Bestrofen an d'Behandlung vun de Schëllegen erfuerderen nei Weeër ze goen.

Eng allgemeng zweet Observatioun ass: Well et keng Gesellschaft ouni Kriminalitéit gëtt - dat wär eng Illusioun -, kann de Stat sech nëmme froen, awéiwäit a mat welche Mëttele sech d'Kriminalitéit op e Minimum beschränke léisst. Gutt Gesetzer kënnen bis zu engem gewëssene Grad kriminalprophylaktesch wirken. Et ass zu engem groussen Deel dem Justizminister sai Verdéngscht, dass d'Delinquenz an deene leschte Joren ëmmer stabil bliwwen ass.

D'Justiz zesumme mat eiser Chamber hunn op dës nei kriminalistesche Situatioun mat zäitgemässe materiellen a formelle Strofgesetzer reagéiert, entwéckele se permanent a lafend weider, an dat am Kader vun den europäesche Fräiheits- a Gläichheitsrechter. Am konventionelle Strofrecht hu mir Nobesserunge gemaach am Beräich vun der Tentative de vol et de viol.

Mir ginn awer och an dësem Rapport mam komplexen Thema vun der Gewalt konfrontéiert. D'Gewalt dobaussen op der Strooss gëtt oft staark iwwerschätzt, an d'Gewalt doheem an der Famill ënnerschätzt. No enger aler kriminologescher Wäisheet ass et méi wahrscheinlech, an der eegener Famill Affer vun engem Gewaltakt ze ginn, wéi an der ominéiser däischerter Gaass. Dofir ass haut d'Verhältnis vun engem Mann an enger Fra keng Privatsaach méi. Selbstverständlech nëmme, wann et sech ëm d'Gewalt handelt.

Och d'Ekonomie an d'Finanzen hunn hiert Strofrecht. Et besteet d'Gefor, dass Lëtzebuerg opgrond vun eiser internationaler Finanzplaz méissbraucht gëtt. Fir dass nei Wirtschaftsdelikten eis gutt Renommee am Ausland net élabousséieren, hu mir léigiféiert an de Beräicher vun der Bestiechung, dem Insidertrading, der Cyberkriminalitéit an dem Bedruch mat Fälschung a mat Plasticsuen.

Lëtzebuerg huet sech awer och e gudden Ruff am Kampf géint d'Geldwäscherei an d'Terrorfinanzierung geséiert. D'Blanchimentsgesetz ass niewent dem Finanzsecteur och op de Konschthandel an den Immobiliemaart erweidert ginn. D'Affekoten, d'Réviseurs an d'Notaire si gehalten, dem Parquet économique Renseignerment iwwert de reelle Bénéficiaire vun enger Transaktioun matzedeelen.

Besonesch problematesch ass awer d'Erfaassung vun Delikten, déi via juristesche Persounen, dat heescht Gesellschaften erfollegen. Lëtzebuerg kennt nach ëmmer de Prinzip: „societas delinquere non potest“. Dat wëllt soen, nëmme physesche Persoune kommen als Täter a Fro. Dofir sollen och elo d'Administrateurs vun engem Verwaltungsrot strofrettlech poursuiviéiert kënnen ginn.

Wann et ëm organiséiert Verbrieche geet wéi Mënschenhandel, Zwangsprostitution, Autoschieber, Erpressung vu Schutzgelder, dann ass den Zeieschutz e wichteg Thema. D'Erfahrung huet gewisen, dass grad an dësem Beräich d'Täter vill ze oft onbehellegt dovukommen, well et hinne geléngt, potenziell Zeien ze verschoteren. Bréngt de Parquet keng stéichfest Beweiser, müssen dës Verbriecher vum Geriicht fräigesprach ginn. Dofir soll den Zeieschutz, awer och den Afferschutz, an eis Strofprozessuerdung ageschriwwen ginn.

Et kann een eisem Strofrecht virwerfen, dass sech nëmme op den Täter zentriert gëtt an nom Affer gëtt net gekuckt. Dat wëllt soen, hie gëtt sengem Schicksal iwwerlooss. D'Verletzung vu senger kierperlecher, moralescher a sexueller Integritéit ginn net erfaasst. Souguer d'Medië schenken dem Affer net vill Attention. Aus Grënn vun Gerechtegkeet a sozialer Solidaritéit ass de Stat verpflichtet, sech mat der Situatioun vun den Affer vu Verbrieche ze befaassen.

D'Kriminalitéit huet eng international a mobil Dimensioun kritt. D'Grenze si fir d'Verbrieche en Avantage a plutôt eng Gène fir d'Polizei an d'Justiz. Dofir ass en Haaptthema vun eisem Justizminister Luc Frieden déi europäesch grenziwwerschredend Kooperatioun mat der Justiz an der Polizei.

Fir de Biergerinnen a Bierger an der EU en héicht Mooss u Sécherheet ze garantéieren,

sinn eng Rei vu wichtegen Instrumenter an deene leschte Jore geschaf ginn.

Mir hunn den europäeschen Haftbefehl, mir hunn d'DNA-Datenbanken, d'Konventioun Europol an Eurojust, de Prümer Vertrag, an och am Beräich vun der internationaler Rechtshëllef si Projeten ënnerwee.

D'Gesetzter sinn awer nëmmen esou gutt wéi si agehale ginn, an hei spillt eis Polizei eng grouss a wichteg Roll. Hir Aarbecht limitéiert sech net op d'Verbrieche ze reagieren, mä leet ganz vill Gewiicht op d'Preventioun. Haut si bal 10% vun de Polizisten Fraen; vun 1.475 Polizisten hu mer 143 Dammepolizisten. An des Damme si souwuel a Kommissariaten um Land wéi an de Chefetage present a representéiert.

Frae bréngen eng aner Qualitéit mat, vun där mir all profitéiere kënnen. Si si genau sou dichteg a fit wéi eis Männerpolizisten. Si verlosse sech méi op hir Kommunikatiounsfäegkeet wéi op hir kierperlech Kraaft. Si kënnen déi männlech geprägte Polizei e Stéck weiderbréngen. Si reagieren effizient op Nourtriff géint Gewalt am Stot, déi ëmmerhin d'Halschent vun alle Polizeiergeren an de Gewaltverbrieche ausmaachen.

Niewent de Fraen huet eis Polizei awer och berufflech Quereinsteiger. Dat heescht Ekonomisten, Finanz- a Computerspezialisten. Mir duerfen net vergiessen, dass zum Beispill komplizéiert Fraudes fiscales mat Ramificatiounen am Ausland nëmmen ënner gréisste Schwieregkeeten a prononcéierte Fachkenntnisser kënnen opgedeckt ginn.

Am Ausland huet sech iwwerengs erweisen, dass e Polizeicorps, deen net nëmmen op déi klassesch Polizeicarrière setzt - mä selbsterständlech ganz wichteg ass -, mä sech och anere Beruffer opmécht, iwwer eng gutt Betriebskultur verfügt. An dat ass net ze ënnerschätzen, well Polizist ass keen einfachen Job.

Polizistinnen a Poliziste si mat haarde Situatiounen konfrontéiert, déi oft ganz schnell ënner physischen a psycheschen Uspannung gemeschtert mussen ginn. Et geet erëm Rieds vun enger biergernoer Polizeiarbecht, vun engem partnerschaftleche Verhältnis mat de Bierger.

Am Grond handelt et sech hei ëm Polizei, déi am Quartier bekannt ass, déi e gutt Gespür fir d'Uleies vun de Mënschen huet. An alles dat zesumme mat den Agents municipaux, déi sech ëm d'Anhale vun de Gemeengereglemter solle bekëmmern. Dat alles dréit wesentlech zum Sécherheetsgefühl vun der Bevëlkerung bäi.

Mat der Sécherheet ass nämlech net ze spaassen. D'Attacken zu New York, Madrid, London an och d'Voitures piégées déi lescht Woch an England werfe Froen op. Et sinn net nëmme Froen no den Attentäter an hiren Hannermännen, mä och Froen no der Sécherheet vun eise Stied.

Fir desene neie Risiken a Phenomeener vun der Kriminalitéit effikass ze begéinen, kann de Stat op speziell Iwwerwachungsmethoden zréckgräifen. Entscheedend ass hei net ëmmer d'Iwwerwachung, mä och d'Späicherung an d'Auswärtungsméiglechkeete vun desene Donnéeën. De Schutz vun eenzelne Bierger muss och hei garantéiert bliwen. Well d'Problematik ass, dass net nëmmen de Schëllegen, mä och eventuell Drëttpersonen betraff kënnen ginn, déi mat den iwwerwaachte Persounen a Kontakt stoungen.

Bei der Verwendung vun den Informatiounen stelle sech dofir d'Froen vum Beweisrecht a vum Dateschutz.

„Wien e gutt Gewëssen huet, brauch d'Videoüberwachung net ze fäerten.“ - Des landleefeg Meinung geet awer net duer.

D'Politik huet och d'Aufgab, op Minoritéite Rücksicht ze huelen, déi skeptesch op des nei Iwwerwachungstechnologien reagieren a se als Gëft fir hir perséinlech Fräiheet empfinden. D'Fro ass also, wéi wäit d'Polizei an aner stroferechtliche Autoritéiten an der Uwendung vu geheime Iwwerwachungsmethoden goen duerfen.

Hei si verschidde Kritären ze bëuechten: eng kloer Rechtsgrondlag; e geziilt Asaz op sensibele Plazen; e verstännege Grond; d'Ofweie vun der Sécherheet déi eng Säit an de Schutz vun der Privatsphäre déi aner Säit, an dat selbsterständlech no de stren-

gen europäeschen Dateschutzrechter. Da sinn d'Kameraen net den Doud vun der Fräiheet.

An deene meeschten europäesche Länner iwwerengs gehéiert haut méttlerweil d'Videoüberwachung zum Alldag. Wa Lëtzebuerg sech dee Moya net géif ginn, kéinten hei geféierlech international Lücken entstoen, déi mir haaptsächlech spiere géifen am Kader vun der Schengen-Kooperatioun. De Stat wëllt d'Leit net ausspioueren, mä appelléiert un d'EEgeverantwortung vu jidder Biergerin a Bierger.

Am Internet gi mir all, emol gewollt, emol ongewollt, ouni Bedenken net nëmmen eis Kreditkaartnummer, mä nach vill aner ganz perséinlech Donnéeën an, och mat esou Date kann ee mat e bësse Geschéck e ganz kloert Bild vun eiser Persoun molen.

Fir eis Gerichter ze entlaaschten, ass 2005 de Plan pluriannuel votéiert ginn, deen d'Effektivitat vun de Riichter an de Greffieren eropgesat huet an dee méttlerweil exekutéiert ass. Am März 2006 sinn d'Ermittlungsmoosnamen duerch d'Mini-Instruction mander schwéierfällig ginn. Bei klengen a klengste Strofdoten huet de Parquet d'Méiglechkeet, eng Affär ze klasséieren. Desene Opportunitéitsprinzip soll bliwen, mä no kloren a faire Kritären geregelt ginn. Fir d'Zil „Die Strafe folgt der Tat auf dem Fuß“ net ze verfeelen an de Risiko vun enger Verjährung ze vermeiden, soll de Parquet de Plaignant mat Zäiten informéieren, an dat a rasonnabelen Délaien. Esou kann des Persoun eng Citation directe um Tribunal maachen.

Mä d'Veinfachung an d'Accélération vun de Prozedure gëllen awer och an eischer Linn fir déi Leit, déi ënner hirer eegener Strofdot leiden. Et soll een hinnen den Drock vun enger laanger an deierer Prozedur an d'Waarden erspueren.

Haut huet de Riichter ee Katalog vun alternativen Moosnamen wéi d'Médiation pénale. Wann den Täter an de Geschiedegten averstane sinn, da kann de Parquet desee Fall aussergerichtlich traitéiere loossen. Wann eng Besserung oder Resozialisierung ze erwaarden ass, gëtt de Prisong duerch eng Geldstrof ersat oder de Prononcé vum Jugement gëtt ganz einfach suspendéiert. De Riichter huet och d'Méiglechkeet, e Suris intégral, partiel oder probatoire ze froe respektiv déi Travaux d'intérêt général auszesprechen. Hei kéint een drun denken, nei Méiglechkeeten an Netzwerker ze schafen, fir des Travaux d'intérêt général an der Praxis gutt ëmzesetzen.

Desee Rapport huet finalement och den Ustouss ginn, eise Bléck geziilt hannert d'Mauere vun de Prisongen ze riichten. De Winston Churchill hat e Sproch:...

» M. Charles Goerens (DP).- Hien hat der vill.

(Hilarité)

» Mme Christine Doerner (CSV).- Zu deem Moment war hien nach net Chef d'État.

...„Déi mënschlech Zivilisatioun vun engem Land kann een dorunner erkennen, wéi ee mat senger Kriminalitéit a mat senger Leit an de Prisongen ëmgeet.“ Dat heescht, d'Prisongproblematik ass ëmmer an enger Evolutioun.

Hei zu Lëtzebuerg ass de Prisong eng reng staatlech Aufgab. D'Positioun vun de Gefaangene verdéngt eis Opmierksamekheit, well mir wëssen, dass d'Mënscherechter gëllen och hannert de Prisongsmauern. D'Evaluationsindicateure vun engem Prisong sinn: d'Sécherheet vu bannen an no baussen, de Kascht, d'Gesondheetsoinen, d'Fortbildung, d'Fräizäit, d'Kontakter mat der Aussewelt, de Management an d'Disziplin. Trotz der Komplexitéit vun desem Sujet kënnen mir feststellen, dass eis Prisongen den europäesche mënscherechteleche Standards entsprechen.

Am Interessi vun de Gefaangene sinn ëmmer erëm Verbesserungen ze maachen, an dat haaptsächlech um Plang vun der Réinsertioun an eis Gesellschaft. Mir dierfen hei déi wäertvoll Aarbecht vum SCAS, vum Info Prison an och deenen aneren Organisatiounen net ënnerschätzen. Um Buedem vun der Realitéit mussen si des Resozialisierungsarbecht an der Praxis ëmsetzen.

Awer a ville Fäll ass et keng sennvoll Léisung, e Condamnéierten einfach anzespären. Dofir ginn ëmmer erëm nei Formen vun alternativem Strofvollzuch agefouert. Zum Beispill bei kuerze Prisongsstrofen ass eng Mëschung vu Fräiheet a Gefaangenschaft, dat wëllt soen déi Semi-Liberté, méiglech respektiv d'Suspenssioun vun der Exécution de la peine an och elo de Bracelet électronique.

D'Zil ass hei eng besser Resozialisierung, well d'Réckfallquot gëtt domadder massiv reduzéiert. Déi veruerteelt Persoun kann hir Aarbecht oder hir Ausbildung fortsetzen. En Ausländer, dee bei eis emprisonnéiert ass, kann awer och ënner verschiddene Voraussetzunge froen, seng Fräiheitsstrof a senger Heemecht ofzesetzen. All des Mesuré wäerten och ekonomesch e bessert Resultat bréngen.

Fir ofzeschlüsse muss ech dem Rapporteur félicitéiere fir säin exceptionell gudd schréfflechen a mëndleche Rapport, an dat am Intérêt vum Lëtzebuurger Strofrecht. Meng héich Unerkennung geet och un all Autoritéiten, déi mat hire wäertvolle Gedanken an Äusserungen dessem Rapport dat néidegt Gewiicht ginn hunn. Desene Débat gëtt eis d'Opportunitéit, eis mat der Entwécklung vum Lëtzebuurger Strofrecht ausenanerzesetzen.

Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Als nächste Riedner ass den honorenabelen Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry!

Duerno kënt den Här Braz, an dann den Här Gibéryen.

» M. Alex Bodry (LSAP).- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net déi éischte Kéier, dass mir hei an der Chamber iwwer Froe vu Sécherheet diskutéieren. Et ass wouer, dass et schon op 1986 zréckgeet, dass mer eng Orientierungsdebat haten iwwer déi dote Fro, mä an der Tëschenzäit hunn hei eng ganz Rétsch vun Interpellatiounen stattfont zu Deelaspekter vun deem doten Thema an hu mir och iwwer de Wee vun der Diskussioun ronderëm eenzel Gesetzesprojeten d'Geleeenheet gehat, eng Rei vu prinzipielle Froen zu dessem Thema ze behandelen.

Des Debatt ass gutt preparéiert ginn an der zoustänneger juristescher Kommissioun a mir hunn, mengen ech, a Form vum Rapport vum Patrick Santer och e ganz flott a komplett Dokument, wat eng gutt Virlag ass fir eis Diskussioun vun haut de Mëtten.

Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun e bësse méi Prinzipielle soen, wéi mer als LSAP wëllen u Sécherheetsfroen eruegen, an da méi op d'Froen vun der Polizei a vum Afferschutz agoen. Meng Kollegen, de Jempi Klein an d'Lydie Err, wäerten duerno aner Aspekter vun der Problematik behandelen.

Mä fir eis Partei ass et kloer, dass d'Recht op Sécherheet e Grondrecht vun all Mënsch ass, an et ass um Stat dofir ze suergen, dass des fundamentaalt Recht vum Bierger op Sécherheet vu senger Persoun a Sécherheet vu senger Gidder och garantéiert gëtt.

Am Grondsazprogramm vu menger Partei ass d'Sécherheet zu engem vun de véier Grondwäerter vun der Aktioun vun de Sozialisten erhuewe ginn. Als Sozialiste schwätze mir eis fir eng Sécherheet am breede Sënn aus, dat heescht fir eng Existenzsécherheet aus.

Mir sinn der Meinung, dass grad déi sozial méi Schwaach op eng ambitiéis, eng effizient Sécherheetspolitik ugewise sinn. Déi Leit, déi iwwer e gewëssene Revenu verfügen, kéinte sech à la rigueur hir Sécherheet kafen. Een, deen iwwer net vill Revenu verfügt, kann dat net maachen. Hien ass drop ugewisen, dass de Stat senger Aufgab nokënt an dofir suert, dass säi Grondrecht op Sécherheet garantéiert bleift. Sécherheet ass selbsterständlech och eng Voraussetzung fir de gesellschaftlechen Zesammenhalt am groussen Ganzen.

Ech wëll awer gradso soen, dass fir eis Fraktioun Sécherheet sech net drop beschränkt, fir méi Polizeipresenz ze froen an ëmmer erëm nei Gesetzter auszuschaffen. Och dat gehéiert dozou, mä dat ass an eisen Aen net onbedéngt dat Wichtigst. Ech mengen, d'Effikasitéit vun dem Asaz fir Sécherheet bedéngt och eng Ausenanersetzung mat de sozialen, de wirtschaftlechen, den institutionellen Ursache vun der Delinquenz, dem Nettepekt vu Regeln am Zesummeliewen an enger Gesellschaft.

An déi ursprénglech Ursache vun der Onsécherheet verlaangen deemno Verstärkung vu politeschen Aktiounen a sämtleche Beräicher, déi mer hei aus Zäitgrënn haut net konnte behandelen, mä déi awer wichteg sinn, wann ee wëllt eng dauerhaft, eng nohalteg Léisung erbaiféieren; Asaz am Beräich vun der Schoul a vun der Ausbildung, am Sozialwiesem, am Urbanismus an anere Beräicher.

Duerfir setze mer eis fir d'Schafe vun engem groussen Service public vun der Sécherheet an. E Service public, zu deem jidderee muss Zougang hunn, e Service public, dee

capabel ass, dem Striewen no Sécherheet an eiser Gesellschaft ze entsprechen.

Ech wëll drun erënneren, dass ënner direkter sozialistescher Verantwortung an der Regierung eng ganz Rétsch vun Initiativen an deem Sënn iwwer déi lescht Jorzéngte geholl si ginn. Och un e Robert Krieps wëll ech erënneren, deen oft vill kritiséiert ginn ass fir dat, wat hie gemaach huet, mä deen awer effektiv d'Suerg hat, d'Sécherheet ze garantéieren, an awer gläichzäiteg och d'Suerg hat, Fräiheeten an individuell Rechter net opzeginn. An duerfir mengen ech si seng Initiativen am Beräich Afferschutz, seng Initiativen och am Beräich moderne Strofvollzuch eigentlech net méi ewechzedenen a ginn haut - dat berouegt een - net méi fundamental a Fro gestallt.

Ech wëll och drun erënneren, dass et fäerdeg bruecht ginn ass an der Vergaangenheit, eng komplett Reorganisatioun vun eise Polizeikräften duerchzuführen; Fusioun vu Gendarmerie a Police verbonne mat enger neier Rekrutierungsform an enger neier Ausbildung fir déi Polizeiberuffer. Och dat ass eng fundamental Reform gewiescht, déi och haut net méi ewechzedenen ass an déi och kee méi wëllt a Fro stellen a wou ech mat Satisfaktioun wëll feststellen, dass déi Optiounen, déi 1999 am Gesetz festgehale gi sinn, och konsequent duerno an der Praxis an d'Realitéit ëmgesat si ginn.

Haut schaffe mer also hei als Regierungsparlei, an eiser Fraktioun, an der Chamber un der Weiderführung vun deenen dote Reformen. Mir mengen, dass een net ka stoe bliwen, well munches sech an deem Beräich weiderbeweegt huet an amgang ass sech ze bewegen, an dass mer awer selbsterständlech weider d'Suerg mussen hunn, dat Gläichgewicht tëschen Rechter a Fräiheete vun Eenzelnen op där enger Säit an der Noutwendegkeet vun engem sécheren, harmoneschen Zesummeliewen op där anerer Säit ze errechen.

Mir dierfen op kengem A blann sinn, weder op deem vun der Preventioun nach op deem vun der Repressioun. An ech mengen, dass dee Sproch vum Tony Blair sécherlech och fir eis ka gëllen, wann och munch aneres net onbedéngt eis Zoustëmmung fénn, dass een haart muss si géint d'Kriminalitéit, mä awer och haart an entschlosse géint d'Ursache vun der Kriminalitéit muss virgoen.

Mir hunn eis dofir och als Partei ni hiräisse gelooss, fir e parteipolitescht Spill ze maache mat engem relativ breet verbreetem Gefühl vun Onsécherheet, wat eenzel Kategorien an der Bevëlkerung hunn. Mir hunn ëmmer probéiert eng Versachlechung vun der Debatt an där dote Fro ze errechen. A mir stoungen oft bal eleng do, wann et dorëms gaangen ass.

Ech weess net, wéi ech déi Positioun vun der Demokratescher Partei kann haut interpretéieren, déi ganz ferm op dem Punkt vun der Verdeedegung vun de Mënscherechter war a gesot huet: Am Zweifelsfall eischer individuell Rechter héichzehalen, wéi d'öffentlech Sécherheet héichzehalen.

Wann een awer kuckt, wat d'Positioun vun darselwechter Demokratescher Partei iwwer déi lescht Jore waren - an ech hat jo awer de Privileg vu Jore fir eng Zäit hei derbäi ze sinn, och als Minister vun der Force publique, an hunn nach a gudder Erinnerung wat sengerzäit vum mandatéierte Spriecher vun der Demokratescher Partei hei am Parlament zu Sécherheetsfroen gesot ginn ass. Do ass weineg Rieds gaang vun der Noutwendegkeet fir déi individuell Rechter bäizebehalen, mä et ass virun allem e ganz düstert, schwaarzt Bild gemoolt gi vun der Sécherheetssituatioun hei zu Lëtzebuerg. Et hat ee praktesch Angscht fir nach op d'Strooss ze goen.

An ech erënnere mech hei u grouss Riede vum Här Grethen zu där dote Fro, deen hei praktesch alles schlechtgeriet huet wat gemaach ginn ass a gesot huet, dass eng onerträglech Situatioun hei zu Lëtzebuerg war/wier. Ech ka mech un Aussoe vum Här Ripinger zu darselwechter Fro erënneren. Dat war eng ganz aner Tonalitéit wéi déi, déi ech haut bis elo an der Debatt hei vu Vertreter vun der Demokratescher Partei héieren hunn.

Ech erënnere mech nach un déi grouss Ausenanersetzung, déi ech all Joer mat der Madame Polver hat, wann ech als Minister d'Statistike vun der Polizei virgestallt hunn. Da war eng Géigepressekonferenz vun der Madame Polver, déi do gesot huet: Ma neen, sou gutt wéi de Minister et duerstellt ass et net, et ass alles vill méi schlecht a puncto Sécherheet hei zu Lëtzebuerg!

Dobäi gesäit een, wann een haut d'Zuele kuckt, dass se an deene Jore praktesch déiselwecht wéi haut waren. Ech wëll hoffen, dass dat Bild, wat d'Demokratescher Partei

haut an dëser Debatt vu sech ginn huet, der Wirklechkeet entsprécht an dass dat effektiv dann e Broch duerstellt mat där méi populistescher Positioun, déi déi Fraktioun ganz oft a Sécherheedsdebatten hei an der Chamber virbruecht huet, besonnesch natierlech wa se an der Oppositioun war; wat se jo och elo ass.

(Interruption)

Och aner Leit sinn net ëmmer gefeit géint, géif ech soen, e bëssen Ausrutscher an deem dote Beräich. Dat géllt och fir de Justizminister, deen och an der Vergaangeneheet emol Aussoe gemaach huet, déi an eisen Aen e bëssen iwwert d'Zil erausgaange sinn, ze vill ausschliesslech d'Gewicht op de Sécuritéitsaspekt geluecht hunn an net genuch gläichzäiteg och betount hunn, dass och aner Aspekter berücksichtegt mussen ginn, dass praktesch eng Wäerterofweigung muss permanent vu Fall zu Fall an där heiter Matière geschéien. Mir mengen, dat soll net elo d'Haaptsuerg vun dëser Debatt sinn.

Mir wäerte weider weider matschaffen, wann et hei drëm geet, objektiv, friddlech wann et muss sinn, eenzel Initiative vun der Regierungssäit ze kucken. Dat hu mer an der Vergaangeneheet gemaach. Ech erënnere un déi Diskussioun, déi mer ronderëm déi sougenannten «Lex Greenpeace» hei an dësem Parlament an der leschter Legislaturperiode haten, wou ech och den Androck hat, dass d'Demokratesch Partei déi an hirer Zäit awer mat an Regierungsrot guttgeheescht hat a wou schlussendlech awer no enger flotter Diskussioun, déi mer hei an der Chamber haten, gemeinsam decidéiert ginn ass, och vun der Regierung, fir net méi ze insistéieren op deem dote Projet an dee Projet dann och zréckzezéien.

Sou soll et och an all deenen anere Froen, wou mer keng virgefaasste Meenung hunn, wou mer bereet sinn, de Pro an de Kontra unzehéieren an ofzeweien, wann et drëm geet, iwwert den Témoignage anonyme ze diskutéieren, wann et drëm geet, iwwert d'Froen vun der Kameraiwwerwachung ze diskutéieren oder nei Observatiounstechniken, déi solle legaliséiert ginn.

Do soll ee vu Fall zu Fall kucken, an ech mengen, dass do ëmmer manner de Prinzip selwer a Fro gestallt ass vun deene Moosnamen, déi proposéiert ginn, mä éischter d'Modalitéiten ënnert deenen déi Moosnamen do sollen oflafen. An ech mengen, dass mer bis elo och do besonnesch an der juristescher Kommissioun ëmmer, souguer iwwer all Parteigrenzen eraus, konnten eng flott, sachlech Diskussioun zu deenen Theme féieren. Mir wënschen eis als LSAP-Fraktioun, dass dat och an Zukunft wäert kënnen esou bleiwen.

Ech wëll awer och hei richteg verstane ginn an et muss een och eng aner Wourecht hei soen. Wann ee seet, Sécherheet ass e politesch Zil, wat mer hunn, da muss een och bereet sinn, sech d'Mëttele ze ginn, fir déi Ziler do ze erreechen a legal a materiell Viraussetzung schafen, dass déi Ziler och kënnen erreecht ginn.

Wann ee gemeinsam feststellt, dass d'Kriminalitéit och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi komplex gëtt, dass d'Kriminalitéit eigentlech och ëmmer méi gewaltbereet gëtt, dass och d'Delinquenten ëmmer méi op modernst technesch Mëttele zréckgräfen, da muss et selbstverständlech sinn, dass Polizei- a Justizorganer mat deeneselwechte Mëttele kënnen äntwerten op déi nei Erausforderungen, déi kommen.

Mir mussen also dofir suergen, dass se souwuel am preventive Beräich wéi och am repressive Beräich kënnen op déi nei Erausforderungen, déi nei Formen vu Kriminalitéit reagéieren. Selbstverständlech am Respekt vum Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet vun de Mëttele am Kader vun enger Definition vun engem präzise legale Kader mat den appropriéierte Kontrollmechanismen. Dat ass dat, wéi mir eis dat virstellen. An ech kann eigentlech net erkennen, dass mer bis elo aus deem Kader an iergendenger Form erausgetratt wäeren.

Wann een e bësse méi genau op déi lescht Zuele kuckt, dann entdeckt een op där enger Säit, dass mer feststelle kënnen, dass mer eng relativ positiv Entwécklung hunn. Am Beräich vun den enregistrierte Strofdote stellt een op eng mëttelfristeg Periode praktesch eng Stagnatioun fest. Et gëtt Variatiounen vu Joer zu Joer, déi awer eigentlech weisen, wann ee se iwwer fënnf, sechs Joer kuckt, dass eigentlech d'Gesamtzuel vun de Strofdoten, déi hei gemooss ginn zu Lëtzebuerg, déi enregistriert gi vun eisen offiziellen Organer, praktesch stationär bleift.

Ech stellen och fest, dass mer eng Opklärungsquot hunn, déi liicht Tendenz huet no uewen ze goen, déi natierlech an eenzel-

nen Delikter relativ niddreg bleift, wat net zefriddend stellend ass. Mä och do denke mer eis jo, dass e méi staarke Réckgrëff op d'Police scientifique an op aner Methoden et wäert iwwer laang Zäit erméiglechen, fir och do nach besser Resultater kënnen opzeweisen - wou och natierlech d'Kollaboratioun mat de Polizeiorganer ronderëm Lëtzebuerg och e ganz wichtige Punkt ass, an do ass jo an deene leschte Jore ganz konsequent en Opbau gemaach ginn, an dat funktionéiert och eigentlech ëmmer besser.

Ech stellen och fest, dass d'Zuel vun den Uerteeler op de Strofgerichter amgaang ass eropzuegoen, dass de Stock vun den Affären eigentlech och esou ass, dass et misst méiglech sinn, mëttelfristeg och do eng Verbesserung vun der Situatioun nach ze kréien. - Alles dat sinn eigentlech éischter méi positiv Indicer, déi ee feststellt.

Op där anerer Säit muss ech awer och hei nach op eng Zuel agoen, déi ech eigentlech hu missen zesummendroen, well se aus den offizielle Rapporten net esou ervirgaangen ass. Dat ass d'Zuel vun de klasséierten Affären. D'Zuel vun de klasséierten Affären hei zu Lëtzebuerg ass nach wie vor relativ héich. Déi läit fir d'Joer 2005-2006, wann ech elo déi Zuel vum Parquet Lëtzebuerg an déi vum Parquet Dikrech zesummerechnen, bei 6.430 Dossieren, déi an engem Joer hei zu Lëtzebuerg klasséiert gi sinn.

Ech géif soen, dass et do sécherlech an iwwer 90% vun de Fäll gutt Ursache gëtt, fir dat doten ze maachen. Ech mengen, et sollt een och dee Prinzip vum Klassement net a Fro stellen, mä nach muss mer eis natierlech Regele ginn, Kritäre ginn, no deenen esou Affäre klasséiert ginn, fir dass do Transparenz an dee Klassementsmechanismus erakënn.

Dat ass, mengen ech, eng legitim Ufuerderung, déi e Justiciabel och kann un eise Justizsystem stellen. Virun allem soll een awer och an Zukunft Aussoe vermeiden an déi Richtung, fir ze soen, et wéilt een, dass an Zukunft all Delikter net méi dierfte klasséiert ginn, dass also all Affär sollt verfollegt ginn. Esou eng Ausso ass vum Justizminister nach an der viregter Mandatsperiode gemaach ginn. Déi ass net ze halen, esou eng Ausso. An déi gëtt herno dann och, mengen ech, kee gutt Bild, wann een dat da mat den tatsächlechen Zuele vergläicht. Och do soll ee realistesch sinn, mä et soll ee probéieren, déi Klassementsprozedur a méi e kloer definéierte legale Kader ze setzen.

Mir wëssen och, dass mer opgrond vun internationalen Verträge jo och gehale sinn, dass all déi Prozeduren an engem rasonabelen Délai ofgeschloss ginn. Duerfir ass et och wichtig, dass een also mat Zäit d'Klassement vun engem Dossier matdeelt, well soss kënn een an aner Diskussiounen eran, wat de Fonctionnement vun der Justiz an d'Rechter vun deem eenzelne Bierger ugeet.

E puer Wuert zur Polizei. Mir hate scho virun e puer Joer hei eng kéier eng éischt Bilanzdiskussioun ronderëm d'Reorganisatioun vu Police a Gendarmerie. Dee Bilan war grosso modo positiv, an un deem Bild - mengen ech - huet sech och näischt geännert, wann een déi Diskussioun kuckt, déi mer an der zoustänneger Chamberskommissioun mat deenen eenzelnen Acteuren an deem dote Beräich haten.

Et gëtt Diskussiounen doriwuer, ob déi Services, déi als éischt elo opgebaut ginn, déi richteg waren. Doriwuer huet vläicht d'Hierarchie vun der Police eng aner Meenung wéi d'Gewerkschaften, mä dat soll net elo eis Haaptsuerg an dëser Diskussioun haut sinn.

Wichtig ass awer, an dat ass ee Mérite vun der viregter Regierung an och vun dëser Regierung, dass konsequent d'Effektiver opgebaut si ginn, dass konsequent rekrutéiert ginn ass. Duerch de Changement an eise Rekrutéierungsmodus hu mer et och fäerdeg bruecht, genuch Kandidaten ze kréien, fir déi Posten ze besetzen. Sou dass mer also elo an der Situatioun sinn, dass mer wahrscheinlech an de Joren 2009, 2010 spéitstens um Effectif légal ukomm sinn, wéi et am Gesetz vun 1999 virgesinn ass. Dat war eigentlech och déi Zilsetzung, déi mer sengerzäit haten, fir ze soen, an zéng Joer sollt ee kucken op deem Effectif ze sinn, deen d'Gesetz och autoriséiert.

Wichtig ass et, dass een och an Zukunft ëmmer erëm Suerg huet, dass déi Effektiver vun der Police sech parallel entwéckelen zu der Bevölkerungszuel a parallel entwéckelen zu de Missiounen, déi d'Police kritt. An och wann nei Missiounen bäikommen, muss selbstverständlech och gekuckt ginn, dass dat Personal do ass an déi materiell Viraussetzung do ass, dass och déi nei Missiounen vun der Polizei kënnen enner uerdentleche Bedingunge gemaach ginn. Do kënn jo elo

dei nei Aérogare, déi opgeet - och do gëtt zousätzlech Personal gebraucht. Deem muss een also och Rechnung droen.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Et muss een also och an deenen zwou Filiären, der polizeilecher Filière an der ziviler Filière, an Zukunft weider rekrutéieren, do wou et néideg ass.

Besonneschen Akzent muss och geluecht ginn op d'Formation; op d'Formation, déi geschitt an der Polizeischoul - do sinn eigentlech och ganz gutt Resultater erreecht ginn -, awer och virun allem op d'Formation continue an op d'Spezialisatioun, déi wichtig ass, fir gewësse Missiounen kënnen ze erfüllen.

Eng Suggestioun, déi ee vläicht kënn iwwerhuelen, dat ass déi, dass ee bei der Carrière vum Brigadier géif d'Formation de base, déi ee verlaangt, liicht eropsetzen. Dat ass sécherlech néideg, fir do och déi Leit ze kréien, déi een op där doter Plaz brauch.

D'Fro vun der Cité policière ass gestallt, selbstverständlech. Mir wësse jo, firwat dass d'Regierung dee Projet zréckgestallt huet. Ech huelen un, dass wéi aner Projeten och, déi zréckgestallt gi sinn, dat nach eng kéier frësch gekuckt gëtt, fir dann eventuell och dann op d'Schinne gesat ze ginn.

E Problem, dee sécherlech nach bleift, dat ass e Problem, dee sech situéiert an der Police judiciaire, déi staark ausgebaut ginn ass iwwert déi lescht Joren. Mä wann een do awer erëm de Rapport d'activité och vum Procureur hei an der Stad liest, gesäit een, dass nach e Problem besteet an der Dauer vun notamter der Behandlung vun den Dossieren am Beräich vun der Wirtschaft- an der Finanzkriminalitéit, wou et also och wichtig ass, dass och op deem doten Niveau an der Polizei wéi um Geriicht déi Leit mat den néidege Spezialisatiounen en nombre suffisant do sinn, fir an uerdentlechen Délaien och déi dote komplex Dossieren kënnen ze bewältegen.

Zum Schluss nach e Plädoyer fir ee Polizeicorps hei zu Lëtzebuerg. Mir haten der zwee. Mir hunn een doraus gemaach. Et geet net, dass mer op Émweeër erëm géifen nei Polizeicorps schafen, sief dat eng nei kommunal Police oder sief dat eng Douane, déi och géif eng Aart Police erëm ginn. Dat - menge mir als LSAP-Fraktioun - wär net de richtige Wee. Do soll ee sech selwer konsequent bleiwen.

Et soll een do also punktuell sécherlech eng Rei vu Reformen duerzéien. Bei den Agents municipaux kënn mer eis virstellen, dass esou Agents municipaux kënnen als Zousaz zu der Police funktionéieren, mä ouni Waffen, ouni d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire oder vum Agent de police judiciaire ze hunn, mat kloer begrenzte Kompetenzen, wat d'lwwerwachung haaptsächlech vu Polizeireglementer an der Gemeng géif ugoen.

Ech mengen, do ware mer eis an der Kommissioun och grosso modo eens, dass dat dote kënn eng Fro sinn, wou mer vläicht endlech da géifen en Duerchbroch erzilen, no laangen, laangen Diskussiounen zënter den 90er Joren.

Allerlescht Wuert zum Afferschutz, dat läit mer um Häerz. Ech hunn am Joer 2001 eng Proposition de loi hei erabruecht am Numm vu menger Fraktioun. Do läit och e Gesetzesprojet vun der Regierung vir.

Fir mech wär et wichtig, dass mer do eis Aarbechte géifen ufänken. Wann den Avis vum Statsrot net kënn, mengen ech awer, dass dat doten esou e wichtige Punkt wär, dass mer deen an der zoustänneger Parlamentskommissioun scho kënnen diskutéieren, well et eng Fro ass, déi sécherlech fir vill Diskussiounen am Detail wäert suergen, mä awer eng kruzial Fro ass fir eist Verständnis vum Fonctionnement vun der Strofjustiz, wou mer mussen vun engem System, wou bis elo ëmmer de Prévenu eigentlech am Zentrum vun de ganze Regele stoung, eriwergoen an e System, wou d'Affer vun der Strofdot géif an den Zentrum vun der Strofprozessuerdning réckelen, mat all deene Rechter, déi dat och bedeit, mat all deem Statut, deen en Affer muss kréien an engem moderne Strofsystem. Dat ass dee Wunsch, dee mer hätten a mir wëlle weider doru schaffen.

Merci.

» Plusieus voix - Très bien!

(Interruption)

» Mme la Présidente.- Merci, Här Bodry. Bleift Der nach eng Minutt hei, fir eng Fro vum Här Bettel ze beäntweren?

(Hilarité)

» M. Xavier Bettel (DP).- Merci, Madame Presidentin. Ech hu just, well de Pre-

sident vun der Lëtzebuenger Sozialistescher Aarbechterpartei sech jo vill Froe stellt iwwert d'Demokratesch Partei, mer selwer just d'Fro gestallt, wat hien dann als President vun där Décisioun hält vu Keel. Hien huet elo guer net geschwat iwwert d'privat Firmaen. Ass hien als President vun der Lëtzebuenger Sozialistescher Aarbechterpartei dofir, d'Sécherheet ze privatiséieren, oder wat deelt hie vun der Meenung vu Keel?

» M. Alex Bodry (LSAP).- Ech mengen net. Ech mengen, dass déi Keeler Initiativ falsch verstane ginn ass an dass zu Keel net vill aneschtens gemaach gëtt, wéi dat, wat hei vun engem DP-CSV-Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn ass, wat d'Parken ugeet.

Ech mengen, Dir hutt la mémoire très, très courte, Här Bettel. Dir kënn elo esou weisen...

(Interruption)

Ech mengen och, dass déi Gemengenaarbechter net kënnen eis Polizei ersetzen, ganz éierlech, an ech mengen also, dass do näischt aneschtens gemaach gëtt, wéi dat, wat souguer dëst héicht Haus mécht - eis Chamber -, wou ech Leit gesi vu private Sécherheitsfirmen hei fir d'Sécherheet vun de Membere vun der Chamber suergen.

Merci.

» Plusieus voix - Très bien!

(Interruption)

» Mme la Présidente.- Deen nächste Riedner ass den Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Merci, Madame Presidentin. Et ass e bësse schwéier, haut de Mëtteg zu dësem Thema hei ze schwätzen, enner anerem, well scho villes gesot ginn ass, mä och well esou e Rapport, dee mir als gréng Fraktioun fir e ganz gudden Rapport halen an en extrem komplette Rapport - net nëmmen an der Mass vun de Problemer, déi ee mam Fanger weist, mä och an der Mass vun de Virschléi, déi e mécht, fir aus de Problemer erauszekommen -, an enger Debatt nëmme ganz schwéier kann emgesat ginn.

Et misst een eigentlech e puer Deeg doriwuer schwätzen, wann een alles wëllt soen - wat natierlech kee Sënn mécht. Esou eng Debatt mécht net vill Sënn, esou dass hei haut de Mëtteg jiddferree sech kann déi puer Punkten eraussichen, déi him besonnesch wichtig sinn, an dat sinn da bei deene meeschten deelweis déiselwecht, deelweis anerer, mä et bleift, dass et eng fragmentaire Debatt ass par rapport zum Rapport.

Duerfir kann ech nëmmen am Numm vun der grénger Fraktioun jiddferengem recommandéieren - net nëmmen heibannen, mä och deene Leit, déi d'Geleeënheet hunn, sech e vläicht um Site vun der Chamber erofzelueden -, einfach de Rapport ze liesen. Deen ass wirklech da méi derwäert, dass ee sech mat em ofgëtt, dass een e liest.

Ob d'Debatt selwer iwwert dee seriöse Rapport schrecklech vill bäidréit, dat woen ech einfach ze bezweifelen, an ech bannen och do d'Interventioun vun där grénger Fraktioun mat an: Och déi wäert par rapport zum Rapport nëmme fragmentaire bleiwen.

Mir hunn eis an der Kommissioun wirklech vill Méi gemaach. Et sinn eng ronn 20 Entreuvé gewiescht. Et si Visiten derbäi gewiescht. Et ass wirklech probéiert ginn, e ganz komplett Bild ze zeechen.

E spezielle Merci geet un eise President, den Här Santer, deen och als Rapporteur an als Auteur vum Rapport sech wirklech ganz vill Méi ginn huet, fir e Rapport ze maachen, dee wéi gesot net nëmme komplett, mä och am Toun eiser Meenung no dee richtegen ass.

Firwat soe mer, dass deen Toun dee richtegen ass? Dat ass, well de Rapport eigentlech en anere Rapport ginn ass wéi dat, wat d'Demokratesch Partei gefrot hat. D'Demokratesch Partei - ech muss mech do de Remarque vum Här Bodry uschleissen - hat eigentlech eng aner Initiativ geholl deemools wéi dat, wat d'Kommissioun elo doraus gemaach huet.

D'Demokratesch Partei hat um Héichpunkt vun enger öffentlecher Polemik, wa meng

Erënnerunge gutt sinn, ronderëm dee mat Handyë versichten Ausbroch aus Schraasseg déi heiten Diskussioun ugereegt.

Do war et eng gewësse Polemik ginn, well mat Handyë probéiert gi war, eng Evasioun ze organiséieren, déi vun der Police konnt verhënnert ginn, wou awer d'Personal vum Prisons net agebonne gi war, aus deels verständlechen, deels manner verständleche Grënn, an an deem Kontext ass eng Diskussioun lancéiert ginn.

Wuel huet sech d'Demande net eleng op deen dote Fait bezunn,...

(Interruption)

...mä et war an deem Kontext, wou d'DP sech ganz staark bemierkbar gemaach hat, wou se uschlëssend déi heiten Initiativ geholl huet, an et war eigentlech eng Initiativ, déi sech mat de méi sécuritaires Aspekter wollt beschäftegen. Duerfir heescht och déi Demande net zoufälleg «Débat sur la sécurité intérieure».

Wat d'Kommissioun allerdéngs doraus gemaach huet, ass, sech och domadder ze beschäftegen, well et ass e richteg Uleies. Ech wëll net soen, dass dat keng wichteg Fro ass. D'Fro ass, wéi eng Äntwerten dass een op déi Froen do gétt. Mä d'Kommissioun huet sech awer och doriwwer eraus méi generell mat der Thematik beschäftegt, net nëmmen aus engem sécuritaires Aspekt eraus, mä d'Kommissioun huet eigentlech probéiert, e Rapport ze maachen iwwert d'Situation pénale au Luxembourg an all de Voleté vun der Situation pénale au Luxembourg. Dat hale mer och fir dee richteg Wee.

Déi Initiativen, déi d'DP an der Lescht hëlt, déi fir eis positiv sinn, sinn drop ausgeriicht, fir sech méi mat de Froen vun de Biergerrechter ze beschäftegen. Duerfir wäerte mer se net kritiséieren. Mir wëlle just drop hiweisen, eierlecherweis, dass et awer e Revirement ass an der Positioun, déi d'DP an de leschte Jore geholl huet, wou se effektiv méi wéi eng Kéier op Sécherheetsproblemer hiweisen huet, ob dat d'Brouilleuren am Prisons waren, d'Drogen am Prisons oder d'Evasiounen an anerer nach.

Ech kann lech och e Beispill ginn. D'Madame Flesch huet dat virduen och an hirer Ried erwähnt, allerdéngs huet si vergiess ze erwähnen, wat d'DP als Positioun bei deem Vote hei an der Chamber hat. An dat war net ënnert der CSV-Fuchtel gewiescht, dat war schonn an der Oppositionsfräiheet vun der DP, wou mer iwwert den «Paquet télécom» an der Chamber geschwat hunn. Deemools hat déi gréng Fraktioun drop higewisen, dass déi Vorratsdatenspäicherung zum Beispill an der Téléphonie mobile eiser Meenung no très largement exzessiv wier an a Contradictioun mam Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun.

Do huet awer d'DP sech deene Kritiken net ugeschloss. Dat war wierklech en Agrëff eiser Meenung no an d'Fräiheet vun de Bierger, deen eiser Meenung no wierklech ze wäit geet, well en disproportionéiert war. Deemools huet d'DP sech nach net gewiert. Mir sinn awer frou doriwwer, dass mer elo...

» M. Xavier Bettel (DP).- Ass dat de Sujet oder net?

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Ma, ech si ganz beim Sujet! Ech si ganz beim Sujet, Här Bettel,...

(Interruptions)

...mä ech weess, dass Dir vläicht net gären dorun erënnert gitt.

(Interruptions)

Mä et ass awer och ze einfach. Et ass awer och ze einfach. Neen.

» Mme la Présidente.- Den Här Braz huet d'Wuert!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Madame Présidente, ech muss awer dem Här Bettel, deen awer den Initiator heivunner war, kenne rappeléieren, dass déi Motivatiounen an d'Grënn, déi ugefouert gi sinn, wéi déi Debatt gefrot gi war, anerer ware wéi dat, wat haut gesot gétt.

A mir si frou doriwwer! Mir maachen der DP doraus kee Virwurf. Mir si frou, dass mer elo zu méi sinn, déi probéieren, sech mat deenen doten Theme wierklech méi kritesch ausenanesetzen, well mir och d'Gefill hunn, dass an de leschte Joren ënnert dem

Androck vun enger Rei Evénementer, notament d'Attentat vum 11. September an déi vu Madrid, ganz viles an der Lutte géint d'organiséiert Kriminalitéit gemaach ginn ass.

A mir wëllen och net soen, dass dat net muss eescht geholl ginn. Bien au contraire! Selbstverständlech muss dat eescht geholl ginn. Mä heiansdo hu mer d'Gefill, dass een déi aner Sait vun där doter Medail iwwersinn huet oder aus den Ae verluer huet mat Momenten. A mir si frou, wa mer elo zu méi sinn, déi wëllen drop hiweisen, dass vläicht och erëm eng Kéier den Zäitpunkt komm wier, fir sech kritesch domat ausenanesetzen an ze kucken: Wou leie mer richtig; wou louche mer richtig; wou muss mer den Tir net rectificéieren a wou muss mer eis awer erëm vläicht eng Kéier méi beschäftege mat den Aspekter vun de Grondrechter vun de Mënschen?

An duerfir si mer an deem dote Sënn frou, dass d'Kommissioun wéi gesot net en Débat nëmme gemaach huet iwwert d'Sécurité intérieure, mä wierklech eng Debatt gemaach huet iwwert d'Situation pénale mat all deem, wat domadder zesammenhängt.

De Rapport ass a senger Presentatioun duerch den Här Santer opgebaut ginn do-duerch, dass e sech fir d'éischt mat der Police beschäftegt, da mat der Justiz an da mat der Exécution des peines, a bannent deenen dräi Kapitele mécht en engersäits en Deel Repressioun an e mécht och anerersäits en Deel Preventioun.

Perséinlech hätte mir léiwer gehat, mir hätten de Rapport e bëssen anescht opgebaut, mä vu dass mir en net hu misse schreiwen, wëlle mer elo och fairerweis net deem, dee sech d'Méi gemaach huet en ze schreiwen, schoulmeeschterhaft soen, wéi et besser hätt kënnen sinn.

Mä eigentlech vun eiser Grondphilosophie eraus hätte mer gesot, mir hätten eis mat der Fro vun der Situation pénale du Luxembourg gäre beschäftegt mat engem Rapport, deen éischter opgebaut gi wär op Preventioun an da Repressioun, an dann do ënnendréiner déi dräi Voleten deklinéiert hätt, well mer nach ëmmer mengen, dass d'Preventioun ëmmer déi éischt Stuf ass vun der Sécurité an dat, wat muss virgeschalt ginn. Mä dat ass vläicht nëmmen eng Fro vu Presentatioun, an et wier och vläicht méi schwéier gewiescht, de Rapport esou ze maachen. Mä op jidde Fall wollt mer déi Remarque awer och gemaach hunn.

Och déi gréng Fraktioun ass der Meenung, dass d'Sécherheet e Grondrecht ass. Selbstverständlech ass dat e Recht, ouni dat et keng oder nëmme schwéier aner Rechter gétt. De Gewaltverzicht an der Gesellschaft ass en Deel vum Contrat social, de Gewaltmonopol vum Stat ass am Prinzip en Idealzoustand an enger friddlecher Gesellschaft, an där wierklech sämtlech Rechter kéinte fräi exzerziert ginn, sämtlech Biergerrechter kéinte fräi exzerziert ginn.

Mir wëssen allerdéngs och, dass dat Theorie ass an dass mer um Wee dohinner eis och muss mat deenen Aspekter vun der Repressioun beschäftegen an och ofginn.

D'Fro, déi een awer kéint stellen a misst probéieren ze beäntweren - haut - wär fir ze soen, majo mir hunn elo e Rapport gemaach, et ass net deen éischten, et gouf och an der Vergaangenheet schonn an der Chamber esou Analysen, dat wär dann d'Fro: Ass Lëtzebuerg dann elo méi sécher ginn oder manner sécher ginn an de leschte Joren? An op wéi engem Wee befanne mer eis?

Wann een d'Kriminalitéit an d'Sécherheet reduzéiert op Statistike vu Faitë respektiv vun Taux d'élucidation, da muss een eigentlech soen, dass d'Situatioun zu Lëtzebuerg méi oder wéineger stabil ass. Et gétt eenzel Aspekter, wou d'Zuele réckleefeg sinn; et gétt aner Aspekter, wou d'Zuelen e bësse geklomme sinn. Si sinn och e bësse réckleefeg insgesamt par rapport zu engem Taux, deen awer relativ héich war, deen e puer Joer virduen a kuerzer Zäit relativ staark geklomme war, esou dass ee ka soen, ënnert dem Stréch, wann dat de Gradmesser ass, dass d'Situatioun zu Lëtzebuerg plus ou moins stabil ass.

An et misst een eigentlech kritesch hannendrunhänken, dass déi Fusioun vu Police a Gendarmerie an d'Augmentatioun vun den Effektiver vun den Agenten eigentlech net proportional bägedroen huet zu enger Baisse vun de Faiten oder enger Hausse vun der Opklärung vu Faiten. Sou dass een awer och eng Kéier muss bei der Police analyséieren, dass also do déi méi grouss Zuel vun Agenten net onbedéngt am selwechte Mooss och Resultater huet bei der Aarbecht vun der Police. Dat just als Remarque. Mä vun där Remarque ofgesinn,

ass eigentlech d'Situatioun zu Lëtzebuerg eng relativ stabil bliwwen.

Och no dëser Aarbecht, déi mer gemaach hunn an der Kommissioun fir ze analyséieren, mat wéi enge Pisten een d'Situation pénale zu Lëtzebuerg ka verbesseren, muss ee soen, dass een eigentlech och duerno nach ëmmer muss drop insistéieren, dass d'Haaptwieder, ëm déi et geet, nach ëmmer déi sollte sinn, dass et eppes gétt wéi Droit à la vie privée, dass et eppes gétt wéi Respekt vu Mënscherechter, dass et eppes gétt wéi Présomption d'innocence.

Och Debatten iwwer Sécurité sollen net dovunner oflenken, dass dat doten unanastbar Prinzip sinn an dass d'Mesuren, déi an déi dote Richtung ginn, fir mat de Policeinstrumenter fir méi Sécherheet ze sueren, hir Limité mussen do hunn, wou déi dote Grondrechter ufänken. An dat soll och de Message vläicht sinn, dee mer probéieren haut als Parlament eriwuerzebréngen, dass och an enger Debatt iwwert d'Sécurité déi dote Wieder hir voll Plaz mussen hunn, och am Discours, dee mir hei féieren. Dat si keng Selbstverständlechkeeten.

Tentativen, fir un deene knabberen ze goen, gétt et regelméisseg, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och am Ausland. Och wann dat meeschtens a klengem Mooss ass, muss een awer oppassen, wat een do mécht, an et muss een ëmmer nees rappeléieren, dass ee sech soll esou wäit wéi et nëmme geet ewechhale vun deenen doten Tentativen, well déi ënnert dem Stréch - an dat seet och d'Motioun vun Här Santer an hirem éischten Tired schonn aus, déi zu Recht drop hiweist, dass et keng Grondrechter gétt ouni Sécurité, mä si seet och „et vice-versa“ -, dass et eigentlech ouni Respekt vu Grondrechter ënnert dem Stréch keng wierklech Sécurité an enger Gesellschaft gétt. An dofir fanne mer den éischten Tired vun där Motioun och eigentlech een, dee vun der Grondphilosophie hier weist, wat am Recht vun der Motioun gemengt ass an a wéi enger Grondiwuerleeung dass déi Virschléi do formuléiert ginn.

An och no där Analys stellt ee fest, dass d'Haaptproblemer, déi mer an de leschte Joren diskutéiert hunn, tatsächlech nach ëmmer déi sinn, déi wesentlech sinn. Et dréit ganz viles ronderëm eise Prisons vu Schraasseg. Dat ass iergendwou awer nach ëmmer d'Kärstéck vun eise Problemer, an zwar well mer eis eiser Meenung no nach ëmmer net richtig a gutt genuch domadder beschäftegen. An zwar wëlle mer dat un engem Beispill festmaachen, wou eiser Meenung no wierklech den Hauptdefizit läit.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Situatioun, dass mer mat Condamnatiounen d'Leit an de Prisons bréngen an déi Leit iergendwann eng Kéier nom Oflaf vun hirer Peine och nees de Prisons verlossen. Mir hunn dat an engem anere Mooss och am Beräich vun de Mannerjährege mat Dräibur. Mä Fakt ass awer, dass mer eis iwwerhaupt net mat der Fro beschäftegen, wou déi Leit hierkommen, wat d'Ursachefuerschung ass bei deene Crimen an Delikten, déi do geschitt sinn, an och wat herno aus deene Leit gétt.

Fir eis ass d'Privation des libertés am Kader vum Prisons e Passage, dee mer da géiere ënnert dem Motto: „Kommt, mir probéieren ouni Ausbréch an ouni gréisser Schwieeregkeeten déi Leit fir déi Zäit heibannen ze halen, wou se mussen heibanne bliwen.“

Wat duerno mat hinne geschitt, wat virduen eventuell war, dat interesséiert eis ganz wéineg. A mir sinn och vun de Moyenen hier, déi mer bereet sinn als Stat dofir opzebréngen, fir dat besser an de Grëff ze kréien, relativ knéckeg.

Beispill: Eng ganz wesentlech Roll spillt an där do Debatt de SCAS. Mir wëssen, dass de SCAS vu senger Personalstruktur hier ongeféier een Drëttel nëmme vun deem Personal huet, wat en eigentlech misst hunn, wa mer d'Zuel vun Inhaftéierte kucken. Et weess een, et kann ee Sozialaarbechter +/- 25 Dossiere seriö verschaffen. Mir leien an der Moyenne awer bei ronn 70 Inhaftéierte fir ee Mataarbechter vum SCAS. Dat kann net funktionéieren!

Mir wëllen et och eigentlech guer net richtig wëssen, soss hätte mer zu Lëtzebuerg seriö Analysen a Statistiken iwwert d'Récidive. Déi hu mer awer net. Mir wëllen zu Lëtzebuerg net wëssen, wéi vill Leit, déi am Prisons waren, duerno erëm réckfällig gi wieren. Well da misst ee sech vläicht mat där Fro beschäftegen, wéi gutt eise Prisons seng zweet Missioun erfëllt. Déi éischt, déi vum Ewechspären, déi funktionéiert jo.

Déi zweet Missioun, iwwert dem Ewechspäre mat de Leit esou ze schaffen, dass se hir Chancé kënnen dätlich verbesseren, net erëm eng Kéier an déi Situatioun ze geroden, déi se schonn eng éischte Kéier an de Prisons bruecht huet, mat där beschäfte

tege mer eis net genuch. A mir wëllen et och eigentlech net gesinn, well mer doriwwer keng Statistike féieren. Mir stellen eis d'Fro net am Detail, wat mat deene Leit duerno geschitt.

Mir waren als Familljekommissioun virun enger Zäitchen zu Dräibur. An do, muss ech soen, huet eppes mech relativ staark erschütter. Wou mer an der Diskussioun ware mat de Leit vum Centre Dräibur, hu mer als gréng Fraktioun zwou Froen gestallt. Eigentlech eng Fro mat zwee Versanten. An d'Äntwert, déi mer op déi Fro kritt hunn, war fir eis relativ erschütterend.

D'Fro war ganz einfach déi hei: Déi Jugendlech, déi Dir hei hutt, hutt Dir schonn eng Kéier analyséiert wou déi hierkommen? Wat sinn hir Hannergrënn? Wat ass hir Situatioun, firwat se hei gelant sinn? An zweetens - an dat ass geneesou wichtig -: Hutt Der e Suivi vun deene Leit gemaach, wa se bis hei eraus waren? Wéi eng Kanner, déi Dir hei hat, sinn herno ouni Problemer op e richte Wee komm? Wéi eng Kanner hu Problemer kritt? Wat ass an der Zwëschenzäit geschitt, dass se Problemer kritt hunn? - Fir awer wierklech ze probéieren Ursachefuerschung ze bedriewen an och ze probéieren mat adäquate Programmer dofir ze sueren, dass et kann herno besser funktionéieren.

Zu eise groussen Erstaune war d'Äntwert op déi duebel Fro déi, dass et dat zu Dräibur net gétt. Dass et munches do gétt, dass eng Rei Saache sech och verbessert hunn, och bei den Infrastrukturen, mä dass déi doten eigentlech evident a fundamental Analys net gemaach gétt: a si gétt gradso wéineg zu Dräibur gemaach wéi se zu Schraasseg gemaach gétt.

Net well mir dru gleewen, dass een einfach mat engem bestëmmte Programm esou an der Logik vum „Behaviourismus“ just op ee Knäppche misst drécken, fir garantiéiert dann dat Resultat ze kréien. Mä well een awer weess, dass een ouni déi doten Erkenntnisser keng seriö Aarbecht ka maachen an dass een d'Chancen einfach verspillt fir eng ganz Rei Saachen ze évitieren, och Strofdoten ze évitieren, an domadder Affer ze évitieren.

» Une voix.- Très bien!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Et ass net nëmmen am Intérêt vun deene Leit, déi déi Strofdote kéinten eventuell beginn. Et ass wéinstens geneesou vill am Intérêt vun deenen, déi dann net Affer gi vun enger Strofdot, well een doduerch, dass een do sech ganz staark drop konzentréiert huet, konnt verschidde Saache verbesseren.

Zu där do Diskussioun gehéiert natierlech och déi, a mir wëllen déi haut awer dann nach eng Kéier e bësse méi grouss erausbréngen wéi vläicht bei den Interventiounen vun de Virriedner, dass och alles dat doten nëmme ka klappen, wa mer och bei den Infrastrukturen endlech op engem vernünftegen Niveau wären. Dat ass déi Diskussioun vun der Maison d'arrêt, wou mer endlech d'Infrastrukture mussen schafen, ouni déi eng vernünfteg Aarbecht net méiglech ass.

An engem iwwerfëllte Prisons wéi en zu Schraasseg ass, ass ee permanent an der Urgence, permanent an der Brandbekämpfung, am eigentlechen an och am iwwerdroene Sënn vun Wuert. Et ass ee permanent amgaangen den Evénementer hannendrun ze lafen an et kann een eigentlech näischt méi steieren an näischt méi op eng bestëmmte Pist wëlle bréngen.

Dofir insistéieren mir als gréng Fraktioun nach eng Kéier - dat gétt an der Motioun jo och gesot -, dass mer eis alleguerten dofir ausschwätzen, dass déi Maison d'arrêt gebaut gétt. Mir rappeléieren nach eng Kéier als gréng Fraktioun eise Virschlag, dass mer hei an der Chamber eng detailléiert Motioun zum Vote bréngen, déi kloermécht mat wéi enge Kritären d'Regierung soll iwwert d'Land nom adäquate Site sichen. Dass mer e politesche Konsens op deene Kritären errechen an dass mer also domadder d'Chancé steieren, fir an der Prozedur herno kënnen op eng vernünfteg Aart a Weis virunzekommen. Well wat mer déi Infrastruktur éischer hunn, wat et éischer am Intérêt vun der Sécurité vun all de Leit hei zu Lëtzebuerg ass. Dass mer mat deene Strukturen och kënnen schaffen an domadder am Sënn vun der Récidive a vun enger preventiver Politik kënnen seriö schaffen.

Geneesou wichtig ass et, an dat wëlle mer och haut als ee vun den Hauptproblemer ënnersträchen, dass de Suivi social dätlich muss verbessert ginn. Net nëmmen d'Aart a Weis, wéi am Prisons mat de Leit geschafft gétt, mä och wa se bis de Prisons verlooss hunn.

D'Réinsertion professionnelle, an domadder d'Réinsertion sociale, ass de Schlëssel vun allem. Et geet net duer, d'Leit just während

engem, oder zwee oder dräi Méint kënnen ze suivieren. Dat ass eng Fro vun den Effektiver, och beim SCAS: Wann do net massiv opgestockt gëtt a konsequent opgestockt gëtt bei deem Suivi social a bei der Réinsertion professionnelle, da weess een, dass een d'Chancen zur Halschent minimum verspilt huet, déi een hätt, fir och do erëm eng Kéier eng ganz Rei Saache kënnen an enger preventiver Logik ze évitéieren.

Mir brauchen och eng Méiglechkeet fir déi Leit, dass se kënnen wunnen, wa se bis de Prisong komplett verlooss hunn, och aus Dräibur eraus sinn. Dass se also eng Wunneng kréien, fir an enger éischer Phas sech kënnen erëm ze etabléieren. Ganz oft hunn déi Leit, déi de Prisong verloossen, keng Bindunge méi, weder zu Famill nach zu Kolleegen, an dat ass „Alarmstufe Rot“. Déi Leit, déi an där Situatioun sech erëmfanne bei der Sortie vum Prisong, sinn déi, déi déi meescht Gefor matmaachen, fir an enger relativ kuerzer Zäit sech erëm net méi anescht wëssen ze hëllef wéi doduerch, dass se iwwer Strofdote probéieren hir Situatioun ze verbesseren.

Dofir ass et nach ëmmer, wann een iwwer Situation pénale an iwwer Sécuritéit schwätzt, eng absolut Prioritéit, déi doten Aspekter an der Gestiou vum Prisong héichzehalen.

Wichtig ass et natierlech och - dat wëlle mer als Gréng och nach eng Kéier rappléieren -, dass mer eis endlech d'Moyenë gi fir e Régime semi-ouvert bei de Fraen ze maachen. Mir fannen et en dauerhafte Skandal, dass et dat net gëtt, och wann et weéng Leit natierlech sinn. Mä et bleift einfach e Fait, dee mer missten esou séier wéi méiglech aus der Welt schafen, dass et fir Männer e Régime semi-ouvert gëtt a fir Fraen net. Dat ass einfach eppes, wat schwéier akzeptabel ass.

Wichtig fanne mir et och an darselwechter Logik vun enger besserer Gestiou vum Prisong, wat de Médiateur an der Lescht gemaach huet, dass hie seng Aarbechten an Aktivitéiten an de Prisong vu Schraasseg era verluecht huet. Mir sinn och der Meenung, dass et wichtig ass, dass hie wierklech d'Recht kritt, Visiten do ze maachen, och wann hien net ugemellt wier. Dat hale mer fir eng Pist, déi prometteuse ass. Do soll ee sech net dergéint versteien. Dat ass eng Mesure géint déi kee Vernünftige kann eppes hunn. Dofir ënnerstëtze mer och gären déi dote Mesure.

Dann nach e puer aner Stéchwierder, déi awer méi kuerz.

Och d'Stéchwuert Vidéosurveillance, wou et effektiv an der Vergaangenheet lautstaark Appeler gouf, besonnesch wa Wahle méi no koumen, fir ganz vill Kamerae kënnen operéieren, och wann dat haut e bëssen an de Vergiess geroden ass. Och mir sinn der Meenung, dass op där doter Fro, och an där Gesetzgebung, déi mer amgang sinn ze maachen, ee soll probéieren déi Prinzipien, déi ee wëllt verdeedegen, weiderhin héichzehalen. Et ass allerdéngs och do eng Fro vu Moyenen, vu Personal, notamment bei der Commission nationale de la Protection des données.

Déi Logik, déi mer am Moment amgaange sinn ze verrieden an deem Projet de loi, déi op enger ganzer Rei vu Punkte fir eis kee Problem duerstellt, ass awer am Beräich vun der Installatioun vu Kamerae problematesch. Dat wäerte mer och dee Moment hei am Detail erklären, wou mer dee Projet diskutéieren. Et gesäit jo esou aus, wéi wann dat nach géif virum Summer kommen.

Mä et soll ee weiderhin derbäibleiwen, dass am Prinzip Kameraen nëmmen da solle kënnen oppgeriicht ginn, wa se e prezisen a bestëmmten Zweck verfollegen, dee ganz prezis libelléiert muss sinn, an da muss een och préiwen, ob deen Zweck domadder konnt erfëllt ginn, a wann net, dann hunn déi Kameraen hir Daseinsberechtigung nees verluer.

Et ass kee Selbstzweck. Et ass näischt, wat ee soll maachen, well et eventuell e bësse kéint hëlfe. Entweder et huet een eng ganz prezis Ursach, an déi kann ee prezis benennen, an da respektéiert een d'Prozedur, an dann huet dat och säi Sënn. An et muss ee kënnen préiwen, ob deen Zweck och domadder erfëllt gëtt. Wann net, dann ass se disproportionéiert, mä et soll ni eng Solution de facilité sinn.

Wann dat weiderhin d'Regel bleift, dann ass dat eng Mesure, déi hire Sënn mécht. Mä mir hunn awer d'Gefill, dass et och aus Manktum u Capacitéit fir d'Realitéit am Grëff ze behale riskéiert zu enger Inflexioun an de juristesche Prinzipien ze kommen, déi d'Dier e bësse méi wäit opstéisst, well mir kapituléiere virun der Réalitéit, dass mer et net fäerdeg bréngen, mat deene puer Leit,

déi mer dofir hunn, tatsächlech déi Kontrolle vun den installéierte Kameraen och seriö ze maachen.

En aneren Defizit - do maachen ech gär eng kleng Dier op par rapport zu der Police -, nach ëmmer e ganz wichtige Problem - och am Rapport vun der Commission gëtt dat erwähnt -, dat ass, dass d'Kriminalitéit net nëmme méi komplex ginn ass d'une façon générale, mä dass mer eis am Spezielle bei der Criminalité économique a financière nach ëmmer enger Partie Reproché mussen aussetzen, well mer do enorm Retarden hunn, och wann do an der Lescht probéiert ginn ass, eng Partie Saachen ze verbesseren, och wann der natierlech deelweis ënnerginn ënnert den Demandes d'entree judiciaire.

Mä et ass einfach um Niveau vun de Faillites frauduleuses eng onhaltbar Situatioun, wou mer wëssen, dass déi Sektou vum der Police judiciaire einfach Problemer huet. Déi Leit maachen hiert Besch, mä si hunn einfach Problemer fir och nëmmen halbwegs Schratt ze hale mat där meeschter krimineller Energie, déi ganz genau d'Faillë vum System an och d'Faillë vun der Repressioun kennt an zu hirem Intérêt op eng relativ konsequent Aart a Weis ausnotzt.

Zweet Remarque, vläicht um aneren Enn vun der Skala, beim Niveau vun den Incivilitéiten, vun de Klenggekeeten, déi bei de Leit awer dat Onsicherheitseffill oft erviruffen, dat dann herno de Ruff no méi Sécuritéit an och méi strenger a méi haarder Hand eréischt encouragéiert.

Dat sinn déi kleng Incivilitéiten, déi et an den Dierfer an an de Gemenge gëtt, am Beräich vum falsche Stationéieren, vun der Hygiène - déi doten Zort eben. Dofir ass och am Rapport zu Recht eng Ausféierung gemaach ginn iwwer d'Kompetenze vun den Agents municipaux, iwwer déi ee muss frësch diskutéieren, well mer jo awer alleguete wëssen, dass d'Police an där dote Matière wuel skeptesch ass - d'Police ass ganz skeptesch, den Agents municipaux hir Kompetenzen ze erweideren -, si awer gläichzäitig zumindest genausou onpresent um Terrain ass, fir déi dote Saachen och ze ahnden, well se natierlech an der Hierarchie vun de Valeure vun der Polizeiaarbecht anere Vergehen éischer noheet an hir Aarbechtscapacitéit éischer verwennt op méi schlëmm Saachen, wéi dass se sech géif mat Knätschen, déi op den Trottoir gehäit ginn, oder mat Zigarettstëmp oder anere Saache wëllt ofginn, oder mat Autoen, déi falsch geparkt sinn oder déi um Trottoir stinn.

Mä dat ass awer bei de Leit eppes, wat net nëmmen extrem iergerlech ass, mä einfach och esou e Grondgefill vun Onrespekt vun de Regele vun der Gesellschaft mat sech eropbréngt, wat iergendwou déi éischt Couche ass fir den Terrain ze preparéieren, déi et herno anere Leit méi liicht mécht, no der haarder Hand ze ruffen a mat simple Léisungen op vill méi komplex Sachverhalter wëllen ze äntwerten.

Dofir ënnerstëtze mir och, dass et bei den Agents municipaux weider Kompetenz solle ginn, allerdéngs net am Beräich vun der Sécuritéit, mä effektiv am Beräich vun de Policereglementer oder och nach am Beräich vum rullende Verkéier a Foussgängerzonen oder bei ähnlech connexen Aspekter, wou mer der Meenung sinn, dass, wann d'Police et net mécht - an dat ass de Fall -, da muss et méiglech sinn, dass een aneren dat mécht, soss sinn all déi Reglementer Lettre morte an dat kann net sinn. Dat ass keng glécklech Situatioun.

Lescht Wuert zu der Motiou. D'Motiou ass fir de Bericht ganz grouss a ganz komplett. Bon, elo si Saachen dran, déi engem besser gefalen, wéi aneren. Dat ass esou wann ee probéiert e grouss Bericht an eng komplett Motiou ze maachen an et probéiert een e Konsens ze fannen, da si Saachen dran, mat deenen ee komplett d'accord ass, anerer, wou ee Retizenzen huet.

Mir bleiwe bei eiser Meenung, wat de Brouilleur betrëfft zu Schraasseg, dass do den Opwand, dee bedriwwen gëtt, a kengem Verhältnis steet zum Resultat. Och wann dat an der Motiou steet, ech soen dat einfach méndlech. Dat ännert näischt drun, dass mer bereet sinn, déi Motiou am Konsens ze droen, well se wierklech insgesamt eng exzellente Motiou ass. Mä mir maachen déi Reserv awer do nach eng Kéier, fir dat nach eng Kéier kloerzemaachen, dass mer mat deem Passus vun der Motiou net esou d'accord sinn, well mer mengen, dass dat net dat bréngt.

Fir de Rescht géife mir eigentlech als gréng Fraktioun och soen, dass d'Leit sech vläicht éischer sollen op de Rapport konzentrieren, wéi op d'Debatt vun haut, dass mer och no deem Konsens, dee mer dann haut

erreicht hunn iwwer d'Situation pénale, déi sech dann an där Motiou an an deem Rapport erëmispigelt, vu muer un och nees d'Regierung wäerten un de Faitë moossen. Net dorunner, dass mer et haut konnte fäerdeg bréngen, eng méi oder weéner onpolemesch Diskussioun ze féieren an eis ze eenegen op ganz ville Pisten, op ganz ville Problemer, mä vu muer un ass d'Realitéit nees un, vu muer u gëtt erëm am Alldag Politik gemaach, net an de Rapporten an an de grouss Prinzipien. An do si mer net iwwerzeugt, dass dese Rapport op verschiddene Punkten eng Inflexioun wäert mat sech bréngen, mä on verra!

Ech soen Iech Merci.

» Mme la Présidente. - Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Madame Presidentin. Mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes sollt am Fong haut de Mëtten zu diesem Thema hei schwätzen. Well hie vun eiser Partei aus awer am Ausland ass, huet hie mech da gebieden, seng Interventioun hei virzedroen.

Den Här Henckes wëllt ufanks dem Président-rapporteur, dem Här Patrick Santer, Merci soen an him félicitéiere fir säi Bericht, wou hie sech vill Méi gemaach huet, fir e Konsens tëschent alle Parteien ze errechen. Dat ass him och gelongen, mä et muss een awer och soen, dass e puer Meenungen, déi am Rapport festgehale goufen, mat enger Stëmm Majoritéit oder mat klenge Majoritéiten zrëckbehale goufen. Des Weideren, souguer wann d'ADR mam Rapport als solchen insgesamt zefridden ass, gëtt et awer e puer Punkten, wou d'ADR léiwer méi kloer Aussoen a Fuerderungen un d'Adress vun der Regierung gemaach hätt, seet den Här Henckes.

(Hilarité et interruption)

Duerfir wëll ech kuerz déi Punkten uféieren, op deene mir ganz d'accord sinn, an duerno op déi Froen agoen, wou mir net mat onser Meenung duerchkomm si respektiv déi net am Rapport berücksichtegt gi sinn.

Wat d'Statistiken ugeet, esou si mer d'accord fir ze soen, dass d'Statistiken iwwer d'Opklärungsquote falsch sinn, well zënter 2004 e Fall als opgekläert gëllt, wann eng Persoun als Kriminellen identifizéiert gouf, ouni dass se veruerteelt gouf. Duerfir ass d'Opklärungsquot vun 43,2% sécher ze héich, an egal wéi, bei Delikter géint Gidder läit d'Opklärungsquot bei 17,1%.

Mir begréissen, dass eng Iddi, déi mir schonn zënter Jore fuerderen, zrëckbehale gouf, an zwar d'Schafe vun engem Institut médico-légal mat engem Departement iwwer d'Police scientifique. Dëst misst desto méi liicht sinn, well mer am Service vum Stat eng Persoun hunn, déi als international héich qualifizierten Expert ugesi gëtt a Coursen op verschiddenen Universitëiten an Amerika zu diesem Thema gëtt. Hei heescht et endlech Neel mat Käpp maachen.

Ee Sujet, dee vill diskutéiert gouf, war d'Fro, ob een den Agents municipaux sollt weider Kompetenzen iwwerdroen an hinne sollt erlaben, fir d'Infractions géint d'Gemengepolizeireglementer festzustellen. D'ADR seet prinzipiell jo dozou, well et keng aner Alternativ am Ablack gëtt. Am Ablack muss ee ganz kloer feststellen, dass d'Police mat Recht seet, si hätt keng Zäit fir sech ëm Problemer vun Hondskacken op den Trottoiren, vu Froe vu Kaméidi an esou weider, déi a Gemengepoliceireglementer festgeluecht sinn, ze këmmen.

D'Bierger hirersäits soe mat Recht: Wat nützt e Polizeireglement wat e Gemengerot unhëlt fir d'Zesummeliewen tëschent de Bierger ze erméiglechen a fir déi ze sanktionéieren, déi sech net un elementar Rechter halen, wa jiddfer ee maache ka wat e wëllt, wëssend, dass et net bestrooft gëtt, wann e géint e Polizeireglement verstéisst? Dofir si mer mat de Virschléi, déi am Rapport festgehale goufen, ganz averstanen.

D'Kameraiwwerwaachung ass ouni Zweifel en Thema, wou et am daitlechste gëtt, wéi schwéier et heiansdo ka sinn, fir de richtige Wee ze fannen. Et geet duer, dass zu Lëtzebuerg en Attentat geschitt oder dass d'Kriminalitéit géint d'Leit zohëlt, fir dass d'Bierger d'Noutwendegkeet vun der CCTV, dat heescht fir eng total Kameraiwwerwaachung nom englesche Muster, agesinn a froen. Mir si glécklecherweis net an där Noutwendegkeet.

Fir d'ADR sollen d'Kameraiwwerwaachungen nëmmen do realiséiert ginn, wou et heescht Sécherheitszonen ze schafen. Et ass kloer, dass punktuell Kameraiwwerwaachungen dozou féieren, dass d'Kriminalitéit sech verlagert, mä weinstens brénge se et fäerdeg, dass zum Beispill op Kannerspill-

plazen, wéi et de Fall an der Stad ass, keng Droge méi gehandelt ginn. Léisungen, déi am Rapport virgeschloe ginn, fannen eis Zoustëmmung, well mir mussen deen Equilibre fannen tëschent Sécherheet an individueller Fräiheet.

Mir sinn och der Meenung - a mir hunn dëst schonn e puermol zum Ausdrock bruecht -, dass d'Schafe vun engem Conseil supérieur de la Justice dozou dënge soll, dem Bierger d'Garantie ze ginn, dass d'Justiz och kann zur Rechenschaft gezu ginn, wann et aus iergendengem Grund emol kéint zu engem Patzer kommen.

Et ass och offensichtlech, dass den Zeieschutz muss gesetzlech organiséiert ginn. Mä mir wäerten op kee Fall mat anonymen Zeien d'accord sinn, well do all Abus virprogramméiert ass. Mä et muss sécher gestallt ginn, dass den Zeien, souguer wann e geschützt gëtt, awer an öffentlecher Sëtzung seng Ausso muss widderhuelen an dass den Ugekloten diesem Zeie muss kënnen Froe stellen.

An dem Kapitel iwwer den Zeieschutz gëtt och d'Problematik vum «plaider coupable» abordéiert, esou wéi et a Frankräich an an Italien gëllt. Dës Mesure gouf an der Commission diskutéiert an et koum eng kleng Majoritéit géint des Iddi eraus. Betreff sinn Infractionen, déi manner wéi fënnf Joer Prisong no sech zéien a wou de Schëllegen, wann en direkt seng Dot zougëtt, ka vun enger reduziierter Strof bénéficiéieren.

Dës Prozedur huet als Avantage, dass speziell bei Delikter, wou d'Instruktioun vill Zäit an Usproch hëlt, vill Zäit gespuert gëtt an d'Gerichter sech op déi wichtige Saache konzentrieren kënnen. Mir schéngt et, dass bei der wirtschaftlecher Kriminalitéit, bei enger «banqueroute frauduleuse», dëst kéint nützlich sinn, well soss oft keng Condamnation erfollegt, well de Parquet économique an d'Police judiciaire ze vill Zäit mat esou Enquête verléieren.

Wichtig schéngt eis eng Reform, en Iwwerdenke vun eise Code pénal, mat dem Zil, d'Effektivitéit vun der Repressioun ze renforcéieren.

De Prinzipien soll sinn, dass et eng Basis gëtt mat Circonstances aggravantes, mat erschweierenden Ëmstänn, an dass d'Hierarchie vun de Strofen iwwerducht gëtt. Zum Beispill, virun enger gewësser Zäit ass eng Fra an éischer Instanz weinst Mord an hirem Kand zu siwe Joer Prisong veruerteelt ginn, well d'Richter déi Fra, vu d'Ëmstänn, mat enger héijer Prisongstrof wollte bestrofen. Si hat hiert Kand iertümlech verletzt a stierwe gelooss. Am Appel hunn d'Richter gesot, et wär en «homicide involontaire», woufir d'Fra zwee Joer Prisong krut, de Maximum, deen duerch d'Gesetz virgesinn ass, a si gouf zu weidere fënnf Joer veruerteelt weinst non-assistance à personne en danger, am Total siwe Joer, wéi am éischten Uerteel.

Um Beispill «homicide involontaire» gesäit een am beschten, wat sech muss änneren, notamment bei déidlechen Autosaccidenter. Et ass eng Differenz ze maachen tëschent dem Automobilist, dee während dem Fieren eng Dommheet mécht, wéi u sengem Autoradio kniwwelen, an en déidlecht Accident provoziert, an dem Automobilist, deen duerch eng rout Luucht fiert, e Kand, wat op dem Zebrasträifen iwwer d'Strooss geet, doufiert an da Fahrerflucht begeet, well e voll ass, mat 80 duerch eng Uertschaft, ouni Führerschäin an ouni Assurance fiert. A Frankräich zum Beispill ass d'Héchststrof an deene Fall net zwee, mä zeng Joer, well sech eng etlech Circonstances aggravantes additionéiert hunn.

Weider misst de Widderhuelungstäter méi streng bestrooft ginn. En Iwwerschaafte vun eise Code pénal an deem Sënn drängt sech op, mä ech mengen et ass net un der Chamber fir des Aarbecht unzegoen, mä un enger Commission d'édites législatives, déi d'Regierung asetzt a wou erfuere Pénaliste missten dra siégéieren.

Meng Fro un d'Regierung: Schéngt Iech esou eng Reform noutwendeg, an ass d'Regierung gewëllt, des Problematik unzegoen an de Code pénal eiser Zäit unzepassen?

Den zweete wichtige Punkt an dieser Debatte betrëfft d'Exekutioun vun der Strof an domat speziell d'Problematik ëm de Prisong.

D'Commission juridique ralliiert sech enger Fuerderung, déi d'ADR schonns widderhuelte bei ähnlechen Debatte gefuerdert hat: d'Schafe vun engem Tribunal de l'application des peines. Et ass effektiv schwéier fir de Bierger ze verstoen, datt de Parquet dofir verantwortlech ass, fir engersäits d'Täter an de Prisong ze bréngen, an anerersäits, wa se bis emol condemnéiert sinn, sech ëm hire Strofvollzuch an eventuell ëm eng fréizäiteg Entloossung ze këmmen.

D'Schafe vun engem Tribunal de l'application des peines erlaabt kontradiktöresch Debatten. Eis schéngt awer de franséische System «juge de l'application des peines», dee fir déi kleng Décisiounen am Strofvollzuch zoustänneg ass an engem Tribunal, deen nëmme fir déi geféierlech Täter mat Condamnatiounen iwwer zéng Joer zoustänneg ass, technesch an organisatoresch méi richteg ze sinn; mä dat ass nëmme een Detail.

D'ADR ass kloer fir d'Schafe vun engem Quartier de Haute Sécurité a mir hunn dofir begréisst, datt bei enger viregter Debatte hei an der Chamber den Här Justizminister sech och dofir ausgeschwat huet. E Quartier de Haute Sécurité muss nëmme e puer Zelle begräifen, fir déi Täter do ënnerzebréngen, déi fir sech selwer oder fir hir Prisongskolleege respektiv fir d'Allgemengheet speziell geféierlech sinn. Am Ausland hunn esou Quartiere positiv Resultater bruecht, an dofir fuerdere mir, datt d'Regierung esou e Quartier, dee scho viru Joren am Prisong bestanen huet, nees restauréiert, dëst natierlech ausserhalb vun dem Quartier disciplinaire.

Den Drogproblem am Prisong ass bekannt. E gëtt ëmmer méi schlëmm an et gëtt näischt dergéint ënnerholl. Béis Zonge behaupten, dëst wier de Fall, well Prisonnier, déi Droge consumméieren, sech roueg verhalen, an déi, déi keng Drogen huelen, aggressiv wieren.

Nëmme ee kleng Prozentsaz vu Prisonnier sinn drogéiert, wa se an de Prisong kommen. Wa se erauskommen, läit de Prozentsaz vill méi héich. D'Zuel vun de Spréizen, déi am Prisong verdeelt ginn, klëmmt permanent a schwätzt hei eng kloer Sprooch.

Een, deen als Drogéierten aus dem Prisong entlooss gëtt, deem seng éischt Démarche ass et fir Suen ze kréien, fir seng Droge kënnen ze bezuelen.

Wien den Drogenträic am Prisong toleréiert an net konsequent bekämpft, fördert domadder automatesch déi generell Kriminalitéit.

An der Entrée vum Prisong si Kontrolle praktesch inexistent, well d'Personal, wat dës Kontrollen duerchféiere soll, guer keng Formatioun kritt huet, wéi ee Kontrollen duerchféiere misst, fir den Import vun Drogen an de Prisong ze verhënneren. D'Beamte ginn net kontrolléiert an d'Drogenhënn gi sondes net agesat, obwuel et just déi Deeg néideg wär, wou de Besuch kënnt.

Erstaunlech ass an deem Zesammenhang, datt dann, wann ee klengen Drogenträikant erwécht gëtt, et ëmmer ass nodeem e seng Drogen ofgeliiwert huet an ni virdrun. Erstaunlech ass och, datt wéi ech e puer Nimm genannt hu vu Prisonnier, déi am Drogenträic am Prisong dra sinn, dës Prisonnier kuerz drop expulséiert gi sinn. E puer Deeg drop ware se ersat, den Träic geet monter virun.

Wann ee wëllt den Drogenträic am Prisong seriö bekämpfen, dann ass dat nëmme méiglech iwwer de Wee vun der Agenteninfiltatioun.

Ech wollt och froen: Wou ginn déi Drogen hin, déi am Prisong, ech widderhuelen am Prisong, beschlagnahmt ginn?

Bedauerlech ass, datt den Atelier fir Elektresch- an den Atelier fir Schräineraarbechten am Prisong zou ass, well déi Responsable onerwaart a Pensioon gaange sinn. Déi zwee Leit hunn awer, nodeem se de Statsdëngscht verlooss hunn, am Privatsecteur eng nei Aarbechtsplaz ugeholl respektiv en neien Elektrikerbetrieb opgemaach.

Meng Fro un d'Regierung: Sinn dës Leit fréizäiteg an d'Pensioon gaangen, a wa jo, woufir?

Sous réserve vun e puer méi kritesche Bemerkungen an e puer spezifesche Fuerderung vun der ADR, si mer awer mat dem Rapport a mat der virleieder Motioun averstane a mir wäerten där och zoustëmmen. Ech soen lech am Numm vum Här Henckes Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Une voix.** - Très bien.

» **Mme la Présidente.** - Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Dir hutt siwe Minutten, Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Herr-lech!

Här President, et ass ze begréissen, dass d'Thema Sécherheet grad elo zu dësem Moment ugeschwat gëtt an dass mer elo versichen eng Rei Sécherheitsproblemer gemeinsam unzegoen, fir dass et net en Thema bei de Wahle gëtt, wat de rietsen Eck kann zu sengen Zwecker notzen. Duerfir ass souwuel d'Interpellatrice ze félicitéiere wéi och de Rapporteur vum Rapport iwwer d'Sécherheitsiwwerleuegen an d'Virschléi, déi ech alleguer kann akzeptéieren.

D'Diskussion haut soll dozou bäidroen, dem Bierger d'Thema Sécherheet méi objektiv duerzestellen, wa méiglech ouni ze polemiséieren. Mä wéi kann een d'Sécherheet definéieren oder, besser gesot, d'Onsécherheitsgefäll vun de Bierger, aus deem eraus eng Rei Fuerderungen no méi Sécherheet entspringen?

Wann een den offizielle Chiffere ka gleewen, da géif d'Kriminalitéit, déi grouss Kriminalitéit hei am Land erfogen. Mä et ass awer net déi grouss Kriminalitéit, déi d'Haaptursach vun der Onsécherheet vun eise Bierger ass. Et sinn éischer méi Problemer am Alldag, wéi d'Posche klauen, ugerempelt ginn a verbal aggresséiert ginn, déi d'Leit veronéieren a wou se sech och ganz oft dowéinst net méi op d'Stroos traue.

Wéi kann een d'Sécherheet dann elo beschtméiglech garantéieren, ouni dass awer déi perséinlech Fräiheete vum Mensch ze vill ageschränkt ginn? Dat soll am Fong d'Diskussion hei sinn.

D'Sécherheitsfro stellt sech op jidde Fall an alle Momenter am Liewenslaf. Onsécher kann ee sech op senger Aarbecht fillen, am Verkéier mam Auto, nach méi mam Moto an och nach méi mam Vëlo, awer och zu Fouss. D'Gefäll vun Onsécherheet kann een awer och verspieren, wann ee sech net méi a sengem normalen Émfeld ongestéiert ka bewegen, esou wéi mer dat bis elo laang gewinnt waren. Onsécherheet kann och opkomme bei Zréckhalung respektiv souguer Angscht virun allem Friemen, well ee sech net d'Méi genuch gëtt fir op déi Leit zouzegoen an ze versiche se ze verstoen an hinne ze hëllef sech ze integréieren oder hinne eis Liewensweis ze erklären.

Onsécherheet entsteet och ganz oft duerch d'Meenung, d'Police wier ni do wann ee se brauch. Meeschtens ass et awer doduerch, well der vill ewechkucke wann eppes geschitt an net de Courage hu fir sech ze manifestéieren, wann eppes geschitt, an och anzegräifen oder et ze mellen.

Wéi awer kann een déi verschidden Aarte vun Onsécherheitsgefäll ofschwäche respektiv aus der Welt schafen? Wéi kann ee seng Kanner virum Drogproblem schützen? Wéi kann ee seng Kanner virum Konsum vu Gewalt- an Destruktionsvideoe schützen, déi ëmmer méi iwwerhand kréien? Wéi kënnen mer d'Reese mam öffentlechen Transport méi sécher maachen? Et gëtt keng Patentléisung. Et gëtt just Virschléi an Initiativen, déi ze ënnerstëtze sinn.

Här President, kréie mer eng Rei Problemer besser geléist, wa mer méi Polizeieffektiver kréien? Déi wuel noutwendeg sinn, an dat gëtt och vu kengem contestéiert. Ausser vun deenen, déi absolut méi perséinlech Fräiheit verlaangen an an deem Kontext virun engem Polizeistat warnen. Wichteg wier op jidde Fall méi Polizeipresenz duerch d'Aféiere vu méi Proximitéitskommissariaten an den Uertschaften. Och déi sektoriell Organisatioun vun de regionalen an nationalen Asazpunkte vun der Police misst esou definéiert ginn, dass ee wierklech nach vu Proximitéit ka schwätzen.

Déi lokal Sécherheitspläng, wéi se zum Beispill zu Esch oder am Süde vum Land bestinn, kënnen och ganz vill zur Verbesserung vun der Sécherheet bäidroen, well an esou gutt strukturéierte Pläng all Sécherheitsstruktur mat abegraff sinn an déi Hand an Hand zesummeschaffen.

Kréie mer eng Rei Sécherheitsproblemer duerch méi Asetze vu private Sécherheitsdëngschter, déi deier kaschten, geléist? Sécherheitsdëngschter, déi nëmme déi sech leeschte kënnen, déi den néidege Fric derfir hunn.

Wéi ass esou e groussen Opstand gewiescht, wéi d'Gemeng Keel privat Sécherheitsdëngschter gelount huet fir d'Eigentum vun der Gemeng, also d'Eigentum vun de Bierger iwwerwaachen ze loossen a fir d'Eigentum vun de Bierger viru permanentem Vandalismus ze schützen? Beschäftege mer net och - wéi den Här Bodyr et hei scho gesot huet - hei an der Chamber privat Sécherheitsleit? Firwat maache mer dat dann, wa mer enger Gemeng dat net wëllen zougestoen, wat mer hei selwer maachen?

Och wann een net vun enger paralleler Police ka begehert sinn, esou muss awer zougeloo ginn, dass d'Allgemenggutt kann op aner Weeër geschützt ginn. An dass elo Einzelner vun deene private Sécherheitsbeamte sech als Sheriff opféieren an hir Kompetenzen iwwerschreiden, dat kënnt vir. Mä gëtt et där net och bei aneren, déi eng Uniform unhunn, déi hir Kompetenzen iwwerschreiden? Duerfir soll een dat net generaliséieren, mä méi individuell kucken.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

Kéint d'Verlachte vu private Sécherheitsdëngschter fir d'Allgemenggutt ze iwwerwaachen, wann dat kloer reglementéiert ass, net awer eng Entlaaschtung vun der Police bedeuten? Deemo vu menger Sait aus Jo zu méi Polizeieffektiver am Proximitéitsgescht, awer och Jo zu private Sécherheitsdëngschter, wann déi zoustänneg Gemengeréit dëst per Reglement kloer definéieren.

Dann awer eng Fuerderung vu menger Sait, déi ech scho méi wéi eemol gestallt hunn. Dat si staatlech Bähëllef bei der Uschaffung vu Sécherheitsinstrumenter, besonnesch fir déi eeler Leit, fir dass jiddere sech säi Recht op Sécherheet ka leeschten an net nëmme déi sech kënnen Sécherheet leeschten, déi Fric hunn.

Mir hunn also déi öffentlech Polizei a mir hunn och privat Sécherheitsdëngschter. Mir hunn do derniewent awer och nach a verschiddene Gemengen Agents municipaux - Pecherten, wéi mer se am Volleksmond nennen -, a scho säit längerem doktere mer un enger neier Gesetzgebung erëm, fir deene Beamten hir Attributiounen emol kloer ze definéieren. Deene Beamte sollen anscheinend an Zukunft nach zousätzlech Aufgaben zougestallt ginn, déi och iergendwéi an de Polizeiberäich solle falen.

Wann awer also elo sollen deene Beamten no enger neier Gesetzgebung zousätzlech Attributiounen zougestane ginn, riskéiere mer dann net, grad do eng parallell Polizei ze schafen? Géife mer da just dat maachen, wat mer mat der Fusioun vu Police a Gendarmerie wollte vermeiden?

Trotzdem sinn déi Beamten do, besonnesch wat d'Verkéisuerdnung ubelaangt - ech mengen, Sécherheet ass jo och mat Uerdnung verbonden -, awer wichteg. Duerfir wär et och net schlecht wann een haut kéint vun der Regierung gewuer ginn, wéiwäit dass mer si mat deem Gesetz iwwer d'Attributioun vun den Agents municipaux an a wat fir eng Richtung dass dat geet. Well och déi Leit missten e Recht hunn endlech gewuer ze ginn, wat an Zukunft op se zoukënn.

Et ass hei, Här President - ech muss ëmmer kucken, net dass ech mech iren - ganz vill geschwat ginn iwwer d'Situatioun am Prisong. Et schéngt sech also ganz vill Suerge gemaach ze ginn iwwer déi Leit, déi am Prisong sëtzen. Bon, ech hu mer méi Suerge gemaach iwwer déi Leit, déi dobause sinn. Et ass sech och Suerge gemaach ginn hei iwwer déi...

» **M. le Président.** - Här Jaerling, ech muss mer Suerge maachen ëm Är Riedzeit!

(**Hilarité**)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Also, Här President, wéi ech elo grad op d'Auer gekuckt hunn, war et véier Minutten, an elo sinn et der siwen. Do ass eppes faul.

Just nach eng lescht Fro, déi ech mer stellen: Wa sech esou vill Suerge gemaach gi wéi d'Drogen an de Prisong kommen, da muss ee sech awer och d'Fro stellen: Wien huet da wierklech onkontrolléierten, fräien Zougang an de Prisong?

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Mir hunn elo nach dräi ageschriwwen Riedner. Den honorabelen Här Klein huet als éischen d'Wuert. Duerno kënnt den Här Santer an duerno d'Madame Err.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sécherheitsgefäll ass ganz wichteg fir de Bierger, egal wou e sech befënt an beweegt. Sécherheet ass keen Zoustand, mä ee Gefäll an domat subjektiv.

De Stat ass gehalen, dem Bierger dat Gefäll ze vermëttelen. Allerdéngs gëtt et och bei der Sécherheet keng „allround“-Léisung. Dat heescht, wat op enger Plaz oder bei engem Problem gräift an hëllef, huet net onbedéngt bei engem anere Problem deeselewachten Effet.

De Victor Hugo seet a sengem Roman „Les misérables“: «C'est une chose étrange à quel point la sécurité de la conscience donne la sécurité du reste.»

An deem Sënn mussen d'Regierung an och d'Chamber sech froen: Maache mir genuch? Hu mer e fräit Gewesse vis-à-vis vun eise Bierger a puncto Sécherheet?

D'Sécherheitsmoosname muss kompatibel si mat dem legitime Fräiheetsbestriewe vun de Leit. Et läit deemno un eis fir ëmmer de richtegen Equilibre zwëschen Sécuritéit a Fräiheit ze fannen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech menge mir sinn eis eens, datt am Stroosseverkéier déi repressiv Aktiounen eleng net duerginn. E Genre vu Campagnen, wéi zum Beispill d'Chauffeuren ze incitéieren, hir Luuchten am Dag unzemaachen, oder se drun ze erënneren, datt se d'Ceinture sollen undinn, mussen weidergefouert an ausgebaut ginn.

Wat ganz wichteg ass um Plang vun der Sécherheet am Stroosseverkéier, ass déi regelméisseg Presenz vun der Polizei, am Sënn vun der Preventioun. Déi Situatioun huet sech zanter der Fusioun vu Polizei a Gendarmerie 1999 wesentlech geännert a verbessert, ass awer nach ëmmer net optimal.

Nach méi Presenz bedeit nach méi Sécherheet, besonnesch fir och deene méi kleng Stroosseverkéiersdelikter an den Dierfer virzebeugen an och fir de Vandalismus, deen d'Gemenge ganz vill Geld kascht, ze verhënneren.

Et gëtt och ëmmer erëm kritiséiert, souguer vun de Polizeiorganer selwer, datt se ze vill administrativ Aarbechten ze erleedegen hätten. Deem muss virun allem opgeholf ginn, andeem méi Zivilpersonal agehallt gëtt, an domat kann de Polizist oder d'Polizistin senger oder hirer eigentlecher Mission nogoen.

An deem Zesammenhang ass et och noutwendeg, dass d'Commissariats de proximité, déi nach net en place sinn, esou séier wéi méiglech mussen opgebaut ginn. Ech denken do ganz besonnesch un de Commissariat de proximité vu Luerezwiler.

Iwwer de Verkéier eraus muss mer eis Gedanke maachen iwwer déi privat Sécherheet an iwwer eis Sécherheet an eise Stied an Dierfer.

Ech liese mat Satisfaktioun am Rapport 2006 vun der Police, datt d'Infractione par rapport zu 2005 liicht erofgaange sinn. Wann een d'Statistiken iwwer déi lescht zéng Joer kuckt, da gesäit een, datt d'Kriminalitéit an eisem Land zimlech konstant ass, an net, wéi d'Leit dacks mengen, staark an d'Luucht gaange wier.

Et muss een duerfir eng kloer Differenz maachen tëschent der objektiver Sécherheet, dat heescht, wat d'Zuele weisen, an der subjektiver Onsécherheet, dat heescht, wéi de Bierger se fillt. Et gëtt also keng Urtsach, fir eng repressiv Politik tous azimuts ze bedriewen.

Dat wëllt awer net soen, datt een d'Hänn soll an de Schouss leeën. Mir sollen alles maachen, fir d'Zuel vun den Delikter erfzedrécken. Vun de Matbierger aus menger Gemeng héieren ech, datt d'Abrech an d'Haiser an d'Violence géint Persounen eng Haaptreoccupatioun sinn.

Wann een dohem agebrach kritt, ass dat a sech eng schlëmm Saach. Mä wann dat mat enger Aggressioun verbonden ass, dann huet dat als Konsequenz, datt mir Leit hunn, déi ënner physischen a psychesche Séquellë leiden. Datselwecht gëllt fir déi Iwwerfall op Persounen am Fräien, och am hellen Dag.

No engem Abroch ass et eng ganz schlëmm Saach, wann den Hausbesëtzer seng Wunneng oder en Deel vu senger Wunneng an engem Duerjerneen, an engem Chaos erfëmfënt. Hien ass schockéiert, discouragéiert, deprimiéiert, hie leit ënner engem psychesche Schock a fillt sech eleng gelooss. Fir e Polizist oder eng Polizistin ass en Abroch vläicht eng Banalitéit. Fir de Bewunner ass et awer eng Calamitéit.

D'Polizei, déi do virstelleg gëtt, ass sécherlech net speziell forméiert genuch, fir der Victime iwwer hire Schreck, deen déi sëtzt, ewechzehëlfen. Leit, déi et néideg hunn, mussen Hëllef a Bâistand gelescht kréien.

Fir d'Drogepreventioun a géint d'Délinquance juvénile ass scho vill ënnerholl ginn.

Obscho mer dës Phenomeener wuel ni lassgi wäerten, duerfe mer awer net resignéieren, a besonnesch an de Schoule muss iwwert déi Phenomeener virbeugend geschwat a gehandelt ginn.

Fir deene Phenomeener, déi ech elo opgezielt hunn, preventiv entgéintzewierken, hunn d'Gemengen eng ganz Partie Méiglechkeeten, déi juristescher a politescher Natur sinn. D'Gemenge kënnen am Kader vun hire Kompetenze Reglementer erloossen, déi net nëmme bestëmmte Contraventione sanktionéieren, mä déi och preventiv Effeten hunn. Si sinn och déi, déi am nooste beim Bierger sinn, fir hir Kloen an Erwaardungen entgéintzehuelen. Rural Dekreter, d'Gemengegesetz, de Code d'instruction criminelle erlaben et de Gemengenautoritéiten, fir ze agéieren.

D'Gemenge sinn déi Éischt, déi d'Evolution an der Gesellschaft ze spiere kréien duerch de Chômage an d'Exclusion sociale, duerch dee bestännegen Drock vun eiser Konsumgesellschaft, duerch d'Zouhuele vun der Immigration mat als Corollaire dem Problem vun der Integratioun.

Um Plang vun all deene Phenomeener kënnen d'Gemenge viles maachen an hunn och schonn do viles gemaach. Um Niveau vun der Jugend, fir d'Délinquance vun der Jugend anzedämmen, stellen d'Gemengen deene Jonken e Jugendhaus zur Verfügung, wou se sech begéien, wou se vu socioéducativem Personal encadréiert ginn, seem seng Missioun et ass, fir mat hinnen ze dialogéieren, fir se ze orientéieren a se domat vu verschiddene Fléauen ewechzehalen, andeem hinnen och déi néideg Distraktioun gebuede gëtt.

An de Schoulen ass et och scho wichteg, fir Projeten ze entwéckelen an ëmzesetzen, déi als Zil hunn, iwvert de Wee vun der Mediation besonnesch dem Sträit virzebeugen an e gegebenfalls ze schlichten, wat eng positiv Wierkung huet op d'Behuele vun deene Jonken an hirem spéidere Liewen.

Allgemeng ass et un de Gemengen, fir de Partenariat an den Dialog ze fördern zwéischent hinne selwer, der Populatioun an der Polizei am Sënn vun der genereller Preventioun vun der Délinquance.

Mir hu mat der Fusioun vu Police a Gendarmerie eist Land elo esou ofgedeckt, datt am Prinzip d'Sécherheet vun eise Bierger iwwerall gläichermoossen assuréiert ass. Wéi mer 1999 d'Polizeigesetz gestëmmt hunn, ass gesot ginn, datt d'Commissariats de proximité elo besser Zäit hätten, fir sech ëm d'Polizeireglementer vun de Gemengen ze këmmen. Ech muss soen, datt d'ëst a ville Gemenge satisfaisant ass.

Ech weess awer och, datt et Buergermeeschtere gëtt, déi sech beschwéieren, datt et Retenze bei der Police gëtt, fir ze intervenéieren, wann de Buergermeeschter si op eppes lassschéckt. Bei der Police feelt et ganz bestëmt net um gudden Wëllen. Fir mech ass et e Manque d'information, deen dohier kënnt, datt, nodeem d'Buergermeeschteren net méi Officiers de la police judiciaire sinn, e Flou entstanden ass, deen d'Polizei onsécher gemaach huet.

Et wier elo un der Zäit, fir kloerzestellen, wéi, wou a wéini d'Police um Niveau vun dem Buergermeeschter senger Requête intervenéiere soll.

Am Syvicol ass en neit Instrument gegrënt ginn ënnert dem Numm «Forum luxembourgeois pour la prévention et la sécurité urbaine». Et wier gutt, wann de Ministère de la Justice an d'Police sech mat deem Organ géifen zesummesetzen, fir Kloeerheit an deem Domän ze schafen. Et wär deemno gutt, wann den Här Minister eng Initiativ an deem Sënn géif huelen, fir der Police hir Missioun vis-à-vis vun de Gemenge méi genee ze definéieren.

An deem Zesammenhang e puer Reflexiounen iwwert den Agent municipal. Et geet net dorëm, fir eng nei parallell Polizei ze schafen, andeem datt een där Fonction Agents municipaux e Pouvoir de police zousätzlech gëtt. Mir hu jo duerfir 1999 fusionéiert, an et kann net sinn, erëm eng nei Polizei anzeféieren. Et geet dorëm, datt muss fäerdeg bruecht ginn, datt d'Buergermeeschteren, d'Agents municipaux an d'Polizei Hand an Hand schaffen an datt esou d'Polizei an d'Lag gesat gëtt, mat den Agents municipaux dofir ze suergen, datt d'Polizeireglementer observéiert ginn.

Mat dem neie Gesetz iwwert d'Fusioun hu mer och aner nei Instrumenter geschaf, wéi zum Beispill de Comité de prévention local et intercommunal an de Comité de concertation régional. Mir gesinn, datt op ville Plazen am Land do gutt Aarbecht geleescht gëtt. Als Beispill kann een de Plan régional de sécurité vun Kanton Capellen nennen, dee sech op d'Abréch focaliséiert hat a wou d'Zuel vun den Abréch an engem Joer ëm

15% zrëckgaangen ass. Als absolut positiv muss een déi Plans locaux de sécurité nennen, haaptsächlech am Süde vun eisem Land.

Et muss een awer och leider feststellen, datt déi lokal a regional Comitéen net iwwerall am Land effikass sinn. Mir sinn eis eens, datt d'Problematik vun der Sécherheet net iwwerall d'selwecht ass. Dat hânt dovun of, ob een an enger grousser Agglomeratioun ass oder um Land. Elwen a Stengefort sinn net Diddeleng an net Péiteng. Et huet een d'Impressioun, datt verschidde Comitéen op dem Gebitt vun der Preventioun besser schaffe kéinte wa se wéissten, wat fir eng Moyenen et gëtt a wat fir eng Piste se kéinten exploréieren, fir eng gutt Preventiounspolitik ze maachen.

Ech sinn iwwerzeegt, datt et net um gudden Wëlle vun de Comitée feelt, mä esou wéi et elo fonctionnéiert, kacht all Comité seng eegen Zopp. Wier et net besser, wa mer en Instrument hätten, wou all déi néideg Informatiounen an Aktiounen vun de Comitéen zentraliséiert wieren, fir dorop en Échange d'expérience opzebauen?

Esou en Instrument kënnt zum Beispill e Conseil supérieur de la sécurité sinn, deen natierlech nach aner Missiounen kréie kann, speziell fir de Justizminister ze beroden an alle Sécherheitsfroen, och deene vun der Sécherheet an eise Stied an an eise Gemengen.

Mat esou enger Initiativ géife mer eng Lacune schléissen, déi haut tëschent Gemeng a Stat a puncto Sécherheet besteet, well d'Sécherheet därerf net eleng dem Stat reservéiert bleiwen.

Ech hunn ufanks gesot, datt d'Sichen no Sécherheet net op d'Käschte vun eisen individuelle Fräiheeten därerf goen. Déi séréinlech Fräiheet därerf nëmme esou wäit goen, wéi se dem Bierger net schuet. Mir brauchen awer net just eng repressiv Législatioun, mä éischer eng Preventiounspolitik, där hir Facettë mer nach laang net all erfaasst hunn. Dat gëllt zum Beispill fir d'Schoul, fir d'Justiz, fir d'Gesondheet an och d'Famill an den Environnement. An deem Domän maache mer ni genuch a mer därerf duerfir net zécken, eis Moyenen ze ginn, fir esou eng effizient Politik duerchzézéien.

Wat de Prisong an d'Exekutioun vun de Strofen ubelaangt: Déi meescht vun eis si jo haut op dem Standpunkt, datt d'Strof net méi sollt d'Revanche vun der Gesellschaft par rapport zum Délinquant sinn, net méi d'Sühne, wéi dat fréier ugesi ginn ass. Mir sinn net méi an der Philosophie Auge um Auge, Zahn um Zahn, mä an enger Zäit, wou d'Strof, déi am Prisong ofgesiess gëtt, sollt genotzt ginn, fir den Détenue erëm prett ze maachen, fir an der Gesellschaft en normaalt anstänneg Liewen ze féieren, en humane Strofvollzuch, d'Réinsertioun an d'Gesellschaft, d'Resozialisierung - dee System, dee vum fréiere liberale Justizminister Eugène Schaus ageleet ginn ass a vu sengem Nofolger Robert Krieps resolut weidergefouert gouf.

Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi opgrond vum Robert Krieps senger humaner Strofvollzuchspolitik 1977 hei an der Chamber géint d'Regierung interpelléiert ginn ass. Ech souz deemools douewen op der Tribün an hunn héieren, wéi seng Politik scharf kritiséiert ginn ass vun der deemolescher Opposition. A mir hunn nach een Zäitzeien heibannen, deen eenzeggen Zäitzeien heibannen, mengen ech, datt ass d'Madame Flesch, wann ech mech net iren. Si war deemools Fraktiounschef vun der DP a ka sech nach ganz sécher un déi Debatt do erënneren.

(Interruption)

Trotzdem huet dem Robert Krieps seng Politik sech duerchgesat an ass haut vun deenen Allermeeschten unerkannt. Den Délinquant - mir ginn dovunner aus, datt en enges gudden Daags erëm fräigelooss gëtt an datt e wa méiglech net méi an d'Récidive fällt an datt e keen Onsécherheitsfaktor méi fir d'Gesellschaft duerstellt. D'Resozialisatioun heescht, de Réckfallrisiko reduzéieren a wa méiglech ausschléissen. Fir dat duerchzézéien, brauche mer am Prisong oder an eise Prisong gutt en effizient funktionéierend Strukturen, an deenen d'Acteure gutt zesummen Hand an Hand mussen schaffen.

Dat war an der Vergaangenheet net ëmmer de Fall. Oft hu Reiweerie bestanen tëschent deene verschiddenen Acteure wéi Direktioun, Gardienen, an dat huet sech och dacks negativ op d'Education vun den Détenuen ausgewierkt. Bedingt war dat oft an den 90er Joren duerch dee bestännege Wiessel un der Spëtzt vun der Direktioun.

Haut ass eng gutt Zesummenaarbecht am Prisong zu Schraasseg. Et besteet e be-

stännegen Dialog tëschent Direktioun a Personalverriedung, wat sech konstruktiv auswierkt. Op deem Niveau gëtt geschwat iwwert d'Organisatioun vum Déngscht, d'Santé op der Aarbecht, d'Formation continue an iwwer allgemeng Sécherheitsfroen, an dat ass ganz wichteg.

De Moment sinn 253 Gardiene bei 600 bis 700 Détenuen am Prisong, bei am Ganzen 334 Unitéite Personal. 1997 waren et der 135 bei 360 bis 400 Détenuen. Dat ass eng gewaltig Verbesserung bannent zéng Joer, obschonn datt de Justizminister nach kéint en Hoff maachen, well de Spezialisten no feelen nach ongeféier 30 Gardienen. Dat kascht sécherlech, mä d'Sécherheet muss ee sech eppes kaschte loossen. Domat kéint den Déngscht nach besser organiséiert ginn.

Et besteet och nach ëmmer e Verbesserungsbedarf bei der Formation vun de Gardienen a ganz besonnesch bei der Formation continue. D'Gardiene misste laut dem Grondsatz „a lifelong learning“ all Joer e puer Deeg fräigestallt gi fir hir Ausbildung ze aktualiséieren an ze adaptéieren.

Iwwer e Rekrutement wär sech och d'Fro ze stellen, ob et net wichteg wär se zum Beispill um Aarbechtsmaart ze rekrutéieren, wa se Erfahrung aus dem Privatsecteur géife matbréngen. Si misste sech dann enger Reconversion stellen. Si wieren och e Stéck méi al a brächten net 30 bis 40 Joer laang ëmmer erëm déiselwecht Aarbecht am Prisong ze verrichten. Och déi jénger missten no 25 bis 30 Joer d'Méiglechkeet kréie fir méi einfach d'Fonction ze wiesselen. Dat géif zu manner Demotivatioun féieren. Dofir misst hir Mobilitéit an en anere Statsdéngscht méi einfach gemaach ginn.

Fir d'Direktioun stelle sech déiselwecht Problemer. Fréier hat den Direkter keen Adjoint. Wann e fortgaangen ass, war d'Continuitéit net méi garantéiert. Sait 1998 huet den Direkter zwee Adjoints. Et ass elo méiglech, datt een d'Relève hält, an dat sécher d'Pérennitéit of.

Menger Meenung no missten zousätzlech Universitäre eran, zum Beispill am Prisong fir de Jurist a virun allem e Spezialist, en Ingénieur, deen d'Koordinatioun vun der Technik op deem gewaltige Site géif maachen.

En général, wat de Fonctionnement am Prisong ubelaangt, kéint een awer soen, datt d'Direktioun alles am Gréff huet an d'Moyenë kritt huet fir d'Sécherheet, d'Safety bannent de Maueren ze schafen, wat vu grousser Wichtigkeet ass an och no bause berouegt.

Wat den Traitement peinologique ubelaangt, wat de Service psycho-social an de Service socio-éducatif ugeet: Et geet net duer mam Personal wat de Moment zur Verfügung steet. Ëmmerhin ass just dat Personal elo beim Détenue, fir en op sai spéidert Liewen heibause virzebereeden an him Betreuung ze ginn. Sechs Educateurs gradués, een Assistant social an dräi Psychologen, am Ganzen zéng Agenten, dat geet net duer fir 700 Leit ze betreiwen. Do feele Fachkreesser no ongeféier 20 Leit.

Dat si Leit déi hëllefen dem Détenue de Wee an d'Fräiheet méi einfach ze maachen, besonnesch och fir hinne fir spéider eng Aarbecht ze sichen oder ze hëllefen hinnen eng Wunneng ze verschafen. Et ass nämlech net esou einfach dat ze fannen, wa keen hinnen zur Sait steet.

Och deesen Déngschter missten d'Gardienen aktiv zur Sait stoen. D'Gardienen därferf net nëmme als Haaptmissioun hu fir d'Diere vun den Zellen op- an zousespären. Och si mussen un der Resozialisatioun bedeelegt sinn. Si si gélieert gi fir de Comportement vun deem eenzelnen Détenue zu suivéieren. Si wäeren an der Lag, wa se dat gefrot géife ginn, fir de Services sociaux Donnéeën iwwert d'Détenuen ze liwweren, déi noutwendeg wäer fir hiren Traitement.

Bei der Resozialisatioun vum Délinquant spillt de SCAS (Service Central d'Assistance Sociale) eng maassgebliche Roll. Dee Service intervenéiert ganz speziell wann den Délinquant an der Probatioun ass, awer och scho während der Détentioun am Prisong.

Déi sozial Servicer vum Prisong, Service socio-éducatif a socio-psychologique, mussen mam SCAS zesummeschaffen a kompletar sinn. Et freet ee sech, ob et net besser wär am Sënn vun der Resozialisatioun, datt dës zwee Servicer zesummegeleecht géife ginn, fir en double emploi ze verhënnere an net e Chaos ze schafen. Well et jo sécher net einfach ass fir all Service sai Kompetenzberäich ze délimitéieren, wat sécherlech net am Intérêt vun der Réinsertioun vum Délinquant an d'Gesellschaft wär

De SCAS, fir senger Missioun voll a ganz gerecht ze ginn, misst nach um Plang vun Personal opgestockt ginn, besonnesch wann ee gesait wat fir Beräicher en ofzedecken huet: d'Protektioun vun Détenuen, Afferhëllef, Jugendschutz, Geriichtsbehëllef, Tutellen, Travaux d'intérêt général, Surveillance électronique. De SCAS misst och no der definitiver Entloossung vum Détenue him eng duerchgehend Begleedung kënnen offréieren.

Wat d'Infrastrukturen ubelaangt, do si mer eis bewosst, datt mer en drëtte Prisong, dat heescht eng Maison d'arrêt brauchen. Dat ass scho laang am Gespréich an et gëtt Zäit, datt eppes ënnerholl gëtt. 670 bis 700 Leit, dobäi 80 Nationalitéiten, ass net tragbar bei enger Capacitéit vu 590 Leit fir déi d'Schraasseger Anstalt geplangt war.

Och Jugendlech gehéieren net op Schraasseg. Si sollten op Dräibur kommen, wat ze vergréisseren ass. Et schéngt eng Eeneigung tëschent dem Familljeministère an der Gemeng Wuermeldung zustane komm ze sinn, esou datt et eminent ass, datt d'Vergréisserungsarbeitsstellen uginn. Domadder kann och dann den Transfert vun de Jugendlechen op Dräibur stattfannen.

Zum jëtzege Schraasseger Prisong: E mëttlere Sécherheitsprisong no bannen, datt ass dat wat noutwendeg ass, mat engem gudden Perimeterschutz. Et gëtt nach dran investéiert fir e méi solidde ze clôturieren, mat méi engem performante Kamerasystem. Dat vermëttelt no baussen héich Sécherheet a méi Sécherheitsgefühl. Dozou stinn d'Kreditter zur Verfügung. Souwäit wéi ech weess huet, fir dem aktuelle Prisong méi Sécherheet ze verschafen, d'Direktioun ëmmer Kontakt mat der Risk Management AG vun Zürich fir sech beroden ze loossen.

Den drëtte Prisong, wouhinner e kënnt, dat si mer nach ëmmer net gewuer ginn. Vläch seet den Här Minister eis dat haut. Kënnt en op en Terrain, deen dem Stat scho gehéiert?

Gutt wär et, wann dat eng Maison d'arrêt géif gi mat héijer Sécherheet, wou och eng Sektion fir ganz Geféierlecher virgesi géif ginn, an eng Klinik, wou och déi Geféierlech drakéimen an a Verwahrung geholl ginn, déi vum Expert psychiatrisch als solch erkannt ginn a bei deenen, wéinst hirem psychiatreschen Zoustand, keng Chance fir d'Resozialisatioun besteet an déi bestänneg eng Gefor fir d'Aussewelt duerstellen a wou d'Récidive op der Hand läit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren e puer Reflexiounen, déi ech zum Strofvollzuch wollt maachen, an ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Klein. Da komme mer zum nächste Riedner. Dat ass den honorabelen Här Santer, deen nach eng Kéier d'Wuert freet.

» **M. Patrick Santer (CSV)**, *rapporteur* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Sujet vun der Interpellatioun, déi d'Madame Flesch agereecht huet, ass de Respekt vum Gläichgewicht tëschent der Sécurité publique, also der Kriminalitéitsbekämpfung, an de Grondfräiheete vun alle Bierger. Ier ech op dese wichtegen, mä net neie Sujet wäert agoen, wéilt ech eng Remarque maachen, déi mer agefall ass, wéi ech der Madame Flesch hir Demande d'interpellation gelies hunn.

Ech weess, datt d'Madame Flesch d'Subtilitéiten an d'Feinheete vun der franséischer Sprooch all kennt, an dofir war ech iwwerrascht iwvert de Wortlaut vun der Demande vum 6. März 2007. Do steet, ech zitéieren: «De nombreuses lois en matière de sécurité publique récemment votées ou en procédure risquent d'empiéter dangereusement sur les libertés individuelles.»

Do wieren also eng ganz Rei vu Gesetzer gestëmmt oder an der Prozedur, déi kéinten d'Grondfräiheeten a Gefor bréngen. Do wiere mer also schonn an engem Polizei- an lwwerwaachungsstat, wou d'Menscherechter agéent wieren.

Ech hu mer emol d'Gesetzer an d'Projet-de-loien, déi seit 2005 - ech hunn den Term „récement“ ganz breet ausgeluecht - gestëmmt respektiv agereecht goun, ugekuckt an et ass mer net opgefall, datt do eng Unzuel vu Gesetzer oder Projeten a Fro géife kommen.

An dëser Zäitspan, säit 2005, hu mer néng Gesetzer am Strofrecht gestëmmt an um Dag vun haut sinn nach siwe Projet-de-loien unhängeg, woubäi der véier d'nächst Woch an de Plenum kommen, an déi sinn och haut an der Kommissioun de Moien unanime uegeholl ginn, no enger laanger an ausféierlecher Diskussioun.

Et sinn dat d'Gesetzer iwwer Eurojust, d'Bestiechung, d'Instruction simplifiée, d'DNA-Prouwen, d'Geldfälschung, d'Diskriminatioun, de Vertrag vu Prüm, d'Fouilles de véhicules an d'Disparition de personnes.

Sief nach derbäi bemierkt, datt vun deenen néng Projeten, also néng Gesetzer elo, der aacht mat Unanimitéit gestëmmt goufen. D'Gesetz iwwert d'DNA-Prouwe gouf mat grousser Unanimitéit gestëmmt, mat 50 Jo-Stëmme, bei zéng Abstentiounen.

Derbäi kommen nach e puer Projeten: d'Konfiskatioun, d'Saisie immobilière, zwou UNO-Konventiounen an de Projet iwwert d'Méthodes particulières d'investigation vun der Police an, dee leschten, den Zougrëff vun Donnéeën duerch d'Justizautoritéiten. Nëmme dës zwou lescht Projete sinn nach net an der Commission juridique diskutéiert ginn.

Wann een also d'Situatioun betruecht, och mat engem kritesche Bléck, sou komme menges Eruechtens nëmme dräi oder véier Texter a Betruecht. D'Gesetz iwwert d'DNA-Prouwen, ouni Géigestëmm gestëmmt 2006; d'Gesetz iwwert d'Fouilles de véhicules, unanime; de Projet de loi iwwert d'Méthodes particulières d'investigation ass aviséiert gi vum Statsrot a kéint an der Rentrée an d'Kommissioun; an de Projet de loi iwwert den Zougrëff vun Donnéeën duerch d'Justizautoritéiten ass nach net aviséiert gi vum Statsrot.

Dat sinn der net grad vill, déi kéinten a Fro kommen. Dofir wonnert et mech, datt hei „nombreuses lois“...

» **Mme Colette Flesch (DP)**, *interpellatrice*. - Souguer eng ass ze vill!

» **M. Charles Goerens (DP)**. - Jo.

» **M. Patrick Santer (CSV)**, *rapporteur*. - Et kéint ee schreiwen, certaines lois, mä net nombreuses lois ou projets de loi. Eng Gefährdung vun de Grondrechter steet also net virun der Dier, eng Dérive sécuritaire besteet net.

Wat wëllt d'Regierung géint déi Aschränkung vum de Grondfräiheeten ënnerhuelen a wéi soll d'Chamber do besser associéiert ginn, wat d'Kontroll vum Respekt vun deem Equilibre ueget?, freet d'Madame Flesch.

Wat déi éischt Fro ueget, do gëtt der Regierung ënnerstallt, déi wier um Wee fir op eng disproportionéiert Aart a Weis d'Grondfräiheeten anzuschranken. Dat ass falsch! D'Infraktioun souwéi d'Natur an d'Héicht vun der Strof, déi an engem Strofgesetz zréckbehale ginn, déngen dozou fir eng Atteinte à l'ordre public ze bestrofen oder/an ofzeschrecken. Dobäi widerhuelen ech dat, wat ech am Débat d'orientation virun e puer Minutten, also bal zwou Stonne gesot hunn: Et muss een d'Infractioun vu strofrectleche Moosnamen a ville Gesetzer a Fro stellen, well se dëser Zilsetzung net gerecht gëtt.

D'strofrectleche Prozedur soll esou ausgeluecht ginn, datt d'Effikasitéit net eleng privilegiéiert gëtt op d'Käschte vun de Grondrechter. Sou ass zum Beispill déi sougenannte Comparation immédiate, wéi se a Frankräich besteet, kee Virbild - an ech widerhuele mech an ech wäert mech an deenen nächste Joren nach weider widerhuelen - fir de Respekt vun de Grondrechter vun engem Beschëllegte bei engem strofrectleche Prozess, obwuel dat gesot ginn ass, net heibannen, mä op Pressekonferenzen, vu Säite vun der Opposition. An dat war net vu Säite vun de grénge Kollegen oder vun der ADR.

(Interruptions diverses)

Da gitt emol eng Kéier op Metz kucke wéi dat ass. Do komme Leit um zéng Auer owes nach un d'Rei, well do a 24 Stonnen d'Uerteel muss getraff ginn. Do gëtt d'Uerteel an der Sessioun geholl, d'Richter ginn eraus, komme fénnef Minutten drop erëm zréck, an déi Leit, well dat a Frankräich nach besteet, Arrestation à l'audience, ginn direkt an de

Prisong gestach. Esou fonctionnéiert dat. Dat heescht, Dir klaut een Auto um eelef Auer, um 23 Auer sidd Dir am Prisong fir Joren.

» **M. Xavier Bettel (DP)**. - Besser wéi zwou Joer duerno!

» **M. Patrick Santer (CSV)**, *rapporteur*. - Da probéiert emol eng Kéier. Do kennen d'Affekoten emol den Numm vun hire Clienten net. Déi soen einfach l'inculpé. Da musst Der eng Kéier do e Reportage kucken, Här Bettel, iwwert de System wéi e fonctionnéiert zu Paräis, dat heescht „Paris, onzième chambre criminelle“, et dauert nëmme eng Stonn, an da gesitt Der wéi dat fonctionnéiert.

E Projet elo, dee mat Strofrecht oder mat der Prozedur vun de Stroferichter ze dinn huet, muss a priori zwou kontradiktöresch Prinzipien oder Ziler verfollegen. Et muss een e Mechanismus opstellen, deen eng effikass Kriminalitéitsbekämpfung erméiglecht, sief dat um Fong oder um Niveau vun der Prozedur. Mä op där anerer Säit mussen d'Grondrechter an d'Fräiheete vun alle Bierger net méi genéidegt ginn, wéi dat absolut noutwendeg ass, fir dat Zil ze erreechen.

Mir si mat der Zilsetzung, mengen ech, allegeruents d'accord. Et muss een deen Equilibre hierstellen. Exklusiv déi eng oder déi aner Prémisse vun deem Equilibre opzebauen an déi aner ze vernoléisseg, féiert zu näischt. Mä dësen Equilibre hierstellen ass keng einfach Saach; net nëmme ass den Equilibre prekär, en ass och subjektiv an an der Zäit variabel.

D'Madame Flesch huet dem Här Justizminister virgeworf, hien hätt bei e puer Texter ze wäit geschoss an hie wier am Fong geholl eng Geför fir d'Grondrechter, an dat bei véier Texter, obwuel mer 21 Texter an dëser Sessioun an der Commission juridique diskutéiert hunn. A wann den Här Frieden näischt ënnerholl hätt, da wier him dat virgeworf ginn, a wann hien eppes ënnerhëlt, da gëtt him dat och virgeworf.

Wat de Statsrot ueget, d'Madame Flesch huet den Avis vum Statsrot zitéiert bei de Méthodes particulières d'investigation, deen elo virun zwou Wochen erauskomm ass. Beim DNA-Gesetz hat de Statsrot keng fundamental Problemer vun darselwechter Natur; d'Madame Flesch hat awer Problemer.

(Interruption)

Hat do de Statsrot Onrecht a bei dësem Projet hat e Recht? Oder ass den Equilibre, esou wéi ech et denken, subjektiv ze bemierken? An der Kommissioun hu mer eis bis dato, an ech gesinn net wierklech a firwat dat sech soll änneren, am Detail mat dëser Fro beschäftegt, besonnesch wann et Avisé gouf, net nëmme vum Statsrot, déi drop higewisen hunn, datt e Projet de loi ze vill zu enger oder heiansdo souguer ze vill zur anerer Säit géif tangéieren. Et gëtt wierklech keng Ursach, firwat datt mer eis Aarbechten anescht sollen organiséieren.

Elo sinn ech scho bei der zweeter Fro: Wéi soll een d'Chamber besser un d'Kontroll vum Respekt vun de Grondfräiheeten associéieren? Dat maache mer jo schonns, andeems mer de Projet detailléiert nokucken, obwuel mer de Projet amendéieren. An den Här Justizminister a seng Mataarbechter, déi un der Kommissiounssetzung deelhuele, ginn och wäertvoll praktesch Informatiounen, well eis Amendementer musse jo och an der Praxis hir Friichten droen.

Ech mengen, datt et besser wéi bis elo an der Commission juridique net goe kann, och wa mer eis op verschidde Punkten net eens sinn. Mä d'Aart a Weis wéi mer eis Aarbechten organiséieren an duerchféiere souwéi d'Kooperatioun vum Justizminister a senger Leit kënnen net besser sinn.

Ech hunn awer hei net richteg op déi zweet Fro geäntwert. Déi eigentlech Kontroll vum Respekt vun de Grondrechter a Fräiheete gëtt am Fong vun de Gerichter gemaach. Dës Äntwert ergëtt sech duerch d'Séparation des pouvoirs. D'Gerichter hunn net nëmme d'Strofrecter unzewenden, mä si dinn och d'Grondfräiheete respektéieren, déi an eiser Verfassung, an der Europäescher Mënscherechtskonventioun oder an aneren internationale Konventiounen wéi d'Kannerrechtskonventioun verankert sinn.

An do kommen ech bei den drëtten Punkt vun der Motioun, déi ech ënnerschriwwen hunn, zur Motioun vun der Madame Flesch, «veiller à ce que l'application de ces mesures soit soumise à un usage responsable par le biais d'un contrôle indépendant et impartial approprié». Dee Contrôle indépendant et impartial hu mer, dat sinn d'Gerichter. Mir sollten also an der Kommissioun esou weiderfuere.

An dat sinn och déi zwou aner Punkten, déi zwou aner Tirete vun där Motioun: «veiller dans ce contexte au respect des libertés individuelles (...)»; «veiller à la proportionnalité des mesures (...)». Dat mécht den Här Justizminister andeems hien e Projet de loi abréngt. Dat maache mir an der Kommissioun andeems mer dëse Projet de loi an den Detail mam Här Justizminister nokucken an analyséieren. An et gëtt - dat muss ech awer och betounen - ganz seele Fäll, wou den Här Justizminister net mat eisen Amendementer averstanen ass. Dat muss een awer och hei betounen. Dofir hunn ech déi Motioun ënnerschriwwen, well se am Fong geholl, géif eise President soen, superfétatoire ass, mä ça vaut mieux en le disant, ça vaut mieux en le signant.

(Interruption)

Nach zwou Punkten. D'Madame Flesch huet iwwert den Dateschutz geschwat. Transferte vun Donnéeën ass eppes Normales, dat kann een net anengen. Ech wëll dorober hiweisen, datt déi europäesch Dateschutzdirektiv 95/46, mengen ech, war et, intituléiert ass „Sur la libre circulation des données à caractère particulier et la protection des personnes“ an esou weider, woubäi ee muss nach eng Kéier betounen, datt den Term „Dateschutz“ dee falschen Term ass. Et geet hei net dorëm, Daten ze schützen, mä Leit ze schützen, deenen hir Daten traitéiert ginn. Mä bref, et ass méi kuerz, méi bündeg.

Do wëll ech awer op eng Saach hiweisen. Mir hunn zu Lëtzebuerg, mir hunn an der Europäescher Unioun Bestëmmungen iwwert den Dateschutz. Dat gëtt et awer net an all Land esou. Ech erënneren lech un d'Affär Swift, eng belsch Firma, déi ënner belschem Gesetz regéiert gëtt, mä: Wou sinn d'Serveuren? D'Serveure sinn an Amerika. Do kënnen dann ënner de Patriot Acts d'Polizisten oder d'Justizautoritéiten ausens large du terme drop zréckgräifen.

En anert Beispill, Blackberry. D'Serveure sinn zu London an an Amerika. An dofir huet de franséische Geheimdéngscht en Avis négatif ginn, datt d'franséisch Regierungsbeamten, op d'mannst déi héijer Beamten an d'Ministeren, vun hirem Blackberry Gebrauch maachen, well se do Donnéeën géifen dann an Amerika transferéieren ouni ze wëssen...

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG)**. - Meng Donnéeën kann den amerikanesche Geheimdéngscht roueg kréien.

» **M. Patrick Santer (CSV)**, *rapporteur*. - Ech mengen, meng och. Da si mer schonn zu zwou.

(Interruptions)

Mä ech wëll den amerikaneschen Autoritéiten awer dowéinst kee Blankoscheck ginn, andeems ech dat soen.

Do muss een awer oppassen. D'Donnéeën ginn an Europa geregelt. D'Donnéeën transferéieren awer esou séier an esou grouss Quantitéiten, datt een do mat Gesetzer eis zu Lëtzebuerg an an Europa net ëmmer kann hëllef.

Doriwwer eraus - leschte Punkt - kann een awer och d'Fuerderungen...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président**. - Här Gira!

» **M. Patrick Santer (CSV)**, *rapporteur*. - ...un d'Police- an d'Justizautoritéite vu parteipolitescher Säit ni genuch uprangeren. 200 méi Polizisten an enger Stad oder an enger Gemeng, Kameraen hei, Kameraen do, nom Motto «Les promesses n'engagent que ceux qui y croient», dat soll een och uprangeren, wann ee iwwert d'Gläichgewichtung vun deenen zwou grouss Fundamenter Kriminalitéitsbekämpfung a Mënscherechter schwätzt.

Et kann een dann net am Wahlkampf soen: Dir kritt alles, wann Der wëllt. Dir kritt elo e Polizist just virun Ärer Strooss, dee kontrolléiert. An duerno seet een: Et sinn ze vill Polizisten do. Et muss een och am Wahlkampf, wann ee mat de Leit schwätzt, en Equilibre halen an d'Leit och drop sensibiliséieren, datt et Grondrechter gëtt, déi net ëmmer, solle mer soen, eng Verhënnung vun der Kriminalitéitsbekämpfung duerstellen.

An et soll een emol wäit ewech vun deem Prinzip goen, deen den Edgar Faure ëmmer gesot huet: «Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent.» Et kann een net op där enger Säit dat eent soen an op där anerer Säit dat anert. Dofir wäert ech d'Motioun stëmme, obwuel ech...

(Interruptions diverses)

Genau, hutt Der och héieren, wéi dat esou funktionéiert bei anere Kollegen?

(Hilarité)

Dofir wäert ech déi Motioun stëmme, obwuel dat wierklech meng Attitüd, an ech mengen och dem Här Justizminister seng Attitüd, net wäert änneren. Well meng ass et - an ech wëll net am Numm vun Här Justizminister schwätzen, dat wäert en dann duerno kënnen maachen -, meng Attitüd...

(Interruption)

Här Bettel, do ass de Risiko ganz kleng.

(Interruptions)

Et soll een ni ni soen, mä de Risiko ass gradso grouss, datt ech eng olympesch Medail gewonnen.

(Hilarité)

» **Une voix**. - A wéi enger Discipline?

» **M. Patrick Santer (CSV)**, *rapporteur*. - Laquelle vous voudrez.

An dofir wäert ech déi Motioun stëmme, well déi nach ëmmer menger Attitüd géif gerecht ginn an et ass wéi wann ech se geschriwwen hätt. Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**. - Très bien!

» **M. le Président**. - D'Wuert huet elo d'Madame Lydie Err.

» **Mme Lydie Err (LSAP)**. - Här President, Här Minister, ech wollt ganz kuerz an dëser Debatt intervenéieren, andeems ech ufänke mat deem, wat de Félix Braz hei gesot huet, dass e gudde Rapport wéi deen, deen eis virläit, eigentlech grouss Diskussiounen iwwert de Rapport iwwerflësseg mécht. Wat ee misst maachen, ass kontrolléieren, ob dee gudde Rapport an déi komplett Motioun, déi sécherlech hei gestëmmt gëtt, an der Praxis ëmgesat ginn.

Et ass viles ze soen an ervirzesträichen, notament de Conseil supérieur vun der Magistratur an den Tribunal d'application des peines. Dat eleng sinn zwou Programmpunkten, déi dat an zwou Reien zesumme faassen, déi sécherlech seriö Aarbecht während laange Méint, wann net Jore viraussetzen, och dann, wann ee sech iwwert de Prinzip vun deenen Institutiounen eens mécht.

Och aner Saache wéi d'Maison-d'arrêt, wou d'Prévenuen indépendant wäeren, keng Mineure méi am Prisong, d'Formatioun vun de Gardienen, d'Domiciliatioun vun de Prisonnierer, fir hir sozial Rechter ze sauvegardéieren an Ähnleches, a last but not least den Opferschutz sinn alles Punkten, déi ernimmt gi sinn a wou mer dann elo musse kucken, wou mer hannen erauskommen, wou mer am Fong an der Praxis kënnen eppes änneren, well bei den Iddien ass heibannen e ganz grouss Konsens feststellen.

Ech wollt iwwer zwou Saachen eng Remarque maachen. Éischtens iwwer eppes, wat mäi Kolleg, den Alex Bodry, schonn ugeschwat huet, an zwar d'Zuel vun den Affären, déi am Pénal klasséiert ginn. Dat sinn der anscheinend 6.530, an dat géif eng Augmentatioun duerstellen an Zäit vu fénnef Joer vun 20%.

Meng Meenung ass - an ech denken, dass ech domadder net eleng stinn -, dass ganz oft déi klasséiert Affären, wou keng Motivatioun, keng Informatioun vun de Leit passéiert, dozou bäidroen, dass d'Leit e Gefill kréien, um Niveau vun de Gerichtsbarkeete géif net alles traitéiert ginn, wéi et dat géif méritéieren. Zu Recht oder zu Onrecht, sief dohigestallt, mä dat ass sécherlech kee gutt Gefill, wann een eng Plainte gemaach huet, déi am Fong e Fait pénal duerstellt, wou eng Enquête gemaach gëtt a wou dann herno finalement näischt derbäi erauskënnt. Dat mécht engersäits d'Leit onzufrieden, dat mécht sécherlech och d'Enquêteuren net glécklech, déi sech soen, dass si ganz vill Aarbecht maachen, bei där awer heiansdo an der Praxis net ganz vill erauskënnt.

Ech denken, dass et u sech bedauerlech ass, well och kleng Incivilitéiten an Infractiounen, wou net onbedéngt en enormen Trouble à l'ordre public ass, droe bäi zum Sécherheetsgefill wat d'Leit kënnen hunn. An ech bedauern an deemselwechten Zesummenhang, dass am Fong trotz där Motioun, wou drasteet, dass mer Peinealternativen hunn, déi net genuch gesat ginn. Ech schwätzen notament vun der Médiation pénale. A wann een déi Zuele vun den Affären, déi an d'Médiation pénale geschéckt ginn, vergläicht mat der Augmentatioun vun den Affären, déi klasséiert ginn, da versteeet een a sech net, firwat en Instrument, wat existéiert, net gebraucht gëtt.

D'Zuele vun de Klassementer ginn an d'Luucht an d'Zuele vun den Affären, déi iwwert d'Médiation traitéiert ginn, ginn erof. Dat ass eigentlech eng Onlogik, an ech géif et begreissen net nëmme, wann dat Ge-

setz vun 1999 iwwert d'Médiation pénale, wat an der Praxis wéineg Uwendung féint, géif kënne ëmgeännert ginn, fir et besser unzepassen, mä virun allem och, wann an deenen Affären, wou e Klassement kënnt, wéinstens een Akt, eng Réponse vum Parquet géif kommen.

Dat kënnt e Bréif sinn, wou d'Leit drop higewise ginn, dass se eppes gemaach hunn, wat contraire zum Gesetz ass a wat net an der Rei ass, dass et ubruecht wär, dass du moins eng Entschëllegung géif stattfannen, oder e Rappel à l'ordre, oder, oder. Mä ech fannen, dass et eigentlech ongesond ass, dass et an eisem Rechtssystem méiglech ass, dass déi dote Saachen, dass e ganze Koup Affären - 6.500 d'Joer - eigentlech ouni Suite quelconque bleiwen, ouni dass d'Leit doriwuer informéiert ginn.

An deemselwechten Zesammenhang ass am Rapport och gesot ginn, dass de Parquet oder de Parquet général - dat weess ech elo net méi - recommandéiert huet, d'Médiation pénale en matière de violence domestique anzeféieren.

De Rapporteur huet dat net a senger Motion iwwerholl. Ech mengen, dass dat ze begréissen ass, well zu Lëtzebuerg d'Médiation pénale nëmme an enger Procédure préliminaire an nëmme a Fäll de moindre importance, haaptsächlech mat Mineuren, ugewannt gëtt.

An engem Moment wou d'Violence domestique massiv zu Lëtzebuerg an d'Luucht geet, wou d'Gesetz iwwert d'Violence domestique ufängt seng Suiten ze weisen, mengen ech, wär et wierklech net ubruecht, duerch d'Aféierung vun der Médiation pénale an dëser Matière ze demonstréieren, dass et sech géif ëm eng Infraction mineure handelen.

Zur Violence domestique awer, Här Minister, am Fong eng Fro, an domadder wär ech dann och scho bal um Enn vun deenen zwou Iddien, déi ech hei wollt soen. Ech stelle fest mat den Zifferen, déi gëschter an der Commission de l'égalité ausgedeeelt gi sinn, dass d'Zuel vun den Interventiounen en matière de violence domestique an d'Luucht geet, dass 35 Expulsiounen am Mount gesprach ginn, dat heescht, eppes méi wéi eng d'Woch. Mä wat mech erstaunt, ass de Prozentsaz téschent den Interventiounen engersäits an den Expulsiounen anerersäits.

Bei 409 Interventiounen ass d'Zuel vun den Expulsiounen, déi grosso modo an déi 50% war an deenen éischte Joren, erofgaangen op 44%. Ech hu scho gelunge fonnt, dass an deene 50% vun de Fäll, wou eng Intervention stattfënnt - an ech weess et, well Leit mech perséinlech drop ugeschwat hunn -, dass do net wann d'Demande ass, och ouni dass se formell a Form vun enger Plainte formuléiert gëtt, eng Expulsioun fir d'Sécherheet vun den Opfer, provisoersch jiddefalls, virgeholl gëtt, sou dass d'Leit dann trotz dem spezielle Gesetz, dat mer hunn, wéinst enger Appréciation vun den Agenten op der Plaz obligéiert sinn, déi klassesch Prozeduren anzeschloen. Ech denken, dass dat net den Zweck war vum Gesetz iwwert d'Violence domestique.

Ech sinn iwwregens net eleng am Fall. Ech hu mat Kollege geschwat, déi och an deem Domän do schaffen. Et ass relativ kloer, dass d'Agenten op der Plaz eng Appréciation maachen an d'Victimen nach froen: Mengt Dir da wierklech elo, dass mer sollen den Auteur vun de Violencen hei erausloossen? Da kënnt Der lech jo virstellen, dass dat eng ganz delikat Affär ass.

Et ass iwwregens eng vun den Ursaachen, firwat mer dat Gesetz gemaach hunn: fir eben net de Victimen och nach d'Charge ze loossen, fir selwer eng Décision ze huelen, an enger schwiereger Familjesituatioun am Fong nach e Schwierigkeetsgrad derbäizesetzen. Ech wier frou, wann dat dote kéint analyséiert ginn a gekuckt gëtt, ob dat Gesetz do esou applizéiert gëtt, wéi et gemengt ginn ass, fir dass et säin Zweck net verfeelt, dat heescht, dass mer déiselwecht Faiten an aneren Affaire-pénalen erëm-fannen an domadder eis Geriichter wierklech onnéideg iwwerlaaschten.

» M. le Président. - Merci, Madame Err. Als leschte Riedner ass nach den honorabelen Här Mehlen ageschriwwen.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Här Präsident...

(Interruption)

» M. le Président. - Sou! Loosse mer den Här Mehlen elo seng Ausféierung maachen. Ganz kuerz, Här Mehlen, well Dir hut net vill Zäit.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Jo, d'Auer leeft schonn déi ganzen Zäit, wou hei geschwat gëtt.

Här President, ganz kuerz. Ech wollt vun deene knapps zwou Minutten, déi mer hunn, profitéieren, fir een Aspekt ze belichten, dee mir perséinlech ganz um Häerz läit. Mir wëssen, dass d'Drogekriminalitéit hei am Land e groussen Deel vun den Delikter duerstellt an och zur Onsécherheet hei am Land bäidréit. Dat ass engersäits sécher den Drogenhandel, mä mir wëssen op där anerer Säit, dass d'Beschafungskriminalitéit e grousse Volet vun deem ganze Problem do duerstellt. Mir wëssen, dass ganz vill Drogekranke, déi och nach fir sech vläicht net géife kriminell ginn, zu Kriminelle ginn, well se keen anere Moyen gesinn, fir hire Konsum ze finanzéieren an doduerch stroffällig ginn, dass se Leit iwwerfale, dass se abriechen an ech weess net wat nach alles veranstalten.

Mir wëssen aus Erfahrung, dass bis elo d'Repressioun eleng - a bis elo hu mer nach net vill weider gemaach - net zum Erfolleg féiert. D'Preventioun an deem Secteur misst dohinner féieren, dass mer déi Leit géifen en charge huelen, dass mer hinne géifen op eng adequat an intelligent Aart a Weis hëllefen, souguer wa mer hinnen hire Konsum op eng propper Aart a Weis géifen zur Verfügung stellen, bis dass mer se vläicht eng Kéier erauskréien.

An der Schwäiz sinn do a Modellversucher ënner Observatioun vun enger Universitéit exzellent Resultater erreecht ginn. Enner anerem ass d'Beschafungskriminalitéit praktesch op null erofgaangen. Et wär absolut noutwendeg, dass mer dee Volet do op déi Manéier géifen upaken.

Ech a meng Fraktioun kënnen nëmme bedauern, dass d'Chamber scho viru Joren hei an engem Débat d'orientation recommandéiert huet, dass ee soll an déi Richtung goen, an dass bis elo ëmmer nach nëmme driwwer geschwat gëtt an näischt geschitt.

Här Minister, do hätt Der mat Ärem Kollege vun der Gesondheet zesumme wierklech e Feld, wat ee kéint beakeren, wou mer ganz sécher en Deel vun der Kriminalitéit ouni Weideres ewechkrieten. Enner dem Stréch rechent et sech. Déi Etüd huet erginn, dass et méi bëlleg gëtt fir de Stat, wann een an déi Richtung geet, wéi wann een nëmme mat Repressioun schafft an domat dem Drogenhandel seng Geschäftsgrundlag entzitt. Dann hätt d'Police och e bësse méi Zäit, fir sech vläicht op aner Felder ze konzentréieren, well hei geet jo awer enorm vill Zäit drop. A mir hunn e Surpeuplement vum Prisonsong, dee guer net misst sinn.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Sou. Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Generaldiskussion ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den zoustännege Minister, den Här Luc Frieden.

» M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Fräiheet, d'Sécherheet an de Rechtsstat stäerken, dat waren am Fong ëmmer déi dräi Haaptobjektiver, déi ech mer a menger politescher Aktioun als Justizminister gesat hunn an déi ech och konsequent an deene Joren ëmgesat hunn; ech géif souguer bal soen, wann ech dee leschte Volet derbähuelen, och virdu schonn an der Period, wou ech an der Commission juridique an der Commission des Institutions vun der Chamber war.

Déi Ziler hunn also net geännert. An ech hunn et och ëmmer eng besonnesch Erausforderung fonnt, grad an dëser Finktioun an der Regierung kënnen déi dräi Voleten do - Grondrechter, Sécherheet a Rechtsstat - virunzebréngen. Well si sinn am Fong d'Fundament vum Zesummeliewe vun de Mënschen an eiser Demokratie.

Dat ass net ëmmer eng einfach Aufgab. Dat ass eng Aufgab, wou ee weess, dass ee kritiséiert gëtt, mä et ass, fannen ech, eng schéin Aufgab, well et ouni si net méiglech ass, an der Gesellschaft d'Zesummeliewe ze assuréieren. Well d'Zesummeliewe fonctionnéiert, no menger Opfaassung, nëmme dann, wann och d'Mënschen, déi an där Gesellschaft liewen, sech u Regeln halen. Do wou déi Regeln net respektéiert ginn, muss de Stat mat senger Autoritéit agräifen, fir déi Regeln erëm hierzestellen.

Ech hätt gär, dass d'Fräiheet vun deenen éierleche Leit am Kader vun deene Regele ka respektéiert ginn. Déi Fräiheet kann nëmme ausgeübt ginn, wa Sécherheet besteet. An do huet de Stat mat der Hëllef vu sengen Organer, wéi Polizei, wéi Geriichter, wéi och zum Deel aneren, eng Grondaufgab. Et ass fir déi, wou mir astinn. Et ass fir déi, wou mir eis asetzen. Et gëtt keng absolut Fräiheet. Et gëtt och keng absolut Sécherheet. Et ass ëmmer an deem Kader, wou ee muss op déi eenzel Voleten agoen.

Ech sinn dankbar fir deen Débat d'orientation, deen de Mëtten hei stattfonnt huet. Dräi

an eng hallef Stonn, déi am Fong déi Politik op deene ganz groussen Zich confirméiert hunn, déi ech zënter Joren dierf an der Regierung heifir maachen. 86 Säiten, an deenen ech wéineg fonnt hunn, wat anescht ausgesäit wéi dat, wat och meng Zilsetzung ass. Duerfir wëll ech der juristescher Kommissioun, a virun allem hirem President a Rapporteur Patrick Santer, Merci soe fir eng komplett, sachlech, kompetent Auseansetzung mat engem komplexen Thema, wou een erëm eng Kéier gesäit, dass d'Sécherheitspolitik e Ganzt ass.

D'Tatsaach, dass an deem Bericht d'Strofjustiz, d'Police an de Police gemeinsam behandelt ginn, ass richtig. Et ass awer och déi nämleche Philosophie, déi de Statsminister bei der Regierungsbildung dozou geleet huet, fir och déi dräi Kompetenzen an eng Hand ze ginn, well si hänke ganz enk mateneen zesummen.

Ech hunn de Mëtten intensiv nogelasschert. An ech mengen, viles vun deem, wat hei gesot ginn ass, ass hëllef-räich. Ech hunn, muss ech soen, mat Erstaunen d'Haltung vun der Spriecherin vun der Demokratescher Partei hei héieren. Ech hunn d'DP net erëmkennt an deem, wat d'Madame Flesch gesot huet, well et net konform ass mat deem, wat ech mat de Kollegen aus der DP an där viregter Regierung grad an dësem Beräich, wou se mech ëmmer ganz staark ënnerstëtzt hunn, gespuert hunn.

(Interruption)

D'Madame Flesch huet gesot: Dem Justizminister Frieden seng Prioritéit ass d'Sécherheet. Jo, dat ass richtig. Dat ass meng Prioritéit. An ech wäert déi soulaang maachen, wéi d'Lëtzeburger an de Statsminister mer déi Aufgab weider uvertrauen. Well et ass eng wesentlech Voraussetzung, fir dass mer kënnen a Fräiheet friddlech a mat Liewensqualität an dësem Land zesummeliewen.

An ëmmer erëm, wann ech a menger anerer Qualität als Trésorsminister duerch d'Welt reesen a mat Investisseure schwätzen, gradesou wéi iwwregens de Wirtschaftsminister, da gëtt ganz oft gesot, wann et ëm d'Lokalisatioun vu Betriber geet, dass ee vun de Facteuren, firwat se och zu Lëtzebuerg hir Betriber usiedelen, dee vun der Sécherheet ass. Well Lëtzebuerg ass e sécher Land am internationalen an och am europäesche Verglach. D'Stad Lëtzebuerg, an där ganz vill Betriber sinn, ass no internationale Studien, déi gemaach gi sinn, eng vun de séchersten Haaptstied an Europa. Dat ass e komparativen Advantage, och an der Wirtschaftspolitik. Duerfir muss ee sech asetzen. Duerfir muss ee mat deenen Instrumenter schaffen, déi een huet.

Elo ass et richtig, dass an engem klengen Raum d'Thema vun der Onsécherheet méi séier och duerch kleng Phenomeener geschaf gëtt; och duerch d'Mediatisierung, déi zu Lëtzebuerg grad bei klengen Delikter a klengen kriminellen Dote vill méi grouss ass wéi am Ausland. An eisem Land kommen an nationalen Zeitungen a Radioe *Faité vir*, déi am Ausland guer keng Opmierksamkeit fannen, oder héchstens an enger regionaler Press. Doduerch gëtt dat vill méi oft en Thema, mä wann een objektiv matenee vergläicht, dann ass eist Land wäit aus méi sécher, an dat ass d'Resultat vun enger konsequenter Politik.

Och d'Kriminalitéit, wann een d'Statistike kuckt - Statistik ass net alles, mä et ass ëmmerhin ee Facteur, dee wesentlech ass -, da gesäit een, dass d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore stabel war, en fait réckleefeg, well déi Stabilitéit an de Chifferen, déi muss een zesumme gesi mat enger zolitter Augmentatioun vun der Zuel vun de Leit a vun de Betriber am Land während där gläicher Zäit. An trotz Augmentatioun vun der Zuel vun de Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, ass d'Kriminalitéit net eropgaangen.

Trotzdem muss een ëmmer um Ball bleiwen, well een ëmmer erëm nei Phenomeener entdeckt. D'Kriminalitéit ännert sech, d'Kriminalitéit déelopéiert sech, an duerfir muss een och permanent d'Instrumenter upassen, déi een huet.

Duerfir géif ech just gäre kuerz zu deenen dräi Voleten nëmme e puer Remarque maachen, wësend, dass et onméiglech ass, an dëser Debatt op all déi Voleten anzegoen, déi méritoirement am Rapport vun der Commission juridique vum Deputéierte Patrick Santer erausgestrach gi sinn.

Ech géif fir d'éischt wëllen e Wuert soen zur Polizei. D'Realisatiounen, déi d'Police am Beräich vun der Sécherheet an deene leschte Jore gemaach huet, si wesentlech. Ech géif hei och wëllen, well dat de Mëtten am Fong wéineg gemaach ginn ass, deem grouse Corps vun der Police Merci soe fir

dat, wat si am Dëngscht vun de Lëtzebuerger an deenen anere Leit, déi hei am Land liewen a schaffen, Dag an, Dag aus maachen.

Dat ass net ëmmer eng einfach Aarbecht. Dat ass besonnesch eng schwierig Aarbecht an der Nuecht, moies fréi, wa se net ëmmer mat agréabelen an oppen Äerm empfaange gi vun deenen, deene se musen erklären, dass d'Gesetz net respektéiert ginn.

Ech mengen, mir kënnen stolz op si sinn, a si kënnen stolz sinn op hir Aarbecht, déi se am Dëngscht vum Land maachen. Mir kennen d'Schwierigkeeten, déi se hunn, a mir spieren déi Schwierigkeeten, déi se hunn, och mat. Si wëssen awer och, dass se an deene leschte Joren eng zolidd Ënnerstëtzung vun der Regierung kritt hunn.

Ech wëll drun erënneren, dass an där Zäit 2000 bis 2007 d'Police netto 286 Leit bäikritt huet. Wann ech netto soen, heescht dat, Astellunge waren et der ronn 500 minus Départan a Pensiounen, da kënnt een also op bal 300 Leit, déi d'Police bäikritt huet an deene Joren. Dat war wesentlech fir eng ganz Rei Aufgaben ze maachen. Déi Aufgabe sinn net alleguerten, wéi dat heiansdo ugefouert gëtt, just uewen un der Spëtzt gemaach ginn, mä et gëtt ganz vill regional Servicer, et gëtt ganz vill national Servicer vun der Police, déi wesentlech sinn, fir dass mer an der Sécherheet weiderkommen.

Ech denken u Servicer vun der Police wéi d'Stroosspolice, d'Verkéierspolizei also, oder d'Flughafepolizei, déi mer och an deenen nächste Joren nach wesentlech musen ausbauen, fir dass eise Flughafen internationale Sécherheitsstandarden och weiderhi wäert entsprechen. Ech denken u d'Kriminalpolizei, déi an der schwéierer Kriminalitéit muss täteg sinn a wou mer vill Rekrutementer gemaach hunn. Déi gesäit een net op der Strooss, mä wa mer déi net gehat hätten, da wär d'Police net esou effikass gewiescht, wéi dat bis elo de Fall war.

Selbstverständlech muss mer och, an dat ass och mäi Wëllen an ech hunn dat och an Optrag ginn, an deenen nächste Joren dofir suergen, dass mer niewent den nationalen a regionale Servicer och zousätzlech d'Präsenz vun der Police an deene lokale Kommissariaten, sief dat d'Centres d'intervention oder d'Commissariats de proximité, erweideren. An dat wäerte mer maachen, mä dat kann een net vun haut op muer maachen, an et kann een och net dat eent géint dat anert ausspülen.

D'Police de proximité an d'national oder d'regional Servicer mussen Hand an Hand schaffen, a ganz oft, wann och déi lokal Servicer net nokommen, da kommen déi regional hëllef, an déi Chifferen, déi ech der Chamber schonn a parlamentareschen Ufroe matgedeelt hunn, beweisen, dass mer an de Regionen, an de regionale Servicer, esou wéi dat och am 99er Gesetz virgesi war, ganz vill Leit zousätzlech ginn hunn.

Meng Iddi ass et, dass mer an deenen nächsten dräi Joer, iwwer eng Period vun dräi Joer - déi brauch een - déi eenzel Commissariats de proximité vun haut véier op fënnf Leit erweideren - dofir brauche mer awer eng ronn 40 Polizisten, wann een dat iwwert d'ganz Land mécht - an dat mer och d'Centres d'intervention iwwert déi nächst dräi Jore wäerte verstärken.

Wa mer pro Joer dat do wëlle maachen, iwwer e puer Joer gestreckt, da muss mer pro Joer netto eng 50 Leit astellen, a fir 50 Leit anzustellen, muss mer der en fait 85 astellen. An duerfir ass och net déi licht Solutioun fir ze soen, ma da stelle mer d'nächst Joer 300 Leit an, well mir hätte gäre Quantitéit a Qualitéit. Mir hätte gäre, dass déi Leit uerdentlech forméiert ginn fir déi schwierig Aufgaben, déi op se waarden.

En fait, wat ech wëll maachen, ass mat Determinatioun weiderfuere mat der Astellungspolitik, déi mer bis elo am Beräich vun der öffentlecher Sécherheet gemaach hunn. Ech wäert de Kollegen an der Regierung am Kader vum Budget 2008 diesbezüglech Propositionen maachen. Ech wäert de Message vun der Chamber an deem Beräich mathuelen, dass dat hei eng vun de Prioritéiten och vun der Chamber ass. Ech sinn dankbar fir déi Ënnerstëtzung, déi ech an deem Beräich haut hei an der Chamber partiiwwergräifend kritt hunn, och wann ech

op verschidden Nuancen herno nach eng Kéier wëll zrëckkommen.

D'Aufgab vun der Police kann et net sinn, all Strooss, all Haus, all Plaz ze iwwerwaachen. Dat heescht net, dass d'Police net muss méi um Terrain sinn, mä et gëtt Limiten an der polizeilecher Aarbecht, egal wéi vill Leit een huet.

Mir hunn haut eng grouss Police vu schonn ongeféier 1.500 Polizisten. Mir wäerten den Effectif légal héije missen, esou wéi dat och de Mëtteg ugeklongen ass, mä d'Aufgab zum Beispill, Gebaier ze bewaachen, Spillplazen ze bewaachen oder aner öffentlech Plazen, dat muss och an enger moderner Déngschtleeschungsgesellschaft zum Deel vun aneren assuréiert ginn.

Duerfir stéiert et mech net, wann op verschiddene Plazen esou Aufgaben entweder vu Gemengebeamte gemaach ginn oder vu private Sécherheitsfirmaen. Ech wëll net, dass déi d'öffentlech Raim am Allgemengen iwwerwaachen. Déi kënnen net d'Groussaass an der Stad iwwerwaachen, mä déi kënnen awer sécherlech eng Spillplaz am Park oder eng Sportshal während verschiddene Stonne souwéi privat Gebaier och iwwerwaachen.

Et muss also eng Rollenopdeeling ginn tëschent der staatlecher Funktioun vun der öffentlecher Sécherheet an der Gemengen-respektiv der privater Missioun, déi limitéiert muss sinn op engersäits Gemengereglementer an anerersäits op Gebaier, also eng méi statesch Sécherheitsmissioun.

An deem Kontext sinn ech d'accord a féieren och doriwwer schonn eng Zäitche Gesprécher mam Här Innenminister, fir dass d'Agents municipaux kënnen am Beräich vun de Gemengereglementer verschidden zousätzlech Kompetenze kréien.

Ech hunn hei verstanen, dass keng Fraktioun der Meinung ass, dass mer dorauer sollen eng Gemengepolice maachen. Ech hu verstanen, dass keng Fraktioun der Meinung ass, dass déi Gemengebeamte sollte Waffe kënnen droen. Dat heescht, mir mussen also kucken, ob mer hinne vläicht de Pouvoir ginn, Avertissement-taxéen oder esou eppes Ähnlech ausstellen. Et ass also nëmmer eng ganz limitéiert Erweiterung, déi hei gewënscht ass, an ech wëll hei soen, dass ech mam Syvicol doriwwer wäert an deenen nächste Wochen e Gespréich féieren. De Syvicol huet sech och diesbezüglich u mech gewannt.

Ech wollt de President vum Syvicol aus aneren traurege Grënn an deene leschte Wochen net och heimadder belauschten. Ech wëll awer an deenen nächste Wochen dat Gespréich féieren. Ech mengen, déi Debatt vun de Mëtteg huet eis an deem Dossier Kloverheet verschaf, dass all d'Fraktiounen dat plus ou moins d'nämlecht gesinn.

Et geet awer net duer, dass mer d'Personal opstocken. Mir mussen och...

(Interruption)

» **M. le Président.** - Här Jaerling, Dir hutt Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här Minister, am Zesummenhang just mat de Gemengebeamten hat ech lech virdrun eng Fro gestallt. Ech weess net, ob Der se matkritt hutt. D'Fro ass nämlech déi, dass mer zu engem bestëmmten Zäitpunkt gesot hunn, et géif e Gesetz kommen iwwert d'Attributiounen vun de Gemengebeamten, déi do am Fong d'Aarbecht elo vun de Pecherte maachen. Elo sot Der, si kéinten iwwer Gemengereglementer Moyené kréien, fir Avertissements taxés ze maachen. Dat ka jo net sinn. Ech mengen, déi Moyenen, déi hu se jo elo schonn.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Neen, ech hu mech...

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Mä kënt ee Gesetz oder kënt keent, an a wat fir eng Richtung geet et? Well dat, wat Der elo gesot hutt, dat geet awer kloer a Richtung erëm eng Kéier vun enger paralleller Polizei. Dat ka jo awer net den Zweck sinn.

» **M. le Président.** - Här Jaerling, mir hunn Är Fro verstanen.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, ech schéng mech schlecht ausgedréckt ze hunn, well et ass selbstverständlech, wann déi Agents muni-

cipaux och nëmmer eng kleng zousätzlech Kompetenz kréien am Kader, deen ech elo grad tracéiert hunn, dass dat eng Gesetzsanterung verlaangt.

Meng Remarque op d'Gemengereglementer war, dass ech gesot hunn, ech gesinn déi Agents municipaux nëmmer täteg sinn am Beräich vun der Iwwerwaachung vum Anhalen vun de Gemengereglementer. Mä hir Kompetenze mussen selbstverständlech an engem Gesetz fixéiert ginn.

Ech kommen zrëck zu menger Remarque dee Moment wou ech ënnerbrach gi sinn. Déi war fir ze soen, dass et net duergeet mat personellem Renforcement. Dee wëlle mer maachen, dat ass näischt Neies. Dofir soen ech och, an der Motioun steet viles, wat mer maachen, wat eng Ënnerstützung ass fir virunzefueren. Ech sinn do op enger Linn mat der Generaldirektioun vun der Police an iwwerregens och mat der Polizeigewerkschaft. Mä mir brauchen och technesch a juristesche Moyenen, déi d'Polizei aarbecht verbesseren.

Mir hunn an deene leschte Joren, an dat beweisen d'Budgetszifferen, déi technesch Moyené vun der Polizei wesentlech verbessert. Hir Equipementer si méi professionell ginn, si kënnen méi séier a besser intervenéieren. Ech mengen och, dass hir Formatioun permanent ugepasst gëtt. Quitte dass een och do nach kann déi eng oder déi aner Verbesserung maachen, well dat ass eppes, wat permanent an Evolutioun ass.

Mä et muss een der Police och d'juristesche Elementer ginn, fir kënnen ze intervenéieren. Et geet net, dass mer soen, mir hätte gär en sécher Ëmfeld, an da soe mer awer, direkt wann den Text kënt wou mer der Police wëlle Mëttele ginn, fir kënnen am Rechtsstat, dat heescht an engem kloer juristesche Kader ze intervenéieren: „Neen, neen, do si mer dergéint. Hei ginn d'Grundrechter vun de Bierger a Klammere gesat.“

D'Tatsaach, dass de Statsrot zu engem Thema eng Meinung huet, heescht net, dass doduerch déi Meinung automatesch sécher ass. Et gi Leit am Statsrot, déi hunn eng Meinung, déi ech op verschiddene vun deene Projeten net deelen. Dass dat lech arrangéiert, wann do e puer erliberal Meinungen an Avisen zu deene Gesetzesprojeten hire Reflet fannen, an dass d'DP dorober spréngt, dat ass hiert gutt Recht. Dat heescht awer nach net, dass ech duerfir muss absolut déi Meinung deelen.

An ech muss soen, dass ech an deene Projeten, déi d'Madame Flesch hei opgezielt huet, drop halen, dass mer op deem Wee weiderginn, fir der Police déi Mëttele ze ginn, déi am Rechtsstat noutwendeg sinn, fir dass se kënnen an engem kloer juristesche Kader agéieren.

D'Madame Flesch huet gesot, si hätte gréisser Problemer bei véier Texter - fir dat ze illustréieren wat se wollt soen am Kontext vun dem Gläichgewicht tëscht Fräiheet a Sécherheet -, a si huet opgezielt: d'ADN-Gesetzgebung, déi sougenannte Méthode de recherche particulière wat d'Infiltratioun ass vu Polizeiangenten am kriminelle Milieu. Si huet als drëtt Beispill zitéiert d'Fouilles de véhicules, dat heescht wann d'Police kann d'Mall vun engem Auto opmaachen. An dat véiert ass den Accès vun der Police zu verschiddenen Datebanken.

Ech fannen et ganz interessant, dass d'Madame Flesch déi dote Beispiller genannt huet. Well ech si fest dovun iwwerzeegt, dass, wa mer an deenen dote Matière nëmmer zu Lëtzebuerg gemaach hätten oder géife maachen, mer an der Poursuite vun deenen Objektiv, déi ech genannt hunn, zu deenen d'Sécherheet an de Rechtsstat gehéieren, e risegen Nodeel par rapport zu eisen Nopeschlänner gehat hätten an d'Polizei aarbecht oneffikass gemaach hätten.

D'Madame Flesch huet selwer gesot, et muss een déi Texter no dräi Kritäre jugéieren. A wann ech dat richteg matkritt hunn, huet si gesot, mir mussen d'Effikassitéit kucken, d'Proportionalitéit a mir brauchen ugepasste Kontrollen.

Mä genau dat hu mer gemaach. D'Effikassitéit, d'DNA, och bei de Fouilles de véhicules: Et stéiert mech absolut net, dass an engem Auto, dee sech beweegt, wou d'Police am Kader vu Kontrolle kuckt, ob sech doran net Waffen oder Droge fannen, dass déi do kann den Auto opmaachen, well fir mech ass a bleift de Véhicule, den Auto eppes wesentlech aneschtens wéi d'Privatpropriétéit, wéi d'Haus, wou d'Police selbstverständlech nëmmer kann ënner ganz spezifische gerichtlechen Autorisatiounen erageen.

Mä och do nach hunn ech dat Gesetz gemaach fir de Rechtsstat ze stäerken, well an all deene Regierunge virdrun, och an deene wou d'Demokratesch Partei war, gouf dat do

gemaach ouni cadre juridique, an dat hunn ech net gutt fonnt.

Ech géif gär hunn, dass, wann d'Police dat mécht, se weess, a wéi enge Fäll se et ka maachen, a wann dat herno viru Geriicht gebraucht gëtt, déi Preuve, dee Beweis, dee se am Auto fonnt huet, dass deen dann och viru Geriicht e Beweis ass opgrond vun deem en Täter kann iwwerféiert ginn. An duerfir muss een net d'ärselwechter Meinung sinn. Duerfir hunn ech an deem Text festgehalten. En ass jo och herno mat Unanimitéit hei gestëmmt ginn. E wär nach besser gewiescht, wann en an där éischer Versioun komm wär, mä ech fannen d'demokratesch Debatt ass noutwendeg an duerfir, wann een do deen Text e bësse manner wäit goe gelooss huet, dann ass en nach ëmmer a senger Effikassitéit do. Duerfir sinn ech frou, dass mer deen Text bäibehalen.

ADN: Et ass wesentlech haut an der Opklärung vu Strofdoten, vu schlëmme Strofdoten, vu Vergewaltungen, vu Morden, dass mer en uerdentlech DNA-Profil-Gesetz hunn. All déi aner Länner ronderëm eis hunn et. Mir hunn eng Vernetzung vun den DNA-Datenbanken am Kader vum Vertrag vu Prüm an an Zukunft an der Europäescher Unioun ofgemaach. Ech hätt gär, dass mir dat och zu Lëtzebuerg hätten. Duerfir hunn ech esou e Gesetzesprojet gemaach. An all déi Leit, déi Affär gi si vun esou Strofdoten, déi wëssen, firwat mer dat gemaach hunn.

Datselwecht géilt bei der Infiltratioun vun Agenten am organiséierte kriminelle Milieu. Dat heescht net, dass do op all Plaz a bei all Strofdot Poliziste kënnen infiltréiert ginn. Dat ass an der Vergaangenheet net an engem juristesche kloer Kader gemaach ginn. Dat hunn all eis Nopeschlänner. Dat ass an e puer europäeschen Texter virgesinn. Net méi spéit wéi um leschte Conseil vun de Justizministere ass eng Décisioun vum Conseil ugeholl ginn, déi déi doten Zort vu Polizeitechniken virgesäit. Ech géif et irresponsabel fannen, wann ech als zoustänneg Justizminister a Minister fir d'banneg Sécherheet géif einfach soen: „Mä zu Lëtzebuerg, do maache mir dat net, well bei eis kënnen déi Kriminell agéieren.“

Et wär irresponsabel an duerfir muss een an deene Kritären och d'Responsabilitéit vum Stat an deenen doten Aktiounen gesinn. Ech hätt gär, dass d'Police déi juristesche Mëttele huet, fir hir Aarbecht op eng seriö Aart a Weis ze maachen. An dozou gehéiert och deen Text, deen - hoffen ech - geschwé vum Statsrot aviséiert a vun der Chamber diskutéiert gëtt, nämlech den Accès vun der Polizei zu e puer Datebanken.

Fannt Dir et normal, dass d'Police keen Accès huet zu der Banque de données vun der Sécurité sociale? Datt d'Police keen Accès huet zu der Datebank vun den Asylbewerber oder deenen, déi e Visa kritt hunn? Datt d'Police keen Accès huet zu der Datebank vun de Waffeschäiner, déi de Justizminister ausdeelt?

Et muss een awer agesinn, dass an engem Stat, wou et ëm d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit geet, ënner kloer definéierte Regeln - net all Polizist op all Kommissariat -, mä ënner kloer definéierte Regeln d'Polizei en Accès zu enger Rei Datebanke muss hunn. An duerfir wäert ech weider fir déi Texter kämpfen, och wann dat um Wee heiansdo schwéier ass a wann een do Argument géint Argument selbstverständlech muss austauschen.

Net fir eng absolut Sécherheet ze kréien. Net fir d'Grundrechter a Klammere ze setzen. Un deene si mer all attachéiert. Si sinn an eiser Verfassung verankert. Si sinn an europäeschen Text verankert. Mä fir am Kampf géint d'Kriminalitéit, a besonnesch déi grouss Kriminalitéit, déi och net zu Lëtzebuerg laanschtgaangen ass. - Kuckt wat mer viru e puer Joer hate mat den Iwwerfall op Geldtransporter, op Banken. Kuckt wat mer an anere Beräicher haten, wéi am Drogenhandel oder a verschiddene méi schwiereng Abrécherien; duerfir brauche mer eng effikass Police. An zu där effikasser Police gehéiere juristesche Mëttele an de Gesetzter, déi, ech hoffen, des Chamber, esou wéi an der Vergaangenheet, och wäert stëmmen. Och wann dat heiansdo méi kontrovers Debatt gëtt.

An deem Kontext hätt ech och wierklech gär, dass - an dat ass och de Mëtten hei gesot ginn, mä ech hätt och gär, dass et gemaach gëtt - d'Afferschutzgesetz wierklech géif zur Diskussioun an der Chamber kommen. 2003 hunn ech am Numm vun der Regierung dee Projet de loi déposéiert. Ech weess net, firwat deen net méi aus dem Statsrot zrëckkëent. Ech gesinn awer un dem Zeechen, wat de President vun der Commission juridique mer gëtt, an ech mengen de Rapporteur vun deem Projet de loi sëtzt niewent him: Mir mussen deen Text maachen. Well et ass net seriö, dass mer eis

esou vill ëm d'Täter bekëmmere; mir mussen eis och ëm d'Affär bekëmmere.

Dat hunn ech duerfir 2003 gemaach. Ech hu méintelaang mat menger Equipe am Justizministère verbruecht, fir deen Text ze schreiben. Ech wär frou, wann e géif hei och diskutéiert an ofgestëmmt ginn, an dat läit an den Hänn vun Parlament. An duerfir: Ech ka keng Motioun un lech maachen, mä ech kann nëmmer e Wonsch ausdrécken.

(Hilarité)

An duerfir sinn ech frou, dass Der dat am Hierscht maacht.

Zur Justiz - well dat eent an dat anert fonctionnéiert zesummen - géif ech gäre soen, dass mer och do d'Personal substanzuell a menger Amtszäit erweert hunn; well d'Zuel vun den Infractiounen huet net zougeholl, mä si ass anescht ginn. D'Zuel vun den Affären ass anescht ginn. An duerfir hu mer d'Personal vun de Gerichter och substanzuell erweert. A menger Amtszäit sinn 31% méi Magistraten agestallt ginn. Dat ass vill, a wann ech dat souguer iwwer eng Zäitspan kucke vun '89 bis haut, dann hu mer d'Zuel vun de Riichter zu Lëtzebuerg verduebelt.

Mir hunn an deene leschte Joren och d'Zuel vun den Untersuchungsrichter verduebelt. D'Untersuchungsrichter, déi éischer grad an der graver Kriminalitéit eng wesentlech Roll ze spillen hunn. Ech mengen, dat war e richtige Schrëtt, a mir wëllen op deem Plang weiderfueren. Duerfir huet d'Chamber jo och dankbarerweis d'Gesetz iwwert de pluriannuellé Rekrutementsprogramm vun de Riichter gestëmmt, dee bis 2009 weiderleift.

Och do hu mer eng ganz Rei Gesetzter gemaach, déi dozou bäidroen, dass d'Gerichtsprozedure besser ginn, oder dass mer fir déi eenzel Infractiounen och Strofen hunn. Ech si gär an d'accord, dass mer net fir alles mussen dauernd nei Strofdoten aféieren. Trotzdeem ass dat heiansdo noutwendeg, an ech sinn dankbar, dass den Här Santer virdu gesot huet, dass Dir 20 Sitzungen iwwert d'banneg Sécherheet gehat hätt an derniewent nach 21 Projet-de-loien aviséiert hätt.

Déi 21 Projet-de-loië komme bekanntlech alleguerten aus mengem Ministère, an dat heescht, dass mer eis konsequent druginn hunn, fir d'Gesetzgebung zu Lëtzebuerg ze verbesseren, souwuel déi iwwert d'Strofdoten - ech erënnere un Terrorismus, Blanchiment, Gardiennage, Fourgonen -, mä och iwwert d'Prozeduren, wéi zum Beispill eng vereinfacht Instruktioun bei de Stroferichter, déi et soll mat sech zéien, dass d'Prozesser méi einfach iwwert d'Bühn ginn, oder aner Methoden, wéi zum Beispill d'Équipe commune d'enquête, wat en europäesch Instrument ass, wat mer zu Lëtzebuerg utilement asetze sollen.

Ech mengen, dass mer op deem Wee weidergoe mussen. Et si sécherlech nach eng Rei prozedural Adaptatiounen, déi mer maache kënnen, fir dass d'Gerichtsbarkeeten och net ëmmer mat ale Prozedure liewen, quitte dass et ëmmer Diskussiounen gëtt, och an de Gerichtsbarkeeten, wéi schnell ee Prozeduren ännere soll, déi e gewëssene Wäert an der Vergaangenheet haten. Op deem Wee wëll ech weiderfueren, an ech kréien och do am gudden Kontakt mat de Gerichtsbarkeeten eng ganz Rei utile Propositionen gemaach, iwwert déi ech an deenen nächste Méint arbitréiere wäert.

An deem Kontext hunn ech mat Intérêt och hei d'Ausloosung vun deenen eenzelne Fraktiounen zu engem Conseil supérieur de la Justice héieren. Ech nennen dee léiwer Conseil supérieur de la Magistrature, well et geet am Fong ëm d'Magistratur. Ech hu mech bis elo an där Debatt weéng ausgeschat, well et eng Debatt ass, an där ech et noutwendeg fannen, dass ee jiddereen dozou héiert. Déi meescht si mat der Iddi selwer d'accord. Just do, wou sech d'Meenungen trennen, an do bedauern ech e bëssen, dass Are Rapport net méi prezis ginn ass, dass ass natierlech d'Kompositioun vun deem Organ an d'Kompetenze vun deem Organ.

Et ass d'Aufgab vum Justizminister, sech fir d'Onofhängegkeet vun der Justiz anzusetzen, wat iwwerregens e verfassungsverankerte Prinzip zu Lëtzebuerg ass. Ech weess, dass dofir déi Diskussioun, wéi wäit d'Kompetenze vun esou engem Conseil ginn, och a virun allem ënnert deem dote Bléckwénkel muss gekuckt ginn, gradesou wéi mer et mussen kucken ënnert dem Bléckwénkel, dass och bei der Magistratur et eng Ulaftell gëtt, wou d'Leit kënnen hir Froen an hir Suerger erubréngen.

Dofir hunn ech net nëmmer dat gelies, wat de Médiateur zu deem Thema geschriwwen huet, ech sinn och amgaangen ze kucken,

wat aner Länner an deem Kontext gemaach hunn, déi iwwregens ganz ënnerschiddlech un déi do Problematik erugaange sinn. Et gëtt kee Conseil, deen d'nämlecht ausgesäit wéi deen aneren. Ech hu Consultatioune gefouert mat de Riichter an mat den Affekoten a wäert do och an deenen nächste Méint dem Parlament d'Vuë vun der Regierung dozou virleeën.

Et bleift fir mech de Prinzip, dass d'Justiz, dat heescht d'Gerichter, souwuel wat d'Nominatioune wéi wat d'Uerteeler ugeet, mussen absolut onofhängeg funktionéieren. Dofir sinn ech och schonn haut der Meenung, dass an esou engem Conseil weder Politiker nach Leit kënnen setzen, déi vu politeschen Organer designéiert ginn. Haut ginn d'Nominatioune net no politesche Kritäre gemaach. Ech hätt gär, dass dat och an der Zukunft esou bleift.

Iwwert d'Kompetenze mussen mer eng kontrovers Diskussioun féieren. Ech mengen, dass d'Commission juridique sech wäert, wann ech meng Propositione bis gemaach hunn, mat där Fro auserneeetzen. Ech géif och mengen, dass et esou eng fundamental Fro ass, dass le moment venu ech vläicht déi Propositionen och hei am Plenum misst zur Diskussioun féieren. Dat muss d'Chamber selbstverständlech selwer diskutéieren.

Ech hätt gär, dass déi Justiz besser funktionéiert, mä et wäert ni, wann een nämlech d'Grondfräiheete seriö hëlt, eng ganz schnell Justiz ginn, well och d'Rechter vun der Défense mussen assuréiert sinn, an dofir ware verschidden Zwëscheriff virdu relativ interessant.

Ech mengen net, dass ee kann - an do deelen ech d'Meenung vum Här Santer - eng Décision de justice den nämlechten Dag huelen, wou eng Persoun festgeholl gëtt, well do de Risiko vun engem Justiziertum vill ze vill grous ass. Dat heescht net, dass Prozesser jorelaang dauere kënnen, mä et muss ee Methode fannen, et muss ee Prozeduren iwwerkucken, dass een dat eent oder dat anert ka méi schnell maachen.

Och do mussen natierlech déi eenzel Instrumenter, d'Police an d'Justiz, an hirer Funktionsweis, besonnesch bei der Bekämpfung vun der Kriminalitéit, een op deen aneren ofgestëmmt sinn. Ech mengen, dass dat haut vill besser funktionéiert wéi dat viru Joren de Fall war, an dass d'Zusammenarbeit besonnesch och tëschent der Kriminalpolizei, dem Cabinet d'instruction an dem Parquet sech duerch eng Rei Reformen, déi mer gemaach hunn, wesentlech verbessert huet.

E puer Remarquen nach zum Prisong. Och do ass drop higewise ginn, dass mer eng ganz staark Zuel vun Insassen zu Schraasseg hunn, iwwregens och zu Giewenech. Och dat ass d'Resultat vun enger Sécherheetspolitik. Hätte mer d'Aen zouge-maach, hätte mer manner Polizisten agestallt, dann hätte mer gesot, gitt derlaanscht a kuckt net, dann hätte mer net zënter 2002 bis haut d'Zuel vun de Prisonéier verduebelt.

Eist Zil ass et net, d'Zuel ze verduebelen, mä et ass eng Konsequenz vun enger Politik, déi seet, mir loosse eng Rei Saachen net zou. Et ass eng Konsequenz vun enger Politik, déi dofir suert, dass d'Police aktiv ass fir méi Sécherheet an déi an enger ganzer Rei vu Beräicher duerchgegraff huet. Den Drogebereich ass do ee Beispill, woubäi ech d'accord si mat där leschter Interventioun vum Här Mehlen, dass de repressive Bereich net déi eenzeg Äntwert si kann.

Dir hutt vläicht och gemierkt, dass mer an deser Regierung d'Drogepolitik generell dofir dem Gesundheitsminister ënnerstallt hunn, well d'Haaptaufgab am Bereich vun der Preventioun an der Informatioun ass. Dir hutt nei Elementer do mat an d'Diskussioun bruecht, déi ee sécherlech kucke kann.

Et bleift fir mech awer och, dass d'Repressioun e wesentlechen Deel vun der Bekämpfung vun Drogenhandel bleiwe muss. Wa mer deen nämlech net an de Grëff kréien, iwwregens am Verbund mat anere Länner, da gi mer schlëmme Zäite fir eist Land entgéint, well dat virun allem fir d'Zukunft vun eise Jugendlechen eng Katastroph wär, déi do méi vulnérabel si wéi anerer. Dofir muss et bei enger strikter Drogepolitik och am repressive Bereich, complémentaire zum preventive Bereich bleiwen.

Am Prisong hu mer viles verbessert, wat mer an aneren Debatte schonn diskutéiert haten, mä seelen an der Öffentlechkeet awer erauskënnt. Mir hunn de medezineschen a soziale Bereich an deene leschte Joren enorm ausgebaut. Déi Aarbecht, déi vum medezineschen a paramedezineschen Personal aus dem Centre hospitalier an aus dem Centre hospitalier neuro-psychiatrique

gemaach gëtt, dat ass eng wesentlech, eng substanzuell Verbesserung.

Ech deelen d'Meenung, dass mer de soziale Volet, dat heescht d'Preparatioun op d'Fräiheet, déi d'Leit am Prisong solle kréien, nach mussen zolidd verbesseren, op d'mannst fir déi, déi virun hir am Land gewunnt hunn an déi och nach duerno hei am Land wunnen. Fir déi aner ass et natierlech vill méi schwierig, well mer hiert Ëmfeld kaum kennen a se net kënnen mat begleeden, mä fir déi Halschent, déi am Prisong sëtzt an déi Résident war, éier se an de Prisong komm ass, ech mengen, dass mer do eng gutt Schëpp nach mussen noleeën, och am Kader vun der Personalpolitik am Prisong; niewent de Gardienen, deenen hir Zuel mer jo och an deene leschte Jore substanzuell erhéicht hunn. Mir hunn haut 118 Gardiene méi wéi mer der hate wéi ech als Justizminister ugefaangen hunn.

Nei Experimentier wéi déi mam Bracelet électronique, wou haut zéng Leit drénner falen, mussen weidergefuert ginn a regelméisseg evaluéiert ginn. D'Travaux d'intérêt général, fir déi ech ëmmer gréissten Ënnerstützung gewisen hunn, mussen virugeféiert ginn. Dat ass just net esou einfach an der Praxis ëmzesetzen. D'Leit mussen matmaachen, et muss ee Plazen hunn, mä op där Politik wëll ech virufieren.

Grad esou wéi där vun dem Bau vun engem drëtte Prisong niewent Schraasseg a Giewenech. Ech spieren, dass do d'Ënnerstützung grous ass. Ech hat just de Mëtteg gehofft, dass déi Vertrieeder, déi an de Schäfte-feréit heibanne setzen, a besonnesch déi, déi d'Wuert ergraff hunn, eis och zugläich en Terrain proposéiere géifen.

(Interruption)

Ech maache wierklech nach eng Kéier den Appel, dass déi, déi Gemengeresponsabilitéit hunn, och hir Responsabilitéit iwwerhuelen. Ech mengen nach eng Kéier, dass et ideal wär, wann deen Terrain schonn haut an öffentlecher Hand wär, dat heescht beim Stat oder bei de Gemengen. Well wa mer elo en Terrain kafe ginn, da si mer wierklech laang Joren ënnerwee, an duerfir geet eist Sichen duerno weider. Ech hoff, dass mer do och nach an deem Joer eng Léisung fannen, an ech zielen op d'iwwerparteilich Ënnerstützung, déi een duerfir brauch, wann een dat wëllt ëmsetzen, an ech wäert och dee Moment hei am Parlament un des Debatt erënneren.

Zum Contrôle externe vum Prisong wëll ech der Chamber rappeléieren, wat hei den Här Statsminister gesot huet an der Erklärung zur Lag vun der Natioun. Mir sinn der Meenung, dass am Besuch op d'Kontroll vun de Mënscherechter am Prisong en externe Contrôle soll gemaach ginn, a mir mengen, dass de Médiateur déi richteg Persoun wär, fir dat ze maachen. Ech wäert nach virun der Summerpauze mam Médiateur doriwwer e Gespräch féieren, fir ze kucken, wéi een dat ka maachen. Mir hunn näischt ze verstoppen am Prisong. Mir hu kee Problem, dass de Médiateur zu all Moment kann Accès zum Prisong hunn, fir do de Respekt vun de Mënscherechter ze iwwerwaachen, un deem mer, an d'ganz Personal vum Prisong, ganz attachéiert sinn.

Mä et kann een d'Polizei, d'Justiz an de Prisong net lassgeliest gesi vun Europa. Et ass wesentlech, dass mer déi Sécherheetspolitik, déi mer maachen, an engem europäesche Kontext gesinn. Et ass wesentlech fir mech, dass mer d'Benelux-Kooperatioun, wou mer ënner menger Amtszäit e Polizeiaccord ofgemaach hunn, dee sengesgläiche sicht an Europa, dee méi wäit geet wéi anerer, och konsequent applizéieren, dass mer esou Accordé wéi déi vu Prüm, wou mer Datebanke vu Fangerofdréck, ADN an Autosnummere matenee vernetzen, wat iwwregens elo vun allen anere Länner an der Unioun op eemol gutt fonnt gëtt, dass mer op deem Wee weiderginn.

Ech begrëssen, dass d'Stats- an d'Regierungschefen et fäerdeg bruecht hunn, am Bereich vun der bannescher Sécherheet, der Strojjustiz an der Polizei méi op d'qualifizéiert Majoritéit iwwerzegoen. Dat heescht, mir komme weider an Europa fir méi Sécherheet an domadder méi Fräiheet ze schafen. D'Lëtzebuurger Regierung wäert déi Démarche, och wann desen Traité an d'Chamber kënn, mat Energie verdeedegen.

Ech mengen och, dass mer ausserhalb vun Europa mussen d'Sécherheetsdebatte féieren. Mir mussen se féiere mat Länner wéi Amerika, wéi Russland, a besonnesch a Beräicher wéi Internetkriminalitéit, wou mer net an der Europäescher Unioun kënnen ophalen. An et ass an deem Kontext, wou een och d'Debatt muss gesinn, wéi déi, déi mer an deene leschte Méint gefouert hu mat Amerika iwwert dee sougenannten Transfert vu Passagéierleschten, fir déi Leit, déi an Amerika fléien.

Déi däitsch Présidence huet déi Diskussiounen zesumme mat der Europäescher Kommissioun gefouert an huet se nach ofgeschloss. An ech wollt hei och der Chamber déi Accorden iwwerreechen.

Dat sinn also Accorden tëscht der Europäescher Unioun an de Vereenegte State vun Amerika. Si betreffe Lëtzebuerg net direkt, well mir keng direkt Flugverbindung hu mat Amerika. Si betreffen awer Lëtzebuurger indirekt, wa se esou e Fliger huelen. Et ass hinnen natierlech fräigestallt, esou e Fliger ze huelen, mä si wëssen, dass wa se dee Fliger huelen, d'Amerikaner gewuer ginn, dass se am Fliger sëtzen.

Ech mengen, dass dat näischt esou Exzeptionelles ass, ëmsou méi wou séchergestallt ginn ass, dass an Amerika déi Donnéeën ënner ganz limitéierte Fäll nëmme kënnen un aner Autoritéiten, wéi de Ministère fir d'Sécurité intérieure, transferéiert ginn. Ech mengen, dass déi däitsch Presidentschaft hei eng gutt Aarbecht gemaach huet, an ech mengen et ass interessant a wichteg, dass och d'Commission juridique oder d'aussepolitisch Kommissioun sech deenen Accorden unhëlt, déi wéi gesot Däitschland am Numm vun der Unioun ënnerschriwwen huet.

Déi Politik muss wéi gesot viruoen. Ech stelle fest, dass d'Europäesch Kommissioun och wëllt en ähnleche System fir Europa maachen. Dee muss mer da kucken an iwwert dee mussen mer diskutéieren.

Am Kampf géint d'Criminalitéit organisée, am Kampf géint den Terrorismus muss ee verschidde Schrëtt maachen, déi mengen ech net d'Grondrechter a Fro gestallt hunn. Ech mengen éierlech gesot net, dass mir een eenzegen Text am Parlament hei abruucht hunn, deen d'Grondfräiheete vun de Lëtzebuurger op engem wesentleche Punkt ageschränkt huet.

Mä ech hunn uganks gesot: Et gëtt keng absolut Fräiheet an et gëtt keng absolut Sécherheet. Ech hätt just gär, dass d'Sécherheet och an Zukunft e Recht vun de Leit, déi hei am Land wunnen, bleift, dass een net kann naiv am Kampf géint d'Kriminalitéit sinn, dass ee muss determinéiert si fir d'Fräiheet, déi mer als Zil vun eisem Zesummeliewen hunn, dass een déi nëmme da kann erreechen, wa mer determinéiert um Beräich vun der Sécherheet bleiwen.

Duerfir muss een heiansdo am Intérêt vun der Gemeinschaft verschidden individuell Fräiheeten anescht kucken. D'Tatsaach, dass mer den Amerikaner zum Beispill e puer Informatiounen ginn, wa mer am Fliger sëtzen, fir ze soe wou mer hifueren, wann déi kann der Kollektivitéit hëllefen, dass et net zu Attentater kënn, da soen ech, da mussen mer déi, wat ech net eng Aschränkung nennen, mä déi Konditioun akzeptéieren.

Datselwecht gëllt am Beräich vun eisem Land, wa mer op ganz limitéierte Plazen - an ech betounen nach eng Kéier, op limitéiert Plazen - d'öffentlech Sécherheet besser kënnen assuréieren, andeems mer och technesch Moyenen, wéi zum Beispill Videokameraen, asetzen. Keen huet jee an deem Land gesot, mir géifen dat iwwerall maachen. Ech hunn ëmmer erm gesot, et gi Plaze wou et Sënn mécht dat ze maachen, an och op deem Wee wäerte mer weiderfueren.

Ech wëll net, dass déi Kriminell méi Fräiheet hu wéi déi éierlech Bierger. Ech hätt gär, dass mer d'Fräiheet vun deenen éierleche Bierger hei am Land assuréieren, an duerfir mussen mer eis fir d'Sécherheet asetzen. An ech wäert dat esou laang wéi déi, déi duerfir zoustänneg sinn, mer hiert Vertraue schenken, mat grousem Engagement maachen. Et ass en Engagement fir d'Leit, déi hei am Land schaffen. Et ass en Engagement wat net abstrakt dosteet, mä wat d'Liewensqualität vun de Leit hei am Land Dag fir Dag soll verbesseren. Dat hu mer schonn erreecht, op deem Wee fuere mer weider an duerfir kann ech mat deenen zwou Motioune liewen, well si sinn d'Confirmatioun vun där Politik, déi ech zënter néng Joer elo dierf am Intérêt vum Land maachen.

Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote.

» **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice** - Entschëllegt, Här President.

» **M. le Président** - Jo. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

» **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice** - Merci, Här President, Article 37 (8), parole après ministre.

Här President, den Här Minister huet hei verschidde Saache gesot iwwert d'Haltung vun der DP beim Vote iwwert d'Gesetz relative

aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale, also d'ADN-Gesetz. Hien huet verschidde Saache gesot, déi kéinten zu Mëssverständnisser féieren, an ech wëll dat rectificéieren.

Mir hunn ni gesot, mir wäere géint dat Gesetz. Mir hunn ausdrécklech gesot, mir wäeren der Meenung, dass esou e Gesetz géif a misst kommen. Mir hunn ons opposéiert u verschidden Dispositiounen vun deem Gesetz, notamment d'Tatsaach, dass d'Cellules humaines sous contrainte physique kënnen prélevéiert ginn, wann d'Faiten eng Peine criminelle ou correctionnelle vun engem Maximum vun zwee Joer verlaangen.

Mir hu weider gesot, dass d'Durée vun der Conservatioun vun deenen Donnéeën kann zu Problemer féieren, a mir hunn ons ganz besonnesch opposéiert, dass d'Empreintes génétiques vun enger rehabilitéierter Persoun géifen an der Base de données ADN condamnés bleiwen. A mir hate schliesslech Problemer mat enger Partie vun Délaïen, déi hei zu Lëtzebuerg anescht gelagert sinn, wéi an onsen Nopeschlänner.

D'Nécessitéit vun deem Gesetz hu mer ni a Fro gestallt. Also ech wëll dat awer wierklech richtegstellen!

Dofir, Här President, wonnert et mech ganz besonnesch, dass den Här Minister net op déi prezis Fro geäntwert huet, déi ech him gestallt hunn, iwwert d'Motioun vun der Madame Doerner, déi den 28. Juni 2006 déposéiert ginn ass a wou d'Regierung invitéiert ginn ass, an engem Délai vun engem Joer de Point ze maachen iwwert déi Législatioun - an ech liesen de franséischen Text hei vir: «...de faire le point sur la législation relative au recours aux empreintes génétiques en matière pénale aux fins de l'adapter aux nouvelles évolutions scientifiques, voire de l'entourer de nouvelles garanties destinées à renforcer l'équilibre entre l'objectif légitime de recherche de la vérité et le respect des droits fondamentaux de l'homme».

Do si mer genee an deem Sujet, deen ech a menger Interpellatioun ugeschwat hat. Ech hunn dem Minister eng prezis Fro gestallt: Wéi wäit si seng Servicer a wat kann hien ons dozou soen?

» **Une voix** - Très bien.

» **M. le Président** - Här Minister!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice** - Jo, Här President, ech hunn näischt dozou nach gesot, well dat Gesetz ass emol nach net e Joer a senger praktescher Applicatioun a Kraaft, an duerfir ass et absolut ze fréi fir doriwwer kënnen haut eng Evaluatioun ze maachen.

Dat huet natierlech eng ganz Rei technesch Ëmsetzungsmodalitéite mat sech gezunn, an ech géif d'Madame Flesch souwéi déi aner Memberen invitéieren, dass mer eng Kéier géifen an déi Servicer vun der Police kucke goen, zesumme mat de Justizautoritéiten, wéi dat an der Praxis fonctionnéiert. Ech menge wierklech, dass et ze fréi ass, haut scho kënnen iwwer eng Evaluatioun ze schwätzen, well dat huet eréischt viru ganz kuerzem an der praktescher Ëmsetzung ugefaangen.

» **M. le Président** - Merci, Här Minister. Da komme mer zum Vote vun de Motioune.

Motion 1

Fir d'éischt déi, déi den honorabelen Här Santer déposéiert huet. Madame Flesch?

» **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice** - Här President, dierf ech nach eppes zur Motioun soen?

» **M. le Président** - Selbstverständlech. Mir kommen elo direkt dozou.

» **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice** - Okay.

» **M. le Président** - Ech si fir d'éischt bei där vum Här Santer. Ass zur Motioun, déi den Här Santer déposéiert huet, nach eppes ze soen?

Wann dat net de Fall ass, froen ech, ob mer kënnen par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Voilà! De Vote électronique ass net gefrot. Da stëmme mer par main levée of.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass d'Motioun 1 mat der Unanimitéit vun deenen, déi gestëmmt hunn, ugeholl.

Motion 2

Dann d'Motioun, Madame Flesch, déi Dir déposéiert hutt, déi de Minister ugeholl huet. Ass nach eppes bäizeflécken? Jo.

» **Mme Colette Flesch (DP), interpellatrice.** - Här President, ech wëll deene Kolleege Merci soen, déi déi Motioun mat ënnerschriwwen hunn. An ech wëll ganz besonnesch dem Här Santer Merci soen, dass hien déi Motioun ënnerschriwwen huet. Déi Motioun ass guer net a Contradictioun mat deem, wat a sengem Rapport steet, a mat verschiddenen Elementer, déi a senger Mo-

tioun stinn. Ech hat dat iwwregens och a menger Interpellatioun gesot.

Déi Motioun ass eng kuerz Motioun, déi e puer Prinzipien évoquéiert. Et si vläicht Leit, déi soen: Cela va sans dire. A mengen Aen: Cela va mieux en le disant. Ech si ganz besonnesch frou, wéi gesot, dass den Här Santer bereet war, déi Motioun ze ënnerschreiwen. Well a mengen Aen: Cela vaut engagement.

Ech zéien dorauer d'Konklusioun, dass hien an der Zukunft d'Commission juridique weider wäert presidéieren, wéi hie se bis elo presidéiert huet. Dat heescht, dass hien eng offen Diskussioun vun den Amendementer zougelooss huet, eng Diskussioun en bonne foi, ob d'Amendementer vum Minister akzeptéiert waren oder net.

Dat war zum Beispill de Fall beim Gesetz iwwert d'Fouilles de véhicules, wat e Paradebeispill war vum Typ vun der Législatioun, vun där mir der Meenung sinn, dass se an hirer originaler Form, wéi de Minister se déposéiert hat, ze wäit gaangen ass. Den Text, dee mir an der Chamber hei gestëmmt hunn, mat deem konnte mer d'accord sinn.

A wa mer an der Commission juridique weiterfueren esou ze schaffen, ech mengen,

dann ass d'Chamber pleinement associéiert un der Definitioun vun der Législatioun a pleinement associéiert un der Défense vun den individuelle Libertéiten. Wann dat de Fall ass, Här President - schonn eleng dowéinst -, da war meng Interpellatioun derwäert, dass se gemaach ginn ass.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Déi Motioun confirméiert just eis Politik.

» **M. le Président.** - Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot zur Motioun vun der Madame Flesch.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, den Här Santer huet am Fong gesot, déi Motioun wär superfétatoire. Bon, ech hat jo nach ëmmer Problemer mat deem Begrëff, well wéi Dir President vun der Fraktioun vun der CSV waart, dunn huet „superfétatoire“ geheescht: an de rennen Dossier domat!

Elo, wéi den Här Santer gesot huet, et ass superfétatoire, bestätegt hien dann d'Positioun vun der Regierung. Dir musst mer awer elo erklären, wat dann elo richtig ass: dat, wat Der fréier gesot hutt, oder dat, wat den

Här Santer elo gesot huet?

» **M. le Président.** - Ech weess, wat ech fréier gesot hunn. Ech weess net, wat den Här Santer haut de Mëtten domat gemengt huet. Ech weess just, dass ech de Moment eréischt zwou Ennerschrëften hei leien hunn. Dat ass déi vun der Madame Flesch an déi vum Här Santer.

(Interruption)

Gutt, da gitt mer se. Dann ass d'Motioun recevabel.

Ass dann de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Da stëmme mer par main levée of.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun?

Voilà! Ech gesinn, dat ass déi écrasant Majoritéit hei vun der Chamber.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.57 heures)

SÉANCE 44

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Jeudi, 5 juillet 2007

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des contrats des chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire
(Débat - Motion - Vote)
3. 5743 - Proposition de loi de M. Marco Schank portant création d'un Service de bibliothèques publiques
(Déclaration de recevabilité)
4. 5707 - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée
(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. Question avec débat N°21 de M. Jean Huss au sujet des enfants diagnostiqués TDHA (trouble au déficit de l'attention / hyperactivité)
6. Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la thématique des transplantations d'organes
(Discussion générale)
7. 5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution)
8. Formation et composition d'une Commission des Comptes
9. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Ordre du jour

Fir haut de Mëtteg hu mer um éischte Punkt vum Ordre du jour d'Aktualitésstonn, déi vun der Fraktioun vun deene Gréngen ugefrot ginn ass iwwert d'Kontrakter mat de Chargés de cours am Préscolaire an am Primaire. Dir wësst, dass bei esou enger Debatt d'Riedezäit Folgendes virgesäit: Déi Fraktioun, an dë-

sem Fall DÉI GRÉNG, déi des Stonn ugefrot huet, huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten an d'Sensibilités politiques zwou Minutten. Der Regierung steet eng Véirelstonn zur Verfügung.

Den Här Goerens freet d'Wuert nach.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, ech hunn lech eng Question urgente eragereecht iwwert den Ausbroch vun der Vullegripp am Département de la Moselle an ech wollt froen, ob se als recevabel ugeholl ginn ass an ob déi de Mëtteg nach drükent, an deem Fall?

» **M. le Président.** - Ech kann lech soen, dass se als recevabel erkläert ginn ass. Ob se drükent, dat weess ech net. Mir sinn amgang ze kucke mat de Servicer vum Landwirtschaftsministère, ob et méiglech ass, dass den zoustännege Minister kennt. Wann dat net méiglech ass, da gëtt Är Fro schrëftlech beäntwert.

(Interruption)

All Sujeten, Här Krieps, déi mer um Ordre du jour hunn, si wichteg. Elo huet emol den Här Adam d'Wuert.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des contrats des chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. An eisem Bréif, wou mer déi Heure d'actualité ugefrot hunn, schreiwe mer, datt de Problem vun de Chargés de cours am Préscolaire an am Primaire net eleng vun de Gemenge ka geléist ginn. Mir si frou, dëse Problem eng Kéier hei ze belichten an hoffen, datt mer zesummen de Mëtteg e Stéck méi no zu enger Léisung kommen, déi akzeptabel ass fir all Betreffen.

Wat ass de Problem? Mir hunn an alle Schoulen ee Mangel u qualifiziertem Léierpersonal. Haut geet et dann elo ëm d'Situatioun an de Primärschoulen.

Fir datt eis Schoulen iwwerhaupt konnte funktionnéieren, ass an deene leschte Joren a Jorzéngten op déi sougenannte Chargés de cours zréckgegraff ginn. Zënter der Reform vun 1989, wou den deemolegen Unterrichtsminister Fernand Boden d'Tâche d'enseignement direct vun den Enseignant-en am Primaire vu 27 op 23 erfogésat hat an am Préscolaire op 25, huet sech d'Zuel vun de Chargés de cours drastesch erhéicht. Mir ginn dervun aus, datt an eise Primärschoule ronn 1.000 Chargés de cours schaffen. Ech schwätze vun 1.000 Mënschen, net vun 1.000 Plein-temps-Posten.

Fir een Deel vun hinnen hu mir eng zefridde stellend Léisung fonnt. 91 Leit hunn duerch e Certificat de qualification eng geregelt Situatioun. Ongeféier 320 weider Chargéé sinn an der Réserve des suppléants. Relativ problematesch ass d'Situatioun fir déi 250 bis 300 Chargéén, déi e Poste à durée indéterminée bei enger Gemeng hunn. Nach méi problematesch ass d'Situatioun vun deenen 250 bis 300 Leit, déi e Poste à durée indéterminée zegutt hunn, awer bis elo nach net kritt hunn.

Wie sinn déi Chargéén? Fir Chargé an enger Primärschoul oder am Préscolaire ze ginn, muss een e Secondairesofschloss hunn oder eng Equivalenz an ee Stage vun dräi bis véier Wochen an enger Schoul bestanen hunn. Dat ass net vill. Mä dat ass net de Chargéén hir Schold. Laang Zäit si si emol guer net zu iergendenger Formation continue zougelooss ginn. Vill vun hinnen hu mëttlerweil vun der Méiglechkeet vun esou enger Formatioun Gebrauch gemaach.

Oft ass och schonn no enger Formation en cours d'emploi gefrot ginn. Ni ass eng ugebuede ginn. War keen Interessi do? Dat géif mech wonneren, wou mer dach alleguer wëssen, wéi grouss den Interessi vun de Chargéé war fir sech fir eng Ausbildung zum brevetéierte Schoulmeeschter op der Uni unzemellen.

D'Chargéén hu wéineg Rechter an eise Schoulen. Si dierfen den Delegéierten net wielen, kréien déi Posten, déi soss kee wëllt, maachen datt d'Schoul ka funktionnéieren. Déi, déi keng fest Ustellung hunn, an net nëmme si, müssen all Joer eng Demande maachen, kréien op hirer Bank kee Prêt fir eng Wunneng ze finanzéieren.

Wat proposéiert dann elo d'Circulaire vum Ministère?

Uganks Mee ass d'Circulaire 2625 erauskomm, gemeinsam vun der Madame Delvaux, dem Innenminister an dem President vum Syvicol gedroen. Mir sinn der Meenung, datt des Circulaire weider näischt mécht, wéi endlech d'Realitéit, déi sech aus e puer Gerichtsuereteeler erginn huet, unzëerkennen a keng Léisung vum Problem ass. Eigentlech proposéiert d'Circulaire just, datt mir eis Gerichter solle seriö huelen. D'Gemenge sollen deene Chargéén, déi laut Aarbechtsrecht ee Contrat à durée indéterminée zegutt hunn, dëse Kontrakt och ginn.

Firwat ass dat an eisen Aen awer keng Léisung? Ma eng ganz Rei Gemengen hunn dat, wat elo an der Circulaire stoung, och schonns an der Vergaangenheet gemaach. Eng Rei Gemenge wäerten dëse Schrott dann och elo maachen. Mir müssen awer och dervun ausgoen, an ech hat eng Rei Gespréicher mat Buergermeeschteren, datt eng Rei Gemengen net wëllen hir Chargéé fest stellen. Besonnesch déi méi kleng Gemengen, awer net nëmme si, wëlle sech net an d'Situatioun bréngen, op eemol Personal ze hunn, dat si net méi brauchen.

Et ass jo esou, datt all fräie Posten an der Primärschoul, deenen net vun engem brevetéierte Schoulmeeschter oder enger Léierin besat ass, muss ausgeschriwwen ginn. Wa mir de Beruff vum Enseignant seriö huelen, dann ass un dëser Praxis och näischt ze änneren. Mir ginn also dervun aus, datt all fräie Posten en bonne et due forme publizéiert gëtt. Dann ass et jo och lo-gesch, datt deen een oder anere Posten, deen eng Zäit vun engem Chargé besat war, elo vun engem brevetéierten Enseignant besat gëtt, an dann huet d'Gemeng ee Problem.

Si gëtt an der Circulaire opgefuerdert, dem zoustännege Schoulinspekter oder -inspektesch dat ze mellen, deen dann des Kandidaten op der véierter Lëscht versicht ze placéieren. Wann dat net gélangt, steet ee Licenciement am Raum.

Wat ass dann elo eiser Meenung no d'Léisung?

Fir déi Gréng ass et kloer: Eng Léisung, déi eenegermoosse gerecht wier vis-à-vis vun de Chargéen an de brevetéierten Enseignanten, wier d'Erweiterung vun der Réserve des suppléants. Et misst eng Réserve des suppléants bis geschaf ginn, wou un éischter Stell all déi Chargéé géifen opgeholl ginn, déi laut Aarbechtsrecht ee Contrat à durée indéterminée zegutt hätten. Un zweeter Stell missten awer och einfach all Posten, déi fir e ganz Joer ausgeschriwwen ginn, vu staatleche Chargéé besat ginn. Dee Moment wier de Stat de Patron vun de Chargés de cours.

Mir sinn net zefridde mat der Personalpolitik, wéi se schonns jorzéngtelaang an eise Schoule bedriwwen gëtt. Mir hunn ee permanente Mangel u Personal an eise Schoulen. An de Primärschoulen ass dese Mangel op en ze vill strikten Numerus clausus virun 20, 30 Joer an op eng onpreparéiert Redefinition vun der Tâche vun den Enseignanten zréckzeféieren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - De Problem vun de Chargés de cours ass och net nei an och net vum Himmel gefall. Déi Diskussioun iwwert d'Chargéen ass ee ganz daitlecht Zeechen, datt eise Stat net agéiert, mä just reagiert, an dat nach mat zwee Féiss op der Brems.

Schonns an den 90er Joren huet de Prozess Gruskovnjak géint d'Mierscher Gemeng gewisen, datt och an de Schoulen d'Aarbechtsrecht géillt. Jorelaang ass gewaart ginn an och elo mat der Circulaire, déi elo virläit, bewiese mer beschtefalls, datt mir de Problem gérieere wëllen, well mer nun emol dozou gezwonge sinn.

Mir erkennen de gudden Wëlle vun Ministère un, d'Situatioun vun de Chargéen ze regelen. Mä et geet net mam gudden Wëllen duer, fir dee Problem, deen de Ministère de l'Éducation nationale sech selwer geschaf huet, aus der Welt ze schafen. Et ass net de Gemengen hir Schold, datt net genuch brevetéiert Enseignanten do sinn. Et ass och net eleng un de Gemengen, fir d'Käschte vun enger falscher Personalpolitik an eise Schoulen aus dem Feier ze huelen.

Mir déposieren heimat eng Motioun, wou d'Chambre d'Regierung opfuert, bis zum nächste Schouljoer ee System vun enger staatlecher Nominatioun fir d'Chargéen anzeféieren. Ech hu just meng Ennerschrëft drénner gesat. Wann déi aner Fraktioun sech wëllt ralliéieren, soss si meng Kollegen do.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant la complexité de la gestion du personnel remplaçant au niveau de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire;*

- *considérant que la pratique actuelle de nomination communale des chargés de cours ne peut fournir de garantie d'emploi suffisante pour les concernés;*

- *constatant que la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ne permet plus de garantir les intérêts légitimes de tous les partenaires concernés, en l'occurrence les autorités communales ou syndicales d'une part, les instituteurs et les chargés de cours d'autre part;*

- *considérant l'impact que l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle en octobre 2006 et confirmé en janvier 2007 par la Cour administrative a eu sur la situation du personnel remplaçant;*

invite le Gouvernement

- *à établir au plus tard pour la rentrée 2008/2009 un système de nomination étatique pour les chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.*

(s.) *Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.*

Wa mer déi Léisung proposiere fir d'Chargéen, da froe mer eis och, ob dat net och eng gudd Léisung fir d'Léierpersonal insgesamt wier. Ech wëll nämlech vun der Geleeënheet profitieren, op e weidere Fait opmierksam ze maachen.

Op der zweeter Lëscht sinn dës Joer, wéi och déi Jore virun, daitlech méi Poste fir ee Joer ausgeschriwwen, wéi definitiv Posten. Besonnesch an der Spillschoul si mëttlerweil eng ganz Rei Léierinnen, déi schonns dräi, véier, fënnf Joer hannereneen ee provisoresche Posten an darselwechter Gemeng kruten. Dës Leit soen net zu Onrecht: „Wier ech Chargé, dann hätt ech elo en Urecht op en definitive Posten.“

Musse mir och hei op ee Geriichtprozess waarden, bis mer aktiv ginn?

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - An der Versioun vum neie Schoulgesetz, an där Versioun, déi eis virläit, déi jo awer nach net déposiert ass, geet jo och Rieds dovun, d'Nominatioun vum ganze Léierpersonal an de Primärschoulen duerch de Stat virzehuelen.

Déi Gréng ënnerstëtzen dës Iddi. Mir mengen, datt mat den Ufuerderungen, déi sech geännert hunn, och d'Gestioun vum Léierpersonal insgesamt muss geännert ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Eische Riedner ass den honorablen Här Gilles Roth vun der CSV-Fraktioun.

Débat

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, d'Chargés de cours, déi op kommunalem Plang beschäftegt sinn, hu bekanntlech ee problematesche Statut, well se eigentlech kee Statut hunn, wat e groussen Deel vum Problem duerstellt.

D'Gemengen hu Chargés de cours agestallt, well net genuch ausgebildete Léierpersonal verfügbar war. Dës Chargés de cours maache jee no Plaz dat, wat ee formell ausgebildete Schoulmeeschter oder eng Léierin och mécht, alldéngs als Employéé mat engem privatrechtlechen Aarbechtskontrakt. Dës war an der Vergaangenheet wuel bal ëmmer a bal iwwerall an der Zäit limitéiert. Déi Leit goufe vu Schouljoer zu Schouljoer mat engem Contrat à durée déterminée agestallt respektiv hiert Aarbechtsverhältnis mat der Gemeng entsprechend verlängert. Wann da Schoulmeeschteren oder Léierin sech d'Joer drop presentéiert hunn, da war et méiglech, d'Vertrag vun de Chargéen einfach auslafen ze loosser a fir dat nächste Schouljoer net ze verlängeren.

Den 20. Oktober 2006 huet do awer d'Verfassungsgeriicht decidéiert, datt déi Situation verfassungswidrig wär, asowäit se Leit, déi rechtlech Privatbeamte sinn, anescht behandelt, wéi Privatbeamten am Privatsektor musse behandelt ginn.

Am Kloertext: D'Gesetz iwwert den Aarbechtsvertrag, dat och déi aarbechtsrechtlech Situatioun vun de Chargéen ëmfaasst, gesäit vir, datt ee befristeten Aarbechtsvertrag net méi laang däerf lafe wéi 24 Méint an net méi wéi zweemol hannereneen däerf ofgeschloss ginn. Kritt deemno e Chargé fir dat drëtt Schouljoer hannereneen e Kontrakt, da gëtt dese Kontrakt automatesch en onbefristeten Aarbechtsvertrag. D'Vewaltungsgeriicht huet an der Tëschenzäit dës Lecture vun der Cour constitutionnelle iwwerholl, esou datt vill Chargés de cours am Land am Déngsch vum de Gemengen elo eigentlech e Contrat à durée indéterminée missten hunn respektiv misste kréien.

Datt d'Geriichter Recht hunn, zitt d'Politik net an Zweifel. Dat steet hir och net zou. Problematesch ass awer elo déi Realitéit, déi sech aus de rezente Riichtersprécher ergëtt. Honnerte vu Leit, déi als Chargés de cours am Fong sollten zäitlech befristet déi Coursen an de Schoulen halen, fir déi keng formell diploméiert Enseignanté konnte fonnt ginn, sinn elo an onbefristeten Aarbechtsverhältnissen mat hirem kommunale Patron. All dat entsprécht awer net där Logik, an där dës Leit agestallt goufen.

Wat ass dann elo ze maachen? Et bidde sech e puer Méiglechkeeten, fir mat der Situatioun ëmzuegoen, woubäi sech alldéngs eng ganz Rei juristesche Schwierigkeete presentéieren.

Kuerzfristeg sollt ee sécherlech keng nei Problemsituatioun schafen. Duerfir soll d'Circulaire de printemps 2007 vun der Educatiounsministesch, fir d'Astelle vun neie Chargés de cours net méi ze autorisieren, och applizéiert ginn.

Mëttelfristeg kéint een envisagieren an Ulehnung op de Pool vu Suppléanten, deen de 25. Juli 2002 per Gesetz geschaf gouf, jee no Bedarf an no virdefinéierte Konditiounen och e Pool vu Chargés de cours ze schafe respektiv dës Leit an de Pool vun de Suppléanten ze integréieren.

An deem Fall wäeren dës Chargés selbstverständlech am Sënn vun den zitiereten Uerteeler à durée indéterminée agestallt, mä eben net méi just an enger Gemeng, mä beim Stat, an de Stat respektiv den Educatiounsminister an d'Inspektorat kéinten d'Chargéen dann asetzen an enger bestëmmter Region, wou se gebraucht ginn. Dës Chargéé kéinten dann och aner Aufgaben iwwerhuelen, wéi spezifesch a Klassen dauerhaft ze enseignéieren. Dat kann ersetze sinn, well ëmmer erëm Léierpersonal ersat muss ginn. Dat kéinten awer och aner Aarbechte sinn, déi an de Schoulen ufalen.

Natierlech géif och näischt verhënnere, datt d'Chargés de cours dann och, wann d'Schoulorganisatioun fir d'nächst Joer gemaach gëtt, jee no Bedarf an dëser oder där Gemeng op enger bestëmmter Lëscht postulieren, fir temporär eng Klass als Titulaire ze iwwerhuelen oder bestëmmte Fächer während deem Joer an enger bestëmmter Schoul ze enseignéieren.

Schliesslech, fir komplett ze sinn, muss een och déi Situatioun envisagieren, wou e Chargé de cours net an de Pool des suppléants oder eventuell den nei ze schafende Pool des remplaçants kënn an opgrond vun der Prioritéit vun de brevetéierten Enseignanté keng Plaz méi a senger Gemeng fënn. An deem Fall kann eng Gemeng dësem Chargé eng aner Aufgab proposieren. Dat ass aarbechtsrechtlech eng Modifikatioun vun dem Vertrag. Dës nei Situatioun géif selbstverständlech viraussetzen, datt d'Gemeng an de Chargé sech iwwert déi nei Situatioun an den Inhalt vun deem nei Kontrakt eens ginn. Gi se dat net, kann d'Aarbechtsverhältnis, esou wéi d'Gesetz et iwwert den Aarbechtskontrakt virgesäit, dann opgeléist ginn.

Zum Schluss, Här President, well d'Schoul an all d'Acteuren, déi doranner intervenieren, awer souwuel d'Gemenge wéi och de Stat concernieren, ass eng Concertatioun tëschen deene responsabele Regierungsmemberen an dem Syvicol ubruecht, fir gegebenenfalls eng Ännerung vun dem Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Réserve des suppléants oder d'Schafe vun enger Réserve des remplaçants an d'Wee ze leede respektiv déi Recommandatiounen auszuschaffen, fir eng global Léisung vun dem Problem ze fannen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Fir d'DP-Fraktioun huet d'Madame Anne Brasseur d'Wuert.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Problem, dee mer hei diskutieren, geet wäit iwwert d'Schoul eraus. Hei geet et ëm ons allgemeng Aarbechtsgesetzgebung, ons Gesetzgebung iwwert de Contrat de travail, e Gesetz, wat 1989 vill méi Rigiditéit virgesinn huet. Deemools hu mir als DP-Fraktioun dovir gewart, fir ze vill Rigiditéiten an d'Aarbechtsvertrag eranzebréngen, well et e Patron ganz oft an eng onméiglech Situatioun bréngt, wann en Aarbechten ze verriichten huet, vun deenen en net am Virus weess, wéi laang se musse gemaach ginn.

Dat Gesetz ass awer 1989 gestëmmt ginn. 1991 huet do den Educatiounsministère fir sech eng Ausnahm geholl, andeem hei e Gesetz gestëmmt ginn ass, well fonnt ginn ass, d'Schoul kënn net organiséiert ginn, wann ee sech op den Droit commun géif referieren. Dat heescht, de Stat engersäits schreift dem Privatpatron e rigouréist, restriktiiv Aarbechtsgesetz vir, mä op där anerer Säit mécht e sech selwer Exceptiounen. An dat huet ebe gedauert, bis d'Cour constitutionnelle gesot huet, dat wär net richtig, de Stat däerf sech hei net extra Rechter eraushuelen.

Elo si mer an der Situatioun, dass hei muss den Droit commun applizéiert ginn, dat heescht, dass d'Chargé-de-cours am Primaire, déi bis elo e Contrat de travail à durée déterminée haten, deen ëmmer verlängert gouf, mussen no zwee Joer à durée indéterminée agestallt ginn.

Dat stellt fir déi gréisser Gemengen och kee Problem duer, wat den Här Adam och gesot huet. Ech ginn d'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg. An der Stad Lëtzebuerg gëtt et fir d'Schouljoer 2006/2007 601 Enseignanten. Dovunner si 481 brevetéierter; dat mécht 80%. Et gëtt 120 Chargéen, wovun der 51 vun der Réserve des suppléants kommen, dat heescht, deenen hir Nominatioun baséiert op enger Base légale. 53 hunn e Contrat de travail à durée indéterminée, well d'Stad Lëtzebuerg viru Joren all de Chargéen e Contrat de travail à durée indéterminée ginn huet, a 16 hunn e Contrat de travail à durée déterminée. Dat sinn 2,6%.

Fir grouss Gemengen ass also de Problem nach ze bewältegen. Mä fir déi kleng Gemengen - an den Här Adam huet dat ugeschnitten - ass et wierklech schwierig, dat ze léisen.

Wat mécht ee mat deene Leit, wann een op eemol ze vill Chargéen huet à durée indéterminée, an op där anerer Säit huet ee brevetéiert Personal, dat natierlech absolut d'Prioritéit huet, eng Prioritéit, déi am Gesetz iwwert d'Réserve des suppléants vun 2003 ageféiert ginn ass?

Dat Gesetz vun der Réserve des suppléants ass e puermol hei ernimmt ginn, an ech si frou, dass sech dodrop referéiert gëtt, well wéi dat deemools gestëmmt ginn ass, war

et net evident. Do ass och gemengt ginn, de Beruff vum Schoulmeeschter géif bradiert ginn. Dat war awer net Fall. Et war einfach fir mam Constat vun enger Pénurie eens ze ginn an deene Leit, déi temporairement an de Schoule geschaff hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, eng Formatioun ze kréien an duerno och eng Nominatioun.

Wa mer sollen all d'Chargéen national gérieieren, dann ass dat eng Méiglechkeet, där sech d'DP net opposiert. Mir sinn awer mat deene Gréngen net d'accord, fir d'Léierpersonal insgesamt um nationale Plang ze gérieieren. Mir sinn der Meenung, dass d'Gemengen nach ëmmer den Droit de nomination vum Schoulpersonal, vum brevetéierte Schoulpersonal mussen hunn, well soss d'Primärschoul, déi an de Quartieren, an de Gemengen ass, ze wäit vun de Gemengersponsablen ewechkënn, wat wierklech net gutt wär.

Mir brauche Schoule vun der Proximitéit an duerfir mussen d'Gemenge responsabiliséiert ginn, mä fir se ze responsabiliséieren, musse se selbstverständlech awer och d'Moyené kréien, fir dat ze maachen.

(Interruption)

An deem Bréif, deen zesumme vum Syvicol vun der Madame Educatiounsminister a vum Innenminister un d'Gemenge geschéckt ginn ass, steet och dran, dass an Aussicht géif gestallt ginn, dass d'Gesetzgebung iwwerschaft gëtt. Duerfir wollt ech d'Regierung froen, wéi wäit se mat där Gesetzgebung wär, wéi wäit déi Ausaarbechtung ass, well d'Gemengen, a besonnesch déi kleng Gemengen dorop waarden. Déi kenne jo net esou virufueren, well soss kréien d'Leit eng précaire Situatioun.

Well wat geschitt? Wat maachen elo d'Gemengen? Leit, déi e Contrat de travail à durée déterminée haten, no zwee Joer, déi kréien einfach gekënnegt, an da ginn neier geholl. Dat heescht, dass mer duerch dee System hei Leit am Fong an d'Précaritéit stierzen. Dat ass jo wierklech net de Sënn dovun. Dofir muss eng legal Basis hei geschaf ginn.

Ech soen lech Merci fir déi Äntwerten, déi Der ons da wäert liwweren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Dann huet den honorablen Här Diederich fir d'LSAP-Fraktioun d'Wuert.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Här President, Madame, Här Minister, d'Circulaire N°2625 un d'Adress vun de Gemengen, op déi haut schonn e puermol higewise ginn ass, enthält eng Rei wichteg Recommandatiounen, déi d'Resultat si vun deem Aarbechtsgrupp, op deen den Här Adam schonn higewisen huet. Dës Recommandatiounen droen der neier Situatioun Rechnung a versichen déi legitim Interesse vun de Chargéen, awer och vun de brevetéierte Schoulmeeschteren a Léierinne souwéi de Gemengen ze vertrieden.

Fir déi Chargéen, deenen hir Aarbechtsvertrag à durée déterminée bei darselwechter Gemeng d'Dauer vu 24 Méint erreicht hunn, gëtt recommandéiert, de leschte berfristete Vertrag an en onbefristeten ëmzënnere, dee geméiss dem Arrêt vun der Cour eventual retroaktiv a Kraaft trëtt, entweder no 24 Méint onënnerbrachener Déngschtleeschung zënter dem éischten Engagement oder beim drëtte Renouvellement vum initiale Kontrakt.

Et ass elo vill gesot gi vun de kleng Gemengen; dat stëmmt sécherlech. Ech muss awer soen, datt et net esou schlëmm ass. Mir hunn zum Beispill a menger Gemeng kee Kontrakt à durée déterminée, mä mir fuere schonn eng Rei Jore mat deem Personal. Domat kenne mir all Joer eis Schoulorganisatioun gutt iwwert d'Bühn kréien.

Heimat soll fir déi betraffe Chargéen eng méi stabil Situatioun geschaf ginn, déi fir d'Planung vun hirem Alldag an hire Zukunft onerlässlech ass. Ech mengen, den Här Adam huet higewisen op Leit, déi kee Prêt kréien Ech selwer sinn och emol vu Léierinne mat demselwechte Problem drop ugesprach ginn, datt se duerch Scheedung oder aner Problemer op eemol selwer hu missen eng Wunneng sichen an da bei de Banke Problemer haten.

Gläichzäiteg gëtt de Gemenge recom-mandéiert, keng nei Chargéé méi anzestellen. An ech gleewen och, datt déi meescht Gemengen dat wäerte maachen. Ech muss soen, wann een heiansdo gewëss lwwerleueungen héiert, mengt een, all Gemenge wieren nëmme just drop aus, fir hir eegen Avantagen ze sichen. Ech kennen awer vill Gemengen, déi responsabel handelen an déi probéieren, fir hir Leit déi beschte Solutioun ze sichen.

D'Gemenge ginn drun ernnert, datt all Posten, deen net vun engem brevetéierte Schoulmeeschter besat ass, all Joer muss vakant erkläert an ausgeschriwwen ginn am Kader vun der Schoulorganisatioun. Dëst ass vläicht net ëmmer de Fall, mä et misst am Ministère gekuckt ginn, fir déi Bestëm-munge méi genau anzehalen. Ech kann lech awer soen, datt mer dat och ëmmer gemaach hunn, wéi et an de Recomman-datiounen an an de Reglementer virgesinn ass.

Dës Obligatioun betrëfft also och déi Posten, déi vun engem Chargé mat engem Contrat à durée indéterminée besat sinn. Wa sech fir dës Poste brevetéiert Personal mell, dat een Droit de priorité huet, kann d'Gemeng, wéi et jo schon haut gesot ginn ass, mat engem Problem vu Gestiou vun hirem Personal konfrontéiert ginn. Et ass sécherlech, fir et nach eng Kéier ze soen, méi e grouse Problem a méi klenge Gemengen.

D'Gemenge waren also jorelaang gezwon-gen, op Chargéen zréckzegräifen, déi eng wichteg Aarbecht gemaach hunn, déi, fir de Gemengen hir Schoule fonctionnéieren ze loossen, vun de Gemengen hu missen agestallt ginn. Am Fall wou se keng Plaz méi fir se hätten, mussen d'Gemengen dem Minister déi Chargéé signaléieren. Den In-spekter probéiert dann, ob et nach méiglech ass, an engem Arrondissement no bei där concernéierter Gemeng eventuell nach eng Rei Chargéen ënnerdaach ze kréien.

D'Gemenge gi gebieden, wat och wichteg ass, de Contrat-type, deen hannert der Cir-culaire hänkt, ze benotzen, wou ënner anerem am Artikel 4 steet, datt d'Aarbeits-plaz op dem Gebitt vun enger Gemeng «pour des raisons de service» kann än-neren, ënnert der Bedingung, datt déi zwou Gemengen een Accord à l'amiable fonnt hunn. Och dat erlaabt et awer vläicht eng Rei Problemer ze léisen. Et ass keng defini-tiv Léisung, mä ech mengen et muss een net alles esou pessimistes gesinn. Ech mengen, et kënnen awer nach déi meeschte Leit dëst Joer op deem dote Wee eng Aarbeitsplaz fannen.

Fir awer à moyen terme d'Intérêt vun alle concernéierte Partner ze garantéieren, muss légiféiert ginn - et ass scho méi dacks hei gesot ginn de Mëtteg - am Sënn vun enger Gestiou vun de Chargés de cours duerch de Stat mat der eventueller Schafung vun enger sougenannter «Réserve bis». D'Chargés de cours hätten dann een Arbeitgeber: de Stat. Si gi vum Stat engagéiert, awer vun de Gemengen af-fektéiert. Dëst wier bestëmmt à moyen an à long terme déi beschte Léisung, fir aus der aktueller Situatioun erauszekommen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Diede-richt. Den honorablen Här Gibéryen huet d'Wuert fir d'ADR.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. De 5. Dezember 2001 huet mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes hei an der Chamber eng Heure d'actualité iwwert deeselwechte Problem vun de Chargé-de-coursen ugefrot, nodeem zéng Joer deemoos schon näscht geschitt war.

Den Här Statsminister huet deemoos déi Woch virun der Deklaratioun hei gesot, datt hien et ëmmer bedauert hätt, datt d'Chargé-de-coursen aarbechtsrechtlech géife be-nodeelegt ginn, datt se géifen ongerecht behandelt ginn, an datt hien ëmmer derfir agetratt wier, fir de Problem ze léisen, an datt hie souguer Verbesserung-er virgeschloen hätt zum Projet vun der Erzéi-ungsministerin an déi duerchgesat hätt.

Den Här Sunnen vun der CSV huet 2001 gesot: Mir mussen Neel mat Käpp

maachen, déi deene berechetege Fuerderunge vun alle Kategorië Rechnung droen.

Den Här Fayot vun der LSAP huet gesot: D'öffentlech Hand respektiv d'Politik, dat muss mer soen, huet sech laang Jore laanscht d'Aarbeitsrecht gedréckt, dat se souguer oft strikt beim Privatsecteur reklaméiert. Si huet och hir Sozialverflich-tung net widderholl. D'Leit sinn op Jorzéngen an engem prekären Aar-bechtsverhältnis gelooss ginn. Weider ass d'LSAP och der Meenung, dass ee kloer an novollzéibar Regele soll schafen, fir d'Chargé-de-coursen a regelrecht Aar-bechtsverhältnissen ze ginn.

D'Madame Durdu vun der DP huet gesot: No all deene Joren, wou den Dossier vun de Chargés de cours en suspens war, kënnen mir et nëmme begréissen, wann elo Neel mat Käpp gemaach ginn. An anere Wieder, datt d'Situatioun vun de Chargés de cours endlech soll regulariséiert ginn.

Den Här Garcia vun deene Gréngen huet a senger Konkusioun gesot, datt mer zum éischten aarbechtsrechtleche Volet natier-lech soen, datt mer dat kënnen innerhalb vu kierzester Zäit realiséieren.

D'Madame Brasseur als Educatiounsminis-ter huet gesot: Vu dass ech awer éischer e pragmatésche Mënsch sinn, solle mer fir d'éischt de Volet vum Primaire léisen an dann de Problem vum Postprimaire.

» **M. le Président.** - Här Gibéryen, ech wollt lech just soen: Dir hutt elo nach 15 Se-konnen Zäit, fir...

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Presi-dent, ech wier genau a mengen zwou Se-konne fäerdeg.

» **M. le Président.** - Dann ass et gutt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hei sinn am Fong all d'Äntwerten. Ech huele mer dann déi zéng Sekonnen erëm zréck.

D'Madame Brasseur huet gesot: Duerfir géif ech proposéieren, dass ech mat deem Text, soubal en déposéiert ass, an d'Chambers-kommissioun kommen, dass mer dann en toute sérénité kënnen diskutéieren a kënnen verschidde Léisungsvirschléi hei maachen, fir de Problem ze léisen.

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Gibéryen!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Zweetens muss d'Situatioun vun de Chargéé selbst-verständlech geregelt ginn. Duerfir huet deemoos d'Chamber, Här President, vun der Majoritéit hei eng Motioun och ugeholl, wou drasteet: «à procéder par voie législa-tive à la régularisation de la situation des chargés de cours en se basant sur la juris-prudence établie en la matière».

» **M. le Président.** - Här Gibéryen, et deet mer leed, Dir musst awer elo zum Schluss kommen!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Presi-dent, domat sinn ech zum Schluss komm. An der Zwëschenzäit sinn erëm sechs an en halleft Joer vergaangen, fir datt mer haut nach eng Kéier deeselwechten Exerceice hei maachen. Dobäi gesäit een am beschten, wéi d'Politik hei zu Lëtzebuerg d'Leit ka ver-aarschen.

Ech soen lech Merci.

(Hilarité)

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech fan-nen, den Här Gibéryen misst nach eng Kéier an d'Schoul goen, fir dass hie bonnes manières bäibruucht kréit! Seng Termen, déi sinn net appropriéiert, fir op enger Chambertribün ze soen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et stëmmt awer, Madame Brasseur!

» **M. le Président.** - Gutt, da schlësse mer dat Kapitel of a mir kommen zum Här Jaerling, deen d'Wuert gefrot huet.

(Interruption)

Sou! Här Gibéryen, Är Interventioun ass elo eriwwer.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Ma-dame Brasseur hat mech provoziert.

» **M. le Président.** - Äre fréiere Partei-kolleeg, den Här Jaerling, huet d'Wuert.

(Interruption)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech gleewe kaum, well et ännert jo och näscht un enger Situatioun, wann ee se a Cadeaus-pabeier apaakt! Ech sinn awer och éischer der Meenung, dass een d'Saache soll beim Numm nennen.

(Interruption)

Bon, mä wat mech hei stéiert... Dat ännert näscht.

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Braz!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech sinn zu Esch an der Hieh gebuer, an Der wësst jo, wéi et do geet, gell? Do muss ee schonn erbarmungslos zouschloen, fir op déi aner Säit vun der Strooss ze kommen.

» **Une voix.** - Iwwerdreift Der net liicht?

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ganz e bëssen.

» **M. le Président.** - Här Jaerling, passt op, dass et lech net geet wéi dem Här Gi-béryen, dass d'Zäit schonn eriwwer ass, ier Der zum Fong kommt.

(Brouhaha général)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Also, Här President, wéi dem Här Gibéryen kann et mer net goen, well meng Zukunft kennen ech, mä seng ass ganz ongewëss.

(Hilarité)

Här President, ech hunn e Problem, dat ass, dass mer am Aarbeitsrecht ëmmer riseg Problemer hunn, wann et heescht am Fong déi Rechter ze vereenheetlechen, ob dat elo fir den öffentleche Secteur ass oder ob dat fir de Privatsecteur ass. Et ass einfach schwierig, fir hei am Land et fäerdeg ze bréngen, dass ee Saliarié am Aarbeits-recht d'selwecht behandelt gëtt wéi deen aneren. Engersäits maache mer extra Gesetzer fir deen ee Secteur wéi fir deen anere Secteur an iergendwann eng Kéier muss mer awer zur Konkusioun kommen, dass dat muss ophéieren. Mir hunn dat elo erëm gesi beim Versuch fir en Een-heitsstat fir all Saliariéen ze maachen, an esou geet dat weider.

Wat elo d'Diskussioun iwwert d'Chargés de cours ugeet, esou ass et jo einfach esou, och wann d'Gemengen hinnen de Contrat à durée indéterminée ginn, da si se net Chargés de cours, mä da si se einfach Em-ployés communaux. Chargés de cours gi se jo eréischt wa se nominéiert ginn, esou wéi ech dat gesinn. Soss froen ech mäi Kolleg Braz, dee seet mer dat dann.

Mä op jidde Fall ass et awer elo wichteg, dass déi Situatioun eng Kéier kloer ass an dass deene Leit elo emol zumindst d'Garantie gi gëtt, dass se net an enger ganz prekärer Situatioun sinn, och wann et elo nach ëmmer esou ass, wa se dann dee Moment Employé communal sinn, dass dann hir Aarbeitsplaz och nach net esou ofgeséichert ass wéi dat bei aneren ass, déi an deem Secteur schaffen. Mä ech ka mer zwar net virstellen, dass eng Gemeng sollt higoen an iergendwéi de Versuch maachen, fir do op Entloossungen zréckzegräifen.

Ech kann awer domat liewen, wann ee seet, et géif een en nationale Pool maachen, fir déi Leit anzestellen a fir hinnen dann nach d'Garantie ze ginn, och wat hir Nominatioun ubelaangt...

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Jaerling!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech hunn lech verstanen, Här President. Ech ha-len direkt op.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Domat ass d'Dis-kussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung. D'Madame Minister zoustän-neg fir national Erzéiung, d'Madame Del-vaux, huet d'Wuert.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Mi-nistre de l'Éducation nationale et de la For-mation professionnelle.** - Merci, Här Presi-dent. Dir Dammen an Dir Hären, ech ver-stinn, dass d'Gemidder héich ginn an der Chamber, well de Problem vun de Chargés de cours ass jo och keen einfachen. Op dem Punkt stinn eigentlech zwou Logike sech géigeniwwer.

Dat éischt Gesetz, wat seet, ëmmer gëllt d'Prioritéit fir e Brevetéierten. A jiddferree steet zu deem grouse Prinzip, well mer jo gären d'Schoul vun der Qualitéit hätten. Et ass net déi eenzeg Garantie, mä déi éischt Konditioun, fir eng Qualitéit an d'Schoul ze kréien, dass mer diploméiert Enseignanten hunn. Also hätte mer gären, dass déi diploméiert Enseignanten eng Prioritéit hunn.

Duerch d'Ëmstänn, duerch d'demograph-esch Entwécklung hei zu Lëtzebuerg a wahrscheinlech och duerch d'Ëmännerung vun den Aufgaben an der Schoul ass et an deene leschte Joren dozou komm, dass mer net genuch brevetéiert Personal haten, an dass d'Gemengen also aus der Nout er-aus Leit agestallt hunn, fir Schoul ze halen, well dat Alleréisch ass jo emol, dass iwwer-

haupt Klass ass an dass mer Leit an de Klassen hunn.

Dorausser sinn am Laf vun de Joren e ganze Koup Kontrakter mat Chargéen ofgeschloss ginn, an do stousse mer dann op déi aner Logik, déi do seet, d'Aarbeitsrecht misst fir jiddferree datselwecht sinn. Dat heescht, wann ech ee Kontrakt hunn, dee méi wéi zwee Joer dauert respektiv wann e méi wéi zweemol verlängert ginn ass, da gëtt dee changéiert an e Contrat à durée indéter-minée.

Effektiv hat eng fréier Regierung e Gesetz stëmme gelooss, wat eng Derogatioun vir-gesinn huet fir d'Schoul, fir ze soen, wat d'Schoul ugeet, muss mer eis net dorunner halen; mir kënnen also de Leit e Kontrakt ginn, dee méi wéi zweemol verlängert gëtt an och méi wéi zweemol dauert. Jiddferree huet sech schwéiergedoen, fir un dee Sujet erunzegoen, a letzlech huet d'Gericht eis elo obligéiert, fir eis Gesetzgebung ze än-neren.

Ech mengen, dat éischt, wat ech hei wëllt soen, dat ass, dass mer jo elo wéinst al-leguerten deene Leit, déi méi wéi zwee Joer e Kontrakt hunn oder méi wéi zweemol ver-längert gi sinn, en Appel gemaach hunn un d'Gemengen, fir ze soen: Gitt hinnen e Con-trat à durée indéterminée.

Säit ech am Ministère sinn, schreiwen ech all Joer eng Circulaire, wou ech d'Gemen-gen oprufen a soen: Wann ech gelift, stellt keng nei Chargéen an, a wann Der der hutt, déi Der eventuell net méi braucht, well Der genuch Brevetéierter hutt, da mell se, fir dass se iwwert d'Inspektorat kënnen an aner Gemenge vermittelt ginn, wou nach Leit géife gebraucht ginn. Dat gëtt - wëll ech soen - an der Regel och respektéiert, awer ëmmer erëm kennen ech Fäll, wou awer nei Chargéen agestallt ginn.

Här Gira, sidd net esou ongedëlleg, ech kommen zum Punkt.

(Interruption)

Ech wëll da soen, dass d'Schoul fir de Mo-ment eng Compétence partagée tëschent dem Stat an de Gemengen ass. D'Gesetz vun 1912 gesäit ganz kloer vir, dass d'Nom-inatioun vun de Leit am Primaire vun de Gemenge gemaach gëtt. Ech sinn am-gaange mam Syvicol a mat alle Con-cernéierten interfraktionell doriwwer ze diskutéieren, fir ze soen: Wëlle mer dat an der Zukunft esou weiderféieren, mat all dee-nen Inconvénienten, déi dat huet? A mir si jo elo zur Konkusioun komm, an dat Gesetz wäert nach virun der grousser Vakanz dé-poséiert ginn, fir ze soen, fir eng kloer Situa-tioun ze kréien, wëlle mer dann déi Nomina-tiounen iwwert de Stat maachen.

Ech wëll awer soen, dass dat och seng In-convénienten huet. Et gëtt nämlech keng Léisung, déi nëmme Avantagen huet. Dat stellt och seng Problemer. An dofir si mer jo esou laang amgaangen doriwwer ze diskutéieren.

Mir mussen dann och Konditiounen fest-leeën, wéi mer d'Gemengen awer nach an d'Organisatioun vun der Schoul im-plizéieren, well ech hunn d'Madame Brasseur hei elo virdrun héiere soen, dass et awer wichteg ass, dass d'Schoul no bei de Leit organiséiert gëtt, no am Quartier, well dat déi Instanz ass, no deem grouse Prinzip vun der Subsidiaritéit, wou een no beim Bierger soll Saachen décidéieren. Dat heescht, mir mussen eis e sophistiquéierte System ausdenken, fir à la fois den Droit du Travail ze respektéieren an déi legitim In-térêt vum de Gemengen, fir kënnen matzeschwätzen, wat d'Organisation sco-laire ugeet.

Wa mer dat also maache fir d'Schoul-meeschteren, dann ass et logesch, dass mer et och maache fir d'Chargés de cours, well déi zwee gi jo zesammen. Deen Dag, wou mer genuch brevetéiert Personal, Schoulmeeschteren a Léierinnen, hunn, brauche mer jo keng Chargéé méi anzestellen. Mä déi, déi mer hunn, déi mussen mer awer nach weider... Mir mussen? Mir si frou, dass mer se nach kë-nen halen, well dat si jo Leit, déi iwwer Joren eng gutt Aarbecht gemaach hunn an eiser Schoul, an ech géif et jo och net richtig fan-nen, dass mer vun engem Dag op deen anere soen: Elo hutt Der Är Schëllegkeet gemaach, elo kënn Der goen! Dat geet jo net. Also wëlle mer déi dann och zentral géieren.

Duerfir hunn ech u sech kee Problem mat där Motioun, déi den Här Adam hei dé-poséiert huet. Ech hu just e Problem, well ech mengen, dass mer dat awer en concer-tation avec les communes misste maachen. Ech géif et keng gutt Politik fannen, fir elo einfach vun uewen erof hei ze soen, hei, elo maache mer dat esou an esou, well ech wëll

just den Deputéierte soen, dass sech jo awer ganz vill Froen nach stellen, wa mer d'Gestioun vun deene Chargéen elo um Niveau vum Stat maachen.

De Moment hu mir répertoriéiert am Ministère. Et gétt keen zentrale Fichier iwwert d'Chargéen, well déi jo vun de Gemengen agegallt ginn. Mir hu fir d'Joer 2005 an 2006 1.079 Kontrakter identifizéiert. Dovunner sinn der 277 am Pool des remplaçants, dat heescht, dat sinn der, déi eng fest Nominatioun hunn. Da bleiwen also 802 Chargéé vun deenen ech net weess, wéi vill der e Contrat à durée déterminée hunn a wéi vill der e Contrat à durée indéterminée hunn, well dat jo ëmmer vun deenen eenzelne Gemengen ofhänkt.

Wa mer elo soen, mir maachen ee Gesetz mat engem Pool, wou mer all déi Chargéen eranhuelen, mir hu jo schonn e Pool des remplaçants, do gétt et eng Prioritéitlëscht. Pool des remplaçants eent sinn déi Brevetéiert, déi keng Nominatioun an enger Gemeng hunn. Da kommen d'Chargéé vun 2002. An da géife mer elo eng nei Kategorie maache mat deenen neie Chargéen, déi mer dann elo iwwer ee Gesetz missten identifizéieren. Do kann et awer sinn, an dat ass eng Fro, déi sech stellt, dass do vläicht Chargéé léiwer hire Kontrakt an der Gemeng halen, wéi dass se eriwwekmen an de Pool vum Stat.

Dat ass déi éischt Fro, déi mer musse klären: Kann een all déi Chargéen obligéieren, an de Pool vun de Remplaçanten eriwwekmen, oder loosse mer hinnen de Choix, fir an der Gemeng ze bleiwen? Well wa se vum Stat iwwerholl ginn, da musse mer se natierlech zu de Konditiounen vum Stat iwwerhuelen. An et mag sinn - ech kann dat net hei soen, mä ech wéilt awer drop opmierksam maachen -, dass et verschidde Gemenge gétt, wou d'Konditiounen, fir Chargéé ze sinn, méi avantagéis sinn, wéi wa se géifen an e staateche Pool iwwerholl ginn. Dat ass also eng Fro, déi mer musse klären.

Dat Zweet ass, souwäit mir dat kënnen identifizéieren gétt et Chargéen, déi keng Première hunn. Bis elo war ëmmer d'Konditioun, fir an de Pool iwwerholl ze ginn, dass een eng Première huet. Mir mussen also och déi Leit, déi elo keng Première hunn, mä awer e Contrat à durée indéterminée, an dëse Pool eranhuelen, an da musse mer also Konditiounen do zesummebastelen oder Feinaarbecht maachen, fir deenen eng Carrière ze maachen.

Da géif ech gären deene Chargéen, déi et wëllen, d'Méiglechkeet opmaachen, fir eng Formatioun ze maachen. Och do musse mer dann d'Konditiounen festleeën: Ënner wéi enge Konditiounen kënne se déi Formation continue maachen? Well bis elo steet am Gesetz, dass se op d'mannst eng Anciennetéit vun dräi Joer missten hunn. Vu dass een no zwee Joer scho kann e Kontrakt à durée indéterminée kréien, misste mer déi Konditioun dann och regelen, esou dass sech do ganz, ganz vill - keng prinzipiell, mä - Detailfro stellen, un deene mer amgang sinn ze schaffen.

Ech wënsche mer näischt méi, wéi dass mer dat Gesetz am September, Oktober - ech kucken den Här Wilmes, dee muss dat nämlech maachen, dee sëtzt do uewen -, fir den Hierscht fäerdeg hunn an dass mer et da kënnen déposéieren. Mä, wéi gesot, ech géif awer gär dofir mat de Gemengen zesummen diskutéieren. Dofir wär ech frou, Här Adam, wann Der d'accord wäert, fir den Ajout derbäi ze soen «en concertation avec les communes» an Ärer Motioun. Da wollt ech lech froen - lech hei, versammelt als Chamber -, wann ech soen, mir wäerten dat Gesetz déposéieren, loosse mer soen am Oktober, da muss et an de Conseil d'État, an dann ass et an Ären Hänn.

Also, ech hätt gären, dass dat Gesetz a Kraaft wär fir d'Réntree 2008/2009. Ech selwer kann dat awer net garantéieren. Well dat dote gétt, wéi gesot, e Gesetz, wou vill Gekniwwels - wéi mer dat nennen - dran ass a wat also muss an d'Kommissioun souwuel vun der Fonction publique wéi vun der Éducation nationale, esou dass ech et net ka garantéieren.

Duerfir wier ech dankbar, wann Der do géift verstoen, dass ech dat Engagement net kann unhuelen. Ech kann net garantéieren, dass et fir d'nächst Réntree a Kraaft ass. Ech ka garantéieren, dass mer d'Gesetz am Hierscht déposéieren, mä ech kann net garantéieren, wéini dass et duerch d'Instanzen erduerch ass. Esou dass ech lech da géif froen, vläicht den Délai erauszehuelen. Ech versprieche hei, dass ech dat Gesetz am Hierscht an der Chamber déposéieren.

Här President, dat war esou vill ech zu dësem Sujet ze soen hat.

Motion 1

» M. le Président. - Merci, Madame Ministre. Ech mengen, wann den Här Adam d'accord ass, da géif den Dispositiv ausgesinn: «à établir au plus vite en concertation avec les communes un système de nomination»?

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Däerf ech nach eng Minutt schwätzen?

» M. le Président. - Jo.

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Jo. Madame Ministre, Merci fir Är Ausféierungen. Et ass och esou, dass mir am Fong gehöll - ech hunn dat och scho festgestallt - net um gudde Wëlle vun der Regierung zweifelen. Mir haten deen Datum hei dragesat, ouni dass mer dem Här Gira seng Interventioun héieren haten, mä well mer wierklech d'Gefill haten, dass dat ee Problem ass, dee mer...

(Interruption)

Den Här Gibéryen. Pardon. Et ass awer nach e klengen Ënnerscheid.

(Brouhaha général)

» Une voix. - Do gétt et vill Ënnerscheeder.

» Une autre voix. - Dir hätt besser gehat, Dir wiert sëtze bliwwen.

» M. le Président. - Kommt, lauschtert dem Här Adam no!

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Mir wollten den Termin do bewusst drasetzen, fir einfach net erëm de Risiko anzegoen, dass näischt geschitt. Mä déi Erklärungen, Madame Ministre, déi Dir eis ginn hutt, déi liichten eis selbstverständlech an, esou dass mer mat där neier Formulatioun awer d'accord sinn, an dass mer dann eben hoffen, dass mer esou schnell wéi méiglech do vun der Plaz kommen. Also si mer d'accord mat där Formulatioun, esou wéi d'Madame Ministre se proposéiert huet.

» M. le Président. - Dat heescht, déi Formulatioun, déi ech virgelies hunn?

(Interruption)

Neen, mä herno weess de Greffe ni, wéi eng Formulatioun dann en fin de compte arrétéiert ass.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant la complexité de la gestion du personnel remplaçant au niveau de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire;

- considérant que la pratique actuelle de nomination communale des chargés de cours ne peut fournir de garantie d'emploi suffisante pour les concernés;

- constatant que la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ne permet plus de garantir les intérêts légitimes de tous les partenaires concernés, en l'occurrence les autorités communales ou syndicales d'une part, les instituteurs et les chargés de cours d'autre part;

- considérant l'impact que l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle en octobre 2006 et confirmé en janvier 2007 par la Cour administrative a eu sur la situation du personnel remplaçant;

invite le Gouvernement

- à établir au plus vite en concertation avec les communes un système de nomination étatique pour les chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Vote

Voilà! Ech mengen, mir bräichte kee Vote électronique. Mir kënne par main levée ofstëmmen.

Ech gesinn, et ass Unanimitéit fir d'Motioun vum Här Adam.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zu deem nächste Projet de loi. Dat ass dee vum Nordstad-Lycée. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Roth, den Här Goerens, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet de Rapporteur elo, den honorablen Här Diederich.

3. 5743 - Proposition de loi de M. Marco Schank portant création d'un Service de bibliothèques publiques

Déclaration de recevabilité

Dir Dammen an Dir Hären, den Här Schank huet eng Proposition de loi déposéiert gehat iwwert d'Schafung vun engem Service fir öffentliche Bibliothéiken. D'Presidentekonferenz huet se als recevabel erkläert.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Här Diederich!

4. 5707 - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

» M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur. - Här President, Madame, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5707, deen eis haut zur Ofstëmmung virläit, schaaft op dem Territoire vun de sechs Gemenge Bettenduerf, Colmar-Bierg, Dikrech, Ierpeldeng, Ettelbréck a Schieren ee Lycée mam Numm „Nordstad-Lycée“. Ech wëll direkt soen, datt et net esou ass, wéi an enger Dageszeitung dës Woch stoung, datt nëmmen d'Schüler aus deene sechs Gemengen dohinner dierfte goen. Dat war falsch verstane ginn. Prioritär sécher déi aus dem noen Émfeld, mä och déi aner Gemenge kënnen hir Schüler an dee Lycée do schécken.

D'Kommissioun vun der Éducation nationale huet den Text vum Projet de loi den 9. Mee analyséiert an de 6. Juni den Avis vum Statsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics examinéiert. De Rapport, deen ech lech hei virdroen, ass den 20. Juni eestëmmeg ugeholl ginn.

D'Implantatioun vum Lycée respektéiert d'Kritären, wéi se am Plan directeur sectoriel «Lycées» festgehalde sinn. De Conseil d'État approuvéiert de Projet de loi, stellt sech awer Froen iwwert den Numm. Hie constatéiert, datt dëse Lycée deen eenzege Lycée vun deene sechs aus der Géigend ëm Ettelbréck-Dikrech ass, deen dësen Numm dréit, wat kéint zur Konfusioun Ulass ginn.

Ech muss och soen, datt den Ettelbrécker Buergermeeschter mech drop higewisen huet, datt och schonn do Diskussiounen waren, et wiere siwe Lycéeën, well de Lycée privé Ste-Anne net heizou gerechent ginn ass. Et ass awer esou, dass mer ëmmer an deenen heiten Iwwerleeungen nëmmen déi öffentliche Lycéeën zielen, an net déi privat derbäigezielt ginn.

(Interruption)

Ech wëll déi Lycéeën an der Nordstad opzielen: Dat ass de Lycée classique vun Dikrech, de Lycée technique hôtelier vun Dikrech, de Lycée technique vun Ettelbréck, de Lycée technique agricole vun Ettelbréck, de Lycée technique pour Professions de Santé. Et kéint een eventuell och nach d'Arichtunge vum CNFPC derbäizieleen. Da wier deen och nach zu Ettelbréck derbäizerechen.

De Statsrot äussert och Reservé par rapport zur neier Wuertbildung „Nordstad“, déi éischer enger politescher Démarche entsprécht, mä keng juristesche an administrativ Basis hätt. Ausserdeem gesäit hie keng Plus-value duerch d'Bezeechnung «public», ähnlech wéi am Lycée Dumeldeng.

D'Kommissioun décidéiert, de Libellé vum Conseil d'État fir den éischten Artikel zrëckzebehalen: «Il est créé un lycée sur le territoire formé par les communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren.»

D'Kommissioun ass awer der Meenung, am Intitulé den Numm „Nordstad“ bäizebehalen, vu datt dësen Numm eng éischt Emanatioun ass aus all deene Réuniounen an Diskussiounen eraus, déi am Kader vun der Nordstad vun deene sechs konventionéierte Gemenge gefouert si ginn an domat déi politesch Visibilitéit vum Projet verstärkt. Mir haten de Moment nach keng Méiglechkeet, fir konkret Resultater ze weisen, mä hei ass also déi éischt Méiglechkeet fir net ze soen zu Dikrech oder zu Ettelbréck. Den Numm „Nordstad“ ass aus deenen Iwwerleeungen eraus gewielt ginn.

D'Chamber vun de Fonctionnaires et Employés publics begréisst d'Kreatioun vun engem neie Lycée, vu déi dréngend Besoinen u schouleschen Infrastrukturen an dëser Géigend. Si bedauert awer de Mangel un Infrastrukture wat de Sport, d'Restauration, d'Pausen an de Schoultransport ubelaangt, op engem zimlech enke Campus, déi sech dräi Etablissementer mussen deelen. Dës Suerge ginn och vum Conseil d'État gedeelt, deen de Projet soss awer begréisst, well déi ugebuede Formatiounen déi komplettéieren, déi an deenen anere Lycéeën offréiert ginn.

Den Nordstad-Lycée hëlt een Deel Schüler aus dem aktuelle Lycée technique Ettelbruck op, dee mat 1.750 Schüler aus allen Néit bascht a vun deenen der schonn 250 um Site sinn, dee fir déi provisoersch Strukturre vum Nordstad-Lycée zu Dikrech virgesinn ass. Anerersäits kann en een Deel vum Surplus vu Schüler ophuelen, dee sech an den nächste Joren aus dem Zouwuess vun der Populatioun wäert erginn.

De Lycée fonctionnéiert ab der Réntree am September 2007 wéi gesot a provisoersch Strukturre zu Dikrech, engersäits an deene vun der aktueller Annex vum Lycée technique Ettelbréck an anerersäits an neie Strukturren, déi de Moment ni ewendrun entstinn.

D'Schüler aus dem 6. Schouljoer vum Primärunterricht kënnen sech fir d'Réntree 2007/2008 op Septième vum Enseignement secondaire, vum Secondaire technique oder dem Régime préparatoire aschreiwe souwéi an der Dixième vun der Formatioun vun den Usträicher an Décorateurs.

Verschidde Klasse vum Régime préparatoire, déi elo an der Annex Dikrech vun Lycée technique Ettelbréck ënnerbruecht sinn, ginn op Ettelbréck transferéiert, anerer bleiwen op der Plaz a ginn an deen neie Lycée integréiert.

Den Nordstad-Lycée kann, wann all Infrastrukturen um Site vum aktuelle Lycée technique agricole also fäerdeg gestallt sinn - do ass eng Étude de faisabilité gemaach ginn, dass also de Lycée dann op Ettelbréck op de Site vun dem Lycée technique agricole soll definitiv kommen -, ronn 1.200 Schüler ophuelen, dëst a 50 Klassen à plein temps an zousätzlech Klasse mat d'Begeleerunterricht, also à cours concomitants.

Ugebuede ginn déi ënnescht Divisioun vum Enseignement secondaire souwéi den ënneschten Zyklus an de Régime préparatoire vum Enseignement secondaire technique.

Am mëttleren an ieweschten Zyklus vum Enseignement secondaire technique besteet folgend Offre scolaire: Am technesche Régime gétt de kompletten Zyklus ugebuede vun der Division technique générale, Section technique générale a Section Informatique. An der Formatioun vum Technicien gétt de kompletten Zyklus a folgenden Domänen ugebueden: d'Divisioun Informatique, d'Divisioun Elektrotechnik, d'Sectioun Kommunikatioun an d'Sectioun Energie souwéi d'Divisioun Mécanique, d'Sectioun Mécanique générale an d'Sectioun Automechanik.

Esou kann de Nordstad-Lycée de Lycée technique Ettelbréck entlaaschten, andeem hien d'Formatioun vum Technicien an enger qualifizéierter Main-d'oeuvre fir d'Industrie an d'Handwierk iwwerhëlt a komplettéiert.

Am Régime professionnel ginn ënner anere Formatiounen fir déi folgend Beruffer an Handwierker ugebueden: Elektriker, Autoelektroniker, Elektroniker an der Kommunikatioun souwéi an der Energie, diploméiert Informatiker, Industrie- an Automechaniker, Magasinier fir den Automobilssektor, Carrossier, Débosseleuren an Autoslackéierer, Usträicher, Décorateurs, Sanitärinstallateuren, Heizungsinstallateuren, Installateure fir Ventilatioun a Klimatisatioun souwéi Coiffeuren.

Fir de schouleschen Encadrement gesäit e pedagogesche Projet vir, d'Schüler vun hallwer acht moies bis sechs Auer owes ze betreiwen. Ugebuede gi virun allem Cours d'appui, Remédiationsmesur souwéi kulturell, sportlech a wëssenschaftlech Aktivitéiten a fakultativ Coursen. Dësen Encadrement gétt assuréiert an Zesummenaarbecht mat den Enseignantë vun Educateurs gradués, Educateurs a vun engem Psycholog.

Den Artikel 5 betrëfft d'Astellung vum néidege Personal an hält fest, dass déi definitiv Engagementer kënnen geschéien iwwert d'Ziele vum Numerus clausus eraus, wéi se am Statsbudget festgeluecht sinn. Den Artikel preziséiert d'Besoinen u Personal. Esou wäerten ee Psycholog, een Assistant social, véier Educateurs gradués a fënnef Educateur mat dem SPOS zesummeschaffen.

Derniewent ginn nach folgend Leit agestallt: e Bibliothécaire, ee Sekretär, en diploméierten Informatiker, een Techniker, aacht Handwierker, de Concierge, zwee Garçons de salle, véier Employés d'État a véier Aarbechter mat CATP.

Am Artikel 7 gëtt de Budget definéiert fir d'Méint September bis Dezember 2007. Am Budgetgesetz vum 22. Dezember 2006 gëtt een neien Artikel ageschriwwen: d'Dotatioun fir de Fonctionnement vum Nordstad-Lycée: 250.000 Euro.

Här President, Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, den Nordstad-Lycée hëlleft sécherlech, d'Situatioun am Lycée technique Ettelbréck ze verbesseren a wäert vun den Enseignanten, de Schüler an den Elteren begréisst ginn. No jorelaangem Stëllstand ass endlech déi inakzeptabel Situatioun débloquent ginn. Hie bitt eng grouss Palett vu Formatiounen un a komplettéiert esou déi scho bestehende Infrastrukturen am Centre d'attractivité et de développement Nordstad.

Ech géif lech bieden, dëse Projet ze stëmmen, bréngen den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Fir d'CSV-Fraktioun huet den honorabelen Här Roth d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt dem Rapporteur Fernand Diederich Merci fir säin ausféierleche méndlechen a schrëftleche Rapport. Den Nordstad-Lycée ass mëttlerweile dee sechsten, zielt een d'Privatschoul Ste-Anne zu Ettelbréck derbäi, eigentlech schonn de siwente Lycée, deen op dem Gebitt vun der sougenannter Nordstad geschaf gëtt.

Den Numm Nordstad-Lycée mag duerfir an enger éischer Siicht e bëssen ierféieren. De Statsrot huet sech an deem Punkt och kritesch geäussert. Mat der Bezeichnung Nordstad-Lycée geet et awer virun allem em e politesche Message, fir der Nordstad eng Identitéit ze ginn.

Ee sechste respektiv siwente Lycée an der Nordstad mécht virun allem op der Schoulkaart ee Sënn. Den Nordstad-Lycée dréit zu enger dezentraler Organisatioun vun der Lycéeslandschaft bäi. Dëst entsprécht de Virgabe vum IVL. Den Nordstad-Lycée gëtt och de Konklusioun vum dem Plan sectoriel «Lycées» gerecht. Gemäß dem IVL soll d'Nordstad als Zentrum fir den Norde vum Land an hirer Fonctioun als Wunn- an Aarbechtsplazschwierpunkt gestärkt ginn. Dëst niewent der Region Süden an der Agglomeratioun an a ronderëm der Stad Lëtzebuerg.

D'Nordstad soll an deem Sënn eng Lokomotiv an der Nordregion ginn an domat zu enger gesamer Revalorisatioun vun där Géigend vum Land bäidroen. Zu dëser Attraktivitéit droe sécherlech gutt Zuchverbindungen a spéider och d'Fäerdegstellung vun der Nordstrooss bäi. Net zulescht gëtt et an dëser Region och nach zum Deel méi erschwénglech Bauland fir Famillje mat Kanner wéi op verschiddenen anere Plaze vum Land. D'Zuel vun de Bewunner vun der Nordstad an der Émgegend däreft an den nächste Joren deemno an d'Luucht goen. Den Nordstad-Lycée ass duerfir sécherlech ee Stéck vun deem ambitiöse Projet Nordstad.

D'Schouloffter gëtt souwuel an der Capacitéit wéi an der Diversitéit dem Projet Nordstad ugepasst. Dës Iwwerleeungen an dem Beräich IVL, déi mir als CSV-Fraktioun ënnerstëtzen, fanne sech och am Plan sectoriel «Lycées» erëm, deen de 26. Juli 2005 a Kraaft getrueden ass. Dëse Plang seet, dat a puncto Capacitéit bis zum Joer 2010 am Norden am Ganzen iwwer 2.600 Unitéite

feelen, dat opgrond vu statisteschen Zuelen, déi doriwwer eraus scho méi wéi fënnef Joer zrëckleien. Zielt een dovunner de Réidener Lycée mat senge geplangten 1.200 Schüler ewech, feelen nach bal 1.500 Unitéiten. D'Schafe vun dem Nordstad-Lycée ass duerfir eng Noutwendegkeet an dem Sënn vum IVL, dem Plan sectoriel «Lycées», mä och opgrond vu bestehende Besoinen.

Kuerzfristeg gëtt virun allem den Ettelbrécker Lycée technique zumindest deelweis entlaascht, dat no jorelaangen Diskussiounen an och Petitiounen. Et wäert awer nach daueren, bis sech d'Situatioun an der Avenue Salentiny ganz normaliséiert huet. Eréischt wann den Neibau vun der Akerbauschoul zu Gilsdorf ofgeschloss ass, gëtt zu Ettelbréck an den heitege Gebaier vum Lycée technique agricole weidere Schoulraum fräi, deen no Émbaumossnamen zu Schoulzwecker genotzt ka ginn.

Dass den Nordstad-Lycée tëschtent déi bestehend Struktur vum Dikrecher Kolléisch an der Hotelsschoul stoe kënn, mécht am Kader vu méigleche Synergien och Sënn. Et fonctionnéiert op dëser Plaz schonn eng Annex vum Ettelbrécker Lycée technique. Derniewent kann an enger éischer Phase vun de bestehende Sportsinfrastrukturen a Kantine profitéiert ginn.

Längerfristeg sollt den neien Nordstad-Lycée awer iwwer eege Sports-, Fräizäit- a Restauratiounsinfrastrukturen verfüegen. Fir d'Schoulentree 2007 wäerten déi nei Infrastrukture wuel nëmmen e Provisorium sinn, bestehend aus Containeren. Si hunn de Virdeel, dass se innerhalb kuerzer Zäit kënnen opgeriicht ginn. Dass Container net ëmmer mat Bëllegbauweis ze vergläiche sinn, beweist de Lycée technique pour Professions éducatives et sociales zu Miersch, deen déi lescht Rentrée seng Diere fir d'Schüler opgemaach huet. Datselwech zielt och fir déi provisoiresch Struktur bei der Akerbauschoul, déi sech duerch hir Holzverkleete Fassad harmonesch an d'Stadbild vun Ettelbréck afügt.

Här President, net nëmme genuch Plaz ass wichteg, och déi schoulesch Offer muss kontinuéierlech ausgebaut an adaptéiert ginn. Den neien Nordstad-Lycée, zesumme mat deenen anere Lycéeën an der Nordstad, muss mat der schoulescher Ausrichtung ënner anerem dozou bäidroen, dass nei Betriber, déi sech am Norde vum Land etabléieren, wëssen, dass si op där Plaz och qualifizéiert Leit kënnen virfannen.

D'CSV-Fraktioun begréisst dofir, dass déi schoulesch Offer vum dem Nordstad-Lycée complémenteaire ass zu där postprimärer Offer, déi d'Schüler aus dem Norde schonns mat dem Dikrecher Kolléisch, dem Lycée technique vun Ettelbréck, der Akerbauschoul an der Hotelschoul grad wéi dem Lycée fir Gesondheetsberuffer hunn.

D'Schüler aus der Nordregion kréien d'Méiglechkeet, déi ganz Panoplie vu Formatiounen an hirer Géigend ze hunn. Si kënnen also déi Fachrichtung aschloen an dat léieren, wou se dat gréisste Potenzial hunn. Kee muss sech duerfir méi aus dem Norden duerch d'halleft Land déplacéieren.

D'Schouloffter vun dem Nordstad-Lycée ëmschléisst nämlech niewent dem klassischen an dem techneschen Unterrecht och ganz vill Beruffer, wéi den Elektriker, de Mécanicien oder den Heizungsinstallateur. Nei ass och den Usträicherberuff; eng Formation, déi bis haut am Norde vum Land nach net ugebuede gouf, mä wou et awer eng grouss Demande gëtt.

Iwwerhaupt gëtt am Nordstad-Lycée e grouss Wäert op d'Handwierk geluecht. Net manner wéi 1.200 Schüler wäerten deemno ab dem Schouljoer 2007-2008 am Nordstad-Lycée d'Schoulbank drécken. Dat entsprécht där sougenannter Capacité d'accueil optimisée, déi gemäß dem Plan sectoriel fir e Lycée mat techneschem Unterrecht an dem klassischen Unterrecht an dem Énnergrad bei 1.100 bis 1.400 Schüler läit.

Et ass gutt, dass Wäert op en Encadrement vun de Schüler ausserhalb vun de Schoulstoune geluecht gëtt. Vu mueres hallwer 8 bis owes 6 Auer ginn d'Schüler vu qualifizéiertem Personal betreit.

Mir begréissen als CSV-Fraktioun dofir ausdrécklech, dass de Gesetzesprojet d'Schafe vun enger pedagogescher Equipe mat ënner anerem engem Psycholog, engem Assistant social souwéi Erzéier an Educateurs gradués virgesäit. Dës Offer un auserschoulescher Betreierung sollt eigentlech fir all Lycée generaliséiert ginn.

Ech ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Als Nächsten huet den Här Goerens d'Wuert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, innerhalb vu kuerzer Zäit gouf an der Chamber iwwer véier Projeten ofgestëmmt, mat deene véier nei Lycéeën solle geschaf ginn: dee grenziwerschreidende Lycée vu Schengen, de Lycée op der Friche Esch-Belval, de Lycée zu Dummeldeng an haut elo deen neie Lycée an der Nordstad.

Mir begréissen et, dat sech konkret eppes deet, wat den Ausbau vun eise schouleschen Infrastrukturen ueget. D'Entwécklung vun de Schülerzuelen an deenen nächste Jore verlaangt et, dat mer zügeg eis Offre scolaire erweideren, fir dat mer et op déi Manéier erméigleche kënnen, überschaubar schoulesch Entitéiten ze kreéieren, déi och den Avantage hu vun enger besserer Qualitéit vum Unterrecht, dee vermëttelt ka ginn.

Ech huelen zum Beispill, wat oft verkannt ass, dat de Lycée Robert-Schuman, hunn ech mer soe gelooss, manner wéi 1.000 Schüler huet. Dat ass am Fong déi ideal Gréisst fir e Lycée, an ech hoffen och, dat deen nei geschafene Lycée sech un deem dote Beispill wäert orientéieren.

Mir begréissen et och, dat mat dem Nordstad-Lycée, wat sécherlech net den definitiven Numm vum Lycée muss bleiwen - ech kommen nach eng Keier dorüber zrëck -, eng zousätzlech Schouloffter am Raum Ettelbréck-Dikrech geschaf gëtt, an enger Géigend, déi eng grouss Dynamik de Moment erlieft, déi och nach esou bal net wäert ophalen.

Am Avis vum Conseil d'État steet iwwerengs och iwwert den Numm Folgendes: «Le Conseil d'État, tout en approuvant la démarche légale et la mise en œuvre, s'interroge toutefois sur le nom donné au lycée à créer: alors que, selon l'exposé des motifs, le lycée sera le sixième lycée implanté sur le territoire dit de la Nordstad, il sera le seul à porter ce nom, ce qui aux yeux du Conseil d'État peut prêter à confusion. Ensuite, d'un point de vue sémantique, le Conseil d'État émet de sérieuses réserves à ce que la création verbale 'Nordstad', qui fait référence à une démarche plutôt politique totalement justifiée de valorisation de certaines communes du nord du pays, mais qui, à l'heure actuelle, manque de fondement juridique et administratif, (...)»

Dës nei Infrastruktur, Här President, ass batter néideg, wann een d'Zoustänn am Ettelbrécker Lycée technique kuckt, deen einfach hoffnungslos iwwerfüllt ass a wou ënner deelweis weder fir d'Schüler nach fir d'Enseignanten net méi zoumuttbare Konditiounen muss Schoul gehale ginn. Dofir ass et gutt, dat mat deem neie Lycée den Ettelbrécker Lycée technique, wann och nëmmen deelweis, mä dach awer entlaascht gëtt. Deen neie Lycée wäert ronn 1.200 Schüler, gëtt mer gesot, kënnen ophuelen.

Als DP si mer der Meinung, dat een éischer soll versiche méi kleng Quantitéiten, wéi ech éinescht schonn a mengen aleedende Bemierkung gesot hunn, ze schafe mat maximal 1.000 Schüler. Dëst mécht et souwuel virun allem fir d'Enseignanten an och fir d'Schüler méi liicht, den Iwwerbléck iwwer hir Schoul ze behalen.

Wat de Standuert vum neie Lycée ueget, si mer der Meinung, dat d'Schüler direkt vun Ufank un an enger nëmme provisoirescher Struktur an der rue Joseph Merten ënnerbruecht wäerte ginn, a viru ronn engem Mount hunn d'Aarbechten op deem Site ugefaangen. Et bleift ze hoffen, dat déi fir de 15. September kënnen ofgeschloss ginn.

Am direkten Émfeld vun der neier Schoul sinn, et ass scho gesot ginn, d'Hotelschoul, Lycée technique hôtelier Alexis-Heck, an eng Annex vum Dikrecher Lycée. Op enckstem Raum entsteet also hei e Schoulcampus mat ronn 1.600 Schüler.

Mir sinn och als DP der Meinung, dat et wäit aus besser Standuerten och zu Ettelbréck gi wéi deen aktuellen. Konkret Virschléi sinn an deem Sënn och scho gemaach ginn. Esou si mer der Meinung, dat den Terrain vum aktuelle Lycée technique agricole fir d'Énnerbréngung vum Nordstad-Lycée net deen allergeeegentsten ass. Dëse Standuert zitt, eventuell nach kombinéiert mat der Erschléissung vum Plateau Haardt, zousätzlech Verkéier an de Stadzentrum, virun allem an déi elo scho staark belaaschten Avenue Salentiny, wou och bekanntlech deen aktuelle Lycée technique Ettelbréck ënnerbruecht ass.

Wann d'Akerbauschoul op Gilsdorf plënnert, da sollen hei Gebaier eiser Meinung no an der Haaptersack fir d'Erweiderung vum Ettelbrécker Lycée technique genotzt ginn.

Mir proposéieren als Standuert fir den Nordstad-Lycée den CFL-Terrain, deen d'ailleurs mat véier Hektar grouss genuch wier fir dësen Zweck. En ass vis-à-vis vun der Ettelbrécker Gare an dëse Site, wat net onwichtig ass fir an der Kohärenz vun eisen Aarbechten ze bleiwen, entsprécht den IVL-Kritären.

Den Uschloss un d'Émgehungsstrooss Fridhaff-Colmar ass do, an ähnlech wéi zum Beispill beim Lycée zu Dummeldeng läit de Site och no bei der Eisebunn, wat jo och net géint dat verstéisst, wat mer ëmmer erëm hei akloen.

Dobäi kënn, dat am neien Ettelbrécker PAG den Terrain - ech soen dat ënnert dem Contrôle vum Ettelbrécker Buergermeeschter - „zone des terrains à étude“ klasséiert ass, esou dat de Bau vun engem Lycée op deem Terrain also duerchaus denkbar ass.

Grad emol 15% vum Site, an dobäi handelt et sech nach nëmmen ëm Randgebied, si maximal bei groussen Iwwerschwemmunge betraff, während 85% komplett ausserhalb vum Iwwerschwemmungsgebitt leien.

E weidere Virdeel vum CFL-Areal besteet doranner, dat een hei vis-à-vis vun där aler kéint eng nei Busgare bauen. Esou kéint een den Zentrum vun Ettelbréck vun engem groussen Deel vum aktuelle Berufsverkéier entlaaschten.

Och kéint dësen Terrain wahrscheinlech relativ schnell mobiliséiert ginn. Wann den Nordstad-Lycée géif op den Terrain vun der Akerbauschoul kommen, da kéinten d'Aarbechten eréischt a fënnef bis sechs Joer ufänken. Wann dës Schoul op Gilsdorf geplënnert ass a wann een awer d'Zoustänn am Ettelbrécker Lycée technique kennt, da muss ee méiglechst séier eng Léisung fannen.

Ech wëll, wéi ugekënnegt, ofschléissen, andeems ech nach eng Keier op den Numm ze schwätze kommen. Eigentlech wann ee kuckt, wéi sech agesat ginn ass an de leschte Joren, an ech géif bal gär soe Jorzéngten, fir déi aktuell schoulesch Infrastruktur an der Salentinyavenue ze entlaaschten, da misst de Lycée scho bal den Numm „Lycée Francis-Schartz“ kréien. Mä vu dat dat awer eng Considéeratioun ass, déi een normalerweis net Leit zoukomme léisst, déi nach ënnert eis sinn - an ech wënschen dem Här Schartz, dat en nach laang zu eis gehéiert -, musse mer eis no enger anerer Perséinlechkeet ëmsinn.

Ech wollt dofir emol den Numm vum Publizist an Economist, dem leider vill ze vill fréi verstuerwene Carlo Hemmer an d'Diskussion bréngen. Et ass eng Ettelbrécker Perséinlechkeet gewiescht, déi op nationalem wéi och op europäeschem Plang villes opzeweisen hat. En huet sech besonnesch am Beräich vun de Jugendherbergen agesat. Et war en Émweltschützer vun der éischer Stonn an e begeeschterte Wanderer. En huet och Erliefnesberichter, déi wierklech vun enger ganz héijer Qualitéit sinn an där hir Lecture ech nëmme jiddferengem ka recommandéieren, geschriwwen.

Den Adrian Ries, deen am Fong als Papp vum Nordstad-Gedanke géllt, huet a senger Laudatio op de Carlo Hemmer gesot - dat war den 1. September 1991 zu Veianen -: „De Carlo Hemmer war kee Karrièremënsch. Hie war éischer e Missionnaire. Jo, e Missionnaire, an och e Schoulmeeschter. Mä ee vun där gudder Zort, déi versichen ze iwwerzeegen, ouni engem hir Meinung opzewéngen, déi jiddferengem seng perséinlech Fräiheet loossen a jiddferengem seng eege Perséinlechkeet zur Entfaltung bréngen.“

Dat ass nëmmen een Témoignage iwwert déi grouss Perséinlechkeet, déi et effektiv géif verdéngen, op déi Manéier veréiwegt ze ginn. Ech ka kengem dat imposéieren, mä ech wollt dat einfach emol an d'Debatt hei bréngen. An ech mengen, mir kéinten eis emol vläicht dorunner inspiréieren.

Ech wollt dann zum Schluss nach eng Keier soen, dat d'Demokratesch Partei selbstverständlech deem Projet hei hir Zoustëmmung bréngt.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här Adam huet elo d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll et net spannend maachen, duerfir soen ech et direkt: Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet de loi 5707, mat deem mir den Nordstad-Lycée schafen. Genausou däitlech soen ech awer och, dat déi Gréng kengerlee Enthusiasmus verspiere bei der Analys vum aktuelle schouleschen Émfeld am Raum vun der Nordstad. Wa mir elo dëst Gesetz stëmmen, da kann den Hierscht en eegestännege Ly-

Jeudi,
5 juillet 2007

cée an engem provisoiresche Gebai, ageklemmt tëschent der Hotelsschoul, enger Annex vum Dikrecher Kolléisch an enger blechen Hal, déi bis elo als Annex vum Ettelbrécker Lycée technique funktionéiert huet, seng Dieren opmaachen.

Mir ginn also haut de Startschoss fir e Provisorium, dee sécherlech eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun ass, am Fong geholl awer och nëmmen eng Plooschter op en hélzent Been ass. Mir bauen ee provisoirescht Gebai op e provisoiresche Site a ginn deem Dénge de stolzen Numm „Nordstad-Lycée“.

Mir hoffe just, Dir Dammen an Dir Hären, datt dat kee schlechten Omen fir d'Entwécklung vun der Nordstad gëtt. Mir géifen och dréngend de Ministère biede virsiichteg ze sinn, wann en d'Ofkierzung fir dësen neie Lycée festleet. „Nordstad-Lycée“ war den Aarbechtstitel wéi déi Schoul geplangt ginn ass. Et huet sech also ugebueden, ee kleng symbolesche Geste a Richtung Entwécklung vun der Nordstad ze maachen. Mir droen den Numm mat, op alle Fall méi wéi d'Bedenke vum Statsrot. Mir verschléissen eis selbstverständlech och net enger anerer Nummdiskussion, wéi se elo grad de Kolléeg Charles Goerens hei ugefuert huet, obschonn dat vläicht net déi glécklechste Plaz ass, fir déi Diskussioun ze féieren.

Wann also d'nächst Woch d'Containere geliwert ginn, da sollte mer net allze houfreg op eis Leeschtung sinn. Mir sollten eis bewosst sinn, datt mir hei just ee klengt Ee geluecht hunn, an eis mat Energie a Volldamp un d'Realisatioun vum ganze Projet Nordstad-Lycée ginn. Do brauche mer jo emol fir d'éischt een Terrain. De Projet de loi ass virsiichteg. Mir bauen op den Territoire vun der Gemeng Bettendorf, Colmar-Bierg, Dikrech, Ierpeldeng, Ettelbréck oder Schieren. Well d'Akerbauschoul jo elo op Gilsdref kënn, wier d'Laduno dee richtegen Terrain, mä deen hu mir net. De Site vun der Akerbauschoul hu mer, mä do komme mer nach soubal net u mat bauen. Den Här Goerens huet den CFL-Terrain an d'Spill bruecht. Mir sinn och dankbar fir all Propos, déi, wat Terrainen ugeet, gemaach gëtt.

Zum Misär vum enke Site kënn natierlech och nach de Misär vun de Proffen, déi eis feelen. Och wann eng Rei Proffen aus dem Lycée technique Ettelbréck matgeholl ginn, dierft et schwéier sinn, genuch Proffe fir de Centre Nord ze fannen.

Schlecht gesäit et och mat de Sportsinfrastrukturen aus. Déi Dikrecher Piscine ass schonn elo ausgebucht. Mat der Turnhal ass et net vill besser.

Ech kommen zum Schluss a wëll bei allem Pessimismus dach awer dee klengen Hoffnungsschimmer hannen um Himmel net iwwersinn. Endlech fänke mer un, an dank Containerbauweis geet et schnell.

Et ass eng Ganzdagsbetreuung geplangt. Duerfir gesti mir dem Nordstad-Lycée och eng ganz Rei éducatiivt Personal zou. Dat ass eppes, wat eis Freed mécht. D'Ganzdagsbetreuung huet e fakultative Charakter. Dat heescht, d'Schüler kënnen bis sechs Auer an der Schoul bleiwen, müssen awer net. Esou hu sech och schonns déi éischt interesséiert Eltere mat hire Kanner gemellt. A mir hoffen, datt déi Leit, déi an deem neie Lycée wäerte schaffen, duerch hiren Engagement an hiren Initiativgeescht dat ausgläichen, wat d'Infrastrukturen am Moment nach net hienginn. Well dat awer op Dauer zu engem Burn-out féiert, wëlle mir eist Beschit ginn, fir datt et net bei engem Provisorium bleift, mä fir datt dee richtege Lycée Nordstad esou séier wéi méiglech realiséiert gëtt.

An deem Sënn soen ech och dem honorable Rapporteur Merci fir säin ausféierleche Rapport, an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Leschte Riedner ass den honorablen Här Koepf.

» **M. Jean-Pierre Koepf (ADR).** - Dir Dammen an Dir Hären, nodeem dee ganze Projet jo schéin a gutt virgestallt gouf, wou e vun alle Säite jo net ze vill kritiséiert gouf, just e wéinog vun deene grénge Kolleegen - mä si si jo 100%eg d'accord domat, datt et geschitt -, ginn ech och d'Zoustëmmung vun der ADR. Ech soen dem honorablen Kolléeg, dem Fernand Diederich, Merci fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci Här Koepf. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Mady Delvaux.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen natierlech dem Rapporteur Merci, mä och all menge Virriedner fir dee Konsens zu deem Projet. Et ass bal näischt drun aussetzen. Ech mengen och, dass jiddfereen agesäit, dass an der Nordstad - fir dat Wuert dann ze gebrauchen, wat et jo net gëtt, wéi de Conseil d'État seet -, mä dass an deem Zentrum do e grouse Besoin un Infrastrukture fir d'Schoul besteet.

De Lycée technique Ettelbréck bascht aus allen Néit mat 1.750 Schüler. Dat sinn der ze vill, fir dass se enner gudder Konditiounen do kënnen ennerdaach kommen. Mir rechnen an deenen nächsten zwee Joer mat engem Zouwuess vu ronn 400 Schüler. Dorausser ergëtt sech jo dann d'Nécessitéit, dass onbedéngt muss eppes an der Nordstad geschéien. Dat heescht, mir brauchen do zousätzleche Schoulraum. Dofir, a well et wierklech presséiert, hu mer dann zesumme mam Minister vun den Travaux publics, dem Claude Wiseler, gesot: Jo, da muss mer Containeren bauen oder opriichten.

Esou wéi Dir a wéi och all meng Kolleegen an der Regierung, si mer alleguerten der Meenung, dass dat net dat Giel vum Ee ass, fir iwwerall Containeren hinzesetzen. Mir géife jo vill léiwer direkt e Lycée op engem determinéierten Terrain bauen. Dofir hu mer gesot: Wa mer scho provisoiresch Infrastrukturen dohinnersetzen, da maache mer awer direkt ee Projet de loi, fir e Lycée ze schafen. Dat heescht, dat wat mer net kënnen bidden un Infrastrukturen - net à court terme; méttelfristeg wäerte mer en neie Lycée dohinner bauen -, dat gi mer da weinstens där Schoul oder deene provisoireschen Infrastrukturen, fir dass se op d'mannst dee Kader fir d'Leit hunn, deen et hinnen erlaabt, an deene beschtméigleche Konditiounen dann ze funktionéieren. Dat war déi eng Ursach.

Déi zweet Ursach war och, fir ganz kloer ze weisen: D'Regierung ass determinéiert, fir esou séier wéi méiglech aus deene provisoireschen Infrastrukturen definitiv Infrastrukturen ze maachen an domadder deem neie Lycée dat Doheem ze ginn, wat en eigentlech verdéngt. Ech si frou, doduerch, dass de Site vun der Akerbauschoul d'cidéiert ginn ass, dass mer awer elo lues a lues d'Situatioun deblockéieren. Ech sinn och ganz zouversichtlech, dass mer do weiderkommen.

Dat zweet Argument fir dësen neie Lycée ass déi Suerg, déi och den Här Goerens hei ausgedréckt huet, dass mer am Fong net wëllen ze vill grouss Lycéeën hunn, déi d'Anonymitéit eigentlech immens encouragéieren an doduerjer vill schoulesch Problemer schafen. Dee Lycée soll net ze vill grouss ginn.

Fir en technesche Lycée mat 1.200 Schüler hu mer jo beim Cycle inférieur eng Offer, souwuel Classique, Technique, Préparatoire. An dann offréiere mer fir de Cycle moyen an de Cycle supérieur haaptsächlech déi méi technesch Domänen, also Elektriker, Mécanicien, Peinture ass ugeschwat ginn. Dat heescht, dat gëtt jo och eng Offer, wou mer eng gewëssen Zuel vu Schüler hunn, déi net de ganzen Dag an der Schoul sinn. En Deel vun hinnen ass jo oft an enger Léier. Dat heescht also, dass net permanent 1.200 Schüler op deem Site do sinn, mä do sinn der, déi kommen een Dag an der Woch respektiv zwee Deeg an der Woch. Dat gëtt ee Lycée, deen net eng ze vill grouss Zuel vu Schüler kriit, fir dass déi Suerg vun der Betreuung, vun der Opmierksamkeit fir deen eenzelne Schüler sécher ka respektéiert ginn.

Et ass och eben eng Ganzdagsoffer, déi net obligatoresch ass. Dat heescht, et kann ee vu moies hallwer aacht bis owes sechs an der Schoul bleiwen, wat och erëm soll weisen, dass et dorém geet, fir d'Schüler gutt ze encadréieren, fir dass se eben all Chancë kréien, fir zu enger héijer Qualifikatioun ze kommen, duerch de Cycle duerchezekommen an net ignoriéiert ze ginn a leien ze bleiwen, mä dass mer eis em all Schüler suergen, fir e mat weiderzuehelen.

Zwee Sujeté sinn nach méi speziell ugeschwat ginn. Ech wollt den Deputéierten eppes heizou soen, an zwar sinn dat den Numm an de Site vun dem definitive Lycée. Ech wëll net hei an der Chamber iwwert de Site, iwwert den definitive Site vun deem Lycée diskutéieren. Ganz vill Sité waren an der Diskussioun. Mir wäerten esou séier wéi méiglech Neel mat Käpp maachen.

Ech wëll just hei rappeléieren, dass et meng Suerg ass, déi néideg Infrastrukturen ze kréien. A mir brauchen an der Nordstad net nëmme Plaz nach fir deen neien Nordstad-Lycée; mir brauchen nach ganz vill Plaz fir Sportsinfrastrukturen, well et deene Schou-

len alleguerten an der Nordstad u Sportsinfrastrukture feelt. Dat ass relativ dramatesch.

Mir hätte jo gär, dass d'Schüler solle méi Sport maachen, se sollen an der Fräizäit Sport maachen, Lëtzebuerg soll sech bewegen, jiddfereen soll d'Méiglechkeet kréien, aktiv am Sport ze ginn. Also, do brauche mer dréngend Plaz, a mir brauche Plaz fir den CNFPC, deen och zu Ettelbréck ass an deen aus allen Néit plätzt. Och do hu mer riseg Demanden, fir méi Coursen ze offréieren, souwuel wat d'Formation continue ugeet, mä awer och fir d'Schüler, déi a COIP-Coursen sinn, dat heescht, fir CIP oder CCM ze kréien. Do hu mer also e ganz, ganz grouse Besoin. An dréttens brauche mer och nach Plaz fir d'Professions de santé.

Dat heescht, et ass also net, dass mer kee Schoulraum géife brauchen. All Siten, déi d'Gemeng Ettelbréck, Dikrech, Bettendorf - alleguerten, déi zur Nordstad gehéieren - eis zur Verfügung stellen, gi gekuckt. Mir kucken esou séier wéi méiglech, fir an all eise Besoinen do weiderzuekommen, woubäi den Nordstad-Lycée natierlech Prioritéit huet - ausser d'Sportsinfrastrukturen. Also, enner alle Variante brauche mer esou séier wéi méiglech nei Infrastrukturen, fir Sport ze maachen.

Wat den Numm ugeet, géif ech emol soen, dass deen Numm, deen elo am Gesetz steet, eigentlech en Aarbechtstitel war. Well, wéi mer gesot hunn, mir maachen en neie Lycée, amplaz de Lycée technique vun Ettelbréck nach méi grouss ze maachen, hu mer d'Option geholl, mir maachen en neien an hunn en esou genannt. Ech weess net, de wéiville Lycée, a wëll mech och net op déi Diskussioun do aloossen, ob dat elo dee sechsten, dee siwenten oder deen achten zu Ettelbréck an der Nordstad ass, mä mir brauchen een neie Lycée do.

Et ass gesot ginn, den Emplacement vun deem Lycée ass eben an all deene Gemengen, déi zur Nordstad gehéieren. Duerfir huet en dann Nordstad-Lycée geheescht. Et ass awer esou, dass iwwer Règlement grand-ducal all Lycée kann en Numm kréien. Fir mech ass dat eng vun deenen éischten Décisiounen, déi déi Schoulgemeinschaft soll huelen. En Numm dréit bäi zur Identitéit vun enger Schoul, an duerfir fannen ech, dass mer sollen der Direktioun, den Enseignanten, de Schüler an den Eltere vun deene Kanner, déi an dee Lycée do ginn, d'Initiativ iwwerloossen, fir sech en Numm erauszesechen, deen dann och dem Projet pédagogique vun där Schoul entsprécht. Ech denken, dass d'Deputéierte mat där Proposition do alleguerten d'accord sinn.

Dat gesot, soen ech villmools Merci fir dee breeden Accord. Ech freeë mech, dass dat Gesetz gestëmmt gëtt. Ech wënschen deem neie Lycée am Norde vill Chance, sengen Enseignanten an der Direktioun eng grouss Motivatioun, an ech hoffen, dass mer ganz, ganz geschwë kënnen d'Gesetz iwwert d'Infrastrukturen hei an der Chamber stëmmen.

Merci, Här Präsident.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5707 vum Nordstad-Lycée.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet iwwert den Nordstad-Lycée ass mat 60 Jo-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gartenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Basseur (par M. Emile Calmes), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Alexandre Krieps), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean-Pierre Koepf), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou d'cidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Question avec débat vum honorablen Här Huss iwwert déi hyperaktiv Kanner. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

5. Question avec débat N°21 de M. Jean Huss au sujet des enfants diagnostiqués TDHA (trouble au déficit de l'attention / hyperactivité)

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, et schéngt, wéi wann d'Zuel vun ADHD, dat heescht Opmierksamkeitsstéierungen an Hyperaktivitéit, weltwäit amgang ass ze klammen. An den USA sollen haut ronn néng Milliounen, dat heescht ronn 10% vun de Kanner dorënner leiden, laut dem däitsche Robert-Koch-Institut 10,8% Jongen a 4,8% Meedercher. Duerfir gëtt dann ëmmer méi heefeg medikaliséiert mat Amphetaminen a mat Methylphenidat, wat a Pëlle wéi Ritalin oder Concerta enthalen ass, wougéint psychopedagogesch oder psychotherapeutesch Hëllefleschtungen un Elteren, Kanner a Léierpersonal leider meeschtens nach ongenügend bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, an Däitschland huet laut enger rezenter Statistik de Verkaf vu Methylphenidat - vu Ritalin a Co. also - tëschent 1993 an 2006 ëm 3.591% zougeholl, vu 34 kg op 1.221 kg. Dësen iwwerméissegen Asaz huet weltwäit zu ëmmer méi scharfe Kritiken an esou enger iwwerméisseger Medikalisierung gefouert.

Eng éischt Kritik riicht sech géint den Diagnostik ADHD selwer, dat heescht, ob e Kand iwwerhaupt krankhaft hyperaktiv an onkonzentriert ass. Dës Kritik seet, datt den Diagnostik ADHD selwer ganz oft net seriö wier. Ganz rezent stoung zum Beispill am däitschen Arzneiveruendungsreport ze liese vun enger - Zitat - „laxer Indikationsstellung“ a vu Gefore vun Iwwerdosage.

Méi prinzipiell zu der Problematik Diagnostik koum eng rezent amerikanesch Etüd iwwert d'Hannergrënn vun dëser Medikalisierung zur Konkusioun, e groussen Deel vun den US-Psychiatere, déi d'Diagnosstellungen an DSM4 ausgeschaft hätten, hätten direkt finanziell Verbindunge mat de Pharmafirmaen, déi esou Medikamenter herstellen.

Wéi grouss ass also iwwerhaupt dëse Problem? Nun, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech esou, datt vill Kanner haut méi nervös, méi onroueg, méi onkonzentriert an heiansdo méi aggressiv sinn, wéi a menger Jugend, mä ass dat wierklech e seriö a grousst Krankheitsbild - vun Ausnahme vläicht emol ofgesinn?

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

E Fait ass, datt zum Beispill Medeziner, Wëssenschaffler a Fuerscher, déi d'Medikalisierung mat Ritalin a Co. oflehen oder héchstens als Noutfall - a Kuerzzeitléisung kéinten akzeptéieren, versicht hunn, no den Ursachen ze sichen, a si avancéieren als Ursache vun deem Phänomeen eng Rei vu Facteuren, déi preventiv zum Deel liicht kéinte vermiede ginn.

Dës Facteuren, virun allem aus Ernährung an Ëmwelt, sinn: ze vill Zocker; ze vill Phosphater; Gluten- oder Kaseinonverdréiglechkeet; E-Nummeren a fäerdig verpaakten Nahrungsmittelen - Additiven, Faarwen, Konservierungsstoffe an esou virun -; Tubak an Alkohol während der Schwangerschaft, mä och neurotoesch wirksam Ëmweltgëfter, wou am Dezember 2006 nach

am „Lancet“ zwee bedeitend Fuerscher virun der Embryotoxizitéit an der Neurotoxizitéit beim Embryo vu Bläi, vu Quecksëlwer, Toluol, PCBen an esou viru gewarnt hunn.

Niewent de Kritiken un total iwwerdrivwene Diagnostiken an un der ongenügender Preventioun riicht d'Kritik sech awer och géint problematesch Kuerz- oder Laangzäitwierkunge vun Methylphenidat bei net weínege Kanner. Am rezenten dáitschen Arzneiveruendungsreport steet zum Beispill - wiertlecht Zitat -: „Aufklärungsbedürftig seien häufiger aufgetretene optische Halluzinationen, plötzliche Todesfälle und nicht tödliche kardiovaskuläre Ereignisse.“ An ähnlech Warnunge koumen an Joer 2005 an och 2006 vun der amerikanescher FDA, dat heescht vun der Food an Drug Administration, viru Risiko vun Halluzinatiounen, kardiovaskuläre Problemen, Psychosen, Selbstmordgedanken, Aggressivitéit a Gewaltbereitschaft.

Offiziell Warnunge koumen an deene leschten zwee Joer awer och zum Beispill vum UNO-Comité fir d'Rechter vum Kand an an enger aktueller Proposition de rapport vum Conseil de l'Europe. Ritalin a Co. schéngen also net ganz esou onproblematesch ze sinn, wéi oft behaupt gëtt.

Eng lescht Kritik kënn rezent aus de Medizin- a Wëssenschaftlerkreesser selwer, déi niewent Psychotherapie a pedagogeschen Hëllef fir déi Kanner och méi harmlos Therapien entwéckelt hunn. Rezent dáitsch a franséisch Etüden - kontrolléiert Etüden - mat Magnesium a Vitamin B6 iwwer zwee, dräi Méint schwätze vu 60 bis 89% Erfolg bei der Berouegung vun dese Ritalin-Kanner; an eng rezent australesch Etüd vun der Universitéit vun Adelaide huet gewisen, datt innerhalb vun dräi Méint Omega-3-Fettsäuren a Fëschuelech vill méi effikass wiere wéi Ritalin.

Duerfir folgend Froen un de Minister: Här Minister, sinn lech dës a fénnef Minutte kuerz résuméiert Fakten a Kritik bekannt?

Wéi gesäit et mat eventuelle Feeldiagnostiken a Ritalin-Verschriewung hei am Land aus?

Misst net och hei am Land virun enger liichtfankeger Verschriewung vu Methylphenidat gewarnt ginn?

Misst net émgekéiert nach méi Oplklärung iwwert déi verschidde méiglech Ursachen an domadder och Preventioun gelescht ginn?

Missten net d'Elteren an d'Enseignanten an déi betraffe Kanner méi psychopedagogesch Hëllefstellungen ugebuode kréien?

A finalement: Wäre et net sennvoll, esou Alternativen wéi Magnesium, Vitamin B6 oder Omega-3-Fettsäure konkret bei Lëtzebuergger „Ritalin“-Kanner auszeprobéieren, zum Beispill am Kontext vun engem Pilotprojet téschent Dokter an dem CRP-Santé?

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Ech soen dem Här Huss Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problematik, déi vun Här Huss opgeworf ginn ass, verdéngt eis voll Opmierksamkeet. D'Opmierksamkeetsdefizitproblematik an och d'Hyperaktivitéit vun de Kanner si Phänomene, déi a Chifferen ausgedréckt 3 bis 5% vun de Kanner an 1 bis 3% vun deenen Erwuessene betreffen. Dat sinn och Chifferen, déi sech europäesch kënnen bestätegen, wou och heiansdo déi Chiffere méi héich gegruff sinn, 8 oder 10%, mä wéi den Här Huss richteg gesot huet, huet een heiansdo d'Tendenz fir alles mat enger Etikett ze bepechen, wat awer net onbedéngt déi Etikett verdéngt a wou déi Etikett net onbedéngt drop gehéiert.

Ech hunn déiselwecht Meenung wéi den Här Huss, dass et sech hei ëm e Problem handelt, wou mer nach net all Elementer kennen, wat och dozou féiert, dass Wëssenschaftler a manner Wëssenschaftler sech iwwert déi richteg Prise en charge streiden. Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint och an der Press nach Ausenansetzungen gehat. Et kann een net soen, dass mer hei

déi exakt Wëssenschaft scho fonnt hunn, sou dass et richteg ass, dass mer multidisziplinär un dese Phänomene mussen eruegoen.

Den Här Huss huet zu Recht gesot, dass virun enger Rei vu Joren de Konsum vum Ritalin an d'Luucht gaangen ass. Dat war de Fall bis 2003, wou mer ongeféier dausend Kanner hei zu Lëtzebuerg mat deem Medikament versuergt hunn. Zënterhier stagnéiert et. Et ass allerdéngs esou, dass en zousätzlecht Medikament, dat retardéiert oder progressiv wierkt, de Concerta, zum Deel de Relais geholl huet, esou dass ee kann dovunner ausgoen, dass insgesamt awer de Konsum nach liicht an d'Luucht gaangen ass.

Aus deene leschte Chifferen, déi mer aus der Divisioun vun der Pharmacie hunn, stellt sech awer eraus, dass Lëtzebuerg - an dat ass eng gutt Nouvelle - sécher net zu de Spëtzeconsumenten gehéiert an dass de Konsum vun deenen dote Medikamenten sech a Moossen hält.

Ech mengen, dass et ganz richteg ass, dass een net soll do medikéieren, wou een et och anescht ka maachen. An et ass och net esou, dass mir hei zu Lëtzebuerg mat der grousser Schépp d'Medikamenten verdeelen, mä dass, wann de Remboursement soll geschéie vun dem Ritalin, fir d'éischt de Protocole thérapeutique muss erstallt gi vun engem Dokter, fir ze kucken, ob wierklech all déi Konditiounen erfëllt sinn, fir d'Kand an déi dote Kategorie ze klasséieren. Da muss et genehmegt gi vun dem Contrôle médical. Et ass also keen automatesche Remboursement. Esou ass och sécher gestallt, dass mer d'Medikament net gebrauchen, wou vläicht eng falsch Indikatioun ass.

Dann ass et och net esou, dass Kanner, déi den Opmierksamkeetsdefizit hunn oder hyperaktiv sinn, just medikamentös behandelt ginn. Et ass richteg, wéi den Här Huss och gesot huet, dass de psychotherapeutesche Volet e ganz wichtege ass, dass den Encadrement vun den Elteren e ganz wichtege ass, dass d'Aarbecht mat den Elteren e ganz wichtege ass, well och d'Attitud vun Ëmfeld, Famill a Schoul extrem wichtege ass fir den Développement vum Kand.

Et ass och net esou, dass et hei zu Lëtzebuerg keng Servicer gëtt, déi eng Prise en charge maache vun de Kanner. Ënner anere dem SREA intervenéiert an deem dote Beräich. Ënner anere dem SCAP, deen aus dem Aktiounskrees Psychomotorik erausgaangen ass, dee mer och elo amgaange sinn ze konsolidéieren, och budgetär ofzeséieren, mécht eng fantastesch, exzellente Aarbecht an deem dote Beräich.

Mir sinn eis hei zu Lëtzebuerg scho bewusst, dass et net eleng mat Medikamenten duergeet, dass mer och probéieren, dee Medikamentkonsum esou geziilt wéi méiglech anzesetzen. Et ass richteg, dass een Entwécklungen, déi aus Etüden erauskommen, soll am A behalen. An et ass richteg, dass zumindest aus enger Etüd erausgeet, dass bei dem Opmierksamkeetsdefizit a bei der Hyperaktivitéit kënnen Zorte vu Magnesium hëllefbräich sinn. Iwwer eng Etüd a Frankräich konnt erausfonnt ginn, dass Kanner, déi am Fall waren a Magnesium kriit hunn, sech stabiliséiert hunn oder sech verbessert hunn, an dass hir Situatioun sech erëm verschlechtert huet, wann de Magnesium ofgestallt ginn ass. Dat soll ee ganz kloer am A behalen.

Ech weess net, ob een elo e Feldversuch hei zu Lëtzebuerg onbedéngt muss maachen. Mä et soll een, mengen ech, aus den Erfahrungen, déi sech am Ausland weisen, bereet sinn ze léieren.

Ech verschweigen lech och net, dass mer mat der Demande konfrontéiert sinn, fir niewent dem Ritalin och de Retardproduit ze rembourséieren. Ech soen lech, dass ech a priori net do dergéint sinn, och e puermol intervenéiert si bei de Krankekeese fir dat ze maachen. Allerdéngs kréien ech gemellt, dass dat Mëttel, wat d'Relatioun Präis/Effektivitéit ueegt, iwwerdrivwe bleift am Präis an dass et och net esou dierf sinn, dass een doduerch, dass ee Medikament méi Confort bitt, méi liichtfankeg op dat Medikament iwwerklëmmt.

Ech behalen och dat doten Element am A. Ech mengen allerdéngs, dass d'Laborespektiv d'Pharmaindustrie, wa se wëllen dat dote Medikament um Lëtzebuergger Maart rembourséiert kréien, nach Efforten am Präis musse maachen, bei deenen Doséierungen, déi eis interesséieren, an net bei deenen Doséierungen, déi eis net interesséieren.

Wat awer ganz kloer ass, dat ass, dass dat Medikament net éier anere Konditiounen wäert rembourséiert gi wéi de Ritalin. Dass also e kompletten Dossier muss do sinn. Dass de Contrôle médical muss bescheine-

gen, dass et gebraucht gëtt, fir net de Konsum unzeheizen.

Als Konkusioun zu de Froen, déi den Här Huss opgeworf huet, mengen ech soll ee soen, dass een d'Medikatioun net soll ausschléisse bei der Behandlung vun de Kanner, well an enger Rei vu Fäll - sécher net an 100% vun de Fäll - kann et sécher hëllef, mä et muss een dat ergänzen duerch weider Achsen.

D'Ënnerstützung vun den Elteren, déi psychopedagogesch Ënnerstützung vun de Kanner an d'Harmoniséierung vun den Objektiven, déi ee mat den Therapië suivéiert, da mengen ech, an do si mer um gudden Wee, musse mer déi Servicer, déi d'Kanner an d'Elteren encadréieren, weider ausbauen. Net nëmmen am Primaire, net nëmmen um fräiwëllege Plang duerch eenzel Initiativen, déi am Moment amgaange sinn ze entstoen, a wat och eppes ganz Positives ass, well se de sensibiliséierende Volet besetzen an e Selbsthilfe-Element och besetzen, musse mer och fäerdeg bréngen, déi dote Servicer weider ausbauen.

Voilà, ech mengen ech hätt op déi meeschten Elementer vum Här Huss geäntwert.

(Interruption)

Selbstverständlech, da bleiwen ech hei.

» M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Just nach eng kuerz Zousazfö, Här Minister, an zwar folgend: Wat ass Är Reaktioun par rapport zu deenen ëmmer méi zahlräiche Berichter vun Niewewierkungen, esou wéi se an deem Arzneimittelreport zum Beispill vun der amerikanescher FDA stinn - an do si jo zum Deel schlëmm Niewewierkungen no Ritalin an no Methylphenidat? Wat sot Der dozou?

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Genee dat wat ech virdru gesot hunn. Et muss ee mat Fangerspëtzegefill mat deene Medikamenten ëmgoen.

Dat Medikament soll een awer och net einfach verdäiwelen. Mä et muss een et wierklech do asetzen, wou et nogewisen ass, dass et eng wierklech Entlaaschtung fir Kanner a Famill bréngen kann. Et muss ee wierklech verhënnere, dass dat Medikament oder Successionsmedikament mat der décker Schépp gefiddert ginn. Do ass et bei deem Medikament net anescht wéi bei anere Medikamenten: Geziilt agesat, bréngt et eppes; falsch an ze vill agesat, ass et kontraproduktiv.

(Interruption)

Voilà! Ech mengen, domat wäere mer op deene wesentlechste Punkten - och wann ech verstinn, dass den Här Huss nach méi Suspicione huet vis-à-vis vun deem Medikament wéi anerer -, wat d'Stousrichtung ueegt, op enger Welleläng.

Merci villmools.

» M. le Président. - Ech soen dem Gesondheitsminister Merci. Mir kommen dann elo zur Interpellatioun vum Här Alexandre Krieps iwwert d'Thematik vun den Organtransplantatiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Stein, d'Madame Mutsch, den Här Huss an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la thématique des transplantations d'organes

» M. Alexandre Krieps (DP), *interpellateur.* - Merci, Här President. Wéi ech am März déi Interpellatioun uegekënnegt hunn am Numm vum mengem Grupp, dunn hunn ech am Fong dru geduecht, dass et Zäit géif ginn, enger Gesetzgebung, déi 25 Joer al ass a vläicht net méi ganz zäitgeméiss ass, e Facelifting ze ginn. Dat Wuert „Interpellatioun“, dat ass d'ailleurs un mot improprie, well a gesondheetspolitesche Froe soll een am Fong net interpelléieren. Do soll een dem Minister hëllef, fir dass mer virukommen.

Den Historique vun der Organtransplantatioun, dee geet 50 Joer zrëck. An de Mëtt 50er ass zu Paräis déi éischt Nier transplantéiert ginn. Duerno sinn eng ganz Rei Leit, déi et weltberühmt gemaach huet. Ech erënneren un déi Häre Barnard a Shumway aus Kalifornien, de Starzl vu Pittsburgh bei der Liewer, de Calne, deen terribel gutt Aarbecht an der Immunologie gemaach huet. Mir dierfen ni vergiessen, dass d'Transplantatiounsmedezin Impakter hat op aner

Domänen, haaptsächlech an der Immunologie, an de Kierper ganz gutt studéiert ginn ass.

De Problem vun den Transplantatiounen: Dat adresséiert sech gewéinlech u ganz schwéier krank Patienten, wou Verschidener temporär gehollef kënnen kréien duerch Nierendialysen, Hémodialysen, wann et d'Nier betrëfft, anerer bei der Liewer oder esou. Do sinn d'Substitutiounstherapië ganz schwéier. Dat ass am Fong en Zäitrennen. Leider ass et esou, dass mer véiermol méi potenziell Receveuren hunn, wéi Donneuren. Dat ass weltwäit esou.

D'Resultater vun den Transplantatiounen ginn all Dag besser. A wéi ech gesot hunn, dat huet eng immens Hoffnung bei de Patientebuecht. Ech hunn och déi Zäit kannt a menger Studentenzäit bei der künstlecher Nier; do waren och véiermol méi Kandidaten, wéi Plazen op den Niere waren. Glécklecherweis hu mir déi Problemer haut hei zu Lëtzebuerg an a Frankräich net méi. Mä deemools ass vertraut ginn op de Professor an der Nierespezialitéit, an der Nephrologie. Deen huet missen eng Selektioun maachen. Dat war fir déi Patienten, déi net un d'Nier komm sinn, en Doudesurteel.

Haut si mer e bëssen an där Situatioun bei den Transplantatiounen. Ech hu vill Vertrauen an d'Kollegen, déi déi richteg Kandidat fir déi Transplantatiounen auswielen. Do gëtt net no ekonomesche Ressourcen gekuckt - weinstens net an onse Géigenden -, mä do ginn déi beschte Fäll selektionéiert, wou déi Transplantatiounen gräife kënnen.

Hei am Land - leider, muss ee soen - sinn all europäesch Donnéeë concluant: Mir hunn déi mannesten Donneuren - ech géif bal soen - weltwäit. Mir leie wäit hannert deenen aneren europäesche Länner. Do gëtt da versicht ze verstoe firwat. Huet dat reliéis Hannergrënn? D'Piétéit, oder soss iergendeng Hannergrënn? Dat kann een net erausschuelen, well nämlech Portugal an Italien, an haaptsächlech Spuenien, déi hunn déi héchsten an Europa. Dofir kann een dat Gefäll net esou interpretéieren. Dat ass interessant. En plus ware mir jo eent vun deenen éischte Länner - mä dat gräift elo ëm sech -, wou déi virusagesaten Awëllegung stattfont huet, den „presumed consent“.

Ons dáitsch Frënn sinn amgaangen dat wëhlen anzeféieren; wat wuel och vläicht en Agrëff an d'perséinlech Fräiheet ass, mä dat ass gewéinlech hei geregelt ginn andeem dass d'Familljen awer gefrot si ginn. Am Règlement grand-ducal vun '83, an deem Gesetz am Artikel 10, stoung och, dass, wann ee géif op eng Gemeng e Pass an eng Carte d'identité siche goen, da soll een déi aner Kaart derbäikréien, ob een Donneur wär oder net. Dat ass am Fong ni applizéiert ginn. Dat wär also schonn eng éischt Measure, fir den Don do ganz ze populariséieren.

Déi zweet Saach, déi ech wollt soen: Mir hunn - ech ginn net an d'techesch Detailler an - variabel Proportione téschent de liewegen an doudegen Donneuren. An Däitschland si bis 40% lieweg Donneuren - dat ass gewéinlech am Familljekrees oder esou, wou Organer vermaacht ginn -, awer hei am Land huet dat nach net esou ëmgegraff.

An dann hunn ech also e puer Froen un de Gesondheitsminister:

Wivill Leit sinn hei am Land oder am Ausland grefféiert ginn? Mir musse jo net vergiessen, dass ausserhalb vun der Nier forcément ganz vill an d'Ausland geet. Dat geet vun der Hornhauttransplantatioun iwwer aner Organer. Natierlech déi schwéier - Liewer, Häre oder Long -, dat sinn aner Problemer. Interessant ass och, dass säit 25 Joer - säit '82 - bekannt ass, dass et méi einfach ass, en Häre an eng Long ze transplantéieren, wéi nëmmen en Häre.

Wivill Spideeler hei zu Lëtzebuerg associéiere sech un deem Effort vun der Transplantatiounsmedezin, och wat hirt Personal betrëfft oder d'Infrastrukturen? Mir wëssen natierlech, dass ons Transplantatiounsmedeziner - a mir hunn der rose weínege - natierlech och an aner Spideeler ginn.

Ech wollt och de Minister froen, wat d'Intentioun vum Gesondheitsministère ass, fir eben déi Zuele vun den Donneuren ze erhéien, ob hie wëlles ass, an der Entente des hôpitaux eng Plattform fir Transplantatiounen ze maachen. Dat wär wichtege, fir dass d'Spideeler ënnereneen Informatiounen kéinten échangéieren. Am Ausland besteet dat. An Amerika sinn d'Donneuren elo ëm 20% a véier Joer eropgaangen. Déi hunn hir Efforten, wat d'Leit an d'Mëttel betrëfft, ëm iwwer 200% an d'Luucht gesat. An ons dáitsch Kollegen, déi hunn nëmme 60 Coordinateuren fir 1.400 Spideeler. Dat muss ee sech virstellen. Dat sinn der och rose weínege.

An dann, ob hie wëlles huet - hien hat dat zwar scho virun engem Mount oder zwee an der Zeitung annoncïert -, fir Informatiouns-campagnen ze maachen. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg och mer vis-à-vis vun onsen auslännesche Matbienger en Effort maachen. An Dir wësst jo, dass ech och ee vun deene sinn, déi hoffen, dass se och mat viele kënnen goen. Dat heescht, mir wëllen net nëmmen, dass se ons hir Nieren an hiert Häerz oder d'Liewer heiloossen. Mä ech mengen, mir kënnen och en Effort maache fir déi Populatiounen, och vläicht fir d'Minoritéiten; dat ass wuel e Wuert, wat net ganz populär ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt och froen, wat da gemaach gëtt fir déi Leit, déi op der Waardelëscht sinn, op enger Liste d'attente, well déi Leit hu jo terrible emotional Problemer. Déi mussen psychologisch entouréiert ginn, well bei ville vun deene leeft jo d'Zäit of, ier en Organ fir se disponibel ass.

Ech gleewen och, dass an den nächste Joren d'Zuel vun deene potenzielle Receveuren ëmmer méi an d'Luucht wäert goen, well mir hunn dat gesinn an den Häerzkrankheeten. Fréier ass gesot ginn: Dir kritt e Pontage gemaach, wann Der 65 Joer al sidd. Haut kritt Der e Pontage gemaach, wann Der 85 sidd. Mir „stente“ Leit, déi 90 Joer al sinn, dat war nach virun 20 Joer eng total Onméiglechkeet an der Iddi.

Dat heescht, och d'Selektioun vun den Donneuren wäert héchstwahrscheinlech méi opgemaach ginn. Bis elo gëtt ëmmer gesot, dass een, deen intensiv Reha hannert sech huet, kee gudden Donneur wär. Dat mag sinn, mä déi Indikatiounen ginn héchstwahrscheinlech méi breet.

Da wollt ech de Minister och froen, ob hie wëlles huet, eng Formatioun vun de Médecin-transplantateuren ze encouragéieren, och vu sengem Ministère aus. Ob hie wëlles ass, um europäeschen Niveau an d'Mort cérébrale e bëssen Harmonie ze bréngen, well d'Definitivitéit vun de Mort-cérébrale, déi ännert vu Land zu Land, wat e bësse schued ass. Dat bréngt och vill Problemer. Ech weess, ons däitsch Frënn hunn nach ëmmer Problemer weinst hirer rezenter Geschichte. D'Definitivitéit vun der Mort cérébrale, dat ass eng Noutwendegkeet, muss harmoniséiert ginn. Dat nämlech gëllt fir d'bioethesch Gesetzer.

An dann eppes, wat mer muss vermeiden: dat ass de Mercantilisme. Dir kënnt haut an den Iran goen, dann hutt Der a 24 Stonnen eng Nier. Wou se hierkënn, dat kann ech lech net soen. Mä et si ganz vill Artikelen doriwuer an der Press. An enger „Donor-Show“, déi d'Hollänner den 1. Juni organiséiert hunn, hunn owes 1,2 Milliounen Hollänner nogekuckt, wéi eng Fra virginn huet, se wär stierweskrank a si géif hir zwou Niere verginn. Dat huet dann dräi Leit ugelackelt, déi nierekrank waren. Dat war e mengen Aen eng skandaléis Organisatioun, déi nëmmen op den Effet an op Show aus war. Dat war eng skandaléis Interpretatioun, wou ee Leit Hoffnung gemaach huet, déi wierklech waarden dorobber. Ech hoffen net, dass mer déi Weeër aschloen.

Et kéint een nach vill heiriwwer soen, Här President, mä ee lescht perséinlech Wuert wäert Der mer erlaben, an dat zwar an zwee vun eise Kolleegen, déi 30 Joer laang Transplantatiounen hei am Land bedriewen. Deen een ass de Stanislas Lamy am Centre hospitalier, e Chirurg, an deen aneren de François Hentges, Immunolog, déi Dag an Nuecht fir déi hei Operatiounen do sinn, mat hire Mannschaften, mat all hiren Equipen, an ech wëll ausdrécklech hei deenen hir Aarbecht luewen.

Ech sinn lech fir all Äntwert oder all Hëllef, Här Minister, an all Perspektiv dankbar am Numm vun deene schwéier kranke Patienten. Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Krieps. D'Madame Martine Stein-Mergen huet fir d'CSV-Fraktioun d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Martine Stein-Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun eiser Fraktioun géif ech wëllen dem Alexandre Krieps villmools Merci soen, dass hien dëst Thema haut opbruecht huet.

D'Thema Transplantatioun ass eent vun deenen éischten, mat deenen ech hei zu Lëtzebuerg a Kontakt komm sinn, wéi ech vun der Uni komm sinn, souwuel als frësch gebakene Dokter wéi och als frësch gebakene Member vun der CSV. An ech war zu där Zäit a sinn ëmmer nach houfreg op

dat Gesetz, wat 1982 gestëmmt ginn ass. Et ass nämlech e gutt an en oppent Gesetz.

Mir hunn deemools, wéi den Dokter Krieps et scho gesot huet, als eent vu wéinegen europäesche Länner de Choix getraff, dass een net muss en Accord virum Doud ginn, fir kënnen prélevéiert ze ginn, mä au contraire den Désaccord muss manifestéieren, fir net prélevéiert ze ginn. Alles an allem waren also d'Dieren op hei zu Lëtzebuerg, fir aktiv um Eurotransplant deelzehuelen, d'autant plus well mer zu deem Zäitpunkt och schon am Centre Hospitalier e Service haten, dee souwuel Prélèvementter wéi och Nierentransplantatiounen konnt virhuelen an och virgeholl huet. 1978 sinn hei déi éischt Prélèvementter virgeholl ginn. 1980 huet den Dokter Lamy mat senger Equipe déi éischt Nier hei zu Lëtzebuerg transplantéiert.

Wourunner läit et also, dass zum heitegen Zäitpunkt souwuel d'Prélèvementter wéi och d'Transplantatiounen stagnéieren? En fait ginn d'Prélèvementter massiv zréck. D'Transplantatiounen bleiwe relativ konstant, wat natierlech doru läit, dass mer Organer iwwer Eurotransplant aus dem Ausland kréien.

Den Här Krieps huet et scho gesot: Et läit net um Gesetz, mä un de Reglementer, déi et regéieren. Mir hunn do haaptsächlech de Règlement grand-ducal vum 10. August 1983, fir den Doud virum engem Prélèvement feststellen. Mir hunn deemools vläicht aus enger iwwerdriwwener Virsicht eraus e Reglement geholl, wat eventuell vill ze wäit geet. Mir verlaangen hei am Géigesaz zu Frankräich d'Erfüllung vu fënnf Kritären, fir de Gehierdoud feststellen: d'Feststellung vum klineschen Doud duerch zwee Dokteren - dat sinn d'Kritären 1 bis 3, déi sinn an alle Länner relativ gläich -, an da souwuel en negativen Elektroenzephalogramm oder Potentiell évoqué - deen ee kann deen aneren ersetzen - an en plus eng negativ Angiographie cérébrale.

Frankräich limitéiert sech hei op d'Feststellung vum klineschen Doud duerch dräi Dokteren zwar am plaz vun zwee, plus entweder en negativen EEG, Potentiell évoqué oder eng negativ Angiographie.

Et muss een och wëssen, dass d'Polytraumaen, déi eigentlech d'Kandidate si fir d'Prélèvementter, haut bal all gehiertrépanéiert sinn, dat heescht, dass bei hinnen och nom Gehierdoud d'Artériographie net negativ gëtt.

Mir hunn och de Begrëff vu Prélèvementter no engem Arrêt cardiaque net iwwerholl. Hei leien awer eng Rei vu Méiglechkeeten, déi de Reservoir vu potenziellen Donneuren kéinten notabel vergréisseren.

Zweet Ursaach fir eis Aarmut u Spender ass ganz sécher de Fait, dass den Dokter déi Käertchen, déi mer jo all sollten an der Täsch hunn - ech hunn nach eng ganz al; et kann ee souguer bal nach liesen, wat dropsteet -, net fënn, a wann en net am Besëtz vun der Manifestatioun vum Wëlle vum Patient ass, muss e sech forcément un d'Famillje wenden.

D'Zuel vun de Refusen duerch d'Familljen ass iwwert déi ganz Jore relativ konstant bliwwen. Si läit tëscht 20 an 30%. Mä et wär awer an deem Zesummenhang wichtig, wa mer - am plaz vun dëser berühmter Käertchen, déi een iergendwann och eng Keier kritt an dann iergendwann erëm eng Keier verléiert an ni méi dorun denkt ze ersetzen - e Register hätten, wéi dat an der Belsch de Fall ass, wou d'Verweigerer dropsteigen, op déi ee kéint zréckgräifen an deem Fall, oder awer eng Note an der Carte d'identité oder op der Sécurité-sociales-Kaart.

Dat wär op jidde Fall vill méi einfach, wéi dass den Dokter sech un d'Famillje muss wenden, besonnesch wou d'Struktur vun de Familljen haut déi ass, déi se ass. A vläicht, wann déi éischt Fra oder d'Concubine net d'accord ass, muss den Dokter da kucken, wat fir eng Décisioun en hält.

Luxembourg-Transplant kann de Moment nëmmen op zwee Coordinateuren à quart temps zréckgräifen. Dat geet de loin awer net duer, fir déi ëmmer méi streng Kritären an deen dozougehéierege Pabeierkriech virun engem Prélèvementt ze erledigen. Aner europäesch Länner hu sech do déi néideg personell Infrastrukture ginn, fir méi effikass kënnen zu all Dages- an Nuechtzäit - well d'Accidenter geschéie jo oft nuets an oft de Weekend - d'Démarché fir Prélèvementter an Transplantatiounen duerchzeféieren.

Et ass fir ons immens wichtig, dass mer um Niveau vun Eurotransplant erëm e vollwäertege Partner ginn, net zulescht weinst all deene Lëtzebuerger Patienten, déi op en Organ waarden.

Mir mussen eis duerfir net emol als Beispill e Land wéi Holland huelen, wou 40% vun den transplantéierten Niere vu liewege Spender kommen. Dës Prozedur ass eng immens delikat. Et si bei ons Nieren transplantéiert gi vu liewege Spender, mä déi Responsabilitéit fir deen, dee se muss enthuelen, ass esou grouss, dass et net licht ass, dës Prozeduren ze iwwerhuelen.

Ech illustréieren awer mat engem anere Beispill. An der Schwäiz, déi iwwerregens net Member vun Eurotransplant ass an doduerjer en immense Problem huet, well se keng kompatibel Nieren oder aner Organer an hirer relativ klenger Populatioun fënn, do ass och eng Majoritéit vun den Transplantatiounen vun Donneuren vivants. Et kann een do zum Beispill als Receveur mat sengem Spender areesen a verlaangen, dass een eppes, en Organ, also d'Nier an deem Fall, well där huet ee jo zwee, transplantéiert kritt.

Kënnst een och zum Beispill aus engem asiateschen oder engem afrikanesche Land an et seet een, dat hei ass mäi Koseng oder mäi Brudder, an deen ass bereet, mir gratis déi Nier ze spenden, wéi soll elo een an der Schwäiz kontrolléieren, ob dat effektiv de Koseng oder Brudder ass an ob hie wierklech keng Sue kritt huet, fir dat Organ ze spenden?

Aner Länner ginn nach ganz aner Weeër. Esou ginn a China prinzipiell déi Gekäppte prélevéiert. Anscheinend sollen déi éischt Transplantatiounen a Frankräich och u Guillotinéierte virgeholl gi sinn. Dat si vun der Doudesaart hier ideal Patienten, mä ech mengen awer net, dass dat Beispill fir ons hei wäeren.

Mir mussen also aner Weeër fannen, fir erëm e vollwäertege Partner vun Eurotransplant ze ginn an op eng Zuel vu Prélèvementter ze kommen, déi ongeféier mat där vun der Belsch oder Eisträich ze vergläiche wär. D'Belsch an Eisträich leien tëscht 20 a 25 pro Joer. Mir leien de Moment bei dräi Prélèvementter pro Joer, dat ass - mengen ech - den Niveau vun der Türkei, wou et iwwerregens reliéis Virbehalter gëtt virun Transplantatiounen a Prélèvementter.

Duerfir sinn ech der Meenung, an ons CSV-Fraktioun och, dass déi Begleetrelementer vum 1982er Gesetz mussen dréngend nogebessert ginn. A mir mussen ons awer och Gedanken doriwuer maachen, de Generationswiessel vun den Transplantateuren ze assuréieren. Den Dokter Krieps hat schon dorobber higewisen. Et wäert sech vläicht kee méi esou fanne wéi déi zwee, déi en ugeschwat huet, déi wierklech Dag an Nuecht mat engem beispilllose Geescht a kierperlech Asaz där Cause zur Verfügung stinn, an déi mat hirem Team op ëmmerhin 166 Nierentransplantatiounen hei zu Lëtzebuerg kënnen zréckkucke bei 134 Prélèvementter.

Et muss dofir gesuergt ginn, dass dës Aarbecht kann an deem Service oder engem ähnleche Service fortgesat ginn, mä et muss ee sech awer och vläicht iwwerleeën, ob een net eng Kollaboratioun mat engem noen Transplantationszentrum am Ausland sollt entaméieren, agoen. Et wär zum Beispill un eng Belsch Uni ze denken oder eng franséisch, well zum Beispill an der Belsch, fir en Agrément ze kréien als Transplantationszentrum, muss ee 25 Transplantatiounen am Joer duerchféieren, an dat wäerte mir wahrscheinlech awer och mat enger grousser Equipe net fäerdeg bréngen.

Et kann ee vläicht och dovunner dreemen zu engem gewëssen Zäitpunkt aner Organer bei eis ze transplantéieren, wéi zum Beispill Häerzer, well dat haut eng Aart vun Operatioun ass, déi techesch duerch aus ze maachen ass - soe mer op jidde Fall d'Kolleegen, déi betraff sinn.

Mir hunn natierlech méi potenziell Receveuren, well ee méi al kann operéiert ginn. Déi gutt Nouvelle ass natierlech, dass mer och doduerjer d'Organer kënnen bei de Leit méi laang huelen. Et kann ee sech also duerch aus virstellen, eng Liewer vun engem ze iwwerhuelen, dee 70 Joer all ass, wann en dann ëmmer gesond gelieft huet. Dat si Grenzen, déi bewege sech konstant no hannen.

D'CSV-Fraktioun schléisst sech also am Prinzip der Demande vum Dokter Krieps un. Mir hunn en exzellent Transplantationsgesetz. Mir hunn Infrastrukturen, déi fonctionnéieren. Mir hunn déi dozougehéierege engagéiert Equipe. Mir hu mat onsem Eurotransplant-Partenariat e Pool vu Compatibilitéit vun Donneuren a Receveuren, em dee mer op der ganzer Welt beneit ginn. Loosse mer also dës Acquisen net a Gefor bréngen!

Mir wiere frou, wann den Här Gesondheitsminister a seng Administratioun géifen déi

néideg Schrëtt ënnerhuelen, d'Reglementer nozebesseren a Lux-Transplant esou aussetzen, dass se hir Aufgabe kënnen erfëllen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Stein. Déi honorabel Madame Lydia Mutsch huet d'Wuert fir d'LSAP-Fraktioun.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, obwuel ech et ausdrécklech begrëissen, dass mer haut an der Chamber dee wichtige Sujet vun den Organspenden an Transplantatiounen diskutéieren, fannen ech et awer e bësse schued, dass dat am Kader vun enger isoléierter Interpellatioun stattfënn.

Ech hätt mer gutt kënnen virstellen, dass een an deem Dossier esou virgaange wier, wéi mer dat zum Beispill mat vill Succès am Kader vun de Soins palliatifs gemaach hunn, an zwar am Dialog mat deene betraffene Milieuen an Organisatiounen.

Derbäi kënnt, dass en Deel vun deene Froen, déi den Interpellant opwerft, zum Beispill d'Adaptatioun vum 82er Gesetz an d'Harmoniséierung vun der europäescher Législatioun, schon an der Oviedo-Konventioun virgesinn ass. Bei de schon entaméierte parlamentareschen Aarbechten am Kader vum Projet de loi, deen d'Oviedo-Konventioun soll ëmsetzen, wäert ech dofir och derfir suergen, dass mer d'Thematik vun den Organspenden an -transplantatiounen ëmfaassend mat op de Leescht huelen.

All Joer, Här President, geschitt et Dausende vu Leit op der Welt, dass hir Organer versoen oder zerstéiert ginn. D'Ursaache sinn an der Regel Infektiounen, Onfäll, Vergëftungen oder Ähnlech. An der Regel hunn déi Betraffe selwer keng Schold an hirem Leed. D'Organspend - an och d'Transplantatioun - ass dee Moment a ville Fäll liebensrettend, ass awer nach laang keng Selbstverständlechkeet. Dat ass traureg fir dat eenzelt Schicksal, mä dat huet Grënn.

Froen, déi mam mënschleche Kierper zesammenhängen, si komplex an iwwerhaupt net einfach ze beantwerten. Wéi gëtt een zum Beispill Organspender?

Eis aktuell Gesetzgebung gesäit vir, dass ee bei enger verstuerwener Persoun d'Organer därer enthuelen, wa se sech zu Liefzäiten net schrëftlech dergéint ausgeschwat huet, nom Prinzip: „Qui ne dit mot consent“. E Mënsch ka sech duerch e Spenderausweis awer och schon zu Liefzäiten aktiv dofir entscheiden, engem stierweskranken Matmënsch en Organ ze spenden.

D'Enquête Eurobarometer vum Mee 2007, also ganz rezent, huet erginn, dass aacht vun zéng Leit engem Spenderausweis ganz favorabel géigeniwwerstinn, awer just 12% vun den Europäer och tatsächlech esou eng Kaart hunn. Holland, Schweden an Irland spille mat respektiv 44, 30 an 29% eng Virreiderroll, während déi nei Memberstate méi retizent sinn. Mä obwuel mir keen neit Memberland sinn, si mir awer retizent.

Vun deene 500 gefrote Leit aus Lëtzebuerg hu sech 73% fir d'Ausstelle vun engem Pass ausgeschwat, woubäi der awer just knapps 14% dann tatsächlech een hunn. Dat passt och net richtig eent bei dat anert. Wat sinn dann elo d'Ursaachen heifir?

Majo eleng de Fait, mat senger Famill iwwert dee Sujet ze schwätzen, wierkt sech laut Eurobarometer positiv op d'Entscheidung aus, Organspender ze ginn. En Hiweis vläicht drop, dass hei am Land net vill doriwuer geschwat gëtt.

Ech froe mech an deem Zesummenhang, ob hei zu Lëtzebuerg net méi konsequent an zousätzlech Sensibiliséierungs- an Informatiounsaarbecht misst gemaach ginn, fir dem Bierger d'Wichtigkeet vun esou engem Ausweis méi no ze bréngen.

Ech hu mer soe gelooss, dass an der Praxis, an och wann d'Gesetz dat net explizit virgesäit, hei am Land normalerweis d'Famill gefrot gëtt, ob si d'accord ass, dass dem Verstuerwenen Organer entholl ginn. Bedenke muss een awer, dass an deene Situatiounen vu Leed wierklech net de Moment ass, wou d'Familljemembere sech och nach

iwwer esou Décisiounen mussen a wëllen de Kapp zerbréchen. Émsou méi wichteg ass et, bewusst e Choix ze maachen: Wéi soll gehandelt gi bei der Décisioun fir d'Entnahm vun den Organer, awer och dogéint, wann ee selwer net méi kann entscheiden?

De Minister wäert eis vläicht kënnen herno erklären an och Informatiounen doriwwer ginn, ob an Zukunft virgesinn ass, fir méi konsequent am Public ze informéieren an, wa jo, mat wéi enger Ausriichtung.

No enger ganzer Rëtsch vu Gespréicher, an och opgrond vun etliche Fachartikelen a Reportagen, hunn ech awer erausgespiert, dass et nach aner Argumenter gëtt, déi d'Leit dovunner ofhalen, e Pass mam Accord fir eng Organspend mat sech ronderzedroen oder iwwerhaupt an d'Täsch ze huelen.

Et ass ënner anerem déi ënnerschwellig Angscht, dass dann am schlëmmste Fall fir ee selwer net méi géif genuch gemaach ginn. Dat kléngt elo vläicht ganz haart, mä et gëtt eng ganz Rëtsch vu Leit, déi seriö fäerten, dass et kéint Doktere ginn, déi net méi all méiglech Moyenen asetzen, fir si ze retten, well wäertvoll Organer do sinn, déi kéinte weidergereecht ginn.

Ech kann net jugéieren, ob et jeemoools esou Fäll gi sinn oder ob et esou Fäll gëtt, mä ech fannen, dass et awer och un eis ass, fir op esou Zorte vun Ängschte vun de Leit anzegoen an Äntwerte parat ze hunn. Vläicht géif och an dësem Fall eng beschtméiglech Opklärung zousätzlech weiderhëllefen.

Froen, déi mam Stierwen zesummenhängen, sinn ëmmer delikat, an dat ass beim Volet vun den Organspenden net anescht. Wann een dat dann noliest, dass den Doud vun engem Mënsch am Prinzip definéiert gëtt duerch de sougenannten Hirntod oder - de Rapporteur huet et scho gesot - Mort cérébrale, dat heescht, dass keng Gehirnfunktiounen méi noweisbar sinn, an déi Definitiou souguer a medezinesche Kreesser zum Deel schéngt ëmstridden ze sinn, da verstinn ech, dass ee sech net e Spenderauswäis wëllt onbedéngt ëm den Hals hängen.

No Aussoe vu Bedeelegten ass et scho virkomm, dass, wou eng Mort cérébrale festgestallt gi war, beim Eraushuele vun Organer hefteg Kierperreaktiounen erfollegt sinn, esou dass déi Persounen, déi dolouchen, hu missen duerch Medikamenter roueggestallt ginn. Déi Signaler si bekannt als Lazarussyndrom, während d'Dokteren awer éischter vun Nervereflexer schwätzen.

Och hei wëll ech als Netmedeziner mech net ze wäit woen an och keen Uerteel fällen, mä och esou Eventualitéiten oder Diskussiounen oder Ängscht mussen an eis lwwerleeungen afléissen, virun all deem wat d'Fro vun der Definitiou ubelaangt - an dat ass och hei gesot gi vum Interpellant. Wéi schonn am Ufank gesot, wäerte mer den Detail sécher beim Émsetze vun der Oviedo-Konventioun schon diskutéieren an och mat considéieren.

Här President, d'Tatsaach, dass et weltwäit e chronesch Mangel u Spenderorganer gëtt, dréit sécher net zur Vereinfachung vun der Diskussioun bäi.

Eng vun de provokative Froen, déi am Dezember 2002 um internationale Kongress vun der „Deutsche Akademie für Transplantationsmedizin“ diskutéiert ginn ass, war: Léisst sech d'Ängscht virum Enthuele vun Organer mat Hëllef vun enger finanzieller Beloungung fir de Spender verréngeren? Oder och eng aner ganz provokativ, d'nämlecht: Kéint een net mat Organspende géint d'Aarmut virgoen oder de Leit, déi en net liewenswichtig Organ zur Verfügung stellen, e Steieravantage ginn?

Och ouni Sarkasmus muss een einfach den Tatsachen an d'Ae kucken, an déi bestinn nun eemol an engem Mangel vun Organer. E Mangel, dee viles engendréiert an deem och haut scho vill Mënschen all méiglech Grenzen iwwerschreide léisst. Stellt lech eben einfach eng Kéier selwer d'Fro, wéi wäit Dir géift goen, fir d'Liewe vun Ärem Kand ze retten. Wéi wäit géift Dir moralesch an ethesch Consideratiounen eventuell relativéieren?

En anert schockant Beispill, op dat den Interpellant schonn agaangen ass: En hollänneschen Televisiounssender hat virun e

puer Méint ugekënnegt, eng Organspendeshow ze maachen, an där et grosso modo dorëms sollt goen, dass eng doudkrank Fra mat enger Tumeur am Kapp sech bereet géif erklären, enger vun dräi Kandidatinnen aus enger Show eng Spenderin ze ginn, an da missten d'Kandidatinnen ëm d'Sympathie vun der Fra kämpfen, fir d'Nier ze kréien, an d'Zuschauer hätte per SMS d'Méiglechkeet, fir hir Favoritin ze wäelen.

Déi Ukënnegung huet a ganz Europa - mat Recht! - hefteg Reaktiounen ervirgeruff. D'Zil vun der Inszenéierung war schlussendlech, op alle Fall gouf et esou gesot, fir d'Opmierksamkeet fir dee Sujet ze erreechen an op deem enorme Mangel u Spenderorganer an Holland hinzeweisen; an an der Welt, kéint een eigentlech soen.

Laut Informatiounen iwwer den amerikaneschen Transplantationskongress vum Mee dëst Joer zu San Francisco, ass kierzlech am Bundesstat South Carolina eng Gesetzesinitiativ ofgelehnt ginn, déi am Parlament tatsächlech ganz seriö diskutéiert gi war, a laut där de Prisonnier sollt ugebuede ginn, dass se 180 Deeg vun hirer Prisongsstrof géifen nogelooss kréien, wa se sech fir eng anonym Nierespand géifen teste loosse, a se souguer sechs Méint Reduktioun vun hirer Strof géife kréien, wann et tatsächlech zu enger Organspend komme kéint.

Domat bréngt mer d'Saach op de Punkt. Den Organmangel ass wuel eng Tatsaach, mä wéi kann ee géint dee Mangel virgoen, ouni d'Dier méi wäit opzemaache fir dee weltwäit verbuedenen Handel, dee leider och eng batter Realitéit ass? Wéi kënnen Mënscheliwe gerett ginn, ouni aner Liewen a Gefor ze bréngen, an domat ze riskéieren, Horrorstellungen - wéi déi Beispill, déi ech elo grad genannt hunn - Realitéit ginn ze loosse?

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Eiser Meenung no sollt mer trotz deenen noutwendegen lwwerleeungen iwwer schlëmmstméiglech Zeenarien un alleréischter Plaz Suerg derfir droen, méiglechst preventiv virzegoen an domat manner Situatouneentstoen ze loosse, wou Leit Organspende brauchen, well och dat ass en Thema. Esou ass et beispillsweis erweisen, dass d'Preventioun géint den Alkohol, den Tabak, de Medikamentemissbrauch an d'Promotioun vun enger méi gesonder Liewensweis eendeiteg positiv Auswierkungen hunn op d'Zuel vun Hærzleiden an indirekt domadder op néideg Transplantatiounen.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer eis an deem Beräich keng Virwërf hei am Land brauchen ze maachen. De Minister huet schonn eng etlech Initiativen op de Wee ginn an zesumme mat der Chamber schonn eng ganz Rei Mesurë geholl, fir um Niveau vun der Preventioun e Maximum ze maachen; vum Tubaksgesetz iwwer d'Campagne fir d'Impfen, den Daarmkriibs, eng méi gesond Ernährung fir Kanner a viles méi.

Et kann een also aus deene ganzen lwwerleeungen eraus duerchaus mat d'accord sinn, dass méi Leit während hire Liefzäiten an engem definéierten, reglementéierte Kader - vläicht ausgebautenen definéierte Kader - Organer kënnen spenden. Mir ass et awer a menger Interventioun viraangeg dorëms gaangen, kloerzemaache wéi wichteg et ass, grad am Beräich vun Organspende potenzielle Mëssbräich virzebeugen, wat a mengen Ae wesentlech ass, fir dës Liewendspenden esou transparent wéi méiglech ze géréieren.

Bei eis am Land sti laut Aussoe vum Dokter Egide Tasch, Transplantationskoordinator bei Luxembourg-Transplant, am Mee 2007 20 Leit aus Lëtzebuerg op der Waardelëscht vun der Eurotransplant-Databank - et ass net déi eenzeg, déi et gëtt -, wou am Ganzen 16.000 Persounen aus Éisträich, Däitschland, der Belsch, Kroatien, Holland a Slowenien agedroe sinn. All Joer gi sengen Aussoen no zirka 7.500 Transplantatiounen europawäit an d'Wee geleet, mä et komme gläichzäiteg all Joer ëm 10.000 zousätzlech Demandeuren op déi Lëscht derbäi. Aktuell stinn a ganz Europa 40.000 Patienten op de Waardelëscht fir e Spenderorgan.

Dir gesitt, Här President, et besteet Handlungsbedarf. Et mussen all Effortë gemaach ginn, fir Liewen ze retten. Dat ass kloer. Organspenden an Transplantatiounen kënnen Liewe retten. Dat ass och kloer. Mir hunn an dëser Debatt - an ech wëll dem Här Krieps awer ausdrécklech Merci soe fir seng Initiativ - eng éischt Geleeënheet gehat, fir ze weisen, wivill medezinesch, ethesch, emotionell a leider och finanziell Facettë mat dësem Thema verbonne sinn.

Ech si bewusst haut net op eng Rei vu Punkten agaangen, wéi zum Beispill d'Proble-

mer, déi kënnen optauchen an déi oft optauchen, wa Leit e gespentent Organ net verdroen, wann de Kierper dat laang erhofftent Organ erëm ofstéist. Aus Zäitgrënn sinn ech och net op de Clonage vu Mënschen oder Organer agaangen, well mer dann erëm an engem Sujet sinn, dee fir sech eleng eng eegen Debatt wäert wier.

Ech wëll ofschléissend nach eng Kéier rappeléieren, dass mer d'Geleeënheet net wäerte verpassen, dësen Dossier, dee vill Leit hei am Land interesséiert, als Chamberskommissioun opzemaachen, fir mat alle Bedeelegte Gespréicher opzehuelen an Diskussiounen ze féieren am Kader vun der Oviedo-Konventioun an doriwwer eraus, wann dat gewünscht ass. De Sujet brauch ee rasonnabele Kader, an deem de Mënsch weiderhin e Mënsch bleibt an net op säin Organwäert dierf reduzéiert ginn.

Ech soe Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Mutsch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als véierte Riedner kann ech et hei méi kuerz maache wéi meng Virriedner. Ech wëll fir d'éischt dem honorabelen Här Krieps Merci soe fir seng Interpellatioun, déi hien hei gemaach huet, wou et kloer ass, dass een a grouse Linnen domadder kann averstane sinn. Ech wëll och der Madame Stein an der Madame Mutsch Merci soen, well ech fannen, dass si am Fong op verschidden Aspekter ënnerschiddlech agaange sinn, awer mat Saachen, mat deenen, mengen ech, hei téschent eis hei an der Chamber kee Sträit besteet.

Ech mengen, et ass esou, dass jiddferen der Meenung ass, dass et am Intérêt vu kranke Leit ass, déi dréngend ugewise sinn, fir kënnen en Organ gespent ze kréien, dass do Méiglechkeete geschafte ginn. An ech mengen, et ass aus eiser Vue - ech wëll dat just ganz kuerz hei soen -, op jidde Fall och aus menger perséinlecher Vue, eng Affär vu mënschlecher Solidaritéit. Ech mengen, wann ee stierft, dann ass fir mech d'Situatioun esou, dass déi Organer, déi een huet an déi nach ganz an der Rei sinn, dass dat fir mech eng absolut Logik ass an och eng mënschlech Solidaritéit, fir ze soen: Ma déi kennt Der enthuelen, fir engem ze hëllefen, deen dréngend op esou eng Organspend ugewisen ass. Well et gëtt ganz einfach leider nach ëmmer vill ze vill wéineg Organspender am konkrete Fall; net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä weltwäit, wéi dat hei och scho gesot ginn ass.

D'Madame Mutsch ass zum Beispill och op d'Schwiergeket vun Transplantatiounen an esou virun agaangen. Dat ass elo hei net de Sujet. Ech mengen, den Haaptmessage misst am Fong haut dee sinn, dass dës Chamber an déi Fraktiounen, déi hei an där Chamber sinn, gemeinsam en Appel un d'Öffentlechkeet riichten, fir sech nach méi verstärkt, wéi dat bis elo de Fall ass, zur Verfügung ze stellen, wa se selwer ofliwien, fir kënnen gesond Organer - Organer, déi bei hinne gesond sinn - anere Leit zur Verfügung ze stellen, fir dat déi net stierwen oder fir dat déi net onnëtz laang Zäit leiden.

Dann ass hei och en zweeten Aspekt ugeschwat ginn, op deen ech och just ganz kuerz wëll agoen. Den Här Krieps hat kuerz drop higewisen, mä och déi aner Virriednerinnen. Dat ass den Aspekt vun Mëssbrauch do dervun. Do sinn et jo wierklech an deene leschte Joren Diskussiounen ginn. Et ass net nëmme déi hollännesch Diskussioun do am Fernseh ginn. Wat méi schlëmm ass wéi déi hollännesch Diskussioun, dat ass dat, wat a munche Länner vun Tiers-Monde geschitt. An net nëmme am Iran!

Ech mengen, déi Saachen, déi bekannt gi sinn, souwuel aus asiatesche Länner, aus China, wéi aus latäinamerikanesche Länner an esou virun, déi weisen drop hin, dass sech do déi rengste Mafiaorganisatiounen opgebaut hunn, fir op eng kriminell Aart a Weis Kanner oder och Jugendlecher vun der Strooss erof ze iwwerwältigen, ze betäuben a fir hinnen da ganz einfach Organer ze enthuelen, woumat se dann e Commerce maachen a se an den USA dann op eng immens deier Aart a Weis mat immens héijem Gewënn verkafen an un de Mann bréngen.

Déi Leit, déi d'Nier oder dat anert Organ, wat se brauchen, kréien, déi sinn natierlech doriwwer ganz frou. Mä wat do am Tiers-Monde gemaach gëtt mat Kanner a mat Jugendlechen a mat aneren, wa se gewaltsam nach lieweg vun hiren Organer do esou - téschent Gänsefüßchen - „befreit“ ginn...! Herno ass dann d'Situatioun, well dat

méiglechst ënner kriminellen, net medezinesch seriö Konditiounen geschitt, dass déi Kanner an déi Jugendlecher dann oft hiert ganz Liewe laang un esou onprofessionellen Entnahme vun Organer leiden. Dat si Praktiken, déi wierklech kriminell sinn, wou een nach just vu mafiöse Methode ka schwätzen. Dat ass natierlech e ganz aneren Aspekt, mä leider sinn et erëm eng Kéier d'Kanner an d'Jugendlecher am Tiers-Monde, déi am meeschten dorënner leiden. Dat wollt ech och hei just ervirhiewen.

Mä dat gesot, ass fir mech dat Hauptelement an dëser Debatt dat vun enger Opklärung an enger Sensibiliséierung vun der Bevölkerung, fir wierklech déi Saach vum eegenen Doud méi nüchtern ze gesinn a fir wierklech déi Solidaritéit opzeweisen: Wann een herno net méi do ass, mä et sinn nach gutt Organer do, déi kéinten engem aneren nützen. Ech mengen, do soll eng Sensibiliséierung, eng Campagne gemaach ginn, fir dass do d'Leit méi solidaresch sinn hire Matmënsche vis-à-vis.

Dat gesot, soen ech lech Merci.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Huss Merci. Et ass elo keen anere Riedner méi agedroen, esou dass den Här Gesondheitsminister Di Bartolomeo d'Wuert kritt.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken e ganz grouse Merci un den Interpellant, den Alexandre Krieps, fir de Sujet, deen hien haut opgeworf huet. An e Merci un d'Kolleginnen a Kollege fir d'Aart a Weis wéi déi Diskussioun hei gefouert gëtt, an un d'Madame Presidentin vun der Gesondheitskommissioun, fir déi heiten Diskussioun weiderzeféieren an der Chamber an deene verschiddene Phasen, wou et gutt ass, dass mer eis associéieren.

Deem Merci wëll ech mech uschléissen, dee formuléiert ginn ass un déi Equipen, déi zënter 1980 am Beräich vun den Organspenden an -transplantatiounen tätég sinn. Ënner anerem dem Dokter Lamy an all sengen Equipieren an all deenen, déi soss nach intervenéieren, e ganz, ganz häerzleche Merci! Si hunn hei Pionéieraarbecht gemaach mat ganz gudde Resultater a mat ganz vill Engagement.

Dat gesot, si mer alleguer eens, dass mer en exzellent Gesetz hunn, zënter dass et 1982 agefouert ginn ass, mä esou wéi ëm all Gesetz, esou gutt wéi et och ass, muss ee sech och ëm dëst Gesetz këmmern, wann ee wëllt, dass et och déi Wierkung bréngt, déi et als Potenzial huet. Et muss een et adaptéieren un nei Phenomeener, un nei Erkenntnisser. Et ass och genee dat, wourunner mer amgaange sinn ze schaffen. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

U sech ass et jo e ganz komplexe Phenomeen, wa mer iwwer Organtransplantatiounen, Organspenden diskutéieren. Et ass e Phenomeen, un dat ee mat vill Gespier, mat vill Gefill muss erugeen, well d'Diskussioun och vill Gefiller fräisetzt, verständlech Gefiller, mä wou een awer och kann a muss déi Gefiller duerch d'lwwerleeung ergänzen.

Ech mengen, dass et scho souwisou eng Kontradiktioun ass, wann ee kuckt, dass duerch den Doud Liewe ka gerett ginn. Dat ass awer esou. A wann een zum Doud déi gemëschte Gefiller huet an déi Trennungsängscht och domat verbonne sinn, da mengen ech, kann een awer och heiansdo Troust dora fannen, dass, wann een ee verléiert, dee kann en anert Liewe retten, woubäi een dann am Hannerkapp huet, dass ee vläicht an déiselwecht Situatioun eng Kéier ka kommen, dass duerch de Verloscht an enger anerer Famill ee selwer ka gerett ginn.

Dat ass eng lwwerleeung, mat där een, wann ee se weiderféiert, eng aner Approche kritt wéi déi, déi heiansdo virbruecht gëtt, dass ee seet: Wann ech mech elo ze vill wäit zur Fëster erauslehnen an ech falen eng Kéier eraus, da kann dat vläicht ze vill eescht gemengt ginn. Ech mengen, déi Suerg ass net berechtigt.

Ech hu virdu gesot, mir hunn en exzellent Gesetz, e fortschrëttlech Gesetz, während an eenzelne Länner elo eréischt iwwer esou fortschrëttlech Gesetze diskutéiert gëtt, wou och erëm eng Kéier Emotiounen fräigesat gi sinn, déi hei zu Lëtzebuerg an där Zäit och fräigesat gi sinn, mä wou awer tranchéiert ginn ass a wou am ganz grouse Konsens déi doten Décisiounen geholl gi sinn.

Et ass virdu gesot ginn, dass dat Gesetz am Prinzip Prélèvement am bevirstoenden Doudesfall eigentlech bei jiddferengem erlaabt, deen net deklaréiert huet, dass en net Spender wëllt sinn. En fait gëtt dat awer licht anescht gehandhaabt. Et ass dann,

wann een en deklaréierte Spender ass an et huet een e Pass an dee Pass ass verfügbar, selbstverständlech net laang doriwwer ze diskutéieren; dann ass de Wëlle vum Patient oder vun deem, dee stierft, ganz kloer.

Aneschters ass et awer bei der Majoritéit vun de Leit, déi kee Spenderpass hunn. Wann déi an d'Situatioun erageroden, da ginn d'Equipé ganz virsiichteg vir a si maache sécher net dat, wat een heiansdo kéint fäerten. Wann een dann een huet, dee kee Spenderpass huet an een net deklaréierten, mä en implizite Spender ass, geschitt net dat, wat ee fäert, dass dann direkt d'Messer geholl géif ginn. Neen, do gétt mat ganz vill Fingerspitzgefäll de Wëlle vun deem potenzielle Spender nogekuckt mat der Famill, mat de Frënn, déi fonnt ginn.

Dat ass also och eng vun den Ursaachen, firwat d'Zuel vun de Spender vläicht net esou grouss ass, well do scho vill Afühlungsverméige vun deene Leit bruecht gétt, déi d'Organer aus dem Kierper eraushuelen.

Fir deen dote Prozess e bëssen ze verännere, wär et selbstverständlech noutwendeg, fir eng Rei vu Moosnamen ze huelen.

Richtig ass et, an ech mengen, dat muss ee bedauern, dass mer als Land an de Statistiken, wat d'Organspenden ugeet, an Europa op leschter Plaz eis erëmfannen...

► **Une voix.** - Trotz deem gudder Gesetz!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Trotz deem gudder Gesetz, an et ass duerfir, dass ech soen, dass et wichteg ass, dass mer eis dorëm këmmere, an dat muss mer och maachen an dat wäerte mer och maachen.

Dass mer bei den Transplantatiounen, och bei deenen, déi am Ausland gemaach ginn, op gudder Positioun sinn, soll net verstoppen, dass mer bei de Spenden, déi gemaach ginn, am Defizit sinn, dass mer also méi Organer kréien, wéi mer der ginn. Dat kann à la longue net opgoen. Wa mer an engem europäesche System wéi Eurotransplant funktionéieren, da mengen ech, ass et wichteg, dass mer ginn a kréien an dass dat wa méiglech den Equiliber plus ou moins duerstellt, wou et awer och kee Feeler ass, wa mer an deem heite Fall méi Organer kéinte bréngen, wéi der transplantéiert ginn.

Mir hunn also festgestallt, dass mer en Defizit hunn. Mir hunn, wéi d'Madame Mutsch richtig gesot huet, e Gesetz an der Instruktioun, dat d'Konventioun vun Oviedo mat den Zousazprotokoller soll ratifizéieren. Een Element vun där Konventioun vun Oviedo betrëfft och d'Transplantatiounen, betrëfft awer virun allem déi Spenden, déi vu Liewegen u Familljememberen oder direkt Proché gemaach ginn. Dat heescht, an der Konventioun gétt déi Relatioun regléiert tëschent liewege Spender an deene Leit, déi ganz no vun hinne sinn, ob dat elo direkt Famill ass oder ob et aner direkt noweisbar a ganz enk Relatioun sinn.

Do kommen eng Rei vu Regelungen, déi vläicht déi doten Diskussioun iwwer Transplantatiounen vu Liewegen zu Liewege méi thematiséiere wäerten, wat och eppes da sécher um Terrain wäert bewegen.

Bewegung ass och um europäesche Plang. D'Kommissioun ass amgaange sech Gedanken ze maachen, fir Empfehlungen um europäesche Plang ze maachen, fir de Beräich vun der Organspende a vun der Transplantatioun ze harmoniséieren. Dat ass och eng ganz gudd Saach. Do spillt d'Kommissioun de Katalysator.

Um internationale Plang hu mer ähnlech Evolutiounen, wou d'OMS déi doten Diskussioun erëm ukuerbelt, well d'Gesondheitsorganisatioun zu darselwechter Konklusioun komm ass wéi mir och hei zu Lëtzebuerg, nämlech dass Organtransplantatiounen exzellente Resultater an der Tëschenzäit hunn. Bei verschiddeenen Organer phantastesch gutt Resultater a bei anere Resultater, déi sech dauernd verbessere.

Iwwer Organtransplantatiounen kann een d'Liewensqualität, d'Iwwerlieweschancé vu Patienter ganz substanzuell verbessere. Souguer wann ee sech iwwerleet, wat dann elo an engem Gesondheitssystem och méi effikass ass, an ech wëll net d'Käschten an de Vierdergrond stellen, mä wann ech awer kucken, wat ee vu Liewensqualität hei vun der Transplantatioun kann erwaarden, an op där anerer Säit kuckt, wann een ënner medikamentösem Traitement ass oder wann een Dialyse muss gemaach kréien, wat dat fir en Opwand ass, da kann een och soen, dass a ville Fäll d'Transplantatioun méi effizient an allen Hisiichten ass. Ech mengen, dat gétt ee permanente Facteur an eiser medezinescher Entwécklung an dorop solle mer eis och astellen an eis dann esou behuelen als Receveur, awer och als potenzielle Spender.

Da mengen ech, huet den Här Krieps eng ganz Rei vu Froen opgeworf, op déi ech probéieren anzegoen. Déi éischt, déi och vu sämtleche Riedner opgeworf ginn ass, ass, wéi mer eis Reglementatioun iwwert de Gehirdoud wëllen adaptéieren op dat, wat um Terrain geschitt.

Un d'Gesetz, mengen ech, brauche mer net ze goen. Dat Gesetz ass och haut nach eent vun deene fortschrëttlechsten an Europa. Mir mussen un d'Exekutioun vum Gesetz dragoen. An do stellt sech eng alleréisch Fro: No 23 Joer, wou mer de Gehirdoud definéiert hunn deemools mat deene Kenntnisser, déi mer deemools haten, ass et noutwendeg, dass mer d'Kritäre fir de Gehirdoud, fir d'Mort cérébrale nei definéieren. Mir hunn am Mäerz, Abrëll 2006 den Optrag ginn un d'Société scientifique vun den Neurologen, fir d'Mort cérébrale nei ze definéieren. Déi Aufgab ass erfüllt.

An der Zwëschenzäit ass d'Commission consultative nationale d'éthique mat de Propositione vun der Société scientifique vun den Neurologer befaasst, a mir wäerten an deenen nächste Wochen, Méint och den Avis vun der Commission d'éthique kréien, wat eis et dann erméiglecht, fir déi Adaptatioun ze maachen, mat engem neie Phänomeen derbäi, wou ech elo net weess, ob mer dat an deem Reglement kënne reglementéieren oder ob mer eng zousätzlech Reglementatioun muss maachen, fir och am Fall wou en Häerzstëllstand ass a wou d'Resultater sech dauernd verbessere kënnen Organentnahmen ze maachen.

Et ass virdu gesot ginn, dass en anere Votet - do komme mer an der Oviedo-Konventioun nach eng Kéier drop zrëck - ganz interessant schéngt. Dat ass dee wou de Wëllen do ass vu Leit, déi engem nostinn, beispillsweis bei der Nier fir eng Transplantatioun oder eng Spend ze maachen un e Familljemember, also vu Liewegen zu Liewegen. Dat ass eng Perspektiv, déi sech sécher ergëtt.

Et ass vläicht heiansdo e bësse méi schwieereg, op deen dote Wee an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg ze goen, mä dofir ass et och interessant fir Synergien ze siche mat europäeschen Zentren, wou dat da vläicht e bësse méi einfach geet a wou och vläicht méi Erfahrung do ass.

An do kommen ech op eng Fro, déi d'Martine Stein opgeworf huet: Jo, selbstverständlech sinn och riseg Fortschrëttler gemaach gi bei deenen aneren Organtransplantatiounen, zum Beispill beim Häerz, zum Beispill bei der Liewer, zum Beispill bei der Mëlz, zum Beispill bei de Longen, wou sech Perspektiven erginn.

Ech géif allerdéngs virdu warnen, dass mer hei zu Lëtzebuerg Ambitiounen entwéckele fir bei Transplantatiounen, wou wierklech eng ganz kleng Zuel awer a Fro kënn, dass mer eis do sollen ze vill no vir woen. Ech halen et do éischter mat Synergien, wou mer ganz gudd kënne si bei méi groussen Zuelen, a wou mer bei Liewer, bei Häerz dann awer léiwer mat aneren Zentren zesummeschaffen. Quitte dass et eise Leit soll dann erlaabt sinn, fir bei esou Transplantatiounen eventuell derbäi ze sinn oder fir matzeschaffen.

Dat gétt nämlech eng Perspektiv, déi mir besonnesch gutt gefält, dass een net nëmmen ëmmer iwwer Servicer diskutéiert, mä dass een och méi an der Zukunft ka vun der Mobilitéit vun Experten tëschent den Haiser diskutéieren. Eppes wou elo zaghaft ugefaange gétt hei zu Lëtzebuerg driwwer ze diskutéieren, zwëschent deene groussen Zentren, déi sech géigesäiteg wëllen hëllefen.

Déi Diskussioun muss ee förderen, well dat bréngt vill méi Qualitéit fir d'Leit, wéi dass een dauernd Servicer décupléiert a sechs- oder siwemol Servicer mécht. Et kann een duerchaus Equipé ronderëmschécken oder hinnen d'Geleeënheet ginn, fir Echanging ze maachen oder sech an eenzelne Beräicher ze spezialiséieren. Ech gesinn also e ganz grousst Potenzial an deem dote Beräich.

Dann zu deene méi prezise Froen - schnell, am Telegrammstil. Richtig, mir mussen d'Leit erëm nei sensibiliséieren, well no 25 Joer dat e bëssen nogelooss huet, déi Begescherung fir iwwert déi doten Thematik ze schwätzen. Also wäerte mer am Hierscht eng Campagne lancéieren; et si Budgetskredditer fir 2008 ugefrot.

Mir wäerten awer och zesumme mat Eurotransplant probéieren fir déi verschidde Spideeler - an da kommen ech och direkt op eng vun den Äntwerten -, déi an deem dote System matmaachen; well et sinn an der Zwëschenzäit eng Rei vun Haiser, déi net selwer dann d'Entnahm maachen, mä déi vun den Equipen, déi Entnahme maachen, ënnerstëtzt ginn. Fir dat ze maachen,

wäerte mer eng Sensibiliséierung zwëschent den Haiser maachen.

D'Fro, ob déi Moyenen, déi mer investéieren, d'ueginn, ob mer net méi Coordinateure brauchen, sinn ech ganz frou, dass ech Usätz vun Äntwerten och vun der Chamber hei kréien. Mir wäerten eis Méi ginn, fir budgetär Mëttelen ze schafen, fir d'Zuel vun de Coordinateuren, wa méi Zentren intervenéieren, ze verstärken. Net elo fënn, sechs Coordinateuren, mä mir sinn am Moment bei zwee Véirel. Da kann ee sech duerchaus virstellen, dass een dat progressiv op déi grouss Zentre baséierend nach eng Kéier verduebelt. Da si mer, mengen ech, an der Rei.

Wéi vill Transplantatiounen? D'Martine Stein huet virdu d'Zuel genannt. Et sinn 166 Nierentransplantatiounen. Fir déi aner Statistike géif ech de Lex bieden, mer d'Geleeënheet...

(**Interruption**)

Jo, Här Mehlen.

► **M. le Président.** - Här Mehlen, den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Bah, et mécht ee sech alt esou bemierkbar wéi ee kann!

(**Hilarité**)

Wéi den Interpellant dat suggéiert huet, géif ech dem Interpellant déi Chifferen no liwweren, soufren se disponibel sinn.

D'Spideeler: Am Prinzip sinn et elo alleguer déi grouss Zentren, déi an deem dote Beräich matmaachen.

D'Formatioun vun Transplantateuren, eng ganz gudd Iddi. Ech mengen, mir maachen am Moment vill Efforten a Saache Formation continue, an do fannt Der am Ministère ëmmer en oppent Ouer, wann esou Besoinen do sinn, fir weiderzefueren.

Mercantilisme an deem heite Beräich ass falsch op der Plaz. An och wann esou Emissiounen wéi déi, déi bruecht gi sinn an Holland, jo anscheinend en noblen Zweck haten, fannen ech, dass dat awer mat de Gefiller vun de Leit op eng extrem zweifelhaft Aart a Weis ëmgaangen ass. Ech mengen, dass een och aneschters ka sensibiliséieren, an ech mengen déi Diskussioun, déi mer haut an der Chamber hunn, ass eng besser Sensibiliséierung wéi déi iwwer marktschreierisch a maartundeelsorientéiert Televisiounsemissiounen. Ech mengen, mir solle vun esou Saachen d'Fangere loossen.

Ech mengen, ech hätt domat op déi meescht Fro geäntwert. Ausser déi gutt Suggestiounen, dass ee sech beim Spenderpass oder beim Netspenderpass, jee nodeem wéi een dat dréit, nei Weeër soll afale loossen. Ech hunn déi Suggestioun mat opgeholl, dass een dat eventuell iwwer eng Sécurité sociale oder eng zukünfte Gesondheetskaart ka maachen. Mir hu jo d'Chance, dass 99,9% vun de Lëtzebuerg an enger gesetzlecher Krankekeess erfaasst sinn. Do kann ee sech Gedanke maachen, wa mer elo jo hoffentlech an deenen nächste Méint et fäerdeg bréngen, fir eng nei fusionéiert Krankekeess opzebauen.

Ech wëll zum Schluss nach eng Kéier Merci soe fir déi gutt Suggestiounen, déi konstruktiv Diskussioun an och d'Offer vun der Chamber, fir dësen Dossier och weiderhin ze begleeden. Ech stinn ëmmer bereet, wann ech an där doter Diskussioun gebraucht ginn.

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Gesondheitsminister Merci. Mir sinn domat um Enn vun der Interpellatioun a mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5448 iwwert d'Uwendung vu mëschlechen Zellen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon agedroen: d'Madame Stein, den Här Krieps an den Här Huss. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

7. 5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi iwwer mëschleche Zellen an Tissuen ass et wichteg, direkt aganks kloerzestellen, wat net iw-

wert dëst Gesetz geregelt gétt, an zwar d'Stammzellefuerschung, d'kënschtlech Befruchtung oder den Embryonenschutz. Mä, an dat mécht et net onbedéngt méi einfach, dës ganz wichteg an delikat Beräicher sinn direkt oder indirekt mat betraff an deem heite Gesetz.

D'Direktiv an och dëse Projet de loi regele villméi eng ganz Partie vun techneschen Oplagen a Modalitéiten, déi sollen d'Sécherheet garantéieren, wa mat mëschlechen Zellen an Tissuen hantéiert gétt.

D'EU-Direktiv léisst awer de Memberstaten d'Fräiheet, fir déi doru gekoppelt a weiderrechend bioethesch Froe selwer an op hir eegen Aart a Weis ze regelen. Bei den Diskussiounen ëm dëse Projet de loi ass et ganz daitlech ginn, dass bei eis am Land dës Froen nach net alleguer beäntwert sinn. Dat hu mer gemierkt an der Chamberskommissioun. Op dës Froestellungen, déi souwuel de Statsrot wéi och d'Chamberskommissioun intensiv beschäftegt hunn deemno, wäert ech méi spéit nach eng Kéier kuerz zrëckkommen. Fir d'éischt e puer Explikatiounen iwwert d'Direktiv an de Projet de loi.

D'Transplantatioun vu mëschleche Geweben an Zellen ass prioritär e Secteur vun der Medezin, deen amgaangen ass enorm séier ze wuessen an deen ëmmer méi wichteg gétt, virun allem am Zesammenhang mam Traitement vu bis ewell onheilbare Krankheeten. Et geet vierdergrënneg dorëms, fir nei Behandlungsméiglechkeeten ze fanne fir neurodegenerativ Krankheeten, wéi Parkinson oder Alzheimer, fir kardiovaskulär Krankheeten oder och bei Verletzung vum den Nerven am Réckemuerch. Mä och bei Kriibsrankheeten, ënner anerem bei Leukämie, kann op Transplantatiounen vun Tissuen a Cellulë liewenserhalend zrëckgegraff ginn.

Eng grouss Hoffnung sinn an dëse Fuerschungsberäicher déi sougenannte Stammzellen. Stammzellen hu sech nach net op eng bestëmmten Aufgab am Kierper festgeluecht. Mat hinne stinn deemno nach all Méiglechkeeten op, a si kënne sech selwer ëmmer erëm erneieren. Esou Stammzelle fënnt een am Muerch vu verschidde Schanken an an Deeler vun der Nuebelschnouer. Dëse ganze Secteur ass, wéi gesot, amgaange sech staark ze dévelloppéieren. Emsou méi wichteg ass et, fir an deem Zesammenhang all méiglech preventiv a begleedend Mesuren ze huelen, fir sech verstärkt fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun der Populatioun anzesetzen.

Och wann, wéi ech dat schonn aganks gesot hunn, dëse Gesetzesprojet d'Stammzellefuerschung net an hirer Gesamtheit regelt, gi mat dësem Projet de loi obligatoresch Qualitéits- a Sécherheitsstandarde fir den Traitement an d'Handhabung mat allen Zorte vun Zellen a Gewebe festgeluecht. Dat géllt souwuel fir d'Kritären, déi ee muss erfüllen, fir iwwerhaupt dierfen Donneur ze sinn, wéi och fir d'Formatioun an d'Qualifikatioun vum Personal, dat an deem Beräich op deenen ënnerschiddlechsten Niveauen intervenéiert.

Besonnesch wichteg ass an deem Zesammenhang d'Traçabilitéit vun den Zellen an Tissuen um Wee vum Donneur bis bei de Receveur an och ëmgedréint. Esou bleibt et garantéiert, dass bei eventuelle Komplikatiounen oder Krankheete ka retracéiert ginn, wou de Problem hierkënn. Och dat ka liewenserhalend sinn. Wichteg ass et och ervirzestrichen, dass dëse Projet de loi déi essenziell Prinzipie vum fräiwëllegen Don a vun der Gratuitéit vum Don grad ewéi den Anonymat vum Donneur a vum Receveur festschreift.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een nach esou munches elo soen iwwert déi eenzel technesch Detailler an Dispositiounen, déi duerch dëse Projet de loi agefouert ginn. Si sinn alleguerten eenzel ganz ausseruerdentlech wichteg, mä ech denken, dass et op dëser Plaz géif ze wäit féieren, fir am Detail op si alleguerten eenzel anzegoen.

D'Avisen zum Projet de loi waren am groussen ganze ganz positiv. Souwuel de Collège médical wéi och d'Beruffskummere

ware mat der Ausrichtung vum Projet averstanen an haten och keng gréisser Kritiken ze maachen.

De Conseil d'État hat eng Opposition formelle ausgeschwat, wat den Artikel 33 vum Projet de loi ugeet. Deen Artikel sollt verschidden Artikelen vum Gesetz vum 25. November 1982 abrogéieren, déi de Prélèvement vun Tissuen an Zelle betreffen. De Conseil d'État huet ennerstrach, dass déi Démarche inkohärent wär, zum engen, well dat Gesetz vum 1982, notament wat d'Organspenden ubelaangt, vun der Oviedo-Konventioun an hiren Zousazprotokoller wahrscheinlech adaptéiert gi wäert, an zum aneren, well een hei juristeschen onsécheren Terrain géif begoen. D'Chamberskommissioun huet déi Iwwerleeunge vum Conseil d'État esou iwwerholl an huet deemno den Artikel 33 gestrach. Op déi méi inhaltech Froen a Kritike vum Conseil d'État kommen ech nach zrëck.

Bei de Viraarbechten an Diskussiounen ronderëm dësse Projet sinn nämlech a mengen Ae ganz wichteg Aspekter opgeworf an thematiséiert ginn. Dësse Projet de loi, grad wéi d'Direktiv, déi domadder ëmgésat gëtt, betrëft nämlech enner anerem och déi reproduktiv Zellen an embryonal Stammzellen.

Well am Zesummenhang mat dëser Froestellung Sensibilitäten am Spill sinn a sech och eng ganz Rei vun ethesche Froen stellen - et sinn ëmmerhin Zellen aus deenen e Mensch entsteeft oder enstoe kann -, huet d'Regierung eng Serie vun Amendementer agereecht, fir beim Ëmgang mat dësen Zelle spezifesche Dispositiounen a Regele gëllen ze loosse iwwert dësse Gesetz. Zum Beispill kann en Donneur vu reproduktiven Zelle seng Meenung änneren a säin Averstännis, fir dass seng Zelle weider benotzt ginn, zu all Moment zrëckzéien. A wann d'Zelle solle fir een aneren Zweck benotzt ginn, wéi dee firwat se ursprénglech gespent goufen, da muss den Donneur explizit säin Averstännis ginn an och iwwer alles informéiert sinn.

Eng vun dësen spezifeschen Dispositiounen besteet ausserdeem doranner, dass d'Basiskonvention ronderëm d'Applikatioun vun dësen Zellen op d'mannst 50 Joer laang gehale muss ginn, an net wéi bei aneren Zellen nëmmen 30 Joer laang. Dat ka wichteg sinn, well verschidde genetesch Krankheeten eréischt no méi wéi 30 Joer ausbräche kënnen. An hei ass dann op en Neits d'Retraçabilitéit enorm wichteg.

Am Commentaire zu den Amendementer erkläert d'Regierung, dass an dësem Text nëmmen déi grondleeënd Regele kënne festgeluecht ginn a Conformitéit mat der Direktiv. All aner weiderféierend Froen, wat déi reproduktiv Zellen ugeet, wäerten a spezifesche Gesetze iwwert d'Procréation médicale geregelt ginn. Zu dësem Zäitpunkt huet Lëtzebuerg dës Gesetze also nach net.

Am Zesummenhang mat dësem Projet de loi, deen eis also haut beschäftegt, heescht dat, dass fir d'Stammzellefuerschung elo wuel eng ganz Rei vu wichtegen elementaren techneschen Detailler geregelt sinn, net awer grondleeënd Froen ronderëm déi zukünfteg Ausrichtung vum Land, wat den Ëmgang mat dësem wichtige Fuerschungsberäich ugeet, zum Beispill d'Fro, ob mer wëlles hunn, ronderëm dësse Fuerschungsberäich e bestëmmte Secteur hei am Land weiderzedéveloppéieren.

Just kuerz, fir ze verdäitelen ëm wat et geet, nämlech ëm d'wichtig ethesch a gesellschaftlech Choixen, déi net esou einfach ze treffen sinn. Fir d'Leit dobause falen déi Choixen wahrscheinlech ganz verschidde aus, jee nodeem a wéi enger Liewenssituatioun si selwer sinn oder mat wéi enge Liewensmännern se konfrontéiert sinn. Munch Leit denke vläicht a priori, dass et net ongeféierlech ass, mat embryonale Stammzellen ze experimentéieren, mä wann een eng Persoun am Entourage huet, déi eng bis haut onheilbar Krankheet huet, da setzt een onheemlech Hoffnungen an Erwaardungen an d'Biomedezin an dann ass ee meeschtens och bereet, sech mat dësem zukunftschrächtige Beräich ausenanzesetzen, Ouverturen zougestoen a sech ze froen, wéi eng Fortschrétt domadder verbonne sinn, notament wat d'Heele vu bis haut onheilbare Krankheeten ubelaangt.

Och am Beräich vun der Procréation médicale assistée sinn nach eng ganz Rei vu Froen ze klären. Wien dierf, wie kann dovunner profitéieren? Wéi vill Eezellen dierfe bei enger Kéier befrucht ginn? Wéi vill dierfe der ageplant ginn? Dierfe Choixen gemaach ginn, a wa jo, no wéi enge Kritären? Wat geschitt mat de befruchteten Eezellen, déi net gebraucht goufen? A wéi engem Fall ass en Don erlaabt? A wat priméiert an deem Fall, d'Anonymitéit vum Spender oder d'Recht vum deem zukünftige Kand, fir seng biologesch Eltere kennenzuléieren an domadder seng Originen ze retracéieren?

Dat si ganz interessant Froen, déi an deem Sënn nach net gekläert sinn, an och op europäeschem Plang nach net gekläert sinn. Si sinn op alle Fall net einfach, well eis Nopeschlänner hunn zwar zum Deel scho gesetzlech Regelungen, wou si oft ganz ënnerschiddlech Positiounen vertrieben, mä vill vun hinne sinn amgaangen dës Gesetze ze evaluéieren, hir Positiounen nei ze iwwerdenken an hir Regelunge gegebenensfalls ze iwwerschaffen. Woumat mir eis wäerten ze beschäftege kréien, well dat interesséiert eis jo fir eis mat den Erfahrungswäerter vun eisen Nopeschlänner ausenanzesetzen.

An deenen nächste Méint wäerten also regelméisseg bioethesch Froen um Ordre du jour vun der Gesondheitskommissioun stoen. Et stinn och nach eng ganz Rei vu Projeten un, wou et och grad dorëms geet. Ech denken do un de Projet de loi 5552 iwwert d'Recherche biomédicale - Dir hutt et hei scho gesot -, an och un de Projet de loi 5528 iwwert d'Oviedo-Konventioun an hir dräi Zousazprotokollen. Dat ass déi berühmte Konventioun, déi eis jo och scho beschäftegt huet am Zesummenhang mat den Organtransplantatiounen, déi och mat do thematiséiert gëtt.

Bei dësem Ofkommen vum Conseil de l'Europe geet et drëms, fir d'Menscherechter an d'menschlech Dignitéit ze schützen am Zesummenhang mat der Biologie an der Medezin. Fir eis als Kommissioun war et wichteg, déi scho bestoend Aktivitéiten a Saache Procréation médicale assistée - ech misst PMA soen, da géif ech et vläicht erauskréien - a Stammzellefuerschung bei eis am Land am Milieu hospitalier an och am CRP Santé - et gëtt se also schonn - net ze ignoréieren an dësse Gesetz haut schonn als wäertvoll Instrument ze notzen, fir elementar Handhabungs- a Sécherheetsbestëmmungen am Ëmgang ebe mat reproduktiven Zellen an embryonale Stammzellen anzeféieren. Wat eben erkläert, firwat dës schonn an dësem Projet de loi integréiert sinn.

De Conseil d'État hat a sengem Avis vun der proposéierter Démarche fir méi spezifesche Kritären, fir reproduktiv an embryonal Stammzelle festzeleeën, ofgeroden a recommandéiert, fir sech strikt un d'Basiskonvention vun der Direktiv ze halen. D'Chamberskommissioun ass aus deene genannte Grënn net op dee Wee gaangen. En attendant, dass mer déi spezifesche Gesetze esou schnell wéi méiglech kréien, wollte mer elo schonn aktiv ginn a weiderreechende Beräicher, déi, wéi gesot, haut schonn eng Realitéit sinn, och bei eis am Land.

D'Kommissioun deelt awer ausdrécklech d'Meenung vum Statsrot an der Commission nationale d'éthique, dass déi Gesetze, déi d'Froestellung ronderëm déi genannte Beräicher vun der Procréation médicale assistée, der Stammzellefuerschung an dem Embryoneschutz an hirer Gesamtheit regelen, esou schnell wéi méiglech sollte virleien. De Gesondheitsminister huet eis schonns deementspreechend Zousécherungen an der Kommissioun gemaach, wat mir nëmme begreisse kënnen.

Ofschlëssend wëll ech Merci fir d'Opmierksamkeit soen a virun allem den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi mat op de Wee ginn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hire Rapport. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Martine Stein-Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, gradesou wéi d'Blutt e ganz besonnesche Saaf ass, wéi de Mephisto zum Faust gesot hat, esou ass déi menschlech Zell eng ganz besonnesch Zell, an déi Zellensembelen, déi mer Tissu nennen, also Zelle vun där nämlecher Famill, sinn och ganz besonnesch Tissuen, op d'mannst jiddefalls fir ons aner Menschen.

Dat sollte mer an der Diskussioun vun dësem Gesetz, mä awer och vun deenen aneren, déi d'Madame Rapportrice schonn ugeschwat huet an déi mer hoffentlech geschwënn hei och wäerten ze stëmmen kréien, berücksichtegen, nämlech d'Ratifikatioun vun der Oviedo-Konventioun iwwert d'Menscherechter an d'Dignitéit vum Mensch an dat iwwert d'Recherche biomédicale.

Wéi d'Madame Rapportrice zoutreffend gesot huet, an ech wëll hir selbstverständlech am Numm vun onser Fraktioun villmools Merci soe fir hiren ausféierlechen a feinfühlege Rapport zu dësem Projet, ass dat heiten en eminent technesch Gesetz: Et geet ëm de Kader, iwwert dat, wat een elo an Zukunft dierf mat dësen Zellen an dësen Tissuë maachen, a wat net.

Et ass eigentlech de Progrès vun der Medezin, deen ons dozou bréngt, iwwert dës Prozeduren nozedenken. D'Grenze vun der Wëssenschaft bewege sech dauernd, a villes, wat fréier Science-Fiction war, réckelt ëmmer méi no an d'Realitéit. Dësse Fortschrétt leeft d'Léiglatioun e bëssen hannendrun. Wat wëssenschaftlech méiglech ass, wat elo scho realisierbar ass oder wier, gëllt et fir ons Politiker ze analyséieren an ze verfolge, well mir am Numm vun der Ethik opgefuerdert sinn, eng kloer Gesetzgebung ofzeginn, Grenzen a Regeln ze setze fir déi praktesch Applikatioun vun den Entdeckungen an techneschen Errongenschaften.

D'Wëssenschaft selwer huet keng Moral a setzt sech och keng Grenzen. Mä d'Chercheure sollten awer béides hunn. Fir de Fall, wou dat net de Fall wier a wou d'Recherche net an deem Sënn ugewannt géif ginn, dem Mensch a sengem Ëmfeld vu maximalem Nutzen ze sinn, do musse Gesetze existéieren, déi ons virun den Auswüchse schützen. Mir dierfen och net vergiessen, dass ee mat verschidde Entdeckungen an Therapië ka ganz vill Geld verdéngen. Or dierf d'menschlech Zell als Dréier vum Ierfgut hei net zur Dispositioun stoen. Dofir sinn esou Gesetze wéi dat heiten esou wichteg.

D'Wëssenschaft geet lafend virun, an dat op globalem Plang. Mir aner musse probéieren, si an onse gesellschaftspolitesche Kader ze setze. Mir hunn als Ënnerstützung dofir eng national Ethikkommissioun, déi och, wéi esou oft, zu dësem Projet e poignant an realistesch Avis ofgeliewert huet.

D'Décisioun awer, déi kann och si ons an dësen Thematen net final ofhuelen. Mir sinn also als Deputéierten, als Partei, gefuerdert, kloer Positiounen ze bezéien, Grenzen ze setze tëschent deem, wat dem Mensch an där Gesellschaft, déi mer jo solle matgestalten, bénéfique ass, an deem, wat déi menschlech Dignitéit, déi allgemeng Moralvirstellungen, de Respekt vun den Traditiounen a Reliounen schockéiert. A mat Vue awer och op déi Méiglechkeeten, déi sech der Recherche hei an onsem Land kënnen opmaachen, souwéi och senger ekonomescher Entwécklung.

Verzeiht mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësse klengen Exkurs. Ech wollt eigentlech am Ufank kloerstellen, dass et Zäit fir ons allegueren ass, ze erkennen, wat hei an an deenen nächste puer Joer um Spill steet, dass mer wäerten d'Jalone setze fir e ganz groussen Deel vun der Zukunft vun onsem Land a wéi d'Gesellschaft sech wäert entwéckelen.

Wat mer haut hei stëmmen, ass iwwerregens och schonn deelweis vun der Wierklechkeet iwwerholl. E wichteg Fait vun dësem Gesetz ass enner anerem deen - d'Madame Mutsch ass schonn dorobber agaangen -, dass mer d'Keimzellen an dësse Projet mat erageholl hunn. Dat ass och an där entsprecherender ëmzesetzender Direktiv duerchaus enthalten. Et gëtt och eng Rei praktesch Argumenter, fir esou virzegoen.

Et ass nämlech real esou, dass hei zu Lëtzebuerg scho säit dem 17. Mäerz 2005 e Service de Procréation médicale assistée fonctionnéiert - ech wäert en dann an Zukunft PMA nennen, dat ass wierklech méi einfach -, an dat op Basis vum Règlement interne vun engem Spidol. Dësse Règlement interne inspiréiert sech largement an Léiglatiounen, déi an onsem noen Ausland existéieren. Déi Regele si strikt a genee.

De Service, esou wéi en am Moment fonctionnéiert, brauch och nëmmen a ganz wéinigen Ausnahmefäll op en Don des Tissus an des cellules zrëckzegräifen, well d'Sterilitäten hu jo vill Ursaachen, an et gëtt haut eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, de Koppelen och ouni hétérologuen Don ze hëllefen. Et ginn och bei ons, oder soll ech soen, nach, keng Don-d'ovulen oder Don-d'embryoné praktikéiert.

Dës Gesetz setzt awer, fir de Fall, dass et deemnächst an engem Gesetz iwwert d'PMA géif méiglech ginn, déi technesch Jalonen. Et ginn awer hei zu Lëtzebuerg bei de männleche Sterilitäten - dat sinn ongeféier 25% vun de Sterilitäten an der Koppel, déi een och mat techneschen Hëllefsmittelen net kann op eng Qualitéit bréngen, eng Schwangerschaft ze produzéieren - och In-vitro-Befruchtung mat Sperme vun Donneure praktikéiert. Dës Sperme kënt natierlech net vun hei, mä vun auslännesche Banken; an dësem Fall aus Dänemark. Et ass, wéi gesot, rar, dass ee muss op dës Prozedur zrëckgräifen.

Mä et gëtt en fait dësse Moment fënnf Kanner hei zu Lëtzebuerg, déi iwwert dräi Schwangerschaften mat Don de sperme hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn. Dat sinn also kleng Menschen, déi ouni gesetzlech Grondlag awer Dag fir Dag an hoffentlech gär enner ons liewen. Et ass also héich Zäit, dass mer hei Neel mat Käpp maachen.

Déi Equipe, déi an deem Service schafft, ass super motivéiert. Si huet och grouse Succès, well d'Famillje sech net mussen x-mol an d'Ausland déplacéieren, fir dass hinne ka gehollef ginn, hire Kannerwonsch ze realiséieren. Mä si schaffen, wéi och eng Rei vun anere Fuerscher an onsem Land, e bëssen ouni Netz an dueble Buedem. Ech géif also am Numm vun der CSV-Fraktioun onse Gesondheitsminister encouragéieren, net hei op hallwem Wee stoen ze bleiwen an drun ze schaffen, dass mer deemnächst och e Projet iwwert d'PMA virleien hunn.

(Interruption)

D'PMA ass natierlech nëmmen eng Applikatioun vun dësem Gesetz. Et gëtt eng Rei aner praktescher, déi bei ons technesch machbar sinn - d'Madame Rapportrice ass schonn dorobber agaangen -, déi och zum Deel schonn an enger gewësser Form duerchgefouert ginn an déi dréngend eng Regelung brauchen. Et kann een hei vum Greffe vun Knachemuerch schwätzen, wat bei verschidde Kriibsformen, haaptsächlech bei Kanner, iwwer Liewen an Doud kann décidéieren. Mir kënnen och schwätze vun engem méi neien Domän, nämlech dem Don vu Knachemuerchzelle fir Leit, déi eng koronar Häerzkrankheet hunn, déi sollen zu enger Regeneratioun vun de kranke Gefäßer féieren.

Hei hate mer zu Lëtzebuerg schonn eenzel Projekte lafen, mä net mat Allogreff. Dat heescht, net mat Knachemuerch vu frieme Leit, mä mat Leit hirem eegene Knachemuerch. Et ass awer de Moment esou, dass dës Projekte fale gelooss gi sinn, well se bis elo net dee Succès bruecht hunn, dee se eventuell hätte solle bréngen, an et ass een erëm zrëckgaangen op d'Grundlagefuerschung.

Fundamental gëtt ons dës Gesetz eng gewësse Sécherheet, Regeln a Kritäre wéi esou Manipulatiounen ze handhabe sinn. Mir kënnen ons virstellen, dass d'Gesetz an Zukunft mat de Fortschrétt vun der medezinescher Fuerschung an de Spideeler an an de CRPen och hei bei ons nach méi wichteg wäert ginn.

Iwwert den Detail vun dësen Regeln huet d'Madame Rapportrice ons ausféierlech informéiert. Ech wëll duerfir och net méi drop agoen, wat d'Registréierung, d'Autoriséierung vun den Etablissements, d'Traçabilitéit, d'Notificatioun vun Incidenten, wichteg Informatiounen an den Accord vun Donneuren a Receveuren, d'Gratuitéit vum Don ugeet. Dat sinn all déi Domänen, wou mer haut Jalone setze fir d'Zukunft.

Zum Schluss wëll ech résuméieren, dass d'CSV-Fraktioun frou ass, dass aus all deenen Ursaachen, déi mir elo schonn zu zwee ernimmt hunn, dës Gesetz haut ka gestëmmt ginn, dass all déi Fuerscher a Kliniken, déi schonns haut an dësen Domäne schaffen, eng gewësse Basis kréien, an dass onst Land op dës Aart a Weis och eng Dier kann opmaache fir den Accès zu enger moderner Bio-, a firwat net pharmazeutescher Industrie.

Mir wëllen awer betounen, dass mer de Minister encouragéieren, déi nach ausstehend Gesetze ze pusséieren, notament dat iwwert d'Recherche biomédicale an d'Ratifikatioun vun der Konventioun vun Oviedo, an en och nach eemol dorun erënneren, dass mer e Gesetz brauchen iwwert d'PMA.

Ech mengen, mat all dësen Gesetze kënne mer och nach eng Kéier de Problem vun der Transplantatioun, dee mer virun ugeschwat hunn an deen ähnlech ethesch Problemer opweist wéi deen elo ugeschwat, mat opgräifen.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz a soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Stein Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt drun erënneren, dass en Deel vun dësem Gesetzesprojet entstanen ass duerch en europäeschen Ethiksgroop an dass dee véier Imperativer hat:

Den éischten Imperativ war eben en etheschen Imperativ wéinst der Sécurité sanitaire, fir d'Vermeide vum Iwwerdroe vu Krankheeten. Deen zweete war eng ganz wichteg Saach, an zwar d'Integritéit vum mënschleche Kierper, de Respekt vis-à-vis vum mënschleche Kierper, ob en elo lieweg oder dout ass. En drëtte war de Consentement préalable, libre et éclairé. An e véierte war d'Protektioun vun der Identitéit, dat heescht, wat d'Anonymitéit vum Donneur a vum Receveur garantéiert huet - dat, fir eben Diskriminatiounen ze vermeiden.

Ech wollt net ze vill op technesch Detailer vun deem Gesetz hei agoen. D'Madame Mutsch ass ze féliciteiere fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport iwwert dës Gesetzesvirlag.

Ech bedauere wuel wéi aner Institutionen, dass mer verschiddenen Texter hei erausgelooos hunn, notamment - et ass gesot gi vun de Virriedner - Organspender a Stammzellen, embryonal Stammzellen. Sait dëser Direktiv vun 2004 sinn am nämlechte Feld schonn zwou nei Direktive geholl ginn als Complément. Ech war och frou, a mir hunn och an der Kommissioun dem Minister seng Erklärungen verstanen, well e gesot huet, hei misst Damp hannert dës Ëmsetzung gemaach ginn. Ech hoffen, dass déi nächst zwou séier nokommen.

Dat Gesetz hei gétt haaptsächlech de Familljen e bësse Berouegung, dass zum Beispill - dat ass net spezifizéiert an eiser Virlag hei - no Autopsië keng, speziell bei Kanner, Tissuë kënnen zréckgehale ginn. Dat ass nämlech och gesécherert. Et gi Sanktiounen agefouert, wann ee sech net un dem Minister seng Bestëmmungen hält. An et gétt och duerch déi hei Gesetzgebungen zimlech schwierig, esou Ausstellungen ze maache wéi dem Här Gunther von Hagens seng Kierperwelten, wat jo och e bësse ruckelzeg war virun e puer Joer.

Et gétt och Bestëmmungen an dëse Gesetzgebungen, déi géint den ADN-Déifstäl virginn - dat ass eng Notioun, déi ëmmer méi opkënn, den ADN-Déifstäl -, well de Gebrauch an de Stockage vun Human- a Gewebzelle vum Liewege geregelt ginn.

D'Definitioun vun Humanzellen a -gewebe ass breet gefaasst, esou dass ënner Ëmstänn souguer eng Stullanalys oder eng Urinproov ënnert dës Bestëmmunge fale kéinten. Do wär et interessant ze wëssen, wéi dat an nächster Zäit virugeet.

Verschidde Prouwen och bei Sportsleit kéinten duerch déi hei Gesetzgebung Impakter kréien. Aner Ausnahm gemaach bei polizeilechen Ënnersichungen an esou. Mä op alle Fall, d'Gewebe beim Liewegen, wat prélevéiert gétt, kann ee Problem an der Recherche duerstellen, wa vum Patient keng prälabel Awëllebung besteet.

Et gétt interessant fir ons Chercheuren an enger zweeter Phas, haaptsächlech an der klinischer a fundamentaler Recherche. D'Genomrevoloutioun erlaabt et nämlech, retroaktiv Krankheitsbiller anzuklasséieren, nei anzestufen, och nach bei Patienten, déi nach liewen. Et wär also ubruecht fir all Patient, virun enger Prozedur eng Awëllebung ze ginn. E muss se net all Kéiers maachen, mä e soll se ee fir allemol ginn.

D'Recherche mat anonymiséierten Echantilloné misst kënnen gemaach gi mam Accord vun engem Ethikscmité, ouni dass een ze vill an d'Bürokratie verfält, well nämlech soss d'Chercheuren e Problem hunn, nom Motto: Wann am Zweifel, da maache si déi Recherche net.

Also, Ethikscmitéë kréien an Zukunft net nëmmen d'Aufgab, fir ze befannen, ob d'Recherche ethesch ass, mä och ob se legal ass. Interessant ass och do ze gesinn, dass déi aner europäesch Länner verschidde vun dësen Direktiven erëm net am Eent-zu-eent-Prozess ëmgesat hunn. D'Britten hu se agefügt a ganz aner Domänen eben iwwert d'Organspender an aner Prozeduren.

E gutt Beispill hei zu dëser Gesetzgebung ass den Nobelpräis vun 2005, deen un zwee Australier gaangen ass. Ech weess net, ob se gutt Rugby gespilt hunn, op alle Fall an der Medezin ware se staark. Haaptsächlech ee vun deene war nach Medezinstudent, wéi en op 100 Mubiopsien, archivéierte Mubiopsien nom faméisen Helicobacter pylori gesicht huet, wou de Mann

da schlussendlech Recht behalen huet a wou en 20, 30 Joer...

►►► **Une voix.** - ...zéng Joer bekämpft ginn ass...

(Interruption)

►►► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Jo, neen, dat ass vun der Industrie.

Mä dës Entdeckung huet dausende Liewegerett an och zegdausend Leiden erträglech gemaach. Et freet ee sech hei, ob déi Recherche hautdësdags nach méiglech wär, speziell wou bei deenen 100 Mubiopsië keng Awëllebung virlooch; en hat och keng Sue kritt; en hat keen „peer review“ an en hat och natierlech kee Risiko fir de Patient, well déi meescht vun hinne ware schonn dout.

Mä ech mengen, d'DP bedauert also hei, genau wéi aner Institutionen, dass mer leider dat hei Gesetz net an e méi breet Bioethiksgesetz konnter afügen, wat hei am Ländche feelt. Mir bedauern och ausdrécklech, dass d'Recherche op den embryonale Stammzellen hei am Land nach ëmmer ausgeklamert gétt, trotz widderhuelten Opfuerderunge vun eisem Grupp, notamment vun eisem President, dee mindestens dräi Interpellatiounen oder Froe gestallt huet.

Duerfir gleewen ech, Här President, dass mer lech hei eng Resoloutioun vun eisem Grupp sollten iwwerginn, deen d'Chamber opfuerdert, fir d'Gesetz iwwert d'Konventioun vun Oviedo - loosse mer net vergiesse, dass déi schonn zéng Joer al an nach ëmmer net ëmgesat ass - an och dat iwwert d'Recherche biomédicale ze amendéieren, fir d'embryonal Stammzellen dranzesetzen.

Ech wär frou, wann d'Chamber sech mat deem Problem speziell befaasse géif. Ob schonn ech de Minister Di Bartolomeo ganz gären hunn, hunn ech relativ wéineg Vertrauen an eis Regierung,...

(Interruption)

...an duerfir proposéieren ech, dass ons Chamber sech deem do Problem soll unhuelen, an net d'Regierung.

Résolution

La Chambre des Députés, considérant

- *la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine signée à Oviedo en 1997 prévoyant qu'il appartient à chaque pays de décider d'autoriser ou non la recherche sur les cellules embryonnaires humaines;*

- *les potentialités de la thérapie par cellules embryonnaires humaines;*

- *le fait que la Commission européenne a rappelé la nécessité d'une recherche européenne sur les cellules souches y comprises embryonnaires;*

- *la décision de l'Union européenne de soutenir la recherche sur certaines lignées de cellules souches embryonnaires;*

- *l'avis 2002.3 intitulé «La recherche sur les embryons (I) Les cellules souches et le clonage thérapeutique» de la Commission Consultative Nationale d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé (C.N.E.) qui estime qu'à côté des études in vitro et sur l'animal, une partie non négligeable des travaux de recherche nécessaires devra être réalisée sur du matériel humain: les cellules souches adultes mais aussi les cellules souches embryonnaires;*

- *l'avis 2003.1 de la C.N.E. intitulé «La recherche sur les embryons»;*

- *qu'une forte majorité des membres de la C.N.E. préconise que les embryons surnuméraires non revendiqués dans un projet parental devraient être consacrés à des recherches à visée thérapeutique et que des recherches fondamentales et appliquées soient menées sur des cellules souches embryonnaires;*

- *la potentialité de ces méthodes biotechnologiques pour l'Université du Luxembourg et les Centres de recherche publics;*

- *le refus catégorique et unanime de tout clonage reproductif;*

- *la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains qui s'applique aux cellules germinatives, aux cellules souches embryonnaires et aux gamètes;*

- *le projet de loi 5528 portant approbation de la Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les*

droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997 - du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains, ouvert à la signature, à Paris, le 12 janvier 1998 - du Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 24 janvier 2002 - du Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine, relatif à la recherche biomédicale, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 25 janvier 2005 et modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine;

- *que l'article 6 du projet de loi 5528 stipule que sont interdites toute recherche sur les embryons humains in vitro ainsi que toute constitution d'embryons humains aux fins de recherche;*

- *que l'article 16 du projet de loi 5552 relatif à la recherche biomédicale stipule que sont interdites la constitution d'embryons humains aux fins de recherche ainsi que la recherche sur les embryons in vitro;*

- *que certains membres du Collège médical ont relevé que cette recherche ne devrait pas être interdite sans délai par la loi, vu que cette interdiction constituerait pour l'avenir une entrave sérieuse à la recherche biomédicale qui prend de plus en plus d'importance dans le pays et pour l'intérêt du pays et qu'un développement ultérieur même transfrontalier serait donc impossible;*

décide

- *d'amender le projet de loi 5528 et le projet de loi 5552 en vue de lever l'interdiction de toute recherche par cellules embryonnaires humaines à finalité thérapeutique.*

(s.) Alexandre Krieps, Anne Brasseur, Charles Goerens, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Mir gleewen - et bleiwen ons an dësem Jorhonnert nach 92 Joer, fir den Iwwergang an d'22. Jorhonnert ze schaffen -, dass bis dann déi do Recherche an der Gesetzgebung virgesinn ass.

Mir wësse wuel, dass d'embryonal Stammzellefuerschung an dësem Land nach keng lokal Implantatioun huet, mä dat wëllt net heeschen, dass déi Situatioun an deem Feld sech net ganz séier änneren kann.

Et ass kloer, dass eis Fraktioun - d'DP - dësem Gesetzesvorschlag hir Zoustëmmung gétt, an ech soen lech villmools Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Krieps Merci an als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wëll ufänke mat engem Merci och un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi eng ganz gutt Duerstellung dovunner gemaach huet, wourëmmer et bei dësem Projet de loi 5448 geet a wourëmmer et net geet.

Et geet hei ëm d'Ëmsetze vun der europäescher Direktiv 2004/23/CE iwwer d'medizinesch Applikatioun vu mënschlechen Zellen an Tissuen. Well et just ëm d'Ëmsetze vun dëser europäescher Direktiv geet, wäerte mir Gréng trotz enger Rei vu kritesche Remarquen hannenno eisen Accord ginn.

Et geet bei dësem Projet hei, an dat ass jo scho gesot ginn, net ëm eng Entscheedung iwwer gesellschaftspolitesch an ethesch ëmstridde Froen, ëm den Asaz an d'Fuerschung oder d'Applikatioun zum Beispill vun embryonale Stammzellen oder dem Verbuert dervun. Dëse Projet bleift, wéi et de Comité national d'Éthique ervirhieft, neutral vis-à-vis vun esou bioethesche Choixen, wéi de Stammzellen oder wéi zum Beispill der Procréation médicalement assistée.

Et geet hei just ëm Qualitéitsnormen a Sécherheetsnormen, wat den Don vun Zellen an Tissuë betrëfft, d'Gewinnung dovun, d'Kontroll, d'Transformatioun, d'Lagerung, d'Verdeelung an esou virun.

Als Gréng si mir allerdéngs der Meinung mam Comité national d'Éthique, dass mer ganz dréngend e gesellschaftlechen Débat iwwert d'Problematik vun der Procréation médicalement assistée an iwwert d'Stammzelleproblematik géife brauchen, verbonne mat enger Gesetzgebung a Saache Bioethik. Virun allem och well et jo schonn an der Praxis vum CRP-Santé a CHL d'Fuerschung op enger Rei vu Gebidder gétt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Stammzellefuerschung an d'kënschtlech Befruchtung leien am Berëich vun der kurativer, vun der sougenannter reparativer Medezin an et ass evident, dass och mir Gréng dës Orientéierung kënnen ënnerstëtzen. Wann doriwwer kranke Leit ka gehollef ginn, dann ass dëst fir déi Betraffe ganz sécher absolut wichteg, da kann am Eenzelfall vill mënschlecht Leed verhënnert ginn. Wann zum Beispill am Fall vun der Procréation médicalement assistée de Kannerwonsch vun enger Koppel endlech kann an Erfüllung goen, esou ass dat sécherlech fir dës Leit eng gréisser Freed.

Wann et sollt iwwert d'Stammzellefuerschung a fënnef, zéng oder 15 Joer méiglech ginn, Zellen an Tissuen ze regeneréieren oder nei Organer eruwuessen ze loossen, da kéint dat sécherlech revolutionär Neierungen a Verbesserungen an der Medezin an am Gesondheitswiesen am Intérêt vun de kranke Leit mat sech bréngen. Ech soen „wann“ an ech soen „kéint“, well ob dat esou schnell an der konkreter medezinescher Praxis de Fall wäert sinn, do bleiwe munch Zweifel erlaabt. A mer mussen oppassen, dass een do schwéierst kranke Leit net allze vill falsch Hoffnungen mécht, dass schonn d'nächst Joer oder d'iwwernächst Joer iwwer Stammzellentherapien hir aussichtslos Situatioun kéinte geheelt ginn.

Duerfir bleiwen ech och e wéineg skeptesch par rapport zu eenzelne Sätz aus dem Rapport vun eiser Rapportrice, dee soss awer e ganz gudder Rapport ass, wann zum Beispill gesot gétt, déi nei Stammzellemedezin géif grouss Méiglechkeeten opmaache fir den Traitement vu bis haut onheilbare Krankheeten am Berëich vu kardiovaskulären oder vun neurodegenerativen Erkrankungen, wéi Parkinson, Multiple Sklerose, Alzheimer, ALS an esou virun.

Schéi wier et, wann dat scho kuerz- bis mëttelfristeg méiglech wier, an dofir sollt een déi Fuerschung natierlech och ënnerstëtzen. Mä meng Skepsis berout e wéineg op der Erfahrung mat enger anerer Therapie, déi vu virun zéng bis 15 Joer als nei medezinesch Wonnerwaff propagéiert gouf, nämlech der Genterapie. Wa mer eierlech sinn, da muss een haut, zéng, 15 Joer no deene Wonnerspriedungen, zouginn, dass dat an der Praxis alles net esou einfach war an dass et op jidde Fall ëmmer vill méi laang dauert, bis aus Wonnerspriedungen da wierklech laang duerno et zu éischte bescheidenen Therapieerfolger kënnt.

Duerfir bleiwe mir Gréng der Meinung, dass bei esou gravéierenden Erkrankungen net nëmmen - ech betounen, net nëmmen - gefuerscht a gesicht soll ginn no neien Therapien, Genterapie oder elo Stammzellefuerschung an -therapie, mä dass d'Medeziner an d'Wëssenschaft sech endlech och méi Gedanke misste maachen iwwert d'Ursaachen an iwwert d'Preventioun vun esou Erkrankungen, wat ech virdu scho bei menger Question avec débat iwwer Hyperaktivitéit hei gesot hunn.

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ganz richtig!

►►► **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Beispill - mir hunn dat virdrun hei ugeschwat an et muss een dat ganz kloer gesinn -, d'pharmazeutesch Industrie, déi dee gréissten Deel vun der Fuerschung weltwäit bedreift, déi ass un Ursaachefuerschung an u Preventioun vu Krankheeten evidenteweis iwwerhaupt net interesséiert, well hire Business doranner besteet, iwwer e maximal gesteigerte Pëlleverkaf hir Aktionären ze beglécken.

Mä eng onofhängeg öffentlech medezinesch Fuerschung misst dach awer och un der Fro interesséiert sinn - ech betounen, och un der Fro -, wouduerjer zum Beispill Parkinson entsteet, firwat zum Beispill all Joer ronn 1 bis 2% méi Kanner an den Industriestate Kriibs, virun allem Leukämie kréien. Oder firwat zum Beispill och an Europa, an den USA a bei eis ronn 15% vu jonke Koppele keng Kanner méi kënnen kréien an dofir iwwerhaupt eréischt op eng Procréation médicalement assistée ugewise sinn.

Zënter mindestens zéng Joer huet zum Beispill eng onofhängeg universitär- an ëmweltmedezinesch Fuerschung no-

gewisen, datt den absolute Risikofaktor bei Parkinson den Asaz vu Pestiziden a Landwirtschaft an a Wäibau ass, mä och doheem am Haus an am Gaart ronderëm, wou Leit esou Saachen asetzen. Nach eng rezent Etüd, a villen europäesche Länner duerchgefouerten Etüd, huet dësen Zesammenhang kloer erginn. An a munche Fäll, huet déi Etüd gesot, ass och eng laangjäreg Exposition am Niddregdosierberäich par rapport zu verschiddene Metaller, Schwéiermetaller wéi Mangan, Eisen oder Quecksëlwer, dorunner mat implizéiert.

Well dat esou ass, misst et dann net endlech am Sënn vu Preventioun vu Parkinson och zu drasteschon Aschränkunge beim Pestizidasaz an dem chronische Kontakt zu Schwéiermetaller kommen? Oder d'Beispill vun der Procréation médicalement assistée. Wéini gëtt dann endlech konkret preventiv gehandelt, fir déi Chemikalien, virun allem déi sougenannten hormonell wierksam Chemikalien, déi sougenannten Endocrine disruptors, vum Marché ze huelen?

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat an dësem Kontext viru 14 Deeg am Conseil de l'Europe am Kader vun enger Audition d'experts de Professer Charles Sultan vum CHU vu Montpellier invitéiert, deen do op eng onmëssverständlech Aart a Weis higewisen huet op d'Reproduktiounsschwierigkeeten an op Mëssbildungen a Feelentwécklung vum Embryo opgrond haaptsächlech vu Pestiziden an Industriechemikalien, wéi PCBen oder Dioxinen.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, bei Onfruchtbarkeet, ob bei Mann oder Fra, spille wëssenschaftlech nogewisen och Schwéiermetaller wéi Quecksëlwer, Zënn a Koffer eng Roll, eng maassgeblich Roll. Schonn ufanks den 90er Joren huet zum Beispill op der Universitätsklinik Heidelberg am Beräich Gynäkologie an Endokrinologie eng Professer gesch nogewisen, datt Fraen, déi keng Kanner konnte kréien - an dat houg just un de Fraen, et houg net un de Männer an deene Fäll, dat waren e puer honnert Fraen -, haaptsächlech quecksëlwer-, koffer- an zënnbelaascht waren, wa se ganz vill Amalgam am Mond haten. An da si se bei deene Fraen higaangen a si hunn dat erausgeholl a si hunn eng Ausleitungstherapie gemaach. An no där Therapie, e Joer, annerhalleft Joer duerno, hunn de Gros vun deene Fraen e Kand kritt, ouni Hormontherapie. Dat heescht, et gëtt also Méiglechkeeten, wann ee preventiv wëllt virgoen, da gëtt et och iwwert dee Wee Méiglechkeeten, de Fraen zu engem Kannerwonsch ze verhëlfen.

Et geet also, Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech ëm déi schnellst a beschtméiglech Fuerderung vu Fuerschung am Beräich vun der kurativer Reparaturmedezin am Intérêt vun haut dramatesch erkrankte Matmënschen. Dozou sti mir! Et soll een déi eng Saach net géint déi aner ausspillen, mä ech bréngen ëmmer erëm déi eng Saach awer och mat an d'Spill.

Mä déi Gréng europawäit verlaangen ëmgekëiert awer och, datt endlech vu Preventioun net nëmme geschwat gëtt, mä datt endlech och bei enger verstärkter Ursaachefuerschung Neel mat Käpp gemaach ginn. Wann d'Ursaache vu Schwéieren, haut onheerbare Krankheete bekannt sinn oder zumindest verstärkter Indizië bestinn, missten dann net vill méi staark wéi bis elo de Principe de précaution an eng seriö Emwelt a chemikaliëbezunne Preventioun wierksam ginn, fir et esou wéineg wéi méiglech iwwerhaapt zur Entstehung vun esou Erkrankung wéi Parkinson, Multiple Sklerose, Allergien, Onfruchtbarkeet an esou viru kommen ze loosenen?

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech elo net déi zwou Saache géinteneen ausspillen, mä et muss drëm goen, fir engersäits am Intérêt vun deem eenzelne konkret Kranke vun haut ze kucke méiglechst him ze hëlfe. Dofir soll een och fuerschen, fir nei Weeër ze goen. D'Stammzellefuerschung kann esou een neie Wee sinn. Mä et misst vill méi gefuerscht ginn, besonnesch vun der öffentlecher Hand, europa- a weltwäit iwwert d'Ursaachen do dervun, an da missten de Politiker weltwäit emol endlech de Courage hunn, fir d'Chemikalien, wou kloer nogewisen ass, dass déi déi dote Schied

uriichten, ze reduzéieren oder fir se carrément vum Marché ze huelen.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, waren e puer méi prinzipiell Iwwerleungen, déi a mengen Aen awer absolut wichteg an onverzichtbar sinn. Si hunn allerdéngs näischt ze dinn elo mat deem konkret hei virleiende Projet, ech hunn dat ganz am Ufank gesot, och näischt mam Rapport vun der honorable Madame Mutsch. Mir sinn also dofir ganz kloer der Meenung, datt een déi Emsetzung hei vun dëser Direktiv roueg soll maachen. Et ass jo den éischte Schrëtt. An ech hoffen - ech hat dat am Ufank gesot -, datt mer awer wierklech geschwënn a Richtung gi vun enger Gesetzgebung iwwer Bioethik och hei am Land.

An, Här Minister, et ass an der Kommissioun gesot ginn, jo, mä do géif emol nach guer näischt virleie vun iergendengem Projet an déi dote Richtung. Ech mengen, et ass dréngend - an de Comité national d'éthique, dee seet jo datselwecht -, dass mer endlech esou eng Gesetzgebung kréien. A wann Dir Schwierigkeeten an Ärem Ministère hutt, fir vläicht méi schnell an deem Sënn ze schaffen, da wiere mir als Gréng déi Éischt, déi lech géifen ënnerstëtzen, fir méi Personal an déi Administratioun do eranzekréien, fir datt et do géif virgoen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Huss Merci an als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, och vu menger Säit Merci un d'Rapporteuse, déi eis alles hei am Detail virgeleucht huet. Ech hale mech un dat, wat hei eng Kéier vu kompetenter Säit gesot ginn ass. Ëm wat geet et hei?

Här President, et gëtt Zellen an Zellen. Et gëtt déi ganz butzeg a ganz komplizéiert, aus deene sech de mënschleche Kierper zuesummesetzt, an et gëtt déi méi grouss, an déi de Mënsch agespaart gëtt, wann hien eng Déck komme gelooss huet. Gëschter hu mer iwwert déi lescht geschwat, haut schwätze mer iwwert déi éischt, am Kontext haaptsächlech vun Iwwerdroung vu mënschlechen Zelle vun engem Organismus op deen aneren.

Et ass, wéi zu Recht gesot ginn ass, e ganz technesch Gesetz, wou et virun allem ëm d'Sécherheet, ëm d'Prozedur geet, fir deene Leit, déi domat ze dinn hunn, déi dovou betraff sinn, souwuel als Spender wéi als Empfänger, awer och déi, déi domat - e bësse banal gesot - hantéieren, dat heescht déi, déi um medezinesche Plang domat ëmginn, e gesetzleche Kader ze ginn, eng gesetzleche Basis ze ginn, op där se kënnen virgoen.

Mir setzen hei eng europäesch Direktiv ëm, och dat ass scho gesot ginn. Dat ass positiv, also eng manner, déi hei zu Lëtzebuerg en suspens ass. Och dat muss een da begrëissen.

Här President, op deem ganze Gebitt ass enorm villes an Evolutioun. D'Fuerschung bréngt mat grousser Regelméissegkeet a grousser Rapiditéit - kann ee soen - ëmmer erëm nei Erkenntnisser. Erkenntnisser, aus deene sech Therapien entwéckele loosenen. Therapien, déi, wéi mäi Virriedner gesot huet, ville Leit Hoffnung maachen; heiansdo e bëssen zu Onrecht Hoffnung maachen, oder et erwaart ee sech dann, datt et méi séier geet.

Ech wëll och dat, wat de Kolleeg Huss hei gesot huet, mat zwou Hänn ënnersträichen. Natierlech muss mer alles maachen, fir deene Leit ze hëlfe, déi am Misär sinn. Et ass effektiv besuergnisserregend wann ee gesäit, wéi eng Partie Zivilisatiounskrankheeten ëm sech gräifen; ech wëll hei och den Diabetes Typ 1 bei de Kanner ufügen. Et mierkt een, datt villes net méi stëmmt, eppes wat mer fréier net kannt hunn. Et gëtt wahrscheinlech multipel Ursaachen.

Allerdéngs muss een - an ech weess och vu wat ech schwätzen - sech heiansdo wonneren iwwert d'Liichtfankegkeet, mat där mer mat deene Facteuren ëmginn. De Kolleeg Huss huet hei vu Chemikalie geschwat, och vun deenen, déi an der Landwirtschaft agesat ginn - mir hu jo elo emol endlech eng REACH-Direktiv; wat dann doraus entsteet, wäerte mer emol gesinn -, mä wou awer och menger Iwwerzeegung no ganz, ganz vill Leit duerch den ongeschützte Gebrauch vu Chemikalien regelrecht an d'Messer lafe gelooss si ginn, ouni ze wëssen, wat se spéider am Liewe géif erwaarden als Folleg vun deem Émgang domat.

En anert Feld, Här Minister, ass dat vun der Belaaschtung vun eiser Emwelt mat elektromagnétescher Strahlung, wat vill belächelt gëtt dobaussen. Et kann een dovun halen, wat ee wëllt, mä ech hunn dës Deeg nach gelies, datt déi enorm vill Applikatiounen haut iwwer Laptop direkt op Internet an esou weider, ganz besonnesch do, wou vill Leit beienee sinn, déi gutt Zäit hunn, zum Beispill an de Flughäfen, déi dann iergendwéi während där Zäit schaffen, eng enorm Belaaschtung ass.

Ech kann lech nëmme eent soen: Ech war d'lescht Joer - an ech profitéieren hei vun dëser Tribün fir ze soen, wéi skandaliséiert ech war - an enger grousser Zeitung hei zu Lëtzebuerg eng ganz Säit, wou dee Mann auserneegholl ginn ass, wéi wann et dee leschten Eefalt wär!

(**Interruption**)

Ech sinn op den Internet gaangen an hu mer ugekuckt wat d'Referenze vun deem Professer wären. Dat ass remarquabel. Wéi gesot, et muss een net alles fir boer Mënz huelen. Mä ech war skandaliséiert wéi deen an där Zeitung do op enger ganzer Säit auserneegholl ginn ass, wéi wann et dee leschten Eefalt wär: d'Leit an d'Panik dreien an esou weider an esou fort.

Här President, ech hunn e Lieserbréif geschriwwen, wou ech gesot hunn, ech wär skandaliséiert wéi dee Mann do géif behandelt ginn. An da sollt den Auteur vun deem Artikel d'Visiër nieerlooosen an och emol seng Kompetenzen ofleeë; déi vun deem anere wäer jo bekannt. Null Reaktioun! Esou e Bréif gëtt hei zu Lëtzebuerg net publizéiert.

An et ass dat, wat de Kolleeg Huss gesot huet: D'Intérêt vun der Industrie, déi priméieren hei virum Intérêt vun der Allgemeheet. Här Minister, do ass d'Regierung gefuerdert. Ganz kloer!

D'Schwäiz huet, wat d'Antennen ubelaangt, en nationale Plang gemaach wou d'Antennen opgestallt ginn: do wou d'Belaaschtung fir d'Agglomeratiounen am geréngsten ass. Hei zu Lëtzebuerg: Ech kommen aus enger Uertschaft, wou deen ee Bedreier d'Antenn uewen um Bierg stoen huet, wäit ewech vun den Uertschaften, an deen aneren huet seng 50 Meter niewent der Spillschoul op en Daach gesat. Dat si Saachen, do kommen ech éierlech gesot net méi mat. An do muss mer eis ganz seriö Gedanken driwwer maachen.

Et kann een dovun halen, wat ee wëllt. Mä fir mech, an do ënnerstëtzen ech och dat wat de Kolleeg Huss gesot huet, do ass de Principe de précaution dat lewescht. Mir kënnen net mat de Mënschen experimentéieren a wa mer de Misär hunn, dann huele mer d'Wëssenschaft an all méiglech nei Entwécklungen zur Hëllef, wat schrecklech vill Geld kascht, fir dann dat ze reparéieren, wat muttwëlleg u Schued ugeriicht ginn ass.

Dat gesot, wëll ech awer hei den Accord zu dësem Gesetz bréngen, wat, wéi gesot, méi en technesch Gesetz ass, wat all deene Leit, déi op deem Terrain operéieren, de gesetzlechen a juristesche Kader gëtt, dee se brauchen, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, fir déi Messagen iwwert d'Noutwendegkeet vun der Preventioun och nach eng Kéier hei verstärken ze kënnen. Ech mengen, et ass selbstverständlech ëmmer besser, dass ee virsuergt an dass een net brauch ze heelen. Dat schéngt mer eng Evidenz ze sinn. An ech mengen, et ass och eng Evidenz, déi sech ëmmer méi duerchsetzt.

Dat ännert awer näischt dorun, dass mer bei där beschter Preventioun och ëmmer weiderhi Leit wäerten hunn, déi krank ginn, an dass mer de Fortschrëtt, fir deenen, déi krank sinn, ze hëlfe, net sollt bremsen, en awer an déi richteg Bunnen eraféieren. Ech mengen, datt ass de Sënn vun dësem Gesetz, fir méi Rechtssécherheet ze ginn, fir eng ganz Rei vu Kritären ze schafen, fir

am Endeffekt dem Patient, ëm deen et geet, e Maximum u Sécherheet ze ginn, dass déi nei Moyer fir Therapien no Kritären geschafft ginn, stockéiert, tracéierbar sinn, déi also am Intérêt vum Patient sinn.

Et ass richteg, dass dat heiten en éischte Projet ass vun enger Serie vu Projeten, déi an der Instruktioun sinn. Schwierig Projeten, déi net nëmme technesch Natur sinn. Hei geet et net nëmme ëm e reng technesch Projet, mä et geet ëm e Projet, dee méi Rechtssécherheet bei dëse Produkter, déi vum Mënsch stamen, schafft. Fir en als reng technesch Projet ofzedinn, wär em sécher keng Genüge gedoen. Et ass eng ganz komplex Matière.

Well se eben esou komplex ass, brauch se och hir Zäit. Dat gesäit een un dësem Projet, wou et ëm eng Transpositioun vun enger Direktiv geet. Eng Direktiv vum 31. März 2004, wou mer eis ganz vill Méi ginn haten, fir de Projet séier ze deponéieren. De Projet ass schonn am November 2004 deponéiert ginn. Den Avis vum Statsrot - de Statsrot huet sech d'Saach also net einfach gemaach - ass e gutt Joer méi spéit komm. Mir hunn och an der Instruktioun mat den Amendementer nach eng gewëssen Zäit gebraucht, fir de Projet da prett ze maachen.

Et ass ee Projet vun enger Serie vu Projeten, wéi de Projet betreffend d'Recherche biomédicale, d'Konventioun vun Oviedo begräift, an, e bësse méi wäit no vir gekuckt, och dee Projet, dee mer eis virgeholl hunn, fir d'Procréation médicalement assistée ze begleeden. Déi gehéiert also och zu där doter Serie vu Projeten.

Während de Projet iwwert d'Recherche biomédicale an deen iwwert Oviedo ganz wäit an der Prozedur sinn, awer net ouni Froen opzwerfen, ass deen iwwert d'PMA an den Ufäng, well mer bis viru kuerzem éischter der Meenung waren, dass mer géife mat enger minimaler Législatioun auskommen. Dat war och, mengen ech, net onlegitim. Zënter mer awer den Zentrum fir d'PMA hei zu Lëtzebuerg hunn, deen och iwwert eng Genehmegung vum Minister fonctionnéiert, si mer zur Iwwerzeegung komm, dass et gutt ass, all Elementer vun der Procréation médicalement assistée ze regelen.

Dat ass awer net nëmme eng Saach vun engem Projet, deen de Gesondheitsministère einfach esou stréckt, mä dat ass eng Affär, wou ganz vill juristesche an ethesch Froen opgeworf ginn. Dofir wäert um interministerielle Plang mussen doru geschafft ginn. Mir hunn an der Zwëschenzäit eng Bestandsopnahm gemaach vun all deene Froen, déi sech am Zesummenhang vun der Procréation médicalement assistée stellen. Do brauche mer dann och d'Hëllef vun de Kollegen aus deenen anere Ministère, aus deenen anere Verwaltungen, fir eppes ze schafen, wat eben d'Waasser hält, an net eppes ze schafen, wat herno méi Problemer opwerft, wéi mer der léisen.

Eng vun deene Froen, déi zum Beispill geléist mussen ginn, oder wou mer eng Antwort mussen fannen: Wie kënnst a Fro fir d'Procréation médicalement assistée? Wie ka sech dofir ubidden? Do stelle sech eng ganz Rei vu gesellschaftspolitesche Froen. Ech brauch lech se net ze molen. Dir wësst alleguer, ëm wat et geet.

Dee Projet, ëm dee mer eis haut bekëmmere, begräift eng Matière, déi a voller Expansioun ass. Milliounen Leit an Europa, an der Welt kréien Applikatiounen an deem dote Beräich, ouni dass se et elo direkt gesinn a mierken. Mä et ass e Beräich, dee sech ganz staark entwéckelt an deen och eng ganz Rei vu Chancë bitt, besonnesch an dem Beräich vun de kardiovaskuläre Problemer, ënner anerem och bei den degenerativen Krankheeten, ënner anerem bei der Orthopädie an, an, an, an. Ech ginn iwwer Phenomeener ewech, déi zur Genüge bekannt sinn.

Dir wësst aus dem Rapport, deem exzellente Rapport vun der Madame Mutsch, dass déi Produkter, déi hei viséiert sinn, ënner anerem Hærzklappe sinn, ënner anerem Gewebe, ënner anerem Oderen, Muskelen an, an, an, an. An och Applikatiounen vun Zellen, esou dass et wierklech net en onkomplexe Phenomeen ass.

Fir der Komplexitéit Rechnung ze droen, mussen also an deem heite Gesetz eng Rei vu Konditiounen gestallt ginn, wéi d'Entnahm vun dem Basismaterial geschitt. Hei - anescht wéi bei deem viregte Projet - handelt et sech ëm e bësse manner komplex Entnahmen, well se normalerweis als Déchet um Operatiounsdësch entstinn respektiv nodeem den Doud vun engem Patient do ass, an eréischt da weiderverschafft ginn zu deem Material, dat an der Medezin brauchbar ass.

Et stelle sech awer Froe bei der Entnahm. Et stelle sech Froe bei der Qualifikatioun vun deene Leit, bei de Mindestkonditiounen, déi déi Betriber mussen erfëllen. Et stelle sech Froe vun der Traçabilitéit vun deene Produkter: Wou komme se hier, wann eng Kéier e Problem géif entstoe bei de Leit, déi dovun profitéiert hunn? Et stelle sech Froe bei der Selektioun vun den Donneuren. Et stelle sech Froe beim Stockage vun de Geweben a vun den Zellen, an déi Froe brauchen eng Äntwert, fir déi noutwendeg Sécherheet kënnen ze garantéieren.

Mir hunn, mengen ech, mat deem heite Projet de Gros vun deene Froe beäntwert.

Ech wëll awer och direkt soen, dass et net esou ass, dass, wann dee Projet hei elo gestëmmt ass, mer da schon am Hannerdreiwägen wäeren, fir zwou weider Direktiven ze transposéieren. Richteg ass, dass zwou weider Direktiven unhängeg sinn, mä dass mer déi parallel zu deemem Projet wäerten ëmsetzen. Wann dësse Projet gestëmmt ass, gi mer gläichzäitig de Feu vert fir déi zwee Reglementer, déi déi zwou nächst Applikatiounsdirrektive wäerten ëmsetzen.

Dat heescht also - dee Procédé wollt ech dem Alexandre Krieps soen -, déi Transpositioun vun deenen zwou aneren Direktive geschitt parallel iwwer Reglement. Do brauche mer keng Gesetzer ze stëmmen. Wa mer dat heite Gesetz gestëmmt hunn, transposéiere mer automatesch iwwer Règlement grand-ducual op der lwwerhuelspurr déi zwou aner Direktive mat, esou dass mer eis keng Gedanke brauchen doriwwer ze maachen.

Ech mengen, et sinn eng Rei vun ethesche Froen am Zesammenhang vun der Stammzellefuerschung hei opgeworf ginn. Mir wäerten nach vill Geleeënheet an der Chamberskommissioun an hei hunn, fir doriwwer ze diskutéieren.

Et gëtt ëmmer esou gemaach, wéi wa Lëtzebuerg an der Stammzellefuerschung, och an der embryonaler Stammzellefuerschung, eng Hinterweltlerpositioun géif anhuelen, déi net géif dat respektéieren, wat sech awer u Fortschritt mécht.

Ech wëll dat awer ganz staark nuancéieren, well déi, déi eis Positiounen um europäesche Plang mat verfollegt hunn, déi hu gesinn, dass an deenen europäesche Positiounen eng ganz staark Evolutioun an der Lëtzebuurger Positioun war. Wann et richteg ass, dass mer bis virun dräi Joer am Lager vun deene Länner waren, déi all Overtür, awer wierklech all Overtür um europäesche Plang blockéiert hunn, hu mer zënter deem leschte Joer eng méi oppe Positioun an deem dote Beräich geholl. Ënner verschiddene Konditiounen ass Lëtzebuerg am Lager vun deenen, déi eng virsiichteg Approche an der embryonaler Stammzellefuerschung anhuelen.

Duerfir bleiwe mer awer hei um Lëtzebuurger Plang der Meenung, dass een do extrem virsiichteg soll sinn, well wann een déi doten Zort vu Fuerschung mécht, geet et net nëmme duer, dass ee se ulackelt, mä et muss ee sech och d'Moyenë ginn, fir all déi Konditiounen ze schafen, fir déi Kontroll ze maachen.

Et muss ee soen, wann et ee Beräich gëtt, wou mer mussen op eng europäesch Zesummenaarbecht setzen, fir och déi Kompetenz ze kréien, fir wierklech Resultater, dann ass et deen heite Beräich. Déi heite Fuerschung mécht een net an den Hannerhäff an et mécht ee se net a kleng Garagen. Dofir brauch een déi Kompetenz net nëmme an der Fuerschung, mä och an der Kontroll, well wa mer déi éischte Kéier mat engem Phänomeen an déi grouss Öffentlechkeet géife kommen, dass mer net eisen lwwerwaachungspflichte géife Rechnung droen, da géif dat eis wäit zrëckgeheien.

Ech mengen, dass och an deem dote Beräich eng Evolutioun an der Denkweis ass, esou wéi a ganz villen anere gesellschaftleche Froen. Ech mengen och, dass déi Evolutioun iwwer all Bänke sech mécht an dass een där Evolutioun soll eng Chance ginn, fir se d'selwecht ze tritéieren, wéi déi Diskussiounen, déi mer um Gesondheitsplang de Mëtteg gefouert hunn, mat engem offene Geescht, an net kantonéiert a Schützegrief - dat notzt eis méi, wéi wa mer eis hei géigesäitig Gesënnungsprozesser maachen.

Dat hei ass ee Gebitt, wou een dru gewënn, wann ee sech an d'Déift eraschafft an net eleng deenen iwwerflächlechen Argumenter Rechnung dréit.

Ech wollt der Chamberskommissioun ee ganz häerzleche Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht op deem heite komplexen Dossier. An ech wollt och deene Leit, déi eis hei begleet hunn - une fois n'est pas coutume - an dorënner dem Raymond Mousty, e ganz häerzleche Merci soe fir déi Kompe-

tenz an déi Gedold, déi se an deem heiten Dossier matbruecht hunn. An esou komplexen Dossier ass d'Gedold eppes ganz Wichtiges, well hei ass et ëmmer wichtig, dass een dat Richteg mécht an net iwwerschnell reagiert.

Voilà, dat gesot wëll ech zur Resolutioun net Stellung bezéien, well den Alexandre Krieps gemengt huet, dass sech anerer domat sollen auserneeetzen.

Villmools Merci fir déi gutt Diskussioun.

» M. le Président. - Ech soen dem Här Minister Merci. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 5448. Den Text steet am Document parlementaire 5448.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5448 ass uegheoll gi mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Résolution

Dann hu mer nach hei eng Resolutioun, déi vum honorabelen Här Alexandre Krieps eragi ginn ass. Déi dréit bis elo nëmme eng Ënnerschrëft. Wëllt dozou een d'Wuert huelen? Den Här Fayot huet d'Wuert.

» M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, déi Resolutioun ass interessant, och well se eng ganz Partie Saachen opzielt, vun deenen de Minister och elo just geschwat huet. Ech mengen, et ass absolut derwäert, dass ee sech Gedanken iwwer déi Sujete mécht, déi an der Resolutioun ugeschwat ginn. Ech mengen awer, dass een dat och soll zesumme mat der Regierung maachen, net wéi den Här Krieps gesot huet, dass mer kee Vertrauen an d'Regierung hunn.

Ech mengen, et soll een déi Resolutioun vläicht un d'Kommissioun zrëckverweisen, fir dass do eng seriö Diskussioun iwwer déi Punkte stattfënn, déi jo och heimadder ugeschwat sinn. Merci.

» M. le Président. - Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

» Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Jo, ech géif mech deem, wat den Här Fayot gesot huet, uschlëssen. Mir wäerte ganz sécher iwwer dee Sujet vun der Stammzellefuerschung an der Kommissioun an och mam Här Minister ze diskutéieren kréien, wa mer iwwer déi zwee Projete weider diskutéieren a weider dorop schaffen. Duerfir si mir der Meenung, dass dat hei net d'Plaz ass, fir déi Resolutioun hei esou an deem Fong ze stëmmen. Mir droe se net mat.

» M. le Président. - Den Här Mehlen huet d'Wuert.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Här Presi-

dent, och mir sinn der Meenung, dass een net hei einfach aus dem Stegreif kann esou eng schwerwiegend Décisioun huelen. Well hei wier d'Décisioun scho gefall. Mir mengen och, dass een effektiv sech soll Zäit huele fir dat zesumme mat der Regierung ze diskutéieren an dann déi entspreichend Konklusiounen ze zéien.

» M. le Président. - Den Här Huss.

» M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, ech muss soen, dass eis dat, wat hei an där Resolutioun drasteet, u sech ganz sympathesch erschéngt. Mä ech fanne et awer wichtig, dass mer dat wierklech net elo hei am Hauruckverfahre maachen, well et jo wierklech awer ëm seriö Froe geet, zum Beispill d'Fro zwëschent adulté Stammzellen an embryonale Stammzellen, an do soll gekuckt ginn, wat sinn d'Virdeeler, wat sinn d'Nodeeler vun deenen engen a vun deenen aneren.

Vun deene Grénge war ni eng prinzipiell Haltung géint de Gebrauch vun embryonale Stammzellen. Et war éischer gesot nach ëmmer eng Haltung, déi gesot huet, mer sollen emol kucke prioritär op den adulté Stammzellen ze fuerschen. Mir hunn net am Ënnerscheid zu engem gewëssenen Här zu Roum eng prinzipiell oflehnd Haltung par rapport do derzou.

Also fir eis sinn et net reliéis Grënn, déi kënnen ausschlaggebend sinn, mä virun allem den Erfolleg an d'Heelung vu Kranken. A wann dat iwwer déi Stammzelle besser géif goen, da wier ech der Meenung, dass do keng dogmatesch reliéis Virstellungen dierften eng Roll derbäi spillen. Mä ech mengen awer, dass et wichtig ass, dass ganz serein an der Kommissioun ze diskutéieren. Mir ënnerstëtzen also déi Propositioun fir et an d'Kommissioun ze iwwerweisen.

Ech wier awer der Meenung, dass dat net soll op de Sanktnimmerleinstag da vertagt ginn, mä dass mer relativ fréi sollen ufänken doriwwer ze diskutéieren.

(Interruption)

» M. le Président. - Mir hunn hei elo eng Propositioun, fir déi Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun ze verweisen. Ech géif dem Auteur vun der Resolutioun d'Wuert ginn.

» M. Alexandre Krieps (DP). - Ech soen lech, menge Virriedner, villmools Merci, dass Der akzeptéiert, fir dass dat ebe mindestens an d'Kommissioun kënn. Ons Propositioun war fir déi zwou nächst Gesetzgebungen ze amendéieren, fir dat ze integréieren.

Ech wëll natierlech, Här President, net misse fäerten elo, dass, wann déi zwee nächst Gesetzer uegheoll sinn, et da geet wéi den Här Huss gesot huet, da komme mer 2075 dorobber zrëck.

(Hilarité)

Dat wär mer net léif.

An ech versprechen lech eppes, Här President, ech wäert deen do Dossier am A behalen an dann noutwendegerweis heihinner zrëckkommen.

Ech soen lech Merci.

(Hilarité)

» M. le Président. - Den Här Krieps ass also, wann ech dat richteg verstane hunn, mat der Propositioun d'accord. Här Krieps, Dir bräicht allerdéngs nach véier Ënnerschrëften. Kee Problem. Domat sinn dann och déi véier Ënnerschrëften do an déi Resolutioun géif domadder an déi zoustänneg Kommissioun verwise ginn. Da kéime mer elo nach zu engem nächste Punkt.

8. Formation et composition d'une Commission des Comptes

An hirer Réunioun vun haut de Moien huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, eng Kontekommissioun anzusetzen. Als Membere vun där Kontekommissioun gi virgeschloen:

- vun der CSV-Fraktioun, d'Madame Marie-Josée Frank an déi Hären Norbert Hauptert, Gilles Roth a Lucien Thiel;

- vun der LSAP-Fraktioun, déi Häre Marc Angel, John Castegnaro a Roger Negri;

- vun der DP-Fraktioun, déi Hären Emile Calmes a Carlo Wagner;

- vun der Fraktioun vun deene Gréngen, den Här Camille Gira; an

- vun der ADR, den Här Robert Mehlen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Grethen huet d'Wuert.

» M. Henri Grethen (DP). - Här President, ech si selbstverständlech als President vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes mat där Propositioun a mat där Décisioun averstanen. Ech wollt lech awer bieden, da gläichzäitig och den Numm vun der Kommissioun vum Contrôle vun der Exécution budgétaire ze änneren an „et des Comptes“ ze strächen.

» M. le Président. - Dat ass eng exzellente Suggestioun. Ech mengen domadder ass jiddereen d'accord, esou dass den Numm dann och domat ëmgeännert wär.

9. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eisen Diskussiounen fir haut ukomm. Haut de Moien huet d'Presidentekonferenz iwwer den Ordre du jour vun der nächster Woch beroden a Folgendes proposéiert:

D'Chamber siégéiert also en Dënschdeg, den 10. Juli, um 3 Auer; e Mëttwoch, den 11. Juli, moies um 9 Auer an nomëttes um hallwer 3; an en Donneschdeg, den 12. Juli, och moies um 9 an nomëttes um hallwer 3.

Den Ordre du jour presentéiert sech folgendermoossen:

- En Dënschdeg de Mëtteg fir d'alleréischte de Projet de loi 5647, en Ofkommes iwwer d'Zesummenaarbecht an de Grenzregiounen, nom Basismodell; zweetens de Projet de loi 5737 iwwer d'Asylrecht, nom Basismodell; an drëttens de Projet de loi 5654 iwwer de Bau vun engem Centre de Réten-tion, nom Modell 2.

- E Mëttwoch de Moien éischstens de Projet de loi 5627 iwwer d'Marchés d'instruments financiers, nom Modell 1; duerno all déi nächst Projete jeeweils nom Basismodell: de Projet de loi 5697, eng UNO-Konventioun géint d'Korruptioun; de Projet de loi 5571 iwwer d'Police; de Projet de loi 5019 iwwer de Code pénal; de Projet de loi 5679 iwwer d'Magistraten; de Projet de loi 5670 iwwer d'Douane; de Projet de loi 5570, e Sozialofkommes tëschent Lëtzebuerg a Frankräich; an de Projet de loi 5705, e Sozialofkommes tëschent Lëtzebuerg a Marokko.

- E Mëttwoch de Mëtteg de Projet de loi 5605 iwwer de Marché vum Stroum; dëst zesumme mam Projet de loi 5606 iwwer de Marché vum Gas, dat alles nom Modell 3.

- En Donneschdeg de Moien éischstens eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwer den Zoustand vun eise Bëscher; dann de Projet de loi 5366 iwwer d'Zirkulatioun op den öffentleche Weeër, nom Modell 1; de Projet de loi 5709 iwwer Lärmbelästegung op de Flughäfen, nom Modell 1; a véiertens d'Question avec débat N°24 vum Här Marc Angel iwwer d'Adoptivrecht.

- En Donneschdeg de Mëtteg fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der LSAP-Fraktioun iwwer den Enseignement vun de Sproochen; dann de Projet de loi 5634 zesumme mam Projet de loi 5635 iwwer déi europäesch Brevet, nom Modell 1; dann de Projet de loi 5714 iwwer de Code du Travail, nom Modell 1; dann de Projet de loi 5715 iwwer ee Comité d'entreprise européen, nom Basismodell; de Projet de loi 5554 iwwer den Dateschutz, och nom Modell 1; dann d'Motioun vum Här Lucien Clement iwwer d'„public private partnership“; a schlussendlech, fir déi Séance ofzeschlëssen, nach eng Rei vun Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.19 heures)

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Dépôt d'une proposition de loi
3. Ordre du jour
4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
5. 5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Réention

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 9 juillet 2007, le projet de loi 5745 portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

3) «Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les gouvernements à aller de l'avant. Il faut réunir dans une association interparlementaire les parlements de tous les pays où l'on parle français.» (Léopold Sedar Senghor, ancien Président du Sénégal)

L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) fête son 40e anniversaire à Libreville (Gabon).

C'est à Luxembourg, en mai 1967, qu'a eu lieu l'assemblée constituante de l'APF qui réunissait alors les délégués de 23 sections issues de parlements d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie. Son premier Président fut M. Victor Bodson, à l'époque Président de la Chambre des Députés.

Sur invitation de la section gabonaise la 33^e session de l'APF et la 4e session du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ) ont eu lieu à Libreville du 2 au 5 juillet 2007.

M. Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, a salué le travail accompli par l'APF ces 40 dernières années.

«L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie garantit le fonctionnement démocratique de notre organisation. Elle est le relais, le trait d'union, le trait de communion entre la Francophonie et ses peuples. Vous nourrissez nos décisions, à travers les avis et recommandations que vous transmettez à l'OIF. Vous alimentez notre réflexion. Et la liberté de ton, l'indépendance de parole qui sont les vôtres sont pour nous l'assurance d'une conscience en perpétuel éveil. Vous étayez nos actions dans ce combat commun au service de la diversité linguistique et culturelle, dans ce combat commun au service de la solidarité, de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix.»

La délégation luxembourgeoise, avec à sa tête M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, se composait par ailleurs de M. Michel Wolter, Député, de Melle Sophie Wehenkel et de M. Antoine Lazzari, représentants luxembourgeois au PFJ, ainsi que de Mme Sonja Benassutti, secrétaire administrative de la section luxembourgeoise.

Les points à l'ordre du jour

Dans le cadre d'un débat sur les flux migratoires dans l'espace francophone, les délégués parlementaires ont entendu M. Brice Hortefeux, Ministre français de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. L'APF a également étudié le thème de la protection des libertés individuelles dans le contexte du développement des technologies de l'information et de la communication, à partir notamment des législations française, québécoise et burkinabé.

Vigie de la démocratie politique, l'APF a examiné différentes situations politiques dans l'espace francophone. Réaffirmant sa vocation à être le Parlement des Assemblées de l'espace francophone, l'APF a tout d'abord levé la mesure de suspension des parlements de la République démocratique du Congo et de Mauritanie, à la suite des récents scrutins intervenus dans ces deux pays.

Elle a également adopté des résolutions sur la protection internationale des réfugiés, la coexistence des libertés, des cultures et des religions et sur la politique du livre en français.

Renouvellement des instances dirigeantes:

Enfin, l'APF a procédé au renouvellement de l'ensemble de ses instances et a porté à sa présidence pour les deux années à venir M. Guy Nzouba Ndama, Président de l'Assemblée nationale du Gabon. Elle a égale-

ment élu à sa première Vice-présidence M. Michel Bissonnet, Président de l'Assemblée nationale du Québec, et a reconduit M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, dans ses fonctions de Trésorier international.

Le parlement Francophone des Jeunes (PFJ)

La 4^e Session du PFJ a réuni une soixantaine de jeunes de l'espace francophone. Les textes qu'ils ont adoptés ont été transmis aux parlementaires à l'occasion d'une séance d'échanges qui a donné lieu à un dialogue fructueux. Ces textes seront soumis au prochain Sommet des Chefs d'État et de Gouvernements de la Francophonie à Québec.

4) Par lettre du 5 juillet 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 6 au 7 juin 2007:

Position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne;

Résolution sur le projet de décision de la Commission établissant les documents de stratégie régionale et les programmes indicatifs régionaux pour le Mercosur et l'Amérique latine;

Résolution du 7 juin 2007 sur la feuille de route pour la poursuite du processus constitutionnel de l'Union;

Résolution sur la cinquième session du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) des Nations unies;

Résolution sur le statut social des artistes.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Helmingier fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

2. Dépôt d'une proposition de loi

» M. Paul Helmingier (DP). - Merci, Här President. Ech géif gär am Numm vu menge Kollege François Bausch, Claude Meisch a Camille Gira eng Proposition de loi deponéieren, déi engersäits d'Artikelen 169 an 173bis vum Gemengesetz an deem Sënn ofännert, datt d'Gemenge solle ganz kloer d'Méiglechkeet kréien, fir ënner verschiddeenen Émstänn eng Comptabilité commerciale ze féieren, an anerersäits privatrechtliche Gesellschaften entweder bäizetrieden oder esou Gesellschaften ze kreéieren, souwäit et sech ëm Objeten handelt, déi am Intérêt communal sinn, haaptsächlech am Domän vun der Energie. An en drëtten Artikel, deen den neien Artikel 10bis zum Statut vun de Gemengebeamte soll aféieren, deen et de Gemengen, sollte se da wielen, fir op de Wee vu privatrechtliche Gesellschaften ze goen, erméiglecht, fir Beamten a voller Wahrung vun hirem Statut, déi schonn an deem Secteur aktiv sinn, an esou Gesellschaften ze détachéieren.

- Proposition de loi N°5746

- modifiant la loi communale du 13 décembre 1988;

- modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

» M. le Président. - Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi an d'Procédure législative weidergeleet gëtt. Den honorabelen Här Grethen wëllt d'Wuert, wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt. Här Grethen!

3. Ordre du jour

» M. Henri Grethen (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ordre du jour gesäit vir, dass mer en Donneschdeg de Moien als zweete Punkt de Projet 5366 sollten diskutéieren, dat ass dee Projet de loi mat deem verschidde Dispositiounen - nenne mer et emol salopp - vum Code

de la Route ëmgeännert ginn.

Här President, ech bedauern, net dass dee Projet um Ordre du jour steet, mä ech bedauern, Här President, dass net gläichzäiteg mat deem Projet och d'Proposition de loi, déi mäi Kollege Niki Bettendorf déposéiert hat den 20. Mee 2003, mat diskutéiert gëtt an dass déi net mat um Ordre du jour steet. An ech géif lech bieden, Här President, dass géif den Ordre du jour esou redresséiert ginn, dass d'Proposition de loi 5164 vum Niki Bettendorf géif mat op den Ordre du jour gesat ginn. Et ass elementar Héiflechkeet vis-à-vis vun engem Deputéierten, deen eng Proposition de loi gemaach huet, déi och an engem Projet de loi traitéiert gëtt, dass déi mat op den Ordre du jour kënnt.

Merci.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Grethen. Wann de Wunsch no der elementarer Héiflechkeet éischter ausgedréckt gi wär, da wär dat wahrscheinlech elo de Fall. Da wär se um Ordre du jour. Well dat awer net de Fall ass, froen ech d'Chamber, ob se d'accord ass, dem Här Bettendorf seng Proposition op den Ordre du jour ze huelen.

(Assentiment)

Wann dat de Fall ass, dann ass déi um Ordre du jour a gëtt zesammen diskutéiert en Donneschdeg de Moie mat deenen anere Projeten.

Den Här Braz huet nach d'Wuert gefrot, fir eng Motioun ze déposéieren. Net fir se ze dévoppéieren, mä fir se ze déposéieren. Här Braz!

4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Mir wëllen als gréng Fraktioun eng Motioun déposéieren, an zwar uschléissend un dem Statsminister Juncker seng Deklaratioun leschte Freiden um Briefing nom Regierungsrat, wou hie gesot huet, hie wär perséinlech der Meenung, dass de Mariage civil misst fir homosexuell Kopplegen opgemaach ginn. Mir sinn der Meenung, dass sech d'Regierung soll doriwwer, an zwar ganz séier, eng Meenung maachen, als gesamt Regierung, an déposéieren an deem Sënn eng Motioun.

» M. le Président. - D'Motioun huet éreischt eng Ennerschrëft.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Wa Leit se wëllen ënnerstëtzen, soss ënnerstëtzen och meng Kollege Gira a Bausch se...

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que Monsieur le Premier ministre a déclaré lors de la conférence de presse consécutive à la réunion du Conseil de Gouvernement du 6 juillet 2007 d'être d'avis qu'il fallait ouvrir le mariage civil aux couples homosexuels et que l'État doit éviter toutes les discriminations à l'égard des personnes homosexuelles;

- que l'élimination des discriminations doit être un souci permanent;

- que la déclaration de Monsieur le Premier ministre doit aboutir à une prise de position du Gouvernement;

invite le Gouvernement

- à arrêter sa position en la matière dans les meilleurs délais.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Henri Kox, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

» M. le Président. - Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi 5647, en Ofkommen iwwert déi grenziwwerscheidend Kooperatioun. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Angel. Här Angel!

5. 5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet effektiv hei em d'Approbation vun engem Accord, zwëschen der belscher Federalregierung, mat der Regioun vu Wallounien, mat der franséischer Communautéit vun der Belsch an der germanophoner Communautéit, eng zweet Partei ass déi franséisch Regierung, drëtens déi däitsch Regierung a véiertens och déi lëtzebuergesch Regierung. An et geet, wéi Der gesot hutt, iwwert d'Zesummenaarbecht an der Grenzregioun an och der Groussregioun. Dësen Accord gouf duerch Brëfwiessel den 23. Mee 2005 hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss.

Erlaabt mer ganz kuerz drun ze erënneren, wéi déi Zesummenaarbecht an der Groussregioun sech institutionaliséiert huet. Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg hu säit 1970 ganz intensiv op dësen Dossieren, wat d'Grenzregioun betrëfft, zesummege schafft. Am Oktober 1980 ass dunn och deen éischten Accord iwwert d'Coopération transfrontalière ennerzeechent ginn. Zil war et, d'Aktivitéiten, déi am Interessi vun allen dräi, dat heescht vun deenen dräi Länner, sinn, fir do d'Noperschaftsrelatiounen ze konsolidéieren an och weiderzuentwéckelen. Dat Ganzt ass awer an engem geographesch definierte Raum, dat heescht d'Saarland, d'Lorraine, eist Land a Rheinland-Pfalz, d'Regiounen Tréier a Westpfalz.

Dësen Accord war och d'Base juridique fir d'Aktivitéite vun deenen zwee Haaptorganer, déi an deem Kontext schaffen, dat ass éischtens d'Commission intergouvernementale an zweetens d'Commission régionale.

Am Abrëll '98 huet dunn d'Belsch gefrot, fir dass d'wallounesch Regioun an och d'Communauté française kéinten dësem Accord bäitrieden. E Mount drop hu se och gefrot, dass déi däitsch Gemeinschaft vun der Belsch kéint bäitrieden. D'Participatioun vun der belscher Säit ass vun deenen dräi anere Parteien gutt opgeholl ginn. Et hu sech awer dunn e puer Probleemer gestallt. Den Accord vun 1980, dat heescht deen zwësche Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg huet nämlech keng Prozedure virgesi fir d'Adhésioun vun neie Memberen.

An dann och d'Fro, an dat war och eng wichteg Fro: Wéi eng Belsch trëtt dem Accord bäi? D'Belsch huet jo, wéi gesot, nëmmen d'Adhésioun ugefrot vun der Région wallone, vun der Communauté francophone a vun där däitschspracheger Gemeinschaft. Den Accord vun 1980 ass awer net vu regionalen Entitéiten ofgeschloss ginn, mä vun dräi Staten. Et huet sech also elo d'Fro gestallt, wéi eng Belsch bäitritt.

Déi aner Partneren hunn dunn d'Belsch gefrot, ob och de belsche Federalstat wëllt bäitrieden, an déi hunn hiren Accord ginn. Esou ass och elo de belsche Federalstat derbäi, an dat ass wichteg fir de Parallelismus vun de Formen ze respektéieren, awer och fir sécherzestellen, dass weiderhin all Sujeten dësen Accord betreffe kënnen, och déi Sujeten, wou an der Belsch de Federalstat zustänneg ass.

Am Mee 2000 ass dunn dësen Accord aprouvéiert ginn an hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss ginn. Un dësem Accord huet haaptsächlech déi intergouvernemental Kommissioun geschafft a si hat sech véier Ziler gesat:

Éischtens, den Accord vun 1980 net a senger Substanz ze änneren, esou mann wéi méiglech Changementen anzebréngen, an dat Ganzt soll limitéiert ginn op déi Froe vun der Adhésioun vun neie Memberen.

Zweetens hate se sech d'Zil gesat, ze versichen déi Souplesse an déi SimPLICITÉIT, déi an deem Accord vun 1980 war, bäizebeha-

len, an ech mengen dat ass ganz wichteg, fir dass d'Acteuren um Terrain déi gréisstméiglech Liberté d'action behalen.

Drëtens hu se gesot, mir mussen de Contrainté vun eise Verfassunge Rechnung droen.

An dat véiert Zil, wat se sech gesat haten, dat war, dass all Modifikatiounen ze évitéiere wäeren, déi automatesch eng Ratifikationsprozedur mat sech bruecht hätten.

Déi dräi éischt Ziler sinn erreecht, mä dat véiert Zil ass net erreecht. Duerfir musse mir jo haut deen Accord hei aprouvéieren.

'Zesummenaarbecht an der Groussregioun ass fir eist Land wichteg. Ech wëll drun erënneren, dass an der Groussregioun 11,2 Milliounen Mënsche liewen, déi awer ganz ongläichméisseg um Territoire verdeelt sinn, um Territoire vun deene fënnf Composanten. Méi wéi d'Halschent leeft a Rheinland-Pfalz an an der Wallonie. Hei a Lëtzebuerg residéiere 4% vun der Gesamtbevölkerung vun der Groussregioun.

Déi grouss Charakteristik vun eiser Groussregioun ass awer den Travail frontalière. Et ass déi Zon an Europa mat deene meeschten Travailluers frontalière. Duerfir ass et vläicht interessant ze erwähnen, dass mer leschte Freideg am Kader vum CPI, vum Conseil Parlementaire Interrégional, zu Namur eng Resolutioun gestëmmt hunn, fir dass eng Task force soll geschaf ginn, déi sech ganz konkret mat de Probleemer vun den Travailluers frontalière beschäftegt.

Ech mengen d'Groussregioun, Dir Dammen an Dir Hären, liewe mer all Dag, mir sinn eis et vläicht net ëmmer bewosst. An ech wëll drun erënneren, ech mengen, am Hierscht oder an nächster Zukunft wäerte mer hei am Haus en Débat d'orientation kréien, deen de Kolleg Marcel Oberweis ugefrot huet, iwwert de Sujet vun der Groussregioun. Da kënne mer nach am Detail méi dorop agoen, well och Lëtzebuerg kritt, mengen ech, ab dem nächste Joer d'Présidence während 18 Méint. Da sidd Dir, Här President, jo och President vum CPI.

Ech wëll lech soen, dass ech den Accord vun eiser Fraktioun hei zu dësem Projet ginn, an ech géif lech bieden, dat nämlech ze maachen.

Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Rapporteur. Ech denken, dass d'Fraktiounen sech alleguerten de Konklusione vum Rapporteur uschléissen, an d'Regierung och. Deementspriedend komme mer zum Vote vun dësem Projet de loi.

(*Interruption*)

Här Spautz, hutt Dir d'Wuert nach gefrot? Ah! Ech hu gemengt, Dir hätt lech esou lautstaark gemellt.

De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5647 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupter, Mme Françoise Hettogaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Ali Kaes), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Fred Sunnen (par M. Gilles Roth), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves

Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eistem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5737 iwwert d'Asylgesetz. D'Wuert huet de Rapporteur, déi honorabel Madame Lydie Err.

6. 5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» **Mme Lydie Err** (LSAP), rapporteuse.- Merci, Här President. Et handelt sech bei dësem Projet em en Amendement vum Gesetz iwwert den Asyl, wat de Mee d'lescht Joer definitiv an zweeter Lecture gestëmmt ginn ass a wat deemno dann och zënter engem Joer en vigueur ass.

Op der Basis vun dësem Amendement läit e Jugement vum Tribunal administratif vum 16. Mee, deen em d'Annulatioun vun enger Décisioun vum Minister iwwer eng Demande iwwer eng Irrecevabilitéit gehandelt huet. D'Irrecevabilitéit, an deem Fall den Artikel 23 vun deem Gesetz, déi de Minister decidéiert hat, ass ugefacht ginn um Geriicht, an déi Décisioun ass annulléiert ginn.

Déi éischt Demande - ech mengen, verständnisméisseg muss een dat soen - en statut de réfugié ass zréckgaangen op dat aalt Gesetz. D'Décisioun vum Tribunal administratif war motivéiert duerch d'Tatsaach, dass dat aalt Gesetz de Statut subsidiaire net virgesinn hätt an dass an deem Fall eben déi Recevabilitéit net hätt misse préalabel geschwat ginn.

Déi Jurisprudenz, déi kéint een diskutéieren. Ech wëll dat vun hei aus net maachen. Ech wëll just op den Artikel 2 vum Gesetz vum leschte Joer hiweisen, dee ganz kloer definéiert, wat eng Protection internationale ass, an zwar eng Demande en protection du statut principal et du statut subsidiaire. No dëser Definition wier ee logescherweis op eng aner Décisioun komm.

De Problem, dee mer elo an der Praxis hunn, ass deen, dass bei där Décisioun vum Tribunal, en matière d'irrecevabilitéit keen Appel virgesinn ass. Esou wéi de Statsrot dat proposéiert hat, mä wéi d'Majoritéit dat hei net suivéiert huet, ass et ganz kloer, dass mer elo riskéieren a verschiddeenen Décisiounen an darselwechter Hypothees verschidde Resultater ze kréien, esou dass eng Clarificatioun ubruecht ass vun deem, wat d'Regierung beim Artikel 23 gemengt huet, a bei deem, wat als Intentioun vum Législateur, op jidde Fall souwäit wéi ech ubelaangt sinn, ze verstoe war.

An zwar ass et ganz kloer, dass och weiderhin, esou wéi d'Gesetz elo emgéännert gëtt, et wäert méiglech sinn, dass Leit, déi ënnert deem ale Gesetz déboutéiert gi sinn, kënnen eng nei Demande maachen au statut subsidiaire. Mä déi Demande, déi geet net direkt an automatesch an en Examen um Fong, mä déi gëtt fir d'éischt op d'Recevabilitéit hin examinéiert. Dat heescht, et gëtt gekuckt en fait et en droit, ob déi Elementer vun Dossier duerginn, fir e Statut subsidiaire ze accordéieren, nodeem se net duergaange si fir de Statut principal.

(*Coups de cloche de la Présidence*)

Fir sech elo dozou auszedrécken, ass et wichteg ze wëssen, wou d'Differenze sinn zwëschen dem Statut principal an dem Statut subsidiaire, an dass d'Differenz am Fong net nëmmen an der Konsequenz am Statut ass. De Statut principal ass natierlech méi ee favorabelen, well d'Leit net nëmmen eng Autorisatioun kréien, fir am Land ze bleiwen, mä si kréien d'Autorisatioun fir schaffen ze goen ipso facto derbäi, si kréien d'Assurance sociale a si kréien en Titre de transport. Während beim Statut subsidiaire d'Leit eng Autorisatioun kréien op ee Joer, ouni Permis de travail a mat limitéierte Méiglechkeete fir sech ze déplacéieren.

D'Differenz an den Ursaache vun deenen zwee Statuten ass och relevant. Déi erkläert am Fong firwat et parfaitement méiglech ass, an dëser Hypothees och bei der Irrecevabilitéit ze toiséieren, ob oder ob net

d'Faité géifen duergoe fir en Examen au fond.

An zwar ass et esou, dass een de Statut principal nëmmen da kritt, wann ee vu staatlchen Instanze poursuvéiert ass a wann ee mengt, dass een diskriminéiert, also persécutéiert ass du fait de sa race, sa religion, sa nationalité, opinion politique ou autre, während et beim Statut subsidiaire net onbedéngt mussen d'Autorités étatiques sinn, mä et kënnen aner Gruppe vu Leit sinn, géint déi de Stat keng Méiglechkeet oder kee Wëllen huet, eng Protektioun ze assureieren.

Et ass also deementspriedend ganz kloer, dass d'Faiten, déi an där enger oder an där anerer Hypothees toiséiert ginn, déiselwecht sinn, an dass am Fong just muss gekuckt gi fir d'Recevabilitéit, wien d'Auteurs vun deene Persécutiounen waren, weinst deenen den Demandeur eng Demande en asile gemaach huet. Et ass dofir relativ einfach bei engem rapiden Examen ze gesinn, ob oder ob net eng Chance ginn ass um Fong, fir dass déi Demande, déi net duergaangen ass fir de Principal, duergeet fir de Subsidiaire.

Esou dass et elo ganz kloer ass, dass, wann dat Gesetz hei duergheet - vun deem ech emol ausginn an zu deem iwwregens meng Fraktioun den Accord bréngt -, d'Interpretatioun vun deem Artikel 23 keen Zweifel méi opléisst, a mer net riskéieren en définitif zwou Zorte Jugementer op engem nämlechten Artikel ze hunn, wat natierlech net ze begréisse wier.

Ech wollt awer och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir kuerz op d'Konsequenze vum Gesetz vun 2006 hinze weisen, an zwar wat entre-temps um Fong geschitt ass. 2007 - dat heescht, an dësem Joer - si 45 Demanden accordéiert ginn, haaptsächlech aus dem Iran an aus dem Irak, wou a priori jo och Grund ass fir unzuhelen, dass eng Persécutioun am Sënn vun der Genfer Konventioun besteet. Eng Demande en protection subsidiaire, 40 Statut-de-tolérance a 70 Droits humanitaires sinn ugeholl ginn. Dat heescht grosso modo, an deenen éischte sechs Méint sinn 133 Solutiounen fonnt ginn, déi de Leit iergendwéi kënne Satisfaktioun ginn.

Wann een déi Zuele vergläicht mat deenen Zuelen, déi mer virdrun haten - virun deem neie Gesetz -, da muss ee feststellen, fir et ganz kuerz ze soen: Vun 1999 bis 2005, dat heescht a siwe Joer, waren déiselwecht Kategoriestatuten - 700 - akzeptéiert ginn. Dat heescht, 100 d'Joer. Hei hu mer der elo 145 an engem hallwe Joer. Awer en plus waren d'Demande par rapport zu deene Statuten ënnert deem ale Gesetz vill méi heefeg, esou dass de Prozentsaz vun den Demanden, déi aboutéieren, vill méi grouss ass.

Dat schéngt mer ze beweisen, dass déi Tatsaach, dass mer déi Prozedure verkierzt a rationaliséiert hunn, dass dat Resultat, wat mer haaptsächlech wollten, dat heescht, dass déi Demanden, déi eng Chance hunn accordéiert ze ginn, méi schnell iwwert d'Ronne kommen, schéngt réusséiert ze sinn. An ech mengen, dass een dat kéint als e Succès ukucken.

Fir de Rescht nach ee Wuert, fir an der Praxis ze soen, wat et géif bréngen, wa wierklech weiderhin all nouvelle demande en protection internationale géif direkt um Fong gekuckt ginn, ouni eng Recevabilitéit ze kontrolléieren. Dat géif heeschen, fir op e Beispill zréckzekommen, wat ech am Detail a menger Ried zum Projet selwer 2005 hei erkläert hunn: Leit, déi ukomm sinn zu Lëtzebuerg am Joer 2000, déi hate 2005 zéng Recoursen hanneru sech mat enger Prozedur.

Wa mer dat Gesetz hei net änneren, da géif dat heeschen, dass elo erëm eng ganz nei Prozedur kéint ugoen, mat grousser Wahrscheinlechkeet mat deemselwechte Resultat. Esou dass ee sech ka froen, ob et wierklech wichteg ass, dass d'Leit nach méi laang hei kënne bleiwen, och dann, wann et duerch en Exame bei der Recevabilitéit kloer ass, dass d'Chancen op de Succès praktesch inexistent sinn, wann net ganz kleng sinn, an dass finalement kee wierklech dovunner profitéiert, dass virun allem déi aner Demanden, déi um Fong gekuckt ginn, doduerjer verzögert ginn, an dass am Fong eigentlech mat där Situatioun, wéi wéi

se sech kéint elo definitiv aus der Jurisprudenz erginn, kengem um Terrain gehollef wier.

» **M. le Président.** - Madame Err, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Bettel?

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.** - Jo, ech maache just mäi Saz nach fäerdeg, wann Der erlaabt, well ech sinn um Enn vu mengen Ausféierunge.

Duerfir sinn ech der Iwwerzeegung, dass bei deem heiten Amendement keen eppes ze verléieren huet, well d'Situatioun en détail déi ass, déi se ass, dass d'Faité ganz einfach kuerzfristeg bei der Recevabilitéit kënne ganz gutt gekuckt ginn, an deem, deem d'Uerteel hei liest an deem d'Faiten hei matkuckt, dee wäert keen Zweifel dorun hunn, dass, och wann déi Prozedur elo hei op de Fong geet, d'Resultat datselwecht wäert si wéi dat, wat bei der Irrecevabilitéit erauskomm ass, nämlech en Non fondé.

Duerfir ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Amendement.

» **M. le Président.** - Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech wollt just der Rapporteuse d'Fro stellen, well si gesot huet, da géif jo esou eng ganz Flopée vun neien Dossiere kommen, ob si eng Zuel huet, wéi vill dat der kéinte sinn.

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.** - Éischtens hunn ech dat net gesot, Här Bettel. Mä zweetens kann ech lech dorobber de Moment net äntwerten, well da géif heeschen, dass mer all déi Dossieren, déi elo déboutéiert gi sinn ënnert deem anere Gesetz, misste kucken.

Mä d'Fro ass fir mech net, wéi vill Dossieren unhängeg wieren, wa mer d'Gesetz net géifen änneren. D'Fro ass: Wien hätt eppes dovunner, wa mer et net géifen änneren? Vu dass de Fong gekuckt gëtt dee Moment, wou d'Recevabilitéit kontrolléiert gëtt, bréngt et absolut näischt ausser Spesen a verlueren Zäit par rapport zu der Situatioun, wéi deem heiten Amendement se stellt.

Ech recommandéiere jiddferengem, deem en Zweifel dorunner huet, sech déi dote Fro ze stellen, well och ech war, ier ech déi Detailler vun deem Egement a vun deem ganze Gesetz gekuckt hunn, relativ skeptesch vis-à-vis vun dësem Projet. Mä et ass fir mech entre-temps evident, dass, esou wéi d'Situatioun, d'Sachlag, d'Saach en droit hei läit, wirklech keen eppes dobäi ze verléieren huet.

Et ass evident natierlech, dass déi Demanden, déi elo ënnerwee sinn, nach mussen hiren normale Wee goen, an da mussen mer kucken, wat dann um Fong mat deene geschitt. Mä op jidde Fall, wann dat Gesetz hei, deem Amendement uegheoll gëtt, dann ass, mengen ech, där onsënneger Situatioun, an där mer eis hei befannen, jiddefalls e Schlusspunkt gesat.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Rapporteur. Wa kee méi den ausféierlechen Ausféierunge vun der Madame Err eppes bäizéifügen huet,...

Ah, den Här Braz huet nach eppes ze soen.

» **Une voix.** - An den Här Bettel.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Ah, Dir waart ageschriwwen. Den Här Braz fir d'éischt, wann Dir d'accord sidd?

» **Une voix.** - Et ass egal.

» **M. le Président.** - Den Här Braz an dann den Här Bettel.

Discussion générale

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dës Gesetzesännerung geet zréck op en Uerteel, eng Jurisprudenz vum Artikel 23 vun deem neie Gesetz vum 5. Mee 2006. D'Regierung ass mat der Liesaart, déi d'Gericht gemaach huet vun hirem Gesetz, net d'accord a proposéiert duerfir, déi Gesetzesännerung ze maachen, déi mer haut solle votéieren.

Mir sinn als gréng Fraktioun an der Form an och um Fong net d'accord mat deem, wat d'Regierung eis proposéiert. An der Form

muss ee soen, dass mer et éischter begréisst hätten, wann esou eng sensibel Matière net a 14 Deeg duerchgebaatscht gi wär.

Pour rappel: De Projet ass den 20. Juni déposéiert ginn, den 2. Juli an der Kommissioun presentéiert ginn, den 3. Juli kënn den Avis vum Statsrot an nach eng Kéier dräi Deeg drop gëtt de Rapport schonn ugeholl. Dat ass eiser Meenung no eng Prozedur, déi e bëssen expéditiv ass, mä virun allem quant au fond hu mer eis Bedenken. Mir hunn e bëssen eng aner Liesaart wéi d'Madame Err a mir ginn eigentlech an eiser Liesaart awer och bestätegt.

Et sinn an deene leschten zwee Deeg nach e puer Avisë komm: vum UNHCR - dem Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés -, vum Lëtzebuurger Flüchtlingsrot an och nach en drëtte vun der Commission consultative des droits de l'Homme, déi allen dräi net suspekt sinn, Parteipolitik ze maachen, an déi eigentlech och kritiséieren, dass dës Modifikatioun gemaach gëtt.

Duerfir si mer der Meenung, dass et besser wier, déi Jurisprudenz ze akzeptéieren. Ëm wie geet et? Mir maachen hei elo eng Gesetzesännerung eigentlech nëmmen als Mesure transitoire, well déi Problemer, déi d'Regierung invoquéiert, déi mer sollen évitéieren, sinn nëmmen Problemer mat deene Leit, déi bei eis schonn an der Prozedur waren. Leit, déi elo an der Prozedur nach si respektiv déi nei an d'Land kommen, fir déi wäert dës Gesetzesännerung wuel och applikabel sinn, mä dat ass awer net dee Problem, deem d'Regierung domadder wollt léisen.

De Problem, ëm deem et geet, dat sinn déi Leit, déi schonn eemol déboutéiert gi sinn an déi och sollen domadder d'Dier verwiert kréien, fir nach eng Kéier en anere Statut de protection internationale ze froen, wéi dee vun der Genfer Konventioun.

Mir halen déi Mesure fir exzessiv. Mir sinn der Meenung, dass et dofir keen objektive Grond gëtt.

Mir hunn eng Gesetzgebung, déi seet, dat soll den Traitement sinn, deem déi Leit, déi zu Lëtzebuerg sinn an déi eng Demande stellen, kréien. Elo gi mer hin a soen, fir en Deel vu Leit, déi nach ëmmer hei sinn a fir déi mer jo keng Äntwert fonnt hunn, déi si wuel déboutéiert, mä déi sinn awer deelweis nach ëmmer am Land, well mer keng ofschléissend Äntwert op deenen hir Situatioun konnte fannen, soe mer aus der Commoditéit eraus, fir e gewëssene Verwaltungsofstand ze bedreiwen, da schloe mer deenen d'Dier zou.

Dach, ech weess, dass Dir eng aner Liesaart hutt, Här Minister, mä dat ass awer de Fakt, deem dobäi erauskënnt, dass mer nämlech deene Leit deem dote Passage refuséieren an dass mer doduerjer zwou Zorte Leit hei zu Lëtzebuerg hunn: déi, déi kënnen déi verschidde Statute plädéieren an invoquéieren, an déi, déi, obwuel se haut hei sinn an d'Gesetz en vigueur ass, dee Statut do net kënne plädéieren.

A wann een da weess, dass et sech vläicht ëm e puer honnert Leit dréint, déi hei sinn zu Lëtzebuerg, déi dat kéinte maachen, a wann ee gläichzäitig déi aner Zuele kuckt, stellt ee sech awer Froen.

Den Här Bettel huet d'Fro vun den Zuele gestallt. Ech äntwerten dann dem Här Bettel op d'Fro, wéi vill Demanden mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir haten 1999 bal 3.000 Demanden. Mir louchen am Joer 2003 an 2004 nach bei iwwer 1.500 Demanden. Mir si virun zwee Joer, also 2005, erofkomm op 801 Demanden, a mir si fir d'Joer 2006 op 523 Demanden.

D'Zuel vun den Demanden, ëm déi et also geet, ass drastesch zréckgaangen duerch d'Situatioun um europäesche Kontinent, well mir d'äerfen net vergiessen, dass iwwer 60% vun den Demandeuren hei zu Lëtzebuerg aus Europa kommen an net aus anere Kontinenter. De Gros kënn aus Europa. D'Zuele sinn also drastesch zréckgaangen. Et ass also kee Problem fir de Verwaltungsapparat och déi doten Demandé kënnen ze géréieren. Duerfir gëtt et fir eis vum Prinzip hier an och vun der Praxis hier keen objektive Grond, fir dat dote mussen ze maachen.

Mir hätten also léiwer, et géif ganz einfach beim Gesetz bleiwen, bei enger Interpretatioun vum Tribunal administratif, dee seng Aarbecht mécht an eng Jurisprudenz schwätzt. A mir mengen, dass d'Gesetz, esou wéi et ass, eigentlech an der Rei ass. Mir ginn och doranner bestätegt wéi gesot duerch den Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, de Lëtzebuurger Flüchtlingsrot an och duerch d'Commission consultative des droits de l'Homme.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Bettel huet d'Wuert nach gefrot.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. Ech mengen, den Här Braz huet och schonn e wichtege Punkt ervirgehuewen. D'lescht Woch an der Kommissioun war jo keng Kritik un deem Text méiglech vun der Säit vun der Majoritéit, an haut gesi mer selwer, dass dräi Organisatiounen, déi indépendant sinn, soen, dass hei Alarm soll geschloe ginn. Et gëtt gemaach, wéi wann et näischt wier, obwuel et dat net ass.

Et gëtt e grouse Prinzip a Frankräich, dat nennt een «l'arroseur arrosé». D'Regierung ass hei gutt arroséiert ginn. D'Regierung huet hei nämlech geduecht: keng Appelméiglechkeet, mä d'Suppressioun vum double degré de juridiction. Domm gaangen!

D'Uerteel ass net esou gaangen, wéi d'Regierung et wollt, da gëtt den Text hei geännert, fir dass dat net méi geschitt. Wann den Text der Regierung net gefält, gëtt den Text geännert. Wann engem Bierger en Text net gefält, dann huet en normalerweis d'Méiglechkeet, en Appel ze maachen. Hei an deem Fall net, duerfir si mer haut hei, fir den Text ze änneren.

Arrseur arrosé ass eng éischt Saach. Dann ass da gekuckt ginn - d'Uerteel huet dann elo net gepasst -, fir d'Gesetz ze änneren.

Déi zweet Ursach, déi och ganz wichtege ass, ass, dass de Statut subsidiaire agefouert ginn ass soi-disant als Neierung a fir méi large ze kucken. Elo gëtt awer da gesot, dass verschidde Leit keng Demande méi kënne maachen, fir de Statut subsidiaire ze kréien, well se schonn eng Demande fir Réfugié gemaach hunn.

Et gëtt e grouse Prinzip am Droit. Ech si ganz averstanen: Et ass e Prinzip am Droit pénal. Et ass ee Prinzip am Droit pénal, Madame Err. La loi ne rétroagit pas, just wa se méi favorabel ass.

(Interruption)

Mir si jo ganz averstanen, dass mer hei net am Droit pénal sinn. Mä normalerweis mécht een net e Gesetz retroaktiv, wat engem Rechter ewechhëlt. Et ass e Prinzip awer, Madame Err.

Ech si ganz iwwerrascht iwwer lech, well Der jo normalerweis esou fir d'Mënscherechter sidd. Menger Meenung no war et keng einfach Situatioun, dass Der Rapporteuse gi sidd vun deem Gesetz.

Mä elo ass et esou, dass Dir selwer, déi Dir lech jo ëmmer fir d'Mënscherechter hei grouss asetzt, sot, dass dann op eng Kéier e grouse Prinzip fale gelooss gëtt, dass een eben en Text mécht, dee retroactivement d'Leit vun engem Recht privéiert, a mir awer dann hei sollen deem heiten Text adoptéieren.

An dann nach, Här President, et ass esou e Knätschgummitext. Et steet do: «de nouveaux éléments» - wann een hei kuckt - «à moins que...»...

» **M. le Président.** - Erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Err?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Selbstverständlech, Här President.

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.** - Ech wëll just eng Richtegstellung maachen. Et ass falsch, wat den Här Bettel seet, dass déi Leit, déi haut déboutéiert gi sinn, keng nei Demande kënne maachen. Déi kënne parfaitement eng Demande maachen, a wann d'Faiten esou sinn, wa se den Examen vun der Recevabilitéit packen, da geet d'Affär op de Fong virun.

Wat se net kënne maachen, dat ass ënner allen Ëmstänn eng Affär duerch de Fong baatschen, och dann, wann et vun Ufank u ganz kloer ass, dass am Fong kee Recht ka kommen, well d'Faiten aus dem Dossier dat net erginn.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, d'Madame Err muss da vläicht vun deem Fall awer wësse vun deem Armenier, deem de 19. Juni déboutéiert ginn ass, an och wëssen, dass den Dag selwer d'Recevabilitéit vu senger Demande fir de Statut subsidiaire refuséiert ginn ass an en den Dag drop, ouni dass säin Affekot Bescheed wosst, am Fliger sëtzt fir op Moskau. Ass dat richtig? Ass dat richtig?

(Interruption)

En Armenier.

Liest e bëssen! Et geet net duer hei ze soen, dass déi Leit eng nei Demande kënne maachen. Iwwer d'Recevabilitéit ass owwer nach decidéiert ginn, deem Här den Dag drop am Fliger sëtzen ze hunn.

Dowéinst soll een elo net soen, dass d'Leit eng nei Demande kënne maachen.

Hei steet am Text: «des éléments ou des faits nouveaux». Wéini geet deem «nouveaux» un? Wéini sinn d'Elementer nei? Wann ee jo déiselwecht Faiten huet, déi kënne jo eng Kéier interpretéiert gi wéi en Element, dee kéint de Statut subsidiaire accordéiert kréien. Et steet awer net am Text, ob dat dann zielt oder net.

Ech fannen den Text hei ass e bësse Knätschgummi. Et ass eng Rectificatioun vun engem Text, deem d'Regierung net arrangéiert. Si wollten d'Leit an hirem Recht... Wéi ech lech déi leschte Kéier gesot hat, erënnert lech: „Wann dem Noper säin Appelbam ze grouss ass an d'Appel fale beim Noper an de Gaart, dann dierf een en Appel maachen.“

An hei wou et ëm wichtege Dossiere geet, wou et ëm d'Zukunft an ëm d'Famillje geet, do dierf ee keen Appel maachen. Dës Kéier ass et eben der Regierung domm gaangen. Si hu sech selwer bestrooft, andeem d'Gericht dat decidéiert huet.

Ech sinn averstanen, et gëtt e Conflit de juridiction, well dat eent dat eent seet an dat anert dat anert. Mä da soll een och d'Gesetz applizéieren, dofir hu mer jo och eng Séparation des pouvoirs. An d'Regierung soll net Texter stëmmen, esou wéi et se dann arrangéiert, wann en Uerteel hir net passt.

Ech soen lech Merci, an dofir wäert och d'Demokratesch Partei deem heiten Text net stëmmen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den Här Henckes huet d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt just soen, dass d'Madame Rapportrice hei e ganz iwwerzeegende Rapport erabruecht huet. A wann een nach e bësselchen Douten hat beim ADR fir deem Text hei ze stëmmen, dann huet den honorabelen Här Xavier Bettel duerch seng Interventioun ons deelweis a mat ganzen 100% dozou bruecht, dass en noutwendeg ass, dass een endlech deenen Abusen en Enn mécht. Dofir ass et och richtig, dass d'Gesetz elo gestëmmt gëtt.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ooohhh!

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den honorabelen Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt just protestéiere géint déi Insinuation vum Här Bettel, deem uklänge gelooss huet, dass dat an der Kommissioun, wéi mer deem Text hei gekuckt hunn, net seriö gemaach ginn ass.

Dat ass ganz seriö gemaach ginn, an den Här Bettel hätt annerhallef Stonn Zäit gehat, wann e gewollt hätt, fir deem Text mat der Regierung, mat dem Rapporteur a mat der Kommissioun ze diskutéieren. Wann en et net gemaach huet, dat ass da säi Pech!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - En hat aner Prioritéiten!

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Jo gutt, Här President. Ech wëll mech awer dergéint verwieren, wat den Här Henckes elo hei gesot huet, dass hei elo eriwierklänge gelooss gëtt, wéi wann et sech hei elo nëmmen bei den Asylbewerber ëm Abusen handelt.

Ech mengen dat si Leit, déi aus hirem Land fortlafen, well se do verjot ginn, déi meescht, an déi heihinner komme fir hiert Liewen ze retten. Da kann een net hei uklänge loosse, wéi wann et sech nëmmen ëm Abusé géif handelen. Et handelt sech ëmmer nach ëm Mënschen, déi versichen hei hiert Recht ze kréien. A wa se dann hiert Recht net kréien a mir bréngen et net fäerdeg, op iergendeng Aart a Weis se erëm an aller Dignitéit heemzebréngen a mer hei keng Méiglechkeeten hu fir se heizéhalen, ouni dass se drënner leiden, ech géif mengen, da soll een hei oppassen, wat ee schwätzt, an et soll ee kucken, wann hei versicht gëtt ee Gesetzestext ze maache fir deem entgéintzewierken, da soll een dat begréissen an da soll een deem och stëmmen.

» **M. le Président.** - Här Jaerling, Dir hat och vläicht den Här Henckes falsch verstanen. Ech mengen net, dass hien dat esou generell wollt soen.

Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister Nicolas Schmit.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, u sech hat ech decidéiert,

d'Wuert net ze huelen, well d'Madame Rapportrice alles gesot huet. Mä ech kann awer net am Raum stoe loossen...

» **M. le Président.** - Entschëllegt, Här Schmit, just eng Fro vum Här Grethen.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Här Präsident, ech wollt emol eng Fro stellen. Ech hunn do e Problem mat deem Ausdruck: Ass et „Rapportrice“ oder ass et „Rappor-teuse“? Sot mer dat eng Kéier fir allemol, well soss kéint een zimlech duerchernee bei deene ville Saachen.

» **M. le Président.** - Ech kann dat, wat Der sot, ganz gutt verstoen, Här Grethen. Dofir soll een déi méi generell Formule huelen, „d'Madame Rapporteur“.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Okay.

» **Une voix.** - Solle mer net den Här Lex Roth emol froen?

(Interruptions diverses et hilarité)

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech froen een, dee Member vun der Académie française ass. Ech mengen da kréie mer d'genau Prezisioun, wéi den Term richteg ass.

Ech wollt just soen, dass d'Madame Rappor-teur alles zu deem Text gesot huet. Mä et sinn awer hei Saachen expriméiert ginn, déi, mengen ech, eng gewësse Rectifica-tioun néideg maachen.

Éischtens d'Chifferen. Et muss ee wëssen, dass jiddfereen, deen iergendwou op der Basis vun deem ale Gesetz déboutéiert ginn ass, do wou mer nach keng Protection subsidiaire haten, eigentlech d'Recht hätt ze kommen an ze soen...

(Interruption)

Jo, dat ass eng theoretesch..., mä méi wéi theoretesch...

(Interruption)

Voilà! Dee ka kommen a soen: Deemoos ass d'Protection subsidiaire net gekuckt ginn, also froen ech elo emol d'Protection subsidiaire. Dat ass d'Realitéit. Duerfir mengen ech, dass déi Interpretatioun, déi hei gi gétt, eng Saach vu bon sens ass.

Zweete Punkt: Et sinn d'«faits nouveaux», déi net konnte rappéléiert ginn, indiquéiert ginn, wéi déi éischt Prozedur gelaf ass. Dat ass d'Notioun vum Fait nouveau. Et sinn net Faits nouveaux, déi scho bekannt waren an der Vergaangenheet, wéi déi éischt Prozedur gelaf ass. Et si Faits nouveaux, déi duerno geschitt sinn...

» **M. le Président.** - Voilà!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - ...oder déi net während där Prozedur konn-ten exposéiert ginn.

An ech mengen, wann et esou Faité gouf, déi eng Persoun exposéiert hätt, wa se géif zrëckgefuert ginn, dass zum Beispill, wéi dat am Artikel 37 steet: «La peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil», wann dat Elementer waren, déi am Dossier ugestanen hätten, da kéint Der mer jo wierklech glee-wen, ech mengen, dann hätt keng lëtze-buergesch Administratioun eng Persoun an esou Bedéngunge refouléiert!

Also, de Prinzip vum Non-refoulement, deen ass ëmmer valabel. Wéi och ëmmer d'Pro-zedur ausgaangen ass, an der Procédure d'asile hutt Der net d'Recht, een ze refou-léieren oder ze rapatriéieren, wéi Der et wëllt, wann déi Persoun anere Menacen ausgesat ass.

An ech mengen, duerfir ass dat Gesetz ganz einfach eng Interpretatioun, déi nout-wendeg war, well se vläicht ee gewëssenen Doute opgelooss huet. Mä déi Interpreta-tioun anescht ginn oder wéi den Tribunal dat gemaach huet, ass ganz einfach d'Dier op-maache fir eng juristesche - ech soen lech dat ganz éierlech - Spillerei, déi an esou en-gem seriösen Dossier wéi den Asyl oder d'Protection subsidiaire keng Plaz huet.

» **M. le Président.** - Jo, Här Braz.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Ech wëll dem Här Minister awer eng Fro stellen.

Wat ass dann d'Äntwert vum Stat fir déi Leit, déi déboutéiert gi sinn, déi opgrond vum Principe de non-refoulement net iwwert d'Grenz gesat ginn, deene mer awer den Zougank zu deem neie Statut de protection internationale refuséieren an déi nach ëm-mer hei zu Lëtzebuerg sinn?

Wat ass d'Angebot vum Lëtzebuurger Stat un déi Leit? Wéi kréie mer déi Leit dann iergendwann eng Kéier regulariséiert? Oder, vu dass mer se net kënne refouléieren, hin-nen all legalen Zougank zu engem Statut

verwieren opgrond vum deeser Gesetzesän-nerung, wat ass d'Äntwert, déi mer deene Leit da ginn?

Keng!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Neen, dat ass net wouer, Här Braz. Dat ass net wouer!

Bei honnerte Leit aus dem Kosovo, wou mer de Prinzip vum Non-refoulement applizéieren, well do gewësse Gefore bestinn, be-sonnesch deene Leit aus dem Kosovo, déi aus Minoritéite kommen, déi kréien hei zu Lëtzebuerg eng Toleranz. An déi Toleranz ass elo eréischt viru kuerzem fir 120 oder 150 Leit prolongéiert ginn, fir e ganz Joer. Mat där Toleranz sinn eng Rei vu Rechter verbonnen. Et ass also net esou, dass fir déi Leit keng Couverture géif bestoen.

Fir all déi aner Lei, déi déboutéiert gi sinn a wou da festgestallt ginn ass, dass se eigent-lech kee Recht méi hunn an och kenger Gefor exposéiert sinn - dat heescht net déi, op déi sech de Principe de non-refoulement applizéiert; well op déi wou sech dee Prin-zip applizéiert, déi kréien entweder den Droit d'asile oder si kréien zumindest eng Toleranz -, ass et ganz evident, dass den Eloignement, dat heescht de Rapatriement, déi normal Evolutioun an hirem Dossier ass.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zum Vote vun dem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5737 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmme, bei 17 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Collette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

» **Plusieurs voix.** - Neen!

(Assentiment)

» **M. le Président.** - Dann ass et esou décidéiert, dass d'Chamber d'Dispens gétt. Ech hu gesinn, dass dat eng Majoritéit ass.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert de Bau vun engem Centre de rétention. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Diederich, Braz, Henckes an Angel. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Marcel Sauber. Här Sau-ber!

7. 5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: Ëm wat geet et bei deem Gesetz, wat mer haut stëmme? Ausländer, déi sech illegal hei am Land ophalen, oder déi, deenen hir Ufro fir Asyl bei eis ofgewise ginn ass, oder Ausländer, deenen de Statut als Réfugié net unerkannt ginn ass, déi mussen

de Lëtzebuurger Buedem verloossen. Dat geschitt awer net vun engem Dag zum ane-ren.

Eis Gesetzter vun 1972 an 2006 iwwert d'Im-migratioun an iwwert den Asyl, déi gesi vir, dass dës Persounen op enger ugepasstener Plaz ënnerbruecht ginn. Dës Gesetzter ge-brauchten heifir d'Wierder „établissement approprié“ an „structure fermée“. Déi Struk-tur ass geduecht, dass déi betraffe Persou-nen net virun hirer Ausweisung kënnen ën-nerdauchen.

Dësen Établissement approprié an d'Struc-ture fermée si bei eis zurzäit nach de Pri-song. Datt dat net déi bescht Léisung ass an dass dat hei nëmme konnt eng Noutléi-sung sinn, mengen ech, ass genuch be-kannt. Déi Leit, déi verstouss wuel géint en Awanderungsgesetz a sinn dofir veruerteelt, eist Land ze verloossen, mä déi Leit sinn nach laang keng Kriminell, op jidde Fall net all. Et ass also bestëmmt net gutt, wa se an deemselwechte Gebai ënnerbruecht gi wéi Krimineller.

Op Europabasis gouf dës Problematik dann och thematiséiert an eng Proposition fir eng Direktiv iwwert d'Zréckféierung vun deene betraffene Leit ass vun der Europä-escher Kommissioun ausgeschafft ginn a gétt zurzäit diskutéiert. Déi Événementer vum Ufank vum leschte Joer an deem Fillek vum Prisong, wou déi Leit zréckgehalen ginn, hunn eemol méi d'Problematik ënnerstrach an hu jo och dobausse genuch Stëbs opge-wirbelt.

Et kéint derbäi, dass d'Zuel vun de Leit, déi als normal Prisonnéier am Prisong age-spaart sinn, staark eropgaangen ass. Wa-ren dat der nach 580 bis 600 am Joer 2004, esou ass dës Zuel de 15. November 2006 op 687 geklomm, an d'Plaz gétt enk am Pri-song. Also een Argument weider, fir déi 50 bis 60 illegal Immigrant an dem Prisong eraus an eng aner Struktur ze verleeën.

Dëst gouf dann och schonn an der Regie-rungserklärung vum 4. August 2004 festge-halen, an am September 2004 huet de Jus-tizminister den Travaux-publics-Minister ge-frot, fir en neie Centre de rétention ze bauen. De Bau vun deem Centre soll duerch dat Gesetz, wat mer haut stëmme, erméiglecht ginn.

De Projet gouf vum Travaux-publics-Min-ister am Dezember 2006 mat engem Exposé des motifs, Konstruktionsplangen an enger Finanzüwwersiicht déposéiert. Hei géif ech elo och gären eng Lanz brieche fir all déi Mataarbechter, déi mat der Ausarbechtung vun deene Pabeiere betraut waren oder dofir verantwortlech zeechnen: d'Leit aus de Ministère an aus der Verwaltung.

Et ass e gutt motivéiert an technesch mat villen Einzelheiten duerchsetzt Dokument, d'Document parlementaire 5654, op deem geschafft konnt ginn. D'Konstruktions-plange goufen an zesummenaarbecht mat dem Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, dem Ministère vun den öffent-lechen Aarbechten, deene verschiddene Servicere vu Police, vum Prisong, vun der Sé-cherheet, vun der Fonction publique, der Gewerbeinspektioun an deene kompeten-ten Ingenieursbüroen ausgeschafft. De Statsrot huet och séier op dese sensibele Projet reagiert a säin Avis louch de 6. Mäerz 2007 vir.

Wéi gesot, et handelt sech bei deemem Projet ëm e Konstruktionsprojet, also ëm de Bau vun deem neie Centre. Dofir géif och de Projet vun der Kommissioun fir öffentlech Aarbechten aviséiert, déi mech domat char-géiert huet, de Rapport vun de Kommis-siounsaarbechten hei virzedroen.

Dat huet awer net verhënnert, dass de Projet zesumme mat der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration an de Sitzung vum 19. Mäerz an 18. Juni 2007 examinéiert an diskutéiert ginn ass. Et ass nämlech esou, dass d'Konzeptioun vum Bau och dovun ofhänkt, wat an deem Centre geschéie soll a wéi en organiséiert gi soll.

De Ministre délégué aux Affaires étrangères huet an der éischer gemeinsamer Kommissi-ounsitzung seng Vuen heiriwwer expli-zéiert an de Membere Ried an Äntwert ge-stan. Hie gouf dann och opgefuerdert, fir fir déi zweet Sitzung en Orientierungspabeier virzeleeën, dass d'Membere sech eng méi kloer Meenung iwwert dat, wat no dem Bau am Centre geschéie soll, maache kënnen.

Festgehalen gouf, dass de Bauprojet, dee jo mat alle betraffenen Instanzen ausgeschafft ginn ass, genuch Souplesse huet, fir deene gestallte Fuerderungen nozekommen. Fest-gehalen gouf och, dass d'Bautekommissioun sech ëm dee virleiende Bauprojet géif këm-meren an d'Kommissioun vun den Affaires étrangères ëm d'Gestioun an d'Fonctioun-saspekter, esou wäit wéi se dat géif fir néi-deg halen.

Wat elo deen technesch Deel vum vir-leiende Projet ubelaangt, huet den Här Bau-terminier Opschluss ginn an deen zoustän-negen Ingenieur weider Detailer explizéiert.

Wéi virdu scho gesot, ass d'Ënnerlag aus dem Document parlementaire explizit an ech wäert mech hei hiden, op technesch a baulech Einzelheiten anzegoen. Hale mer emol einfach fest, dass d'Konstruktions kee Prisong ass, mä awer och keen Dräistären-hotel, dofir awer deene Regeln entsprécht, déi ebe fir esou e Centre de rétention nout-wendeg sinn.

D'Gebailechkeete ginn um Territoire vun der Gemeng Sandweiler, no bei der Route na-tionale 1 gebaut. De Plan d'occupation du sol „Aéroport et environs“ klasséiert déi be-treffend Parzell als „zone de bâtiments et d'équipements publics d'un à plusieurs étages“. De Projet respektéiert d'Héichteli-miten, déi hei virgesi sinn.

De Gesetzesprojet gesäit weider vir, dass d'Konstruktions vum Centre op der Basis vum Implantationsplang, deen an der An-nex 2 vum Text bäläit, réaliséiert gétt, dat oui datt d'Obligatioun bestoe géif, e Plan d'aménagement particulier ze maachen. Véier Parallellgebaier matenee verbonn, iw-wer zwee Niveaue gebaut, dovu sinn der dräi virgesi fir zesummen 92 Zëmmer, wat enger Capacitéit vun 100 Persounen ent-sprécht. Dat véiert Gebai ass haaptsäch-lech méi fir gemeinsam Installatiounen, ën-ner anerem Sport, administrativen Deel, so-zialen Deel a fir d'Infirmierie virgesinn. D'Méiglechkeet besteet, fir Familljen zesum-men ënnerzebréngen. Et besteet awer och d'Méiglechkeet, fir Separatiounen ze ma-chen, jee no Alter, Sexe oder Origine. Et geet nämlech och drëm, fir Konflikter ze ver-meiden.

D'Konzeptioun ass esou gehalen, dass e ra-tionellen Ausbau bei Noutwendegkeet méiglech ass. De Präis soll sech op 11.200.000 Euro belafen oui den Terrain. D'Héicht vun deem Präis ass doduerch be-déngt, dass et sech net ëm normal Gebaile-chkeeten handelt, mä nun eben ëm e Centre de rétention, dee vun der Natur hier oder och vun der Sécherheet hier aneren Ufuerderunge muss gerecht ginn, wéi dat bei engem normale Bau de Fall ass.

De Conseil d'État ënnerstëtzt de Projet vum Bau. Och hien ass der Meinung - an hien hat scho verschiddentlech drop higewisen -, dass et net gutt ass, wann d'Leit, déi sech an enger irrégulärer Situatioun befannen, mat richtege Prisonnéier zesummen hause mus-sen. Hien hieft awer och ervir, dass d'Organi-satioun vum Centre souwéi den Encadre-ment vun den zréckbehalene Leit nach op-steet.

Da freet hie sech awer och, ob et justifiéiert ass, dass de Stat an deemem Fall vun de ge-setzleche Regeln iwwert den Aménage-ment du territoire et du développement ur-bain entbonne gétt? Dës gesinn nämlech vir, dass fir d'éischt e Plan d'aménagement particulier misst erstallt ginn, esou wéi dat an deene bestehende Gesetzter fir privat an öffentlech Instanzen virgesinn ass. Wann Ausnahmen - esou de Conseil d'État - am nationalen Interessi solle spillen, dann hät-ten déi Gesetzter dat solle virgesinn.

Dem Statsrot seng Präferenz geet dann och an d'Richtung, dass déi virgenannte Geset-zer och an deemem Fall agehale solle ginn. D'Kommissioun vun den öffentlechen Aar-bechte suivéiert de Conseil d'État op deemem Punkt net.

D'Législatioun iwwert den Aménagement communal an iwwert den Développement urbain schreift fir ähnlech Fäll e Plan d'amé-nagement particulier vir. Dës Dispositioun ass och d'intérêt général a betrëfft souwuel privat wéi öffentlech Bauhären. Schonn eleng doduerch, dass d'Gesetz keng Aus-nahm zu deeser Regelung virgesäit, gétt ën-nerstrach, dass de Gesetzgeber prinzipiell zu déiser Obligatioun steet. Dëse Prinzip kann allerdéngs de Gesetzgeber net drun hënneren, duerch ee spezifescht Gesetz, wann eben aussergewöhnlech Situatiounen dat am allgemengen Interessi fir noutwen-deg erschénge loossen, an eenzelne Fäll zum allgemenge Prinzip ze derogéieren; an dat ass de Fall an deemem Projet.

D'Kommissioun ass an hirer Majoritéit der Usiicht, dass et am allgemengen Interessi ass, dass dese Centre esou séier wéi méig-

lech gebaut gëtt, well d'Situatioun, an där déi betrafte Leit sech haut befannen, net méi tragbar ass. De Prisong brauch och dréngend méi Plaz. Et besteet deement-sprechend Handlungsbedarf an Urgence an et ass deemzufolleg am Intérêt national, datt dëst Gesetz eng Ausnahm zum allgemenge Prinzip virgesäit.

D'Kommissioun huet de Rapport vum Rapporteur an der Sitzung vum 21. Juni ugeholl a schléit deementspreechend der Chamber vir, den Text, wéi e sech elo presentéiert, unzehuelen, an ech drécken heimat dann och d'Zoustëmmung vun der CSV aus.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Xavier Bettel.

Discussion générale

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erënnert lech nach un déi Biller wou Leit, déi désespérieré waren, Matratzen am Gank ugefaangen hunn, a wou och eng Persoun ëm d'Liewe komm ass. Erënnert lech u Familljen, déi an engem Prisong agespaart waren.

Dat ass am Fong keng Plaz fir en Demandeur d'asile, deen déboutéiert ginn ass. An ech mengen, mir klappen eis op d'Broscht wa mer soen, mir wieren eent vun deene rächste Länner op der Welt, et géif de Leit alleguerten esou gutt goen. Mä dann dat wat ee kéint nennen d',laissés-pour-compte' an enger Situatioun ze placéieren, déi ënner aller Klarinett ass an op jidde Fall d'Limite vu Mënscherechter kéint sinn!

Ass et normal, dass e Flüchtling an engem Prisong setzt - sécher, kréien ech da gesot, ware se getrennt an enger Abteilung -, mä awer a Kontakt da kënn mat Leit, déi weinst kriminellen Doten hanner Gittere sinn? Neen!

Ass et normal, dass dann déi Leit, wa se Besuch wollten oder verschidde Méiglechkeeten hätte kënnen hunn, wa se an engem Centre de Réention gewiescht wieren, dee refuséiert kritt hunn, well se eben an engem Établissement pénitentiaire sinn?

Ech wëll awer och direkt hei, Här President, net dem Här Schmit d'Schold dofir ginn. Ech mengen, den Här Schmit ass nei an dëser Regierung...

» **Plusieurs voix.** - Oohhhh!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - ...an dee Centre de Réention hätt scho misse vun deem Bauteministère virdru gemaach ginn, deen net senger Partei ugehéiert. Mä et gëtt aner Prioritéiten, déi hei gebaut ginn, wéi e Centre de Réention. Duerfir sinn ech frou op jidde Fall, dass dee Centre de Réention haut gebaut gëtt.

Firwat? Well de Centre de Réention déi Plaz ass eben, wou eng Persoun, déi déboutéiert an an der Procédure d'expulsion ass, an anere Konditiounen ka logéiert ginn, fir op hiren Départ ze waarden, wéi dat haut am Prisong ass.

Ech ginn elo net op de Bau an, well ech och kee Spezialist sinn an och net an där Kommissioun sinn, mä den Här Bauteminister an den Här Immigrationsminister ware bei eis an der Immigrationskommissioun, fir eis de Projet ze déposéieren. Duerfir erlaabt mer just, dass ech ganz kuerz méi op d'Punkten aginn iwwert d'Organisatioun vum Projet, déi duerno wäerten och kommen.

Et kéint ee sech d'Fro stellen, ob d'Be-treuung duerno duergeet, déi dobannen ass. Ob d'Personal, wat virgesinn ass, duergeet. Well et schéngt, wéi wann d'Zuele jo awer net erof géife goen a kuerzer Zäit. Et kéint ee sech och d'Fro stelle vun der psycholo-gescher Betreuung. Et ass elo keen direkt virgesinn, e Psycholog, dee sur place soll sinn. Sollt een net do eng Equipe psycholo-gique hunn, déi géifen deene Leit do hëllefen, wann iergende Problem wär?

An da gëtt et och nach e grouse Problem, dat ass dee vun den Iwwersetzer. Beim Personal muss ee ganz gutt oppassen - dat ass just e Rot, deen ech der Regierung mat op de Wee gi wa se d'Personal engagéiert -: Si dierf net vergiessen, dass se do en „melting pot“ vun Nationalitéite kritt an dass et zim-lech komplizéiert gëtt mat der Sprooch;

dass een do op jidde Fall op genuch Res-sourcë kann zrëckgräifen, fir vis-à-vis vun der Sprooch kënnen eens ze ginn.

Et ass e gewëssenen Outsourcing, deen och virgesinn ass iwwert d'Botzen an iwwert d'lessen. Ech hoffen, dass dat dann och wäert an der Rei sinn. Mä bon, dofir si mir net responsabel hei.

Wat fir eis wichteg ass, dat ass, dass de Centre de Réention dann elo net soll d'Léi-sung sinn, wou een all déi Leit dann hisetzt, wou een net weess wouhi mat hinnen. Ech mengen, déi sollen dann och no enger Dé-cision en force de choses jugées do pla-céiert ginn an et soll net, well mer esou ee Centre elo hunn, eben dann zu méi Réck-féierung feieren.

Wéi gesot, Här President, mir haten deemoos ëmmer d'Remarque an d'Kritik ge-maach, dass Schraasseg net déi Plaz wär fir Mineuren, a fir e Centre de Réention. Haut baue mer heimadder de Centre de Ré-ention.

Ech hoffe just, dass den Här Schmit an den Här Wiseler, Här President, méi rapid bauen, wéi dat mat Dräibur elo de Fall ass. Bei Dräibur schwätze mer elo schonn iwwer zéng Joren, dass mer sollen eng Unité fer-mée hu fir d'Mineuren. Fir de Centre de Ré-ention wär ech frou, wann deen och net nach an zéng Joer géif diskutéiert ginn, iwwert deen een oder deen anere Problem, deen een do kéint gesinn. Ech mengen, et ass eng Urgence. Et kann ee just soen: Et ass schued, dass et esou laang gedauert huet!

Här President, d'Fraktioun vun der Demo-kratescher Partei wäert och dëse Projet stëmmen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich!

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Centre de Réention soll et erméiglechen, déi Persounen, där hiren Openhalt am Land net geregelt ass oder dären zäitweilige Séjour bis zur Réckféie-rung an hiert Heemechtsland organiséiert muss ginn, op eng human Aart a Weis an a vollem Respekt vun de Mënscherechter an appropriéierte Wunnstrukturen ënnerze-bréngen. Esou gesäit et eng Proposition de directive vun der Europäescher Kommissioun vum 1. September 2005 fir d'Mem-berstate vir.

D'Gesetz vum 5. Mee 2006 iwwert d'Asyl-recht schwätzt vun engem méigleche Pla-cement fir eng maximal Dauer vun dräi Méint an enger geschlossener Struktur. D'Direktiv erlaabt nëmmen ausnahmsweis d'Ënnerbréngung an engem Centre péni-tentiaire mat der ausdrécklecher Oplag, déi betrafte Persounen vun de Prisonnier ze trennen.

Bei eis sinn déi déboutéiert Persounen an enger Spezialsektioun vum Prisong ënner-bruecht, wou d'Zuel vun den Häftlingen awer dauernd geklommen ass, wat sech negativ op d'Openhalts- an d'Aarbechtsbe-dingungen ausgewierkt huet. Op dës mën-schenonwierdeg Konditiounen huet de Conseil d'État öfters higewisen, genau wéi viru kuerzem een Arrêt vum Verfassungsge-richt.

De Bau vun enger getrennter Struktur, wéi en an der Regierungsdeklaratioun vum 4. August 2004 virgesi war, wäert et erlaben, déi concernéiert Leit an engem appro-priéierten, onofhängegen Émfeld ze pla-céieren an de Prisong ze entlaaschten.

Den Text vum Projet de loi gesäit vir, datt d'Konstruktioun kann direkt geschéien, ouni d'Obligatioun, e PAP auszeschaffen - de Rapporteur ass schonn am Detail dorobber agaangen.

Op Einzelheete vum Gebai ass de Rapporteur och schonn agaangen, deem ech fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht wëll Merci soen. D'Gebai ass esou konzipéiert, wat d'Raimlechkeeten an d'Openhaltsbe-dingungen ubelaangt, datt et fir d'Bewunner an d'Personal een héije Sécherheetsniveau bitt, awer och een appropriéiert a mën-schewürdegt Zesummeliwien erméiglecht.

D'Kommissioun huet fonnt, datt déi nei Struktur sécher dofir déi noutwendeg Bedin-gung ass, datt awer d'Exploitatioun an de Fonctionnement vum Centre de Réention eréischt kënne fir e besseren Openhalt surgen. An der Réunion jointe tëschent der Bautekommissioun an der Commission des Affaires étrangères et de l'Immigration ass eng Note vum Minister Nicolas Schmit iwwert d'Exploitatioun vum Centre examinéiert ginn, déi op eng ganz Rei Punkten ageet, déi am Règlement grand-ducal souwéi am Règlement intérieur vum spéidere Centre de

Réention wäerte prezisiéiert ginn. Meng Kollegein Lydie Err wäert nach op dës Note zrëckkommen.

Ech wëll hoffen, datt deen neie Centre ka schnellstens fäerdeg gestallt an a Betrib ge-holl ginn a bréngen den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolausch-teren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. D'Base légale vum Centre de Réention soll haut duerch e Vote op de Wee geschéckt ginn, si fënn sech an zwee Ge-setzer erëm, d'Loi iwwert d'Entrée et le sé-jour zu Lëtzebuerg, d'Loi Schaus vum 1972, an och dat neit Asylgesetz aus dem Joer 2006.

Et ass allerdéngs esou, dass, wann een d'Loi Schaus wierklech applizéiert hätt, een eigentlech zënter 35 Joer sech an der Ille-galiteit befanne géif, well d'Loi Schaus seet zënter 1972, dass déi Leit, déi ënnert d'Mise à disposition vum Gouvernement gestallt ginn, an engem Centre adéquat, an engem Établissement approprié à cet effet - seet d'Gesetz - ënnerbruecht gi missten. Wann domadder de Prisong gemengt gewiescht wier, dann hätt een och deemoos gesot, am Prisong. Et ass also kloer, dass domadder de Prisong net gemengt war. An et ass also genausou kloer, dass mer zënter 35 Joer méttlerweil, an et ass nach net eriwuer, ei-gentlech Leit hei zu Lëtzebuerg illegal aspä-ren.

Et gëtt an engem Rechtsstat e Prinzip, dee seet, dass kee Mënsch vu senger Libertéit privéiert ginn däerf, ausser en huet e rechts-kräfteg Uerteel. Zu deem Prinzip gëtt et ei-gentlech nëmmen eng Ausnahm, dat ass d'Détention préventive am Kader vun enger Affaire de justice, an nach nëmmen an dräi Fäll: Wann et eng Fluchtgefor gëtt vun där Persoun, wann et d'Gefor gëtt vun der Réci-dive oder wann et d'Gefor gëtt vun dem Obscurissement des preuves, där souge-nannter Verdunklungsgefor. Dat sinn déi dräi Ausnahmen, déi et gëtt, fir ee kënnen an de Prisong ze setzen, ier e rechtskräfteg veruerteelt ass. Dat ass de Prinzip.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer, wéi gesot, ei-gentlech an all deene Fäll, wou mer op-grond vun der Loi Schaus geschafft hunn, all déi Joren an der Regel déi Leit ouni Uer-teel a virun allem och an engem Gebai ën-nerbruecht, wat dofir net geduecht war. Et ass also kloer, dass an engem Rechtsstat d'Aspäre vu Leit d'Ultima Ratio muss sinn. Et kann ni eng Solutioun wéi all déi aner sinn. Et kann ni eng Solutioun sinn, déi pour convenance oder well se grad méiglech ass applizéiert gëtt. Et muss an all de Fäll déi lescht Léisung sinn, déi, wann all Forme respektéiert gi sinn a wann ee keng aner Solutiounen méi huet, fir déi Leit do ënnerze-bréngen.

Duerfir si mer der Meenung, dass mir contrairement zu aneren duerchaus fannen, dass mer dës Zort Infrastruktur brauchen. Et gëtt och Leit, déi soen, dass mer e Centre de Réention per se als Struktur net bräch-ten. Dat ass net eis Meenung, well mer do-vun ausginn, dass mer ëmmer nees a Situa-tiounen wäerte geroden, wou Leit wierklech d'Konditiounen erfëllen, fir sech an enger Mise à disposition du Gouvernement erëm-zefannen, an dass mer da wéi an der Ver-gaangenheet se op deene falsche Plaze wäerten ënnerbréngen, a Konditiounen, déi net dofir geduecht waren, an och an Èm-stänn, déi eigentlech der Situatioun vun deene Leit net entsprechen a fir déi Leit och net wierdeg sinn.

Duerfir si mer der Meenung, dass de Bau an d'Realisatioun vun engem Centre de Réen-tion per se net falsch ass, an och mir wä-re frou, wa mer endlech eng Solution de re-change hätte fir de Prisong vu Schraasseg an deem déi Leit nâischt verluer hunn, an dat zënter 35 Joer.

Gradesou kloer soe mer awer och, dass et ebe muss d'Ultima Ratio sinn, an et ass do, wou mer mat der Regierung net d'accord sinn, wa mer de Projet vum Centre de Ré-ention kucken, deen eiser Meenung no ganz einfach ze grous ass!

Déi Capacitéit, déi hei viséiert gëtt, huet am Laf vun de Reflexiounen vun der Regierung eigentlech och net geännert. Geännert huet d'Approche vum Gebai. Dat, wat am Ufank nach als ee gréissert Gebai geplangt war, ass no eise Visiten am Ausland, wou mer eis e puer Beispiller ukucke waren, op déi modu-laire Schinn eriwergaangen, wat sécher e Fortschritt ass par rapport zu engem mo-nolithesche Gebai, mä trotzdem si mer der Meenung, dass d'Gebai ze grous ass.

Well, wann een esou ee Gebai bis huet, da muss een och, fir d'Gebai seriö kënnen ze bedreiwen, iwwer sämtlech Infrastrukturen, iwwer sämtlech Personalcapacitéite verfü-gen, fir d'Gebai och seriö kënnen ze bedrei-ven. Wann een dat awer mécht, fir fir eng potenziell Populatioun vun honnert Leit wierklech op allen Niveauen irréprochabel schaffen ze kënnen, da baut een domadder eng grous Struktur, och personalméisseg, awer net nëmmen, op.

Da gëtt et natierlech e gewëssenen Attrait fir déi Solutioun. An et ass jo kaum virstell-bar, an ech weess, dass mer haut um Ni-veau si vun de Projektionen, mir kënnen déi dote Fro an de Raum stellen, Dir kënt eis äntwerten, dass dat net esou wäert ginn, mir wäerten awer an zwee oder dräi Joer nom Abtribhuele vun deem Gebai kucken, wéi et sech entwéckelt.

Mir ginn dovun aus, dass et kaum esou wäert sinn, dass eng Struktur, déi fir honnert Leit gebaut gëtt, déi och vum Personal hier integral équipéiert wäert sinn an à même wäert sinn dat ze bedreiwen, dass déi net herno an der Moyenne mat fënnf Pension-nairé wäert missen eens ginn. Mä mir ginn dovun aus, dass d'Zuel vun de Leit an der Réentionioun riskéiert méi héich ze si wéi dat wat se misst sinn, well mer d'Capacitéit hunn a well alles do ass wat muss do sinn. Dofir si mer mat dësem Projet net ganz d'ac-cord, well en eiser Meenung no vun der Ca-pacitéit hier ze grous ass.

Dat ass och net einfach esou en Argument aus dem Bauch eraus. Et ass kee Gefill, dat mir als gréng Fraktioun ausdrécken. Mir wa-ren eis där Beispiller jo ukucken. Den Här Schmit war selwer och derbäi, wou mer op Zürich an op Genf gefuer sinn. Zürich, wat e ganz gutt Beispill ass fir e Centre de Réen-tion wéi een et net soll maachen. A Genf, wat e ganz gutt Beispill ass fir e Centre de Réention wéi een et soll maachen. Interes-sant waren, onofhängeg vun de Gebailech-keeten a vun der grondverschiedener Philo-sophie mat där déi Gebaier géreiert gi sinn, déi Zuelen, déi eis vermëttelt gi si vun de Kantonen Zürich a Genf iwwert déi Leit, déi se iwwerhaapt hu missen an dee Centre de Réention eranhuelen.

Ee vun den Argumenter fir e Centre de Ré-ention ass jo ënner anerem, dass deen och fir Leit geduecht ass vun deenen ee fäert, dass se méiglecherweis sech kéinten aus dem Stëbs maachen oder kéinten iergend-wou an der Natur verschwannen, well se wéisste si sinn um Punkt, aus dem Land ge-wisen ze ginn, dass se da kéinten tentéiert si sech ze verstoppen an iergendwou sech domadder den Autoritéiten ze entzéien.

Interessant ass awer, dass, wann een Zürich mat Genf vergläicht, déi Genfer mat enger komplett anerer Approche an déi Saach erugin, déi vill méi mënschlech ass, déi vill méi no bei de Leit ass, déi d'Leit wierklech respektéiert an hirem Traitement. Och wa se destinéiert waren, fir ausgewisen ze ginn, si se respektéiert ginn als Mënsche vun éische Moment bis zum leschte Moment. Déi bréngen dat fäerdeg, éischtens mat en-ger anerer Aart a Weis.

Si bréngen et och doduerch fäerdeg, dass se ganz weineg Leit iwwerhaapt an déi Ré-ention huelen. An trotzdem hu se net méi Leit wéi zu Zürich, och prozentual gekuckt, relativ gekuckt, hu se zu Genf net méi Leit gehat wéi zu Zürich, déi wéi ee seet an der Natur verschwonnen wieren. Sou, et ass also méiglech, och nëmme mat engem strikte Minimum vu Réentionen sech dës Saachen unzehuelen an trotzdem net dofir e Laxiste ze sinn, deen toleréiert, dass all Zweeten iergendwou am Ënnergrond verschwénnt, wann et drëms geet, déi Leit iwwert d'Grenz ze setzen.

Zürich weist, dass een net besser vun deem Standpunkt hier fiert, wann ee ganz restrikt-iv mat de Leit schafft, a Genf weist eigne-lech op eng gutt Aart a Weis, wat dat anert Beispill ass. A mir hunn eis jo och wëllen zu Genf inspiréieren. Dat war jo dat, wat den Här Minister och vun deene Kolleegen aus der Chamber, déi matgaange sinn, mat op de Wee krut: sech éischer an deem Genfer Beispill ze inspiréieren, och mat deene Leit zesummenzeschaffen, och déi Leit, déi res-ponsabel si fir de Centre vu Genf, déi wierk-lech eng ganz interessant Approche haten, anzebannen an eis Reflexiounen.

Mä trotzdem muss ee soen, dass se zu Genf, obwuel d'Populatioun nach méi grous ass wéi déi vu Lëtzebuerg an ob-wuel déi och vergläichbar Zuelen hu vu Leit an dës Situatiounen, mat engem strikte Mi-nimum vu Leit an der Réentionioun auskom-men. Wann ech déi Zuele gutt am Kapp hunn, dann hunn déi eis gezielt vun zéng, zwielef, alt emol 15 Leit, déi se gläichzäitig maximal an deem Centre de Réention an der Moyenne hätten. Da wäere mer nach ëm-mer, souguer wann et der och nach perio-

desch 50% weider wäeren, bei 25%, da wäeren nach ëmmer ganz grouss Spréng ze maache bis mer op där Capacitéit lande géife vun honnert Leit an 92 Zëmmeren, déi hei am Projet viséiert gëtt.

Woubäi dat och, wann een op Schraasseg kucke geet, 92 Zëmmeren, do kritt een no enger Zäitche wäit méi wéi 100 Leit dran, wann et da misst sinn, wat ech awer hei kengem ënnerstelle wëll.

Duerfir ass eise Problem mat dësem Projet net esou vill, dass mer déi Struktur endlech schafen: Déi ass noutwendeg, mir brauche se, fir all aner Solutiounen, déi alleguerte méi schlecht sinn - déi sinn all méi schlecht! -, ze évitieren, fir déi Leit, déi missten an esou enger Struktur ënnerkommen, och opzehuelen. Allerdéngs, an dat ass eis Kritik, an duerfir kënne mer de Projet an dëser Envergere och net stëmmen, si mer ganz einfach der Meinung, dass de Projet iwwerdimensionéiert ass, an dass mer do riskieren en Appel d'air ze maachen, an dass dann déi Solutioun, fir Leit an de Centre de Réention eranzesetzen, net ëmmer am strikte Sënn vum Wuert d'ultima ratio riskéiert ze sinn. An dat ass en Ëmstand, dee mer net akzeptéiere wëllen.

Duerfir hätte mer léiwer gehat, mir hätten eis och duerch d'Exécutiiv vum der Struktur ënner Drock gesat a mir hätten doduerch, dass mer eis bewusst eng kleng Struktur nëmmen zougeluecht hätten, eis eigentlech an e permanenten Drock gesat, fir wierklech aner Solutiounen ze privilegiieren, fir dass et wierklech garantéiert d'Ultima Ratio géif ginn. Dat wäert eiser Meinung no mat dësem Projet, trotz senger Modularitéit, net de Fall sinn.

E lescht Wuert och nach zur Prozedur. Fir nach eng kéier ze ënnersträchen, dass déi gréng Fraktioun, ech mengen och als eenzeg Fraktioun, net glécklech doriwwer war, dass mer an d'Gesetz ageschriwwen hunn, dass souguer op PAP ka verzicht ginn. Dat fanne mer eigentlech keng gutt Praxis. Entweder - an dat huet de Statsrot jo och soulevéiert an ënnerstrach - et gëtt eng Base légale, fir ze soen: Bei verschiddene Saachen, déi d'intérêt général sinn, oder wou eng Utilité publique ass, ass et méiglech ouni PAPen ze schaffen. Da soll dat an där Form och diskutéiert ginn an an där Form och enger legaler Basis zougefouert ginn. Da muss dat och fir all d'Gemengen a fir all d'Projete gëllen, déi e gewëssenen Intérêt général hunn.

Et ass net dat, woufir mir plädieren, mä entweder et mécht een dat op deem dote Wee oder et mécht een et néierens. Et an dësem Fall ze maachen, ass eigentlech, eiser Meinung no, eng onglécklech Situatioun. Et wär och duerchaus méiglech gewiescht, an dofir gëtt et och Beispiller, dass een och ka ganz séier virukommen am Gespräch mat de Leit, an een an deem Sënn och d'Prozedur respektéiert hätt. Dat wär grad bei dëser Zort Projet eigentlech besser, wéi dass ee mat esou enger defensiver Approche déi Saach do ugeet. Dat zeugt net onbedéngt, eiser Meinung no, vun der beschter Prozedur.

Gutt, mir waren eleng där Meinung. Dann huet d'Majoritéit mat den zwou aneren Oppositionsparteien op deem Punkt dat lescht Wuert. Mä mir wollten déi Remarque awer och nach eng kéier maachen a wäerten eis an deem Sënn dann och bei dësem Projet enthalten.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. D'Wuert huet den honorabelen Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Prisong ass manifestement kee Local approprié, fir Leit, déi eng Asylprozedur duergestane hunn, während Joren op där Situatioun ze loossen. Däers si mer eis alleguerte bewusst. Mä et war natierlech och esou, dass déi Situatioun vun deem staarken Ufloss, Undrang u Réfugiéén natierlech och Problemer opgeworf huet, well een Ablack net wousst, wou een d'Leit, deen Ablack, wou se déboutéiert waren, sollt hindoën.

Dat Zweet ass, mir hunn och Leit, déi am Prisong sinn, déi eng Prisongstrof ofgesat hunn an déi net kënnen nees an hiert Heemechtsland zrëckgefouert ginn. Där hu mer

e puer Leit, déi elo och nach am Prisong sinn, obwuel hir Strof ofgesat ass. Dofir ass et och net richtig, dass déi, wéi et elo d'Praxis ass, nach ëmmer am Prisong sinn. Déi Situatioun - do si mer eis alleguerten eens - ass net glécklech. Si ass falsch. Dofir ass et och richtig, dass mer op de Wee vun engem Centre de Réention ginn.

Dee Centre de Réention, dee soll natierlech en premier lieu dënge fir alleguerten déi Leit, déi déboutéiert gi sinn an déi sollen an hiert Heemechtsland zrëckgefouert ginn. Nach muss ee wëssen, dass eng etlech vun deenen Demandeurs d'asile déboutés riskieren, relativ laang an deem Centre de Réention ze sinn, wa se net kënnen zrëckgefouert ginn. Do mussen héchstwahrscheinlech nach Léisunge fonnt ginn. Ech hoffen, dass mer um Niveau vun Europa méi zügeg mat den Accords de réadmission virukommen, well dann ass och zimlech garantéiert, dass dee Centre, esou wéi en elo virgesinn ass, net hanneno wäert un Iwwerbevölkerung leiden.

Déi zweet Zort vu Leit, wou ech mengen déi missten an deem Centre dra sinn, dat sinn alleguerten déi Demandeurs d'asile, wou hir Identitéit nach net feststeet. Well mir hunn an der Vergaangenheet e puer Fäll gesinn, wou bei deenen Demandeurs d'asile Leit waren, wat auslännesch Krimineller waren, déi eng Autorisation de résidence beispillsweis a Spuenien haten, déi dann hei als Réfugiés politiques eng Demande gemaach hunn, a wou herno festgestallt ginn ass, dass se a Wierklechkeet wéinst Drogenhandel a wéinst anere schwieren Delikter gesicht waren. Dofir ass et och richtig, dass soulaang wéi déi Identitéit net feststeet, do muss gekuckt ginn, dass déi Leit awer op iergendenger Plaz opfindbar sinn, an dat een do och eng etlech Mesuren hält.

Ech bedauern an deem Kontext, dass déi Daten, déi Fangerofdréck, déi geholl ginn am Kader vun enger Demande d'asile, net kënnen kontrolléiert ginn zesumme mat deenen Donnéeën vun Interpol, fir ze kucken, ob eng Persoun net am Ausland gesicht ass. Dat war eng Äntwert, déi mir de Minister de la Justice ginn huet, dass dat net méiglech war; deemools virun e puer Joer.

Ech gesinn awer, dass dat courant Praxis ass an aneren europäesche Länner, notamment a Frankräich an an England, wou se soen, dass wann d'Identitéit net festgeluecht ass, deen Ablack awer och d'äerf op déi Saachen do zrëckgegraff ginn. Ech huelen also un, dass dat dote vläicht e puer Interpretatioun sinn, deenen ee sech awer och hei zu Lëtzebuerg eng kéier misst unhuelen, fir ze kucken, ob een net awer do kéint - justement fir ze évitieren, dass sech Krimineller esou ënnert déi normal Demandeurs d'asile mëschen -, sief et duerch e Changement an eisem Gesetz, sief et duerch Changeementer an de Konventiounen, där Problematik do op de Wee kommen.

Et ass also hei e Projet de loi, deen eis Zoustëmmung fënn. Nach stelle sech e puer praktesch Problemer. Dat ass dat heiten: Ech wär frou wann d'Regierung mer kéint soen, wat d'Base légale ass vun deem Règlement grand-ducal qui doit définir le régime de rétention et préciser les droits à conférer aux personnes retenues dans le centre. Well ech huelen un, dass et zu engem Deel d'Asylgesetz ka sinn, mä et misst awer och nach d'Immigrationsgesetzgebung bestoe bleiwen, fir dass déi Méiglechkeet do géif bestoen. Dofir wär ech frou ze wëssen, wéi d'Regierung déi Problematik do gesäit, an ob een net soll scho mat Zäiten e Projet de loi abréngen, deen dat erméiglecht, a mer och dee Règlement grand-ducal bien entendu hei esou fréi wéi méiglech kënnen diskutieren.

Da wëll ech, grad wéi mäi Virgänger, bedauern, dass mer haut eng Ausnahm maachen an e Prinzip duergestane. Dat ass dee fir an engem Gesetz e PAP quasiment direkt ze fixéieren. Vue d'Urgence verstinn ech dat, mä ech wëll awer dem Bauteminister soen, e soll awer elo keng Regel dorauer maachen an net soen: Wat eng kéier ass, dass kënnen mer nach e puermol probéieren bei Schoulen, bei hei a bei do. Mir wëssen alleguer, dass déi Prozeduren ze laang sinn. Et wär also besser, et géif ee mat anere Membere vun der Regierung schwätzen, dass se d'Prozedure géife verkierzen,

anstatt se ze verlängeren. Do läit et, menger Meinung no, wou d'Debatt sollt sinn, an net op deem Punkt hei.

Da wollt ech de Bauteminister och froen, wéi hie gesäit, dass déi Aarbechte viruginn. Well et ass eng Urgence, fir eng Léisung ze fannen. Dofir wär ech frou ze wëssen, wéini hie seng Planifikatioun virgesäit, dass dee Centre de Réention kann effektiv ginn.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert. Här Jaerling!

» **M. Aly Jaerling** (Indépendant). - Merci, Här President. Wéi ech mer d'Gesetz ugekuckt hunn, dann hunn ech mer am Fong d'Fro gestallt: Wou ass den Ënnerschied zwëschen Déention a Réention? Wou ass den Ënnerschied zwëschen dem Prisong an där Struktur, déi mer elo schafen? Ech hunn am Fong kee fonnt. Agepaart si se alleguer.

Dat ass och d'Meenung vun de Mënschrechtler, déi zu dësem Projet eng Rei Argumenter virbruecht hunn, déi awer net vun der Hand ze weise sinn. Och d'Mënschrechtskommissioun seet wuel, dass een esou Strukturen net soll schafe respektiv esou kleng wéi méiglech halen, mä si hunn awer och - wéi ech festgestallt hunn - keng Alternativ derzou. Ech hu leider och keng fonnt.

Mä wou ech hir Suergen deelen, dass ass awer trotzdem do, wou mer um Beispill vun der Belsch gesinn a wou awer misst Kloerheet kommen, dass ass wa Kanner mat Erwuessene mateneen an dee Centre de Réention do mat erakommen. An do ass et awer am Rahme vum Artikel 5 vun der Mënschrechtskommissioun ganz kloer, dass dofir gesuergt muss ginn, dass de Schutz vun de Kanner Prioritéit huet, an dass ee muss dofir suergen, dass do awer eng ganz kloer Trennung kënnt, wat alt erëm eng kéier da schon dozou féiert, dass mer déi Strukturen, déi mer am Fong esou kleng wéi méiglech sollen halen, erëm muss méi ausbauen, wat dann de Käschtepunkt méi grouss mécht.

Ech mengen, dass sinn Iwwerleeungen, déi net vun der Hand ze weise sinn, mä dat muss awer vu virera kloer sinn, dass wann dat de Fall ass, mer jo awer ganz genau wëssen, dass mer Mannerjäreger hunn, déi mer hei an d'Asylprozedur mat eranhuelen oder déi mat heihinner kommen, an dass mer do dann am Virfeld derfir suerge mussen, dass do eng kloer Trennung kënnt.

Ech kann dem Här Braz seng Bedenken awer och voll a ganz deelen, wat d'Envergere vun der Struktur ugeet, a vum Genfer Modell ass jo awer ganz kloer bewisen, dass een et ka maachen a méi kleng Strukturen, fir ze kucken esou mann wéi méiglech Mënschen do eranzesetzen.

Well wat fir eng Mënsche sinn et, déi mer do erasetzen? Dat si jo keng Krimineller. Dat si jo net alleguer Verbrieche. Et si Vereenzelter. Wann ee gesäit vun deem Mann, deen am Prisong zum Beispill verbrannt ass, dee war jo net am Prisong ursprénglech wéinst der Réention, dee war am Prisong, well hien eppes verbrach hat, an hien ass eben do am Prisong bliwwen, well mer keng Plaz haten, fir hien op enger aner Plaz ënnerzebréngen. Dat war d'Ursach, firwat dass hien do war.

Wa mer elo eng Plaz gehat hätten, okay, da wär dat vläicht net virkomm. Mä dat sinn Hypothesen, well och enger Struktur wéi déi, déi een hei wëllt schafen, si Konflikter a Reiwereien net ausgeschloss. Dat heescht, et muss een och do vu vireran derfir suergen, dass et zu kenge Konflikter kënnt.

Déi aner Fro, déi sech an deem Zusammenhang hei stellt, dat ass, dass mer vun Asylbewerber schwätzen, mir schwätze permanent dovun, mä theoretisch gesinn dierfte mir am Fong guer keen hunn, well wann ech den Accord vun Dublin richtig verstanen hunn, da misst all Mënsch, deen am Fong Asyl ufreet, dat Asyl an deem Land ufroen, wou hien de Fouss fir d'éischt op de Buedem gesat huet. An dat kënnen jo dann nëmmen déi sinn, déi hei mam Fliger erakomm sinn oder mat engem Boot iwwert d'Uelrecht komm sinn. Eppes anescht ass net méiglech.

Duerfir froen ech mech: Wéi gëtt dat gehandhaabt an dëser Prozedur mat deene Leit, déi am Fong iwwert den Accord vun Dublin iwwerhaapt d'office kee Recht hunn, fir Asyl unzufroen? Dat ass eng Fro, déi mer ni richtig hei gekläert hunn a wou ech mer einfach soen: Wéi komme mer iwwerhaapt zu deene laangfristige Prozeduren, wa schon d'office, vu vireran, de Gros vun deene Leit, déi hei Asyl froen, kee Recht hunn, fir hei Asyl unzufroen? Dat heescht, et kéint een also entweder iwwert dee Wee d'Prozedure verkierzen oder eng aner Léisung fannen.

Op jidde Fall ass et fir mech wichteg, dass mer awer bei all deem, wat mer elo hei wëllen hunn ze maachen, ni vergiessen, dass d'Mënschrechtler un alleréischter Stell musse stoen, an dass mer musse versichen och nientendee Strukturen do aner Méiglechkeeten, aner Structures d'accueil vläicht ze schafe fir Leit, wou mer ganz sécher sinn, dass déi net hei an d'Land komme fir sech ze beräicheren oder iergendwéi esou.

Et soll een ëmmer an de Vierdergrond stellen, dass et Mënsche sinn, déi vun do, wou se fortgaange sinn, fortgelaf sinn, well hiert Liewen a Gefor ass - bei deene meeschten - a well se riskieren, wa se zrëckgefouert ginn, nees hiert Liewen a Gefor ze bréngen. Ech mengen, dass soll d'Basis vun eisem Denke sinn. Also d'Mënschrechtler sollen am Vierdergrond stoen, an dann ze kucken do derniewent déi Struktur hei awer esou kleng wéi méiglech ze halen, well, wéi ech elo gesot hunn, wann ee schon d'office muss eng Trennung maache fir verschidde Kategorien, da weess een, dass déi Struktur grouss ass, an da weess een och, dass mer am Laf vun der Zäit nach aner Problemer kréien, mer nach aner Trennung musse maachen, an da ginn d'Problemer an d'Strukturen nach méi grouss, an dann, wat och net onwesentlech ass, och vill méi deier.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Madame Lydie Err.

» **Mme Lydie Err** (LSAP). - Well, Här President, esou vill hei vu Mënschrechtler geschwat gëtt, mengen ech, ass et derwäert fir eng kéier ze kucken, wou déi Fro dann an deem Kontext hei drun ass.

Éischtens emol zum Projet selwer, zum Gebai selwer, wéi et ass, ass et schwéier sech auszudrécken. Technesch hu mer alles, theoretisch ass awer nach näischt menger Meinung no wierklech fest, well no dem Minister sengen eegenen Aussoen an der Kommissioun am Mäerz ass gesot ginn, mir hätten dat schrëftlech, ier de Bau géif ugefaange ginn. Do si mer jo elo nach net, mä mir dierften awer allerdéngs net méi allze vill wäit dovun ewech sinn, well wann d'Gebai bis amgang ass gebaut ze ginn, da steet iergendwéi d'Konzept mat de Maueren, an dann ass et e bësse spéit fir no de Regeln ze kucken, nodeem déi Maueren do fonctionnéieren. Duerfir hu mir elo nach e bëssen Zäit an ech hoffen, dass mer bis dohinner schrëftlech hunn, wat bis elo begrëssenswäerterweis vun Dialog an dësem Dossier scho stattfonnt huet.

Ech mengen et ass exceptionell, dass sech d'Chamber deelweis zesumme mam Ministère op zwou Plazen esou ee Centre ukucke gaangen ass an dass se sech eestëmme am Fong fir ee vun deenen zwee Modellen entscheet hunn, dass mer zesumme Kommissiounssätzungen hate mat der Bautekommissioun. All dat ass schéin, mä um Pabeier hu mer nach näischt, an dat war awer eigentlech ofgemaach. Ech hoffen dann, dass mer dat dann och wéi versprach kréien, ier et definitiv ze spéit ass fir eventuell um Règlement nach eppes ze änneren.

Elo grad ass - an ech wëll ganz kuerz do-robber agoen, well et ass elo schon zweemol hei ugeschwat ginn - gesot ginn, dass dee Projet hei géint den Artikel 5 vun der Mënschrechtskonventioun verstouesse géif,

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng: um Kanal S 29

zu Diddeleng: um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanven: um Kanal S 29

deen opzielt, wat fir eng Leit kënnen zesumme gehale ginn.

Ech wollt do just drop hiweisen, dass dee leschten Alinea, den f), seet, dass wann et sech ëm Arrestatioun oder «détention régulière d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours» handelt, wann eng Irrégularitéit am Séjour hei an der Mënscherechtskonventioun als Exceptioun virgesinn ass fir den Droit de liberté de circuler librement, dann, mengen ech, kann ee mat guddem Gewësse behaupten, dass mer hei an deem Kader eis befannen, besonnesch och wou mer eng Base légale hunn am Gesetz iwwert den Asyl.

Och wann eis net alles passt, wat am Detail nach net ganz kloer ass, ass et op jidde Fall kloer, dass, egal wat mer elo hei bauen, wann dat Gesetz hei fäerdeg ass, et fir déi Leit, déi concernéiert sinn - a wien dat ass, dorobber kommen ech zréck - eng Verbesserung ass par rapport zu der Situatioun wéi se haut ass.

Dofir fannen ech et e bësselchen exzessiv, fir elo hei vu Mënscherechter ze schwätzen, wa mer wëssen, dass d'Alternativ zu deem Centre fermé de Prisong ass, an och dann, wa mer wëssen, dass Alternativen, déi ëmmer ugeschwat ginn, an der Praxis iwwerhaapt net existéieren.

Esou gëtt zum Beispill an engem Pabeier geschwat - ech weess elo net méi vu wat fir enger Associatioun deen ass -, et kéint ee sech Alternativen afale loossen, wéi zum Beispill eng Assignation à domicile, eng Présentation régulière op enger Gemeng, e Retrait vun der Carte d'identité oder Ähnlech. Wa mer wëssen, dass déi meeschte Leit, déi hei concernéiert sinn, iwwerhaapt keng Carte d'identité hunn, dass se gréisstendeels am Centre de Rétention festgehale ginn, ebe just well mer net wëssen, wie se genau sinn a wou se kënnen zréckgefouert ginn, och dann, wa se déboutéiert sinn, da mécht déi ganz Diskussioun net méi allze vill Sënn.

Et bleift vläicht ganz kuerz ze soen, wat fir eng Leit sech an deem Centre de Rétention do erëmfannen. Dat sinn éischtens déi, déi en séjour irrégulier sinn, a Gewahrsmam vun der Regierung sinn, an déi de Moment wéi och déi aner am Prisong sinn, obschonn dat net déi Plaz war, déi originaire gemënt war. Déi Leit, déi eng Demande d'asile gemaach hunn, déi irrecevable ass, well se schonn anzousch anescht eng gemaach hunn. Déi Leit, déi am Artikel 10 vum Gesetz vum 2005 prezisiéiert sinn, dat heescht déi, déi am Fong no enger Condamnation pénale ausgewise gi sinn an déi da just ier se ausgewise ginn eng Demande d'asile maachen, fir den Éloignement ze évitéieren, wou et evident ass, dass déi Prozedur als Abus benotzt gëtt, fir eben hiren Dessein ze erreechen. Oder déi Leit, déi refuséieren ze soen, wie se sinn a wou se hierkommen.

An ech mengen, dass een do awer wirklech soe muss, da läit et jo an deenen hiren Hänn selwer, fir där Rétentioun do en Enn ze setzen, andeem dass se soen, ech sinn deen an deen, ech komme vun do an do, an da si se, wa se ënnert déi Kategorie vu Leit falen, eraus.

Ech mengen, dass et evident ass, dass et och bei deene Leit ass, wou de Séjour ka verlängert ginn, well et ganz schwierig ass erauszefannen, wouhin a wéi se sollen zréckgefouert ginn, ob mer oder ob mer nach net mat deene betreffende Staaten oder Länner en Accord de réadmission hunn.

Wéi vill Leit si concernéiert? Dat ass eng interessant Fro. A verschiddenen Dokumenter gëtt geschwat vu 503 Leit am Joer 2004, 490 Leit am Joer 2005 an 146 Leit am Joer 2006. Wa mer dovunner kënnen ausgoen, dass dat dëst Joer net onbedéngt ganz anescht ass, dann heescht dat also, dass ongeféier 150 Leit op e ganz Joer verdeelt an deem Centre do géifen opgeholl ginn.

Da géif mech wierklech interesséieren, fir d'Capacitéit vun deem noutwendege Gebai kënnen ze errechnen, wat dann d'Moyenne vun der Zäit ass, déi déi Leit do dra sinn. Well wa mer kucken, wéi vill Leit am Prisong sinn, da schéngt mir perséinlech d'Capacitéit vun deem Gebai, wat mer elo wëlle bauen, relativ héich par rapport zu deenen

Zuelen, déi mir bekannt sinn, an op deem Punkt sinn ech - une fois n'est pas coutume, mä et kënt öfters vir - mam Här Félix Braz d'accord. Ech wier frou fir dorobber kënnen eng Äntwert ze hunn, well et am Fong eng vun deene Froen ass, déi mech beschäftegen.

Sou wéi mech och d'Philosophie vun deem Gebai beschäftegt. Zu der Philosophie vum Gebai gëtt ëmmer gesot, et ass kee Prisong. Mä - wéi den Här Jaerling hei gesot huet - et ass kee Prisong, mä et ass een awer agespaart!

Tëscht deenen zwee mussen et also intern esou grouss Nuancë ginn, dass ee kann no bausse kloermaachen, dass dat fir déi Leit, déi concernéiert sinn, och wann dat keng lëschteng Institutioun ass, wierklech e Progrès ass par rapport zu hirer Situatioun, déi se haut hunn, an dat géif heeschen, dass alles, wat hiren Alldag betrëfft, virauser misst gekläert sinn. Dat heescht en Accès no bausse iwwer Nouvelles, iwwer Tëlefon, iwwer Zeitungen, iwwer Televisioun, Besuch empfankechen och an deenen éischten Deeg, well et ass erwisenermoossen esou, dass d'Leit déi éischt Deeg an enger Institutioun, wou se agespaart sinn, déi gréisste Problemer hunn an dass d'Suicidegefor an deenen éischten Deeg vill méi grouss ass wéi an aneren. Et kann also net sinn, dass de Besuch oder de Kontakt mat dobaussen eréischt e puer Deeg no hirem Openthalt kënt ugoen.

Et ass mir och net kloer,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...an et ass gesot ginn, dass eng Tentative d'évasion an deem Fall eng Infraction pénale soll sinn, während et souguer am Prisong, wou et jo eigentlech misst méi schlëmm hiiergeen, eng Sanction disciplinaire gëtt. Et ass menger Meinung no gelungen, dass nuets déi Zëmmeren do zougespaart ginn. Dat ass eng Saach vu Sécurité, déi ee misst klären.

Et ass och kloer, et schéngt mir wichteg, dass den Agrément fir déi Associatiounen, déi kënnen Informatioun an Accompagnement vun deene Leit maachen, déi am Centre de Rétention sinn, misst vun all deem onnéidege Paperassekriech befreit ginn. Et kann net sinn, dass Associatiounen, déi en Agrément hunn, nach virdu mussen den Hürdelaf maachen, deen een haut muss maachen, fir een an de Prisong besichen ze goen, well mer jo ganz bewosst soen, dass dat heiten en aneren Traitement ass, wéi dat am Prisong soll de Fall sinn.

Et ass kloer, dass de Suivi psychologique oder psychologique et social sécherlech en Haaptpunkt am Traitement ass, an duerfir schéngt mir op deem Punkt, dass nach alles net kloer ass oder net kloer genuch ass um Niveau vum Personal, éischtens vun der Zuel hier an zweetens vun hirer Diversitéit professionnelle hier. Et schéngt, dass e Psycholog indispensable an deem Fall misst sinn, esou wéi et och indispensable misst sinn, dass Affekoten oder Deputéierte beispillsweis, déi sech wëllen dee Centre do uckele goen, missten ouni Problem kënnen Accès kréien, an och dat ouni ze vill Schwierigkeeten, wat d'Paperassen ubelaangt.

Eng lescht Fro. Et ass evident, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, dass et Kategorie vu Leit gëtt, déi speziell vulnerabel sinn. Dat si Mineuren, dat si krank Leit, dat si Victimé vu Violencen. Et sinn eventuell schwanger Fraen an Ähnlech. Et schéngt mer evident, dass esou Leit, déi speziell fragiliséiert sinn, missten e speziellen Traitement kréien, wann an deeneselwechte Wänn, dann op jidde Fall an engem anere Kontext, fir dass et kloer ass, dass all déi, déi e spezielle Schutz brauchen, deen och am Kader vun deem Gebai do kënnen kréien.

Esou dass ech zur Konklusioun kommen, dass et mir kloer schéngt, och wann ech Bedenken hunn, wat de Fonctionnement ubelaangt, dee mer elo nach net schrëftlech hunn - ech hoffen, dass mer dee kënnen kréien, ier de Bau definitiv amgang ass an et fir all eventuell Modifikatiounen ze spéit ass -, dass dee Projet hei a senger Essenz an der Rei ass an am Intérêt vun deene Leit, déi an dat Gebai solle kommen. Duerfir wëll ech do ophalen.

Den Accord ass scho ginn, huelen ech un?

» **Une voix.** - Jo.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Baute-minister Claude Wiseler.

(Interruption)

Här Bettel, hutt Dir d'Wuert gefrot?

(Interruption)

Sou, d'Regierung huet elo d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Ech fänken un, andeem ech der Kommissioun villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi gelescht ginn ass, andeem ech och dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun, déi mer konnten hunn, a fir de gudden Rapport.

Ech wëll och hei emol aussergewéinlecherweis eng Kéier weiderfuere mat de Mercien, well et ass och esou, dass ech drop halen, fir der Gemeng Sandweiler Merci ze soe fir déi Kollaboratioun, déi mer konnten an deene leschte Wochen a Méint mat hir hunn.

Ech soen dee Merci ganz gär, well et ass schonn eppes, wat net esou gewéinlech ass, dass een op déi Kollaboratioun vun enger Gemeng ka rechnen, déi an deem Fall ganz positiv, ganz produktiv an esou e Projet, wat keen einfache Projet fir keen ass, eragaangen ass a mat där mer och gutt virukomm sinn. Mir hu genuch aner Beispiller, wou mer Problemer haten, fir dass een dat hei kann eng Kéier ervirsträchen.

Datselwecht gëllt fir d'Stad Lëtzebuerg. Et ass zwar net um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, et grenzt awer un d'Stad Lëtzebuerg, an do hu mer och eng gutt Kollaboratioun mat hinne gehat, fir an deem Dossier weiderzecommen.

Déi meescht Froen, déi vun Iech haut gestallt gi sinn, adresséiere sech net un de Baute-minister, well wéi esou oft keng Froen iwwert de Bau gestallt gi sinn, mä iwwert de Fonctionnement. De Minister Schmit wäert och duerno méi dorobber agoen.

E puer Froen wëll ech awer hei uschwätzen. Dat éischt ass, dass et evident ass, dass dat hei fir d'Regierung e wichtegen, e wesentleche Projet ass, net nëmme well mer e brauchen, well en eis erlaabt, am Prisong selwer méi Plaz ze kréien an d'Méiglechkeet ze hunn, fir déi Leit an eng Infrastruktur fir sech ze kréien, mä och op där anerer Säit selbstverständlech, well mer eng getrennte Struktur hei kënnen hunn, déi dann ebe kann anescht géréiert ginn.

Déi eenzeg Kritik, déi ech am Fong um Bau héieren hunn, dat ass, dass en ze grouss ass. Déi Erfahrungen, déi ech hunn, déi weisen awer, well ech fréier laang Joren um Familljeministère als Beamte geschafft hunn, dass déi Problematik do ganz oft eng Problematik ass, déi op een zoukënnst a wou ee ganz onvirbereet ass, haaptsächlech wat Ennerkunften, haaptsächlech wat Strukturen wéi dat hei ugeet, a well ech elo am Baute-ministère sinn, weess ech, wéi laang een dann op där anerer Säit Zäit brauch, fir esou eng Struktur en place ze setzen. An heimat, mat deem Volume, deen een hei huet, gëtt ee sech d'Méiglechkeet, fir op déi Gegebenheeten, déi kommen oder eventuell net kommen, ze reagéieren an an der Zäit ze sinn, fir och déi noutwendeg Infrastrukturen ze hunn, dann, wann ee se brauch, an net dann, wann déi Zäit eriwuer ass, wou ee se gebraucht hätt.

Dir hutt och d'Bauzäit ugeschwat, déi mer brauchen, an Dir hutt a sech - ech mengen, dat war den Här Bettel - gehofft, dass et hei méi schnell géif goen, wéi et zu Dräibur gaangen ass. Ech hoffen dat selbstverständlech och. Ech soe just, dass mer hei op deem ganze Projet duerch de Fait schonn, dass mer eng aner Prozedur hei gewielt hunn - ech kommen nach dorop zréck -, natierlech eng ganz Rei vun deene Schwierigkeeten, déi mer zu Dräibur nottamment mat der Gemeng haten,...

(Interruptions)

...hei net wäerten hunn, well et eng aner Aart a Weis ass, fir dorun erunzegen, an...

(Interruptions)

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Dat war awer net der Gemeng hir Schold!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Ech mengen, doriwwer hu mer hei schonn eng Kéier relativ kloer an daitlech geschwat.

Ech si frou, dass mer elo mat der Gemeng op e Konsens komm sinn, fir weiderzecommen. Ech soen nach eng Kéier, zu Dräibur hätt ech deen anere Projet, deen d'Regierung virgeschloen hat, wesentlech léiwer gehat, well en eis eng wesentlech besser Infrastruktur zu Dräibur ginn hätt. Leider hu mer missen aus deenen dote Grënn, nodeem dass vill Zäit verluer gaangen ass, op deen anere Projet zréckgräifen. Dat maache mer elo, a probéieren och zu Dräibur esou schnell wéi méiglech duerch de Bierg ze kommen.

Hei an deem Projet, do hu mer elo...

» **Une voix.** - Duerch de Bierg?!

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Iwwert de Bierg! Ech si gewinnt duerch de Bierg ze fuere mam Tunnel an esou.

(Hilarité)

» **Une voix.** - Den Här Minister ass geschiedegt.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Dat ass vläicht besser, mä et gëtt heianso Projet deier. Also, iwwert de Bierg an deemem Projet ze kommen.

Elo ass déi Fro, déi hei gestallt ginn ass, déi vum PAP an dem Fait, dass mer an deem Text hei eis d'Méiglechkeet ginn, fir zu der normaler Prozedur ze derogéieren. Et hu verschidde Riedner aus der Oppositioun gesot, dass se dat géife regrettéieren, dass se dat net gär hunn. Ech regrettéieren dat och, ech hunn dat och net gär. Ech hätt och léiwer, et wär anescht gewiescht. Ech verstinn och, wat Dir gesot hutt; ech verstinn och, wat de Rapporteur an enger ähnlecher Form ausgedréckt huet, well hien huet déi Bedenke vum Conseil d'État och hei a senger Ried ugeschwat.

Ech soen awer hannendrun, dass dat heiten eng Struktur ass, déi mer schnell brauchen, eng Struktur ass, déi mer elo brauchen. Wann ech un alles denken, wat elo an deene leschte Minutten hei op deser Tribün vun Iech beschriwwen ginn ass, dann zéien ech awer nach eng Kéier d'Konklusioun draus, dass mer hei net ee Mount méi ze verléieren hunn an dass mer hei déi Prozedur ze huelen hunn, déi eis dann dee Moment am schnellsten iwwert de Bierg bréngt. Dat hu mer hei gemaach.

Ech mengen och, dass, souwäit meng juristesche Kenntnissereche respektiv ech mer se explizéiere gelooss hunn, mer hei awer - an de Rapporteur huet dat och schonn erkläert - no zwee Prinzipien gehandelt hunn. Dat eent, dass dee vun der Comparabilitéit, an dat anert ass dee vun der Proportionalitéit. Mir bauen hei eng Struktur hin, wéi et keng aner am Land gëtt. Mir maachen hei also eppes, wat net vergläichbar ass mat iergendeppes anescht. Also et ass net, dass mer hei eng Schoul bauen, wou mer eng ganz Rei esou Strukturen hunn. Et ass net hei, dass mer en Altersheim bauen, där mer der eng ganz Rei hunn. Mä mir maachen hei eppes Aussergewéinlech. Mir maachen hei eppes Incomparable. Dat ass een Argument, firwat ee kann déi extra Prozedur hei erklären.

An dat Zweet, dass dat vun der Proportionalitéit. Mir hunn hei eng extra Struktur gewielt, ganz einfach well mer och mengen, dass d'Urgence, an där mer mussen hei reagéieren, déi Kuerzfristegkeet, wou mer mussen déi Struktur hunn, justifiéiert, dass mer déi schnellste Méiglechkeet an déi schnellste Prozedur huelen, fir hei derduerchzecommen.

Voilà! Dat waren déi puer Wieder, déi ech wollt soen. Da wäert de Minister Schmit op déi Froen, wat d'Utilisatioun vum Gebai ass, äntwerten.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann huet den Här Nicolas Schmit, zoustänneg Minister, d'Wuert.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, dem Rapporteur Merci ze soen, der Kommissioun Merci ze soen, mä och deene verschiddene Verwaltung Mercier ze soen, besonnesch der Verwaltung vun de Bâtiments publics, an och der Gemeng Sandweiler, wéi mäi Kolleeg, de Claude Wiseler, elo schonn ervirgehuewen huet.

Urgence, ech mengen, dass ass gesot ginn. Et muss ee just nach vläicht rappeléieren, dass mer am Prisong an deem Trakt, wou d'Retenué souzen, e Feier haten, an dass et do Doudeger gouf. Ech mengen, wann et do nach muss en Argument ginn, fir d'Urgence ze invoquéieren, da froen ech mech just, wat fir eent dat kéint sinn!

Sécher hu mer 35 Joer gebraucht, fir esou eng Struktur ze bauen. Dat heescht net, dass déi Leit illegal retenus waren. Mä si waren doudsécher an engem Lieu inapproprié retenus, contrairement zur Loi Schaus, déi mer jo elo hoffentlech d'nächst Joer remplacéiere wäerten.

Ech sinn e bësse verwonnert iwwert d'Tournure vu gewëssenen Debatten. Hei gëtt e bëssen d'Impressioun gelooss, wéi wa mer elo all Asylant, deen hei säi Fouss op Lëtzeburger Buedem géif setzen, direkt an Empfang géifen huelen an dann op Sandweiler an de Centre de Rétention géife schécken. Ech mengen, dass ass irreell. Dat entsprécht

Mardi,
10 juillet 2007

iwwerhaapt net dem Lëtzebuenger Asylgesetz, wou et ganz kloer Kritäre gëtt, wie vun den Asylanter an esou eng Rérentioun ka gesat ginn. Dat ass den Artikel 10. D'Madame Err huet en zitëiert. Mä ech mengen, dat ass also de Cas exceptionnel, wou en Demandeur d'asile an eng Rérentioun gesat gëtt.

Dat nämlecht trëfft fir déi déboutéiert Demandeurs d'asile zou. Mir hunn nach honnerte vun déboutéierten Demandeurs d'asile hei zu Lëtzebuerg, wou et net méiglech war, oder aus anere Grënn, fir se ze rapatriéieren. Praktesch keen dovun huet iergende Risiko, an dee Centre de Rérention do gesat ze ginn. Dofir wëll ech awer wierklech Appel maachen, net déi Impressioun ze loosse, wéi wa mer elo géifen all Asylanter an esou ee Centre de Rérention setzen!

Also, hei huet keen de Monopol vun der Défense vun den Droits de l'Homme. Ech mengen, mir sinn alleguere fir d'Droits de l'Homme gläichméisseg. Mir versichen déi och esou staark wéi méiglech an onsem Land hei ze verdeedegen.

Iwwert d'Konzept, do sinn ech wierklech, Madame Err, léift Lydie, iwwerrascht.

» **Plusieurs voix.** - Oooohhh!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Jo, ech sinn iwwerrascht. Heiansdo kënnt dat och mir vir. An zwar sinn ech iwwerrascht eischtens...

» **M. le Président.** - Da lauschtert och no!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Dir kënnt lech jo net virstellen, dat mer géifen esou ee Gebai zesumme mat mengem Kolleeg Wiseler bauen, ouni iergendee Konzept ze hunn. Éischte Punkt.

(Interruption)

Zweetens hu mer mat enger Rei vun Experten an Architekten un deem Konzept geschafft. Dat geet jo souwuel aus de Pläng wéi och aus dem Exposé des motifs vun deem Text ervir.

Drëttens huet och den Här Braz, deen eis deemools op Genf accompagnéiert huet, gesinn, wéi esou e Centre funktionéiert. Et war och kloer. An där Note, déi ech an der Chamberskommissioun gelooss hunn, do ginn eng ganz Rei vun Deskriptiven an och Prinzipien eraus, déi ganz kloermaachen, wéi dee Centre de Rérention soll funktionéieren. Ech huelen un, dat hei e gewësene Malentendu war an datt d'Orientatioun vun deem Fonctionnement scho relativ kloer sinn. Mir baue jo net an d'Blant eran. Dat wär jo absolut irresponsabel.

Dat nämlecht wëll ech soen iwwert d'Kanner. Dat ass e Sujet, dee mir besonnesch um Häerz läit. An där Note steet ganz kloer - an déi Note soll jo eng Base si fir dee Reglement; ech soen lech d'ailleurs, dee Reglement, dee mer kënne souwuel als Base juridique huele fir d'Asylgesetz wéi och fir dat zukünftegt Immigratiounsgesetz, wou ganz kloer esou eng Base légale drasteet, fir dat

Reglement ze huelen -, dat et ni wäert sinn, datt zum Beispill Kanner fir eng länger Period - a wann ech länger Period soen, da schwätzen ech vu méi wéi 48 bis 72 Stonnen - an esou engem Centre de Rérention wäerte sinn. Ech mengen, och domat ginn déi Repröché vun engem aneren Deputéierten hifälleg.

Dat nämlecht fir déi Populations sensibles; Femmes enceintes zum Beispill, Leit, déi der Tortur ausgesat waren. Och do wäert et kloergemaach ginn, dat déi net an esou e Centre de Rérention wäerte gesat ginn. Ech entschëllege mech also, dat déi Note, déi distribuéiert ginn ass, net bei jiddferengem schéngt ukomm ze sinn.

Iwwert d'Personal. Dir hutt Recht ze soen, honnert Leit géifen en enormt Personal oder e relativ considérabelt Personal verlaangen. Mä aus deene Grënn ass et kloer, dat mer e Stack Personal brauchen. Ech sinn och ëmmer do verwonnert, dat gesot gëtt, mir hätte kee Psycholog virgesinn. Et wäert lech iwwerraschen, wann ech lech anonncéieren, wien dee Centre do soll dirigéieren. Dat kéint zum Beispill e Psycholog sinn. Et steet néierens, dat mer keen huelen. Mä et steet awer och néierens, dat mer net een huelen. An et ass evident, dat den Accompagnement psychologique eng absolut Noutwendegkeet an esou engem Centre ass.

Här Braz?

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Just eng Fro. Ech wollt den Här Minister Schmit just froen, ob hien net souguer der Meinung wär, dass een eigentlech net ee feste Psycholog do bräicht, mä méi Leit, déi dréinen. Well et ass - dat weess ee vun aneren ähnlechen Instituter -, wann een ee fest do stellt, dass dee relativ séier ufänkt en Deel vum Problem ze ginn, nolens volens. Ob et also net méi opportoun wär, mat dréiendem Personal an där doter Matière ze schaffen, wéi fest anzustellen.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Dat ass och absolut richtig. An och all Experienze weisen, dat Der zwar gewësse Leit braucht, déi do sinn, mä och Leit aus dem Externe braucht, déi mat deene Leit schaffen. Mir hu jo elo säit à peu près zwee Joer - besonnesch natierlech nom Incendie - de Centre de Rérention am Prisong opgemaach fir d'ONGen, déi sech extrem vill mat deene Leit ofginn, fir eben och ze probéieren hir Problemer besser an de Grëff ze kréien a se och op den Éloignement besser virzebereeden.

Nach eng Saach iwwert d'Zuelen. Et sinn Zuele genannt ginn. Effektiv hate mer 2004 503 Leit, déi am Centre de Rérention iwwert d'ganz Joer waren. Et ass natierlech schwéier, do eng Moyenne vun der Durée ze ginn. Déi eng sinn dräi Méint do, déi aner si méi laang do, déi aner si vill manner do. Dat hänkt natierlech ëmmer ganz genau vun der Zäit vun den Difficultéiten of, déi mer hunn, bis mer déi Pabeiere kréien, fir d'Leit dann zrëckzeféieren.

Mä onse gréisste Problem: Dat mécht warscheinlech och d'Differenz mat der

Schwäiz, mä dat wäert sech elo an der Schwäiz änneren, well d'Schwäiz jo Member ass vu Schengen, also och de Reglement Dublin muss applizéieren. Mir hunn 2004 218 Dublin-Fäll gehat. An déi Leit, déi ginn alleguerten en rérention gesat, well mer do eng Obligatioun hunn, se dohin zrëckzeschécken, vu wou se kommen.

Mir haten 2005 490 Leit, déi duerch de Centre de Rérention gaange sinn am Prisong, dovun 189 Dublin-Fäll. Do kann ech lech soen: Dublin-Fäll heescht net, iergendwou anescht an engem Land erakomm ze sinn. Dublin heescht, an iergendengem anere Land vun der Union européenne schonn eemol eng Demande d'asile gemaach ze hunn, déi net erfollegt ass; dat heescht, déi net bis un d'Enn gefouert ginn ass, oder wou de Statut net accordéiert ginn ass. An deen, deen dann op Lëtzebuerg kënnt a seet: Voilà! Ech probéieren et och elo nach zu Lëtzebuerg, do ka getest ginn, ob deen net schonn iergendwou an enger Prozedur war an engem Land. An dee gëtt dann an dat Land zrëckgefouert.

2006 - ass gesot ginn -: 146 Leit. Dat ass net, well mer vill manner Leit haten, déi mer hätte kënne en rérention setzen. Dat ass ganz einfach, well mer 2006 den Incendie am Prisong haten an et praktesch onméiglech war, vill Leit en rérention ze setzen. Dat war einfach duerch déi Contraité vun deem Feier am Prisong, déi dat mat sech bruecht hunn.

Ech wëll soen, de Centre de Rérention - nach eemol - gëtt net fir d'Asylante gebaut. E gëtt besonnesch fir déi Leit gebaut, déi, wéi ech elo bemierkt hunn, probéieren hei contrairement zum europäesche Recht Asyl zu Lëtzebuerg nach eemol ze froen, obwuel se an engem anere Land déboutéiert goufen. An e gëtt natierlech gebaut fir Leit, déi einfach illegal um Territoire sinn, a wou een ebe muss probéieren, se esou schnell wéi méiglech dohin zrëckzeschécken, vu wou se kommen. Dat ass dee wierkleche But vun deem Centre.

Ech sinn absolut d'accord, dat dee Centre net soll e Prisong sinn, dat dat eng Struktur soll sinn, wou d'Leit d'Gefill hunn, dat se eigentlech net als Krimineller bestrooft ginn. Dat ännert näischt um Fait, dat d'Leit agespaart sinn, mä dat Liewen an där Struktur soll esou organiséiert sinn, dat duerch eng Aarbecht och mat Psychologen, duerch e Kontakt mat ONGen, duerch d'Méiglechkeet, vill Kontakt mat der Aussewelt ze hunn, d'Leit et besser akzeptéieren. An ech soen „besser akzeptéieren“, well total wäerte si et ni akzeptéieren, fir mussen onst Land respektiv Europa ze verloossen. Dat ass eng schwéier Épreuve fir jiddferen, mä mir wëssen alleguer, dat et a verschiddene Fäll dozou keng Alternativ gëtt.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun den Debatte vun dësem Projet ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëst Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5654 ass ugehall mat 52 Jo-Stëmmen, bei 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castagnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun eisen Debatte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer. Ech wollt lech soen - et ass wichtig fir d'Rapporteuren -, dass eng Inversiou vun de Projete muss virgeholl ginn an dass als zweete Projet muer de Moien de Projet 5019, deen am Ordre du jour ënner Nummer 4 figuréiert huet, op Nummer 2 réckelt. Duerno kommen d'Projeten, esou wéi se hei virgesi waren.

Voilà! D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.55 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. 5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:
 - la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,
 - l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de:
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,
 - la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,
 - la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,
 - la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,
 - la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,
 - la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
2. 5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
3. 5697 - Projet de loi portant
 - 1) approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003,
 - 2) modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.)

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. 5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. Ordre du jour
6. 5679 - Projet de loi
 1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers, et
 2. portant modification de:
 - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
 - la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

(Rapport de la Commission juridique - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5670 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5570 - Projet de loi portant approbation
 - de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

et

5705 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg, le 2 octobre 2006

(Rapports de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouve M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 8.59 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen direkt zur Diskussioun vum éischte Projet, deen haut de Moien op eise Ordre du jour steet. Dat ass d'Diskussioun vum Projet 5627 iwwert d'Marchés d'instruments financiers. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Goerens, den Här Fayot an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

1. 5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:

- la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,

- l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,

- la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,

- la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.- Merci a Bonjour Här President. Gudder Moien, Kolleginnen a Kollegen. 136 Säiten Text, 176 Artikelen an e puer honnert Säite Circulaire mat Ausféierungsbestëmmunge vun der CSSF - dat ass deen ominöse Projet „MiFID“, dee säit e puer Joer schonn de Finanzsektor a seng Acteuren an Otem hält, deen awer heibannen héchstens engem Grapp voll, an dobausse wuel kaum engem Mënsch eppes seet.

» Une voix.- Oh!

» Une autre voix.- D'ganzt Land schwätzt dovun.

(Interruption)

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.- MiFID steet fir...

Ech kënn jo elo den Test maachen an lech froen: Firwat steet MiFID?

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Ass dat en Hond?

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.- Voilà, dat ass schonn eng gutt Fro. Neen, MiFID steet fir „Markets in Financial Instruments Directive“, en zimlech holpregen Titel, bei deem et wuel éischer em d'Ofkierzung wéi em d'Aussokraaft gaangen ass.

Hannert deem Marketingskierzel verstoppt sech eng legislativ Initiative, där hir Bedeutung duerch gläich zwee Superlativen ënnerstrach gëtt: Engersäits, esou heescht et, hätte mir et hei mat engem vun deene wichtegste Projeten ze dinn, déi bis elo déi sougenannte Lamfalussy-Prozedur duerchlaf hunn, an anerersäits si sech déi Bréisseler Spezialisten doran eeneg, datt et sech bei hirem Worf em dee bis elo bedeitendste Meilesteen um Wee zu engem eenheetlechen europäesche Finanzmarkt handelt.

Ech si mer awer bewusst, datt dat, wat an där Direktiv an an dësem Projet steet, kee vun eis vum Stull rappt. Et geet hei em eng Hällewull vu Bestëmmungen, an deenen ausser de Spezialiste kaum ee sech erëm-fënn. Et geet em Definitiounen, Dispositiounen an nach vill aner Detailler, déi hei opgekéipt gi sinn an déi an hirer Villfalt déi ganz Komplexitéit vun där heiteger Finanzwelt erëm-spigelen.

Am Fachchinesesch héiert dat sech esou un: Et geet em d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2004/39, déi hirersäits d'Direktive 85/611, 93/6 an 2000/12 amendéiert an déi d'Direktiv 93/22 ofléist.

Op Lëtzebuergesch iwwersat heescht dat, datt mat där neier Direktiv probéiert gëtt, Finanzdëngschtleesungen nach besser an nach méi bëlleg ze maachen an zugläich dem Investisseur eng méi grouss Protek-

tion ze assuréieren - zwee Ziler, déi jo ganz uewen op der Lee vun der europäescher Finanzmaartintegratioun stinn.

Un a fir sech ass dat awer näischt Neies, well déi Ziler do sinn och scho mat den Direktive vu virdu verfollegt ginn. Mä an der Tëschenzäit ass d'Variétéit vun den Acteuren am Finanzsecteur e gutt Stéck méi grouss ginn - och bei eis. Nieft deenen 155 Banken hu mer haut iwwer 200 PSFen, genee 209 Enn Mee, déi genee wéi d'Banken als Finanzdégenschleeschter oprieden an déi duerfir och vun der CSSF kontrolléiert a quasi wéi eng Bank behandelt ginn.

Net anescht verhält et sech mat de Finanzinstrumenter. Eleng d'Zuel vun den Investmentfongen, déi hei am Land verwalt ginn, ass entre-temps op 2.300 geklommen, mat - wéi Der wësst - 2.000 Milliarden Euro Avoiren. An all Dag komme bei déi sëllegen Investmentinstrumenter nei Produiten derbäi, well der Fantasie vun den Opérateure keng Grenze gesat sinn.

Elo zu de Mëttelen, mat deenen déi ugestrieffen Effektivitéitssteigerung vun de Finanzmäert mat méi Transparenz, manner Onkäschten a virun allem méi Protektioun fir den Investisseur soll erreecht ginn. An der Vue vun der Bréisseler Kommissioun a vum Europaparlament losse sech déi Ziler iwwer dräi Weeër errechen, an zwar iwwer éischtens, maximal Konkurrenzbedéngungen, déi nëmme da gi sinn, wann et e sougenannten europawäiten „level playing field“ mat engem europäesche Pass fir d'Finanzopérateure gëtt; zweetens, eenheetlech Verhalensregelen fir d'Finanzopérateuren, deenen hir intern Organisatioun natierlech vun der Opsicht an A gehale gëtt; an drëtens, eng méiglechst ëmfaassend Informatioun vum Konsument, fir datt dee genee weess, op wat hie sech aléissst, fir datt hie manner ufälleg fir Finanzjongleuren an deenen hir kromm Tricke gëtt.

D'Verbesserung vun de Konkurrenzbedéngungen soll an éischer Hisiicht doduerch erreecht ginn, datt déi verschidde Plattformen, iwwer déi d'Finanztransaktiounen ofgewéckelt ginn, op een a deeselwechten Träpple gestallt ginn. Et ass nämlech esou, datt déi Finanzgeschäfte haut net nëmme um traditionelle Parquet, nämlech deem vun enger Bourse ofgewéckelt ginn - d'Bourse, déi jo als reglementéierte Maart bezechent gëtt, well si strenge Regelen ënnerworfen ass. A leschter Zäit ginn ëmmer méi Wäertpabeieren, virun allem Obligatiounen an Derivaten, op parallele Plattformen gehandelt, déi entweder de professionelle Clienté vu grouse Banken oder aneren Opérateure fir hir Transaktiounen zur Verfügung gestallt ginn, oder déi déiselwecht Opérateure fir hir eege Besoiné bei sech ariichten.

An deem enge Fall schwätzt een da vun „Multilateral Trading Facilities“, ofgekierzt MTF - dat ass méi einfach -, wéi se zum Beispill eis Bourse - och eis Bourse - hire Clienté mat hirem EuroMTF offréiert.

An deem anere Fall heescht dat Internalisierung - opgepasst: net Internationalisierung - vum Handel, well et sech hei ëm eng intern Ofwécklung handelt, déi d'Bank oder d'Investmenthaus fir den eegene Kont mécht.

Déi dräi Zorte vu Plattformen gi mat deem heite Gesetz op een a deeselwechte Fouss gestallt. Dat heescht, d'Regele gi fir déi dräi déiselwecht, sou datt et net zu Konkurrenzverzerrungen komme kann.

Déi Regelen, déi sech un déi vun de Boursen ukrämpen, well déi sech säit laangem bewäert hunn, viséieren an alleréischer Linn d'Transparenz vun de Mäert, wat net méi an net manner heescht, wéi datt zum Beispill d'Präisser vun deene gehandelten Titele publik mussen gemaach ginn, genau sou wéi et säit jeehier schon op der Bourse de Fall ass.

Domat gëtt et dann allerdéngs och net méi de Privileg vun der Exklusivitéit, deen d'Bourssé bis elo haten. Och eis Bourse verléiert elo hire Statut als konzessionéierte Betrib.

Sou wéi et no deem Gesetz dräi Zorte vun Handelsplattformen gëtt, ginn d'Clienté vun de Finanzopérateuren elo och an dräi Kategorien agedeelt. Elo gëtt et fir d'éischt déi sougenannt Contrepartien, also gewëssermoossen d'Kollegen, an eisem Fall Banken an Investmenthaiser, déi deeselwechte Statut wéi den Händler hunn, awer als Client oprieden.

Da schwätzt d'Gesetz zweetens vu professionelle Clienten, also deenen, déi de Wäertpabeierhandel zu hirem Beruf gemaach hunn; a schliesslech vun „Retail“-Clienten, dat heescht private Clienten.

Firwat déi Opdeelung vun der Finanzmënschheet an dräi Kategorien? Dat hänkt

domat zesummen, datt eent vun den Ziler vun der MiFID d'Protektioun vum Investisseur ass. Mä well den Investisseur net gläich Investisseur ass, a well et där gëtt, déi net vill Protektioun brauchen, well si an deem Geschäft doheem sinn a wëssen, mat wat si et ze dinn hunn, an op där anerer Säit där, déi hir Erspueres wëllen uleeën, ouni kënneg an dem Finanzdschungel ze sinn, duerfir gëtt et als néideg ugesinn, d'Protektioun vum Investisseur jee no Kategorie ofzestëmmen. Duerfir déi dräi Uleeërniveaue mat entsprechend ofgestuufem Schutz.

Elo kënnst deem een oder deem anere vun lech dat wahrscheinlech bekannt vir. Virun e puer Méint hutt Dir e Gesetz hei gestëmmt, dat d'Palette vun de Produkter vun eiser Finanzplaz ëm déi sougenannt Spezialfongen, an der Ofkierzung „FIS“, erweidert huet. Seit dit en passant, d'Geschäft mat deene FISen entwéckelt sech ganz prächtig. An deem Zesammenhang ass vill Rieds vum Investisseur averti gaangen, deen, obwuel hie kee Profi ass, als solchen ugesi gëtt, wann e gewësse Kenntniss an Erfahrungen am Finanzgeschäft matbréngt. Duerfir d'äerf hien dann an déi méi riskant Instrumenter investéieren, allerdéngs ouni dann op déiselwecht Protektioun Usproch erhiewen ze kënnen, wéi se dem normalen Investisseur zougestane gëtt.

Den „investisseur averti“ aus dem FIS-Gesetz ass elo den „client professionnel“ an deem Gesetz ginn. Et kënnst ee soen, dat selwecht am Gréngen, an de Prinzip bleift och deeselwechten. Jee méi een am Investmentgeschäft bewandert ass, desto méi hardi d'äerf ee spekuléieren an desto manner protegéiert gëtt ee vum Gesetz.

Dräierlee Zorte Handelsplattformen, dräierlee Zorte Clienten an e puer Dosen Zorte Opérateuren, dat geet noutgedrongen net ouni eng Hällewull vun Dispositiounen, dést ëmsou méi, wann ee sech mat esou Detailler wéi der Mindestkapitaluforderung fir déi eenzel Zorte vu PSFen oder déi eventuell In-house-Interessekonflikter bei den diverse Kategorië vun Investmentfirmen befaasse muss. Kee Wonner also, datt um Enn esou ee voluminéist Gesetz dobäi erauskënn, natierlech zum Leedwiese vun deenen, déi sech vun elo un dorunner halen an déi sëllege Bestimmung bei sech am Haus applizéiere müssen.

Et wäert op den éische Bléck verwonneren, wann ech dann elo behaupten, d'MiFID géif d'Opérateure vun eiser Plaz manner drécken, wéi ee kéint mengen. Schliesslech müssen och si elo nach weider an hir Compliance, also an hiert intern Regelwierk investéieren, müssen och si sech drop astellen an Zukunft amstand ze sinn, zu all Moment de Beweis ze liwweren, datt si hir Clienten esou ëmfaassend wéi méiglech iwwer hire Portefeuille opgekläert hunn an deenen hir Uerderer esou gutt exekutéiert hunn, wéi et nëmme geet.

Wann dat hinnen, am Contraire zu ville vun hire Kollegen am Ausland, trotzdem net allze schwéierfale dierft, dann, well se scho längst méi oder weiniger op deem Qualitätsniveau ukomm sinn, dee mat der MiFID ugestriift gëtt.

Als Acteur vun enger Finanzplaz, déi säit laangem och op d'Privatclientéit setzt, si si net derlaanschtkomm, hir Déngschter permanent ze verbessern an hunn op déi Aart a Weis an hirem Service eng Qualitéit erreecht, déi de MiFID-Exigenze kaum aus de Féiss geet. D'Informatioun vun de Clienten, d'Festleegung vun deenen hirem Investisseursprofil, dee periodesche Reporting fir déiselwecht Clienten an esou weider ginn elo vläicht anerwäerts als grouss Neierung ëmfonnt. Bei eisen Opérateuren gehéiert dat meescht dovun scho längst zum Alldag.

Déist neit Gesetz geet awer net nëmme eis Finanzleit, eis Finanzopérateuren eppes un. Och eis Iwwerwachungsinstanz vum Secteur, dat heescht d'CSSF, an - wann och manner - den Assurancékommisariat si gefuerdert. Et ass schliesslech der CSSF hiert Gesetz, nämlech dat vun 1993 iwwert de Finanzsecteur, dat hei iwwer wäit Strecke geännert muss ginn, fir datt déi sëllege MiFID-Bestimmungen an d'Praxis ëmgesat kënnen ginn. Et ass d'CSSF, där déi delikat Missioun zoufält, mat hiren auslännesche Schwësterorganisatiounen zesummeschaffen, ouni datt dobäi zum Beispill eist Bankgeheimnis Schued leit. Et ass d'CSSF, déi niewent hiren 155 Banken och nach déi sëllege PSFen iwwerwaache muss, an et ass d'CSSF, déi iwwert deem einzelen Opérateur säi Statut ze befragen huet an déi méi oder weiniger doriwier decidéiert, wien europawäit aktiv gi kann, well si schwätzt en entscheidend Wuert bei der Attributioun vum europäesche Pass mat, deen den Opérateuren d'Dieren zu allen EU-Länner opmécht.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, et gëtt an der leschter Zäit ëmmer méi Stëmmen an der internationaler Finanzwelt, déi sech fir eng eenzeg europäesch Kontrollinstanz aussprechen. Esou eng zentraliséiert Iwwerwachung géif et natierlech de multinationale Konzernner aus der Finanzwelt méi einfach a méi licht maachen, well si dann nëmme méi mat engem eenzege Controller a ganz Europa ze dinn hätten, amplaz mat esou vill Gendarme wéi si Filialen an den EU-Länner hunn.

Déi Iwwerleegung ass och elo erëm am Zesammenhang mat der MiFID opgetaucht, an et muss ee soen, datt si generell gesinn net onbedéngt dernieft ass, mä fir Lëtzebuerg a fir seng Finanzplaz wier esou een „single supervisor“ oder och nëmme en „lead supervisor“ eng Gefor, an där Gefor mussen mer esou laang aus de Féiss goen, wéi et nëmme geet.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Well deen eenzege Sputt, deen eenzege Gestaltungsspillraum, deen eis nach bleift, wann emol eng Kéier alles um EU-Plang harmoniséiert ass, dat ass dee butzege Fräiraum, deen eis d'europäesch Direktiven nach bei hirer Ëmsetzung loosse an deen da vun eiser Regierung a vun der CSSF genotzt ka ginn, fir eis gewësse kompetitiv Avantagen erauszuschleien, déi eis et erlaben, d'Nues am Geschäft vir ze behalen.

Datt mir näischt méi vun eisen Noperen an anere Frënn - och deene vun déi Säit dem Grousse Pull - am Business geschenkt kréien an datt et ëmmer méi schwéier gëtt, an där internationaler Kompetitioun matzhalen, wësse mer jo an der Tëschenzäit.

Gott sei Dank si mer mat der MiFID, déi mer elo ëmsetze sollen, nach net ënnerwee bei den „single supervisor“. Si verhelléft am Contraire den nationale Kontrollinstanzen zu méi Gewiicht, an zwar doduerch, datt si de Prinzip vun der „home country control“ ënnermauert, also d'Iwwerwachung vun de Finanzopérateuren där Kontrollinstanz vun deem Land iwwerdréit, wou déi Opérateuren doheem sinn. Dat heescht, datt d'Opérateure vun eisem Buedem aus no de Regele vun eiser CSSF an ënnert där hirer ausschliesslecher Kontroll queesch duerch Europa aktiv kënnen ginn.

Wann een da bedenkt, datt kierzlech eng vun deene renommiertesten an eelste Privatbanken op der Welt hire Sëtz op Lëtzebuerg verluucht huet, ënner anerem mat der Begrënnung vun der Qualitéit vun der Bankenopsicht bei eis, da geet et duer, datt een zwee an zwee zesummenziele kann, fir sech auszerechnen, wat fir eng Opportunitéit sech hei fir eist Land opdinn.

Här President, zum Schluss nach ee Wuert iwwert d'Ëmstänn, ënnert deenen dese Projet zeideg ginn ass. Mir hunn den Avis vum Statsrot, deem mir, niewebäi gesot, grëssendeels Rechnung droe konnten, gëschter virun aacht Deeg kritt an zur selwechter Zäit ass och den Avis vun der Chambre de Commerce agetrentelt.

Et blouf also der Finanzkommissioun net vill Zäit, fir hir Aarbecht ze maachen, dést ëmsou méi, well d'Zäit se gedirängelt huet. Eis Banken an eis aner Finanzopérateure müssen nämlech déi sëllege Bestimmunge vun deem Gesetz plus déi Detailler, déi d'CSSF elo nach noreeche wäert, bis spéitstens Allerhellgen an hir intern Organisatiounen ëmsetzen.

Nëmme dank dem gudde Wëlle vu menge Kollegen an der Finanzkommissioun war et méiglech, d'Kéier ze kréien an,...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

...wann Dir och heibannen elo matspillt, d'Gesetz nach virun der Vakanz iwwert d'Bühn ze bréngen.

» **M. le Président.** - Här Rapporteur, Dir musst och d'Kéier kréien.

(**Hilarité**)

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Här President, ech hunn d'Kéier; ech losse mer awer net d'Wuert huelen, fir nach ee leschte Saz ze soen.

» **Plusieurs voix.** - Oh! Oh!

(**Interruptions diverses**)

» **Une voix.** - Här President, ech schreiw den dat doten op.

(**Interruption**)

» **M. le Président.** - Jo, Här Thiel, Dir musst wierklech elo zum Schluss kommen!

» **M. Lucien Thiel (CSV) rapporteur.** - Ech erlabe mer, wann Dir domat d'accord sidd, Här President, vun deser Plaz e waarmen Appel un all déi Instanzen ze riichten, déi an der legislativer Prozedur virun der Chamber sinn, fir net bis op de leschte Stéppel mat hiren Aarbechten ze waarden, well no hinne kënnst net d'Sintflut, mä d'Parlament. Hinnen am Viraus en décke Merci an lech och dofir, datt Der mer nogelauschtert hutt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Och lech Merci, Här Rapporteur, fir deen exzellente Rapport. Dann ass als éische Riedner den honorablen Här Mosar agedroen.

(**Discussion générale**)

» **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer haut an hei diskutéieren, huet also als Haaptobjektiv d'Schafe vun engem integrierten an transparente Finanzmaart, op deem d'Investisseure solle maximal protegéiert ginn.

Dese Finanzmaart séchert awer och a virun allem d'Effektivitéit an d'Integritéit vun alle Finanztransaktiounen, andeem e gemeinsam Regelen opstellt, un déi sech dann och mussen all Acteuren aus deem Secteur halen.

Ech wëll meng Interventioun mat engem Merci an zwou Observatiounen ufänken. De Merci géllt natierlech hei virun allem dem Rapporteur Lucien Thiel, deen - wéi mer dat vun him gewinnt sinn - op eng kompetent, awer verständlech Aart a Weis eng technesch schwiergech Thematik souwuel a sengem schrëftleche wéi awer och ganz besonnesch virun a sengem mündleche Bericht beschriwwen huet.

Säi Mérite ass des Kéier dann och ganz besonnesch grouss, well en dat ënner engem groussen Zäitdruck fäerdeg bruecht huet, mam Resultat, datt mir dese fir d'Finanzwelt esou wichtege Projet elo nach kuerz virun der Vakanz kënnen hei ofstëmmen, esou datt deen den nächsten 1. November kann a Kraaft trieden, esou datt mer dann och konform si par rapport zu der Direktiv.

Här President, meng éischt Virbemerking leeft dorop eraus fir ze soen, datt mer mat deemem Projet de loi direkt op ee Schlag eng Rei europäesch Direktiven transposéieren an domadder eis Bilanz vun deenen transposéierten Direktive verbessern. Deen dofir zoustännege Minister, den Här Nicolas Schmit, wäert dést sécherlech ze apprécieiere wëssen.

Zweet Virbemerking: Déi Transpositioun vun deene verschiddeenen Direktiven ass en extrem opwändegen an impressionnanten Exercice gewiescht, an ech wëll dann och eng Kéier vun deser Plaz aus deene Beamten, déi an enger relativ kuerzer Zäit desen Exercice vollbruecht hunn, e grouse Merci soen, well jo ganz besonnesch am Kontext vun der Transpositioun vun europäeschen Direktiven oft zu Onrecht op d'Administratiounen verweise gëtt, déi hirer Aarbecht net géifen nokommen.

Ech kann nëmme ënnersträichen, datt, wat all déi Direktiven ugeet, déi de Finanzsecteur betreffen, eng exzellent Aarbecht gemaach gëtt um Niveau vun der Administratioun.

Dat gesot, Här President, wëll ech mech dann awer elo mam Projet de loi selwer beschäftegen, wou ech natierlech net d'Ambitioun hunn, elo nach eng Kéier an den Detail anzugeen, sou wéi de Rapporteur Lucien Thiel dat in extenso souwuel a sengem schrëftleche wéi a sengem mündleche Rapport gemaach huet.

Ech wollt awer kuerz op dräi Punkten agoen, fir d'éischt nach eng Kéier op den europäesche Kontext zréckkommen, dann analyséieren, wat den Impact vun desen Direktiven op d'Kompetitivitéit vum Finanzstanduert Lëtzebuerg ass, a schlussendlech nach en allgemengen Ausbléck op d'Perspektive vun deser Finanzplaz Lëtzebuerg maachen.

Wat elo fir d'éischt den europäesche Kontext ubelaangt, sollt a sech d'MiFID-Direktiv den Héichpunkt vun engem ambitiösen Ak-

tionsplang vun der Europäescher Unioun am Finanzsecteur duerstellen, deen den Numm dréit „Plan d'action des services financiers“ oder ofgekierzt PASF.

A sech stellt de MiFID den zweeten Niveau vun dësem PASF duer an a sech ass jo och d'Ausgangssiddi vum MiFID eng méi staark Harmonisatioun vun deene verschidde europäesche Legislatiounen, net nëmme wat d'Konzepter betrëfft, mä ganz besonnesch wat eng contraignant legislativ Approche ugeet. Dës Prozedur, déi a sech op den Här Lamfalussy zrëckzeféieren ass, huet dann och als Endobjektiv eng quasi maximal Harmonisatioun, déi awer sécherlech déi grouss Acteuren an dësem Secteur wäert bevirdeeleen.

Ech wëll elo hei net op den Detail agoen, nach muss ee sech awer d'Fro stellen, firwat de Finanzsecteur, dee souwiso schon extrem staark reglementéiert ass, elo nach eng kéier zousätzleche Prozeduren ënnerworf gëtt. Dës Iwwerreglementatioun vum Finanzsecteur gëtt jo och am Avis vum Statsrot épingléiert, an et muss ee sech wierklech froen, ob all déi Informatiounen, déi an Zukunft vun den Acteuren aus deem Secteur gefrot ginn, och onbedéngt noutwendeg sinn zum bessere Fonctionnement vum Secteur.

Ech wëll domadder net gesot hunn, dass de Projet de loi iwwert d'Direktiven eraus geet, mä ech géif éischter hei ënnersträichen, dass e sech ganz no un déi europäesch Texter uleet. Do wou allerdéngs de Projet iwwert d'Exigencé vu MiFID erausgeet, ass, wat dat duebelt Agrément betrëfft fir de reglementéierte Marché selwer a fir den Opérateur vum reglementéierte Marché. Och wann dëse Projet op verschidde Punkten, wéi zum Beispill dem europäesche Pass, verschidde Prozeduren harmoniséiert an domadder och vereinfacht, bleift dach dee battere Bäigeschmaach, dass déi Tendenz, fir vun der Europäescher Unioun alles ze reglementéieren, ganz besonnesch ausgeprägt ass am Finanzsecteur.

An deem Kontext wollt ech och kuerz op déi Bestriewung vum der vergaangener däitscher Présidence zrëckkommen, fir d'Hedgefongen och enger gewëssener Kontroll ze ënnerwerfen, well hei gewëssen Ängschte bestinn, dass d'Clienté vum deene Fongen net genügend geschützt wäeren eventuell och e Crash vun esou engem Hedgefong kënnt schwéierwiegend Konsequenze fir d'Kapitalmäert am Allgemengen hunn.

Ech wëll allerdéngs hei den zoustännege Budgetminister froen, wat vun der Lëtzebuerger Regierung hei och déi offiziell Position ass par rapport zu deene virgenannten Initiativen.

Wat elo d'Inzidenz vun dësem Projet op d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz ubelaangt, muss ee sech bewusst sinn, wat fir eng Erausforderung dës nei Direktiv vun de Professionellen aus deem Secteur verlaangt. D'Chambre de Commerce weist dann och an hirem Avis - net zu Onrecht - op deen enorme Reflexiouns- an Analysefort hin, deen op eng ganz Rei vun Entrepreneuren an deem Secteur wäert zoukommen, déi hir ganz Organisatiounen mussen iwwerdenken an iwwerschaffen, fir sech en règle ze setze mat deenen neie Bestëmmungen.

Dëst setzt natierlech viraus, dass déi eenzel Etablissementer wëssen, wat hir Marge de manoeuvre ass an deenen Transaktiounen mat hire Clienten, ouni déi et äusserst schwierig wäert ginn, sech op déi nei Regeln anzustellen.

Här President, et ass natierlech kloer, dass all dës Ëmstellungen wäerten hire Käschtepunkt hunn, dee ganz besonnesch fir déi kleng Etablissementer net einfach wäert ze droe sinn, an d'Gefor besteet natierlech, dass lues a lues méi kleng Etablissementer wäerte verschwannen oder sech mat méi grousser Gruppen zesummendoen, wat da sécherlech och zu enger Konzentratioun an deem Secteur wäert féieren.

An deem Kontext wollt ech nach eng kéier op déi Schwierigkeiten hiweisen, déi vill Entrepreneuren aus deem Secteur hunn, fir dat kompetent Personal hei zu Lëtzebuerg respektiv an der Groussregioun ze fannen. Net méi spéit wéi d'lescht Woch war en Artikel

an enger belscher Zeitung ze liesen, dee sot, dass all d'Sekretärinne vu gewëssene belsche Schoulen, soubal se hir Formatioun ofgeschloss hätte mat Succès oder souguer net mat Succès, direkt vun zwou, dräi grouss Fiduciairen hei zu Lëtzebuerg géifen engagéiert ginn.

Et ass dofir absolut noutwendeg, dass dat neit Immigratiounsgesetz, wat den zoustännege Minister Nicolas Schmit als Avant-projet virun e puer Deeg presentéiert huet, sou schnell wéi méiglech ëmgesat gëtt, fir deenen Entrepreneuren et ze erlaben, sech déi noutwendeg Aarbechtskräften och ausserhalb vun der Groussregioun kënne sichen ze goen.

Schlussendlech schéngt et mer och absolut noutwendeg ze sinn, déi Nischepolitik, déi eis bis elo als Finanzplaz relativ gutt réuséiert ass, nach punktuell weider auszubauen a vläicht och eng Rei vun traditionelle Geschäftsfelder nei ze iwwerdenken.

Domadder géif ech och schonn zu mengem leschte Punkt kommen, nämlech de Perspektive vun eiser Finanzplaz, wou ech fir d'éischt nach eng kéier wollt an Erënnerung ruffen, dass wesentlech Gesetzer an deene leschte Méint an der Chamber votéiert gi sinn. Dat sinn natierlech virun allem d'Gesetz iwwert d'Fonds spéciaux an d'Société de gestion patrimoniale, déi dëser Finanzplaz zousätzlech interessant Finanzproduiten zur Verfügung stellen, déi och mengem Informatiounen no e grouss Succès schonn entre-temps kennen.

Mat der Transpositioun vun der MiFID-Direktiv maache mer e weidere Schrëtt a Richtung vun noutwendeger Upassung un déi nei EU-Direktiven, awer och un déi nei Erausforderungen, déi sech aus enger Globaliséierung, och um Niveau vun de Finanzmäert, erginn.

Ech wëll dann och hei nach eng kéier d'Manéier begréissen, mat där d'Regierung ëmmer erëm op dës nei Erausforderunge reagiert, andeems se op eng schnell, onbürokratesch Aart a Weis déi noutwendeg legislativ Adaptatiounen virhält, déi sech aus deenen neie Situatiounen erginn.

Dës schnell Reaktivitéit war an ass nach ëmmer ee vun deene ganz grouss Virdeel vum dëser Banken- a Finanzplaz, an ech kann d'Regierung och nëmme ënnerstützen, op deem Wee virunzefueren.

Ech wëll awer och nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir den zoustännege Minister drop hinzeweisen, dass, nodeems mer all dës virgenannte Gesetzer gestëmmt hunn, et nach eng Kategorie vun Investisseure gëtt, déi duerch d'Auslufe vun der Holding-Struktur keng Struktur am Moment kennen ugebuede kréien, an dat si virun allem déi institutionell Investisseuren, déi also net kënnen op d'Instrument vun der SPF zrëckgräifen.

Ech hunn et schonn e puermol, Här Minister, op dëser Tribün gesot: Hei stelle sech haaptsächlech zwee Problemer, par rapport zu deene mir eis musse vis-à-vis vun eise belschen Noperen an enger konkurrenzziel méi schlechter Position ermënnen. Dat sinn op där enger Säit d'Intérêts notionnels an op där anerer Säit d'Taxatioun vun der Plus-value sur valeur mobilière.

Ech hat och schonn e puermol proposéiert, dës Iddien am Kontext vun engem Réaménagement vun de Soparfen ze considéieren, an ech géif haut an hei vun dëser Plaz nach eng kéier en Appel un den zoustännege Minister maachen, sou schnell wéi méiglech an op jidde Fall nach virun Enn vun Joer e Projet de loi ze déposieren.

Schlussendlech - a wie wäert et wonneren - wëll ech dann awer och nach eng kéier déi fir mech iwwerfällg Fuerderung no der Ofschaffung oder mindestens der Reduktioun vun Droit d'apport an Erënnerung ruffen, déi jo dem Wonsch vun der EU-Kommissioun no soll spéitstens bis 2010 europawäit net méi existéieren. Ech wier frou, wann am Kader vun deenen nächste Budgetdiskussionen de Budgetminister e Virschlag an deem Sënn géif maachen, ëmsou méi, dass eng aner Tax, nämlech d'Taxe d'abonnement, dëst an och schonn d'lescht Joer eng Rei vu substanzuelle Plus-valüé generéiert huet.

Andeem mer also wäerten den Droit d'apport reduzieren oder ganz ofschafen, gi mer en Deel vun deene Plus-valuen erëm un d'Finanzplaz zrëck. Ech sinn och perséinlech dovun iwwerzeegt, dass duerch esou eng Mesure d'Finanzplaz nach méi kompetitiv wäert gi par rapport besonnesch zu hiren Nopeschlänner, sou dass sécherlech déi manner Recetten duerch Plus-valuen an aner Recetten an deenen nächste Jore méi wéi kompenséiert wäerte ginn.

Dëst gesot, wëll ech awer och elo nach den Accord vu menger Fraktioun zum virleiende Projet de loi bréngen. Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar.

Wëllt nach een d'Wuert hunn?

Den Här Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt elo keng länger Ried iwwert d'Finanzplaz an iwwert d'MiFID-Direktiv halen. Ech mengen, et ass awer en äusserst wichtige Projet de loi, deen een net einfach esou ka laanschtgoe loossen.

Ech wollt dofir fir d'éischt emol dem Rapporteur fir seng Aarbecht Merci soen, och fir seng Presentatioun, déi ganz komplett war. Ech fannen en huet drop higewisen, dass déi Reglementatioun, déi mer hei maachen, eng wäitgehend Reglementatioun ass. An dës europäesch Reglementatioun, déi mer jo domat an eis Lëtzebuerger Legislatioun transposéieren - dat wëll ech hei ganz kloer ënnersträichen -, ass eng Tromp fir Lëtzebuerg. Et ass en Atout fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz.

Mir wëssen, dass d'Lëtzebuerger Finanzplaz eng wesentlech Quell vun eise nationale Räichtum ass, an dofir gesinn ech och net - wéi vläicht deen oder deen anere Virriedner - e Problem doranner, dass d'europäesch Reglementatioun esou prezis an esou ausféierlech ass.

Mir schafe jo mat där Reglementatioun en europäesche Bannemaart vun de Finanztransaktiounen. Dat ass eng Aktivitéit, déi säit zéng Joer amgaangen ass, oder och souguer heiansdo nach méi laang. Mir wëssen, dass mer 1999 e Plang opgestallt hunn, fir d'Services financiers lues a lues an Europa ze harmoniséieren. Dat ass en Atout fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz, fir esou e breeden, reglementéierten an organiséierten Maart ze hunn - dat ass jo d'Logik an deem wou mer dra sinn.

De Rapporteur huet - dorobber wollt ech kuerz agoen - vun där Diskussioun an Europa geschwat, dass ee géif à terme eng Autorité européenne de contrôle hunn. Ech mengen, dat ass net an der Logik vun deem, wat mer an Europa maachen. D'Logik ass déi, fir ze harmoniséieren, fir Normen, Standarden ze setzen, déi all Land muss transposéieren a respektéieren iwwer seng national Autoritéiten.

Vu dass Europa jo kee Superstat soll ginn - Europa ass en Ensembl vu souveräne Länner, déi sech fir verschidde Aktivitéiten zesummendinn, ënner anerem fir e Marché unique vun de Finanztransaktiounen -, ass et an där Logik kloer, dass et ëm d'Harmonisatioun vun de Regeln a vun den Normen geet, awer net ëm d'Harmonisatioun vun engem globale Maart a Form vun engem Superstat.

Dofir gleewen ech och net, dass mer jee dozou kommen, dass mer esou eng Autorité de contrôle unique an Europa kréien. Dat ass net an der Logik vun deem Europa, wat mer amgaange sinn ze bauen.

Ech mengen also, dass dës MiFID-Direktiv, mat alle Schwierigkeiten a Konsequenzen an Ufuerderungen, déi se un d'Acteuren an der Finanzplaz bréngt, awer e Fortschrëtt wäert sinn, deen eben och den Acteuren op der Finanzplaz weider Horizonten opmécht. Well mir maachen dës MiFID-Direktiv jo net einfach fir eng Direktiv ze maachen, mä mir maache se, well mer gesinn, dass op de Finanzmäert ëmmer nei Instrumenter, nei Mëttele kommen, fir eben den Investisseuren ze erlaben, dorobber aktiv ze ginn. A well nei Mëttele an nei Instrumenter bestinn, brauche mer och nei Regeln, méi ausgefeilt Regeln, déi dës MiFID-Direktiv eis gëtt.

Meng Fraktioun ass selbstverständlech mat dëser Direktiv d'accord. Wann ech d'Wuert hei ergraff hunn, dann ass et net fir eppes Wesentlechtes zu deem bäizedroen, wat de Rapporteur schonn exzellent gesot huet, mä trotzdem awer fir drop hinzeweisen, dass mer an engem laangjährege Mouvement amgaange sinn; a mir hu jo och an der Finanzkommissioun schon nei Projets de directive gekuckt fir aner Services um Finanzmaart, mir sinn also net um Enn. Dat hei ass e Mouvement, dee weidergeet an dee mer solle positiv als Lëtzebuerger Finanzplaz och als Législateur begleeden.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den honorablen Här Goerens huet d'Wuert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, ech hunn dem Rapporteur näischt méi bäizefügen, en huet a sengem Exposé

an an de Konklusioun Saache gesot, déi mir kënne voll ënnerstützen, an dofir bréngen ech och direkt den Accord vu menger Fraktioun an ënnersträichen och, dass de Fortschrëtt fir d'Finanzplaz da ginn ass, wa mer effektiv d'Preuve maache vun Upassungsfäegkeet.

Dat hu mer am Laf vun de leschte Joren a Jorzéngten oft fäerdeg bruecht. Ech denken zum Beispill un d'Aféierung vun der éischter Fondsdirektiv, wou mer déi Alleréischte waren a wou mer och doduerch bewisen hunn, dass mer, wa mer bereet sinn, d'europäesch Kaart schnell ze spillen an upassungsfäeg sinn wou opportune Moment, dann trotz harmoniséierte gemeinsame Regeln awer kënne eppes maache fir dee Secteur, deen an eise Land eng iwwerragend Roll spillt, op déi ech doodsécher net méi brauch anzegoen.

Ech wollt och dat deelen, wat zum Schluss am mëndlechen Exposé gesot ginn ass iwwert d'Noutwendegkeet, fir schnell Direktiven an den Droit national ze transposéieren. Mir ginn eis ganz vill Méi, an ech mengen, dëst ass och e Beispill wéi d'Chamber hir Aarbecht op eng effikass a rapid Manéier konnt maachen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här Braz huet d'Wuert.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech maachen et wéi den Här Goerens. Et ass elo wierklech alles gesot zu deem Projet, dofir bréngt déi gréng Fraktioun just hir Zoustëmmung, seet och dem Rapporteur Merci, a mir wënschen, dass mer dat Bescht mat där Direktiv a mat deem Gesetz kënnen ufänken.

» **M. le Président.** - Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President!

» **M. le Président.** - Pardon, den Här Henckes. Entschëllegt, Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, MiFID, OSIRC, MTF, FIS, CSSF, PSF, dat si lauter Wieder, wou een heiansdo mengt, et géif ee Jéinesch oder eng Geheimsprooch schwätzen, mä et si Wieder, déi ëmmer méi am Kontext vun eiser Bankeplaz gebraucht ginn.

Erlaabt mer awer just e puer méi kritesch Bemierkungen zu dësem Projet ze maachen, an notament wat d'Artikelen 110 an 111 vum Gesetzesprojekt ugeet, deen notament eng Distinction mécht tëschent den Opérateurs de système informatisé an deen déi opdeelt a primaire an a secondaire Opérateuren.

Do schéngt dat vläicht u sech ganz einfach ze sinn, mä et ass awer méi komplex a gëtt an der Praxis héchstwahrscheinlech ganz schwéier duerchféierbar, wann net inapplicabel. Woufir?

Well en Exceltableau oder en Datawarehouse, dat heescht e System, deen normalerweis gebraucht gëtt fir d'Gestiounskontroll, natierlech och ka gebraucht gi fir Billanen a Konten ze erstellen. An hei muss ee festhalen, dass den Artikel seet: «...les professionnels qui sont en charge du fonctionnement de systèmes informatiques autres que ceux permettant l'établissement des situations comptables...». Dofir heescht dat elo, dass d'Opérateurs secondaires keen Excel méi dierfe brauchen.

Et gesäit een, dass an der Praxis héchstwahrscheinlech eng etlech Schwierigkeiten wäerten entstoe fir deen, deen dat doten auszeféieren huet. An do bedauern ech, dass mer net d'Zäit haten, vu d'Urgenz fir dat Gesetz elo duerch ze hunn, fir ganz einfach deen Artikel ze sträichen, well e bréngt u sech net vill.

Déi zweet Bemierkung: D'Diminutioun vum Kapital ass eng gutt Saach, well et méi Firmen, méi PSFen op Lëtzebuerg kann zéien, an dat ass jo och de But dovun. Mä et muss een awer och dofir surgen, dass d'Qualitéit vun deenen, déi vun der Aarbecht an och d'Qualitéit vun de Leit, déi déi Firma géréieren, respektéiert gëtt, dass déi gewahrt gëtt. Or, do muss ee soen, dass, wat d'Dirigenten ugeet, keng diesbezüglech Kritären agebaut gi sinn, wat hir Expérience professionnelle ugeet. An ech mengen och, dass awer an der Praxis muss dofir gesuergt ginn, dass dee Kritär vun der Expérience professionnelle gebraucht gëtt.

Drëtt Bemierkung: E PSF de support ka geméiss den Artikelen 107 bis 111 och an Zukunft fir Assurancen a Réassurance schaffen. An deem Kontext wier et awer richtig, dass d'CSSF an de Commissariat

aux assurances hir verschidden Attitüden, wat d'Sous-traitance ugeet, géifen openaner ofstëmmen.

Véiert Bemierkung: d'Governance d'entreprise. Déi ganz Direktive sinn an en europäesche Kontext gesat ginn. Ech erlabe mer och dofir aus enger Kommunikatioun vum 21. Mee 2003 vun der Europäescher Kommissioun ze zitieren, déi seet: «Les sociétés bien gérées, affichant de saines pratiques de gouvernement d'entreprise et sensibles aux questions sociales et d'environnement, ont de meilleurs résultats que leurs concurrentes. L'Europe a besoin qu'elles soient plus nombreuses pour stimuler la création d'emplois et soutenir durablement la croissance.» Schéi Wieder!

Schéi wier et, wann et esou wier. Ech mengen, et ass e bësse blauäugeg fir ze mengen, datt, einfach wann een esou Saache seet, dat dann och an der Realitéit wäert zum Droe kommen, notamment hei um Gebitt vun de PSFen.

Ech mengen, datt ee sollt op de Wee goen, Här Minister, datt eng CSSF eng Form vun „Code of best practices“ an deem Gebitt géif erstellen vun de PSFen. Well et muss een eppes verhéieren: Dat ass, datt mer hei e qualitativen Dumping kréien. Dat wier op jidde Fall net dat, wat de Sënn an den Zweck vun deem Gesetz ass. Duerfir wollt ech och d'Regierung opfuerderen, fir an deem Sënn Initiativen ze huelen.

Am Résumé: zousätzlech PSFen unzéien, jo; Konkurrenz, jo, mä awer net iwwert de Wee vum Qualitätsdumping. Dat gesot, wëll ech dem Rapporteur, dem Här Lucien Thiel, awer och Merci soe fir säin exzellente Bericht. Trotz deenen e puer méi kritesche Bemierkungen an deene puer Suggestiounen, wollt ech awer soen, datt d'ADR dese Projet de loi wäert stëmmen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Minister Luc Frieden huet elo d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Jo. Merci, Här President. Véier kuerz Remarqué vu menger Sait:

Éischtens, e grouse Merci un den honorabelen Här Thiel fir déi exzellente Aarbecht. Dat war keen einfachen Text.

Zweetens wollt ech drop hiweisen, datt ech bei där Urgence, vun där hei e puermol geschwat ginn ass, wëll prezisieren, datt d'Regierung diesen Text de 26. Oktober 2006 déposiert huet, esou datt also implement Zäit war, fir den Text Artikel fir Artikel an alle Gremien, an deenen dat virun der Entscheidung muss gekuckt ginn, ze kucken.

Ech wëll och soen - an ech mengen, datt dat och wichteg ass -, datt oft gesot gëtt, mir wäere lues an der Transpositioun vun Direktiven. Mir si schnell an der Transpositioun vun den Direktive vun der Finanzplaz. Ganz vill Länner bréngen et net fäerdeg, fir des Direktiv fir den 1. November ëmgesat ze hunn. Doduerch, datt d'Lëtzebuurger Parlament dat haut mécht, kréie mer erëm eng Kéier e konkurrenzellen Avantage. An ech géif dat gären hunn, well ganz oft gesot gëtt: Lëtzebuerg ass lues an der Ëmsetzung vun den Direktiven.

Déi aner Länner si jalous drop, datt mir et fäerdeg bréngen, des Direktiv ëmgesat ze hu virum 1. November. Mir kréien also e groussen Avantage op déi aner Finanzplazen. Ech kann lech soen, datt och déi Règlements grand-ducaux - zwee un der Zuel -, déi d'Regierung muss unhuelen, fir

dëst Gesetz auszeféieren, mam Gesetz d'nächst Woch am Mémorial stinn, wann dann de Conseil d'État d'Dispens vum zweete Vote gëtt an de Grand-Duc dat och mat sanktionéiert a promulguéiert. Esou datt dat Gesetz wäert d'nächst Woch mat den zwee Reglementer am Mémorial stoen. Dat trëtt den 1. November a Kraaft. Dat heescht, d'Banken hunn also ganz gutt Zäit, fir an deenen nächste Méint ganz genee ze wëssen, op wat se sech musse preparéieren.

Drëtt Remarque: Den Här Mosar huet eng Rei Suggestiounen gemaach am Steuerberäich an dann dräimol gesot, den zoustännege Minister soll dorop reagieren. Ech muss lech soen, Här Mosar, den zoustännege Minister ass fir d'Steieren net de Budgetsminister. Duerfir kommen och keng esou Propositionen am Budgetgesetz. De Finanzminister kuckt all déi dote Saachen am Kader vun der genereller Steuerlandschaft. Duerfir kann ech selbstverständlich hei dozou haut keng Stellung ginn.

Et bleift och, datt mer och den Drock vun der Chamber hunn, fir de Budgetsdefizit ze reduzieren, an datt, wa mer also op honnerte vu Milliounen verzichten am Kader vun deene Suggestiounen, mer natierlech domadder de Budgetsdefizit net méi maachen, à moins datt d'Chamber eis och an deenen nächste Méint seet, wou mer bei zousätzlechen Dépensé solle spueren.

D'Taxe d'abonnement huet d'lescht Joer eng 600 Milliounen erabuecht an den Droit d'apport eng honnert Milliounen. Et muss een also och ëmmer gesinn, mat wat fir engen Ampleuren ee schwätzt. Nach sinn dat Iddien, wou ech d'Meenung vun Här Mosar deelen, datt déi am Kader vun der Konkurrenz mam Ausland musse weider studéiert ginn. Mä mir wäerten also do voll Vertrauen an de Finanzminister hunn, datt hien dat mat der Regierung kuckt, fir déi Proposition le moment venu ze maachen. Mä ech sinn net den zoustännege Minister.

Lescht Remarque: Europa ass eng Chance fir des Finanzplaz. Duerfir och, all euroskeptesch Téin, déi hei vläicht deen een oder deen anere mécht, muss een ëmmer erëm an generelle Kontext gesinn. Ouni Europa géif déi Finanzplaz hei net existieren. Nëmme d'frai Zirkulatioun vum Kapital, och de Passeport européen, deen hei nach eng Kéier erweidert gëtt, bréngt Lëtzebuerg eppes, well mer domadder kënne vu Lëtzebuerg aus all déi europäesch Aktivitéiten, Finanzdengschtleeschungen, Finanzprodukter einfach verkafen.

Duerfir muss een Europa virun allem als eng Chance, als de Schlëssel zu eisem ekonomeschen Erfolleg op der Finanzplaz gesinn. Dëst ass e weidert Element an där Chaîne. Trotz allen Ëmsetzungsschwierigkeiten, déi dat selbstverständlich fir d'Banke kuerzfristeg mat sech bréngt, well et ass enorm vill Aarbecht dat hei ëmzesetzen. Laangfristeg, notamment duerch de Passeport européen, bitt dat nei Chancen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dese Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5627 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Mar-

cel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5019 iwwert d'Konfiskatioun. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Patrick Santer.

2. 5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales

Rapport de la Commission juridique

» **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5019 verfollegt zwee Ziler: Éischtens, den Uwendungsbereich vun der Confiscation spéciale gëtt erweidert, an zweetens gëtt virgesinn - wat bis elo net méiglech war -, datt auslännesch Uerteeler, déi esou eng Konfiskatioun gesprach hunn, och zu Lëtzebuerg kënnen exekutiert ginn.

Här President, wat ass eng Konfiskatioun? Et ginn där zwou Zorten: D'Confiscation générale an d'Confiscation spéciale.

D'Confiscation générale gëtt et net méi an onser Gesetzgebung. Den Artikel 17 vun eiser Verfassung verbitt et souguer se anzeféieren. Dat war eng Strof, déi de Condamnéierte vu sengem ganze Patrimoine - solle mer soen - entlaascht hätt, nom Motto: Wann s du condemnéiert gëss, dann hues du géint den Ordre public verstouss, da kann Der de Stat alles, wat an dengem Besëtz ass, ewechhuelen.

D'Confiscation spéciale ass eng Strof, déi bei engem Crime muss geschwat ginn a bei engem Delikt ka geschwat ginn. Et geet hei

drëms, verschidden am Gesetz opgezielten Objeten, also Bienen, dem Condamnéierten ze konfiszieren an de Besëtz vun deene Bienen dem Stat zoukommen ze loosse. D'Confiscation spéciale ass also en Transfert vum Besëtz un de Stat an ënnerscheet sech esou vun enger Saisie, déi den Untersuchungsrichter während der Enquête, also während der Instruktioun ka spriechen. Bei enger Saisie gëtt et keen Transfert de propriété zugonschte vum Stat. D'Konfiskatioun ass also eng definitiv Mesure.

Wat fir eng Objete kënnen confiscéiert ginn? Bis elo konnte confiscéiert ginn: wann et sech net ëm Blanchimentsaffäre gehandelt huet, den Objet vun der Strofdot, de sougenannte Corpus Delicti, dat ass zum Beispill Falschgeld; zweetens, Saachen, déi gehollef hunn, eng Strofdot ze begoen, wann de Condamnéierten dovunner Propriétaire war, zum Beispill eng Tatwaff; an drëttens, den Erléis vun der Strofdot oder déi duerch d'Strofdot konnte kaaft ginn, zum Beispill en Auto, deen iwwer geklaute Fonge kaaft ginn ass.

Bei Blanchimentsaffären, wou et sech net ëm Drogenhandel oder Drogekonsum gehandelt huet, huet den Artikel 32 vum Code pénal d'Confiscation par équivalent ugefouert. Wat ass dat?

Do konnten, éischtens, Biens immeubles confiscéiert ginn. Zweetens goufe Bienen dem Objet vun der Strofdot substituéiert. An drëttens, besonnesch Bienen, déi dem Condamnéierte gehéiert hunn an déi och näischt mat der Strofdot ze dinn haten, mä déi an der Valeur der finanzieller Equivalenz vun de Bienen, déi sollte confiscéiert ginn, mä déi net opzedreiw waren, entsprach hunn.

Zum Beispill, eng Strofdot huet en Erléis vu 50.000 Euro abruucht, et fënnt een déi Suen net méi, et fënnt een och keng aner Bienen, déi kéinte confiscéiert ginn, et gesäit een awer, datt de Condamnéierten en Auto huet, deen hie ganz legal a mat normale Fonge kaaft huet, da kann een deen Auto confiscéieren, och wann deen näischt mat der Strofdot ze dinn hat. Dofir heescht deen Term „confiscation par équivalent“, et hëlt een eppes Equivalentes eriwuer.

Dofir schreift de Statsrot zu Recht: «D'une approche orientée sur l'auteur, on évolue de plus en plus vers une approche orientée sur le butin.» Dës bis elo nëmme bei Blanchimentsaffären uwendbar Confiscation spéciale gëtt duerch dese Projet de loi den Droit commun, dat heescht, si ka bei alle Strofdote gesprach ginn.

Den zweete Punkt vum Projet de loi, den Artikel II, féiert dozou, datt déi auslännesch Uerteeler, déi eng Konfiskatioun vun engem zu Lëtzebuerg befannenden Objet, zum Beispill d'Fongen op engem Bankkonto, gesprach hunn, och kënnen hei zu Lëtzebuerg exekutiert ginn. Bis elo war nëmme eng Saisie während der Instruktioun méiglech, also eng Mesure temporaire, déi den Eegentum awer net un de Besëtz vum Stat, deen déi Konfiskatioun gefrot huet, transféréiert huet. Mir konnten also Requête vun auslänneschen Autoritéiten zur Konfiskatioun vun zu Lëtzebuerg befannenden Objeten net noegoen.

Duerch dese Projet de loi kréie mer elo eng Prozedur an eise Code pénal oder Code d'instruction criminelle, fir esou auslännesch Uerteeler hei am Land exekutieren



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

ze kënnen. Dat heescht eng Exequatur am Fachjargon.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer wäerten ofstëmmen, iwwerhëlt eng ganz Rei vun de Propose vum Statsrot, deen och verschidde vun eisen Amendemente guttgeheescht huet. D'Kommissioun huet sech eestëmme fir dese Projet de loi, wéi en och am schrëftleche Rapport zréckbehalde gouf, ausgesprach. Ech zweifelen net drun, datt och d'CSV unanime hannert dësem Projet stoe wäert.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Den Här Bettel huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech wëll fir d'éischt dem Här Santer Merci soe fir säi Rapport. Ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun. Ech wëll awer just soen, hien huet nach eppes vergiess, wéi hie gesot huet, dass gewësse Biene kënnen saiséiert ginn. Dat, wat am meeschte saiséiert gëtt um Geriicht, dat sinn d'Autoen. Bei Alcoolémiesfäll, Leit, déi an der Récidive si beim Fueren, déi kréien hir Autoe ganz vill ewechgeholl an déi soll een och net vergiessen, well dat ass dat, wat awer am meeschte confisquéiert gëtt hei zu Lëtzebuerg.

» **M. le Président.** - Den Här Henckes huet d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt och dem Rapporteur, dem Här Patrick Santer, Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen, mir hunn hei niewent dem Blocage, der Possibilitéit fir Saisien ze maachen an d'Konfiskatioun elo wierklech all Instrumenter, fir dem Kampf géint déi international Kriminalitéit, notament am Drogenhandel, mä och bei anere Kriminalitéiten, Rechnung ze droen, an duerfir wäert d'ADR och dese Gesetzesprojet stëmmen.

» **M. le Président.** - D'Madame Err huet d'Wuert.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här President, och just fir den Accord vun eiser Fraktioun ze bréngen an ze soen, dass deem, wat de Rapporteur esou gutt erkläert huet, eigentlech näischt méi derbäzefügen ass. Alles, wat een nach dozou kéint soen, wär am Fong eng Répétitioun, a mat deem Programm, dee mer haut hunn, ass dat wierklech net néideg.

» **M. le Président.** - Här Braz, wëllt Dir net datselwecht soen?

(Hilarité)

Vu dass d'Regierung d'accord ass mat den Ausféierungen, déi hei gemaach gi sinn, komme mer elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5019 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Projet de loi 5697, eng UNO-Konventioun géint d'Korruptioun. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Christine Doerner.

3. 5697 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003,

2) modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.)

Rapport de la Commission juridique

» **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Begrëff Korruptioun ass net méi tabu. D'Antibestechungskonventioun vum der OECD, vum Conseil de l'Europe a vun der EU sinn am Laf vun deene leschte Joren an eist Gesetz iwwerdroe ginn. Si bréngen zwar de politesche Wëlle vun de verschiddene Länner zum Ausdrock, och d'Auslandskorruptioun ze bestrofen, mä sinn awer territorial a stroferechtlech limitéiert. Duerfir huet d'Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen decidéiert, dës Problematik integral völkerrechtlech unzegeen, an huet d'UNO-Konventioun géint d'Korruptioun am Joer 2003 zu Mérida a Mexiko ënnerschriwwen.

Dese Vertrag geet vill méi wäit wéi all déi aner bestehend Texter a géllt weltwäit als dat éischt zwéngend Instrument am Kampf géint d'Korruptioun. En ergäntz iwwregens och domadder d'UNO-Konventioun géint déi organiséiert transnational Verbruechen. Den deemolegen UNO-Generalsekretär Kofi Annan huet betount, dass dësen Text hëllef wäert, d'Liewensqualitéit vu Milliounen vu Mënschen ze verbesseren. D'Bestechung ass nämlech e Phänomeen, dee wéineg Leit beräichert, awer d'Ekonomie, d'Gesellschaft an de Stat schwächt. A si ass och den Hemmungsfaktor Nummer eent an der Entwécklungszesummenaarbecht vu ganze Kontinenter mat räichen Industrielänner.

Éier mir elo dësen Text an eis Lëtzebuergesch Gesetzgebung iwwerschréiwen an iwwert dese Projet ofstëmmen, wëll ech e kuerz virstellen. En huet dräi Objektiv, dat ass d'Preventioun an d'Bekämpfung. Et ass déi international Zesummenaarbecht an et ass eng Sensibiliséierung vum Widderstand géint d'Korruptioun.

En ass a fënnf Kapiteln agedeelt. De Schwéierpunkt läit op de Preventiouns-moosnamen. Niewent konkrete Schrëtt, déi hei virgeschloen ginn, sollen d'Länner och hir eege Preventiounskonzepte entwéckelen, wéi zum Beispill d'Transparenz bei der Finanzéierung vu politesche Parteien a Wahlcampagnen.

Den Akzent gëtt selbstverständlech och op d'Incriminatioun an d'Repressioun geluecht, an duerfir énuméiert dat zweet Kapitel vun dësem Vertrag Faiten, déi ënnert de Begrëff vu Korruptioun falen, wéi zum Beispill den Trafic d'influence, den Abus de fonction an och d'Geldwäscherei. Fir méi korrupt Handlungen opzedeecken, soll och elo déi juristeschen Persoun incriminéiert an zur Verantwortung gezu ginn. En Zeieschutzprogramm ass virgesinn an och déi illegal

Gewënner sinn ze confisquéiere respektiv anzézien.

Dat véiert Kapitel betrëft déi international Kooperatioun, well dësen Text soll hëllef an och um transnationalen Niveau d'Korruptioun ze bekämpfen. D'Konventioun propagéiert déi gängeg Instrumenter vun der internationaler Rechtshëllef an déi zwëschestaatlech Zesummenaarbecht. D'Länner solle sech géigesäiteg assistéieren an Informatiounen austauschen am Kader vun Enquêtes an soss Prozeduren.

Déi gross Nouveauté ass d'Obligatioun, déi korruptiv verdéngte Verméigenswäerter zréckzeféieren, och déi, déi an Drëttstate confisquéiert gi sinn. Mat der Réckféierung vu Korruptiounsertrag ass en neien internationale Rechtsgrondsatz geschaf ginn.

E leschte wichtige Punkt vun der UNO-Konventioun sinn d'Formatiounsprogramme fir all déi Persounen a Beamten, déi an d'Korruptiounsofwier involvéiert sinn. Konkret sollen och d'Entwécklungslänner mat finanziellen an technesche Mëttele ënnerstëtzt ginn. D'Korruptiounsforme sollen an deene verschiddene Länner erfuerscht ginn an d'State sollen dës Informatiounen austauschen.

Här President, schonns haut ass eis Gesetzgebung mat de Bestëmmunge vun dëser Konventioun op ville Punkte kompatibel, well mir hu se an eisen Texter. Déi verschiddene Infraktiounen, déi am Kapitel III vun dësem Vertrag virgesi sinn, hu mer opgeholl a si figuréieren an eisem Code pénal. Selbstverständlech sinn e puer Upassungen ze maachen.

Dat Éischt ass, wat d'Responsabilitéit vun de Personnes morales ubelaangt; dat wëllt soen d'Gesellschaften. Esou läit do säit Abrëll dëst Joer e Projet de loi vir.

Wat nei ass, ass d'Schafung vun engem Comité de prévention de la corruption. D'Iddi ass hei déi verschiddene Acteure vun der Korruptiounsbekämpfung - dat wëllt soen d'Riichter, d'Polizei an och aner Responsabel - an engem spezifesche multidisziplinären Organ ze regroupéieren.

Dese Projet definéiert och d'Modalitéit vun der internationaler Kooperatioun. Hei ass de Procureur général déi zentral Autoritéit.

Dese Projet gesäit och vir, dass d'Exequatur vun auslänneschen Décisiounen, déi d'Konfiskatioun oder d'Reckféierung, d'Restitutioun vu Verméigenswäerter prononcéiert hunn, sech och op d'Korruptiounsaffäre soll bezéien. Et handelt sech ëm deen neien Artikel 659 vum Code d'instruction criminelle, deen elo just vum honorabele Patrick Santer am Projet 5019 virgestallt ginn ass. Ech muss bemerken, dass den initialen Text vun dësem Projet de loi, iwwert dee mir elo sollen ofstëmmen, sech op d'Artikelen 660 bis 668 bezunn hat. Op den Avis hi vum Conseil d'État huet eis Kommissioun iwwert de Wee vun engem Amendement d'Referenzen am Text geännert.

Dese Projet beschreift och de Regime vun de provisorische Moosnamen bei der Exekutioun vun enger Konfiskatiounsentscheidung. Schlussendlech gëtt och nach eng Lück an eisem Steiergesetz gefëllt. Et geet hei drëms, en Oubli vun Législateur ze redresséieren. Säit dem Gesetz iwwert d'Korruptioun vum 23. Mee 2005 bezitt sech d'Korruptioun och op de privaten - entre autres, privaten - Secteur. Deemools ass awer déi deementspreechend Émänerung vum Artikel 12 vun der Loi sur l'impôt sur le revenu net modifizéiert ginn. Dat wëllt soen, dass an Zukunft och d'Schmiergelder net méi kënnen an der Steiererklärung ofgesat ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dese Projet hëlt dat no. Dowéinst ass och via Amendementer de Libellé vum Gesetzesprojet ëmgeännert ginn, well dee soll jo och den Inhalt vun dësem Projet erëmस्पигelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konventioun zu Mérida ass vu méi wéi 190 State ratifizéiert ginn a kritt Bedeutung am internationale Kampf géint d'Korruptioun. Et ass wichteg, dass e Land wéi Lëtzebuerg sech déi noutwendeg Mëttele gëtt, fir géint d'organiséiert Kriminalitéit an am Kampf géint d'Korruptioun effizient op preventivem a repressivem Wee virzegoen. Mir kënnen dese Projet stëmmen. Ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Doerner. Den Här Bettel huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech wollt hei am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei der Madame Doerner e grouse Merci soe fir dee fantastesche Rapport, schrëftlech a mëndlech. Selbstverständlech, no deene gudden, kompletten Erklärungen, kënnen mir nëmmen den Accord zu deem dote Projet bréngen.

» **M. le Président.** - Madame Err.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Datselwecht soen ech am Numm vu menger Partei.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Wat wëllt Dir da soen, Här Braz?

Wa soss kee méi eppes bäizeflécken huet, huet d'Regierung, den Här Minister Luc Frieden, d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, erlaabt mer aus internationale Grënn, ee Wuert op Franséisch ze soen.

Le Gouvernement attache une très grande importance, tant au niveau national qu'au niveau international, à la lutte contre la corruption, tant au niveau préventif qu'au niveau répressif. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a mis en place depuis le mois de juin un Comité pour la prévention contre la corruption. Il soutient activement les travaux de l'OCDE tout comme les travaux de l'Union européenne et notamment du groupe Greco, qui sont consacrés à la lutte contre la corruption. Il continuera à travailler étroitement, notamment avec le secrétaire général de l'OCDE, que le Premier Ministre et moi-même avons rencontré récemment, pour que les efforts menés au niveau de l'OCDE trouvent aussi leur reflet dans les travaux de l'administration luxembourgeoise. Le Gouvernement tiendra la Chambre informée de tous ces travaux auxquels évidemment tous les organes de l'État doivent coopérer.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5697 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5571. De Rapporteur ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers, an hien huet d'Wuert elo.

4. 5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

»»» **M. Paul-Henri Meyers** (CSV), *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5571 ass de 5. Mee 2006 an der Chamber vum Justizminister deponéiert ginn. De Statsrot ass a sengem Avis vum 20. März 2007 zur Schlussfolgerung komm, dass ee vun deenen zwee Artikelen vum Gesetz géint e puer Texter vun der Verfassung géif verstoussen. Duerfir huet de Statsrot och e ganz neien Text proposéiert.

D'Commission juridique ass mat den Iwwerleeunge vum Statsrot d'accord gewiescht. Si huet sech also bei senger Analys vum Text op d'Proposition vum Statsrot baséiert. Allerdéngs war d'Commission juridique der Meinung, dass den Text nach muss iwwerschafft a komplettéiert ginn. Duerfir huet se verschidden Amendementer virgeschloen, déi dozou gefouert hunn, dass den Text komplett reforméiert ginn ass. Deen Text ass de 4. Mee 2007 an de Statsrot gaangen. A sengem Avis complémentaire vum 20. Juni 2007 war de Statsrot komplett mat deem neien Text vun der Commission juridique d'accord.

De Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, schaaft d'Méiglechkeet, fir deenen 20 Persounen, déi am Joer 2002 vun der Regierung an de Service de Police judiciaire agestallt si ginn, d'Attributioun vum Officier de Police judiciaire ze ginn. Déi 20 Persounen sinn an der Carrière supérieure an an der Carrière moyenne, awer och als Employé agestallt. Si schaffen an deene méi technesch Services vun der Police, wou se fir d'Enquêteuren eng materiell Hëllef duerstellen.

Dës Situatioun ass awer net ganz zefridde stellend, well déi Persounen net autonom, an duerfir och net effikass schaffen. D'Attributiounen an d'Kompetenze vun deene Persounen si gesetzlech net festgeluecht. Dat féiert och dozou, dass déi Aarbecht, déi se leeschten, an eventuell Entscheedungen, déi se mathélefen erbäizeféieren, juristesch gesinn zu Contestatiounen kënne féieren an eng juristesche Onsécherheet bei der Police judiciaire kënne schafen. Et ass duerfir net méi richteg, wann déi gesetzlech Basis geschaf gëtt, fir dass déi Persounen d'Qualifikatioun an d'Attributioun vum Officier de Police judiciaire kënne kréien.

Et ass allerdéngs keen Automatissem. Dat Gesetz hei gëtt net automatesch deenen 20 Persounen déi Qualifikatiounen an déi Attributiounen. D'Attributioun vum Officier de Police judiciaire, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, bleift eng individuell, nominativ Décisioun vum Justizminister.

De Statsrot, deen an aneren Avisë ganz retizent ass, fir zousätzlech Postë vun Officier de Police judiciaire ze schafen, ass mam Zil vun deem heite Gesetz averstanen.

De Projet besteet aus zwee Artikelen. Den Artikel 1 ännert den Artikel 14 vum Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Police. An deem Artikel 14 gëtt de Punkt 2, Alinea 5 ofgeschaaft. Deen Artikel gesäit eng maximal Zuel vun Effektiver vir. Déi Dispositioun gëtt net méi gebraucht, well d'Effektiver an der Loi budgétaire fixéiert ginn. Duerfir kënnt elo an deen doten Alinea deen neien Text eran, deen also d'Méiglechkeet schaaft, fir dass déi 20 Persounen, vun deenen ech geschwat hunn, d'Attributioun vum Officier de Police judiciaire kënne kréien.

An deemselwechten Artikel gëtt den Alinea 6 ofgeännert. Deen huet elo virgesinn, dass den Organigramm vun der Police judiciaire géif fixéiert ginn duerch eng gemeinsam Entscheedung vum Minister vun der Force publique an dem Justizminister. Et ass just dee Punkt, deen och de Statsrot a sengem Avis contestéiert huet. Duerfir huet de Statsrot virgeschloen, dass an Zukunft den Organigramm duerch e Règlement grand-ducal, an net méi duerch eng individuell Décisioun vun deenen zwee Ministere soll festgeluecht ginn. Dat ass also d'Ännerung, déi am Alinea 6 virgeholl gëtt.

Den Artikel 2 ännert den Artikel 10 vum Code d'instruction criminelle. Dësen Artikel zielt déi Persounen op, déi d'Attributioun vum Officier de Police judiciaire hunn. Déi Ännerung ass noutwendeg ginn duerch d'Ofännerung vum Artikel 14 vum Police-

Gesetz. Doduerch, dass do zousätzlech Persounen kënne Officier de Police judiciaire ginn, muss och den Artikel 10 vum Code d'instruction criminelle ofgeännert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Commission juridique ass mam Rapport a mam Text eestëmmeg averstanen. Ech géif also och der Chamber proposéieren, deen Text an där Form ze stëmmen, wéi d'Commission juridique et proposéiert huet. Ech bréngen och heimat den Accord vu menger Fraktioun.

»»» **Plusieurs voix**. - Très bien!

»»» **M. le Président**. - Wëllt nach een eppes zum Fong vun dësem Projet soen? Här Bettel!

Discussion générale

»»» **M. Xavier Bettel** (DP). - Här President, ech soen och kuerz Merci fir de Rapport. Ech wëll just soen, an dat hu mer net nëmme scho vum Conseil d'État gesot kritt, mä den Här Meyers ass och ee vun deenen, déi ëmmer répétéieren, dass d'Qualitéit vun OPJ net soll hei an deem Land eng Qualité générale ginn, déi esou vill Beamte kréien. Dat heescht, hei kréie mer nach eng kéier eng Qualitéit vun den OPJ. Si si berechtigt an deem heite Fall. Mä et soll een awer évitéieren, dass een ëmmer méi OPJen an deem heite Land kritt.

»»» **M. le Président**. - Den Här Bodry huet d'Wuert.

»»» **M. Alex Bodry** (LSAP). - Här President, ech mengen, dass dat doten ëmmer en delikate Punkt ass, net esou séier no baussen, mä éischer no bannen an der Verwaltung, well notament dat Personal, wat iwwert den traditionelle Wee vun der Polizei-Rekrutierung gaangen ass, ëmmer insistéiert huet, dass u sech och déi Funktioun vum OPJ prioritär sollen eigentlech deenen dote Carrière virbehale bleiwen.

Ech gesinn awer an - an an der Vergaangenheet sinn och schonn Exceptiounen gemaach ginn -, dass et sech hei ëm eng Noutwendegkeet handelt, wann ee wëllt eng effikass Aarbecht am Kader vum Service de Police judiciaire garantéieren, dass do méi e grouse Krees, also och Leit, déi eben vun Zivilpersonal gehéieren, déi dote Qualitéit musse kréien.

Nach mengen ech, an do géif ech éischer an déiselwecht Richtung goen, wéi mäi Virriedner dat gemaach huet, ass et eng Suerg, déi mer scho bei der Diskussioun vun anere Projeten haten, dass mer feststellen, dass a ganz ville sektorielle Beräicher technesch Personal vun eenzelne Statsverwaltungen, déi net Polizeiverwaltung sinn, regelméisseg gewësse Pouvoire kritt. Pouvoiren, déi och gläichzesetze si mat engem Officier de Police judiciaire an deem spezifesche Beräich, wou se d'Kompetenzen natierlech hunn.

Mir hunn den Androck gehat, dass éischstens momentan offensichtlech kee méi richteg den 100%egen Iwwerbléck huet, duerch wivill Spezialtexter eigentlech esou Pouvoire festgeluecht ginn. Duerfir hate mer de Wonsch geäussert, dass d'Regierung eis eng kéier géif eng detailléiert Lëscht gi vun all deem Personal, wat déi Qualitéit als OPJ huet.

Gläichzäitig verbanne mer domat de Wonsch, dass déi Leit, déi déi dote Qualitéit hunn, och speziell forméiert ginn, well sech jo dorunner eng ganz Rétsch vu Contrainten ophalen. Ech mengen, déi Leit, déi déi dote Qualitéit hunn, wa se an där Qualitéit do agéieren als Verwaltungsmember, ënnerleien anere Regelen, anere Prozeduren, wéi wa se einfach nëmme als normaalt Verwaltungspersonal Handlungen duerchféieren.

Duerfir also de Wonsch vun eiser Fraktioun, nach eng kéier réitériert, fir op deem dote Punkt ze probéieren, iwwert deen heite Beräich eraus dat Ganzt ze harmoniséieren an och deene concernéierte Leit eng speziell Formatioun unzebidden.

»»» **M. le Président**. - Merci, Här Bodry.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
De Projet de loi 5571 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Ober-

weis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, de Grupp vun deene Grénge freet mech, wéi et mat der Motioun ass, déi den Här Braz gëschter déposéiert huet, ob déi dës Woch op den Ordre du jour geholl gëtt. Wa jo, wéini. A wéini dass se soll diskutéiert ginn.

Här Braz?!

»»» **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG). - Et ass déi Motioun iwwert d'Ausso vum Premier an der Pressekonferenz vum Regierungsbriefing. Vu dass sech offensichtlich nach net konnt mat der Motioun ausenanergesat ginn, géife mer proposéieren, dat muer de Mëtteg ze maachen. Eng hunn d'Fraktiounen och nach Zäit, eng kéier ënner sech drivwer ze schwätzen.

»»» **M. le Président**. - Wat soen déi aner Fraktiounen zu där Proposition vum Här Braz?

Et ass keng Opposition zur Proposition vun lech, Här Braz. Dann denken ech, dass d'Chamber domadder d'accord ass. Mir diskutéieren déi Motioun also muer de Mëtteg.

Mir kommen elo zum nächste Projet de loi. Dat ass de Projet 5679 iwwert d'Magistraten. Den honorabelen Här Patrick Santer ass de Rapporteur, an hien huet och elo d'Wuert fir de Projet ze presentéieren.

6. 5679 - Projet de loi

1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers, et

2. portant modification de:

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Rapport de la Commission juridique

»»» **M. Patrick Santer** (CSV), *rapporteur*. - Bei dësem Projet de loi geet et drëms, de Kader ze schafen, an deem auslännesch Riichter, ob se Titulaire oder Stagiaire sinn, op engem Lëtzebuerger Geriicht oder op engem Lëtzebuerger Parquet e Stage kënne maachen. Um Niveau vun der Europäescher Unioun ass nom Studentenaustausch-Programm Erasmus en Austauschprogramm och fir Riichter op d'Bee gesat ginn. An deem soll et Riichter aus engem Memberstat erlaabt ginn, fir e Stage um Geriicht oder Parquet oder an enger anerer Institution an engem anere Memberstat ze maachen. 400 Austosch si fir dëst Joer geplangt. Virun zwee Joer waren et der nëmme 173.

Et muss een och ervirhiewen, datt Lëtzebuerger Member ass vum Réseau européen de Formation judiciaire, eng belsch A.s.b.l., déi d'Fuerderung vun engem europäesche Formationsprogramm fir d'Riichter als Zil huet. Dës Formatioun wäert och duerch déi géigesäitig Erfahrungen, déi esou konnte gesammelt ginn, an dat Vertrauen, dat esou konnt opgebaut ginn, wesentlech zum Espace de liberté, de sécurité et de justice an der Europäescher Unioun bäidroen.

Här President, de System, wéi en am Projet de loi virgesinn ass, ass deen heiten. D'Autoritéit, vun där den auslännesche Riichter ofhänkt, stellt eng Demande beim Lëtzebuerger Justizminister. Also, den auslännesche Riichter ka selwer direkt keng Demande stellen. Déi Demande muss iwwer seng Autoritéit lafen. Wann de Justizminister déi Demande unhëlt, wäert de Procureur général d'État fir d'Judiciaire-Geriichter an de President vun der Cour administrative bei de Verwaltungsgeriichter deen auslännesche Riichter op e Geriicht oder Parquet affektéieren.

Den auslännesche Riichter huet dann och e Serment ofzeleeën. Hien huet während sengem Stage keng Décisiounsgewalt. Hie ka beim Délibéré participéieren, also derbäi sinn. Hie ka Recherché maachen. Hie kann Noté schreiwen. Mä hien huet keng Décisiounsgewalt bei den Uerteeler oder do, wou en affektéiert ass. De Stagiaire ënnerläit och dem Secret professionnel vum Artikel 458 vum Code pénal.

De Statsrot hat zu dësem Projet keng Observatioun ze maachen. D'Commission juridique war och unanime fir dës Projet, d'CSV-Fraktioun och.

Ech soen lech Merci.

»»» **Plusieurs voix**. - Très bien.

»»» **M. le Président**. - Merci, Här Santer. Ech gesinn, dass d'Fraktiounen alleguerten den Ausféierunge vum Här Santer zoustëmmen. Duerfir kënne mer direkt zum Vote vum Projet kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5679 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Adendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur d'Diskussion vum Projet de loi 5670 iwwert d'Douane. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert!

7. 5670 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Norbert Hauptert** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5670 gesäit d'Reconversion vum acht Poste vum der Douanesverwaltung vum der ënneschter Carrière, dat heescht vum der Carrière vum den Expéditionnaires, an acht Poste vum der mëttlerer Carrière vum darselwechter Verwaltung vir.

Wéi koom et zu deemem Projet? Duerch e Règlement vum der Europäescher Unioun sinn d'Länner vum der Unioun forcéiert, obligéiert, fir an hirem Land e Rapport iwwert d'Sécherheet vum hire Flughäfen opzestellen. Doropshin huet eis Regierung en nationale Comité iwwert d'Sécherheet vum der Zivilaviation agesat, fir d'Stärkten an d'Schwächte vum der Sécherheet op eisem Flughäfen ze analyséieren.

Dese Comité koom zur Schlussfolgerung, datt besonnesch um Niveau vum der Manutention vum Fret, dat heescht vum de Wueren, verschidde Mängel an der Sécherheet vum Flughäfen festgestallt konnte ginn. Hie schléit dann och vir, datt déi Mängel behuewe ginn, a besonnesch fir d'Douanesverwaltung schléit e vir, eng gréisser Verstärkung vum hirem Personal - besonnesch um qualitative Plang - virzegesinn.

Dee Comité mécht dann och e puer Recommendationen, wat déi nei Missionen vum der Douane op dem Flughäfen sollt sinn. Dat sinn eng Rei vu Missionen, déi besonnesch dem Profil vun engem Beamte vum der mëttlerer Carrière entsprechen.

Well den Numerus clausus vum dem Budgetgesetz fir d'Joer eng Verstärkung vum der Douane vum acht Beamten op dem Niveau vum der Carrière inférieure virgesinn huet, huet d'Regierung decidéiert, fir déi acht Beamte vum der Carrière inférieure a Beamte vum der Carrière moyenne ëmzedeefen, fir esou de Recommendationen vum dem Comité national nozekommen.

De Statsrot an och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn en Avis zu deemem Rapport ofginn. Ech wëll hei net verheemlechen, datt déi Avisen net ze vill Begeescherung fonnt hunn.

D'Chamberskommissioun huet de Projet an och d'Avisen an zwou Sëtzungen analyséiert an huet an der Réunioun vum 3. Juli mäi Rapport unanimement ugeholl. Si schléit och der Chamber vir, fir de Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit, an ech bréngen och domat den Accord vum eiser Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Voilà, ech soen dem Rapporteur Merci. Wa kee méi quant au fond eppes zu deemem Projet ze soen huet, da géif ech proposéieren, dass mer zur Ofstëmmung kéimen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5670 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Mar-

tine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zu der Diskussion vum Projet de loi 5570, engem Soziallofkommes tëschent Lëtzebuerg a Frankräich. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Romain Schneider, deen de Projet presentéiert. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Jo, also ech mengen, mir géifen d'Diskussion vum deenen zwee Projeten, deem vum Soziallofkommes mat Frankräich an deem vum Soziallofkommes mat Marokko, an engem Jet maachen. Voilà, Här Schneider, dann hutt Dir d'Wuert, fir déi zwee Projete virzestellen.

8. 5570 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

et

5705 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg, le 2 octobre 2006

Rapports de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **M. Romain Schneider** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mer géifen dann zu zwou Konventionen kommen an der Matière vum der Sécurité sociale. Déi eng ass en Ofkommes mat Frankräich an déi zweet ass en Ofkommes mat Marokko.

Ech géif ufänke mat dem Projet 5570, esou wéi et virgesinn ass, engem Ofkommes mat Frankräich, dat ënnerschriwwen gouf zu Paräis de 7. November 2005, dat déposéiert gouf vum Ministre des Affaires étrangères de 4. Mee 2006 an zu deem de Conseil d'État den 22. Mee 2007 säin Avis ginn huet.

Mir hunn an der Chamberskommissioun doriwier diskutéiert, wou ech den 22. Mäerz Rapporteur genannt gouf, a mir hunn den Avis vum Conseil d'État gekuckt an deem och Rechnung gedroen. Ech ginn herno nach eng Kéier kuerz dorobber an. An eiser Réunioun vum 5. Juli 2007 hu mer unanime dës Konvention akzeptéiert.

Wat ass elo den Objet vum deemem Projet de loi? Bon, et ass éischters, fir d'Relationen

tëschent Frankräich a Lëtzebuerg an der Matière vum der Sécurité sociale nach ze verbessern. Dës Relationen si jo geregelt iwwert de communautairé Règlement 1408/71 iwwert déi ganz Sécurité sociale, dee ganz bekannt ass, wat d'Travailleur migrants an der Union européenne ueget.

Den Zousaz also, deen derbäikomm ass, ass virun allem entstanen, well jo e ganz grouse Flux vun Austausch besteet, an dat virun allem weinst de Grenzgänger, déi bei eis hei schaffen. Duerfir gouf et wichteg, dass Dispositions additionnelles zu deem bestehende Règlement gemaach goufen.

A wat fir eng Richtung ginn elo dës zousätzlech Améliorationen? Bon, éischters emol ass et eng Erweiterung vum den Droits au soins de santé fir déi Leit, déi eng Pension hunn, an dat ob se Frontaliers waren oder net, an dat hu virun allem déi Pensionéiert och fir hir Familjen, souwuel wat d'Soins médicaux betrëfft wéi och d'Soins médicaux.

Zweetens geet et ëm d'Pensionsrechter. Hei gétt och Periode Rechnung gedroen, déi se an Drëttlänner gemaach hunn, wou souwuel Frankräich wéi Lëtzebuerg eng Konvention ofgeschloss hunn.

Drëttens ass och d'Assurance dépendance hei geregelt, eng Assurance dépendance, déi iwwereng net am Règlement communautaire geregelt ass, mä déi all Kéiers tëschent de State muss geregelt ginn.

Véiertens, d'Procédure d'exécution - dat bei de Jurisdictionen.

D'Kommissioun huet an dëser Diskussion eigentlech zum Deel iwwert déi Konvention geschwat, mä virun allem ee Problem opgehait, wat eng ganz flott an eng ganz lieweg Diskussion war: Dat war déi iwwert d'Assurance dépendance, wou et drëm gaangen ass, fir einfach ze kucken, virun allem och virun Hannergrond vum Trend, dass eng ganz Rei vu Leit an der Tëschenzäit hir Résidence kuerz iwwert d'Grenz huelen, wéi et géif ausgies mat deenen eenzelne Services, déi da geleescht géife ginn, an hei virun allem, ob déi eenzel Réseauen da kéinten aktiv ginn oder net.

Mir hunn dat an enger flotter Form diskutéiert an och zesumme mat de Vertreder vun Ministère ausdiskutiert a waren eis dëser Problematik bewosst, hunn derniewent och d'Beispill vun Däitschland mat zitéiert. Hei si mer ganz kloer zur Feststellung komm, wann dat de Fall sollt sinn, dass dat och kloer misst iwwer Konventionen geregelt ginn. Mir sinn de Moment net der Meinung, dass dës Tendenz soll gestäipt ginn, fir virun allem och dëser Tendenz, déi de Moment besteet, net nach méi Opdriff ze ginn.

De Conseil d'État hat am Prinzip mat deem ganze Projet kee Problem. Hien huet just den Intitulé dovu geännert, andeem déi zwee Tireten erauskoumen, an e wollt verbessere mat engem «et» dertëscht, esou dass elo de Projet de loi heescht: «Projet de loi portant approbation - de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale, et - du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées», deen drugehaenge gouf, fir einfach déi Prestatiounen, déi bezuelt ginn, déi net rechtens sinn, zréckzekeréien.

D'Kommissioun huet unanime dëse Projet och aviséiert, an ech géif mengen, dass ech och vu menger Säit aus dann den Accord vum eiser Fraktioun dozou kéint ginn.

Den zweete Projet ass de Projet 5705, dat ass e Projet, deen e bësse méi speziell ass. Dat ass en Ofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Kinnekräich Marokko, dat ënnerschriwwen gouf hei zu Lëtzebuerg den 2. Oktober 2006, hei och déposéiert gouf vum Ausseminister - dat de 15. Mäerz 2007.

De Statsrot huet och hei säin Avis den 22. Mee 2007 ginn. Ech gouf och den 21. Juni Rapporteur genannt vun dëser Konvention, an och hei huet d'Chamberskommissioun vum der Santé an der Sécurité sociale de 5. Juli 2007 unanime dëse Rapport akzeptéiert.

Wat ass elo den Objet vum dëser Konvention? Bon, den Objet ass deen, dass et eng d'Approbation ass vun enger Konvention, och erëm an der Matière vum der Sécurité sociale, tëschent Lëtzebuerg a Marokko. Et ass déi éischte Kéier, wou esou international Relationen an der Sécurité sociale bestinn tëschent Marokko a Lëtzebuerg, an dat virun allem fir de Vide juridique hei opzehiewen, deen de Moment besteet bei der Uwendung an déi Ressortisanté vum deenen zwee Länner.

Natierlech nennt dës Konvention sech gréisstendeels un a stäipt sech op de

Règlement communautaire 1408/71. Si huet just eng Rei Upassungen, op déi ech eng Kéier kuerz wäert agoen.

1408/71 begräift, wéi gesot, d'Assurance maladie, d'Assurance accident, d'Assurance pension souwéi och d'Veillesse, d'Invalidité an d'Survie, wéi selbstverständlech och d'Prestations de chômage an och d'Prestations familiales. Et ass awer och hei virun allem déi éischte Kéier, dass en international Instrument besteet, wat d'Assurance dépendance betrëfft, mat engem Land, dat net Member vum der Europäescher Communautéit ass. Dat ass e bëssen eng speziell Saach an dëser Konvention.

De Champ d'application nennt sech da ganz kloer natierlech un d'Lëtzebuerg an och un d'marokkanesch Ressortissanten, déi op engem vun deenen zwee Territoire wunnen, an e nennt sech dann natierlech och un d'Membere vun hirer Famill an un d'Hannerbliwwen. Derniewent ass dann eben déi Saach bäikomm, dass Lëtzebuerg nach eng Deklaratioun hannert d'Konvention gehaangen huet, wou d'Marokkaner net domat d'accord waren, dass och dës Dispositionen géife spillen, egal wat fir eng Nationalitéit d'Persounen hätten an deem Land wou se sinn.

Dunn huet awer de Statsrot, deen dës Deklaratioun gekuckt huet, gesot, dat dote wier net méiglech, dass mer un eng Konvention, déi vu béide Säiten ënnerschriwwen wier, nach géifen eng unilateral Deklaratioun hannendrunhänken, esou dass d'Kommissioun sech deem och ugeschloss huet an dës Deklaratioun aus dem Projet de loi elo erausgeholl huet, well mer och der Meinung sinn, dass Lëtzebuerg sech un dës Spillregeln, déi an der Europäescher Communautéit virgesi sinn, hale muss.

Wat heescht elo dës Konvention? Wat sinn déi eenzel Chapteren dovun?

Deen éischte Chapter begräift virun allem dee vun der Égalité de traitement, dee vun der Exportatioun vum de Prestatiounen souwéi och der Totalisatioun vum de Périodes d'assurance, dat fir herno d'Pension ze berechnen.

Deen zweete Chapter geet éischter op d'Législatioun an a wat fir engem Land d'Aarbechter ganz einfach schaffe respektiv hir Activité professionnelle exercéieren.

Deen drëtte Chapter behandelt dee ganze Volet vum der Assurance maladie a maternité.

Dann de Chapter 2, dee virun allem och nei ass als en international Instrument, dee vun der Assurance dépendance, nei, wéi gesot, mat engem Land, dat net Member vum der Europäescher Unioun ass.

An dann de Chapter 3, dee virun allem d'Berechnung, de Calcul vum den eenzelne Pensionen, déi méiglech sinn, ganz genau definéiert.

Beim Chapitre 4 komme mer un d'Prestations forfaitaires, déi accordéiert gi bei engem Stierfall respektiv dann och natierlech bei de Frais du funérail, déi do ufalen.

Am Chapitre 5 schwätze mer vun där ganzer Matière Chômage, wou hei och kloer festgehalten ass, dass selbstverständlech net ka spillen, dass eng Exportatioun vum de Rechter, dat heescht mat deene sougenannten E303, net méiglech ass, dass déi Perioden, déi am Land prestéiert ginn, awer mat a Besuch kënnen geholl ginn, fir d'Périodes de stage bei deenen eenzelne Gesetzgebungen, sief et hei zu Lëtzebuerg oder a Marokko, ze erfüllen.

De Chapitre 6 ass dee vun de Prestations familiales, wou e bëssen och eng Spezifisitéit dran ass, dass hei kloer festgehalten ass, dass dat sech all Kéiers och applizéiert, op där Plaz, wou d'Kand och effektiv wunnt, wou et also seng Résidence huet.

De Chapitre 7 schwätzt vun den Accidents du travail an de Maladies professionnelles, déi geregelt gi sinn.

An de quatrième Titre vum der Konvention regelt am Prinzip verschidden divers Dispositionen, déi nach bestinn, souwéi natierlech och d'Entrée en vigueur vun deemem Gesetz.

De Conseil d'État huet dëse Projet de loi och positiv aviséiert, mä huet ebe just d'Remarque gemaach mat där Deklaratioun, déi mer drugehaangen haten, wou mer och deem Rechnung gedroen hunn an dës och elo an deemem Projet de loi ewechloossen. An deem Sënn géif ech och proposéieren, dass mer dës Konvention stëmme kënnen, esou wéi se elo virgesinn ass am Projet de loi. Ech géif dann och mengersäits den Accord vum eiser Fraktioun dozou ginn.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schneider. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5570, d'Sozialofkommens tëschent Lëtzebuerg a Frankräich.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5570 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Ali Kaes), Jean-Paul Schaaf (par M. Gilles Roth), Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox

(par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet 5705, d'Sozialofkommens mat Marokko.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Dëse Projet ass och eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Ali Kaes), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme

Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir haut de Moien ukomm. Haut de Mëtteg tagt d'Chamber um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 10.36 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Communication	page 502
5511 - Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg et	
Interpellation de Mme Colette Flesch sur le nécessaire respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles	pages 502-518
Ordre du jour	page 518
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des contrats des chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire	pages 518-521
5743 - Proposition de loi de M. Marco Schank portant création d'un Service de bibliothèques publiques (Déclaration de recevabilité)	page 521
5707 - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée	pages 521-523
Question avec débat N°21 de M. Jean Huss au sujet des enfants diagnostiqués TDHA (trouble au déficit de l'attention / hyperactivité)	pages 523-524
Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la thématique des transplantations d'organes	pages 524-527
5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines	pages 527-531
Formation et composition d'une Commission des Comptes	page 531
Ordre du jour	page 531
Communications	page 532
Dépôt d'une proposition de loi	page 532
Ordre du jour	page 532
Dépôt d'une motion par M. Félix Braz	page 532
5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg	page 533
5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection	pages 533-535
5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention	pages 535-539
Ordre du jour	page 539
5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:	
- la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,	
- l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de la dite directive, et portant modification de:	

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,

- la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,

- la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

pages 540-543

5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales

pages 543-544

5697 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003,

2) modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.)

page 544

5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle

page 545

Ordre du jour

page 545

5679 - Projet de loi

1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers, et

2. portant modification de:

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

pages 545-546

5670 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises

page 546

5570 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

et

5705 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg, le 2 octobre 2006

pages 546-547

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1715	Mme Nancy Arendt	Éducation sexuelle à l'école
1720	Mme Marie-Josée Frank	Travaux de construction du contournement de Bous
1733	M. Claude Meisch	Révision de la composition du panier de produits pris en compte pour le calcul de l'index
1752	M. Jos Scheuer	Préparation aux examens proposée par l'Armée luxembourgeoise pour l'obtention de plusieurs catégories de permis de conduire - Cours du Centre de Formation pour conducteurs à Colmar-Berg
1755	M. Ben Fayot	Bilan des mesures fiscales en faveur du logement
1763	M. Aly Jaerling	Nouveaux tarifs dans les transports en commun
1764	M. Laurent Mosar	Politique commerciale de la société Coditel
1765	Mme Nancy Arendt	Contrôle des prestations fournies dans les Centres Intégrés pour Personnes Âgées
1766	M. Claude Meisch	Projets d'intérêt luxembourgeois sélectionnés dans le domaine des infrastructures de transport susceptibles de bénéficier d'un soutien financier communautaire
1767	M. Ben Fayot	Entrée en vigueur du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 5 mars 2004 concernant la santé et la sécurité du travail et le contrôle médical - Lutte antitabac
1773	M. Patrick Santer	Exclusion des pays de l'UE du «Visa Waiver Program» (VWP) - Obligation de demande d'un visa d'entrée sur le territoire américain
1774	M. Xavier Bettel	Installation de membres de la Police grand-ducale dans un pays limitrophe
1788	M. Jacques-Yves Henckes	Qualifications des policiers du quartier de la gare
1789	M. Marcel Oberweis	Coopération européenne dans le domaine de la mobilité ferroviaire
1791	M. Aly Jaerling	Panneau d'affichage des valeurs mesurés de la qualité de l'air
1795	MM. Marcel Oberweis et Gilles Roth	Constat des infractions en matière de destruction de biotope au sens de la loi de la protection de la nature
1796	M. Marcel Oberweis	Futur de l'Institut Européen de Technologie (IET)
1798	M. Gast Gibéryen	Tracé de la nouvelle ligne ferroviaire Esch/Alzette-Luxembourg
1802	M. Xavier Bettel	Analyse des problèmes de transmission d'information vers certains commissariats

Question 1715 (2.5.2007) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant l'éducation sexuelle à l'école:

Depuis quelques années le pourcentage des mères mineures est en hausse, notamment celui des mères de moins de 16 ans.

En 2005 50% des demandes d'interruption volontaire de grossesse au Grand-Duché du Luxembourg émanaient de jeunes femmes de moins de 25 ans, dont 6% avaient moins de 16 ans.

De nombreuses études soulignent l'importance de l'éducation sexuelle pour éviter que les jeunes filles soient contraintes à vivre une grossesse précoce non désirée ou le cas échéant un avortement. À côté de la survenue d'une grossesse non désirée, le SIDA, les violences et la discrimination à l'égard des femmes nous obligent à offrir à nos enfants une éducation sexuelle et affective sans fleur ni tabou, mais vraie, fondée sur la responsabilité et l'équité.

Une grande majorité des adolescents hésite à discuter des questions liées à la sexualité avec leurs parents. Aussi, l'éducation sexuelle est-elle toujours un sujet que beaucoup de parents ressentent comme gênant.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Sachant que l'éducation sexuelle est souvent négligée, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'éduca-

tion sexuelle à l'école devrait être revalorisée?

- Le Gouvernement pourrait-il envisager de véritables campagnes de sensibilisation pour certains niveaux scolaires?

Réponse (12.7.2007) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Concernant la place de l'éducation sexuelle et affective dans le curriculum de l'école luxembourgeoise, il convient de noter qu'elle fait partie du programme officiel:

- enseignement primaire: cours d'éveil aux sciences et sciences naturelles

- enseignement postprimaire: cours de biologie

Elle constitue donc une matière obligatoire au même titre que d'autres.

Le Ministère de l'Éducation nationale initie et soutient régulièrement des activités de promotion de la santé notamment dans le domaine de l'éducation sexuelle et affective et de la prévention du SIDA.

Je voudrais plus particulièrement attirer l'attention sur trois actions:

1. La distribution de préservatifs

Suite à l'accord de coalition qui prévoit la distribution gratuite de préservatifs aux jeunes, sur avis du Comité de surveillance du SIDA et après concertation avec les responsables de plusieurs lycées, il a été retenu que la distribution serait réalisée à faible coût.

Sur tous les sites des lycées et lycées techniques au moins deux distributeurs ont été installés. Les distributeurs en place ont été finan-

cés par le Ministère de la Santé et sont gérés par les écoles.

Parallèlement à la campagne d'installation, le SCRIPT a mis en œuvre en coopération avec l'AidsBerodung de la Croix Rouge et la Division de la médecine scolaire, une campagne de sensibilisation pour les élèves des classes de 7^e et de 8^e/6^e.

Dans le souci de proposer une campagne concertée et respectant un langage adapté aux différentes classes (public jeune, contexte culturel et sociofamilial très hétérogène...), une formation a été organisée à l'attention du personnel de la médecine scolaire et des éducateurs et éducatrices des lycées et des lycées techniques.

2. Activités de prévention

- Une coopération systématique avec le Mouvement luxembourgeois pour le Planning familial et l'Éducation sexuelle a été mise en œuvre afin de proposer une démarche concertée aux écoles.

L'offre du Planning familial en matière d'éducation sexuelle et affective s'adresse plus particulièrement aux élèves des classes de 8^e et 9^e de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'aux classes de 6^e et 5^e de l'enseignement secondaire. En complément à l'éducation en matière de santé affective et sexuelle prévue au programme officiel, l'intervention externe favorise la spontanéité des échanges et leur approfondissement ainsi qu'une prise de contact avec les locaux et le personnel des services spécialisés facilitant un recours ultérieur des élèves en cas de problème. Ainsi, 176 interventions en classes ont pu être prises en charge pendant l'année scolaire 2005-2006.

- Concours annuel organisé dans le cadre de la journée mondiale SIDA:

Lors de l'organisation des concours en coopération avec l'AidsBerodung de la Croix Rouge et du Service National de la Jeunesse, une attention particulière est portée aux élèves des classes de l'enseignement préparatoire.

3. Formation continue

L'expertise d'intervenants spécialisés garantissant une information adaptée et actualisée est mise en œuvre lors d'activités régulières de formation continue pour les enseignants et les enseignantes.

Question 1720 (3.5.2007) de Mme Marie-Josée Frank (CSV) concernant les travaux de construction du contournement de Bous:

En septembre 2003 la première partie des travaux de construction du contournement de Bous ont pu être achevés. L'objectif de ce contournement est, d'une part, d'assurer la fluidité du trafic qui y est très intense et, d'autre part, d'augmenter la sécurité et la qualité de vie à l'intérieur de l'agglomération.

Les plans pour la deuxième partie du contournement entre Bous et Oetrange étant prêts depuis longtemps, il semble que la réalisation de cette deuxième étape soit suspendue. Par conséquent, chaque jour plus de 1.000 voitures traversent l'agglomération - y inclus la rue le long de laquelle est situé le complexe scolaire - pour emprunter la route N28 vers Munsbach et rejoindre ainsi l'accès de l'autoroute.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Étant donné que les plans pour le contournement, élaborés en étroite collaboration entre le Ministère des Travaux publics et le Ministère de l'Environnement, sont achevés depuis longtemps et que l'État est déjà propriétaire des terrains concernés, quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux de construction du contournement de Bous sont bloqués?

Réponse commune (20.7.2007) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

En date du 2 mars 2006 le Ministre des Travaux publics a saisi le Ministre de l'Environnement d'un dossier d'autorisation dans le cadre de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

L'instruction du dossier au niveau du département de l'Environnement a mis en lumière un certain nombre de graves problèmes environnementaux engendrés en cas de l'exécution du projet.

En conséquence le Ministre de l'Environnement a émis une décision négative en date du 12 mars 2007 sur base des critères de refus tels qu'il figurent à l'article 56 de la précitée loi.

Le projet de raccordement N2-N28 n'a pas encore fait l'objet de la procédure décisionnelle telle que prévue par la loi du 13 mars 2007 qui transpose en droit national la directive 97/11/CE du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Or, tout nouveau projet routier doit faire l'objet de cette procédure d'évaluation et, le cas échéant, d'une consultation publique, avant qu'une décision quant à sa réalisation ne puisse être prise.

Le projet de raccordement N2-N28 fera donc l'objet de l'évaluation

prévue par la loi du 13 mars précitée et ceci parallèlement à l'élaboration des plans directeurs sectoriels «Transports» et «Grands ensembles paysagers et forestiers».

Question 1733 (10.5.2007) de M. Claude Meisch (DP) concernant la révision de la composition du panier de produits pris en compte pour le calcul de l'index:

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que le Gouvernement allait, suite aux négociations au sein de la Tripartite et des décisions prises dans le contexte de la modulation de l'index, examiner au cours de l'année 2007 quels produits seraient dorénavant pris en compte pour le calcul de l'index. («Fir d'éischt mol: D'Regierung hätt kënnen dermat liewen eenzel Produkter elo schonn aus dem Indexwuerekeruef erauszehuelen - net d'Pétrolsprodukter, mä Alkohol an Tubak. Well d'Gewerkschaften awer nëmmen d'accord ware sech iwwert dës Fro eréischt endgültig ze äusseren, wann déi nächst regulär lwwerprüfung vun der Zesummesetzung vum Wuerekeruef stattfënn - an déi fënn 2007 statt - hu mer déi Diskussioun op da vertaagt. Si ass net eriwwer - si ass vertaagt»)

Lors de sa réunion du 27 avril dernier, le Conseil de Gouvernement a procédé à un état des lieux des travaux et discuté de pistes de réflexion en vue de l'élaboration d'un plan d'action contre une inflation excessive. L'examen des produits pris en compte pour le calcul de l'index ne figurait pas parmi les mesures discutées.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement entend toujours revoir la composition du panier de produits pris en compte pour le calcul de l'index? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer quand cet examen des produits pris en compte pour le calcul de l'index aura lieu?

Réponse (16.7.2007) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Il faut distinguer clairement deux éléments: d'une part, la composition du panier des produits de l'échelle mobile et, d'autre part, la révision du schéma de pondération de l'indice des prix (IPCN, IPCH).

La composition de l'échelle mobile, l'indice servant à l'indexation des salaires, a fait l'objet d'une discussion au sein du comité tripartite et a abouti aux décisions bien connues d'avril 2006. Ces mesures de modulation de l'échelle mobile ont été mises en œuvre par la loi de juin 2006. La liste composant l'échelle mobile n'est donc plus à l'ordre du jour.

La révision de l'indice des prix à la consommation, instrument de mesure de l'inflation, fait l'objet d'un réexamen annuel. Conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1999, la liste des positions de référence de l'indice et leurs pondérations sont révisées annuellement pour tenir compte des modifications dans les habitudes de consommation. Ce règlement précise en outre que les révisions annuelles de la liste des positions de l'indice et de leur pondération font l'objet de règlements grand-ducaux à prendre chaque année après consultation du CES. La pondération 2007 découle des comptes nationaux, plus précisément des dépenses de consommation finale des ménages, de l'année 2004. Le schéma de pon-

dération afférent est établi au prix du dernier mois disponible, en l'occurrence le mois d'octobre 2006 pour le schéma présenté au CES et le mois de décembre 2006 pour le schéma arrêté par règlement grand-ducal. Le schéma de pondération devient définitif après que la commission mensuelle de l'indice des prix ait entériné les résultats relatifs à l'indice au 1^{er} décembre de chaque année. Le dernier avis en date a été publié le 11 janvier 2007 (www.ces.etat.lu). Le schéma de pondération définitif pour l'année 2007 est arrêté par le règlement grand-ducal du 13 février 2007 actualisant le règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 concernant l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

Une amélioration notable des données de base proviendra des résultats de la nouvelle enquête auprès des ménages, lancée en juillet 2003.

Des échantillons annuels indépendants de 1.000 ménages sont cumulés sur trois ans pour fournir des estimations de la structure des dépenses de consommation. L'enquête permanente sur le budget des ménages constitue une opération statistique particulièrement lourde et complexe, demandant un effort très important aux ménages (noter pendant 15 jours les achats quotidiens dans un carnet, rechercher toutes sortes de relevés, factures ou quittances pour les dépenses des six ou 12 mois écoulés). À partir de décembre 2007 des résultats seront publiés, chaque année, portant sur des données cumulées sur trois ans. Chaque année, une nouvelle vague sera ajoutée alors que la plus ancienne sera retirée. Quelques résultats préliminaires ont été publiés au mois de février dans le Statnews N°7/2007 du 9 février 2007.

Question 1752 (23.5.2007) de **M. Jos Scheuer** (LSAP) concernant la **préparation aux examens proposée par l'Armée luxembourgeoise pour l'obtention de plusieurs catégories de permis de conduire - cours du Centre de Formation pour conducteurs à Colmar-Berg:**

L'Armée luxembourgeoise offre aux soldats la possibilité de se préparer aux examens prévus pour l'obtention de plusieurs catégories de permis de conduire. Il est évident que le fait d'être détenteur du permis de conduire d'autobus ou de camion augmente considérablement la qualification des jeunes gens et par là leurs chances d'être embauchés au terme de leur service militaire.

Pour être admissibles à l'apprentissage et aux épreuves, les candidats doivent remplir un certain nombre de conditions qui diffèrent selon le permis visé, telles que la condition d'âge, la réussite de l'un ou de l'autre examen pratique, etc.

En ce qui concerne les cours offerts au Centre de Formation pour conducteurs à Colmar-Berg, il ressort des informations disponibles sur le site Internet de l'Armée qu'à côté des conditions générales à remplir par les candidats, l'Armée se limite à y faire passer 100 candidats par année à ses frais.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que des seuils annuels existent pour chaque catégorie de permis de conduire? Dans l'affirmative, lesquels? Par qui sont fixés ces seuils?

- Quelles sont les raisons qui expliquent que l'Armée peut faire passer 100 candidats par année aux cours proposés par le Centre de Formation pour conducteurs?

- Quels sont les critères retenus pour la sélection de ces candidats?

- Quel est annuellement le nombre de demandes dans chaque catégorie de permis de conduire et combien de demandes connaissent une réponse favorable?

Réponse (12.7.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense:*

La question parlementaire de l'honorable Député a trait aux permis de conduire militaires.

Ad 1) Il n'existe pas de seuils pour la délivrance de différentes catégories de permis de conduire. Le nombre de permis de conduire à émettre est fonction du nombre de soldats volontaires incorporés, de la capacité du peloton instructeur chauffeur ainsi que des besoins opérationnels de l'armée.

Ad 2) Le site Internet de l'armée stipule effectivement que cette dernière peut faire passer annuellement 100 candidats aux différents cours proposés par le Centre de Formation pour conducteurs à Colmar-Berg.

Ne sont visés par cette limite supérieure que les permis de conduire de la catégorie B.

Le nombre de 100 résulte d'une analyse statistique effectuée par l'armée il y a un certain nombre d'années. Ce sont dès lors 100 militaires - toutes carrières confondues - qui participent annuellement à ces formations dans la catégorie B.

De même, l'armée participe depuis 2004 à des formations dans les catégories C et D à raison de 30 participants par an.

Ad 3) Pour pouvoir participer aux formations du Centre de Formation pour conducteurs dans la catégorie B, les soldats volontaires doivent être détenteurs (i) d'un permis de conduire militaire catégorie B et (ii) du permis de conduire civil depuis plus de trois mois.

Ad 4) Concernant le nombre de demandes, tous les soldats volontaires médicalement aptes suivent les cours pour l'obtention d'un permis de conduire militaire de la catégorie B, C1.

Les besoins opérationnels dictent le nombre de permis de conduire militaire de la catégorie C2, E1 et D.

En 2006, 111 permis de la catégorie B, C1 ont été délivrés. Pour ce qui est de la catégorie C2, E1, 63 permis ont été émis et huit de la catégorie D.

Question 1755 (24.5.2007) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **bilan des mesures fiscales en faveur du logement:**

La loi du 30 juillet 2002 a introduit plusieurs mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, en ramenant par exemple la taxe sur la réalisation de plus-values lors de la vente de terrains ou d'immeubles à 25% du taux d'imposition moyen ou en augmentant le taux d'amortissement accéléré sur les immeubles locatifs en propriété privée de 4% à 6%.

Ces mesures ont connu une prorogation dans le programme gouvernemental d'août 2004, duquel il ressort que «les mesures fiscales en faveur du logement, instituées par la loi du 30 juillet 2002 seront maintenues en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007. Un bilan de l'effet de ces mesures sera dressé avant cette date. Ce bilan devra permettre de déterminer l'efficacité des dispositions en cause et la correspondance de l'effet réel avec l'impact recherché des mesures».

Considérant que le Conseil Économique et Social a constaté dans

son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007 que les mesures en question «n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation quant à leur efficacité», et invite le Gouvernement «à présenter au plus vite un bilan desdites mesures avant de les abroger purement et simplement», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que l'évaluation susmentionnée est en cours d'élaboration?

- Quel est le bilan intermédiaire que l'on peut tirer de l'application des mesures depuis environ cinq années?

- Quel est le nombre de contribuables qui ont profité de ces mesures?

- Quelle est l'évolution en ce qui concerne les ventes respectivement les achats de terrains à bâtir depuis l'entrée en vigueur de la loi?

Réponse (20.7.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question parlementaire de l'honorable Député a trait aux différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation introduites par la loi du 30 juillet 2002.

En vue de procéder à une telle évaluation, il faudrait connaître le nombre total des mutations immobilières, l'objet sur lequel la mutation porte (terrain, maison unifamiliale, appartement, etc.), le nombre d'autorisations de bâtir, le nombre de logements achevés, etc.

Seule une enquête auprès des vendeurs pourra déterminer le motif les ayant conduits à la vente et si les mesures de la loi du 30 juillet 2002 y sont pour quelque chose.

En ce qui concerne le bilan intermédiaire que l'on peut tirer de l'application des mesures, il y a lieu de noter qu'au vu des prix des terrains à bâtir et des logements, il semble pour le moins évident que les mesures de la loi du 30 juillet 2002 n'ont pas désamorcé la flambée des prix.

Dans la récente publication du Statoc «conjuncture flash» de mai 2007 le chapitre consacré à la Construction se lit comme suit:

Ces chiffres ne sont que partiels, étant donné qu'ils reflètent les autorisations de bâtir et non pas les lotissements et la vente de terrains à bâtir.

Entre 2002 et 2006, 4.437 contribuables ont profité de ces mesures. Il faut préciser que pour les années d'imposition 2005 et 2006 le taux de remise des déclarations d'impôts et de leur traitement par l'Administration des Contributions directes n'est encore que de 81% respectivement de 25%.

Question 1763 (5.6.2007) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant les **nouveaux tarifs dans les transports en commun:**

Rezent huet den Här Transportminister nei Tariffer am nationalen öffentlichen Transport ugekënnegt.

Feststellen ass, datt verschidden Tariffer méi bëlleeg gi sinn, sou wéi och nei Méiglechkeeten a Form vu Joreskaarte fir eeler Persounen agefouert solle ginn. Kloer ass awer an dem Kontext net, ob déi Leit, déi bis elo gratis Kaarten hatten, déi kënnen behalen.

Leider ass et awer sou, datt fir d'Salariéen, déi Dag fir Dag musen eraus, keng attraktiv Méiglechkeete geschäfe goufe fir d'Benotze vum öffentlichen Transport; dat souwuel net fir d'Salariéen hei am Land, wou den Här Transportminister zoustänneg ass, awer och net fir d'Salariéen, déi aus de Grenzgebiddere hei an d'Land schaffe kommen, wou och unbedéngt misst

méi an den öffentlichen Transport investéiert ginn.

Kann den Här Transportminister d'Fro beäntweren:

1) Wéi ass net dru geduecht ginn, an Hisiicht op den Émstiege op den öffentlichen Transport, fir och de Salariéen eng Joreskaart zum selweschten Tarif wéi den eelere Persounen unzëbieden?

2) Kënnen déi Persounen, déi bis elo gratis Joreskaarten hatten, déi behalen oder mussen elo déi eeler Leit déi nei Kaart bezuelen?

3) Ass dru geduecht gi fir den öffentlichen Transport fir d'Salariéen aus de Grenzgebiddere méi attraktiv ze maachen duerch méi Ugebueter iwwert d'Schinn a Bus?

4) Wat geschitt an den interregionale Kommissiounen vum der Groussregioun, wou Lëtzebuerg jo och vertruueden ass, fir den öffentlichen Transport ze förderen?

5) Wat sinn déi finanziell Mëttele, déi vun der EU zur Verfügung stinn oder kënnen ugefrot ginn, fir den öffentlichen Transport an der Groussregioun ze förderen?

Réponse (10.7.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling beriff sech a senger Ufro op déi Tarifännerung, déi ech fir den 1. Juli 2007 virgesinn hunn.

Bei dësen Ännerungen ass tatsächlech virgesinn e Joresabonnement fir Senioren ab 60 Joer anzeféieren zum Präis vu 50 Euro. Doniewent gëtt et dann och e Joresabonnement fir déi schaffend Leit bis 60 Joer an dat zum Präis vun 200 Euro (Kuerzstreck) oder 400 Euro (Netzkaart).

All déi Leit, déi bis elo eng gratis Joreskaart hatten, kënnen dës och weider benotzen, an d'Gratiskaart ginn och zu deeneselwechte Bedéngunge wéi virdru weider ausgestallt.

Déi Leit, déi iwwert d'Grenze fueren, kënnen vun deene gënschtegen Tariffer hei zu Lëtzebuerg profitéieren, an dat a Kombinatioun mat den Tariffer, déi an eisen Nopeschlänner ugewandt ginn.

An den interregionale Kommissiounen ass de Verkéiersverbond (Communauté des Transports) am Aarbechtsgrupp 2 «Öffentlicher Personennahverkehr» vum Wirtschaftsausschuss vun der Groussregioun vertruueden.

Zieler vun dësem Aarbechtsgrupp sinn nient der Aktualiséierung a Verdieung vun der énnert der vergaangener Présidence verfaassten Etüd «ÖPNV», och nach virun allem d'Beräicher elektronesch Fuerplang- a Präisinformationssystem, méi attraktiv Fuerplang, een eenheetlech Tariffsystem an d'Grënnung vun engem Verkéiersverbond fir d'Groussregioun, souwéi och eng Aktualiséierung vun den Empfehlungen iwwert d'Verkéiersinfrastruktur.

Doniewent wäert dësen Aarbechtsgrupp eng Resolutioun fir d'Verbesserung vum «ÖPNV» an der Groussregioun erstellen. Am Fréijoer 2008 soll eng zweet Verkéierskonferenz vun der Groussregioun stattfannen.

Fir d'Virbereedung vun der ze iwwerschaaffender Etüd souwéi och vun der Verkéierskonferenz si véier Sitzunge virgesinn, déi Verrieder vu Ministère, «ÖPNV»-Zweckverbänn, Verkéiersentreprisen, souwéi och Benotzerorganisatiounen rassembleieren.

Niewent den Aarbechtssitzungen ass och etlech um Niveau vun der Öffentlechkeetsaarbecht geplangt:

- Mee-Oktober 2007: Abréngung vum «ÖPNV»-Konzept an déi regionala kommunal Parlamenter;

- Dezember 2007: Ofschlossbericht vum Aarbechtsgrupp;

- Januar 2008: Verkéierskonferenz;

- Ufank 2008: Projektantrag Inter-

reg fir eng Bestandsopnam vum «ÖPNV» an der Groussregioun;

- Enn 2008: Wëllenserklärung vun den Aufgabenträger vum «ÖPNV» souwéi och vun de Regionalparlamenter fir d'Aféierung vun engem gemeinsame Groussregioun iwwergräifende Verkéiersverbond;

- Schrëttweis Émssetzung vun de Verbesserungsverschléi fir den «ÖPNV».

Grenziwwerschreidend Transportleeschunge kënnen vun der EU geförderet ginn iwwer e Programm Interreg, souwéi wéi zwee Länner sech iwwer sou e Projet eens sinn. Déi meescht Buslinien, déi haut iwwert d'Grenzen no Lëtzebuerg kommen, gi vun eisem Transportministère finanziell gedroen.

Question 1764 (6.6.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **politique commerciale de la société Coditel:**

La société Coditel a signé avec les ayants droit et la société CLT-UFA une convention concernant la retransmission des programmes de télévision en numérique. Cette convention précise également le niveau de rémunération à verser au titre des droits d'auteur. Pour l'année 2008, la redevance forfaitaire annuelle par abonné est fixée à 55 euros hors TVA.

Selon mes informations, un certain nombre de clients ont déjà reçu une facture qui comprend le montant des droits d'auteurs pour l'année 2008 et qui doit être acquittée dans les semaines à venir. Les clients se voient donc dès à présent confrontés à une hausse substantielle des prix d'abonnement pour un service qui ne leur est offert qu'à partir du 1^{er} janvier 2008.

Sachant bien que cette société a déjà dans le passé eu recours à des pratiques commerciales très particulières, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Ministère afin de protéger les consommateurs contre des augmentations de prix intempestives ou injustifiées?

- Est-ce que les pratiques susmentionnées sont en conformité avec la législation sur le prix et la concurrence?

- Vu les développements qui précèdent ainsi que la politique commerciale particulière des dernières années, ne devrait-on pas réfléchir à un retrait de l'autorisation de la société en question?

Réponse (16.7.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

- La société de câblodistribution visée par la question parlementaire de Monsieur le Député Laurent Mosar a entre-temps fait marche arrière et a déclaré dans une lettre envoyée à l'ULC que leurs clients ne seraient pas tenus de régler leur facture dans les délais précisés dans la facture rectificative dont fait état Monsieur le Député. Elle se serait engagée à revoir les modalités de règlement et notamment de ne pas déconnecter les clients du réseau si la somme liée à la facture de 2008 restait en souffrance.

- Depuis l'abrogation de la législation sur les prix, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur n'a aucun moyen d'action pour agir sur les prix.

- Les faits cités par Monsieur le Député Laurent Mosar ont été dénon-

cés aux autorités de la concurrence.

- Depuis la loi du 30 mai 2005 sur les réseaux et les services de communication électroniques, l'activité dans ce secteur s'exerce librement (article 7) et l'opérateur n'a plus besoin d'une autorisation de la part de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR), mais doit simplement notifier l'exercice de son activité à l'ILR, organe de contrôle du secteur en question.

En outre, la société Coditel est titulaire d'une autorisation d'établissement délivrée par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement sur base de la loi modifiée du 28 décembre 1988 relative à l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. Suivant l'article 2 alinéa 5 de la loi précitée, cette autorisation peut être retirée par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

Question 1765 (7.6.2007) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le contrôle des prestations fournies dans les Centres Intégrés pour Personnes Âgées:

Suite à ma question orale du 22 mai 2007 (cf. *compte rendu N°13/2006-2007*), je souhaiterais avoir des précisions supplémentaires sur le contrôle des prestations fournies dans les Centres Intégrés pour Personnes Âgées.

Les soins fournis dans ces centres sont en règle générale d'une très haute qualité et les personnes séjournant dans un tel centre ou dans une maison de soins reçoivent les meilleurs soins possibles.

L'État luxembourgeois participe à concurrence de 140 millions d'euros au financement de l'assurance dépendance, argent destiné en partie à couvrir les soins fournis dans les CIPA ou maisons de soins.

Cependant, ces derniers temps il a été porté à ma connaissance qu'apparemment de plus en plus souvent les prestations fournies ne correspondent pas aux prestations prises en charge par l'assurance dépendance. En effet, il ne serait pas exceptionnel que, par exemple, un soin pour lequel une durée de 20 minutes devrait être prévu, soit presté en deux minutes. Il s'avère même que certains soins ne seraient pas effectués du tout, ceci bien évidemment au détriment des patients et des caisses de maladies qui payent pour une prestation qui n'est pas fournie.

Vu les développements antérieurs j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer qui exerce les contrôles dans les CIPA et combien de contrôles sont effectués annuellement dans les différents établissements au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser de quelle manière ces contrôles sont organisés? Sont-ils annoncés ou inopinés?

Réponse (16.7.2007) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance ne prévoyait pas de contrôle des prestations, ni en matière de quantité des prestations octroyées, ni en matière de qualité des prestations.

Le contrôle des services et de leur fonctionnement incombe au Ministère de tutelle qui accorde l'agrément. Pour les établissements d'aides et de soins (Centres Intégrés pour Personnes Âgées et Maisons de soins), il s'agit en l'occurrence du Ministère de la Famille et de l'Intégration sociale. En présence de plaintes des bénéficiaires, la Cellule d'évaluation et d'orientation a d'ailleurs à maintes reprises fait appel aux compétences de ce Ministère.

Néanmoins, la loi du 23 décembre 2005 modifiant différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance attribuée à la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance, deux missions supplémentaires à savoir le contrôle de la qualité des prestations fournies à la personne dépendante, compte tenu des normes définies ainsi que le contrôle de l'adéquation entre les prestations effectivement dispensées et les besoins de la personne dépendante. En se concentrant sur la prestation d'aides et de soins en tant que telle, ces deux nouvelles missions confiées à la Cellule d'évaluation et d'orientation complètent judicieusement les missions de contrôle exercées par le Ministère de tutelle et liées plus particulièrement à l'attribution de l'agrément.

Il importe de signaler que des contrôles quant à la quantité des prestations ont été effectués depuis plusieurs années par l'Union des Caisses de Maladie, en qualité d'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance.

En comparant le temps total des différentes prestations facturées par les prestataires aux effectifs du personnel, l'Union des Caisses de Maladie a pu constater que certaines prestations facturées ne pouvaient être fournies compte tenu d'un manque de professionnels pour les prester. Les prestataires concernés ont été invités à rembourser les sommes trop perçues et se sont exécutés.

En ce qui concerne l'adéquation entre les prestations requises au plan de prise en charge et les prestations effectivement accordées par les professionnels au bénéficiaire concerné, des contrôles sporadiques ont été réalisés. Il importe toutefois de signaler que ces contrôles n'ont pas été exercés systématiquement. La méthode appliquée consistait en une comparaison des prestations requises, des prestations facturées et de la documentation de soins. Cette dernière décrit tout à la fois, l'état de santé du bénéficiaire, son évolution et les prestations qui lui sont accordées.

Cet exercice a permis de compléter les opérations plus globales de contrôle exercées par l'Union des Caisses de Maladie et décrites ci-dessus.

Ceci étant dit, on ne manquera pas de relever le caractère très délicat que peut prendre une opération de contrôle des prestations octroyées. Vérifier si le droit du bénéficiaire aux aides et soins requis au plan de prise en charge est respecté impose de toucher à l'intégrité de la personne. Une telle vérification doit répondre à des exigences éthiques très strictes et s'exercer dans un cadre normatif clairement défini.

C'est principalement dans ce but que la loi du 23 décembre 2005 a institué une commission de qualité des prestations qui a pour mission d'élaborer des propositions de lignes directrices et de standards de référence notamment en matière de qualité des aides et soins, aides techniques et adaptations du logement. Cette commission vient d'être constituée. Il est prévu qu'elle se réunisse une première fois dans les prochaines semaines.

Question 1766 (7.6.2007) de M. Claude Meisch (DP) concernant les projets d'intérêt luxembourgeois sélectionnés dans le domaine des infrastructures de transport susceptibles de bénéficier d'un soutien financier communautaire:

Fin mai dernier le Parlement de Strasbourg a donné son accord aux nouvelles règles de financement dans le domaine des réseaux transeuropéens de transport et d'énergie.

- Alors que la grande majorité des fonds budgétaires mis à cet égard à la disposition par les instances communautaires sont réservés à des projets d'infrastructure relevant des transports, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports quels seront les projets d'intérêt luxembourgeois sélectionnés dans ce domaine pour être présentés à Bruxelles en vue de l'octroi d'un subside de l'Union européenne.

- Notant par ailleurs que les instances communautaires mettent la priorité dans le cadre de ce programme de financement sur les 30 grands projets d'infrastructure prioritaires identifiés en concertation avec les États membres, quels sont les projets luxembourgeois susceptibles de bénéficier d'un soutien financier communautaire?

- Sachant enfin que le projet Eurocap-Rail figure parmi les projets prioritaires en question et que l'échéance pour introduire une demande de subvention se trouve fixée à la fin du mois de juillet, où en est la concertation avec la Belgique sur la consistance des travaux d'amélioration de la ligne Luxembourg-Bruxelles?

- Le Gouvernement luxembourgeois compte-t-il introduire une demande commune avec la Belgique pour obtenir une aide communautaire au titre du programme visé?

- Y a-t-il eu une concertation avec les autorités françaises pour introduire une demande analogue pour le deuxième volet de la réalisation du TGV-Est portant sur la construction d'une ligne nouvelle à grande vitesse entre la périphérie de Metz et de Strasbourg?

Réponse (16.7.2007) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

1. Projet Eurocap-Rail

En ce qui concerne la concertation avec la Belgique sur la consistance des travaux d'amélioration de la ligne Luxembourg-Bruxelles, les CFL ont été invités à faire avancer les études relatives aux travaux projetés en vue de les porter à un niveau APS. Les CFL sont en train d'étudier la faisabilité de porter la vitesse entre Arlon et l'entrée de Kleinbettingen à 160 km/h. Une demande commune avec la Belgique pour obtenir une aide communautaire dans le domaine des réseaux transeuropéens pourra dès lors être introduite.

2. TGV Est-européen

Pour ce qui est de la concertation avec les autorités françaises pour introduire une demande pour la deuxième phase de la réalisation du TGV Est-européen entre Baudrecourt et Strasbourg, cette demande sera introduite, tout comme pour la première phase, par l'État français sur base du dossier à produire par les maîtres d'ouvrage RFF et SNCF.

Conformément à l'article 5 du protocole d'accord relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-européen et signé entre la France et le Luxembourg le 28 janvier 2002, la contribution forfaitaire du Luxembourg pour l'ensemble du projet sera intégralement versée lors de la réalisation de la première phase du TGV Est-européen; la France re-

nonçant expressément à demander au Luxembourg une quelconque contribution supplémentaire.

3. Amélioration du corridor C

Le corridor de fret C relie Anvers à Bâle en passant en Belgique par la ligne dite «Athus-Meuse», au Luxembourg par Rodange et Bettembourg et en France par la Lorraine et l'Alsace.

Sur le côté luxembourgeois différents travaux sont prévus sur cette relation:

- ajout de deux fois quatre voies au triage de Bettembourg (deux voies au faisceau de débranchement et deux voies au faisceau de réception);

- aménagement d'une ligne nouvelle entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie;

- réalisation d'un tunnel de connexion entre Belvaux-Mairie et Oberkorn afin d'éviter la courbe inclinée entre Oberkorn et Belvaux-Soleuvre;

- renouvellement et modernisation des installations ferroviaires en Gare de Differdange et desserte de cette Gare par le Poste Directeur de Pétange.

4. Mise à double voie de la ligne de Pétange à Luxembourg

La mise à deux voies de la ligne de Pétange à Luxembourg permet d'augmenter la capacité sur cette ligne. Dans le cadre de ce projet tous les passages à niveau implantés à bord de cette ligne seront supprimés afin de garantir la fluidité du trafic routier en vue de l'augmentation du nombre de trains utilisant cette ligne.

Cette ligne est importante pour les flux de voyageurs se dirigeant vers la France et la Belgique. Avec l'augmentation du nombre de trains, la desserte des villes limitrophes de Longwy et Virton à partir de Luxembourg pourra être améliorée.

Le projet créera aussi des capacités suffisantes pour la circulation de trains de marchandises circulant entre la Belgique et la France en passant par notre pays, tout en évitant la traversée d'importantes agglomérations comme Differdange et Esch/Alzette.

Il est à relever que ce projet est actuellement subventionné par la Commission européenne sur base d'un programme annuel. L'adoption éventuelle de ce projet dans le programme pluriannuel des subventions communautaires lui donnerait une certaine certitude en matière d'aide financière et éviterait d'introduire annuellement une nouvelle demande de subvention.

5. Construction d'un nouveau viaduc «Pulvermühle» et mise à double voie du tronçon de ligne de la bifurcation Stadtgrund à Sandweiler de la ligne de Luxembourg à Wasserbillig

La réalisation d'un nouveau viaduc «Pulvermühle» augmentera la capacité de la sortie Nord de la Gare de Luxembourg et supprimera la situation actuelle de la présence d'appareils de voies à la sortie Nord du viaduc existant ce qui améliorera la sécurité ferroviaire à cet endroit.

La mise à double voie du tronçon de ligne créera les capacités nécessaires pour une augmentation du nombre de trains vers Wasserbillig et l'Allemagne ainsi que la desserte ferroviaire de l'Aéroport de Luxembourg et du quartier de Kirchberg.

Il est à relever dans ce contexte que les études relatives à la construction d'un nouveau viaduc ont été subventionnées par la Commission européenne.

6. Installation du système ETCS sur le réseau ferré luxembourgeois

Les projets relevant du système ERTMS sont subventionnés par la Commission européenne par le biais d'un budget séparé de celui

destiné au paiement des subventions concernant des projets généraux d'investissement.

Le système de sécurité ETCS est un module du système ERTMS. Le système ETCS qui sera installé sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois permet de contrôler la vitesse des trains circulant sur le réseau ferré luxembourgeois. Avec ce système il sera notamment possible de faire arrêter les trains devant des signaux interdisant la continuation du train ou d'en réduire la vitesse si les circonstances l'exigent en absence d'une réaction afférente du conducteur du train.

Ce système constitue un maillant important en matière d'interopérabilité étant donné qu'il est prévu de l'installer sur tous les axes ferroviaires du réseau TEN-T.

Dans ce contexte deux demandes seront adressées à la Commission européenne.

Une première demande sera introduite par le GEIE du corridor C et a pour objet l'équipement de ce système sur les locomotives des opérateurs concernés ainsi que son aménagement sur l'infrastructure ferroviaire des lignes de ce corridor.

Une deuxième demande sera introduite par le Luxembourg couvrant les autres lignes du réseau ferré luxembourgeois.

Il est à relever que ce projet est actuellement subventionné par la Commission européenne sur base d'un programme annuel. Ce système est déjà installé et exploité commercialement sur la partie Sud de la Ligne du Nord entre Bûrden/Michelau et Luxembourg. La mise en service de ce système sur la ligne de Luxembourg à la frontière franco-luxembourgeoise près de Bettembourg est prévue pour le 26 juillet 2007.

Question 1767 (7.6.2007) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 5 mars 2004 concernant la santé et la sécurité du travail et le contrôle médical - lutte antitabac:

L'article 17 de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac retient l'inscription dans le statut général des fonctionnaires du principe de la protection efficace du fonctionnaire contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui. Suite à l'entrée en vigueur de cette loi, le Conseil de Gouvernement a adopté lors de sa séance du 19 octobre 2006 un projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 5 mars 2004 concernant la santé et la sécurité du travail et le contrôle médical dans la fonction publique, dont l'objectif poursuivi est de déterminer les mesures, les conditions et les modalités d'application des dispositions législatives susmentionnées.

Or, sept mois plus tard, le règlement en question n'est toujours pas en vigueur, de sorte que j'aimerais connaître de Monsieur le Ministre les raisons qui expliquent ce retard.

- Sachant que l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi N°5533 devenu la loi du 11 août 2006 était très mitigé - rappelons qu'il était accompagné d'un avis minoritaire -, j'aimerais savoir si le Conseil d'État a entre-temps émis son avis sur ce règlement grand-ducal et, dans l'affirmative, s'il l'a approuvé.

- Quand est-ce que le règlement entrera en vigueur?

- Comment les fonctionnaires non fumeurs peuvent-ils se protéger à l'heure actuelle contre le tabagisme passif?

Réponse (20.7.2007) de **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:**

En réponse à la question parlementaire N° 1767 de l'honorable Député Ben Fayot, il convient de relever que le Conseil de Gouvernement, lors de sa séance du 6 juillet 2007 a décidé, sur base des avis afférents du Conseil d'État et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'étendre sa première proposition et d'introduire une interdiction générale de fumer à l'intérieur des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics. Cette mesure sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2008.

Jusqu'à cette date seront applicables les mesures de protection générales prévues par la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac qui précise à son article 6, paragraphe premier, point 10 qu'il est interdit de fumer dans les halls et salles des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics.

Question 1773 (8.6.2007) de **M. Patrick Santer (CSV)** concernant l'**exclusion des pays de l'UE du «Visa Waiver Program» (VWP) - obligation de demande d'un visa d'entrée sur le territoire américain:**

La presse internationale s'est récemment fait l'écho, suite à l'«obsession sécuritaire américaine et les divisions européennes» (Le Figaro, 2 juin 2007), du fait que tous les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne, même ceux dispensés à l'heure actuelle d'un visa en application d'un programme de dispense de visa («Visa Waiver Program»), dont les ressortissants luxembourgeois, pourraient se voir obligés de solliciter un visa avant d'entrer sur le territoire américain.

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les divisions européennes qui pourraient, outre la tendance sécuritaire américaine existant depuis quelques années, mener à un durcissement des conditions d'entrée aux États-Unis?

2) Quelles mesures l'Union européenne et le Luxembourg en particulier ont-ils pris ou entendent-ils prendre pour éviter que les ressortissants de pays qui sont actuellement inclus dans le programme de dispense de visa puissent continuer à en profiter?

3) Si le Luxembourg, entre autres pays, devait être exclu du «Visa Waiver Program», les citoyens américains qui se rendent au Luxembourg ou dans un autre pays de l'Union européenne devront-ils, eux aussi, solliciter un visa d'entrée pour notre pays?

Réponse (16.7.2007) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

L'honorable Député fait référence au «Visa Waiver Program» américain qui permet aux ressortissants de certains pays de voyager sans visa aux États-Unis pour un séjour ne dépassant pas 90 jours. Tous les anciens États membres de l'Union européenne sauf la Grèce bénéficient de ce programme ainsi que la Slovaquie.

L'adhésion au programme repose sur un certain nombre de critères que les pays membres doivent remplir: les passeports des citoyens doivent être lisibles à la machine et les pays doivent avoir mis en place un programme de passeports biométriques; les États doivent fournir dans un délai raisonnable les informations sur des passeports perdus ou volés; le taux de refus de visas par les autorités américaines aux citoyens d'un pays doit avoir été inférieur à 3% avant l'adhésion au programme; le

nombre de citoyens du pays qui ont dépassé le temps autorisé de séjour doit être bas; les pays concernés doivent accorder la réciprocité aux citoyens américains et donc ne pas leur imposer de visas; le département de la Sécurité intérieure doit, dans une appréciation politique, déterminer que la participation d'un pays au programme n'a pas d'impact négatif sur les intérêts américains en matière de sécurité. Les pays membres du «Visa Waiver Program» sont évalués tous les deux ans et l'administration peut exclure un pays si elle constate que les critères ne sont plus remplis.

Depuis l'adhésion à l'UE de dix nouveaux États membres le 1^{er} mai 2004, suivi par celle de deux autres nouveaux États membres le 1^{er} janvier 2007, l'Union européenne intervient régulièrement auprès des autorités américaines pour obtenir l'inclusion dans le «Visa Waiver Program» des 12 États membres de l'UE qui n'en sont pas encore membres, en vertu des principes de mutualité et de réciprocité sur lesquels est fondée la politique communautaire en matière de visas. Le sujet est abordé dans les contacts de l'Union européenne à tous les niveaux, en particulier lors des sommets annuels UE - États-Unis. Lors du dernier sommet du 30 avril 2007 le sujet a pareillement été évoqué et la déclaration conjointe adoptée par les dirigeants mentionne la volonté commune d'arriver rapidement à une situation dans laquelle tous les citoyens de l'UE peuvent voyager aux États-Unis sans visa: «We aim at swift progress in achieving visa-free travel for all EU citizens to the United States consistent with the U.S. proposal to strengthen the security of its Visa Waiver Program and accelerate the expansion of visa-free travel, which is an important step forward in facilitating travel between the United States and Europe.»

Au vu de ce qui précède, on ne peut donc parler de divisions européennes sur ce sujet comme suggéré par l'article du Figaro du 2 juin dernier auquel l'honorable Député fait référence.

Les États-Unis sont conscients de la volonté européenne de voir les 12 États membres concernés intégrés en bloc dans le «Visa Waiver Program», mais ils examinent les demandes de ces 12 États membres au cas par cas et ont jusqu'à présent proposé des feuilles de route à ces États pour les aider à se qualifier plus rapidement pour le programme. Alors que c'est la Commission qui traite avec les États-Unis dans ce dossier dans le cadre de la politique communautaire de visas, il est vrai que les États membres qui recherchent une adhésion au «Visa Waiver Program» sont engagés parallèlement dans des discussions bilatérales avec les États-Unis dans le contexte du processus par feuilles de route proposé par Washington.

L'article du Figaro fait référence aux réformes du «Visa Waiver Program» actuellement en cours à Washington. Au Congrès il y a eu plusieurs initiatives pour modifier les critères d'admission au «Visa Waiver Program» et notamment celui relatif au taux de rejets de demandes de visas inférieur à 3%. Des membres du Congrès et sénateurs sensibles aux demandes, surtout des pays d'Europe centrale, sont à l'origine de plusieurs projets de loi qui sont sous examen à la Maison des Représentants et au Sénat, et qui ont, au cours des lectures successives, été modifiées à plusieurs reprises déjà. Parallèlement, l'administration, et notamment le département de la Sécurité intérieure, cherche des voies pour concilier un niveau élevé de protection des frontières américaines et l'ouverture nécessaire de ces frontières pour ne pas entraver les affaires et le tourisme. Le Secrétaire à la Sécurité intérieure Chertoff propose ainsi de rendre

les critères d'adhésion au «Visa Waiver Program» plus flexibles pour l'ouvrir à de nouveaux États, mais de renforcer en même temps la sécurité des États-Unis, par exemple en couplant la participation à ce programme à une obligation, pour chaque voyageur, d'obtenir une autorisation de voyage électronique préalablement à son départ pour les États-Unis, et peut-être aussi tôt que 48 heures avant le départ. L'Australie applique déjà un système comparable.

Le Commissaire pour la Justice et les Affaires intérieures Franco Frattini a indiqué, dans une réaction initiale à la proposition du Secrétaire Chertoff, que si ce système d'autorisation de voyage électronique était une façon rapide et non bureaucratique pour faciliter l'entrée aux États-Unis, il n'y voyait pas forcément d'inconvénient. C'est à cette autorisation de voyage électronique que l'honorable Député veut probablement faire allusion lorsqu'il parle d'obligation de visa avant l'entrée aux États-Unis. Selon les autorités américaines, il ne s'agirait pas d'un visa en tant que tel, mais d'un enregistrement des données contenues dans le passeport du voyageur qui permettrait aux autorités américaines de vérifier l'identité des personnes qui projettent de se rendre aux États-Unis et de leur communiquer la décision sur leur admission, qui est jusqu'à maintenant prise par l'officier d'immigration à leur port d'entrée, avant même leur départ.

Selon Monsieur Chertoff, l'administration américaine n'aurait pas l'intention d'abolir le «Visa Waiver Program», mais simplement de le réformer. Il faudra bien évidemment, le moment venu, étudier de près les critères réformés du «Visa Waiver Program» pour déterminer si les États qui sont actuellement membre du programme voient leur adhésion remise en question ou doivent se qualifier pour continuer de rester membre. Toutefois, comme le Grand-Duché de Luxembourg répond à ce stade pleinement aux critères définis dans le cadre du «Visa Waiver Program» (passeports lisibles à la machine, programme de passeports biométriques, information sur les documents de voyage en circulation au Grand-Duché, transmission en temps utile des données sur les passeports perdus ou volés...), il n'existe actuellement aucune raison pour que nos ressortissants ne continuent pas à bénéficier du «Visa Waiver Program».

Concernant le maintien de «situations de non-réciprocité par certains pays tiers en matière d'exemption de visa», il a été décidé lors du dernier Conseil JAI les 12 et 13 juin 2007 que la Présidence UE et la Commission continueront à entretenir un dialogue renforcé avec les États-Unis d'Amérique en vue d'obtenir le respect du principe de réciprocité en matière de visa envers tous les États membres de l'Union européenne.

Comme le Congrès américain n'a pas encore formulé de position définitive relative à cet amendement de la législation en matière d'immigration, la Commission a par ailleurs annoncé que la présentation de son troisième rapport en matière de réciprocité ne se fera qu'à partir du mois de septembre prochain. Rappelons que la Commission avait noté dans son deuxième rapport du 3 octobre 2006 qu'aucun élément de progrès tangible n'avait pu être enregistré en ce qui concerne les discussions avec les États-Unis d'Amérique et que des mesures appropriées à l'égard de ces derniers pourraient être envisagées en vue d'accélérer les progrès en direction de la réciprocité.

Au vu des débats en cours et sur une éventuelle réforme du «Visa Waiver Program» et sur le respect du principe de réciprocité, il est toutefois prématuré de discuter d'éventuelles mesures restrictives

en matière de visa à l'égard des citoyens américains.

Question 1774 (11.6.2007) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant l'**installation de membres de la Police grand-ducale dans un pays limitrophe:**

En raison de la flambée des prix, notamment des terrains à bâtir, de plus en plus de ménages éprouvant des difficultés à trouver un logement adéquat, financièrement abordable, s'installent de l'autre côté de nos frontières.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les membres de la Police grand-ducale peuvent s'installer dans un pays limitrophe?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette interdiction est conforme avec le principe de la libre circulation des citoyens, prônée par l'Union européenne?

- Dans l'affirmative, quels seraient les éventuels critères d'après lesquels un policier luxembourgeois pourrait s'installer à l'étranger?

Réponse (20.7.2007) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Hormis quelques exceptions, les fonctionnaires de police n'ont pas d'obligation légale de prendre domicile sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, mais doivent respecter les conditions du périmètre d'habitation telles qu'énoncées dans l'article 26 du règlement grand-ducal déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier. Par ailleurs, les policiers ont une obligation de disponibilité respectivement doivent être joignables à tout moment en cas de sollicitation dans des situations d'urgence. Les fonctionnaires disposent d'une prime d'astreinte et d'une prime militaire pour cette obligation de disponibilité, voire dans certains cas de logements de service.

Face à la mobilité accrue des gens, j'estime opportun de revoir l'ensemble des aspects liés au périmètre d'habitation, en tenant compte d'une bonne organisation des services de police.

Question 1788 (15.6.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)** concernant les **qualifications des policiers du quartier de la gare:**

Dans l'étude «Cartographie de la prostitution au Grand-Duché de Luxembourg», récemment publiée, on peut lire en page 38 une citation de Monsieur le Procureur d'État Robert Bieber reprise de la façon suivante: «..., les policiers de la station de la gare n'ont pas tous la qualification nécessaire pour travailler dans des situations spéciales comme celle du quartier de la gare». Avec «situations spéciales» sont surtout visées les problèmes drogues, criminalité et prostitution.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre,

1) s'il partage l'avis du procureur d'État comme quoi les policiers de la station de la Gare de Luxembourg ne disposent pas tous de la qualification nécessaire pour agir dans un milieu difficile qu'est celui autour de la gare;

2) dans l'affirmative, quels programmes spéciaux Monsieur le Ministre envisage-t-il éventuellement pour remédier à cette situation;

3) combien de policiers assurent pour l'instant le service dans le quartier de la gare;

4) s'il est d'avis que l'effectif de police actuellement en place dans le quartier de la gare suffit pour faire face aux multiples problèmes qui se posent dans ce quartier;

5) s'il ne pense pas que l'effectif de police à la gare devrait être augmenté, et si oui, dans quelle mesure, de combien d'unités et quand.

Réponse (20.7.2007) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Les policiers des unités de la police du quartier de la Gare de Luxembourg disposent tous de la qualification nécessaire pour agir dans ce milieu. Je tiens d'ailleurs à rendre hommage au travail engagé et compétent de ces fonctionnaires de police qui opèrent dans un quartier difficile et qui, par leur travail, contribuent à améliorer la sécurité de nos concitoyens.

Actuellement, 21 policiers sont affectés au Centre d'Intervention de la gare et sept au Commissariat de Proximité. Par ailleurs, les membres de la section «mœurs» ainsi que de la section «stupéfiants» de la Section de Recherche et d'Enquêtes criminelles de la Région de Luxembourg appuient leurs actions de contrôles.

Concernant les effectifs de ces unités de police, le Gouvernement continuera son effort de recrutement afin de doter toutes les unités, y compris celles de la gare, de personnel supplémentaire au cours des trois prochaines années.

Question 1789 (15.6.2007) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant la **coopération européenne dans le domaine de la mobilité ferroviaire:**

Après le lancement du TGV-Est, de nouvelles extensions sont déjà projetées sur les réseaux de Ligne à Grande Vitesse (LGV) notamment au Sud des Pays-Bas, en Grande-Bretagne et entre Bruxelles et Cologne.

Pour bien préparer ce défi audacieux, différentes compagnies ferroviaires, entre autres la SNCF, la DB, les CFF, la SNCB, l'Eurostar, les NS et les ÖBB, se sont associées pour imposer l'offre de la grande vitesse comme alternative à la voiture et à l'avion. Ce groupe porte le nom de «Railteam».

«Railteam» se propose d'offrir une large panoplie de destinations sur l'ensemble des différents réseaux ferroviaires et de faciliter les correspondances entre les différents opérateurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Afin de faire participer la clientèle de notre pays à ce groupement, est-ce que les CFL ont soumis une demande d'adhésion au groupement «Railteam»?

- Quels pourraient en être les avantages pour les clients des CFL?

Réponse (16.7.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

En effet, les entreprises ferroviaires CFF, DB, NS, ÖBB, SNCB, SNCF, Eurostar et Thalys, opérant toutes activement des services à grande vitesse, se sont associées, sur le principe des alliances aériennes, sous le label «Railteam» et ce dans le but d'établir des standards de qualité communs pour le transport international à grande vitesse et d'accroître la position compétitive de la grande vitesse européenne face à sa concurrence, surtout aérienne.

Ainsi les entreprises ferroviaires susmentionnées s'engagent à partir de la mi-année 2007 à offrir à leur clientèle internationale, à l'instar de leur trafic domestique, un haut niveau de qualité de service, surtout pour ce qui est des domaines de l'information et de la distribution ferroviaire, de l'assistance à la clientèle et du service après-vente.

Les CFL, entreprise ferroviaire n'opérant pas de services à grande vitesse, n'ont jusqu'à présent pas été sollicités à une adhésion à l'alliance «Railteam». Tout de même, en tant que mandataire de la SNCF qui opère les trains TGV entre Luxembourg et Paris, les CFL sauront faire profiter la clientèle luxembourgeoise de tous les avantages offerts dans le cadre de l'alliance «Railteam».

Question 1791 (19.6.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **panneau d'affichage des valeurs mesurées de la qualité de l'air**:

Den 12. am Heemount 2001, hat ech d'Fro N°1226 (*cf. compte rendu N°1/2006-2007*) un den deemolgen Här Ëmweltminister geriecht am Kontext mat enger Ëmwelttafel, déi zu Esch op der Maartplaz opgestallt war an de Bierger wichteg Ëmweltinformatiounen vermëttele konnt. Dës Ëmwelttafel war Enn 2000 aus technesche Grënn ausser Betrib geholl ginn an aus finanzielle Grënn konnt net direkt eng nei ugeschaaft ginn. Duerno konnt wéinst Aarbechten an al Esch an op der Maartplaz keng nei opgestallt ginn.

Deemools hat den Här Ëmweltminister mer geäntwert et wiere keng Kreditter am Budget vum Ëmweltministerium zur Verfügung fir sou eng Ëmwelttafel.

Kann den Här Ëmweltminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gëtt et nei standardiséiert Ëmwelttafelen, déi ee kënn erëm opstellen, dat net nëmmen an Esch mä an all Gemeng, fir de Bierger wichteg Ëmweltinformatiounen zoukommen ze loosse?

2) Wivill Kredit steet am Budget vum Ëmweltministerium zur Verfügung fir sou technesch Instrumenter am Zesummenhang mat den Ëmweltinformatiounen opzestellen?

3) Iwwerhëlt den Ëmweltministère déi gesamt Käschten, wann eng Gemeng sou eng Ëmwelttafel opstellt oder gëtt et nëmmen eng finanziell Bähëllef vum Ministère?

4) Wann et nëmmen eng finanziell Bähëllef gëtt, wéi héich kënn déi sinn?

Réponse (10.7.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

1) Nei standardiséiert Ëmwelttafelen ginn et wuel, déi zentral vun enger Datebank, zum Beispill iwwer Internet oder per Modem, aktualiséiert ginn. Allerdéngs ass op sou Ëmwelttafelen den Text mat der Ëmweltinformation begrenzt. Eng besser a méi modern Virgehensweis wär déi, d'Informatioun direkt um Internet un der Address «emwelt.lu» sichen ze goen. Vill Haushalter hunn Zougang zu Internet. Direkt op Unzeigetafelen kënn een zeréckgräifen, wou tatsächlech scho greisser Gemengen esou équipeiert sinn, an e Minimaltext aspeisen.

2), 3) a 4) Momentan sti keng Kreditter am Budget vum Ëmweltministerium zur Verfügung fir sou eng Opstellung vun Unzeigetafelen de programmeieren. Par contre ass zur Zäit e Projet an der Realisatioun fir um Internetsite «emwelt.lu» wichteg Ëmweltinformatiounen publik ze

maachen. Duerno kënn een eng Méiglechkeet plangen, wann eng Demande do ass, fir de Gemengen eng konzentriert Informatioun a punkto Ëmwelt zoukommen ze loosse.

Question 1795 (19.6.2007) de **MM. Marcel Oberweis** et **Gilles Roth** (*CSV*) concernant le **constat des infractions en matière de destruction de biotope au sens de la loi de la protection de la nature**:

Selon nos informations, Monsieur le Ministre de l'Environnement aurait émis des instructions aux agents de l'Administration des Eaux et Forêts leur rappelant l'obligation de constat des infractions en matière de protection de la nature.

À cet égard, le contrôle du respect de l'article 17 de la modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles s'avère particulièrement délicat, en l'absence notamment d'une définition légale précise de la notion de biotope.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer en l'espèce l'existence d'une instruction rappelant l'obligation de constat des infractions en matière de protection de la nature?

2) Dans l'affirmative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il assurer la sécurité juridique des citoyens face aux multiples interprétations qui sont régulièrement prêtées à la notion de biotope?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre envisage en particulier de préciser dans un texte légal ou réglementaire la liste des biotopes à considérer sur les fonds situés à l'intérieur des périmètres d'agglomération?

Réponse (20.7.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad questions 1 et 2

Les instructions d'application des dispositions de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, revendiquées par l'ensemble des acteurs concernés depuis des années et arrêtées par le Ministre de l'Environnement en décembre 2006, garantissent la sécurité juridique des citoyens ainsi qu'une application pragmatique des dispositions de l'article 17.

Ces instructions définissent clairement la notion de biotopes en se limitant aux biotopes rares et/ou menacés couvrant des surfaces minimales. Le même document explique pour 14 types de biotope visé, les interventions qui sont à considérer comme destruction, réduction ou changement et tombant dès lors sous le champ d'application des dispositions de l'article 17.

Dans un souci de procurer un maximum de sécurité de planification et en vue de faciliter l'action des agents de l'Administration des Eaux et Forêts sur le terrain, un cadastre national de ces biotopes est en cours de réalisation et ceci sur base de critères scientifiques et selon un processus transparent.

En ce qui concerne l'obligation de constat des infractions, l'article 66 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles stipule que les infractions à cette loi, donc également celles à l'article 17, sont constatées par les agents de la Police grand-ducale, les agents de l'Administration des Eaux et Forêts ainsi que par les agents de l'Administration des Douanes et Accises.

Ad question 3

L'article 17 ne fait pas de différence entre fonds situés à l'intérieur et fonds situés à l'extérieur des périmètres d'agglomération. Les instructions d'application de décembre 2006 retiennent une liste de 14 types de biotopes au sens de l'article 17. Cette liste est également valable à l'intérieur du périmètre d'agglomération. Un travail d'inventaire de ces biotopes à l'intérieur du périmètre est actuellement en cours dans différents triages forestiers. Les résultats de ce travail ainsi que celui du cadastre des biotopes réalisés sur l'ensemble du territoire national pourraient être à la base d'un éventuel texte réglementaire arrêtant une liste de biotopes.

Question 1796 (19.6.2007) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant le **futur de l'Institut Européen de Technologie (IET)**:

L'Institut Européen de Technologie créé en 2005 représente l'outil avec lequel l'Union européenne a voulu souligner sa vocation de construire des ponts entre le milieu scientifique voire le monde universitaire, d'un côté, et des entreprises de l'autre. Un des buts majeurs de l'IET est d'attirer les étudiants, les chercheurs et les professionnels les plus talentueux du monde et d'améliorer les compétences dans le domaine de la gestion de la recherche et de l'innovation. L'IET devrait ainsi servir de catalyseur de réformes dans le domaine interconnecté de la recherche, de l'éducation et de l'entreprise.

Or, depuis un certain temps on remarque un désintéressement croissant de la part du milieu industriel et de certains membres du Parlement européen pour l'IET. Selon mes informations, en aval de la conférence de Würzburg (Allemagne), l'IET ne décernerait plus de diplômes et ne resterait qu'un réseau virtuel de taille réduite. Parallèlement les moyens financiers ne seraient pas mis à disposition comme prévu initialement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces allégations?

- Les propos concernant le futur de l'IET ne laissent-ils pas surgir la crainte que cet outil performant de la société des connaissances tant souhaité ne verra pas le jour dans la forme prévue initialement?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois dans ce dossier?

Réponse (20.7.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Faisant référence à différentes informations, l'honorable Député désire s'informer sur l'état des négociations concernant le futur Institut Européen de Technologie.

À cet égard il y a lieu de noter que la Commission européenne a adopté le 18 octobre 2006 une proposition visant la création d'un Institut Européen de Technologie (IET). Cet institut s'articulera autour d'une structure de gouvernance centrale restreinte et d'un réseau de «Communautés de la Connaissance et de l'Innovation» chargées d'accomplir les missions de l'IET.

Sur la base des conclusions du Conseil européen du 22 juin, le Conseil «Compétitivité» du 25 juin 2007 est convenu d'une orientation générale sur un projet de règlement portant création de l'IET en vue de parvenir à un accord en première lecture avec le Parlement européen sous présidence portu-

gaise. La délégation luxembourgeoise a soutenu cette orientation générale.

Selon les termes de l'accord, l'enveloppe financière prévue pour la phase de création et de démarrage de l'IET pendant une période de six ans commençant le 1^{er} janvier 2008 s'établit à 308,7 millions d'euros, montant proposé par la Commission européenne.

L'orientation générale traduit le principe d'une approche en deux temps, selon laquelle deux ou trois Communautés de la Connaissance et de l'Innovation (CCI) seraient créées dans un premier temps; puis, dans un deuxième temps, après évaluation des activités réalisées jusqu'alors, de nouvelles CCI seraient mises en place et une stratégie à long terme pour l'IET serait définie. Ainsi le Conseil a retenu l'approche en deux étapes telle que proposée entre autres par la délégation luxembourgeoise lors du Conseil informel «Compétitivité» à Würzburg fin avril 2007.

Il est entendu que la sélection des premières CCI tiendra compte des politiques prioritaires de l'UE, notamment en matière d'énergies renouvelables et de changement climatique. L'approche suivra ainsi les propositions de la délégation luxembourgeoise qui a proposé d'ajouter également le secteur des services et les nanotechnologies en tant que thématiques prioritaires futures de l'IET.

L'IET exercera la plupart de ses activités dans le cadre des Communautés de la Connaissance et de l'Innovation. Celles-ci constituent des partenariats entre le secteur privé, la communauté des chercheurs et des équipes d'excellence provenant des pôles de recherche et des universités, combinant ainsi les trois pôles du «triangle de la connaissance» (éducation, recherche et innovation), ce qui contribuera à convertir rapidement les résultats les plus récents d'une recherche fondamentale d'excellent niveau en technologies nouvelles afin de réaliser des percées novatrices sur le marché.

Les titres et diplômes liés aux activités d'enseignement supérieur sont délivrés par les universités participantes conformément aux règles et procédures d'agrément nationales. La convention passée entre l'IET et les CCI prévoit que ces titres et diplômes peuvent également être des titres et diplômes estampillés «IET». L'IET encourage les universités participantes à délivrer des titres et diplômes conjoints ou multiples reflétant la nature intégrée des CCI.

L'accord obtenu confère une large autonomie à l'IET et aux CCI en termes de fonctionnement et de mise en œuvre. Parallèlement, les domaines prioritaires stratégiques et à long terme seront fixés par le Parlement européen et le Conseil, qui adopteront un programme stratégique d'innovation définissant les activités futures de l'IET.

L'IET devrait s'efforcer d'attirer une contribution financière du secteur privé. Le secteur privé est donc appelé à contribuer sensiblement au budget de l'IET et, en particulier, à celui des CCI.

Question 1798 (20.6.2007) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant le **tracé de la nouvelle ligne ferroviaire Esch/Alzette-Luxembourg**:

De 25. Mee hat d'Gemeng Monne-rech d'Awunner op eng Informatiounsversammlung agelueden, fir hinnen déi zukünftech Duerfentwécklung ze erklären. Bei där Geleeënheet sinn d'Awunner aus der rue d'Esch vu Steebrécke fir d'alleréischte gewuer ginn, datt déi nei Zuchstreck Esch-Lëtzebuerg matzen duerch hir Terrainen an Haiser verlafte soll.

An dësem Zesummenhang géif ech gäre vum Här Transportminister gewuer ginn,

1) ob hien et normal fënnt, datt Zuchlinne geplangt ginn an datt d'Leit, déi op dëser Linn wunnen, quasi zoufällech driwwer informéiert si ginn;

2) ob den Tracé vun dëser Eisenbunnslinn schonn definitiv feststeet oder ob do nach Ännerunge méiglech sinn;

3) wéini a laut wat fir enger Prozedur d'Leit, déi vun dëser Eisenbunnslinn betraff sinn, definitiv a vollstännlech driwwer informéiert ginn, wéi et fir d'Zukunft vun hiren Haiser an Terrainen ausgesäit,

4) an ob de Minister ka verstoen, datt déi betraffe Leit de Moment net méi an nach aus wëssen.

Réponse (20.7.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

De Projet vun der neier Zuchstreck Stad/Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht wou verschide Varianten am Dossier APS (Avant-Projet Sommaire) ausgeschafft goufen an am November 2003 ofgeschloss goufen, duerchleeft am Moment déi verschide Prozeduren, déi d'Gesetz vum 13 Mäerz 2007 iwwert d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 97/11 virgesäit. Als nächst Etapp wäert an deenen nächste Méint den Dossier, deen aus dem APS, der Impaktnotiz iwwert d'Ëmwelt, der Impaktnotiz iwwert d'Sécherheet sou wéi der Vergläichsetüd besteet, an deene betraffene Gemengen ausgehaange ginn, wou d'Leit hir Meenung äussere kënnen.

D'Resultat vun dëser Konsultatioun vun de betraffene Leit, zesumme mat deene verschiddenen am Vir-aus realiséierten Etüden orientéiert de Regierungsrat an der Wiel vum Tracé.

Ech wëll hei nach eng Kéier explizit betounen, dass konform zu deem uewegenannte Gesetz keng Entscheidung vun der Regierung, wat d'Wiel vum Tracé ubelaangt, getraff gëtt bevür déi betraffe Leit an deene betraffene Gemengen d'Geleeënheet krut hate fir hir Meenung ze äusseren.

Question 1802 (21.6.2007) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant l'**analyse des problèmes de transmission d'information vers certains commissariats**:

Dans sa réponse du 23 avril 2007 à ma question parlementaire concernant la diffusion tardive de la photo d'un détenu évadé (*cf. compte rendu N°11/2006-2007*), Monsieur le Ministre avait écrit que les experts en informatique seraient en train d'examiner d'éventuels problèmes de transmission vers certains commissariats.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si cet examen a déjà pu être conclu?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette analyse?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels ont été les commissariats concernés par les problèmes de transmission?

Réponse (20.7.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

D'après les informations qui m'ont été transmises par les services compétents, aucune panne informatique n'est survenue au moment de la publication de la photo et celle-ci était disponible à toutes les unités de police.

La Police grand-ducale veillera à ce qu'à l'avenir la communication tant interne qu'externe se fasse le plus efficacement et le plus rapidement possible dans des situations d'urgence.